# AUX ORIGINES
# DU COMMUNISME FRANÇAIS

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES - SORBONNE
*SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES*

# SOCIÉTÉ, MOUVEMENTS SOCIAUX ET IDÉOLOGIES

*PREMIÈRE SÉRIE*

ÉTUDES

VI

PARIS MOUTON & CO LA HAYE
MCMLXIV

ANNIE KRIEGEL

# AUX ORIGINES DU COMMUNISME FRANÇAIS 1914-1920

*Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*

TOME II

PARIS MOUTON & CO LA HAYE
MCMLXIV

*TROISIÈME PARTIE*

# LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS A LA RENCONTRE DU BOLCHEVISME

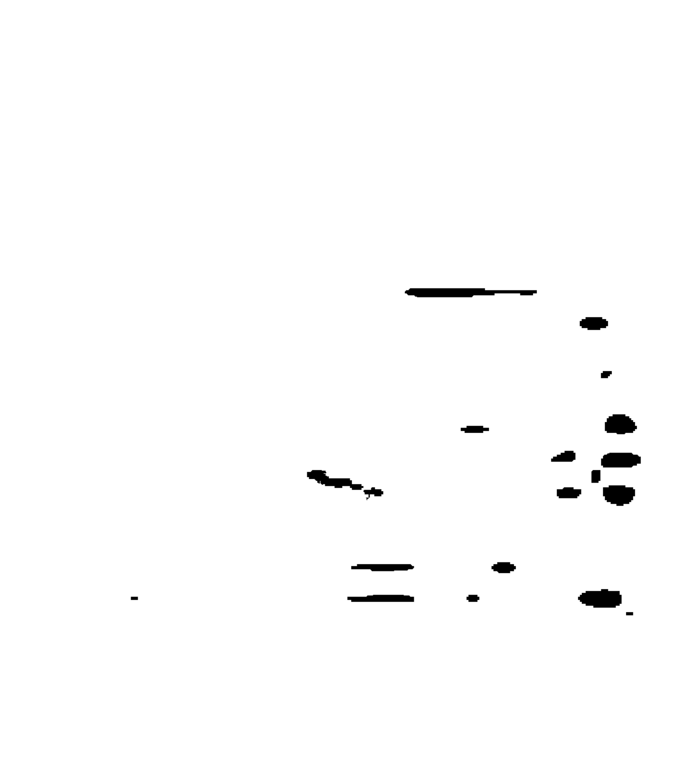
## SOMMAIRE DE LA III$^{e}$ PARTIE



Section I :

## *CONTACTS*

Le mouvement ouvrier français avait donc perdu successivement ses espérances : il savait désormais qu'il ne s'emparerait pas — du moins dans l'immédiat — du pouvoir politique grâce à la conquête préalable d'une majorité d'élus socialistes au Parlement. Il savait aussi que — du moins dans les formes imaginées en 1920 — la perspective syndicaliste d'une révolution totale s'était obscurcie. Ainsi dépouillé par l'histoire de l'avenir (république parlementaire socialiste ou révolution syndicaliste) qu'il avait pour et par lui-même conçu, le mouvement ouvrier français tout entier était conduit à chercher ailleurs de nouvelles raisons de vivre : et cet ailleurs, ce ne pouvait être qu'en Russie dont on disait qu'elle édifiait victorieusement une nouvelle sorte de socialisme.



CHAPITRE PREMIER

# LA PRÉCARITÉ DES LIAISONS PARIS-MOSCOU

• *Les formes de liaison :*

Lettres personnelles ;
Messages radio ;
Télégrammes ;
Délégués et émissaires.

• *Les organes de liaison.*

Les relais entre Moscou et l'Europe occidentale ;
Les centres-relais : de Stockholm ;
d'Amsterdam ;
de Suisse ;
de Copenhague.

• *Le rythme des liaisons a tendance entre 1918 et 1920 à s'accélérer.*

Les congrès de Berne (février 1919) ;
de Vienne (août 1919) ;
de Genève (décembre 1919).
La conférence d'Amsterdam (février 1920).

• *La nature des liaisons.*

Échanges d'information ;
Communication de mots d'ordre et directives d'action ;
Échange de matériel de propagande ;
Transferts financiers.

L'heure avait ainsi sonné de la grande confrontation avec le bolchevisme.

Mais pour ce faire, il fallait s'informer. Au Congrès de Strasbourg, Grumbach avait en effet pu constater l'ignorance générale en la matière : « Nous voici à la veille de notre discussion capitale [sur l'adhésion à la IIIe Internationale] et nous sommes obligés d'instituer cette discussion sans savoir exactement ce qui se passe à l'extérieur »[1].

---

1. Congrès national du Parti socialiste, Strasbourg, *cpte-r. stén.*, p. 90.

Seule l'extrême-gauche ouvrière y avait jusqu'alors songé : elle seule avait voulu se faire une opinion, certes bien confuse encore[1], car même quand elles étaient recherchées, les relations avec Moscou restaient rares et sur un plan général : le blocus de la Russie soviétique par les Alliés coalisés ne rendait pas les communications aisées.

Sous quelles formes, par quels organes, le contact s'établissait-il donc ? Il y avait d'abord quelques rapports directs : l'envoi de lettres personnelles dont se chargeaient des porteurs passant clandestinement les frontières ; l'envoi de messages-radios que les ondes lançaient vers Paris, via Stockholm ; l'envoi de télégrammes qui, d'aventure, parvenaient à leurs destinataires ; enfin les allées et venus d'émissaires dont certains étaient bien des émissaires accrédités de Moscou ou de Paris, et d'autres plus ou moins des auto-émissaires[2].

Des lettres personnellles, il pouvait s'en échanger, notamment entre hommes qui s'étaient connus jadis à Paris, du temps où les émigrés russes, avant et pendant la guerre, suivaient attentivement les affaires françaises. C'était le cas par exemple de Trotski — qui avait entretenu des rapports étroits avec le Comité pour la Reprise des Relations Internationales jusqu'à son expulsion de France en automne 1916[3]. C'était encore le cas, à un degré beaucoup moindre, de Lénine qui, par l'intermédiaire d'Inessa Armand, avait en 1916 tenté de développer un courant extrémiste en France[4]. Des correspondants, les Bolcheviks comme les dirigeants de l'extrême-gauche ouvrière française en avaient donc tout naturellement, les premiers à Paris, les seconds à Moscou. Des correspondants, les militants français en pouvaient encore trouver du fait de la présence à Moscou de communistes d'origine française (par exemple Guilbeaux, Sadoul, d'une façon générale les membres du « groupe communiste français à Moscou ») ; ou même du fait de la présence de communistes qui n'étaient ni Russes ni Français mais qui, à un moment de leur vie, s'étaient trouvés en relation avec le mouvement ouvrier français. Mais un carnet d'adresses ne suffisait pas à établir une correspondance : car la poste ne fonctionnait pas, bloquée comme le reste. Il fallait encore disposer de messagers qui passassent — à leurs risques et périls — les lignes et, une fois en Occident, emprunter des modes d'acheminement postal qui garantissent l'inviolabilité d'une correspondance recherchée par toutes les polices. Conditions aisément réalisables pour des révolutionnaires expérimentés : adresses conventionnelles, informations codées, filières spéciales de transmission auraient pu compléter les garanties de sécurité qu'offrait déjà la législation occidentale sur le secret de la correspondance[5]. Mais d'une part, il

1. *Cf.* I^re^ partie, II, 2.
2. *Cf.* III^e^ partie, I, 3.
3. *Cf.* I^re^ partie, I, 5.
4. *Ibid.*
5. Un exemple nous est fourni par la lettre suivante de H. Roland-Holst à Boris Souvarine (lettre saisie chez Souvarine, mise sous scellé n° 28, *pièce 100*, et reproduite dans le Réquisitoire définitif) : « Pouvons-nous compter sur Loriot et sur vous (ou en tous cas sur un de vous deux) pour une séance du Bureau d'Amsterdam que nous voudrions tenir le 20 ? Voulez-vous m'envoyer une réponse télégraphique à l'adresse suivante : « M^me^ Sasse, 111,... » Si vous comptez pouvoir être ici, les deux ou un des deux, le 20, télégraphiez simplement : « félicitations ». Et signez un nom quelconque. S'il faudrait remettre de quelques jours, télégraphiez « mariage aura lieu le... » (les dates où vous croyez pouvoir être présents). Nous attendons votre réponse pour envoyer

est assuré que les militants français n'avaient qu'une médiocre connaissance des voies et méthodes clandestines. D'autre part ce que le hasard des investigations policières et douanières a livré de ladite correspondance écarte l'hypothèse d'une organisation bien rodée : une lettre de Monatte à Trotski tomba entre les mains de la Justice militaire française ; or elle était en clair. De même, une missive confidentielle confiée par le Suisse Humbert-Droz à « un camarade allant à Paris » ne parvint pas à son destinataire : « Les journaux m'apprennent qu'il [le messager] a été arrêté à la frontière par la police suisse et ma lettre séquestrée »[1].

Aussi, bien qu'il soit évidemment difficile de se prononcer sur le volume d'une correspondance privée qui, jusqu'à présent, n'a pas été rassemblée ni soumise à la critique de l'historien, tout porte à croire que Monatte disait vrai quand il déclarait[2] en mai 1920 n'avoir depuis 1918 reçu de Trotski qu'une seule lettre[3], celle du 1er septembre 1919. Une telle précarité de rapports écrits, on en trouve par ailleurs l'écho dans un entrefilet de *L'I.C.*, juin 1919 : « Fait exceptionnellement rare, nous avons pu dernièrement recevoir à Moscou un assez grand nombre de journaux étrangers dépareillés »[4].

Les messages-radios étaient d'un emploi plus facile mais... assez indiscret. Certes, les organisations ouvrières d'Europe et l'Internationale Communiste auraient pu, grâce à la mise en place d'une infrastructure clandestine, échanger des messages codés. Et que l'I.C. y ait effectivement songé, assurément[5]. Mais elle semble ne pas y être parvenue, du moins en territoire français. C'est pourquoi, elle continue à lancer — en abondance mais en clair — des radiogrammes qui présentent un triple inconvénient : ils sont captés par les services officiels français ; ils sont au surplus mal captés, car les conditions d'écoute sont défectueuses[6] ; ils ne peuvent enfin

---

un message aux amis des autres pays » — Or, au cours de son interrogatoire *(pièce 575)*, Souvarine dit ne pas avoir répondu à H. Roland-Holst car il était absent de Paris. Mais le juge d'instruction Jousselin parvient à confondre Souvarine (sans d'ailleurs que Souvarine en convienne). Voici comment : la lettre de H. Roland-Holst du 8 mars 1920 proposait une réponse télégraphique à l'adresse d'une dame Sasse et en langage convenu ; or la police a saisi (après vérifications dans tous les bureaux de poste de Paris) un télégramme adressé le 20 mars à Sasse par un nommé Bonnaud, rue du Temple. En outre, au bas de la lettre de H. Roland-Holst du 8 mars, on peut lire une annotation de la main de Souvarine : « répondu le 23 mars » (D.I.C.).

1. Lettre de Humbert-Droz (alors en prison à Neuchâtel) à Lainé, du 10 juin 1919, citée dans le *Rapport sur la situation internationale des Jeunesses Socialistes pour la 5e conférence nationale de Troyes (Archives R. Radi).*

2. *Pièce 645* (D.I.C.) : interrogatoire de P. Monatte.

3. Publiée dans *La Vie Ouvrière*, n° 29.

4. *L'I.C.*, n° 2, juin 1919, p. 179. Ajoutons encore le témoignage de Sigrand (*pièce 958*, D.I.C.) : entre le 30 mai 1919 et le 25 décembre 1919, Sigrand n'a eu aucune communication avec des membres de l'Internationale Communiste.

5. *Cf.* dans le *Rapport Darru* ce que Mme Rutgers, femme de S. Rutgers, interpellée à sa sortie du territoire néerlandais, est censée avoir déclaré : qu'elle avait, entre autres, pour mission verbale de proposer aux chefs communistes la création d'un poste émetteur radio. Par ailleurs, la lettre de Ström à Rutgers demande au § 11 : « Avez-vous en Hollande un camarade qui soit bon radio-télégraphiste ? S'il en est ainsi, nous espérons pouvoir vous envoyer sous peu appareil récepteur de radio » (D.I.C.). Enfin, par fiche n° 1051 S.B., le Bureau Militaire de Berne, le 10 avril 1920, transmet, sans préciser ses sources, un « code télégraphique secret employé par les communistes russes et allemands pour communiquer avec leurs camarades suisses ». Voici quelques exemples donnés de ce code : Soviets = les parents ; gouvernement danois = le père ; gouvernement allemand = la mère ; gouvernement suisse = grand-père ; Russie = canton Berne, etc. (A.N., F7, 13478).

6. Il en résulta un petit incident, qui accrut encore certaines tensions à l'intérieur de l'extrême-gauche française. La lettre de Trotski était, semble-t-il, adressée à Loriot, Rosmer,

servir de support au dialogue qu'exigerait l'établissement de rapports sérieux entre les mouvements ouvriers russe et français. Il en résulte que si les messages-radios furent très nombreux, ils ne purent, publiés, triés, mutilés, que donner des informations très générales, à valeur de propagande, plutôt que des indications précises, ayant la force de directives d'action. On en a la preuve en compulsant le dossier rassemblé par le Quai d'Orsay pour l'édification du juge d'instruction lors du « complot » de mai 1920. Il s'agit surtout d'appels et de résolutions signés du Comité Exécutif de l'I.C. et que le Gouvernement français laissait volontairement passer. Ainsi, le radio de Moscou n° 1442, rédigé le 21 février par Guilbeaux à Moscou — en vue du Congrès socialiste de Strasbourg — parvint à Paris le 22 février à 4 h 10 : il est adressé à Loriot. Or le document porte : « Intérieur consulté ; réponse : laissez passer »[1].

Quant aux télégrammes, s'ils n'étaient pas chiffrés, ils avaient, plus encore que les messages-radios, l'inconvénient de n'être qu'à usage externe, à sens unique, et soumis à censure. Tel le télégramme qu'envoyait Zinoviev à *La Vie Ouvrière* le 22 février 1920[2]. Or, pour ce qui concerne les télégrammes venant directement de Moscou, on ne dispose d'aucun indice établissant l'existence d'un système conventionnel et codé de communication avec les organisations révolutionnaires françaises.

Restaient les délégués chargés de messages, soit oraux, soit écrits, ou de missions plus étendues : information, propagande, discussion, négociation, mise au point avec telle ou telle fraction du mouvement ouvrier. Toutes tâches dont la réalisation était assurément périlleuse en raison de la surveillance policière ou militaire, ou même plus simplement en raison de l'état troublé des pays à traverser : nous aurons l'occasion d'en juger quand nous suivrons les aventures — curieuses, amusantes, dramatiques — des militants français qui se rendirent au printemps 1920 de Paris à Moscou et retour pour le 2e Congrès de l'I.C.[3]. Mais telles quelles, les filières existaient. Guilbeaux quitte la Suisse pour la Russie le 17 février 1919. Monatte, en réponse à la lettre de Trotski du 1er septembre 1919, confie deux lettres pour Trotski et Dridzo à un militant américain, De Mott, transitant par Paris à destination de Moscou. Ce De Mott finit d'ailleurs tragiquement dans un épisode obscur : lors de sa traversée de l'Allemagne, il est arrêté par les Allemands le 5 avril 1920 ; condamné à mort pour espion nage le 6, il aurait été tué par une sentinelle au moment où, dans la nuit du 7 au 8, il tentait de s'évader. Cousues dans sa chemise, les deux lettres de Monatte étaient retrouvées et transmises au gouvernement français[4].

---

Monatte, et Péricat. Or *La Vie Ouvrière* publia cette lettre comme adressée seulement à Loriot, Rosmer, Monatte. Par contre *La Nouvelle Internationale* de Suisse publia cette même lettre comme adressée également à Péricat. Aussi Péricat protesta-t-il auprès de Monatte de ce que son nom avait été supprimé. Explication de Monatte : la lettre de Trotski, arrivée par Stockholm, ne porte pas le nom de Péricat. Cette lettre — transmise en radio ? — porte Loriot, Rosmer, Monatte, Perie. Perie a été interprété Paris.

1. *Pièce 105*, dossier Sûreté Générale Loriot (D.I.C.).

2. Dans son interrogatoire (*pièce 645*, D.I.C.), P. Monatte souligne que le télégramme de Zinoviev (scellé Monatte, n° 23, *pièce 10*, D.I.C.) avait été envoyé à *La Vie Ouvrière*, mais « visait en réalité les membres du P.S. à la veille du Congrès de Strasbourg ».

3. *Cf.* IIIe partie, 1, 3.

4. Interrogatoire Monatte (*pièce 645*, D.I.C.) : Monatte reconnaît avoir confié à De Mott deux lettres pour Trotski et Dridzo (Lozovski).

Il y eut probablement bien d'autres délégués et émissaires. Au 2e Congrès de l'I.C. en juillet 1920, le rapport de Zinoviev fait état de ce que des représentants du Comité Exécutif auraient visité, du printemps 1919 au printemps 1920, plusieurs pays et notamment la France. En novembre 1920, un rapport de la Sûreté générale française assure que, d'après une communication du Bureau Exécutif de la IIIe Internationale parvenue au « groupe communiste de Genève », trois émissaires auraient été envoyés en octobre à Paris par les dirigeants de Moscou[1].



Quoi qu'il en soit, par lettres, par radios, par télégrammes, par émissaires, volontairement publiques ou si possible secrètes, dans un seul sens ou éventuellement dans les deux, les liaisons directes Paris-Moscou ne pouvaient être qu'irrégulières, aléatoires et partant peu efficaces : même sur le simple plan de l'information réciproque, sans aller jusqu'à celui de la direction d'un combat commun.

La longueur des transmissions étant le principal obstacle à l'établissement de rapports féconds, l'idée vint très vite à Moscou — n'oublions pas que dans les décennies antérieures à la guerre mondiale, les révolutionnaires russes avaient systématiquement exploré les voies illégales pour le transfert des lettres, journaux, revues, livres et fonds de la Russie tsariste vers l'Occident et vice versa —, d'établir entre la Russie et l'Occident des relais mettant à profit les différenciations juridiques entre les États d'Europe.

Premier relais, et qu'imposaient à la fois la géographie, le droit international et l'histoire : Stockholm, ville proche de la frontière russe, capitale de pays neutre, centre d'un vieux parti socialiste où, comme ailleurs, l'extrême-gauche avait constitué un « Comité scandinave de la IIIe Internationale ». Un membre de ce Comité, F. Ström, de nationalité suédoise et de ce fait dans une situation parfaitement conforme à la légalité et aux usages diplomatiques, remplissait, au titre officiel de Représentant du Commissariat des Affaires Étrangères de la République Soviétique fédérative, l'office de chargé d'affaires pour le compte de la Russie révolutionnaire ; mais, en même temps, à titre privé de membre du « Comité scandinave », il jouait le rôle d'agent de liaison entre l'Europe occidentale ouvrière et Moscou. Là-dessus, aucun doute : le Réquisitoire définitif dans l'instruction du « complot » signale au dossier de Monatte[2] une lettre du 6 février 1920 où Ström transmet à Loriot « le texte russe et la traduction d'un télégramme par lequel Zinoviev, président de l'Internationale de Moscou, engageait les communistes français à s'unir dans une seule organisation et à déclarer la guerre à ceux qui avaient trahi la cause du

1. *Réquisitoire définitif* (D.I.C.). S'agirait-il de Vouïovitch, Sulzbacher et Di Marchi, respectivement serbe, suisse et italien, qui furent arrêtés à Paris en novembre 1920 ? Rien de moins sûr, car ces trois jeunes gens étaient en France au titre de l'I.C.J. et non de l'I.C. ? S'agirait-il déjà de Zalevski (Abramovitch) dont « l'affaire » allait venir un peu plus tard ? Ou de Lebedev, Bulgare de naissance, connu au Komintern sous le nom de Stepanov, en France sous le nom de Chavaroche et dont le véritable nom est Minev.
2. Scellé n° 3, *pièce 116* (D.I.C.).

prolétariat ». A noter cependant que ce second rôle d'agent de liaison n'est encore qu'épisodique, puisque dans la même lettre Ström « exprime le souhait que des communications plus vives s'établissent entre le Comité scandinave de la IIIe Internationale et les camarades français ». Par contre, deux mois plus tard, une autre lettre de Ström[1], du 6 avril 1920, adressée en allemand à un militant hollandais, Rutgers, d'Amsterdam, permet de mesurer les progrès réalisés : Ström y traite de questions techniques — filières pour le passage de fonds, adresse conventionnelle à Paris — et note au point 12 : « Nous avons maintenant trois fois par semaine communication directe avec Moscou. Adressez-nous les imprimés et les lettres pour la Russie et tout sera à Moscou dans les neuf jours. Faites connaître cela à Paris, Londres, Berlin, Rome, etc. ». Chose déjà faite, puisqu'une information de l'attaché militaire à la légation française en Suède transmettait le 15 mars précédent une information selon laquelle le Comité bolchevik de Stockholm aurait reçu « via Suisse-Allemagne » une lettre adressée à Lénine par Loriot et portant sur le récent Congrès socialiste de Strasbourg[2]. Stockholm devient ainsi une plaque tournante reliée d'un côté à Amsterdam (et de là, à Bruxelles, Paris et Londres), à Copenhague (et de là, à Londres et à l'Amérique), à Berlin (et de là, à Zurich et à Rome), de l'autre à Moscou via Vardö (Norvège). Liaisons toujours doubles : liaisons postales normales, donc rapides, mais dont la sécurité est renforcée par l'usage d'adresses conventionnelles ; liaisons spéciales — très lentes — par « courriers » pour les communications particulièrement importantes.

Mais bientôt l'idée de relais se perfectionne et s'élargit à l'idée de centre-relais : c'est le cas du centre-relais d'Amsterdam. Quelle différence ? Qu'Amsterdam ne sera pas qu'une « boîte aux lettres » dans la liaison Russie-Occident, mais aussi un centre autonome d'impulsion et de direction ayant reçu, par délégation de la IIIe Internationale, autorité sur le mouvement ouvrier d'orientation communiste en Europe occidentale.

Par quel mécanisme ? Il faut d'abord se souvenir du rôle que le Parti socialiste hollandais a joué pendant la guerre au sein de la IIe Internationale ; comme tous les partis socialistes des pays neutres, le Parti socialiste hollandais a nié que le déclenchement du conflit mondial mît fin à la vocation pacifique de la IIe Internationale ; il a été l'un des plus ardents partisans de la « politique de Stockholm ». Malgré l'avortement de cette politique, la majorité du Parti, conduite par Troelstra, a gardé confiance dans la vision stratégique ouvrière qu'elle impliquait. Mais, à l'encontre, une minorité s'est dégagée qui, dès les rencontres de Zimmerwald et de Kienthal, s'est prononcée pour une plus rigoureuse condamnation de tout ce qui semblait compromettre le mouvement ouvrier international avec la guerre capitaliste. Cette minorité a constitué d'abord le « Parti socialiste

1. Ladite lettre, partie le 6 avril 1920 et arrivée le 17 avril, constitue l'une des pièces maîtresses du *Rapport Darru* (*cf.* p. 572, n. 1). D'après Darru, le texte original aurait été en allemand. Darru en affirme, probablement sur la foi des assertions de la police hollandaise, le caractère authentique.

2. Le *dossier Sûreté Générale Loriot* (D.I.C.) contient la note n° 583, datée du 15 mars 1920, en provenance de la Légation de France en Suède : c'est elle qui signale « de source sérieuse » qu'une lettre de Loriot à Lénine vient de parvenir au Comité bolchevik de Stockholm, via Suisse-Allemagne.

démocratique » (S.D.P.) avant de prendre le 17 novembre 1918 le nom de « Parti communiste de Hollande »[1]. Dans ses rangs, plusieurs personnalités intéressantes. D'abord une femme qui apporte à la nouvelle formation le lustre de sa réputation acquise dès avant la guerre dans l'Internationale ; née en 1867 d'une famille fortunée de l'aristocratie, évoluant dans un milieu de haute culture, elle-même poète de talent, Henriette Roland-Holst, traditionnellement à l'aile gauche de la IIe Internationale, avait participé en septembre 1915 à la conférence de Zimmerwald, entretenu une correspondance suivie avec des socialistes de gauche en tous pays — et notamment avec Lénine —, collaboré à divers journaux et revues dont celle de Guilbeaux : *Demain ;* puis celle de Souvarine : *Le Bulletin Communiste.* Son cadet de dix ans, David Wijnkoop, élu en 1918 député d'Amsterdam, après avoir en octobre 1917 fondé *De Tribune,* organe du P.C. hollandais, témoignait par sa personne du soutien populaire au nouveau parti. Quant à Hermann Gorter, il faisait figure du théoricien qu'exige tout jeune courant politique.

Or, le 5 novembre 1919, arrivait à Amsterdam un quatrième personnage, Sebald Justinus Rutgers, un ingénieur né à Leyde trente ans plus tôt et qui, après avoir un temps travaillé pour la ville de Rotterdam, avait exercé son métier aux Indes Néerlandaises et aux États-Unis. Il y avait à cette date près de dix mois que ce voyageur avait à nouveau quitté la Hollande. Cette fois, par le Japon, il avait gagné Moscou, où il avait représenté en mars 1919, au Congrès du P.C. russe, le P.C. hollandais. Puis il était rentré par Riga, chargé, par mandat du C.E. de l'I.C., de constituer à Amsterdam un « Bureau auxiliaire de la IIIe Internationale »[2].

Dès lors, Amsterdam remplit un double rôle : d'une part c'est la ville où soit la correspondance soit les « courriers » venant d'Espagne (via Paris), de Suisse (via Paris ou Berlin), de Paris (via Bruxelles), d'Amérique (via Londres ou Paris), de Londres, de Berlin et de Bruxelles font étape avant de parvenir à Stockholm puis Vardö (parfois directement à Vardö) et enfin à Moscou (et retour)[3]. Par exemple Hanot a chargé le Bureau

---

1. Sur l'évolution du mouvement socialiste hollandais pendant la guerre, *cf.* la « Chronique de Hollande » de H. ROLAND-HOLST, *Demain,* n° 20, décembre 1917, p. 129.

2. Voici, d'après *Le Phare,* n° 8, 1er avril 1920, p. 387, le mandat exact dont Rutgers était chargé : « Établir un sous-bureau à Amsterdam dont la tâche serait : 1° d'établir un centre de propagande communiste et de publier un journal et de la littérature en trois langues ; 2° d'entrer en relation avec les divers groupes et partis communistes de l'Europe occidentale et d'Amérique ; 3° d'organiser une conférence communiste internationale dans le plus court délai possible ».

3. Dans ce rôle, voici une lettre significative de Rutgers à Souvarine, du 26 avril 1920 (lettre saisie chez Souvarine, mise sous scellé n° 30, *pièce 3,* reproduite dans le *Réquisitoire définitif,* D.I.C.) : « La camarade Roland-Holst a déjà répondu à vos lettres du 12 et 21 avril. Elle me prie de communiquer avec vous en donnant quelques renseignements additionnels : 1° Il est possible de communiquer à présent avec Moscou par l'intermédiaire de Stockholm, via Vardö. Pour des lettres pas trop importantes, vous pouvez adresser à Fr. Strom, [suit une adresse à Stockholm] à qui vous pouvez demander de vous donner des adresses spéciales. Ou bien vous pouvez envoyer des lettres par notre intermédiaire. Des journaux, votre bulletin, des brochures, etc., vous pouvez adresser directement à Red Andra, Finmarkens Redaktion, Vardö (Norwegen). Dans la première couverture, il faut une deuxième avec l'adresse : Rosta Moskau ou bien Rosta Petrograd. Les camarades russes prient de leur envoyer 10 exemplaires de tous les imprimés, journaux, etc. Je vous prie de bien vouloir arranger que tous les journaux seront expédiés de cette manière, *La Vie Ouvrière, L'Humanité, Le Soviet,* etc. 2° Les camarades de Stockholm nous demandent d'établir une communication tout à fait sûre par des courriers avec vous, via la Belgique. Nous avons une communication avec Stockholm, et avec l'Angleterre et l'Amérique, aussi avec l'Allemagne. Nous sommes en train d'établir des communica-

d'Amsterdam de faire parvenir une lettre datée du 23 février 1920 et destinée à Lénine : le secrétaire de la Fédération Communiste des Soviets souhaitait aviser le chef de l'Internationale Communiste de la scission survenue par suite de la démission de Sigrand[1]. Il ne semble pas d'ailleurs, d'après la réponse de H. Roland-Holst à Hanot[2], datée du 26 mars 1920, que cette lettre à Lénine fût bien arrivée, ne serait-ce qu'à Amsterdam. De son côté, Sigrand, au nom de l'autre fraction de cette même Fédération des Soviets, a reçu mandat de ses camarades, après consultation de militants belges en rapport avec le Bureau d'Amsterdam, de transmettre également au Bureau d'Amsterdam une autre lettre explicative[3].

Mais, de plus en plus, le centre-relais d'Amsterdam, au titre de Bureau auxiliaire de la IIIe Internationale, entend exercer une sorte de direction politique pour l'orientation convergente des courants, tendances et partis qui, en Europe occidentale, se prononcent pour la IIIe Internationale. Nous verrons bientôt qu'il en résultera pour lui quelque désagrément.

Cependant Amsterdam ne constitue pas en Occident le seul centre-relais. Berlin en est un autre et deviendra le siège du « Secrétariat de la IIIe Internationale pour l'Europe occidentale ». Certes, le centre de Berlin, plus continental, tend à rayonner davantage sur l'Europe moyenne où l'onde de choc produit par les événements de Russie est d'une amplitude incomparable, alors que le centre d'Amsterdam s'ouvre, lui, vers l'Océan et par-delà l'Océan, où la fièvre révolutionnaire est moins forte. Par ailleurs, le centre-relais de Berlin est mieux placé pour traiter des problèmes révolutionnaires dans l'optique et avec les conditions particulières aux mouvements ouvriers des pays sortis vaincus, désagrégés de la guerre mondiale, tandis qu'Amsterdam s'occupe surtout des mouvements ouvriers dans les pays vainqueurs. Néanmoins l'extrême-gauche française, si elle apparaît mieux reliée à Amsterdam, ne néglige pas pour autant Berlin : Souvarine aurait, après le Congrès socialiste de Strasbourg en février 1920, pris contact avec le Secrétariat de Berlin et son dirigeant Kopp[4].

Amsterdam et Berlin sont en 1920 des centres-relais de création

---

tions plus sûres avec la Belgique (Bruxelles). Si vous pouvez faire un service avec des courriers entre Bruxelles et vous et peut-être aussi avec l'Espagne et la Suisse, ça vous permettra de manipuler des documents plus importants sans dépendre de l'acuratesse de la poste. Bien entendu : nous ne voulons pas nous dispenser de la poste : les autres communications sont toujours excessivement lentes mais il faut avoir une réserve et pour le transport des choses très délicates, c'est presque indispensable ».

1. *Cf. Réquisitoire définitif* (D.I.C.).

2. Le *Réquisitoire définitif* fait état de cette réponse de H. Roland-Holst à Hanot, datée du 26 mars 1920, et saisie chez Giraud (scellé Giraud, n° 5, *pièce 11*). Sur Giraud, *cf.* 1re partie, III, 5.

3. La *pièce 860* (D.I.C.) fait état d'une note de la Préfecture de Police du 16 avril 1920 sur Bott : « Bott part à Bruxelles, chargé par le P.C. de se mettre en relation avec les communistes de cette ville. Rentré à Paris le 26, il a rendu compte de son voyage et fait connaître qu'il s'était mis en rapport avec le groupe communiste de Bruxelles et que celui-ci conseillait au P.C.F. d'entrer en relations avec le Comité de la IIIe Internationale et le Bureau de propagande russe d'Amsterdam qui pourrait faciliter la propagande communiste en France, notamment en subventionnant un journal, comme il l'a fait pour la *V.O.* à qui il aurait fait parvenir une somme de 30 000 francs. Il a donné lecture d'une lettre destinée à ce Bureau dans laquelle il explique les phases du mouvement communiste en France et la situation actuelle du P.C., lettre que Sigrand s'est chargé de faire parvenir ». Sur Bott, Sigrand, Hanot, *cf.* 1re partie, III, 5 et IIe partie, 6.

4. Il faut dire que Berlin était difficile à atteindre : *cf.* la lettre de Ström à Rutgers, où Ström se plaint d'avoir perdu tout contact avec le centre de Berlin.

récente[1]. Il en est un plus ancien, que gêne un peu sa situation géographique, enchâssé qu'il est au cœur de l'Europe, mais que par ailleurs sa vieille connaissance des traditions conspiratives favorise : le centre-relais suisse. Zone-refuge après 1914 de militants bolcheviks éminents qui n'avaient pas tous regagné la Russie en 1917, pays que sa neutralité dans le domaine international et l'orientation de son parti socialiste avaient conduit à abriter le mouvement zimmerwaldien, la Suisse avait, après la Révolution d'Octobre et malgré des communications difficiles — à travers l'Allemagne — maintenu des rapports avec la Russie des Soviets : soit que des militants du parti socialiste suisse — tel Platten — se soient rendus en Russie et en soient revenus ; soit que des militants de partis étrangers, réfugiés en Suisse — tel Guilbeaux — aient quitté le pays pour la Russie ; soit que des militants de partis socialistes russes — fort nombreux — aient emprunté finalement le chemin de Lénine pour retourner dans leur patrie ; soit enfin que des militants bolcheviks aient été, de Russie, renvoyés en mission spéciale vers Zurich et Genève : dès le début de 1918, le contre-espionnage français en Suisse fait état de ce que des délégués secrets du gouvernement bolchevik seraient arrivés en Suisse pour y installer un « Bureau de renseignements et de propagande maximaliste » chargé de rayonner sur la France et l'Italie[2].

Bref des membres de la gauche du P.S. suisse ; des hommes de la zimmerwaldienne C.S.I., avec ses ramifications pour les organisations socialistes de femmes et de jeunes ; des militants bolcheviks chargés de mission ou demeurés en exil, voilà ceux qui pouvaient en Suisse fournir d'éventuels contacts avec Moscou à qui, en Italie et en France, les cherchait. Dans ce cadre, on a déjà relevé les relations entre le Suisse Humbert-Droz et de jeunes socialistes français : le 12 mai 1919, la lettre dont Humbert-Droz se plaignait un peu plus tard qu'elle avait été saisie sur un Italien franchissant clandestinement la frontière, avertit un dirigeant des J.S. françaises, Laîné, de l'envoi de brochures sur la révolution russe. C'est en Suisse qu'est saisi sur un courrier de la Jeunesse Socialiste Inter-

---

1. Et, dans une eertaine mesure, eoncurrents. A la conférence d'Amsterdam en février, « des diseussions particulières eurent lieu... en particulier avee les membres du Bureau de Berlin qui ne pouvaient admettre la formation du nouveau Bureau dans sa forme actuelle. Un aeeord fut eonclu entre Seerétariat de Berlin et Bureau d'Amsterdam : 1° Secrétariat et Bureau eontinueront propagande respcetive pendant trois mois ; 2° A la fin de ces trois mois, une nouvelle conférence eommuniste internationale qui possédera l'autorité nécessaire pour créer un Bureau international définitif » (*Le Phare*, 1er avril 1920, n° 8, p. 387). Finalement, comme on le verra, Amsterdam sera éliminé et Berlin prendra de plus en plus d'importanee dans le méeanisme des liaisons entre Moscou et l'Oecident. D'autant plus que, dès 1920, s'installera à Berlin une ambassade soviétique, jouissant de toutes les immunités traditionnelles (Paris n'en recevra une qu'en 1924 à la suite de la reconnaissanee diplomatique, par le gouvernement Herriot, de la Russie révolutionnaire). Au surplus, l'Allemagne était eneore un pays faible et désorganisé. C'est à Berlin qu'à l'occasion du Congrès de Halle Zinoviev rencontra Longuet au eours d'une ultime tentative pour « amener une entente entre les représentants de l'I.C. » et le leader français (*cf.* D. RENOULT, Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 486).

2. Rapports du eolonel Pagcot, attaehé militaire à l'ambassade de France à Bernc (*dossier du second procès Guilbeaux, Archives de la Justice Militaire, cf.* Ire partie, II, 2). Le 20 mars 1918, le eolonel Pageot signale la présenee en Suisse du bolehevik Holzmann, « porteur de 2 millions 1/2 de roubles ». Le 21 juin 1918, il signale la présenee de Zalkind à Zurieh et de Lipnitski à Lausanne (e'est Lipnitski, d'après le colonel Pageot, qui, avant son départ pour l'Italie, aurait remis de l'argent à Guilbeaux pour les « défaitistes français » ; *cf.* Ire partie, II, 2). Enfin le 22 juillet 1918, le eontre-espionnage français signale la présence d'un groupe d'une vingtaine de bolcheviks à Genève, parmi lesquels Iline et Abramoviteh (Zalevski ?).

nationale voulant franchir la frontière germano-suisse différents documents desquels il résultait qu'une agitation révolutionnaire devait commencer le 7 novembre 1919, jour anniversaire de la révolution bolchevique[1]. C'est en Suisse que, selon un informateur qui en avertit la Sûreté générale en décembre 1919, « Monatte reçoit depuis quelque temps des correspondances de Russie ». C'est encore par la Suisse que passe la lettre déjà signalée de Loriot à Lénine avant de parvenir à Stockholm. C'est en Suisse que Midol est signalé dès avril 1920[2]. C'est en Suisse d'ailleurs qu'il se réfugia en juin après qu'il eut été en mai inculpé dans le « complot ». C'est enfin au « groupe communiste international de Genève » que Loriot, selon encore une information de Berne, aurait écrit dans la première quinzaine d'avril 1920 pour l'informer de la situation française à la veille du 1er mai.

Amsterdam, avec le Bureau auxiliaire ; Berlin, avec le Secrétariat pour l'Europe occidentale ; la Suisse — Berne, Zurich, Genève —, autant de centres-relais voyants et connus ; faits pour être vus et connus, c'est-à-dire pour devenir des points de ralliement autour desquels se regroupent les forces occidentales attirées par la IIIe Internationale. Il n'est pas sûr pour autant que ce ne fut pas une quatrième ville, Copenhague, où résidait Litvinov, qui joua le véritable rôle de tête de pont bolchevique, de l'autre côté de la ligne du blocus.

Ainsi, sans qu'on puisse penser avoir épuisé un sujet sur lequel les sources d'information sont maigres, toujours accidentelles et pour l'instant unilatérales[3], il apparaît que depuis la Révolution d'Octobre jusqu'en

---

1. Communication du Chargé d'Affaires de France à Berne le 25 octobre 1919 au Ministre des Affaires Étrangères : la circulaire en question de la J.S.I. était adressée à différentes associations révolutionnaires d'Italie, d'Espagne et de France. Pour la France : le Comité fédéral de la Fédération des J.S. de la Seine et le C.C. des Jeunesses syndicalistes (A.N., F7, 13576, note de la Sûreté nationale du 28 octobre 1919).

2. Un rapport de police du 2 avril 1920 signale que Midol a rencontré à plusieurs reprises le Suisse Hubacher (A.N., F7, 13684 et D.I.C.).

3. Nous n'ignorons pas à la fois les inconvénients et les difficultés de ce que nous traitons ici. Mais l'a emporté l'intérêt de cerner avec précision les voies et moyens grâce auxquels la IIIe Internationale et le mouvement ouvrier français ont pu confronter leurs positions. Il est évident en effet que ce qu'ils savaient l'un de l'autre, et aussi ce qu'ils ignoraient ou ce qu'ils méconnaissaient, comment, quand et sur quoi ils étaient entrés en contact, voilà qui a joué un rôle dans la manière dont, en définitive, les rapports se sont établis entre eux. Or, sur tous ces points, nous disposons de deux catégories d'archives, l'une et l'autre volumineuse : d'une part le dossier d'instruction du « complot » dont toute une partie est constituée par des enquêtes policières sur les rapports noués de 1918 à 1920 entre le mouvement ouvrier français et les organisations étrangères plus ou moins rattachées à la IIIe Internationale ; d'autre part les dossiers établis par la Sûreté Générale au Ministère de l'Intérieur sur la propagande bolchevique en Suisse et son introduction en France (A.N., F7, 13475 et 13478). Il s'agit là de papiers de police et de justice. Certains, parce qu'ils sont fondés sur la saisie, chez les militants ouvriers arrêtés, de documents originaux, sont irrécusables et se substituent en quelque sorte aux archives ouvrières françaises défaillantes. Par contre beaucoup d'autres ne sont que rapports d'espionnage ou « d'information ». Au cours de leurs interrogatoires, les militants intéressés les ont naturellement dans leur ensemble et massivement récusés. Nous avons pensé néanmoins devoir exploiter ces catégories d'archives : d'abord parce que tout historien du mouvement ouvrier y fait appel (c'est notamment l'une des sources décisives de l'histoire du mouvement ouvrier au XIXe siècle). Ensuite parce qu'un jour viendra peut-être où nous pourrons confronter leurs données avec celles d'une autre source, source capitale qui s'imposerait en la matière : les archives de la IIIe Internationale elle-même (et de ses centres auxiliaires, comme celui d'Amsterdam ou de Berlin). Nous ne pouvons là-dessus que déplorer le caractère partiel de notre documentation. D'où notre souci d'exposer les résultats de nos recherches avec prudence : à qui voudrait faire servir les documents produits à une exploitation politique de mauvais aloi, il suffirait de rappeler que la IIIe Internationale correspond à une réalité politique passée ; que tout ce qui est dit dans ce chapitre ne fait que confirmer ce que les dirigeants bolcheviks n'ont cessé d'affirmer : la nécessité d'établir sous leur direction une stratégie révolutionnaire mondiale,

ces débuts de l'année 1920, la liaison entre l'extrême-gauche ouvrière en Europe occidentale et les dirigeants bolcheviks s'est faite sous de multiples formes et par divers organes. Cette liaison est parfois directe : Paris-Moscou (par télégrammes et radios) ; elle est le plus souvent indirecte, passant par l'intermédiaire d'un ou plusieurs relais, d'un ou plusieurs centres-relais : ces relais et centres-relais ont pu être successivement établis à Stockholm, à Amsterdam, à Berlin, en Suisse, grâce à la présence de militants communistes autochtones, russes ou étrangers, ces militants eux-mêmes ayant ou une charge officielle relevant du gouvernement soviétique, ou une mission privée (soit épisodique, soit stable) relevant de l'Internationale Communiste. Directe ou indirecte, la liaison peut être légale (en conformité avec la législation autochtone) et publique — par exemple quand il s'agit de télégrammes et radiogrammes — ; elle peut être légale et secrète — par exemple quand il s'agit d'une correspondance personnelle dont adresse, texte, date et écriture ont été conventionnellement codés ; enfin la liaison peut être illégale et secrète, quand elle est réalisée par des messagers se chargeant de « passer », à travers les frontières, lettres ou colis de livres, brochures, journaux, etc. Directe ou indirecte, légale et publique, légale et secrète, ou illégale et secrète, la liaison vise soit à transmettre informations et directives, soit, tout simplement, à introduire la « littérature interdite » : tracts, brochures, livres, journaux susceptibles de répandre la flamme révolutionnaire. Or, il suffit de réussir à faire entrer quelques exemplaires de chaque document pour en permettre une reproduction massive (souvent même dans des conditions légales)[1].

***

Mais ce recours à de multiples formes et organes de liaison ne doit pas faire illusion sur le rythme des rapports que l'extrême-gauche du mouvement ouvrier français a pu entretenir avec les Bolcheviks russes. Certes, la tendance générale, de 1918 à 1920, est une tendance à l'intensification et à la régularisation de ces rapports. Ce n'est cependant qu'une tendance.

Plus d'ailleurs peut-être que par l'échange de quelques lettres ou par la réception de quelques tracts et journaux, cette tendance est vérifiée par la tenue de plus en plus rapprochée de réunions et congrès où peuvent se rencontrer des militants communistes de divers pays.

Déjà, en février 1919, le Congrès de Berne — pour la reconstitution de l'Internationale Ouvrière —, a permis à l'extrême-gauche française (et notamment à Loriot) de s'entretenir, bien que les Bolcheviks n'y aient pas officillement envoyé de délégués, avec des hommes qui, à l'étranger, se situent dans le courant d'adhésion à la IIIe Internationale.

En juin 1919, une nouvelle possibilité de rencontre s'offre, cette fois

---

sans tenir compte, bien entendu, des contingences de la « légalité bourgeoise » ; enfin que tous ces documents rassemblés par les diverses polices en 1920 n'ont en leur temps permis à la Justice que... de prononcer un verdict général d'acquittement à l'égard des inculpés.

1. Par exemple, une note de la Préfecture de Police, du 31 juillet 1920 (D.I.C.) signale que la brochure *Un appel du Conseil Central des Syndicats de Russie* fut introduite en France au commencement d'août 1919, publiée dans *La Vie Ouvrière* du 8 août 1919, enfin tirée à 108 200 exemplaires (éd. de la *V.O.*) le 16 septembre 1919.

au niveau des organisations de jeunesse : le Comité National des J.S. françaises est en effet invité à participer à une conférence internationale des Jeunesses, convoquée à Bâle pour le 3 août suivant. Mais la rencontre ne se produit pas ; car si la conférence internationale a bien lieu, elle se tient, non pas à Bâle mais à Vienne, en Autriche. Aucune délégation française ne peut donc s'y rendre, du moins officiellement, puisque l'Autriche est encore à cette date considérée comme « pays ennemi »[1]. Et la fraction d'extrême-gauche, au sein des J.S., n'est pas assez consistante pour imposer à la direction majoritaire d'organiser clandestinement le voyage d'une délégation illégale.

Ce n'était d'ailleurs que partie remise. A la fin de cette même année 1919, du 26 au 30 décembre, se tient à Genève, un congrès d'étudiants révolutionnaires qui décide d'adhérer à la IIIe Internationale par l'intermédiaire du Bureau International des J.S. Un délégué de Paris, Goldenberg, y assiste[2].

Mais le pas décisif, c'est celui qui a lieu le 4 février 1920 lorsque s'ouvre à Amsterdam un « Congrès de la IIIe Internationale ». Bien qu'aucun Français n'y participe, ce congrès va être l'occasion d'un resserrement considérable des liens entre l'extrême-gauche française et des représentants autorisés du bolchevisme : en février 1920, la correspondance devient régulière entre Souvarine, chargé au sein du Comité français de la IIIe Internationale des relations avec les organismes étrangers correspondants, et Henriette Roland-Holst ou Rutgers, membres dirigeants du Bureau auxiliaire de la IIIe Internationale siégeant à Amsterdam. En même temps, les groupements qui ne se confondent pas avec le Comité de la IIIe Internationale, mais qui se croient aussi représentatifs que lui des forces révolutionnaires françaises — la Fédération des Soviets ou le Parti communiste de Sigrand —, tentent de capter l'attention desdits mandataires de la IIIe Internationale à Amsterdam (lettre de Hanot à Lénine du 23 février 1920 ; voyage de Bott à Bruxelles du 19 au 26 mars ; réponse de Henriette Roland-Holst à Hanot du 26 mars)[3]. En retour se multiplient les télégrammes de Moscou — télégramme de Zinoviev à la *V.O.* du 6 février 1920, télégramme de Guilbeaux à Loriot du 21 février 1920. Enfin un premier contact humain s'établit quand Henriette Roland-Holst en personne se rend en France pour un « voyage d'orientation socialiste » à l'occasion du Congrès de la Fédération de la Seine du P.S. : après une première entrevue avec Rappoport et Loriot, elle décide de revenir pour assister, au titre de représentante du Parti communiste de Hollande, au Congrès national à Strasbourg[4]. Là, le 26 février 1920, elle prononce un discours, au nom de son parti bien sûr, mais aussi au nom du C.E. de l'I.C., sur mandat du Secrétariat de l'Europe occidentale (à Berlin) et du Bureau auxiliaire (à Amsterdam).

Dès lors, à partir de mars 1920, la correspondance entre Amsterdam

---

1. *Rapport du Conseil National à la 5e Conférence nationale des J.C. (Archives R. Radi).*
2. *Rapport Darru* (D.I.C.). *Cf.* aussi les renseignements donnés sur ce congrès par *Le Phare* de janvier-février 1920 (nos 5-6, p. 266). *Cf.* surtout le cpte-r. du Congrès sous forme d'un rapport de 4 pages établi par le Commissariat d'Annemasse (Police spéciale des chemins de fer et de la frontière) à la Sûreté Générale sous le no 51 à la date du 9 janvier 1920 (A.N., F7, 13478).
3. Note de police du 16 avril 1920 (D.I.C.).
4. *Congrès National du Parti Socialiste,* Strasbourg, *Cpte-r. stén.,* p. 136.

et Paris, ou entre Moscou et Paris par l'intermédiaire d'Amsterdam, devient encore plus soutenue : lettres de H. Roland-Holst à Souvarine des 3 et 8 mars ; lettre de Ström à Rutgers du 6 avril ; réponses de Boris Souvarine à H. Roland-Holst les 12 et 21 avril ; lettre de Rutgers à Souvarine du 26 avril ; lettre de H. Roland-Holst à Souvarine du 11 mai ; lettre de Rutgers à Souvarine du 12 mai ; lettre de H. Roland-Holst à Souvarine du 21 mai[1].

Cependant cette liaison établie par Paris avec Amsterdam n'empêche pas d'une part la recherche de rapports directs avec Moscou : c'est en ce même mois de mars, le 13, que Monatte confie à De Mott ses lettres pour Trotski et Dridzo ; d'autre part la recherche de rapports avec l'autre centre-relais, celui de la Suisse[2]. Le 17 mars 1920, le contre-espionnage français à Berne signale que « des réunions importantes ont eu lieu ces derniers temps au « Groupe communiste international de Genève », sous la présidence de J. Debrit, avec des délégués venus notamment de Béthune et représentant les mineurs du Pas-de-Calais, de Belfort et représentant les métallurgistes de la région, de l'Isère et représentant les cimentiers, du bassin de Maubeuge, de Roubaix-Tourcoing et représentant les syndicats textiles[3].

De même, le 29 avril 1920, le 2e Bureau de la Mission Militaire française en Pologne, d'après des renseignements « sérieux » fournis par le Ministère des Affaires Étrangères polonais, signale que les 29, 30 et 31 mars précédents se serait tenue à Zurich une séance secrète de communistes d'Europe occidentale[4]. Aux côtés de délégués allemands et italiens, le délégué français, du nom de Mercier, aurait souligné le développement du mouvement communiste en France[5].

---

1. Au moment du « complot », Souvarine, secrétaire aux relations extérieures du Comité de la IIIe Internationale, fut arrêté et sa correspondance internationale saisie. C'est pourquoi le dossier d'instruction du complot est particulièrement riche dans ce domaine, bien qu'il ne contienne pas les lettres elles-mêmes puisque les documents saisis ont dû être rendus à leur propriétaire à l'issue du procès et du verdict d'acquittement ; mais l'interrogatoire de Souvarine *(pièce 575)* et le *Réquisitoire définitif* en donnent des extraits abondants. C'est ainsi qu'au cours de son interrogatoire *(pièce 575)*, B. Souvarine déclara être en correspondance avec les membres du Bureau d'Amsterdam depuis février 1920. L'énumération ci-dessus est donc fondée ou directement sur la nomenclature des lettres saisies chez Souvarine et insérées au dossier de l'instruction du « complot » ou indirectement sur les allusions que lesdites lettres font à d'autres lettres.

2. Une note du 4 décembre 1919, dans le *dossier Sûreté Générale Monatte* affirme : « Depuis quelque temps, Monatte reçoit des correspondances de Russie par la Suisse » (D.I.C.). La frontière suisse était pourtant particulièrement surveillée. Un rapport d'information, daté de Genève et remontant au 3 décembre 1918, indiquait déjà : « Il est établi avec sécurité que les bolchevistes entretiennent leurs relations avec la France pour partie par l'intermédiaire d'agents du P.L.M. Il y a là un milieu français agissant. Nous sommes maintenant en pourparlers avec un des membres du groupe. Nous réservons une partie de nos moyens à éclaircir complètement la question » (Au crayon rouge, le destinataire a écrit : « Enfin ! Si on nous donnait quelque chose de précis ! ») (N° 7087, source V, F7, 13475, A.N.).

3. D.I.C.

4. Cette note du 2e Bureau S.R., E.M. de la Mission Militaire française en Pologne, a été transmise le 19 mai 1920 par le Directeur de la Sûreté Générale au Procureur de la République (D.I.C.). Un rapport du Commissariat d'Annemasse, du 2 avril 1920, recoupe l'information de Pologne : « Un congrès communiste secret s'est tenu à Zurich les 29-30-31 mars 1920 pour examiner surtout les événements d'Allemagne et leur répercussion possible en France dans un sens révolutionnaire ». A cette conférence assistaient 15 délégués dont Humbert-Droz (A.N., F7, 13478 : *cf.* IIe partie, 5).

5. A noter que ledit Mercier (ou Lemercier) qui, d'après la note d'origine polonaise, est considéré comme « le délégué du P.C. français, représentant la rédaction du journal *Le Soviet* », est, d'après une enquête de mai-juin 1920, le correspondant à Paris du journal suisse *La Feuille*, de tendance communiste libertaire et lié au mouvement communiste suisse (D.I.C.).

Enfin, le 17 avril, Loriot à qui le Préfet de police, conformément aux instructions téléphoniques reçues du Ministère de l'Intérieur, a communiqué le 1er avril qu'il avait été décidé de surseoir au renouvellement de son passeport[1], part clandestinement en Italie. Loriot a en effet été désigné par la minorité socialiste française pour contrebattre, au Conseil national du Parti socialiste italien (à Milan, du 17 au 19 avril), l'action de Renoult, représentant la majorité reconstructrice du P.S. français[2]. A cette occasion, Loriot rencontre les partisans italiens de la IIIe Internationale : peut-être d'ailleurs une réunion préparatoire de caractère plus largement international s'est-elle tenue à Turin pour définir l'attitude des partisans occidentaux de la IIIe Internationale envers les Reconstructeurs[3].

Ce bref rappel chronologique des liaisons — sous toutes leurs formes — entre militants français (des diverses tendances communistes) et militants étrangers ou russes directement ou indirectement rattachés à la IIIe Internationale montre que le tournant quant à la quantité de ces liaisons s'est effectué dans les premiers mois de l'année 1920 : il coïncide avec le moment où deux faits d'inégale importance et de nature différente interviennent dans le même sens. D'une part, un fait technique : l'infrastructure du réseau occidental de communications avec Moscou se consolide. D'autre part, un fait politique : les événements d'Allemagne, ouvrant la perspective d'une révolution en Europe occidentale, y exigent une coordination plus rigoureuse des forces communistes. Or ce tournant précède de peu le moment où tout le mouvement ouvrier français, et non plus son extrême-gauche seulement, va s'intéresser au bolchevisme.

Description des formes et organes des liaisons, repérage chronologique de leur déroulement : tout ceci ne constitue qu'un cadre. Il devient à présent essentiel de connaître la nature de ces liaisons.



Ce sont d'abord des liaisons visant à l'information réciproque, car les Français sentent à l'évidence qu'ils sont aussi mal informés du mouvement ouvrier international, de sa fraction communiste et du bolchevisme russe que les dirigeants bolcheviks le sont du mouvement ouvrier français et de son aile à tendance communiste[4]. Ceci explique que, par exemple, la lettre

---

1. Note du 24 avril 1920 du Préfet de Police au Ministère de l'Intérieur, *dossier Sûreté Générale Loriot* (D.I.C.).

2. Le *Rapport Darru* prétendait que Loriot s'était rendu en Italie « pour établir une entente avec les cheminots italiens en prévision de la grève du 1re mai ». Mais le *Rapport Darru* est bien postérieur aux événements de mai, tandis que le voyage de Loriot est, lui, antérieur à la décision de grève du 1er mai (*cf.* IIe partie, 6). Interrogé le 23 septembre 1920 sur cette assertion du *Rapport Darru*, Loriot donna la bien plus vraisemblable explication (3e interrogatoire Loriot, *pièce 533*) que nous avons retenue.

3. De cette conférence de Turin, on trouve une allusion dans une lettre de Rutgers à Souvarine qui débute ainsi : « En réponse à votre lettre du 12 avril qui nous parvient trop tard pour répondre avant la conférence de Turin... ». Lettre saisie chez Souvarine, mise sous scellé n° 30, *pièce 2* et citée par le *Réquisitoire définitif*.

4. Ce qu'avait en particulier souligné le message de Lénine, d'octobre 1919, dans lequel Lénine avait malencontreusement associé « deux journaux communistes, *L'Internationale*, rédigé par R. Péricat et *Titre Censuré*, rédigé par G. Anquetil ». (Or ce second journal était considéré dans les milieux révolutionnaires parisiens comme de caractère « douteux ». *Cf.* Ire partie, III, 5).

du 13 mars de Monatte à Trotski donne essentiellement des informations, susceptibles d'aider le leader bolchevik à concevoir comment « la révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne »[1]. Monatte s'efforce d'y faire le point sur les progrès de la minorité socialiste (conduite par Loriot) et de la minorité syndicaliste — dont lui-même a la direction : « Notre force s'appuie surtout sur les cheminots, les métaux et le bâtiment ». Estimant à sa juste valeur le chemin parcouru, Monatte ne s'exagère pas cependant les succès obtenus : « Finie la période où nous n'étions qu'une poignée ; mais la cristallisation de toutes nos forces éparses n'est pas encore faite. Elle sera l'œuvre des événements qui ne sauraient plus tarder ». Par contre, la lettre que Monatte adresse parallèlement à Dridzo-Lozovski est d'un autre ton : il ne s'y adresse plus à l'un des chefs de la Révolution, il s'adresse à un syndicaliste comme lui, technicien des questions syndicales comme lui ; aussi ne se soucie-t-il pas de lui dépeindre la situation française dont la connaissance pourrait aider à l'élaboration d'une stratégie mondiale, mais l'interroge-t-il sur des projets précis dans leur commun domaine d'action : « Où en est le projet de conférence internationale des syndicats révolutionnaires ? Que devient l'idée d'une union syndicale internationale, lancée il y a quelques mois par votre C.C. des syndicats ? »

De leur côté, les Bolcheviks — comme leurs radios le montrent — s'efforcent de fournir aux partisans de la IIIe Internationale des éléments d'information concernant à la fois la politique bolchevique en Russie et la stratégie de la IIIe Internationale. C'est ainsi que le 27 mars 1920, un message-radio de Moscou en français fait connaître les thèses de Dridzo-Lozovski sur « le mouvement professionnel international et le rôle des syndicats russes ». Le 25 avril, un autre transmet un « Appel de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier pour le 1er mai ». Le 5 mai, toujours en français, et par le même canal, est rendue publique la décision du C.E. de la IIIe Internationale sur le bureau d'Amsterdam[2].

Mais, de l'échange d'informations, on passe insensiblement à la communication de mots d'ordre et de directives d'action : les liaisons prennent alors une signification politique plus marquée, naturellement dans le sens Moscou-Occident. Les dirigeants bolcheviks reviennent en effet avec insistance sur deux questions dont la première, à leurs yeux, enveloppe la seconde : d'abord sur le développement et les perspectives de la gauche du mouvement ouvrier français pour la formation d'un P.C. adhérent à la IIIe Internationale ; ensuite sur le développement et les perspectives d'un soulèvement révolutionnaire en France. Sur le premier point, leur position est constante : déjà, à la fin de l'année 1918, un message radio de Lénine, adressé par la République des Soviets au groupe Spartakus de Berlin et au P.C. de Vienne, parlait de Loriot, « chef du P.C. français »[3].

1. Extrait de la lettre de Monatte à Trotski. Monatte lui-même, au cours de son interrogatoire (*pièce 645*, D.I.C.) résume ainsi sa lettre : « Je me borne à tracer un tableau des progrès du mouvement syndicaliste révolutionnaire, tableau utile pour Trotski, étant donné les différences de conditions du mouvement dans chaque pays et notamment l'autonomie que possèdent en France les syndicats à l'égard de tous les autres groupements ».

2. Chemise remplie de copies des radios de Moscou, transmise au Ministère de la Justice par le Ministère des Affaires Étrangères (D.I.C.). Sur les objectifs bolcheviks en Europe Occidentale et notamment en France, *cf.* Ire partie, III, 3.

3. Radio reproduite par *France Libre* du 1er janvier 1919 et cité par Darru dans son *Rapport* (D.I.C.).

Il n'est pas sûr que cette dénomination, qui semble au premier abord le fruit d'une méconnaissance absolue des réalités françaises de l'époque, ne fût pas au contraire méditée et choisie, non pour décrire une situation de fait, mais pour indiquer, sans qu'on puisse y voir une intervention étrangère, ce vers quoi il était souhaitable de s'orienter : c'est-à-dire l'unification des forces révolutionnaires d'origine socialiste, syndicaliste et anarchiste autour du leader socialiste d'extrême-gauche, et la constitution en « P.C. » de ces forces révolutionnaires unifiées, par scission d'avec les majorités socialiste, syndicaliste et anarchiste. Cette « ligne », on la retrouve dans les documents successifs qui parviennent de Moscou : radio de Guilbeaux, du 22 février 1920 — « Si la résolution du Comité de la III^e^ Internationale n'est pas votée à Strasbourg, constituez sous votre direction un parti communiste avec les organisations socialiste, syndicaliste, anarchiste » ; télégramme de Zinoviev du 6 février 1920 — « Engage les communistes français à s'unir dans une seule organisation... ».

Car la formation préalable d'un P.C. français, solidement rattaché à la III^e^ Internationale apparaît, on l'a vu, aux Bolcheviks comme la condition nécessaire d'une contribution française, elle-même indispensable, au soulèvement révolutionnaire imminent en Europe. Précisons bien qu'à ce point gît une équivoque : soulèvement en Europe ? Certes. Mais les uns entendent par là soulèvement dans toute l'Europe, y compris en France ; les autres entendent surtout soulèvement en Allemagne, la contribution révolutionnaire française visant seulement à empêcher, par la menace et l'agitation entretenues en France, une intervention des forces militaires alliées d'occupation contre la révolution allemande. Quoi qu'il en soit, qu'on croie à la possibilité d'une subversion totale en France ou qu'on pense seulement à la nécessité de couvrir à l'ouest la révolution allemande, la tâche française est au départ la même : pousser au développement et à l'organisation des luttes sociales. Or, en mars 1920, les événements d'Allemagne accentuent cet impératif. C'est probablement dans ce cadre que se placent — et sont au moins partiellement vraies — les informations nombreuses, transmises par les services français à l'étranger, sur l'intensification des déplacements et communications de révolutionnaires français plus ou moins rattachés à la III^e^ Internationale, en Suisse, Belgique, etc. (informations sur lesquelles se sont appuyées en mars-avril les premières instructions judiciaires contre la Fédération des Soviets et certains milieux anarchistes, puis en mai, l'instruction du « complot »). On a déjà vu par exemple que le 19 mars, la 2^e^ section du Bureau Militaire de Berne fait savoir, par une note « au sujet des impressions produites dans les milieux communistes suisses par le Coup d'État de Berlin », « que des instructions seraient parvenues à Paris, d'une part de Copenhague à la *V.O.*, d'autre part du Bureau de la III^e^ Internationale de Stockholm au P.C. français demandant d'intensifier en France l'action révolutionnaire et le développement des grèves afin d'appuyer l'effort fait par les Spartaciens allemands pour s'emparer du pouvoir »[1]. C'est ainsi encore que le 16 avril, de Berne

---

1. *Cf.* II^e^ partie, 6, p. 464, n. 1, *La Vie Ouvrière* publie le 2 avril 1920 un *Appel du Bureau d'Amsterdam* en faveur de la révolution allemande et pour s'opposer à toute intervention extérieure.

aussi, parvient l'information selon laquelle Loriot aurait écrit le 14 avril au Groupe communiste international de Genève pour « faire savoir aux camarades suisses qu'ils ne doivent pas se faire trop d'illusions sur les possibilités à Paris d'événements révolutionnaires importants pour le 1er mai ou avant cette date ». Cette même lettre de Loriot est d'ailleurs également signalée le 24 avril par un rapport du Commissariat d'Annemasse au Ministère de l'Intérieur[1] : mais, pour cette autre administration, il s'agirait d'une lettre, non du seul Loriot, mais de Loriot-Monatte, sur la situation en France ; il y serait fait état de « la prédominance acquise dans les syndicats de cheminots par les minoritaires... Il serait prévu que Midol, Monmousseau, Sirolle prendront la direction effective du mouvement syndical dans les chemins de fer, à la suite du congrès national qui se tient à Paris actuellement ». Décision qui aurait une répercussion immédiate sur la C.G.T. : « Le Bureau confédéral actuel devra se retirer ou se soumettre aux desseins révolutionnaires des extrémistes ». Et le Commissariat d'Annemasse concluait son information en rapportant « l'opinion générale qu'un mouvement simultané éclatera le 1er mai en France, en Italie, dans la Ruhr », les communistes suisses étant chargés de faire la liaison entre ces trois foyers révolutionnaires. Il s'agit là bien entendu de l'opinion du Commissariat d'Annemasse, encore qu'il est difficile de démêler — autrement que par le vocabulaire — ce qui correspond à une interprétation (toujours discutable) et ce qui correspond à une copie fidèle et directe de la lettre de Loriot-Monatte dont on dit en finale qu'elle a été transmise à Copenhague pour être, par radio, portée à la connaissance de Moscou.

Liaisons d'information, liaisons politiques pour l'orientation politique du mouvement : c'est bien sûr l'essentiel, mais ce n'est pas tout. Informations et orientation politique peuvent se contenter de liaisons espacées si elles sont alimentées par un échange permanent d'idées. Rien ne peut en effet davantage favoriser une connaissance réciproque et une orientation convergente que l'établissement d'une communauté idéologique : d'où l'importance attachée à l'envoi et à la réception de brochures, tracts et journaux. Déjà signalée, la lettre d'Humbert-Droz à Laîné le 15 mai 1919 fait état de l'envoi de brochures sur la révolution russe, du numéro de mai de *La Nouvelle Internationale,* et de la « brochure Sadoul ». Une lettre de Laporte à Humbert-Droz du 26 décembre 1919 remercie pour l'envoi du *Phare*[2]. Le 6 avril 1920, la lettre de Ström à Rutgers note au point 14 que « l'Exécutif de Moscou nous a recommandé de prendre soin des nouvelles éditions de *L'I.C.* en Europe ». Le Suédois ajoute à ce propos que l'Exécutif conseille d'imprimer les éditions en différentes langues dans les pays correspondants, ce qui facilite leur « diffusion légale ». Enfin, à la veille du 1er mai, les appels du Bureau auxiliaire d'Amsterdam : *Pour le 1er mai ; Aux soldats alliés sur le Rhin, aux ouvriers français, anglais et belges ; Aux ouvriers des transports,* sont publiés, reproduits, distribués : manifestes et communications, dactylographiés, arrivent tout simplement par la poste[3].

Reste un dernier point, fort controversé : les liaisons financières. Dès

1. *Dossier Sûreté Générale Monatte* (D.I.C.). *Cf.* IIe partie, 6.
2. C'est le journal dirigé par Humbert-Droz en Suisse. Il est « l'organe officiel de la IIIe Internationale en Suisse romande ».
3. *Réquisitoire définitif,* p. 56, D.I.C.

cette époque, les Services de Police français et internationaux tentent de démontrer l'existence de « subventions » d'origine russe aux organisations françaises et européennes pro-communistes. Mais, dès cette époque, cette tentative est considérée comme, par nature, vaine : le « rapport Darru »[1] souligne en effet que « la diffusion des fonds destinés à la propagande et aux fins révolutionnaires s'opère par de multiplesc anaux et on conçoit que, sauf circonstances imprévues, il soit presque impossible de saisir sur le fait des interpositions de tiers dont rien ne peut, *a priori*, révéler l'existence ».

Certes qu'il y ait eu des envois de fonds de Moscou en Europe occidentale, Darru en a recueilli des témoignages auprès de la police hollandaise. Celle-ci fait notamment état d'un trafic de diamants déjà taillés mais dessertis, vendus illégalement sur la place d'Amsterdam par l'intermédiaire d'un Suédois et avec la complicité d'ouvriers diamantaires hollandais[2]. Par ailleurs Darru s'appuie sur plusieurs lettres qui en elles-mêmes seraient significatives, en particulier deux lettres : une de Humbert-Droz à H. Roland-Holst du 6 avril 1920 sur la situation financière du *Phare :* « Le Bureau de Berlin m'avait promis son secours, mais peu me venait et je voyais le moment venir où nous devrions cesser de paraître. L'aide est venue au dernier moment et nous pouvons aller quelques mois encore »[3]. Une seconde, celle de Ström à Rutgers, également du 6 avril 1920, où plusieurs paragraphes font allusion à des questions d'argent : § 3 — « Il est télégraphié de Moscou que l'argent ne doit pas être employé pour des grèves corporatives » ; § 4 — « Envoi via Rotterdam : 4 000 couronnes » ; § 7 — « La question d'argent est aussi très difficile pour nous 1° parce que Litvinoff a besoin de beaucoup d'argent ; 2° parce que la réalisation à bon prix est très difficile. Nous vous adressons le premier envoi de choses précieuses pour une valeur de 50 000 couronnes » ; § 8 — « Avez-vous un chemin sûr pour l'envoi de choses précieuses en France ? » — Aux informations du rapport Darru, glanées en Hollande ou en Suisse, le Réquisitoire définitif du juge d'instruction Jousselin ajoute des informations d'origine française, telles celle-ci, du 12 janvier 1920 : « On se plaint dans le P.C. d'être moins bien traité [financièrement] que le groupe de la *V.O.* de Monatte qui avait reçu du gouvernement de Moscou, à deux reprises, pour assurer la publication du journal *La Vie Ouvrière*, des sommes importantes avec promesse d'un large appui »[4].

Cependant quand, fort de ces assertions, le juge fait procéder aux indispensables vérifications policières, opérées soit pour saisir l'argent à la source ou dans son parcours[5], soit pour en trouver la trace dans la comp-

1. Le *Rapport Darru* est un élément du dossier d'instruction concernant le « complot ». C'est un rapport de 121 pages dactylographiées avec notes et photocopies, remis le 11 septembre 1920 au juge d'instruction ; il est le résultat d'une enquête, menée notamment en Suisse et en Hollande, à la suite d'une commission rogatoire du 25 juin 1920. On le trouve également dans les *Archives Monatte*, I.F.H.S.

2. Le *Rapport Darru* donne à ce propos de très nombreux détails qui ont été à l'évidence communiqués par la police hollandaise.

3. *Rapport Darru*, D.I.C.

4. On pourrait également voir une confirmation de ces mouvements de fonds dans l'une des justifications officielles de la dissolution — *cf.* III[e] partie, I, 2 — du Bureau d'Amsterdam : « Pour irrégularité financière » (radio de Moscou du 4 juin 1920).

5. Voici la lettre (du 15 juillet 1920) du Directeur des P.T.T. de la Seine à R. Faralicq, commissaire de Police (*pièce 616*, D.I.C.) : « Suite à réquisition n° . . ., en date du 19 juin 1920, recherches dans tous les bureaux de postes du département de la Seine pour ' savoir si Monatte

tabilité des organisations ou des journaux révolutionnaires, il échoue.[1] Par ailleurs Monatte, interrogé au titre de directeur de *La Vie Ouvrière*, après avoir souligné que tous les documents qui lui sont soumis ne sont pas authentifiés par la présentation de leurs originaux (notamment il considère comme un faux la lettre de Ström à Rutgers)[2], nie, pour ce qui le concerne, que la *V.O.* ait jamais reçu de l'argent d'origine étrangère, négation qui tire sa force du fait qu'il ajoute : « S'il plaisait à la IIIe Internationale ou au Gouvernement des Soviets de nous faire soit un don, soit une subvention, je serais fier pour ma part de l'accepter et ce jour-là nous l'inscririons à notre liste hebdomadaire de souscriptions reçues, que nous publierions pour la circonstance non en quatrième page mais et en première et en gros caractères ».

A vrai dire, tout indique — et en tous cas, fabriquée ou non, la lettre de Ström qui, en avril, demande « un chemin sûr pour l'envoi de choses précieuses en France », le confirme — que, jusque dans les premiers mois de l'année 1920, aucune des organisations révolutionnaires françaises n'a jamais reçu de fonds réguliers et importants. Ce qui n'exclue pas évidemment que, pour telle ou telle affectation précise, surtout à l'occasion de la parution d'une nouvelle publication, une contribution financière épisodique ne soit parvenue d'organisations étrangères correspondantes[3].

Ces affaires d'argent prenaient d'ailleurs une signification politique puisque, à ce même moment, Loriot qui, par ailleurs et circonstance aggravante, était le trésorier officiel du Parti socialiste, devait faire face à une campagne de dénigrement mettant en cause son honnêteté, son genre de vie et ses fréquentations[4], campagne qui visait évidemment moins le financier que le leader du Comité de la IIIe Internationale.

En conclusion, au moment où le mouvement ouvrier français tout entier se propose de chercher du côté du bolchevisme une issue à ses propres difficultés, les rapports déjà existants entre eux apparaissent comme bien précaires : la liaison est établie seulement entre la IIIe Internationale et l'extrême-gauche du mouvement ouvrier français, mais, qui plus est, avec une extrême-gauche foisonnante (où il est difficile de distinguer les groupements sérieux de ceux qui ne le sont pas) ; elle est établie sous une forme, certes multiple et donc souple, correspondant à la fois aux conditions politiques du bourgeonnement révolutionnaire et aux conditions techniques du blocus, mais plus indirecte que directe : les écrans multipliés entre

---

avait reçu depuis le 1er mai 1919, d'Amsterdam ou de toute autre ville étrangère une somme de 30 000 francs puis de 20 000 francs '. Recherches infructueuses ».

1. Le rapport (*pièce 647*, D.I.C.), daté du 31 juillet 1920, de l'expert comptable commis à la vérification de la comptabilité de la *V.O.* conclut au « caractère normal de la comptabilité ». Sans doute, « l'exploitation du journal *La Vie Ouvrière* de mars 1919 à fin juin 1920 s'est traduite par un déficit de 43 346 fr. 15 que les recettes normales ne permettaient pas de niveler et qui n'a pu être comblé qu'à l'aide de fonds qui ont dû être prêtés par des tiers à concurrence de 43 000 francs ». Mais ces tiers sont connus et en mesure de ne pas être de simples hommes de paille.

2. Interrogatoire Monatte (*pièce 668*, D.I.C.).

3. C'est aussi l'opinion de Hasfeld qui était alors trésorier et administrateur de la *V.O.* et de la Librairie du Travail. Comment vérifier par exemple l'information suivante : « Il est question que le Gouvernement de Moscou fasse parvenir en France, par l'intermédiaire d'un grand exportateur suédois qui servirait en l'occurrence d'homme de paille, de grandes quantités de papier à journal destinées à la presse socialiste-communiste en général » (A.N., F7, 13478, nov. Police spéciale des chemins de fer, Annemasse, 20 novembre 1920, n° 2001).

4. *Cf.* Ire partie, III, 6.

Paris et Moscou multiplient les confusions et les retards. Au surplus, le rythme sur lequel se succèdent les échanges, même s'il est devenu continu, reste constamment aléatoire. Enfin les communications demeurent d'un contenu superficiel, en définitive plus pratiques que politiques. Tout ceci explique qu'à cette date, la trajectoire du mouvement ouvrier français n'ait pas encore été vraiment infléchie par l'aventure bolchevique. Ce dont témoigne Loriot lui-même quand, au cours de son interrogatoire, le 1er juin 1920, il relate les circonstances dans lesquelles il a reçu le télégramme de Guilbeaux du 22 février : « Il est exact que j'ai reçu par la poste un radio de Guilbeaux ; j'ai été prévenu que ce radio était déposé à mon adresse au bureau, je m'y suis rendu, je l'ai lu et déchiré sans en donner connaissance au Comité [de la IIIe Internationale]. Remarquez d'ailleurs que lorsque j'ai été prévenu par la poste, on m'a dit simplement que j'avais au bureau un radio de Moscou, sans me dire le nom de l'expéditeur ». Loriot ajoute que ce document n'a eu aucune influence : les motions que le Comité a présentées au Congrès de Strasbourg sont identiquement les mêmes que celles publiées dans *La Vie Ouvrière* du 19 décembre 1919. Au surplus, le radio, bien que daté du 22 février, est resté plusieurs jours en souffrance à la poste où Loriot n'en a pris possession qu'à son retour de Strasbourg[1].

Bref, au printemps 1920, l'état des rapports entre le mouvement ouvrier français et le bolchevisme laisse insatisfaite l'exigence d'une confrontation réciproque approfondie. C'est bien, en justifiant par avance la mission d'information qu'il devait recevoir du Congrès, ce qu'à Strasbourg constatait Frossard, non sans malignité : « Il y a en les uns et les autres trop d'équivoques et de malentendus. Graber s'en est aperçu lorsqu'il a essayé d'obtenir de la formule de la dictature du prolétariat une définition précise. Il a interrogé au Congrès de Bologne les représentants qualifiés du parti officiel d'Italie. Il a dû constater qu'aucun des camarades qu'il a interrogés ne lui a donné de la dictature du prolétariat une définition analogue à celle du camarade précédent »[2].

---

1. Interrogatoire de F. Loriot (*pièce 641*, D.I.C.).
2. Graber est un militant socialiste suisse. *Cf. Congrès du Parti Socialiste*, Strasbourg, *Cpte-r. stén.*, p. 286.

## CHAPITRE II

# LES BOLCHEVIKS S'INTÉRESSENT-ILS A LA FRANCE ?

I. *Analyse du bolchevisme.*

A. *Le bolchevisme, stratégie de la révolution ;*

- Marx et la question de la révolution : un schéma « déterministe » ; un schéma « volontariste » ; tentative d'explication : la pluralité des « temps » en histoire.
- Le marxisme russe et la question de la révolution : l'expérience de 1905 ; la rupture de la pensée léniniste sous le coup de la guerre ; la polémique Lénine-Kautsky.

B. *Le bolchevisme, stratégie mondiale de la révolution.*

- L'enseignement marxiste en la matière.
- L'expérience bolchevique au temps de la IIe Internationale.
- La révolution russe d'octobre 1917 : une ouverture dans la perspective de la révolution mondiale.

II. *Les incertitudes de la conjoncture en 1920 :* révolution mondiale ou révolution russe.

- La révolution allemande.
- La guerre russo-polonaise.

III. *Dualité de la conjoncture, stratégie ambivalente, tactique ambiguë.*

A. *Dans le mouvement ouvrier international.*

- La convocation du 2e Congrès. Ses motifs : le danger où se trouve la révolution russe du fait de l'agression polonaise ? Non, mais les exigences internes de développement du mouvement ouvrier international.
- Sa tenue : comment les modifications de la conjoncture entre sa convocation et son déroulement ont exercé une influence sur les idées bolcheviques concernant les fonctions, la structure et la stratégie de la IIIe Internationale.
- La tactique de la lutte sur deux fronts — contre l'opportunisme et le sectarisme —, application pratique d'une stratégie ambivalente que légitime la dualité de la conjoncture.

B. *Vis-à-vis du mouvement ouvrier français.*
- Les deux attitudes possibles des Bolcheviks à l'égard du mouvement ouvrier français ;
- Pourquoi les Bolcheviks acceptent-ils d'entrer en rapport avec le P.S.U. centriste ?
- La lutte bolchevique contre le centrisme devient floue et ambiguë[1].

Or cette confrontation entre le mouvement ouvrier français et le bolchevisme, cette confrontation qui n'avait pu intervenir depuis plus de deux ans que le bolchevisme était au pouvoir, voici que brusquement elle allait se produire à l'orée de l'été 1920 où se multiplient de façon décisive les prises de contact.

Celles-ci ne sont pas évidemment la simple conséquence d'une toute neuve bonne volonté réciproque.

Elles ne sont sans doute aussi que très partiellement dues à l'amélioration encore précaire des moyens d'accès à Moscou et des systèmes de communication entre la capitale russe et l'Occident.

Elles sont, du côté français[2], l'expression pratique du désarroi dans lequel ses défaites successives ont jeté le mouvement ouvrier. Au surplus, l'une des fautes majeures du Comité français de la IIIe Internationale fut de ne pas envoyer pour son compte une délégation à Moscou[3] avant que la décision n'en fût prise officiellement par tout le P.S. ; ce qu'à bon droit reprochait Trotski à Rosmer : « Eh bien, vous ne vous êtes pas pressés de venir. Des révolutionnaires, des journalistes nous arrivaient de partout sauf de France »[4].

Mais, pour nouer des relations bilatérales, le consentement de l'une des parties ne suffit pas. Pourquoi dans le même moment se manifeste aussi, du côté bolchevik, ce souci grandissant de la France et du mouvement ouvrier français ? C'est que le bolchevisme se trouve placé devant des options nouvelles entre lesquelles il doit impérieusement choisir au nom du prolétariat en lutte pour la révolution mondiale.

## I

Pour comprendre les termes dans lesquels se définissent ces options nouvelles, il faut au préalable tenter de saisir ce qui constitue le noyau essentiel, le noyau original du bolchevisme.

Le bolchevisme se définit au plus près comme une stratégie de la révolution. Définition banale ? Sans doute, mais elle ne découle pas néces-

---

1. Points de repère chronologiques :

| | |
|---|---|
| 25 avril-15 mai | : Offensive polonaise en Ukraine. Prise de Kiev. |
| 14 mai-1er juin | : Diversion bolchevique sur le front Nord. |
| 1er-10 juin | : Contre-offensive polonaise. |
| 28 mai-30 juin | : Rupture du front polonais en Ukraine. Évacuation de Kiev. Retraite de l'armée polonaise. |
| 4 juillet-31 juillet | : Offensive bolchevique. Retraite des armées polonaises. Défense de la ligne Niemen-Szegara. |
| 6 août-18 août | : Bataille de la Vistule. |
| 19 août-25 août | : Retraite de l'Armée Rouge. |

2. *Cf.* IIe partie, Conclusions.
3. *Cf.* Ire partie, III, 6.
4. *Cf.* ROSMER, *Moscou sous Lénine*, p. 64.

sairement du fait que le bolchevisme se réclame du marxisme. Il ne semble pas en effet douteux que Marx, au cours de sa vie, ait envisagé alternativement deux modes de formation ou plutôt deux rythmes de formation des conditions par lesquelles la société socialiste pourrait surgir des flancs de la société capitaliste[1].

Certes, Marx se refusait en général à élaborer des schémas définitifs de l'avenir, de l'avenir socialiste lointain bien entendu, et aussi d'un avenir qu'il pouvait à bon droit considérer comme plus proche : celui du simple changement des structures sociales établies. Il reste que, même en se gardant d'imprimer une forme intangible et sacramentelle à ses réflexions sur le déroulement ultérieur des choses, Marx était nécessairement amené à prospecter ce qui, dans les lendemains, donne sa pleine signification au présent[2].

Or, d'un côté, dans la plus grande partie de sa vie et de son œuvre, Marx met l'accent sur le fait que l'avènement révolutionnaire d'une société nouvelle intervient au terme nécessaire d'une évolution déterminée. A cette conclusion, Marx parvient à partir de son analyse des mécanismes sociaux. Dans une société en gestation, que se passe-t-il ? : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale »[3]. Cette société, par nature en mouvement, crée ses propres organes de vieillissement : « A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide dans cet énorme édifice »[4].

Cette « physiologie sociale » implique d'inéluctables conséquences : canalisé par des « lois » qui régissent aussi nettement la vie et la mort sociales que la vie et la mort humaines, le sens de l'évolution d'une société est aussi précisément tracé dans sa ligne générale que celui de l'évolution d'une vie humaine. La « révolution » constitue un fait de la nature sociale[5]

---

1. *Cf.* M. Collinet, *La tragédie du marxisme*, 2e partie.
2. *Cf.* C. Bobrowski, *Formation du système soviétique de planification :* « La position de Marx au sujet du développement futur de la pensée socialiste est aussi formelle que ses refus de se prêter au jeu d'hypothèses prématurées. C'est à la praxis révolutionnaire qu'il appartient d'apporter les réponses au moment où les questions sont posées par la réalité ; cette praxis qui est toute autre chose qu'une simple ' leçon des faits ', qui est un mode particulier de connaissance où la nécessité historique coïncide avec les désirs subjectifs du prolétariat, où ses désirs se confondent avec l'action consciente de l'avant-garde prolétarienne organisée, celle-ci s'inspirant autant de la doctrine que du sens de la réalité ».
3. K. Marx, *Critique de l'économie politique (1859)*, Avant-propos, *Œuvres*, I, Bibl. de la Pléiade, p. 272.
4. *Ibid.*, p. 273.
5. *Cf.* A. Sauvy, *La nature sociale*, A. Colin, 1957.

au même titre que la « mort » un fait de la nature physique. Ainsi la révolution n'est pas un phénomène soumis à l'arbitraire de l'éventuel et du possible : c'est un phénomène soumis à toutes les exigences du nécessaire et du certain. Comme tel, il se déroule à l'extérieur de la sphère des volontés humaines : indifférente aux passions qu'elle déchaîne, la révolution n'exauce ni les souhaits ni les imprécations. Son heure sonne inexorablement au terme d'un processus inaltérable.

C'est seulement arrivé à ce point, dans le cadre affirmé de ce déterminisme implacable, que le philosophe se hasarde à réintroduire les aléas des aventures humaines. De même que les désespérés s'affairent à avancer, les médecins à retarder l'heure de la mort, de même qui nierait que les hommes révoltés ne puissent avancer l'heure de la révolution ? A condition qu'ils orientent leur révolte dans le sens où, sans eux, la société néanmoins évoluerait : « Il faut [aux hommes], au cours de l'évolution, commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée »[1], et aussi : « Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir »[2].

Marx multiplie en conséquence les avertissements à l'égard de ceux qui, sans précaution, érigeraient leurs impatiences en vertus révolutionnaires. « Les conspirateurs permanents veulent anticiper sur le processus révolutionnaire, l'amener artificiellement jusqu'à la crise, improviser une révolution sans les conditions d'une révolution »[3]. Aux hommes, aux organisations, aux partis qui souhaitent avancer l'heure des changements décisifs, Marx dit dans quelle mesure et comment ils peuvent y contribuer. Ce sont ces limites, ces méthodes de l'entreprise révolutionnaire, que la IIe Internationale s'est par la suite efforcée, en s'inspirant des recommandations marxistes, de fixer dans la pratique : « Dans un État démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et assemblées législatives »[4].

Bref, les initiatives humaines sont en mesure de modifier les délais

1. *La critique moralisante*, p. 131, t. III des *Œuvres Philosophiques*, Éd. Costes (trad. Molitor), 1928. Dans la même page, on lit : « Si le prolétariat renverse la suprématie politique de la bourgoisie, sa victoire ne sera que passagère, un simple facteur au service de la révolution bourgeoise même, tout comme en 1794, tant que, dans le cours de l'histoire, c'est-à-dire dans son « mouvement », ne se trouveront pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaires l'abrogation du mode de production bourgeois et par conséquent la chute définitive de la suprématie politique bourgeoise ».

2. *Critique de l'économie politique*. *Œuvres*, I, Bibl. de la Pléiade, p. 273.

3. « Les alchimistes de la Révolution », *Neue Rheinische Zeitung* [revue d'économie politique rédigée par Marx et publiée à Hambourg], novembre 1850. *Cf.* encore dans *La guerre civile en France*, Paris, Éd. Sociales, 1953, p. 46 : « La classe ouvrière sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par ses structures économiques mêmes, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement les circonstances et les hommes ». *Cf.* enfin *Révélations sur le procès des Communistes de Cologne*, « Karl Marx devant les jurés de Cologne », Éd. Costes, trad. Molitor, p. 108 : « Tout comme les démocrates, vous substituez à l'évolution révolutionnaire la phraséologie révolutionnaire ».

4. Ordre du jour Kautsky au Congrès international de Paris (1900). *Encyclopédie socialiste*, V, p. 39.

de l'histoire, elles ne peuvent en infléchir ni le sens, ni les étapes ni le dénouement.

Cependant, et d'un autre côté, Marx n'a pas hésité, dans certaines conditions, à fonder sa réflexion sur une autre interprétation du cours social, présentant alors un programme en mesure, non pas seulement d'accélérer telle évolution préalablement fixée dans la nature sociale, mais de bousculer cette évolution elle-même. Au feu de cette autre interprétation qui, sans ambages, saute les garde-fous d'un étroit déterminisme économique, le prolétariat serait à nouveau doté de sa pleine capacité d'initiative politique, et du sein même de la révolution bourgeoise, pourvu qu'elle refuse de se figer dans son rôle secondaire de comparse, une minorité ouvrière, interprétant les aspirations démocratiques des classes non capitalistes, pourrait sans délai faire surgir la révolution socialiste. A ce schéma qui force l'histoire, qui légitime la crédibilité de l'instauration brusque d'un socialisme pas encore inscrit dans la base économique, on a donné un nom, le nom que Marx lui-même a retenu : celui de « révolution permanente ».

Ce second schéma s'est imposé à Marx en une période particulière : celle des années 1848-1850[1]. C'est en 1850 que Marx s'est personnellement inspiré de Babeuf et de Blanqui en écrivant dans *Les luttes de classe en France :* « Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général... »[2]. C'est en mars 1850 que Marx rédige la première circulaire officielle du Comité central de la Ligue des Communistes, où il proclame l'adhésion des communistes à la stratégie blanquiste d'une minorité ouvrière : « Tandis que les petits bourgeois démocratiques veulent faire terminer la révolution au plus vite..., il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public, et que l'association des prolétaires — non seulement dans un pays mais dans tous les pays principaux du monde — ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence entre prolétaires et concentrer les forces productives les plus importantes entre les mains des prolétaires... ».

Des circonstances particulières qui l'ont entourée, faut-il conclure que cette conversion — d'une position déterministe à une position volontariste — ne représente dans l'œuvre et dans la vie de Marx qu'un accident ? C'est la thèse de H. Lefebvre : « Il est très important de remarquer que ce mot d'ordre [révolution permanente] ne fut lancé par Marx qu'à la suite

1. *Cf.* le *Manifeste...*, p. 61 (éd. d'avril 1948). Dans une lettre à Péguy du 17 novembre 1901, Jaurès, « analysant le *Manifeste*, y décelait deux conceptions fort différentes, sinon contradictoires : en premier lieu, une philosophie de l'évolution, démontrant qu'à plus ou moins longue échéance le régime capitaliste devait s'écrouler sous le poids de ses contradictions dans un soulèvement brutal du prolétariat. En second lieu, une méthode révolutionnaire, applicable à l'époque même du *Manifeste*, tendant à faire surgir de la révolution bourgeoise imminente une révolution prolétarienne » (M. Collinet, *op. cit.*, p. 93).

2. *Les luttes de classe en France*, Éd. Sociales, 1946, p. 94.

d'une erreur d'analyse et d'un mauvais compromis avec les gauchistes, fondée sur cette erreur »[1].

A l'encontre, Daniel Guérin soutient que, loin d'être inspiré par la fièvre d'une actualité mal digérée, cette conception de la « révolution permanente », déjà sous-jacente dans certains passages du *Manifeste*, a été certes élaborée dans la période cruciale des révolutions européennes, mais a été renforcée par des études doctrinales ultérieures : « La conception originelle de la révolution permanente est bel et bien de Marx qui l'avait héritée de Babeuf et de Blanqui tout en la puisant et la vérifiant lui-même dans une étude approfondie de la Révolution française »[2].

On a déjà compris que cette polémique sur l'interprétation de la véritable pensée marxiste en matière de révolution tirait son âpreté de son importance propre mais aussi du destin ultérieur qu'avait connu l'idée de révolution permanente, idée associée au prestige de Trotski : d'aucuns tenteront d'ailleurs, pour échapper à l'engrenage, de dissocier la formulation marxiste de la formulation trotskiste[3].

Ne serait-il pas en fait plus fécond, au lieu de conceptualiser le débat, de l'historiciser et d'y introduire le facteur « temps » ? Quand M. M. Drachkhovitch souligne par exemple qu'il y a antinomie dans le caractère du marxisme « d'une part déterministe et se réclamant de la rigueur scientifique, d'autre part volontariste et s'identifiant à une foi révolutionnaire à caractère religieux »[4], il n'a raison que s'il juxtapose, pour les ajuster l'une à l'autre, l'analyse du *Capital* et l'analyse des *Luttes de classes en France*. Car appliqués ensemble, ces deux schémas du surgissement révolutionnaire s'excluent réciproquement. Mais ne serait-ce pas l'une des intuitions marxistes les plus intéressantes que d'avoir soupçonné, non pas même une histoire à double rythme alternatif, mais une histoire à plusieurs rythmes parallèles : et que les initiatives humaines puissent s'exercer plus efficacement dans une histoire au souffle court comme celui de l'homme, qui s'en étonnerait ? Dans ces conditions, le premier schéma constituerait le mode d'accumulation révolutionnaire au cours de longues périodes, le second par contre le processus d'explosion révolutionnaire au cours de périodes brèves. Or les rapports internes, dans le tissu de la durée historique, entre périodes longues et périodes brèves, ne seraient pas de grossière superposition : ce qui expliquerait que les deux schémas de révolution en cause n'auraient pas non plus entre eux de simples rapports de substitution ou de négation[5].

---

1. H. Lefebvre, *Pour connaître la pensée de K. Marx*, p. 173. Cette position conduit évidemment Lefebvre à différencier la formation et le destin dans la pensée marxienne du mot d'ordre « révolution permanente » de la formation et du destin du mot d'ordre « dictature du prolétariat ».

2. D. Guérin, « Bataille autour de notre mère », *La nouvelle réforme*, n° 2, janvier-février 1958, p. 209.

3. *Cf.* D. Guérin, *op. cit.*, p. 210 : « Henry Judd prétend que je n'aurais ' pas tenu compte des enseignements d'Engels ' et que j'aurais confondu la formulation originelle de la ' révolution permanente ' par Marx avec la stratégie moderne que Trotski a tirée de cette conception ».

4. *Cf.* M. M. Drachkhovitch, *De K. Marx à L. Blum*, p. 22.

5. Nous touchons là à des problèmes théoriques qui participent certes à une tentative de clarification de la seule doctrine marxiste, mais qui participent aussi des débats actuels sur les fondements de principe des sciences sociales et humaines. Les rapports du politique et de l'économique dans une crise sociale, la nature et la fonction même d'une crise dans les processus sociaux, autant de questions pour la solution desquelles l'historien peut apporter sa contribu-

Au surplus, les périodes brèves ne sont pas toutes de même qualité. Certes, dans le déroulement des périodes brèves, la résolution de la classe subversive joue de toutes façons un rôle plus étoffé que dans celui des périodes longues. Mais, dans celui de certaines périodes brèves, cette résolution devient soudain décisive : dans les périodes brèves qui sont en outre marquées par des troubles nés, à l'origine, de modifications intervenues dans la base économique ; autrement dit, dans les périodes de « crise ». L'importance de ces périodes de crise est liée au fait qu'il semble que les rapports de la sphère politique et de la sphére économique y soient inversés. Alors qu'en temps normal, l'économique constitue un primat du mécanisme social, au contraire, en temps de crise, le politique, sur lequel la prise humaine est bien plus forte, prend le pas jusqu'à devenir capable de modifier brutalement l'économique.

Quoi qu'il en soit de cette analyse, il reste qu'il peut y avoir débat sur la conception de Marx en matière de cours révolutionnaire. On comprend mieux dès lors que des polémiques s'en soient suivies chez les marxistes russes précisément à l'occasion des révolutions russes.

A vrai dire, jusqu'en 1905, les marxistes russes n'ont guère soupçonné qu'il y eût une autre perspective de révolution que celle dominant la description du *Manifeste :* se fondant sur la succession nécessaire des régimes sociaux, ils considéraient que le prolétariat russe devait aider, en alliance avec la bourgeoisie industrielle, à la destruction du régime féodal russe, afin de pouvoir, une fois réalisée la promotion du capitalisme, préparer et organiser, en usant des libertés démocratiques, l'avènement socialiste. Cette conception, les marxistes l'ont soutenue avec d'autant plus de netteté qu'ils avaient à l'imposer « contre toutes les variétés russes du socialisme utopique qui proclamaient la Russie le pays dont la mission historique consistait à passer d'un bond du régime d'absolutisme, de servage et de capitalisme à peu près primitif dans le règne du socialisme »[1].

tion, à condition qu'en étudiant des cas précis avec sa méthode propre, il se fixe pour tâche d'en prendre une dimension totale. Inutile probablement de préciser combien il ne s'agit ici que d'une hypothèse avancée avec précaution. Les commentateurs de Marx se sont en effet toujours attachés jusqu'ici soit à unifier et à rendre constante sa théorie du processus révolutionnaire, soit à lui attribuer deux ou plusieurs conceptions qu'ils font remonter à des moments différents de la pensée et de l'œuvre du philosophe (chaque commentateur ayant au surplus sa représentation personnelle du mouvement de cette pensée). C'est ainsi que le menchevik MARTOV, un des esprits les plus puissants et les plus originaux de cette Social-Démocratie russe si riche en personnalités de premier plan (de toutes tendances, bolchevique, menchevique et autres), considère dans « Marx et le problème de la dictature du prolétariat », article paru dans le numéro spécial de *L'Internationale Ouvrière* (revue publiée à Moscou en 1918, sous la direction de Martov) et donné en supplément à l'ouvrage de MARTOV, *Le bolchevisme mondial* (Éd. française du Nouveau Prométhée, 1934) — que Marx a nourri successivement deux conceptions de la révolution : la première étant celle de 1848, toute pénétrée d'idées blanquistes mais surtout fondée sur l'expérience et les traditions jacobines de 1792. Cette première conception implique que, dans l'impossibilité où ils se trouvaient de conserver le pouvoir politique aux mains du prolétariat par suite de l'immaturité des conditions économiques, les révolutionnaires socialistes devraient recourir à la terreur pour accélérer, après la révolution politique, la transformation économique (*cf.* notamment *La Critique moralisante*). Cette conception aurait encore été celle de Marx en 1871. Et ce serait seulement dans les dernières années de sa vie que Marx, sur la base de ses réflexions et de ses études préparatoires au *Capital,* aurait abouti à la seconde conception qu'Engels résume en 1895 quand, dans sa Préface à la *Lutte des Classes en France,* il écrit : « Le temps est passé des révolutions accomplies par la prise soudaine du pouvoir par de petites minorités conscientes *à la tête de masses inconscientes* ».

1. P. AXELROD, *Observations sur la tactique des socialistes dans la lutte contre le bolchevisme* (lettre à Martov), publiée en français par *La République Russe,* 1921, p. 9.

Kautsky entre autres se plaisait à rappeler que « les marxistes russes étaient convaincus que la révolution attendue par eux en Russie ne pouvait qu'y frayer la route au complet développement du capitalisme. C'est seulement quand celui-ci serait parvenu à un haut degré qu'une société socialiste deviendrait possible »[1]. Et quand Kautsky parle des marxistes russes, il parle bien sûr de toutes les tendances, des mencheviks comme Martov, de Plekhanov et aussi des bolcheviks comme Lénine.

Mais, de même que les révolutions européennes de 1848 avaient conduit Marx à reprendre, pour le mettre en lumière, un aspect obscurci de l'héritage politique laissé par la Révolution française, de même la crise révolutionnaire russe de 1905 conduit une aile du marxisme russe à devenir attentive à l'autre description faite par Marx d'un « processus révolutionnaire » selon lequel « la révolution bourgeoise ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne ».

Certes, cette manière de concevoir l'expérience politique de 1905, mise en forme tout particulièrement par Trotski — qui y était autorisé par la connaissance directe qu'il en avait — ne devait, pas plus que les écrits marxistes de 1848-1850, s'imposer dans le corps de la doctrine officielle du marxisme russe.

Ainsi, le rapport du Parti social-démocrate ouvrier de Russie (P.S.D.O.R.), au 8e Congrès socialiste international à Copenhague en août-septembre 1920, souligne que « les dissentiments dans l'intérieur du Parti, qui datent du 2e Congrès (en août 1903) et ont pour objet des questions de l'organisation ne quittent pas ce terrain jusqu'à l'époque du réveil révolutionnaire de 1904. A cette dernière époque, les questions d'organisation cèdent leur place aux questions de tactique »[2].

De quelle question tactique s'agit-il ? « Déjà le premier réveil du libéralisme à l'époque dite de confiance a posé la question des rapports de notre parti avec les libéraux. Après les événements de janvier [1905], cette question a pris un caractère plus général, à savoir quel doit être le rôle du prolétariat dans la révolution bourgeoise russe et sous quelle forme il y participerait. La question du soulèvement armé et du gouvernement provisoire devient le terrain de lutte de différentes tactiques ». Or, en cette affaire — l'attitude des socialistes à l'égard de la révolution bourgeoise —, quelle est la position de l'aile gauche marxiste, de la tendance « Iskra » ? « Pousser la révolution bourgeoise jusqu'au bout. Selon cette idée, la révolution s'accomplit à l'aide des forces prolétariennes et paysannes réunies. Elle aboutit à une dictature révolutionnaire et démocratique de ces forces coalisées. L'idée de soulèvement armé et de gouvernement provisoire convoquant une Constituante fut la conclusion logique de cette conception qui opposait la situation révolutionnaire de fait des paysans à l'attitude antirévolutionnaire et conciliatrice du libéralisme des Zemtsvos »[3].

Dans ce cadre, Lénine se borna donc à préciser, à plusieurs reprises entre 1905 et 1917, que « la dictature démocratique ne fera encore nullement de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste ; la révolu-

---

1. KAUTSKY, *Le bolchevisme dans l'impasse*, préface à l'édition française, p. 14 (février 1931).
2. « Rapport du P.S.D.O.R. », *Archives de Guesde*, année 1910 (I.I.H.S.).
3. *Ibid.*

tion démocratique ne sortira pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois »[1]. Il traitera de « bavardage permanent » l'idée d'une « révolution permanente », c'est-à-dire d'une transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution purement socialiste[2]. Cette conviction, « Lénine la partageait avec les autres marxistes jusqu'en 1917 ».

Bref, à la veille de 1914, Lénine continuait à penser, avec l'essentiel du groupe marxiste russe, toutes tendances confondues, que la prochaine étape conduirait au mieux la classe ouvrière russe à l'exploitation systématique, avec ou contre la bourgeoisie, des aspects favorables d'une démocratie bourgeoise.

Cependant la guerre allait, avant même de bouleverser les structures économiques et sociales russes, bouleverser la théorie et la pratique du bolchevisme : il semble qu'avant tout, l'atterrante impuissance de la IIe Internationale dans la dernière semaine de juillet et la première semaine d'août 1914 ait provoqué par réaction une décisive rupture dans la pensée et l'action de Lénine.

Seule, d'ailleurs, une biographie intellectuelle minutieuse du leader bolchevik entre 1914 et 1917 permettrait de fixer exactement la nature, le sens, et les limites de cette rupture, ses étapes, ses manifestations politiques ou littéraires[3]. Seule, elle permettrait de résoudre les questions pendantes : par exemple, celle des rapports à établir entre le fait que Lénine se situa dès avant 1914 à l'aile gauche de l'Internationale ouvrière et le fait qu'après le déchaînement de la guerre, il rejeta désormais radicalement la conception de cette même Internationale en matière de cours révolutionnaire ; par exemple encore, la question de l'influence réelle, sur la pensée de Lénine, de la théorie de Trotski concernant la révolution permanente ; ou de la signification précise des *Thèses d'avril* et du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » (trois interprétations en sont en effet possibles : ou bien qu'en avril 1917, Lénine conçut seulement les soviets comme des organes de coalition démocratique dans le cadre d'une révolution bourgeoise, ou bien encore que, dès le même avril, il les conçut déjà comme des organes du pouvoir prolétarien ayant des objectifs socialistes, ou bien enfin, et c'est le plus probable, que les soviets eux-mêmes se comportèrent, dès leur création, de manière ambivalente).

Au surplus, quelles qu'en soient ses modalités, cette rupture de la pensée léniniste sous le coup de la guerre, pour s'être le plus nettement affirmée, ne fut pas un phénomène unique en son genre ; d'un côté, c'est bien sur cette plate-forme politique nouvelle (quant à la nécessité de passer sans férir aux tâches de la révolution socialiste) que des éléments isolés ou même des fractions du marxisme russe — et notamment Trotski — se rallient au bolchevisme ; Rosa Luxembourg, de son côté, procéda, comme elle l'exposa dans son discours du 29 décembre 1918, sur « le programme communiste », à une « révision claire de la conception en cours au sein de la Social-démocratie allemande ». Et se référant très explicitement aux

1. Lénine, *O.C.*, « Deux tactiques », t. I, Moscou, 1948, p. 455.
2. G. Alexinski, *La Russie Révolutionnaire*, 1947, p. 68.
3. *Cf.* J. Bruhat, *Lénine*, Le Club français du livre, 1960, p. 159-160.

positions de Marx et d'Engels en 1848, R. Luxembourg ajoutait : « En déclarant dans notre programme : le devoir immédiat du prolétariat consiste — en quelques mots — à réaliser le socialisme et à supprimer complètement le régime capitaliste, nous ne faisons autre chose que répéter ce que Marx et Engels disaient déjà en 1848, ce qu'ils ont toujours maintenu en principe ». Par là, elle opposait le nouveau programme (« Que veut l'Union de Spartakus ? ») « avec le point de vue sur lequel repose le programme d'Erfurt [le programme officiel de la Social-démocratie allemande] et avec la distinction entre les revendications immédiates, dites minima, en vue de la lutte politique et économique, et le but final du socialisme considéré comme programme maximum »[1].

Il reste que, même compte tenu de ce renfort extérieur, la nouvelle stratégie révolutionnaire appliquée à la situation russe était si peu conforme à l'ancienne que Lénine crut devoir, ne serait-ce qu'*a posteriori*, en établir pour la naissance officielle de la IIIe Internationale — en avril 1919 —, les justifications théoriques. A cette date, le leader bolchevik donnait six raisons pour lesquelles la révolution prolétarienne était, contre toute attente, intervenue d'abord en Russie : l'archaïsme politique de la monarchie tsariste avait fait surgir un mouvement révolutionnaire de masse ; la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie s'était rencontrée, dans une union spécifique, avec la révolution paysanne contre les propriétaires féodaux ; la « répétition générale de 1905 », les conditions géographiques particulières de la Russie, les relations déjà établies entre ouvriers et paysans, l'expérience des soviets, autant de facteurs favorables permettant d'expliquer « qu'en comparaison avec les pays avancés, il est beaucoup plus facile aux Russes de commencer la révolution prolétarienne »[2].

En insistant ainsi sur le fait que c'était le vide politique laissé en Russie par l'écroulement du tsarisme qui avait rendu accessible la prise du pouvoir, Lénine témoignait de ce qu'il avait conscience que subsistait un hiatus entre la théorie marxiste de la révolution et sa pratique, à lui Lénine. Cette conscience et le respect qu'il avait de la théorie le faisaient en conséquence immédiatement ajouter : « Mais il leur [aux Russes] sera beaucoup plus difficile de la [la révolution socialiste] continuer et de la conduire à bonne fin »[3].

Cette restriction prudente ne suffit d'ailleurs pas — pas plus que n'y avait suffi la réussite pratique du coup d'état bolchevik — à désarmer l'opposition de certains marxistes « orthodoxes » qui se refusent à suivre Lénine dans sa révision doctrinale et condamnent de ce fait le processus insolite de la révolution russe d'octobre 1917. Parmi eux, outre Axelrod, Kautsky mettait tout naturellement l'accent sur ce qu'il y avait de contradictoire entre l'idée généralement admise — par les socialistes d'obédience marxiste — d'un déterminisme économique-social et l'idée d'un passage brusque aux tâches d'édification du socialisme dans un pays à peine né au capitalisme. Le théoricien le plus éminent de la gauche[4] sociale-démocrate

1. Rosa LUXEMBOURG, *Le programme communiste*, Éd. Spartacus, p. 12 et 14.
2. LÉNINE, « La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire », *L'I.C.*, no 1, 1er mai 1919, p. 38.
3. *Ibid.*
4. De la gauche, car Kautsky, s'il niait que la classe ouvrière russe eût la possibilité de faire une révolution socialiste, pensait par contre que la classe ouvrière allemande en avait le

allemande écrivait à ce propos (et il n'est pas nécessaire d'approuver pour du moins ressentir de l'émotion à ce cri d'angoisse sincère et passionné jeté par un homme qui soupçonne déjà une faille dans son œuvre pourtant inachevée) : « Si Lénine a raison, vain a été tout le travail de ma vie, consacrée à répandre, appliquer et développer le monde d'idées de mes grands maîtres, Marx et Engels ». Pourquoi ? Parce que si Lénine réussissait, « c'était la preuve que l'évolution sociale ne suit pas des lois rigides et que c'est une idée fausse de croire qu'un socialisme moderne viable ne puisse prendre un développement indépendant que là où un capitalisme industriel supérieurement développé a créé un prolétariat industriel développé non moins supérieurement »[1].

Qu'était-ce en effet que la Russie à cette époque ? Un pays économiquement arriéré, en majeure partie agricole (bien que déjà engagé sur la voie de l'industrialisation). Il n'était donc pas possible de concevoir, selon le schéma des « étapes nécessaires », que ce pays fût mûr pour une autre révolution qu'une révolution bourgeoise. En conséquence, malgré la sympathie qu'il ne pouvait s'empêcher de nourrir pour un mouvement qui se voulait socialiste, Kautsky, dès le début de la révolution bolchevique, considéra comme une faute la décision de l'aile radicale du mouvement ouvrier russe de passer de la révolution libérale à la révolution sociale. Il écrit donc, dès l'été 1918, une brochure *La dictature du prolétariat* où il adresse aux Bolcheviks des « avertissements pressants », s'autorisant pour ce faire « des rapports étroits qu'il entretient depuis un demi-siècle avec le mouvement socialiste russe ». Il renouvellera d'ailleurs ces mises en garde dans deux ouvrages ultérieurs, *Terrorisme et Communisme*, l'été 1919 et *De la Démocratie à l'esclavage d'État* en 1921.

Kautsky, dès le moment où il affirmait que Marx avait conçu la révolution prolétarienne uniquement comme l'aboutissement nécessaire d'une évolution déterminée de la société capitaliste, avait à l'évidence raison d'estimer que la révolution bolchevique ne correspondait pas du tout à ce schéma : il en concluait à la condamnation de cet événement aberrant par rapport au marxisme. Ce faisant, donne-t-il l'image ridicule du vieux savant qui s'accroche coûte que coûte à une théorie dépassée, la préférant aux leçons de l'expérience et du succès ? Pas forcément ; s'il s'acharne, c'est que, convaincu de la justesse du matérialisme historique tel qu'il l'interprétait chez Marx, il pensait que l'entreprise bolchevique pouvait fort bien réussir, si réussir signifie simplement durer, mais qu'elle ne pouvait réussir en tant qu'expérience socialiste : or, se réclamant du marxisme et du socialisme, elle risquait de déconsidérer et le marxisme et le socialisme.

Lénine n'avait donc pas convaincu Kautsky. En retour, Kautsky, prononçant la condamnation du processus révolutionnaire d'octobre 1917 pour cause d'immaturité économique en Russie, ne pouvait convaincre

---

devoir. *Cf.* dans *L'I.C.*, n° 6, octobre 1919, p. 810 cette citation de Kautsky, extraite de son ouvrage *Le socialisme et la politique coloniale*, 1907, p. 37 : « Le socialisme est actuellement devenu une nécessité économique. Le terme de sa réalisation n'est plus qu'une question de force. Donner au prolétariat cette force en l'instruisant et en l'organisant —, c'est actuellement le devoir et le but principal de la social-démocratie. Rien de plus étrange que les socialistes qui s'imaginent qu'il faut encore travailler au développement des forces du capitalisme ».

1. K. Kautsky, préface à l'édition française, *Le Bolchevisme dans l'impasse*, février 1931.

Lénine : car Lénine ne songeait nullement en 1917 à faire de la révolution socialiste russe le produit direct et légitime de la seule lutte des classes en Russie.

Et de quoi donc alors, selon Lénine, la révolution socialiste russe tirait-elle sa raison ? Avant tout, de la crise révolutionnaire mondiale, elle-même née de la guerre mondiale. Si cette crise avait d'abord curieusement engendré un mouvement révolutionnaire socialiste en Russie (bien qu'à coup sûr, le développement économique du capitalisme ne correspondît pas dans ce pays à une telle éventualité), il ne fallait pas s'arrêter à cette bizarrerie de l'histoire : la crise mondiale, qui allait en s'approfondissant au fur et à mesure que la guerre étendait ses ravages, garantissait l'extension rapide de ce mouvement révolutionnaire, et cette fois dans des pays où le socialisme était mûr[1] !

Bref, c'est la crise mondiale et ses promesses qui seule légitimait le coup d'audace d'un Octobre socialiste en Russie, c'est le transfert, sur le plan mondial, de l'épisode russe qui, seul, permettrait de combler le hiatus entre la traditionnelle description marxiste du processus révolutionnaire et l'instauration évidemment surprenante du socialisme en Russie. Voilà qui conduit à compléter pour une précision essentielle la définition déjà proposée du bolchevisme.

Le bolchevisme se définit en effet comme une stratégie de la révolution : mais comme une stratégie mondiale.

Certes, ce faisant, le bolchevisme prolonge simplement l'enseignement marxiste : ce travail-ci s'est précisément ouvert sur l'analyse du caractère international que doit, selon Marx, stratégiquement revêtir le mouvement révolutionnaire prolétarien. Il suffira donc ici de rappeler quelques-unes des innombrables affirmations du Maître sur ce point : « Une action combinée, tout au moins des pays civilisés, est une des premières conditions de

---

1. Lénine, *Lettre d'adieu aux ouvriers suisses* (26 mars 1917) : « Les conditions objectives de la guerre impérialiste nous garantissaient que la révolution ne se bornera pas à la première étape de la révolution russe, que la révolution ne se bornera pas à la Russie. » Lénine, *O.*, t. XXIII, p. 402 (Éd. en Langues étr., Moscou, 1959). Que Lénine, en 1905 et après 1905, ait, comme les Mencheviks, conçu la révolution en Russie dans le cadre d'une révolution bourgeoise et qu'il ait été par conséquent à cette époque hostile au thème trotskiste de la « révolution permanente », le menchevik Fédor I.Dan, grand connaisseur de la Social-démocratie russe, le confirme dans sa brochure *Les socialistes russes et la dictature du prolétariat*, conférence prononcée à Bruxelles en décembre 1932. Mais Dan pense que l'évolution de la pensée léniniste fut lente et même probablement postérieure à la révolution d'Octobre 1917 elle-même. Néanmoins Dan souligne que c'est bien la perspective de la révolution mondiale qui justifia cette évolution léniniste. Voici le passage en cause : « Comme le jeune Marx, Lénine comprenait d'ailleurs qu'une dictature ' jacobine ' du prolétariat ' ne peut être qu'un moment de la révolution bourgeoise elle-même '. Son mot d'ordre, tiré des expériences de la révolution de 1905, ne fut donc pas , dictature du prolétariat ', mais ' dictature du prolétariat et des paysans '. Il voyait l'unique tâche de cette dictature dans l'accomplissement radical de la révolution bourgeoise et combattit dès lors avec acharnement non seulement toute extension de cette tâche dans un sens socialiste, mais encore toutes les idées (dans le genre d'un ' gouvernement ouvrier ' ou d'une ' révolution permanente ' de Parvus et de Trotski) qui lui semblaient de nature à éveiller des illusions sur le passage automatique d'une révolution bourgeoise en Russie à une révolution socialiste. Lénine persévéra dans cette attitude pendant la guerre, et même après la révolution d'Octobre, le mot ' socialiste ' manquait au nom de baptême de la ' République fédérative des Soviets ', issue de cette révolution. Ce n'est que peu à peu que l'utopisme, libéré par la toute-puissance dictatoriale, s'unit au besoin pressant de centraliser l'économie... pour inscrire le ' communisme ' sur le drapeau de la dictature et pour qualifier de ' socialiste ' la révolution elle-même. Toutefois le changement dans la détermination des buts de la révolution n'était pas encore déduit des conditions intérieures de la Russie, mais de l'approche *de la révolution socialiste mondiale* » (p. 17-18).

son émancipation » (au prolétariat)[1] ; et d'Engels : « [La révolution communiste] sera une révolution mondiale et devra par conséquent avoir un terrain mondial » ; et encore du même (19e question du catéchisme : la révolution se fera-t-elle dans un seul pays ?) : « Non, la grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. La révolution communiste ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne ». Marx et Engels ne se contentaient d'ailleurs pas de pétitions de principe : en participant activement à la Ligue des Communistes et à la Ire Internationale, ils ont montré par l'exemple comment ils entendaient que fût concrètement menée la lutte prolétarienne internationale pour le socialisme.

Or, le bolchevisme, par sa formation et le cadre dans lequel il avait été contraint de vivre jusqu'en 1917, était tout particulièrement bien placé pour comprendre ce qu'impliquait cet internationalisme prolétarien. Loin de se confiner aux horizons russes, il épousait naturellement et sans effort les dimensions de l'Europe : de 1903 à 1914, la social-démocratie russe n'avait-elle pas tenu tous ses congrès à l'étranger ? Lénine pensait directement en Européen, non pas seulement parce que ses principes l'y invitaient, mais parce que sa vie quotidienne lui rendait la chose normale : c'est un fait banalement reconnu, mais dont on n'a pas toujours apprécié la portée. Pourtant, comment n'en serait-il pas profondément marqué, l'homme qui a, non pas visité, mais vécu plus ou moins longtemps dans tous les principaux pays d'Europe et qui en parlait plus ou moins bien toutes les principales langues[2] ? Comment toute trace de provincialisme ne serait-elle pas chassée de son comportement et de sa pensée[3] ?

Bien sûr, d'autres que Lénine ont vécu les mêmes expériences et n'en ont pas tiré les mêmes leçons. Si nul homme au monde ne se réduit à sa biographie, bien moins encore Lénine. Il reste vrai cependant que Lénine, quand la guerre éclata, était « en situation » pour saisir les virtualités révolutionnaires d'une crise dont il n'examinait pas seulement les incidences dans tel ou tel groupe de pays, isolé de l'autre groupe par la ligne des tranchées.

L'analyse de la crise européenne, ouverte par la guerre, voilà qui a mis en effet Lénine sur la voie. Considérant que cette crise européenne entraînerait l'effondrement du capitalisme européen, Lénine estimait dès lors que la révolution prolétarienne mondiale serait comme la réponse dialectique que ferait à la guerre la société. En quoi il se trompait. Mais de cette erreur globale sont sorties beaucoup de vérités partielles.

---

1. K. Marx, *Le Manifeste Communiste*, éd. 1948, p. 46.

2. Lénine savait très bien l'allemand, moins bien l'anglais, encore moins bien le français qu'il connaissait suffisamment cependant, non seulement pour le parler et le comprendre mais pour l'écrire, fût-ce avec des incorrections.

3. Cette formation, cette expérience, cette mentalité « européenne » de la première génération bolchevique — dont Rakovski est probablement le type le plus remarquable, *cf.* Ire partie, I, 3, p. 93, n. 4 — sont considérées par Trotski comme l'un des facteurs les plus importants de l'hostilité qui a opposé les Vieux Bolcheviks à Staline.

Comment cela ? Parce qu'il croyait à la révolution socialiste mondiale, fille de la guerre mondiale, Lénine a cru reconnaître dans la révolution russe de février une confirmation de ce qu'il avait prévu : le début du cataclysme, dans lequel la bourgeoisie impérialiste de tous les pays devait nécessairement s'abîmer. Il s'en est trouvé encouragé pour entreprendre en Russie une révolution socialiste dont le double caractère socialement prématuré et nationalement limité n'était pas dirimant puisque cette révolution n'avait pas de signification en elle-même, qu'elle ne constituait pas par elle-même un phénomène isolé et aberrant, mais qu'au titre d'avant-garde de la révolution prolétarienne mondiale, elle participait à un mouvement d'ensemble qui, lui, était fondé sur une maturité économique évidente.

La démarche révolutionnaire de Lénine en Russie ne s'explique donc qu'autant qu'on la replace dans la perspective fondamentale qu'il nourrissait d'une révolution à l'échelle du monde. Lénine l'a dit explicitement : « Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, *achever* victorieusement la révolution socialiste... [il] la *commencera* en un certain sens »[1]. Et tous les observateurs et témoins qualifiés ont rapporté à l'époque cette manière que le chef bolchevik avait de concevoir en toute priorité les intérêts de la révolution mondiale. B. Russel, par exemple, qui fit un voyage d'études en Russie, au printemps 1920, écrit à ce propos : « Lénine autant que j'ai pu en juger ne se préoccupe pas davantage des intérêts de la Russie que de ceux des autres pays ; la Russie est en ce moment le protagoniste de la révolution sociale, et par là même elle est d'un grand enseignement pour le monde ; mais Lénine sacrifierait la Russie plutôt que la Révolution, s'il devait jamais en être réduit à choisir entre les deux »[2]. Et Rosa Luxembourg : « La révolution en Russie était entièrement dépendante dans ses destinées de la révolution internationale. Le fait que les Bolcheviks ont misé toute leur politique sur la révolution mondiale du prolétariat est justement le témoignage le plus éclatant de la portée de leur coup d'œil et de leur fidélité aux principes, du jeu hardi de leur politique »[3].

Ainsi, aucun doute : la révolution russe pour Lénine n'était pas autre chose qu'une ouverture. Pas même une ouverture décisive : Lénine n'a jamais prétendu que la révolution russe fût au départ une pièce essentielle du dispositif révolutionnaire mondial. Il dit même publiquement le contraire devant le Congrès des soviets en 1919 : « La victoire complète de la révolution socialiste est impossible dans un seul pays : elle exige

1. Lénine, *Lettre d'adieu aux ouvriers suisses*, *O.*, t. XXIII, p. 401. Et voici les premières déclarations de Lénine à son retour en Russie : « Chers camarades, soldats, matelots et ouvriers. Je suis heureux de saluer en votre personne la révolution russe, victorieuse ; de vous saluer en votre qualité de détachement d'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale... La guerre de brigandage impérialiste est le début de la guerre civile dans toute l'Europe... L'heure n'est pas éloignée où, à l'appel de notre camarade Karl Liebknecht, les peuples tourneront leurs armes contre leurs exploiteurs, les capitalistes... L'aube de la révolution socialiste mondiale s'est déjà levée... En Allemagne, tout est en ébullition... Aujourd'hui, demain peut-être, chaque jour, l'impérialisme européen tout entier peut s'effondrer. La révolution russe faite par vous en a marqué le début ; elle a ouvert une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale » (cité par Bruhat, *Lénine*, p. 203).

2. B. Russel, *La pratique et la théorie du bolchevisme*, p. 40

3. R. Luxembourg, *La révolution russe*, p. 7.

pour le moins un concours actif de plusieurs pays avancés, au nombre desquels ne se trouve point la Russie »[1].

Rien qu'une ouverture ; Lénine proclamait dès le début qu'une révolution isolée dans un seul pays ne serait pas en mesure de survivre face à la conjuration impérialiste : « Nous vivons non pas seulement dans un État, mais dans un système d'États : on ne peut concevoir qu'une république soviétique existe pendant un long temps à côté d'états impérialistes. En fin de compte, l'un ou l'autre vaincra »[2].

Rien qu'une ouverture : les Bolcheviks se devaient en conséquence d'élaborer une stratégie interne qui tienne essentiellement compte de cette double subordination, dans le temps et dans l'espace, de « leur » révolution à la révolution mondiale ; il n'est pas étonnant que Lénine, dans ces conditions, ait retrouvé ce que Trotski avait conclu de son expérience en 1905 : « Le pouvoir révolutionnaire... se heurtera à une grande difficulté : l'état arriéré des conditions économiques du pays. Dans les limites d'une révolution nationale, cette situation n'aurait point d'issue... La tâche du gouvernement ouvrier sera donc, dès le début, d'unir ses forces avec celles du prolétariat socialiste de l'Europe occidentale. Ce n'est que dans cette voie que sa domination révolutionnaire temporaire deviendra le prologue de la dictature socialiste. La révolution en permanence sera donc exigée par le prolétariat de Russie dans l'intérêt et pour la sauvegarde de cette classe »[3].

Rien qu'une ouverture : inversement, les Bolcheviks se devaient d'élaborer une stratégie externe qui tienne compte du double prolongement, dans le temps et dans l'espace, de « leur » révolution en révolution mondiale ; la révolution russe devient un point de départ (dans le temps) et une base (dans l'espace) pour le cours ultérieur de la révolution mondiale.

Voici donc la trajectoire : l'internationalisme maintenu à Zimmerwald a rationnalisé l'audace de dépasser la révolution bourgeoise russe en révolution socialiste ; mais en revanche, la révolution socialiste russe s'est faite matrice où l'internationalisme zimmerwaldien a pris vie en s'incarnant dans la III<sup>e</sup> Internationale, laquelle est « le stade préalable à la République internationale des soviets et à la victoire mondiale du communisme »[4]. Malgré l'opposition (dont ils ne méprisaient pas les arguments) du groupe spartacien allemand, les Bolcheviks auraient donc commis une erreur de logique dialectique en ne procédant pas aussi vite que possible à la fondation officielle de l'Internationale Communiste : car si la III[e] Internationale devait le jour à la victoire provisoire de la révolution socialiste russe, elle seule en revanche lui donnait un sens, un destin et peut-être un avenir.

En résumé, le bolchevisme, stratégie mondiale de la révolution, se veut, quoi qu'en pensent ceux qu'il considère comme les tenants attardés de la II[e] Internationale, dans la ligne de la conception marxiste la plus traditionnelle en matière de cours révolutionnaire, en ce sens que, s'il brusque en Russie une révolution socialiste partielle et prématurée, il le

1. Lénine au Congrès des Soviets en 1919.
2. Lénine, 1918.
3. Trotski, *1905*, p. 256.
4. Trotski, « Rapport au 1[er] Congrès de l'I.C. », *L'I.C.*, n° 3, p. 406.

fait d'une part en conformité avec certaines observations que Marx consacre aux courtes périodes de crise, d'autre part qu'autant que cette première entreprise est garantie par les promesses d'une révolution socialiste totale et économiquement légitime. Bref, les Bolcheviks n'ont jamais nié qu'ils pouvaient échouer. Mais succès ou échec, c'est de révolution mondiale qu'il s'agit, et si la révolution russe est insolite c'est qu'elle n'est pas encore dépassée.

## II

D'ailleurs, dans le même temps — de 1917 à 1920 —, la situation générale n'a-t-elle pas constamment évolué dans un sens qui, *grosso modo*, semblait donner raison à qui pensait, comme les Bolcheviks, que la guerre mondiale avait, en jetant l'Europe dans une crise inguérissable, sonné le glas du capitalisme ? Qui aurait manqué à reconnaître, comme le firent les Bolcheviks, dans l'extraordinaire bouillonnement de l'Europe en 1919, la montée inexorable de la vague révolutionnaire prolétarienne ?

Mais voici que cette belle certitude — cette certitude d'une révolution mondiale à court terme donnant rétrospectivement raison et sens à la révolution russe —, l'année 1920, telle qu'elle se déroule, ne peut que l'ébranler. Loin en effet que, de mois en mois comme en 1919, on puisse établir un bilan (gains et pertes) de la révolution à l'échelle de l'Europe et du monde, on est tenté, en cette année-là, d'inscrire face à face les gains de la révolution mondiale et ceux, distincts, de la révolution russe. Certes, la révolution socialiste esquisse encore deux prodigieuses avancées, secouant spectaculairement par deux fois le monde capitaliste : en mars (en Allemagne) ; en juillet-août (en Pologne). Mais cette même année, cette même révolution socialiste, qui se veut pourtant mondiale, semble aussi accepter l'idée de se replier, ne serait-ce que provisoirement, sur l'acquis de la révolution russe. Dès la fin de 1919 et surtout dans l'hiver 1920, la contre-révolution blanche apparaît en effet condamnée, ce qui constitue, bien sûr, une grande victoire de la jeune République socialiste, à considérer rétrospectivement que ces débiles Bolcheviks, au printemps 1918, s'accordaient à eux-mêmes l'unique espoir de laisser un héroïque exemple. Mais la victoire de l'Armée rouge, si elle écarte à jamais la redoutable menace qui, depuis deux ans, pesait sur l'avenir de la Russie soviétique, tend inversement à stériliser le ferment révolutionnaire que, dans les pays capitalistes, sécrétait la solidarité ouvrière à l'égard du premier État prolétarien. Pour l'Europe bourgeoise, c'est un dur sacrifice que se résigner à l'existence scandaleuse d'une Russie ouvrière. Mais pour la IIIe Internationale, qu'en est-il de conclure ne serait-ce qu'une trêve avec l'Europe capitaliste dont la chute était, il y a encore peu, prévue à court délai ? Une manière de marquer ses gains ? Mais aussi ce qui reste à gagner. Une sorte de légitime prudence ? Mais aussi compromis et partage. Quoi ? La révolution russe resterait donc solitaire ? Comment n'en serait-elle pas glacée, cette révolution qui ne s'est jamais tenue elle-même pour autre chose qu'un commencement[1] ?

---

1. Les militants de l'époque ne s'y trompaient pas, du moins les plus lucides. Voici ce qu'Humbert-Droz écrivait, *Le Phare*, 1er mars 1920 : « Commencés à Copenhague entre Litvinoff

Dès lors, l'alternative à laquelle les Bolcheviks se trouvent acculés ne s'exprime plus dans les deux termes accoutumés : victoire ou échec de la révolution mondiale ; mais dans ces deux termes dont l'un est surprenant : victoire de la révolution mondiale ou victoire de la révolution russe. Depuis 1917, chaque année avait une double face : la face éclairée par les succès de la révolution prolétarienne en marche, la face assombrie par ses échecs. Face éclairée, face assombrie, victoire, défaite : les Bolcheviks connaissaient bien ce jeu-là. Ils savaient que ni l'ivresse, ni la crainte ne devaient les habiter. Mais l'année 1920, si elle a aussi une double face, a surtout une face inconnue, celle où il se lit que la révolution russe triomphante doit se contenter d'elle-même.

***

Face connue : la face où s'inscrivent les progrès de la révolution mondiale. Deux traits essentiels : l'épisode allemand de mars ; la guerre polono-russe. La péripétie allemande a été fort étudiée[2] : aussi est-il plus intéressant de s'appesantir sur la seconde, de même nature quant au rôle qu'elle a joué dans la non-transformation de la révolution russe en révolution mondiale mais d'un processus plus original.

En mars 1920, l'impasse allemande en matière de révolution socialiste implique du même coup l'impasse européenne ; la révolution russe, malgré qu'elle en ait, se voit enfermée sur elle-même. Blocus bien autrement irrémédiable que le blocus militaire imaginé par les Alliés. Au surplus, l'isolement russe tend encore à s'accentuer fin mai, quand arrivent de mauvaises nouvelles, non plus d'Allemagne cette fois, mais de France où l'agitation sociale, qui avait pris un bon départ autour du 1er mai, aboutit à une grave défaite ouvrière.

Mais déjà, à cette dernière date, se profile une autre manière de concevoir les modalités du passage de la révolution russe à la révolution mondiale. Jusque-là, les stratèges bolcheviks avaient considéré que la résistance révolutionnaire des Soviets devait donner le temps au prolétariat occidental, bouleversé par l'exemple russe et poussé par les exigences de la solidarité ouvrière, de se soulever à son tour. Cette vue des choses tenait évidemment au fait que le gouvernement bolchevik ne pouvait alors prétendre à autre chose qu'à une défense victorieuse. Or, sur ces entrefaites, le rapport des forces militaires entre la révolution soviétique et la contre-révolution intérieure, soutenue par les Alliés, a changé. Si, de 1918 à 1920, la contre-révolution blanche avait tenté par les armes de briser en Russie la vague révolutionnaire, pourquoi en 1920 la révolution russe ne tenterait-elle pas, elle aussi par les armes, de prendre l'offensive pour forcer la résistance de l'organisme capitaliste ? Ainsi, pour rompre un encerclement

---

et O'Grady sur la *seule* question des prisonniers de guerre — la grande presse menteuse l'a mille fois répété — les pourparlers aboutissent rapidement à la reprise des relations économiques et *en fait* à la paix et à la reconnaissance du gouvernement bolchevik... Une situation nouvelle est ainsi créée qui ne manque pas de danger pour la Russie nouvelle. Après avoir voulu l'abattre par la force, le monde capitaliste cherche à la faire glisser sur le terrain des compromis » (n° 7, p. 307).

2. *Cf.* A. Rosenberg, *Entsehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Francfort, 1955. Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, II, Paris, A. Michel, 1938. G. Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Paris, Éd. Sociales, 1962 (bibliographie).

qui ne tient plus au fer des Alliés, mais à quelque chose de bien plus essentielle : la relative stérilité, du point de vue révolutionnaire, de la situation des classes en Europe occidentale, la révolution russe en vient à tâter de la méthode forte pour ouvrir le chemin de l'Europe centrale au socialisme.

Idée parfaitement logique : jamais les Bolcheviks n'avaient considéré que la révolution russe, toute pacifique par nature qu'elle fût, c'est-à-dire par nature hostile à une guerre impérialiste, devait s'interdire de mener une guerre révolutionnaire autre que défensive. La guerre révolutionnaire, les devoirs de la solidarité révolutionnaire ne sont nullement à sens unique : et Trotski avait proclamé, avec la pleine approbation de tous les dirigeants bolcheviks : « Pour le moment [avril 1919], je le répète, nous ne songeons pas à attaquer la Prusse orientale... mais cela ne nous empêchera pas, lorsque l'heure aura sonné, de répondre à l'appel de nos frères occidentaux : nous sommes là ; nous avons appris à manier les armes ; nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la révolution universelle ». De même, dans l'hiver 1920, quand le succès des armes soviétiques fait capituler un à un les généraux blancs, les communistes d'Occident (comme en témoigne la discussion à leur Conférence d'Amsterdam en février) s'attendent à ce que l'Armée rouge ne s'arrête pas aux frontières de l'ancien empire tsariste.

Les péripéties de la guerre polono-russe vont conduire les Bolcheviks à, non plus rêver, mais réfléchir pratiquement sur cet objectif nouveau : faire de la révolution russe le fer de lance offensif de la révolution mondiale. C'est que la guerre polono-russe, de mars à août 1920, est un chef-d'œuvre d'ambiguïté historique : conçue avec l'aide française comme une ultime tentative d'intervention militaire polonaise contre la Russie soviétique, elle alimente, lorsque le sort des armes se retourne, l'espoir que se réveillent, sur les pas de l'Armée rouge, les énergies prolétariennes en Occident.

Bien sûr, au premier chef, la guerre polono-russe apparaît comme un dernier prolongement de cette politique d'intervention armée à laquelle les Alliés, sans toujours beaucoup de conviction, ont recours depuis 1918. Ce prolongement est rendu possible en raison des problèmes nationaux et sociaux de la Pologne de 1920, problèmes réels qui incitent les partis politiques et le gouvernement polonais à favoriser certains calculs alliés selon lesquels la Pologne constitue le glacis occidental à l'est et peut, à l'occasion, servir de tremplin contre la Russie bolchevique.

Problèmes nationaux ? D'une part le problème global de l'unité nationale, d'autre part les problèmes différenciés des minorités nationales.

De 1772 à 1914, la Pologne dont, selon la formule de Jaurès, « les bourreaux avaient dispersé les membres dans trois sépulcres », la Pologne partagée cherche en vain la route de l'indépendance. Les partis politiques polonais de la Pologne autrichienne ont imaginé une tactique : collaborer avec un occupant — en l'occurrence l'Autriche, réellement plus libérale d'ailleurs, toutes proportions gardées, que la Russie tsariste — de façon à miner l'entente entre les trois États spoliateurs, et ceci fait, convaincre cet occupant privilégié d'accorder l'indépendance moyennant qu'il lui serait réservé dans la Pologne libérée et unifiée un traitement de faveur[1].

---

1. *Cf.* Jerzy HOLZER et Jan MOLENDA, *Polska w pierwszej wojnie swiatowej* Varsovie, 1963, 380 p. (bibliographie) (La Pologne dans la première guerre mondiale).

Cette tactique implique donc qu'éclate un conflit entre les Puissances occupantes, conflit qui créerait les conditions nécessaires à la libération d'une Pologne réunifiée.

Le conflit éclate effectivement en 1914. D'abord la guerre, en opposant la Russie à l'Autriche et à l'Allemagne, rend insupportable l'écartèlement de la Pologne, dont chacun des tronçons est invité à normalement combattre du côté où son maître est rangé. Puisque les Polonais de chaque camp attendent l'unification et peut-être la liberté nationales en récompense de leur loyalisme, à Varsovie « l'armée de Pologne » demeure fidèle au régime tsariste, tandis que Pilsudski, avec les « Légions polonaises » — 5 000 membres en septembre 1914, 14 000 en juillet 1917 —, combat, après avoir prêté serment d'allégeance à l'empereur François-Joseph, dans l'armée autrichienne. Ainsi des Polonais s'entretuent pour l'amour de leur commune patrie[1].

Cependant, malgré cette conjoncture tragique, le calcul des Polonais « activistes »[2] s'avère juste : selon la formule d'un journaliste du *Norwärts*, « un enfant chéri est né en une seule nuit aux trois gouvernements belligérants ». Dès le 8 août 1914, le grand-duc Nicolas, généralissime de l'armée russe, lance un *Manifeste* promettant aux Polonais l'union de leur pays sous la couronne du Tsar, perspective que tend à concrétiser l'établissement le 25 novembre 1914 d'un « Comité national polonais » présidé à Varsovie par un Polonais, Dmowski. Tandis que, dans le même temps, le gouvernement autrichien approuve qu'à Cracovie se constitue le 16 août un « Comité national suprême polonais » appelé à soutenir la guerre contre la Russie.

Bien mieux, quand en 1916 les affaires vont mal dans l'un et l'autre camp, les trois Puissances occupantes font encore un pas supplémentaire dans la voie de la reconstruction d'une Pologne unie : le 6 novembre 1916, Guillaume II et François-Joseph proclament la création d'un État polonais indépendant tandis que l'un des premiers gestes du Gouvernement provisoire russe est, le 3 mars 1917, la reconnaissance de l'indépendance de la Pologne dans ses frontières ethnographiques. Dès lors, il n'y a plus deux mais trois Comités nationaux polonais : l'un à Cracovie, d'obédience autrichienne, le second à Moscou, d'obédience russe et le troisième... à Paris, d'obédience alliée[3].

Enfin, quand, d'une part, le rapport des forces militaires évolue en faveur des Alliés, quand, d'autre part, la révolution bolchevique confirme le droit des Polonais à disposer d'eux-mêmes, les conditions sont réunies pour que la Pologne puisse de la guerre sortir reconstituée. La révolution d'Allemagne achève ce que la révolution russe avait commencé. La domination étrangère s'écroule en Pologne.

Reconstituée, la Pologne garde néanmoins le lancinant souci de ne pas perdre à nouveau l'indépendance qu'elle vient de reconquérir : car si l'affaiblissement conjoint de l'Allemagne et de la Russie lui a permis de

1. *Cf.* R. MARTEL, *Les grands problèmes. La France et la Pologne. Réalités de l'Est européen*, Paris, 1931.
2. *Cf.* C. SMOGORZENSKI, *J. Pilsudski et les activistes polonais pendant la guerre*, Paris, 1931.
3. Sur ce troisième, *cf.* A. MERLOT, *Recueil analytique des Actes de l'armée polonaise (juin 1917-sept. 1918)*.

renaître, un redressement simultané de ses deux puissants voisins — fussent-ils révolutionnaires —, éventuellement une alliance entre eux lui pourrait être fatale. C'est pour faire face à ce danger que Pilsudski imagine pour son pays une double politique étrangère : afin d'empêcher que se concrétise toute velléité d'accord entre Allemagne et Russie au détriment de la Pologne, s'appuyer sur l'Allemagne contre la Russie, affaiblir la Russie en fédérant Pologne, Ukraine et Lithuanie dans un système d'alliance antirusse ; afin de réduire le « danger allemand » qui pourrait resurgir en conséquence de la ligne générale antirusse, faire appel à la protection et à la garantie de l'alliance alliée. Double politique étrangère que Pilsudski avait déjà définie en 1914 quand il écrivait : « La question polonaise sera favorablement résolue dans le cas favorable où la Russie sera vaincue par l'Allemagne, celle-ci étant elle-même vaincue par la France ».

D'ailleurs la Pologne une fois rassemblée « dans ses frontières ethnographiques », le problème de l'unité nationale n'est pas encore résolu pour autant : il est remis en cause, non à vrai dire par la présence interne de minorités nationales proprement dites, mais par le rattachement à la nouvelle Pologne de territoires occupés par des peuples majeurs non polonais. La population du nouvel État ne compte en effet que 60 % de Polonais : aux frontières de l'ouest, la Prusse orientale est peuplée d'Allemands qui constituent aussi une importante minorité en Haute-Silésie. Au sud, en Galicie occidentale (issue de l'Autriche-Hongrie), 6 millions d'Ukrainiens — 22 % de la population du nouvel État polonais — ont les yeux tournés vers la Galicie orientale qui, en octobre 1918, s'est érigée en République d'Ukraine occidentale pour, le 22 janvier 1919, s'unir à la République d'Ukraine (issue en janvier 1918 de l'ancien Empire russe) en vue de constituer une nation ukrainienne[1]. Au surplus, les troupes polonaises, sous prétexte de lutter contre les Bolcheviks, ont indûment occupé la Galicie orientale — la République d'Ukraine occidentale — qu'ils accusent de coopérer avec les Bolcheviks, ce contre quoi les représentants ukrainiens à Paris protestent auprès des Alliés. Aux frontières de l'est[2], l'armée polonaise a occupé dans l'hiver 1919 Vilna et sa région, l'un des quatre « gouvernements » du noyau national lithuanien, et ce, malgré la formation d'un gouvernement lithuanien. La question est en 1920 encore pendante du fait que le traité de Versailles n'a rien décidé en ce qui concerne les frontières polono-lithuaniennes. Enfin sur tout le territoire polonais, une importante population juive (10,7 % du total) revendique la reconnaissance de ses droits de minorité nationale[3].

La complexité, déjà véritablement extraordinaire, des problèmes nationaux en Pologne, est accrue par leur interférence avec les problèmes sociaux. Avant 1914, les trois États occupants ne se sont pas souciés d'industrialiser la Pologne — à l'exception de la Haute-Silésie, du bassin de

---

1. *Cf. Dictionnaire diplomatique international* (article : « Ukraine ») ; *cf.* aussi le rapport de Levitzky sur la Galicie-Bukovine au 2e Congrès de l'I.C. ; *cf.* enfin MARTEL, *op. cit.*
2. *Cf. Dictionnaire diplomatique international* (article « Lithuanie »).
3. *Cf.* L. MOTZKIN, secrétaire général du Comité des délégations juives auprès de la Conférence de la paix, *Les revendications nationales des Juifs*. *Cf.* également, L. REICH, président du Conseil national juif de Galicie orientale, *La situation des Juifs en Pologne*. Enfin S. ROSENBAUM, *La question juive en Lithuanie*.

Dombrowa, des régions de Lodz et de Varsovie. Aussi la population, qui s'est augmentée de 61 % dans les cinquante dernières années, reste-t-elle encore aux trois quarts rurale : la Pologne souffre d'un exédent de main-d'œuvre à la campagne. Par contre, en raison du très faible niveau du développement industriel — capitaux réduits, moyens de communication restreints —, le nombre des ouvriers industriels demeure limité : au recensement de 1921, pas plus de 764 000 ouvriers d'industrie pour un million d'ouvriers agricoles. Au surplus, chacun des États occupants avait intégré leur morceau de Pologne dans sa propre économie et avait orienté son développement en fonction de ses propres besoins : le problème du recollement des trois économies (notamment en termes de commerce intérieur polonais) en est rendu très délicat. Dans ces conditions le démarrage économique de l'après-guerre s'avère difficile : les anciens marchés (russe, autrichien, allemand) se sont fermés ; l'émigration qu'exige, surtout de Galicie vers les États-Unis et l'Amérique du Sud, l'excédent de la population rurale (que les pertes militaires ont peu entamé) est entravée. Aussi le cours de la main-d'œuvre polonaise est-il très bas : la misère intervient dans les exaspérations de caractère national.

A cet enchevêtrement d'intérêts nationaux et sociaux correspond un égal enchevêtrement des programmes politiques. Les nationaux-démocrates, le plus fort parti bourgeois, entendent, en prenant appui sur les Alliés, et en faisant la guerre à la Russie soviétique, réaliser, maintenant que la Pologne a secoué l'oppression étrangère, la plus grande Pologne possible, même si la Pologne devient à son tour oppressive. En face, les socialistes polonais souhaitent la paix, y compris avec la Russie, car ils voudraient d'abord, par la réforme agraire, que la patrie retrouvée s'attachât la paysannerie. Aussi s'opposent-ils à toutes entreprises militaires dans lesquelles l'Entente engagerait volontiers la Pologne : les socialistes polonais ont combattu l'alliance de la Pologne avec la contre-révolution de Koltchak, de Denikine et de Wrangel ; ils protesteront même contre l'aventure ukrainienne quand en 1920 l'armée polonaise prendra Kiev.

Mais que faut-il entendre exactement par socialisme polonais ? Les traits torturés de l'histoire polonaise ont à leur tour marqué ceux du socialisme polonais[1]. C'est en 1892 que le Parti socialiste polonais (P.P.S.) s'est constitué en Pologne russe. Étant donné la situation particulière de la Pologne dans l'Empire russe, le P.P.S., dès l'origine, apparaît comme un mélange résultant d'un côté des traditions de révoltes patriotiques entretenues par les intellectuels et d'un autre des préoccupations sociales animant les ouvriers. Ce mélange de conceptions (patriotiques et sociales) fait ainsi du P.P.S. un centre d'attraction à la fois pour les intellectuels et pour les artisans. Mais la part des objectifs nationaux y devient peu à peu si prépondérante que l'équilibre est bientôt rompu : la révolution de 1905 fait mûrir dans le P.P.S. les conditions d'une scission, l'aile droite maintenant l'accent sur le problème de l'indépendance polonaise, l'aile

1. *Cf.* « Le Parti social-démocrate en Pologne », dans le volume de *Rapports* présentés au 2e Congrès de l'I.C. *Cf.* égal. I. MARCHLEWSKI, « La Pologne et la Révolution mondiale », *L'I.C.*, n° 6, p. 881 ; I. DEUTSCHER, *Les Temps Modernes*, mars 1958, p. 1635 ; et surtout M. K. DZIEWANOSKI, *The Communist Party of Poland. An outline of History*, Cambridge, 1959.

gauche[1] s'efforçant d'établir un lien politique entre le mouvement polonais et la lutte du prolétariat russe sur une base de classe.

Sur quoi, de 1906 à 1912, le centre du P.P.S. se déplace de Varsovie à Cracovie, où il prend un étroit contact avec le Parti social-démocrate polonais de Galicie (P.P.S.D.) : c'est alors que, reconnaissant la politique bienveillante de l'Autriche à l'égard du développement national galicien, socialistes émigrés de Pologne russe et socialistes galiciens se rallient au mot d'ordre d'une Pologne indépendante sous le protectorat de la monarchie des Habsbourg.

Ce ralliement de la droite du P.P.S. à une position qui se fonde sur la priorité absolue donnée à la question de l'indépendance nationale devait dicter au P.P.S. sa conduite sur la guerre : elle lui faisait d'abord souhaiter la guerre elle-même ; elle lui faisait ensuite souhaiter la victoire de l'Autriche ; elle lui faisait enfin désigner la Russie, qu'elle fût tsariste ou révolutionnaire, comme l'ennemi principal de la liberté polonaise.

Mais en réaction, la gauche du P.P.S. était poussée à se rapprocher d'abord, à s'unir ensuite avec la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie (S.D.K.P.L.) : de leur fusion devait naître en décembre 1918 le Parti Communiste Polonais. La S.D.K.P.L. s'était en effet rassemblée en tant que parti social-démocrate polonais en 1893 (la Social-démocratie lithuanienne se joignant à la polonaise en 1900). Formée par opposition au P.P.S., la S.D.K.P.L. refusait à la question nationale, même polonaise, un privilège quelconque d'antériorité ou de supériorité sur la question sociale : bref, elle maintenait intégralement les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien et de la lutte des classes.

Le mouvement socialiste polonais était donc (pour l'essentiel, car il y avait en outre un socialisme juif, ukrainien, blanc-russien, allemand de Pologne) divisé entre deux courants, l'un, dit nationaliste, pour qui la liberté polonaise constituait non pas moralement ni juridiquement mais politiquement un préalable nécessaire à la révolution socialiste, l'autre dit internationaliste, pour qui seule la révolution socialiste mondiale rendrait à la Pologne sa personnalité et son intégrité.

Il était inévitable que dans ces conditions le gouvernement polonais (à majorité fugitivement socialiste en 1918-1919, puis réactionnaire en 1919) réussisse à faire ratifier par une large partie de l'opinion polonaise une politique agressive à l'égard de la révolution bolchevique : le principe de cette politique étant de faire payer à la Russie traditionnellement haïe, à la Russie affaiblie (et qu'elle le fût par la révolution bolchevique était pour les réactionnaires et pour beaucoup de socialistes polonais une raison supplémentaire d'en profiter) les difficultés inhérentes à la renaissance de l'État polonais. Dans ce pays pauvre, le besoin de terres ne pouvait en effet se résorber qu'à condition soit de s'orienter vers une industrialisation du pays (mais c'était là une œuvre de longue haleine et rendue de surcroît difficile par l'état des marchés après-guerre), soit de se prononcer pour une redistribution des grands domaines. Il est évident que, cette dernière perspective leur déplaisant, les propriétaires fonciers préféraient détourner

1. *Cf.* F. Tych, *P.P.S.-Lewica w latach wojny 1914-1918*, Varsovie, 1960 (Le P.P.S. de gauche dans les années de la guerre 1914-1918).

la convoitise des paysans vers de riches terres... étrangères : or de telles terres, on ne pouvait guère s'en approprier à l'ouest de la Pologne où les frontières et les États étaient alors assez bien fixés, mais à l'est et au sud-est : en Russie blanche et en Ukraine. En « libérant » l'Ukraine des Bolcheviks, il deviendrait possible de créer une Fédération des Républiques démocratiques de Russie blanche et d'Ukraine avec la Pologne[1]. C'est bien ce plan qui inspire en novembre 1918 l'armée polonaise de Pilsudski, luttant dans deux directions : contre les troupes soviétiques en Lithuanie et Russie blanche ; contre les troupes nationales ukrainiennes en Galicie orientale. Contre les Bolcheviks, les Polonais occupent en 1919 Brest-Litovsk, Pinsk, Grodno, Vilna, Lyda. Contre les troupes nationales ukrainiennes, les Polonais occupent, en mai-juin 1919, la Galicie orientale.

Mais évidemment, ces ambitions polonaises se seraient réduites à des songes creux si elles n'avaient pris appui sur la politique orientale des Alliés, ou plutôt sur la politique de la France, car la Grande-Bretagne, elle, était réticente.

La France possède en effet en Pologne des intérêts culturels, économiques, stratégiques qui la rendent fort attentive à ce qui s'y passe, soit qu'elle y veille directement, soit qu'elle s'en préoccupe indirectement par l'intermédiaire d'associations spécialisées : Association économique pour le développement de la Pologne, Association France-Pologne, groupe parlementaire des Amis de la Pologne, Chambre de commerce franco-polonaise, Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, etc.

Dans le domaine économique, la Pologne présente une série d'avantages[2] : des richesses naturelles très considérables — cuivre, zinc, plomb, soufre, phosphates, sel, marbres, etc. — y sont encore inexploitées ; exportatrice de produits agricoles — pommes de terre, sucre — et de matières premières — bois, pétrole, zinc — dont la France a besoin, la Pologne peut les faire rapidement parvenir en Occident par chemin de terre. En revanche, grâce à sa population excédentaire, la Pologne offre à la fois un vaste marché aux produits français (vins, fer, etc.), des possibilités de gains énormes pour les Compagnies maritimes chargées de transporter les émigrants polonais (lesquelles Compagnies maritimes sont choisies en fonction de la politique polonaise), enfin un réservoir de main-d'œuvre à bas prix susceptible de promettre des intérêts élevés aux capitaux investis.

Les capitaux investis ? Non seulement des capitaux français (ou belges) ont été placés avant-guerre dans six (sur neuf) des sociétés charbonnières de Pologne russe et dans les principales sociétés pétrolières de l'ex-Galicie autrichienne. Mais encore, les porteurs d'emprunts russes espèrent au moins récupérer ce qui a été investi du temps des tsars en Pologne russe.

Enfin et surtout la France entend sauvegarder en Pologne des intérêts stratégiques : une Pologne amie lui pourrait servir à l'est à la fois contre l'Allemagne et contre la Russie.

---

1. Permettant aux grands propriétaires fonciers polonais de récupérer leurs domaines ukrainiens.

2. J. H. RETINGER, *Considérations générales sur l'avenir économique de la Pologne* (Association économique pour le développement de la Pologne, avril 1918). L. DURAND, « Les rapports franco-polonais », conférence du 6 septembre 1921.

Il est vrai que sur ce point la ligne diplomatique française s'oppose à la ligne anglaise[1]. Parce qu'elle souhaite une Pologne forte qui pût tenir en respect l'Allemagne et refouler vers l'est la menace bolchevique, la France, dès le moment où, pour des raisons de politique intérieure, elle renonce à s'appuyer sur la Russie contre l'Allemagne, envisage la plus grande Pologne possible (au risque d'ailleurs de nouer contre elle et sa nouvelle alliée une entente germano-russe)[2] : « On a souvent appelé la Pologne la France de l'Est. Pour nous Français, sa force militaire constitue comme une 'Armée française de la Vistule' ».

Les Anglais, qui songent plutôt au relèvement de l'Allemagne, qui craignent en outre la concurrence française en matière de pétrole, tendraient au contraire à décourager les ambitions annexionnistes polonaises : il suffit de se reporter, pour s'en convaincre, à l'instructive polémique entre le P.P.S. et le Labour Party[3].

Cette divergence essentielle entre les Alliés à propos de la Pologne et de son rôle stratégique en Europe orientale rend compte de certains aspects hésitants et contradictoires de la politique polonaise[4]. Mais il reste que les Polonais, pour ce qui concerne la France, ont été puissamment encouragés et aidés dans leur tentative visant non pas tant à intervenir en Russie même pour la destruction du régime qu'à disputer aux Bolcheviks l'emprise sur l'Ukraine, la Russie blanche, et les Pays baltes : ces trois pays offrant un terrain de parcours idéal aux armées belligérantes, puisque leur population est également extérieure, sinon hostile, quant à ses caractéristiques nationales, aussi bien aux Polonais qu'aux Russes, mais qu'il est par ailleurs peu probable qu'aucune n'ait la force de se défendre à la fois contre les Polonais et contre les Russes.

Dans une première période, de janvier à novembre 1919, la lutte est certes ouverte entre Pologne et Russie à propos de leur commune frontière, mais sur un mode mineur. D'une part les Bolcheviks ont d'autres préoccupations plus urgentes que le sort de l'Ukraine, bien qu'ils entrent à Kiev en février 1919 ; d'autre part la Pologne est occupée à régler le problème de ses autres frontières, ses frontières de l'ouest et du sud (du sud surtout où elle est engagée dans des combats difficiles en Galicie orientale). Quant à l'intéressé direct, c'est-à-dire le Directoire ukrainien, mis en place après la chute en novembre 1918 du gouvernement Skoropadski (lequel avait été intronisé par les Allemands lorsque ces derniers avaient occupé l'Ukraine en conformité avec le traité germano-russe de Brest-Litovsk), il espère encore atteindre son propre but : la formation d'une nation et d'un État ukrainiens. Dans cette perspective, le Directoire ukrainien, s'il

1. A une conférence qui réunit le 11 décembre 1919 à Downing Street Curzon, Clemenceau, Cambon, Berthelot et Fleuriau, Clemenceau accuse les Anglais de ne pas s'intéresser à la Pologne, alors qu'une Pologne forte serait le meilleur moyen d'éviter une guerre avec l'Allemagne. Lloyd George remarque que le peuple polonais a toujours été une source d'ennuis pour l'Europe, à quoi Clemenceau objecte que cela est également vrai pour les Français et les Anglais (11 décembre, B.-75 1, manuscrit Schram).

2. *Cf.* l'éditorial de P. Millet *in* L'Europe Nouvelle, *Revue hebdomadaire des questions extérieures économiques et littéraires*, numéro du 16 mai 1920 : « L'aventure polonaise ».

3. *Les socialistes polonais et la défense du pays*, préface de J. P. Boncour, Paris, 1921. *Cf.* aussi *L'Est polonais*, 1re année, n° 1, 1er octobre 1920.

4. *Cf.* Jan Kucharzenski, « La Pologne et l'Europe », extrait de la *Gazette de Lausanne*, 5-6-7 octobre 1920.

est évidemment hostile à l'occupation de l'Ukraine par les troupes bolcheviques, symbole de la prédominance grand-russe, ne peut qu'enregistrer le fait que, dès le 15 novembre 1917, le Conseil des Commissaires du Peuple a reconnu solennellement l'indépendance ukrainienne. Par contre ses griefs et ses désaccords avec le gouvernement polonais sont considérables : d'une part l'Ukraine que ses intérêts économiques lient à la Russie — la Russie seule pouvant constituer pour elle un vaste marché alors que l'Autriche et l'Allemagne se posent en concurrentes — souhaite son indépendance mais dans un cadre fédéral russe (solution que rejette formellement la Pologne) ; d'autre part les Ukrainiens aspirent, plus encore qu'à leur libération nationale, à la réunification de toutes les terres à population ukrainienne : ce qui les fait combattre les prétentions polonaises sur la Galicie orientale ; enfin ils posent déjà la question des énormes propriétés polonaises existant en Ukraine. On comprend que dans ces conditions, les Alliés aient eu quelques difficultés à unir Polonais et Ukrainiens, aussi bien quand il s'agissait de lutter contre les Empires centraux que lorsqu'il s'agit de lutter contre les Bolcheviks[1].

Les choses n'ont donc guère avancé en 1919 : certes en février 1919, Russes et Polonais ont échangé des notes diplomatiques fixant leurs positions respectives, mais c'est seulement en novembre 1919, sur initiative russe, que s'ouvre vraiment une seconde période dans les rapports polono-russes, une période de négociations. Le 28 janvier 1920, les Bolcheviks proposent officiellement d'engager des pourparlers de paix sur la double base suivante : reconnaissance sans réserve, de leur part, de l'indépendance et de la souveraineté polonaises ; suspension des hostilités sur tout le front de la Russie blanche. Le gouvernement polonais formule en réponse le 19 mars 1920 les conditions préliminaires qu'il juge de son côté indispensables pour le démarrage des conversations bilatérales : la reconnaissance par les Russes de la frontière de 1772 et l'attribution à la Pologne d'une certaine quantité des réserves-or de l'ancienne Banque d'État russe ; en outre, le gouvernement polonais se refuse à conclure au préalable un armistice général.

En fait, pendant qu'il discutait avec les Bolcheviks du lieu où pourraient se rencontrer les plénipotentiaires respectifs des deux pays, le gouvernement polonais se hâtait de signer en avril 1920 un traité secret avec Petlioura. Alors qu'il déniait en 1919 (au plus fort de la guerre polono-ukrainienne) le droit des Ukrainiens à former une nation (et ceci parce que les grands propriétaires polonais en Ukraine comptaient encore à l'époque sur une victoire de Denikine, et par conséquent sur la restauration d'une Grande Russie où serait à nouveau garantie la propriété — leur propriété), alors même qu'en revendiquant à l'égard des Russes la frontière de 1772 il englobait par là même une partie de l'Ukraine dans la Pologne reconstituée, le gouvernement polonais faisait en 1920 brusquement volte-face : contre la reconnaissance par les Ukrainiens du fait accompli en 1919 — c'est-à-dire l'annexion de la Galicie orientale à la Pologne —, la Pologne reconnaissait, elle, l'indépendance ukrainienne et se posait en protecteur « de tous les habitants de l'Ukraine sans distinction

1. *Cf.* Gal Niessel, *Le triomphe des Bolcheviks et la Paix de Brest-Litovsk.*

de classe, d'origine et de religion ». En fonction de quoi, l'armée polonaise envahit l'Ukraine, et le 7 mai 1920 occupe Kiev : c'est une troisième période dans les rapports polono-russes, une période d'offensive militaire et d'intervention polonaise en Ukraine. Bien courte période, puisque dès le 13 juin 1920 l'armée polonaise doit évacuer Kiev[1].

La défaite polonaise en Ukraine ne manque pas d'explications : sur le plan international, la Grande-Bretagne — et l'Italie — pour les raisons qui ont été dites, ne fait pas mystère de son opposition à la politique polonaise en Ukraine et refuse son aide financière, militaire, etc [2]. Sur le plan intérieur polonais, l'opinion publique est divisée quant à l'opportunité de l'aventure ukrainienne : elle discute avec acharnement d'une part sur la légitimité des buts de guerre polonais en Ukraine (et leur conformité au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), d'autre part sur l'ordre des urgences qui s'imposent à la Pologne, reconstruction économique et financière ou entreprise militaire. Sur le plan des rapports polono-ukrainiens, le traité secret Petlioura-Pologne ne pouvait tout régler : l'invasion polonaise soulève la même opposition nationale ukrainienne que l'occupation russe, d'autant plus que d'une part les Ukrainiens ne pardonnent pas aux Polonais l'annexion de la Galicie orientale (le fait de l'avoir acceptée a même compromis Petlioura devant l'opinion publique ukrainienne) et que d'autre part les paysans ukrainiens sont violemment hostiles aux Polonais qui ne sont représentés en Ukraine que sous l'aspect de grands propriétaires fonciers. Enfin sur le plan intérieur russe, la situation militaire des Bolcheviks est décisivement meilleure : à l'est, Koltchak a été éliminé, ainsi qu'au Caucase, Denikine. Au nord, les opérations sont terminées et la paix a été signée avec la Lettonie. Seul Wrangel se maintient dans la presqu'île de Crimée. Si bien que, venant par chemin de fer des autres fronts où elles sont devenues inutiles, les troupes rouges rassemblées dans le secteur Vitebsk-Toloczyn-Orsza sont moins bien équipées mais aussi nombreuses que les troupes polonaises adverses.

Quels qu'en soient d'ailleurs les motifs, la défaite polonaise en Ukraine, donnant brusquement l'avantage militaire aux Bolcheviks, fait brusquement aussi basculer la pensée politique bolchevique.

Comment cela ? Depuis plus de deux ans, dans les conditions les plus difficiles, les Bolcheviks menaient — avec succès — une guerre de défense révolutionnaire. Avec succès : mais seulement une guerre défensive, dans le cadre des frontières traditionnelles de l'Empire russe, et dans l'attente d'une révolution mondiale. Cette fois encore, les Bolcheviks n'avaient comme idée, au départ des opérations militaires contre la Pologne, que

---

1. Sur tout cet épisode, *cf.* J. Pilsudski, *L'année 1920*, Pour la Renaissance du Livre, 1929.

2. D'autant que la Grande-Bretagne est alors en pleine négociation avec Krassine pour la reprise de ses relations commerciales avec les Soviets. C'est en effet à la Conférence de San Remo que le Gouvernement britannique a obtenu de ses Alliés l'autorisation d'inviter Krassine à Londres. Il y aura d'ailleurs contestation entre Millerand et Lloyd George sur le sens, la portée et la nature de cette autorisation et le 20 mai, Lord Curzon ayant invité Cambon à participer aux conversations avec la délégation commerciale soviétique, le Gouvernement français se dérobera. Il est de fait d'ailleurs que les entretiens anglo-soviétiques sur les conditions préliminaires à un accord économique — en juin 1920 — glissent rapidement au plan politique : c'est ainsi que les Anglais, prêts à s'engager à ne pas intervenir en Pologne et à pousser Wrangel à signer un armistice, posent en revanche le problème de la propagande soviétique en Iran, Turquie et aux Indes : la défense de l'Empire britannique demeure leur préoccupation essentielle (manuscrit Schram).

d'imposer par la force la paix telle qu'ils la lui avaient, dans les négociations préliminaires, proposée. C'est cette idée qui anime toujours Trotski et Radek et Rykov quand, une fois l'échec polonais consommé, ils suggèrent de finir la guerre au plus vite en se gardant bien de franchir la ligne Curzon[1].

Mais la défaite polonaise, ce n'était pas seulement l'échec interne de la contre-révolution blanche : cet échec interne qui n'avait jamais constitué un objectif primordial pour Lénine, qui n'avait constitué qu'un objectif provisoire dans l'attente de la nécessaire, de l'indispensable, de la seule significative révolution mondiale. La défaite polonaise, c'était aussi, c'était surtout la première possibilité donnée à la révolution russe de briser son étroitesse territoriale, de prendre l'offensive pour aider à la maturation de la révolution mondiale. Plus : de prendre l'offensive à l'ouest. Si la Pologne tombait sous les coups de l'Armée rouge, c'était peut-être le réveil de la révolution hongroise, à coup sûr celui de la révolution allemande. Sous une forme peut-être imprévue, la révolution cessait enfin d'être exclusivement russe et se hissait au plan mondial hors duquel il n'y avait pas pour elle de victoire décisive. Et que la révolution devînt mondiale par le fait de l'Armée rouge n'impliquait pas nécessairement que la classe ouvrière intéressée — en l'occurrence, la polonaise — n'y contribuât point. Lénine au contraire appuyait son projet sur ce que l'offensive de l'Armée rouge vers Varsovie donnerait le temps aux ouvriers polonais de se soulever contre le gouvernement Pilsudski et de s'emparer du pouvoir.

Dès lors, la guerre polono-russe prend une toute autre dimension : celle d'une épreuve de force entre le bolchevisme et le capitalisme, mais cette fois voulue, cherchée par les Bolcheviks, pour l'extension, par la violence armée, de la révolution mondiale vers l'Occident[2].

C'est le 21 juin 1920 que le Comité exécutif du Conseil panrusse des Soviets délibère de la question[3]. Les mois de juin et juillet sont tout entiers consacrés à la préparation fiévreuse, politique, diplomatique et militaire de l'offensive soviétique en Pologne : pendant ces deux mois, la majorité des Bolcheviks — et même Lénine — espèrent que la révolution va faire cet été-là un pas décisif. Cet espoir est encore stimulé par le spectacle que donnent les grandes puissances en proie à la plus vive inquiétude. La Grande-Bretagne se hâte, par la note Curzon, de proposer sa médiation : selon elle, les frontières communes polono-soviétiques devraient correspondre à la frontière ethnographique de la Pologne[4].

---

1. *Cf.* TROTSKI, *Ma vie*, p. 439-444 (éd. allemande) et du même, *Staline*, p. 328-330, éd. anglaise.

2. *Cf.* cité par N. RUTYCH, *Le parti communiste au pouvoir*, p. 199, la lettre de Toukhatchevsky à Zinoviev, proposant de « créer dès maintenant l'état-major de la III[e] Internationale Communiste... prenant en considération l'imminence de la guerre civile mondiale, dans un temps rapproché (M. N. TOUKHATCHEVSKY, *La guerre des classes*, éd. de la section de littérature militaire du R.V.S.R., Moscou, 1921, p. 139-140). M. N. Toukhatchevsky avait à la même époque étudié la question générale de « la révolution en provenance de l'extérieur », c'est-à-dire le cas où la prise du pouvoir dans un pays bourgeois se réaliserait non du fait d'une insurrection ouvrière armée, mais « au moyen de la pression armée exercée par un État prolétarien » (*cf.* N. RUTYCH, *op. cit.*, p. 200-202).

3. *Cf.* L. O. FROSSARD, *Mon journal de voyage en Russie :* « Un parti de guerre à outrance se forme peu à peu, au fur et à mesure que la fortune des armes sourit plus franchement aux Soviets » (note du 21 juin 1920).

4. Que les événements de Pologne aient joué un rôle catalyseur, on en trouve encore la preuve dans la manière dont le mouvement ouvrier français y réagit. Une note du 11 août 1920, P/31.18 relate à ce propos une réunion que la C.A. de la C.G.T. a tenue la veille « pour examiner

Or l'Armée Rouge, à son tour, essuyait une défaite décisive devant Varsovie le 15 août 1920. A cette défaite, il y a des causes techniques que son chef, Toukhatchevski, a étudiées[1] : « La cause essentielle de notre échec est l'insuffisance de préparation des commandants des troupes à leurs fonctions. Les moyens techniques manquaient, surtout parce qu'ils n'avaient pas fait l'objet d'une attention suffisante. De plus l'insuffisance de préparation de quelques-uns de nos grands chefs ne permit pas de remédier sur-le-champ aux lacunes du commandement technique ». Plus largement peut-être, il faut mettre en cause la tactique militaire de l'État-Major soviétique : « Alors que le groupe d'armées commandé par Smilga et Toukhatchevski au nord avait dangereusement aminci son front en direction de Varsovie par sa marche trop rapide, Staline prétendait mener sur Lvov l'armée du sud, au contraire des instructions qui lui prescrivaient de soulager le groupe nord en attaquant de flanc les Polonais »[2].

Mais ces explications techniques ne suffisent pas : trois éléments d'une autre nature intervinrent pour consommer la défaite de l'Armée rouge. Le premier, c'est que, contrairement au calcul bolchevik, le peuple polonais dans sa masse n'accueillit pas l'Armée rouge en libératrice[3]. Certes, il y aurait là matière à une étude serrée. Toukhatchevski par exemple fait état de ce qu'en Ruthénie blanche, des paysans s'engagèrent massivement (au nombre de plus de 30 000) dans l'Armée rouge. De même des efforts furent faits pour constituer une armée rouge polonaise à Byalistok où par ailleurs était installé un « Gouvernement communiste provisoire de la Pologne »[4]. Il est néanmoins assuré que non seulement la bourgeoisie

---

la situation créée par les événements de Pologne... Après un exposé de Jouhaux qui dit que les dépêches de Varsovie font prévoir la déroute des armées polonaises, la parole est donnée à Grandvallet, trésorier du P.S. Grandvallet fait l'éloge du régime russe soviétique qui est victorieux de la Pologne réactionnaire... Il donne lecture d'un Manifeste rédigé par la C.A.P. du P.S. et signé par tous ses membres. Ce manifeste réclame la reconnaissance de la Russie soviétique, souhaite le désastre de la Pologne... Jouhaux et Merrheim notamment entament une discussion assez vive avec Grandvallet. Ils déclarent que tous les travailleurs veulent la paix et désirent rétablir les relations avec la Russie, mais restent partisans de l'indépendance de la Pologne... En conséquence, la C.A. décide de ne pas s'associer au Manifeste du P.S... La C.G.T., tout en préconisant la reprise des relations avec la Russie, condamne l'expédition russe en Pologne qui a pour but de violer l'indépendance d'un peuple » (A.N., F7, 13577). Par contre, le 16 juin précédent, à une réunion de cheminots à Angoulême, un assistant exprime l'espoir « de voir les bolchevistes traverser la Pologne, passer sur le dos de l'Allemagne et venir secouer nos gros capitalistes » (A.N., F7, 12967, *Synthèses mensuelles*, juin 1920, p. 8).

1. M. N. Toukhatchevsky, *La marche au-delà de la Vistule*, conférences faites aux cours de complément de l'Académie Militaire de Moscou du 7 au 10 février 1923. *Cf.* aussi G[al] Sikorski, *La campagne polono-russe de 1920*, Payot, 1928.

2. B. Souvarine, *Staline*, p. 231 qui s'appuie sur Trotski, *Staline*, New York, 1946, p. 328-332. *Cf.* égal. Vorochilov, *Lénine, Staline et l'Armée Rouge*, et E. Wollenberg, *L'Armée Rouge*. *Cf.* enfin Manouilski, « La paix russo-polonaise », *Le Phare*, n° 18, mars 1921, p. 388. N. Rutych, *op. cit.*, p. 207-209, avance l'idée suivante : le plan stratégique élaboré par l'État-Major bolchevik contre la Pologne, visait à « permettre une avance du gros des forces de l'Armée rouge jusque dans le voisinage immédiat des frontières allemande et hongroise » ; ceci afin d'aider au déclenchement de la révolution en Allemagne et d'une seconde insurrection en Hongrie. Or ce plan stratégique présentait un grave inconvénient : « Si Smilga et Unchlicht, membres du Soviet du Front de l'Ouest, exerçaient leur pression sur Toukhatchevsky, afin de résoudre le plus rapidement possible la mission stratégique principale — percée vers la frontière allemande — aux dépens de la secondaire — encerclement et prise de Varsovie — Staline, lui, exerçait la sienne sur Egorev, s'efforçant de sortir le plus vite possible aux approches de la frontière hongroise, même si cela devait faire empirer la situation sur l'ensemble du front. De cette manière, on essayait de réaliser deux buts stratégiques de directions divergentes ».

3. *Cf.* G[al] G. V. Saint-Dizier, *L'Aigle Blanc contre l'Étoile Rouge*, Berger-Levrault, 1930.

4. J. N. Serghieff, *De la Dwina à la Vistule*, p. 82. Ce « Polrevkom » était présidé par Marchlewski, un des fondateurs de la III[e] Internationale.

polonaise mais une large partie de l'opinion ouvrière polonaise se comportèrent devant l'Armée rouge en marche sur Varsovie exactement de la même façon que s'il s'était agi d'une armée tsariste venant reconquérir pour le compte de l'Empire russe la Pologne libérée : c'est ainsi que les socialistes du P.P.S., les mêmes qui s'étaient au départ opposés à l'aventure ukrainienne, devaient à l'heure du péril, eux aussi, proclamer l'Union Sacrée autour du maréchal Pilsudski, pour la défense de la patrie menacée[1].

Même le Parti communiste polonais, que l'avance polonaise en Ukraine avait trouvé unanimement hostile, fut profondément ébranlé quand, la situation renversée, il dut se prononcer sur l'avance russe en Pologne. Bien sûr, dans son ensemble, il se tint sur la position qui découlait de ses prémisses sur la révolution mondiale : solidaire de la révolution russe, il considéra que l'Armée rouge ne venait nullement porter atteinte à l'intégrité nationale polonaise, mais qu'attaquée par la réaction polonaise avec le soutien des gouvernements bourgeois d'Occident, elle se défendait et du même coup aidait la classe ouvrière polonaise à rejeter le joug des classes possédantes. Que le Parti communiste polonais adoptât cette interprétation de la guerre polono-russe allait évidemment de soi : le Parti communiste polonais n'avait-il pas été nourri de la pensée luxembourgiste, et notamment cette phalange de militants révolutionnaires — Marchlewski, Warski, Radek, Dzerjinski, Unchlicht, Jogichès — qui s'était avant-guerre rassemblée autour de Rosa Luxembourg ? Or, dans sa brochure sur la révolution russe, écrite dans l'été 1918, celle-ci avait poussé très loin son opposition à l'insertion de la question nationale dans le cadre stratégique de la révolution mondiale. Elle avait été jusqu'à expressément reprocher aux Bolcheviks d'avoir proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : « Au lieu de défendre bec et ongles l'intérieur de l'Empire russe comme étant la terre de la révolution ; au lieu de poser comme loi suprême de leur politique la cohésion et l'union inséparables des prolétaires de toutes nationalités sur le territoire de la révolution russe, les Bolcheviks, par leur phraséologie du droit ‘ de libre disposition allant jusqu'à la séparation des États ’, ont au contraire, fourni à la bourgeoisie des pays limitrophes les prétextes les plus spécieux et les plus souhaités, pour ses menées contre-révolutionnaires ».

Il reste néanmoins que des divergences se firent jour jusqu'au sommet du parti polonais (y compris parmi les communistes polonais résidant alors à Moscou, comme Dzerjinski), non sur la tactique bolchevique elle-même, mais sur ses chances de succès, lesquelles étaient fondées sur la maturité révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise, à propos de quoi les appréciations différaient : Marchlewski, par exemple, pourtant l'un des plus proches compagnons de R. Luxembourg, « jugeait de la question d'une façon très réservée » et Domski, membre du Comité central du Parti communiste polonais, publia dans la *Rote Fahne*, organe du Parti communiste allemand, une protestation contre la marche russe sur Varsovie,

---

1. *Cf.* Manouilski, *op. cit.*, à propos de la Conférence de paix de Riga : « Les places destinées aux délégués de la Pologne blanche étaient occupées par ces représentants de la IIe Internationale qui ont créé un appareil étatiste et une armée pour combattre la IIIe Internationale représentée par les Républiques soviétistes » (p. 392).

tandis qu'au contraire Lapinski et Kon, bien qu'anciens socialistes de la gauche du P.P.S., se déclaraient persuadés que le prolétariat polonais se porterait à la rencontre de l'Armée rouge.

Un second élément rend compte par ailleurs de l'échec des Bolcheviks sous Varsovie : conscients du péril que la crise de Varsovie aurait représenté pour l'Occident, les Alliés déployèrent enfin une activité fébrile pour aider la Pologne — les Alliés, y compris la Grande-Bretagne. Certes, en réplique, les travailleurs allemands, italiens, tchèques, firent des efforts pour arrêter les trains de munitions et de matériel de guerre envoyés par la France, mais des efforts insuffisants. Déjà en 1919, la France avait aidé à la réorganisation de l'armée polonaise, notamment en rapatriant l'armée Haller, composée à la fois de volontaires polonais venus d'Amérique, de Polonais ayant servi en France dans la Légion Étrangère et de prisonniers polonais faits sur le front italien[1]. Puis une Mission militaire française, composée de nombreux officiers français, travailla à l'instruction de l'armée nationale unifiée (où les officiers avaient servi aussi bien dans les armées russes, allemandes, autrichiennes que dans l'armée Haller et dans les Légions de Pilsudski), et à l'équipement de cette armée nationale unifiée (où canons, armement de l'infanterie, munitions, harnachement des chevaux étaient de fabrication française). La contribution française à la victoire polonaise — contribution qui ne pouvait à vrai dire surprendre les Bolcheviks — fut donc appréciable[2]. Plus tard une polémique fut même ouverte sur la part de mérite qu'il faut respectivement attribuer au général Weigand d'un côté, au maréchal Pilsudski de l'autre, quant à l'élaboration et au contrôle de l'exécution des plans établis par l'État-Major polonais

1. Voici le calendrier des décisions prises par la France en faveur de l'aide militaire à la Pologne en 1919 :

— Janvier 1919 : échange officiel de missions diplomatiques entre la France et la Pologne ; signature d'un accord prévoyant l'envoi d'une mission militaire française en Pologne ; nomination de Noulens comme chef de la mission interalliée à Varsovie.

— 28 février 1919 : le général Niessel, ayant rejoint Noulens à Varsovie, organise avec Pilsudski la coopération militaire.

— 12 mars 1919 : le général Henrys est délégué comme chef de la mission française en Pologne.

— 8 avril 1919 : départ du général Henrys pour la Pologne.

— 25 avril 1919 : signature avec les autorités militaires polonaises d'un accord sur le Haut commandement français auprès des armées polonaises.

— Mai 1919 : signature d'une convention financière entre les gouvernements polonais et français.

— 6 juin 1919 : le Président du Conseil polonais fait savoir que le gouvernement polonais désire mettre son armée sous le commandement suprême de Foch.

— 26 décembre 1919 : le Premier secrétaire de l'ambassade de Pologne insiste au Quai d'Orsay sur l'importance de l'aide française à la Pologne pour l'orientation future du pays.

2. Cependant, quand la Pologne reprend les opérations contre les Soviets (27 avril 1920), Millerand, ne voulant pas être compromis, décide le rappel à Varsovie de Henrys qui avait rejoint l'État-Major de Pilsudski sur le front. Sur quoi,

— le 11 mai, Tchitcherine proteste contre la présence d'officiers français sur le front polonais ;

— 15 mai : Paris nie ;

— 20 mai : autorisation est donnée à Henrys de rejoindre le front « pour remplir mission d'information et d'observation » ;

— 10 juillet : la mission militaire française est autorisée à donner tout son concours à l'armée polonaise ;

— 31 juillet, 1er et 6 août : les officiers français en Pologne sont placés comme volontaires à la solde du gouvernement polonais (le gouvernement français n'étant pas en guerre contre la Russie).

et qui devaient aboutir à la contre-offensive victorieuse de l'armée polonaise sous Varsovie[1].

Enfin, troisième élément, psychologique celui-là, sur lequel Dan attirera l'attention[2] : l'Armée rouge, composée pour sa majeure partie de paysans, perdait de son mordant dès qu'il ne s'agissait plus de défendre le terroir, mais d'entreprendre une opération offensive contre un État étranger.

III

Quoi qu'il en soit, la guerre russo-polonaise allait ainsi prendre fin : il n'y avait plus qu'à ouvrir les négociations et signer la paix, à Riga en 1921.

Mais cet ultime épisode n'importe guère pour ce qui est ici en question, c'est-à-dire pour la définition de l'alternative à laquelle les Bolcheviks doivent faire face : la révolution russe parviendra-t-elle à briser le carcan qui lui interdit de se projeter au plan mondial ou devra-t-elle finalement envisager de vivre dans un monde stabilisé où le capitalisme garde la plus grande part ?

A vrai dire, les Bolcheviks ont tardé à se placer résolument dans la seconde hypothèse : il faut dire à leur décharge que cette perspective selon laquelle (la révolution mondiale tendant, non peut-être à s'effacer, mais à du moins prendre des délais) une période intermédiaire, dont la durée ne serait pas connue à l'avance, s'instituerait où la révolution russe, en instance de révolution mondiale, devrait nécessairement coexister avec l'Occident capitaliste, cette perspective-là leur répugne (elle leur répugnera longtemps, même quand Lénine l'aura explicitement reprise à son compte). Pourtant d'autres y pensent pour eux, et depuis plusieurs mois déjà, comme en témoigne cet extrait de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* du 9 octobre 1919 : « On pouvait espérer que la lutte du prolétariat occidental amènerait rapidement la suppression du régime et du mode de travail capitalistes, mais le capitalisme s'est montré en Occident plus résistant qu'on aurait pu le croire, et le moment de sa liquidation paraît assez éloigné. La révolution prolétarienne y est en marche, mais son développement est lent. Il en résulte qu'une coexistence assez longue des États capitalistes et de la Russie communiste peut devenir indispensable »[3].

Si les Bolcheviks ont peut-être tardé à prendre pleinement conscience de la nouvelle alternative à laquelle ils sont confrontés, ils ont par contre,

---

1. *Cf.* Gal G. V. SAINT-DIZIER. *Cf.* aussi Gal SIKORSKI, article du *Kurier Warszawski* reproduit dans *La France Militaire* du 26-27 janvier 1930, et C. SMOGORZEVSKI, *La guerre polono-soviétique, d'après les livres des chefs polonais*, Paris, 1928, Librairie Franco-polonaise.

2. *Dva Goda Skitanii*, Berlin, 1922, p. 74.

3. *Ekonomiskaïa Jizn*, n° 225, cité par GRUMBACH, Congrès du P.S., Strasbourg, 28 février 1920, *Cpte-r. stén.*, p. 390. A noter que les opinions publiques n'évolueront, elles, que lentement. *Cf.* S. SCHRAM, « C. Rakovski et le premier rapprochement franco-soviétique », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1960, p. 212 : « L'échec de la tentative de révolution communiste en Allemagne (octobre 1923) marque le premier grand tournant dans les relations du pouvoir soviétique avec le monde capitaliste. C'est en effet à partir de cet échec que la majorité de l'opinion, tant en Russie soviétique que dans les nations capitalistes, a conclu que la révolution européenne n'était pas pour demain, et que l'on était condamné à vivre ensemble plus longtemps qu'on ne l'avait pensé ».

en 1920, toutes raisons de ne pas encore trancher entre ses deux termes : stratèges de la révolution mondiale, mais chefs de la révolution russe, ils ne peuvent pas savoir jusqu'à l'automne 1920 (et encore, à cette date, les choses ne sont réglées que pour un observateur rétrospectif) ce qui l'emportera.

Or cette incertitude essentielle sur ce que réserve l'avenir : révolution mondiale ou révolution russe (incertitude qui s'oppose à la certitude passée d'une révolution mondiale, que cette révolution mondiale fût finalement victorieuse ou non) rend compte — et non telle pétition de principes — du fait que les dirigeants bolcheviks s'orientent, précisément en 1920, vers des options inédites quant au destin, en général, du mouvement ouvrier international et quant à celui, en particulier, du mouvement ouvrier français : vérité tout à fait bonne à dire, vérité follement oubliée par ceux-là mêmes qui s'en croient persuadés, vérité qu'il faut protéger pour éviter jusqu'au bout de discuter métaphysiquement du sens de décisions inséparables de leur contexte historique, du sens de décisions fortement enracinées dans le terreau de l'histoire[1].

* * *

Quant au destin d'abord du mouvement ouvrier international : et ceci concerne les décisions bolcheviques qui intéressent la IIIe Internationale, c'est-à-dire la convocation et la tenue de son 2e Congrès.

La convocation : elle fut lancée le 1er juin 1920, mais déjà dans un texte du 14 mai précédent, Zinoviev en avait expliqué la nécessité. *Le Phare* fait remonter au 22 avril les délibérations où les organismes dirigeants du P.C. bolchevik et de l'I.C. ont pris les ultimes décisions en la matière[2].

Dans ces conditions, il n'apparaît pas que V. Serge ait raison lorsqu'il considère que la convocation du 2e Congrès fut la conséquence précipitée du danger où se trouvait la Russie bolchevique du fait de l'attaque polonaise en Ukraine : « Le printemps de 1920, écrit-il..., ce fut de nouveau le péril mortel immédiat : l'agression polonaise. J'avais dans les dossiers de l'Okrana les portraits de Pilsudski, condamné autrefois pour un complot contre la vie du tsar... Les Polonais entraient à Kiev. Zinoviev disait : ‹ Notre salut est dans l'Internationale ›. C'était aussi l'avis de Lénine. En pleine guerre, hâtivement, le 2e Congrès de l'Internationale communiste fut convoqué »[3].

Bien sûr, c'est avec prudence qu'il faut contester une affirmation de V. Serge : ce témoin lucide était en outre bien placé, puisqu'il travaillait

---

1. C'est dans cet éclairage qu'il faut étudier par exemple des questions aussi différentes que 1° l'intérêt, renouvelé à cette date, des Bolcheviks pour les affaires d'Orient ; 2° leur désir de constituer en Occident des noyaux communistes réduits et durs, forts de leur intransigeance doctrinale et de leur discipline intérieure ; 3° le surgissement et la mise au point de la N.E.P.

2. *Le Phare*, juillet-août 1920, n° 11-12 : le 22 avril, le C.E. de l'I.C. a pris la décision de convoquer à Moscou pour le 15 juillet le 2e Congrès de l'I.C. avec l'ordre du jour suivant : « Les partis qui ont abandonné la IIe Internationale et n'ont pas encore adhéré à la IIIe auront, avant le congrès, des conférences avec le C.E. qui portera leur cas devant le Congrès ».

3. V. SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 113.

à l'époque dans les services mêmes de l'I.C., pour connaître la pensée exacte des dirigeants bolcheviks et notamment de Zinoviev[1].

Mais, *primo*, cette attaque polonaise, même brusquée, n'avait pas encore dans les premiers jours de mai (y compris après la chute de Kiev) pris une allure telle qu'elle mettait en danger la révolution russe, laquelle à vrai dire s'était trouvée dans des positions plus délicates depuis novembre 1917 : au printemps 1920, le gouvernement bolchevik non seulement était, mais se savait être assez solide pour combattre avec succès une agression qui, elle, n'était approuvée ni par la IIe Internationale (et les socialistes polonais) ni par le gouvernement anglais de Llyod George.

*Secundo* et surtout, si le caractère exceptionnel de la menace polonaise s'était trouvé au centre des raisons pour lesquelles le 2e Congrès de l'I.C. était convoqué, on ne voit pas pourquoi les dirigeants bolcheviks l'auraient tu : outre qu'ils ont l'habitude à l'époque de donner les vrais mobiles qui les font agir (question d'efficacité : leurs proclamations, lancées par radio, sont trop souvent leurs seuls moyens de communication avec les peuples), il aurait été absurde de retarder l'heure de la mobilisation prolétarienne internationale, en ne faisant, dans leur premier appel pour le congrès en préparation, aucune allusion à la situation militaire dans laquelle se trouvait la République des Soviets.

A vrai dire, l'interprétation de V. Serge repose sur une conception antidatée de l'I.C. Quelle conception ? Celle où l'I.C. est avant tout considérée comme un rempart de la révolution russe, comme une force supplétive dont les unités se chargent d'entretenir l'insécurité sur les arrières de l'armée capitaliste contre laquelle se défend, encerclée, la République des Soviets. Antidatée ? Parce que ce renversement des rapports initiaux entre la révolution russe et la révolution mondiale n'est pas encore intervenu au printemps 1920.

Pourquoi, pour déterminer les raisons qui ont inspiré aux dirigeants bolcheviks leur décision, ne pas s'en remettre d'abord à ce qu'ils en ont dit eux-mêmes dans des documents officiels : par exemple à ce qu'en a dit Zinoviev, dans un article publié le 14 mai 1920 et intitulé « Le 2e Congrès de l'I.C. et ses buts »[2] ? Dans ce texte, Zinoviev fait reposer son argumentation sur deux points.

Premier point : l'essor du mouvement communiste international rend nécessaire une nouvelle confrontation de ses diverses sections nationales : « La situation du mouvement ouvrier dans toutes les grandes nations, la croissance de l'esprit révolutionnaire de par le monde entier sont telles que, si les circonstances extérieures ne l'empêchent pas, le prochain Congrès de l'I.C. sera, sans contredit, une manifestation des forces politiques du prolétariat mondial marchant à la victoire. Cependant la tâche principale du prochain Congrès consistera à déterminer d'une façon claire et précise la politique pratique de l'I.C., à consolider en elle une véritable organisation des partisans pourvus d'*un* programme et d'*une* tactique ». Ce premier thème, on le retrouve d'ailleurs précisé dans le texte même de la convoca-

1. « L'an III de la révolution russe (1920), j'habitais à Petrograd l'hôtel Astoria, première maison des Soviets, deux étages au-dessus de Zinoviev » (V. SERGE, « Deux rencontres », dans *Témoins*, 8e année, n° 23, mai 1960, p. 25).
2. *L'I.C.*, n° 11, p. 177.

tion que publie l'I.C. du 1er mai : « La première année du travail de l'I.C. a été, surtout, une année de propagande et d'agitation autour des idées communistes. A l'heure présente, à la veille du 2e Congrès de l'I.C., l'organisation mondiale du prolétariat est entrée dans une nouvelle phase : une époque d'organisation et d'édification s'ouvre devant nous »[1].

Deuxième point : le 2e Congrès de l'I.C. fera pendant au Congrès de la IIe Internationale qui, lui, doit se tenir en août 1920 : « Il est extrêmement désirable que les ouvriers du monde entier aient sous les yeux les deux congrès, que le prolétariat de tous les pays ait devant lui les deux plates-formes politiques exactement définies ».

Ainsi les deux points sur lesquels Zinoviev s'appuie pour justifier la convocation du 2e Congrès de l'I.C. tiennent, non à la situation de la Russie, mais à la situation du mouvement ouvrier international. Rien n'interdit même de penser que la formule « si les circonstances extérieures ne l'empêchent pas » constitue une allusion à la guerre russo-polonaise, laquelle, dans ce cas, serait considérée comme un obstacle, et non comme la raison impérative de la réunion en vue.

Mais ceci bien précisé, il faut à l'inverse souligner que, s'il est probablement abusif d'estimer que le 2e Congrès est seulement provoqué par l'urgence de défendre la révolution russe, il est non moins erroné de passer sur le fait que le climat dans lequel il est convoqué est sensiblement différent du climat dans lequel le premier s'était tenu un an plus tôt : on ne parle plus guère en mai 1920 de mettre au point l'ultime assaut mondial contre le capitalisme et Zinoviev va dans une certaine mesure jusqu'à opposer à l'affirmation de propagande — « manifestation du prolétariat mondial marchant à la victoire » — le travail sérieux : « l'élaboration d'une politique pratique » (ce qui tendrait à faire penser que l'I.C. en a besoin, ou du moins a besoin de « clarifier » et « préciser » sa politique). Loin de prophétiser la subversion mondiale dans les délais les plus courts, Zinoviev propose modestement que le 2e Congrès soit « l'assemblée des communistes authentiques, des partisans réels du programme et de la tactique révolutionnaire communiste » afin de hâter « l'adhésion du prolétariat à l'I.C. »[2] (ce qui n'est encore qu'un préalable à la révolution elle-même).

En résumé, la décision de convoquer le 2e Congrès de l'I.C. n'entend constituer ni une mobilisation hâtive susceptible de redresser la situation dramatique dans laquelle se serait trouvée la révolution russe, ni une manifestation de force susceptible d'exploiter les promesses de révolution mondiale que recélerait le proche avenir. La décision correspond seulement aux exigences internes de développement du mouvement communiste international, l'accent n'étant pas mis sur la conjoncture. La perspective établie au 1er Congrès, c'est-à-dire la perspective rapprochée d'une révolution mondiale, n'est certes pas révisée mais elle n'est pas non plus spectaculairement réaffirmée, compte tenu que cette révolution mondiale se fait décidément attendre.

Tel se présentait le 2e Congrès lors de sa convocation. Mais lors-

---

1. « Introduction à la thèse sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution Prolétarienne », *L'I.C.*, no 11, du 1er juin 1920.
2. Texte de convocation pour le 2e Congrès de l'I.C.

qu'enfin il se déroule, deux mois plus tard, sa tenue coïncide avec la courte période où les Bolcheviks nourrissent l'espoir d'entrer dans Varsovie[1].

On peut imaginer dès lors le changement d'atmosphère à Moscou : au départ de l'entreprise, en mai, un solide optimisme, mais cependant tempéré par le fait que tout conduit à s'interroger sur les pronostics de l'année passée quant à l'échéance réelle de la révolution mondiale. Et puis, au contraire, quand le congrès se réunit pour délibérer, toutes les espérances se sont rallumées, et il semble que, si les choses se sont passées autrement que prévu, elles se sont déroulées peut-être encore plus vite : nul ne s'étonnera que le 2e Congrès et ses décisions aient été marqués de cette euphorie retrouvée.

Sur quels éléments ce décalage de la conjoncture entre la convocation et la tenue du 2e Congrès a-t-il pu exercer une influence ?

D'abord, évidemment, sur les idées que se font les Bolcheviks des fonctions mêmes de la IIIe Internationale. Que la révolution mondiale soit imminente, et la IIIe Internationale n'est rien d'autre que le « parti communiste international », le « parti révolutionnaire mondial », conformément à l'orientation définie par le 1er Congrès : « Si la Ire Internationale a prévu le développement à venir et a préparé ses voies, si la IIe Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la IIIe Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'Internationale de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action »[2]. Au contraire dans la seconde éventualité (si la révolution mondiale, pour se produire, exigeait des délais), la IIIe Internationale, tout parti d'action révolutionnaire qu'elle se veut, n'aura d'autre ressource que de se livrer à un travail préalable qui n'est pas la révolution elle-même : rassembler, organiser, éduquer les ouvriers sur une base communiste.

De la perspective globale dépendent d'abord les fonctions de la IIIe Internationale : de ses fonctions dépend ensuite sa structure. Dans la perspective, en effet, d'une révolution mondiale imminente, le fait que la IIIe Internationale se comporte, non comme une fédération internationale de partis communistes, mais comme un parti communiste international, et de surcroît comme un parti d'action révolutionnaire mondial, rend assez futile la question de ses rapports internes, en tant qu'institution, avec ses sections nationales, ou de façon plus précise la question de la place en son sein du Parti communiste russe. Que, par exemple, le C.E. de la IIIe Internationale siège à Moscou, cela va de soi, puisque Moscou est la capitale du monde « libéré », et que c'est là du provisoire, non définitif, comme y insiste cette explication de Zinoviev : « [A propos du siège de l'I.C. à Moscou], nous déclarâmes [au 1er Congrès] que c'était là une

1. Cette atmosphère du 2e Congrès, rien, semble-t-il, ne la rend mieux que ces quelques lignes de V. Serge : « Une carte, déployée sur la tenture, retenait des groupes de commentateurs. Lénine, Radek, Zinoviev s'y arrêtaient, suivant des yeux, avec les étrangers, l'avance des petits drapeaux rouges que Toukhatchewski entraînait vers Varsovie, — pour déchirer le traité de Versailles, faire une Pologne soviétique, une Allemagne socialiste demain, les États-Unis de l'Europe socialiste bientôt. Nous avions tous, dans nos serviettes, les thèses de Toukhatchewski sur l'Armée Rouge au service de l'Internationale... Un soir, une dépêche de Kharkov répandit la rumeur que Toukhatchewski, Racowski et Smilga étaient entrés à Varsovie... » (*op. cit.*, p. 27).

2. Manifeste de l'I.C. : « Aux prolétaires du monde entier », publié dans le recueil *La IIIe Internationale Communiste*, thèses adoptées pour le 1er Congrès, Petrograd, 1920, p. 17.

situation temporaire et nous ajoutâmes que nous serions heureux de pouvoir transférer dans le plus bref délai le siège de la IIIe Internationale et de son Comité exécutif dans une autre capitale, à Paris par exemple. Nous serions heureux s'il survenait dans cette ville des conditions susceptibles de permettre à la Conférence de la IIIe Internationale d'y siéger »[1]. De même, qu'importe que le P.C.R. joue un rôle éminent dans la vie de l'I.C. : un rôle de fait — « Pour une fois, écrit Lénine, l'hégémonie du mouvement prolétarien international passe aux Russes, comme elle appartint à diverses époques du XIXe siècle aux Anglais, aux Français, puis aux Allemands »[2] — puisque le même Lénine insère, en incidente, cette remarque significative : « Pour une fois —, il va sans dire pour un temps très court... ». Au surplus, Zinoviev précise d'une part que cette hégémonie s'exerce « dans le domaine des idées », d'autre part qu'elle s'exerce avec le consentement de tous les partenaires : « Nous avons reçu la visite de l'élite des ouvriers du monde entier... de ceux qui sont les guides des prolétaires les plus éclairés, les plus cultivés, et les mieux organisés, en un mot de l'élément le plus dévoué de la classe ouvrière du monde entier et tous ces camarades ont reconnu en toute franchise que dans le domaine idéologique, la direction de la révolution mondiale qui s'accomplit en ce moment sous nos yeux devait revenir au P.C.R. »[3]. Enfin, cette hégémonie de fait, provisoire, de nature idéologique et librement consentie, le programme du P.C.R. (b) en 1920 ne se croit pas autorisé à la transférer au plan de la légalité communiste : « Le seul guide du prolétariat dans sa lutte pour l'émancipation est la nouvelle, la IIIe Internationale communiste, dont le P.C. russe est une des sections »[4].

La conjoncture, en tant qu'elle suggère telle ou telle perspective d'avenir, affecte donc fonctions et structure de la IIIe Internationale. Mais plus encore sa stratégie.

Or, si la courbe des événements, dans la première moitié de l'année 1920, contribue à ruiner chez les plus lucides des dirigeants bolcheviks la certitude exclusive d'une révolution mondiale à court terme et leur impose de réfléchir déjà à une perspective de rechange, en même temps, la vitesse de rotation de la conjoncture, en révélant son instabilité, et par conséquent la difficulté de se prononcer avec assurance, les autorise encore à retarder l'heure du choix.

Présence et refus de l'option : ce moment spécifique, la IIIe Internationale s'y adapte en se forgeant précisément une stratégie ambivalente. Comment ? En adoptant, dans sa pratique politique, la tactique dénommée « lutte sur les deux fronts ». Tactique qui n'est pas, en conséquence, une création d'ordre théorique, mais une nécessité historique, tenant à la réintroduction — du fait des événements — de la double perspective à laquelle la IIe Internationale s'était d'une certaine manière soumise, de cette double perspective à laquelle la IIIe Internationale avait cru pouvoir

1. ZINOVIEV, *L'Internationale Communiste*, rapport présenté devant le 1er Congrès de l'I.C., p. 44.
2. LÉNINE, « La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire », *L'I.C.*, no 1, 1er mai 1919, p. 38.
3. ZINOVIEV, *op. cit.*, p. 43.
4. Programme du P.C.R. (b), 1920.

échapper, avait effectivement échappé la première année de son existence : la « lutte sur les deux fronts » prend dans la pensée communiste la place que tiennent les deux programmes (minimum et maximum) dans la pensée socialiste. Et comme l'ambivalence stratégique (du fait que la révolution russe ne passera jamais au plan réellement mondial sans que pour autant les Bolcheviks puissent jamais renoncer à s'y attendre et à s'y préparer) s'érigera en constance, la tactique de la « lutte sur les deux fronts » passera du circonstanciel à l'essentiel. La durée hissera au plan de la théorie ce qui n'était au départ qu'au plan de la politique et de l'histoire (on touche ici de manière très concrète le processus par lequel il est arrivé que la pensée socialiste — au sens le plus général —, après avoir oublié les conditions dans lesquelles elle s'était développée, ait baptisé théorie ce qui était pratique et finalement dégradé la politique en métaphysique, la métaphysique en logomachie).

A lire les documents préparatoires au 2e Congrès de l'I.C., il apparaît d'ailleurs que cette conception tactique de la lutte « sur les deux fronts » mûrît tardivement (« Au dernier moment, le C.E. de l'I.C. a ajouté une nouvelle question à l'ordre du jour : 'De l'attitude envers les tendances du centre qui n'acceptent que verbalement la plate-forme de la IIIe Internationale et des conditions de leur admission à la IIIe Internationale' »)[1] et qu'elle ne s'est révélée comme une véritable novation doctrinale qu'en conclusion du 2e Congrès de l'I.C. : « Le rôle exceptionnel du 2e Congrès mondial de l'I.C. est d'avoir élaboré, dans la lutte sur deux fronts, les problèmes les plus importants de la stratégie, de la tactique et de l'organisation communiste »[2].

Ce qui est nouveau — faut-il le préciser ? — ce n'est pas, bien entendu, que le bolchevisme lutte sur sa gauche et sur sa droite (selon la terminologie courante dans la littérature communiste, encore que génératrice de confusions, de discussions byzantines et d'arbitraire). Sur sa gauche et sur sa droite : c'est-à-dire contre le sectarisme et contre l'opportunisme.

Sur sa gauche, contre d'une part les marxistes « étroits » (comme le groupe bolchevik des « communistes de gauche »), contre d'autre part les non-marxistes (syndicalistes révolutionnaires, semi-anarchistes russes et occidentaux), enfin contre les ultra-gauches (surtout allemands, marxistes ou non-marxistes) ; tous ces courants « de gauche » se joignant pour opposer abstraitement et radicalement deux formes du pouvoir (soviets ou parlement), deux régimes (démocratie ou communisme), deux modes de transfert du pouvoir (élections ou révolution), deux modes d'accession au pouvoir (dictature ou légalisme), deux tactiques (alliance avec la gauche bourgeoise ou alliance avec le syndicalisme anarchiste)[3].

1. ZINOVIEV, « Le 2e Congrès de l'I.C. et ses buts », *L'I.C.*, n° 11, 1er juin 1920, p. 1792.
2. *Le chemin de l'Internationale Communiste.*
3. Ainsi A. Rosmer, dans une lettre à l'auteur du 12 mai 1957, a raison de souligner que l'ouvrage de LÉNINE, *La Maladie infantile...*, était dirigé contre certaines idées de l'ultra-gauche. Cependant a-t-il également raison quand il ajoute : « La ' gauche ' française au contraire était en plein accord avec les thèses de l'I.C. Ce n'est donc pas la crainte de cette ' gauche ' qui dicta l'attitude de la direction de l'I.C. dans la ' question française ' » ? En effet si Lénine combat dans son ouvrage les arguments *théoriques* de l'ultra-gauche, il combat *aussi* des positions *tactiques* qui sont souvent celles de la gauche : car la gauche, si elle est effectivement d'accord avec les thèses de l'I.C., n'est pas toujours prompte à admettre des pourparlers entre les bolcheviks et les ex-centristes.

Sur sa droite, contre les marxistes « opportunistes » dont le péché est de résoudre en général la question du rapport entre le parti et la classe dans un sens qui contribue à faire de la classe un corps sans tête.

Ce qui est nouveau ? C'est que la dénonciation de l'opportunisme ou du sectarisme n'est plus alternée. Jusque-là, la dénonciation de l'opportunisme, à droite, correspondait aux périodes — les plus longues — où le mouvement révolutionnaire risquait de s'affadir : soit que les événements eux-mêmes, en n'offrant aucune prise dans l'immédiat aux espérances socialistes, fissent excessivement se relâcher la combativité prolétarienne ; soit qu'au contraire les événements eux-mêmes, parce qu'ils étaient prometteurs des bouleversements annoncés, fissent accourir une foule que les dangers avaient écartée mais que la victoire attirait. La dénonciation du sectarisme, en revanche, correspondait aux périodes — généralement très courtes : des périodes de crise — où le mouvement révolutionnaire risquait de s'emballer exagérément.

A vrai dire, les Bolcheviks depuis la guerre n'avaient pas tenu la balance égale entre ce qu'ils considéraient comme des erreurs opportunistes et ce qu'ils considéraient comme des erreurs sectaires. Depuis 1914, l'essentiel des écrits léninistes, dans tous les domaines — idéologique, politique et d'organisation — dirigeaient en fait leur pointe contre l'opportunisme : « L'écart entre la parole et l'action a causé la perte de la IIe Internationale. La IIIe Internationale n'a pas même un an qu'elle est déjà en vogue, un appât pour les politiciens qui vont là où va la masse. L'écart entre la parole et l'action commence à menacer la IIIe Internationale. Il faut à n'importe quel prix mettre partout à nu ce danger, et à chaque apparition du mal, le couper à la racine »[1].

Mais Lénine avait ainsi fait parce que, depuis la guerre jusqu'à 1920, la conjoncture avait toujours été dans le sens d'un développement révolutionnaire. Quand, au contraire, dans l'hiver 1919-1920, la conjoncture semble se renverser dans le sens d'une éventuelle coexistence temporaire entre le secteur acquis au socialisme et le capitalisme, les Bolcheviks, s'ils ne révisent pas aussitôt leur stratégie, en tirent très vite les conséquences pour ce qui concerne leur tactique à l'intérieur du mouvement ouvrier international : c'est alors que Lénine écrit *La maladie infantile du Communisme.* Mais, quand à nouveau, en juin-juillet 1920, la conjoncture redonne de la force à l'hypothèse d'une expansion révolutionnaire, quand ressuscite en conséquence le danger de freiner les énergies nécessaires au déploiement de la violence révolutionnaire, la preuve est faite qu'il ne faut pas jouer à passer trop vite de la lutte contre la droite à la lutte contre la gauche : la seule sûreté, dans une conjoncture mouvante, c'est de se garder des deux côtés. Principe de conduite qui restera encore valable quand la conjoncture tournera finalement à la coexistence car dans ce cas, l'exercice au présent de la coexistence, pour ne pas sombrer dans la collaboration de classes (à l'échelle internationale) devra nécessairement faire appel en surimposition à la perspective toujours vivante d'une révolution mondiale.

1. LÉNINE, « Notes d'un publiciste », *L'I.C.*, 14 février 1920, n° 9, p. 1274.

***

Perspectives doubles, stratégie ambivalente, tactique ambiguë : ce fait fondamental — que le mouvement de la réalité sociale en Europe est en 1920 contradictoire, qu'il est légitime de le constater et qu'il n'cst pas encore possible en raison de l'instabilité de la conjoncture d'opter pour l'une ou l'autre perspective — introduit à son tour à la compréhension du subtil comportement bolchevik à l'égard du mouvement ouvrier français.

Dans cette question, les Bolcheviks ne sauraient concevoir en effet que deux solutions. Première solution (celle à laquelle ils se sont jusqu'alors rangés) : entretenir des relations exclusives avec les groupements français de l'extrême-gauche, d'origine anarchiste, syndicaliste ou socialiste, qui, d'eux-mêmes, ont proclamé leur volonté d'adhérer à la IIIe Internationale et d'eux-mêmes ont plus ou moins établi des relations avec elle. Dans ce cadre, ne resteraient à régler que des détails subsidiaires tenant à la représentativité de telle ou de telle formation. Seconde position : engager des conversations avec le P.S. français dans son ensemble, en tant qu'expression politique authentique et légitime de la classe ouvrière française. Conversations qui, en tout état de cause, même si elles ne portaient pas sur le problème de l'adhésion du P.S. à l'I.C., affaibliraient par leur tenue même le monopole de l'extrême-gauche.

Jusqu'à l'hiver 1920, aucun problème : la première solution seule est convenable ; le P.S. français n'a pas cherché à entrer en rapports avec les Bolcheviks, mais les Bolcheviks de leur côté n'ont pris aucune initiative pour ce faire. Par contre, en février 1920, coup de théâtre : non pas tant dans le fait que le Congrès national français décide de mandater deux délégués pour une mission d'information auprès des organismes réguliers de l'I.C., mais dans le fait que, si cette décision a pu être annoncée publiquement, c'est que probablement les Bolcheviks ont donné quelque assurance quant à la réception que Moscou compte réserver aux délégués français. En tout cas, à supposer qu'il n'y ait eu aucun sondage préalable, le coup de théâtre n'en serait que différé : il résulterait du fait que les délégués français furent effectivement reçus à Moscou.

Que se passe-t-il donc au cours de l'hiver et du printemps 1920 (en janvier au plus tôt, en avril-mai au plus tard) pour que les Bolcheviks se résolvent à s'entretenir avec des hommes qui sont sans conteste les tenants de cet opportunisme considéré comme particulièrement nocif sous le nom de « centrisme » ?

Faut-il penser que les Bolcheviks, désormais mieux informés de l'importance réelle des groupements dits « communistes » ou « soviétiques » à Paris, souhaitent connaître plus largement l'opinion socialiste française ? C'est possible, mais non certain.

Il est plus probable que les Bolcheviks, réfléchissant à l'ambiguïté de la situation, et sans se faire d'illusions sur l'évolution proprement dite du P.S.U., se décidèrent à mettre en œuvre, concurremment, les deux modes de relation avec le mouvement ouvrier français : c'était une manière de gagner du temps et de ne rien compromettre, tant que la perspective ne se serait pas éclairée, soit que la révolution mondiale assure un primat

stratégique à la défense de la révolution russe. Le parti socialiste français sur lequel la IIIe Internationale aurait besoin de s'appuyer ne devant pas répondre aux mêmes exigences dans l'un ou l'autre cas.

D'un côté donc, maintenant la conception offensive d'un P.C. constitué en France par la gauche du P.S., de la C.G.T., du mouvement anarchiste, les Bolcheviks invitent naturellement l'extrême-gauche française — qu'ils pressent au surcroît de s'unifier en un définitif P.C.F. — à participer au 2e Congrès de l'I.C. De l'autre, ils donnent leur accord pour recevoir une délégation du P.S.U. en mission d'information : une série de hasards conférera encore plus d'éclat à ces deux décisions du fait qu'elles développèrent leurs conséquences dans une assez rigoureuse unité de temps.

Faut-il ajouter que cette subtilité de manœuvre ne fut pas comprise à tous les niveaux du Parti bolchevik, et qu'il y eut des divergences, quant à la meilleure manière de s'y prendre avec les Français ? « Dans les millieux diplomatiques soviétiques, raconte Sokolov, on disait que la résistance la plus sérieuse opposée à leur entrée [à Frossard et Cachin] en Russie venait de Trotski »[1]. Dans cette question comme dans beaucoup d'autres, il est effectivement possible que Lénine fut de quelques semaines en avance sur Zinoviev, tandis qu'il choisissait de procéder autrement que ne l'aurait fait Trotski[2].

Quoi qu'il en soit, en raison de cette prise de contact entre les Bolcheviks et le P.S. français, la lutte que mène la IIIe Internationale contre le « centrisme » devient floue avant d'être franchement équivoque.

Floue : le 15 janvier 1920, le secrétariat de l'I.C. pour l'Europe occidentale soutient que des pourparlers entre la IIIe Internationale et le P.S. ne peuvent s'ouvrir avant que le P.S. ait rompu avec son aile droite : « Il ne reste que deux partis socialistes ou social-démocrates avec lesquels il serait possible d'entamer des pourparlers : les partis français et suisse. Mais le parti français a une aile droite dont les tendances politiques sont absolument réformistes. Les négociations avec le centre de ce parti relativement à l'adhésion à l'I.C. sont impossibles tant qu'il se trouve sous l'influence de Renaudel et de Thomas et jusqu'au moment où il aura annoncé sa ferme décision de renoncer à toute coopération avec ces collaborateurs de la bourgeoisie. Ce dernier acte, s'il se produit, nous le saluerons chaleureusement... C'est alors que sonnera l'heure des pourparlers entre l'I.C. et le P.S. français »[3]. De même, le 17 janvier, le C.E. de l'I.C., par

1. *Cf.* p. 630, n. 1.

2. On lit aussi dans *Le Phare*, n° 13, octobre 1920, p. 8 : « Le C.E., formé surtout de camarades russes peu au courant de la situation en Europe occidentale, sous l'influence de Radek de retour d'Allemagne, se montrait assez disposé à ouvrir les portes de la IIIe Internationale aux partis centristes ». On peut penser par contre que Trotski fut le plus hostile aux négociations avec le P.S. français dont il savait par expérience combien il était éloigné des conceptions bolcheviques. Au surplus Trotski était celui des communistes russes qui nourrissait le plus d'espoir dans les forces révolutionnaires françaises. On ne peut interpréter autrement ce qu'il écrit en mai 1920 dans la Préface à son ouvrage *Défense du terrorisme* (*La Nouvelle Revue Critique*, 1936, p. 34) : « L'évolution des masses vers le révolutionnarisme, l'acharnement des possédants et la débâcle des groupements intermédiaires — trois processus parallèles conditionnant et présageant, dans un avenir prochain, une âpre guerre civile — se sont rapidement accrus, sous nos yeux, en France, au cours des derniers mois... La prochaine révolte du prolétariat français fera pâlir les fastes mêmes de la Commune de Paris ».

3. *L'I.C.*, n° 10, mai 1920, p. 1654.

télégramme signé de Zinoviev, invite le P.S. à rompre avec la IIe Internationale et invite « tous les communistes français à s'unir en une seule organisation et à déclarer une guerre ouverte à tous ceux qui ont trahi le prolétariat »[1]. Or, dans ces deux textes, si les leaders socialistes de droite, Renaudel et Thomas, sont expressément stigmatisés, rien par contre de précis n'est dit sur le centre, sauf l'allusion « aux travailleurs français en lutte contre le social-patriotisme et contre toutes les conceptions équivoques et les déformations bourgeoises des principes du communisme ». Il semble donc que ce message reflète une indécision : d'une part, la tactique première — constitution immédiate d'un parti communiste français avec tous ceux qui en sont d'accord — est réaffirmée ; d'autre part, l'éventualité n'est pas rejetée d'une évolution du Parti socialiste vers la IIIe Internationale, évolution qui ne s'accompagnerait que de l'exclusion de la droite caractérisée. Faut-il parler d'ailleurs d'indécision ou de calcul : dès le moment où le P.S. se couperait de son aile droite, et si en même temps se constituait avec son aile gauche un parti communiste français, il est concevable que la masse centrale bascule dans le nouveau P.C.F., tel que les Bolcheviks l'imaginent.

Floue ? Ou bien équivoque ? Les Bolcheviks poussent en effet aussi loin que possible la critique idéologique du « centrisme » mais toujours de telle sorte que les ponts n'en soient pas rompus. Zinoviev, Trotski, Lénine, multiplient les attaques les plus dures. Voici Zinoviev, à propos de Longuet : « Dans la mesure où nous connaissons son activité [à Longuet], nous pensons qu'il se trouvait là-bas parce qu'il ignorait encore de quel côté se trouvait la majorité. Il veut absolument faire partie de la majorité. Il y a sans doute, au sein de la IIe Internationale, des ' bolcheviks ' de ce genre et il me semble que Longuet est du nombre. Il va sans dire que mon parti et moi, nous serons très heureux de pouvoir nous convaincre qu'un politicien aussi influent que Longuet sait à la minute décisive se trouver dans les rangs de la classe ouvrière française communiste et militante. Mais nous ne comptons pas sur ce petit groupe de politiciens français qui fait émerger des gens comme Longuet »[2]. Et voici Trotski, toujours à propos de Longuet : « Routine et phraséologie, équivoque et impuissance, mensonges doucereux, tours et détours d'un avocaillon qui confond les bas degrés de sa tribune aux harangues avec l'arène immense de l'histoire », et encore : « A l'heure où la lutte violente des classes est engagée, où les idées historiques, armées jusqu'aux dents, jouent leur fortune au sort des armes, les ' socialistes ' du type Longuet sont une insultante dérision »[3], et encore : « Des tâches trop graves sont posées devant la classe ouvrière française et sont posées dans des conditions trop difficiles pour qu'on puisse tolérer davantage l'accouplement du méprisable longuettisme et de ces grandes réalités : la lutte du prolétariat pour le pouvoir », et enfin : « Longuet et Vandervelde doivent être impitoyablement rejetés à la bourgeoisie corrompue — dont ils tentent vainement de se séparer, pour se réserver

1. *L'I.C.*, n° 9, p. 1453-1454.
2. Zinoviev, *L'Internationale Communiste*, rapport au 8e Congrès du P.C.R., 1919, p. 43-45.
3. Lettre de Trotski, datée du 18 décembre 1919, publiée dans *L'I.C.*, n° 7-8, novembre-décembre 1919, p. 1003.

une place sur la route claire qui mène au socialisme »[1]. Quant à Lénine : « Tandis qu'ils [les opportunistes] se déclarent en paroles les partisans de la dictature du prolétariat et du pouvoir socialiste, ils continuent en réalité à se conduire comme autrefois, ils continuent à défendre dans leurs résolutions et à réaliser par leur action la politique caduque des petites concessions au social-chauvinisme, à l'opportunisme, à la démocratie bourgeoise, politique d'hésitation, d'indécision, de souplesse, d'échappatoires, de silence, etc. »[2].

Et pourtant tout ceci dit, qui paraît une exécution définitive, on lit, précisément dans le même numéro de l'*I.C.*, daté du 16 février 1920, une lettre de Kemerer à « Jean Longuet et au Comité de reconstruction de l'Internationale », lettre dans laquelle l'ancien émigré russe en France, devenu le secrétaire de Radek, écrit sur un ton conciliant : « Chers camarades et amis, est-il vraiment démontré qu'en rompant avec les majoritaires et en se liant étroitement pour la lutte commune avec le groupe Loriot, vous seriez plus faibles et que votre influence sur la classe ouvrière diminuerait ? »[3].

Que conclure ? A notre sens, que les Bolcheviks ont bien adopté une tactique nouvelle qui, selon la formule d'A. Rosmer, « en donnant plein appui et aide au Comité de la IIIe, se proposait de détacher du P.S. tous les membres voulant sincèrement aller à la IIIe, majorité si possible et ainsi conserver le parti, ou minorité constituée en nouveau parti ». Qu'ils ont au surplus été très vite conscients de ce qu'un tel « compromis temporaire » laissait à la tête des nouveaux partis des éléments douteux. Mais que cette tactique, si elle fut « délibérément élaborée », ne fut pas toujours « systématiquement appliquée »[4].

1. *Ibid.* On lit encore dans la « Postface » (datée de juin 1920) que Trotski écrivait à son ouvrage *Défense du terrorisme*, p. 18 : « La vitalité du Kautskisme latent est particulièrement visible chez les longuettistes français. Jean Longuet s'en est convaincu lui-même et a longtemps tenté de convaincre les autres le plus sincèrement du monde qu'il marchait sans réserves avec nous et que, seules, la censure de Clemenceau et les assertions de nos amis français, Loriot, Monatte, Rosmer et autres, empêchaient entre lui et nous une parfaite fraternité d'armes. Il suffit par contre de prendre connaissance de n'importe quelle intervention parlementaire de Longuet pour se convaincre que l'abîme qui le sépare de nous à l'heure actuelle est sans doute plus profond encore que lors de la première période de la guerre impérialiste... Le réactionnarisme politique des longuettistes, représentants parlementaires de la passivité éternelle... ».

2. Lénine, « Notes d'un publiciste », *L'I.C.*, 14 février 1920, n° 9, p. 1273.

3. *L'I.C.*, n° 9, p. 1284.

4. Lettre de A. Rosmer à l'auteur, 2 avril 1957.

## CHAPITRE III

# PRÉLIMINAIRES

## (AVRIL-MAI 1920)

- *La prise de contact entre le mouvement ouvrier français et les Bolcheviks est directe :* la dissolution du Bureau auxiliaire de la IIIe Internationale à Amsterdam.
  - — Le rôle du Bureau auxiliaire en Europe occidentale : la conférence de février 1920 ;
  - — La décision de l'Internationale communiste de dissoudre le Bureau auxiliaire : en raison de son fonctionnement interne ; de son fonctionnement externe ; de son orientation générale ; en raison surtout qu'il fait écran entre l'Europe révolutionnaire et Moscou.
- *La prise de contact est double :* deux délégations françaises séjournent parallèlement à Moscou.
  - — Première délégation française : celle qui, constituée par les représentants des organisations et mouvements déjà adhérents à la IIIe Internationale, se rend à la convocation du 2e Congrès. Elle comprend :
    - des communistes français établis en Russie ;
    - des communistes français venant de France ;
    - des « individuels ».
  - — Seconde délégation française : la délégation du P.S.U. en mission d'information, Cachin et Frossard.
- *Le voyage Paris-Moscou des représentants français, un test de leurs caractéristiques politiques.*
  - — Le voyage de Cachin et Frossard : conditions technique et politiques ; le document du Secrétariat du P.S.U. ; les péripéties.
  - — Le voyage de Rosmer.

Comment le socialisme français est allé à la recherche du bolchevisme ; comment le bolchevisme s'est retourné vers le socialisme français, ces deux analyses préalables sur le cheminement respectif des organisations ouvrières françaises d'une part et des Bolcheviks d'autre part éclairent les modalités de la rencontre elle-même, en expliquant deux des caractéristiques de la prise de contact qui va intervenir : la prise de contact est directe, mais elle est double.

***

Prise de contact directe : c'est à quoi conduit enfin — après la décision du Congrès National français d'entrer en pourparlers avec l'I.C. —, la décision corrélative des dirigeants bolcheviks de supprimer les intermédiaires permanents entre eux-mêmes et le mouvement ouvrier occidental : autrement dit de dissoudre le Bureau auxiliaire de la IIIe Internationale établi à Amsterdam.

Non que le Bureau auxiliaire n'ait pas joué un rôle certain dans le processus qui incite le mouvement ouvrier occidental à sortir de l'impasse où ses échecs successifs l'ont jeté pour se tourner vers le bolchevisme comme vers une issue possible au problème de la révolution en Europe. La « Conférence de la IIIe Internationale »[1], notamment, que le Bureau provisoire a convoquée à Amsterdam le 4 février 1920, et qui s'est déroulée en présence d'une vingtaine de délégués représentant le P.C. des Pays-Bas, les Spartakistes allemands, le Comité belge de la IIIe Internationale, le P.C. anglais (au dernier jour, arrivèrent encore Clara Zetkin et Rosalie Grimm, représentant la branche féminine du mouvement zimmerwaldien mais des interventions policières les firent rapidement reconduire à la frontière), cette conférence fit quelque bruit dans toute l'Europe occidentale et le monde anglo-saxon. Après un premier discours de H. Roland-Holst sur la Russie des Soviets, la discussion a d'abord porté sur les moyens de lutter contre l'ingérence réactionnaire dans la République russe : une résolution, mise au point par une commission nommée à cet effet, insistera sur la nécessité pour les communistes d'éveiller dans la masse des travailleurs un sentiment généreux de solidarité révolutionnaire avec la Russie, et de préparer, au printemps, au cas d'une nouvelle offensive contre le pays de la Révolution, une grève générale internatio-

---

1. Les indications ci-dessous sont tirées du *Rapport Darru* (D.I.C.), lequel, pour la partie hollandaise, s'appuie sur les dossiers de la police hollandaise. On trouve aussi dans *Le Phare* du 1er avril 1920 (n° 8, p. 386) quelques indications supplémentaires sur les modalités de convocation : « Des délégués américains et anglais étant arrivés en Hollande dans l'intention de prendre part à une conférence internationale convoquée par le Bureau de Berlin et renvoyée à plus tard, le sous-bureau d'Amsterdam profita de leur présence pour organiser une conférence à laquelle prirent part les délégués d'Angleterre, d'Amérique, de l'opposition allemande, de Hollande et de Belgique ». Sur le déroulement : après quatre jours de discussions tranquilles, « la police hollandaise veillait. Au moment où une déléguée suisse et plusieurs délégués du P.C. allemand, du Bureau de Berlin et du P.C. russe arrivaient, le Congrès était obligé de se disperser, plusieurs camarades ayant été arrêtés et fouillés ». Il est à noter que ces détails ne concordent pas avec le récit que fait E. H. Carr dans *The Bolshevik Revolution*, III, p. 169-170 : 1° l'historien anglais fait de Wijnkoop le président du bureau auxiliaire d'Amsterdam ; 2° d'après lui, des Français participèrent comme délégués à la conférence d'Amsterdam ; 3° Michael Borodine, de retour des États-Unis, y assista comme délégué du Komintern ; 4° la conférence fut interrompue par la police le second jour. Les références données par H. E. Carr, qui note l'absence de tout compte-rendu officiel de cette conférence, sont : *Istorik Marksist*, n° 2-3 (1935), p. 91-92 ; J. T. Murphy, *New Horizons* (1941), p. 87-89 ; Zetkin, *Bericht über den 3. Parteitag der K.P.D. (Spartakusbund)*, s.d., p. 79-84. On trouvera en fait une masse considérable d'informations sur cette Conférence de la IIIe Internationale dans un gros dossier que M. Humbert-Droz a bien voulu mettre à ma disposition. Il contient :

— les rapports ronéotypés ou dactylographiés en allemand, anglais ou français, préparés sur la situation du mouvement communiste dans leur pays respectif par les délégués des partis et organisations qui avaient accepté de participer à la rencontre ;

— le *Bulletin du Bureau Provisoire d'Amsterdam de l'Internationale Communiste :* n° 1, février 1920, 8 p. ; n° 2, mars 1920, 9 p. (exemplaires imprimés).

nale. L'hypothèse d'une révolution allemande, celle d'une offensive militaire de la Russie sont également envisagées.

Mais les débats — en anglais et en allemand — visent surtout à des décisions concernant l'organisation pratique du Bureau jusque-là provisoire. Il est confirmé que ce Bureau auxiliaire de l'I.C. s'établira en Hollande. Rutgers et H. Roland-Holst en garderont la direction. Wijnkoop y sera adjoint comme représentant du P.C. de Hollande. Tandis que Rutgers aura surtout la responsabilité des relations avec la Russie et la Hongrie, Roland-Holst fera la liaison avec tous les autres pays, et Wijnkoop se consacrera pour l'essentiel à créer un point d'appui révolutionnaire en France. Questions litigieuses : les rapports de ce nouveau Bureau de Hollande avec le Bureau de Berlin. Rapports de subordination, de coordination ? Questions laissées en suspens : il est seulement prévu de tenir des conférences internationales communes en attendant que le prochain Congrès de l'I.C. règle souverainement les conflits d'attribution[1].

Or, le 15 mai, un message-radio de Moscou en français[2], ayant trait à une réunion que le C.E. de l'I.C. a tenu avec des représentants des partis de gauche de Norvège et de Suède pour tenter de résoudre des désaccords doctrinaux — sur l'attitude bolchevique à l'égard du parlement en démocratie bourgeoise, ainsi qu'à l'égard des syndicats qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires — ajoute : « A l'unanimité, il a été décidé d'annuler le mandat du Bureau d'Amsterdam, étant donné que ce Bureau défend sur toutes les questions un point de vue opposé à celui du C.E. Ses fonctions sont remises au Secrétariat de l'Europe occidentale ». Cependant, le 21 mai suivant, une lettre de H. Roland-Holst, adressée à Boris Souvarine, ne prévoit encore qu'une « restriction d'attributions pour le Bureau auxiliaire d'Amsterdam, sinon un retrait total du mandat. Les membres du Bureau appréhendaient l'hostilité de Radek devenu secrétaire de l'Exécutif de Moscou et la rivalité malveillante de Berlin ». Enfin le 4 juin, un radio de Moscou, en allemand, porte expressément sur la dissolution du Bureau de Presse d'Amsterdam et déclare : « Les nouvelles concernant la dissolution du Bureau de Presse de l'I.C. siégeant à Amsterdam annoncent que cette mesure a dû être prise à la suite d'irrégularités financières. Nous n'avons pas besoin d'expliquer que ni le compagnon Holst, ni le compagnon Weinkopf, ni le compagnon Rutgers ne sont pas en état... [lacunes]. Il fallait qu'ils puissent s'appuyer sur un mandat quelconque... Il faut expliquer aussi que le Bureau de Presse d'Amsterdam avait été organisé pour être le bureau de presse du C.E. de Moscou... L'échec de la

---

1. Est-ce une telle conférence qui aurait eu lieu le 23 mai à Constance, comme le suggère la retentissante enquête du *Matin*, le 11 juin suivant (*cf.* III[e] partie, III, 1) ?

2. Le texte des messages-radios dont il est question ici a été retrouvé dans le dossier transmis par le Ministère des Affaires Étrangères au Ministère de la Justice pour l'instruction du « complot » (D.I.C.). Les lacunes et les erreurs de noms sont « d'origine ». La lettre de H. Roland-Holst était jointe au dossier Souvarine (scellé n° 30, *pièce 7*). *Le Phare* de mai-juin 1920 (n° 9-10), p. 484-485, reproduit aussi le radio du 15 mai : « Il a été reconnu unanimement que refuser d'utiliser l'arme parlementaire, renoncer à faire pénétrer l'esprit révolutionnaire de l'intérieur dans les syndicats, tout cela vient d'une appréciation insuffisante du rôle des partis communistes comme agents de révolution universelle, se trouve en contradiction flagrante avec les intérêts de la classe ouvrière, et enfin aboutit à transformer la lutte pour la dictature en une phrase vide. Le C.E. a chargé Boukharine, Radek et Zinoviev de composer un mémoire et des thèses sur cette question. A l'unanimité, il a été décidé d'annuler le mandat du Bureau d'Amsterdam ».

conférence a prouvé que le Bureau n'avait pas reçu le mandat de Moscou et qu'il n'avait pas le droit de parler au nom de l'I.C. En ce qui concerne le parti ouvrier allemand, son point de vue est dans toutes les questions de tactique totalement opposé au point de vue de l'I.C... ». Et le 5 juin, à 18 heures, toujours en allemand, derniers commentaires : « Le Bureau de presse d'Amsterdam a été dissous parce qu'il faisait une politique de parti qui était en contradiction avec la politique du C.E. L'explication donnée par le Bureau au sujet de sa dissolution... [lacune] que le parti national communiste allemand souffre parmi ses membres des hommes tels que Laufenberg et Wolffheim, alors même que ceux-ci, déjà avant le congrès de leur parti, ont lancé des manifestes directement contre-révolutionnaires et nationalistes, ce qui prouve que le Bureau était totalement incapable d'accomplir au cours des années précédentes la tâche qui lui incombait ».

Le Bureau auxiliaire d'Amsterdam est donc condamné à un triple titre : d'abord son fonctionnement interne est défectueux (et l'organisation de la Conférence de février a effectivement révélé de grandes faiblesses, surtout quant à la nécessité de tenir des entreprises révolutionnaires à l'écart des investigations policières). Ensuite son fonctionnement externe n'est guère plus satisfaisant : sans pour autant être capable de contrôler vraiment les diverses forces communistes éparpillées à travers l'Europe, il prend des initiatives qui ne lui reviennent pas. Enfin son orientation n'est pas conforme à l'orientation de l'I.C. : sa politique est plus proche de l'ultra-gauchisme allemand que du bolchevisme[1]. La dissolution du Bureau d'Amsterdam entre donc dans le cadre des préoccupations qui, à cette date, animent Lénine contre les outrances sectaires. En fait, ces trois ordres de griefs ayant certes leur valeur, la décision de Moscou à l'égard du Bureau d'Amsterdam consacre surtout les échecs révolutionnaires en Allemagne et en France. Les défaites allemande (en mars) et française (en mai) rendent inutile le maintien d'un organisme dont la seule tâche était de préparer la subversion européenne. Inutile, il devient même dangereux : car il fait dès lors écran (de par son orientation nécessairement sectaire, car il ne pouvait être en rapport pour ce qu'il avait à faire qu'avec l'extrême-gauche européenne) entre l'I.C. et la masse du mouvement ouvrier social-démocrate occidentale.

La liquidation du Bureau d'Amsterdam préludait à une prise de contact directe, condition d'une rencontre entre les Bolcheviks et les délégués du P.S. français, lesquels n'auraient pas accepté une discussion par personne interposée. Elle témoigne par là même que les Bolcheviks à cette date inclinent à faire une ouverture en direction du socialisme occidental. Mais prise de contact directe n'implique pas prise de contact unique : bien au contraire. C'est une double délégation française que Moscou se prépare à recevoir, et à recevoir en même temps en Russie. D'où il résulte qu'une dizaine de Français vont se croiser — à leur éton-

---

1. Le 29 juillet 1920, la question de la dissolution du Bureau d'Amsterdam est discutée par le C.E. de l'I.C. Radek y déclare que le Bureau d'Amsterdam a soutenu le K.A.P.D. contre le K.P.D. (FROSSARD, « Mon Journal de voyage en Russie », *L'Internationale*, 1921). Les six membres hollandais du Bureau d'Amsterdam étaient en désaccord les uns avec les autres.

nement parfois, à leur agacement souvent, et malgré leurs protestations toujours — au voisinage du Kremlin.

Une première catégorie est composée par les Français qui se rendent à la convocation du 2e Congrès de l'I.C. Elle est donc constituée par les représentants des mouvements et organisations français déjà adhérents à la IIIe Internationale (ou se considérant sur les positions de la IIIe Internationale). Cependant, si cette première catégorie se caractérise uniformément du point de vue politique par le fait qu'elle se veut au départ et globalement d'accord avec l'I.C., elle présente, vue de près, trois subdivisions.

Première subdivision : les communistes français qui font entendre la voix, non du prolétariat de France, mais des Français établis en Russie : autrement dit, les délégués du Groupe communiste français en Russie. La bigarrure de leur origine sociale et politique, la diversité des mobiles qui ont d'abord conduit ces Français à s'expatrier, puis les ont incités à rester en Russie révolutionnaire, tout ceci fait que les membres du Groupe communiste français ont pu désigner pour les représenter deux personnalités aussi dissemblables dans leur mentalité politique, leur comportement et leurs aspirations que Guilbeaux et Sadoul[1].

Seconde subdivision : les communistes français qui viennent effectivement de France. Là encore, grandes complications. En effet, les organisations françaises officiellement reconnues[2] par l'I.C. et convoquées pour le 2e Congrès au titre du communisme français sont : d'une part l'opposition de gauche du Parti socialiste (le groupe Loriot), d'autre part la minorité syndicaliste (le groupe de la *V.O.*), — opposition de gauche du P.S. et minorité syndicaliste ayant d'ailleurs établi un lien de coordination sous la forme du Comité français de la IIIe Internationale[3]. Déjà, au début de 1920, comme délégué permanent de ce Comité français de la IIIe Internationale, Rosmer était invité à quitter le Midi de la France pour s'établir à Moscou[4]. Mais, en vue du 2e Congrès lui-même, après que Loriot, Souvarine et Cartier, primitivement désignés pour s'y rendre, n'aient pu obtenir du gouvernement français la délivrance de leur passeport[5], ce furent Lefebvre (pour le groupe Loriot), Vergeat et Lepetit (pour le Comité des syndicats minoritaires) qui firent le voyage. Cependant, le Parti communiste (de Sigrand), bien que n'ayant pas encore obtenu son affiliation, se considérait, lui aussi, comme ayant droit de représenter au 2e Congrès de l'I.C. un courant de l'opinion communiste française. Il estimait en effet que ses difficultés à établir la liaison avec Moscou ne tenaient qu'à son ignorance (anarchiste) des milieux internationaux (sociaux-démocrates), ainsi qu'à la mauvaise volonté du Comité français de la IIIe Internationale désireux de monopoliser les faveurs bolcheviques[6]. Aussi envoya-t-il à Moscou, sans savoir d'ailleurs s'ils y seraient reçus, six délégués dont un seul parvint à franchir toutes les lignes du blocus. Le

1. Le Groupe communiste français était, comme tous les groupes nationaux, adhérent à la Fédération des groupes communistes étrangers. *Cf.* Ire partie, III, 2, p. 264 et suiv.
2. *Cf. La Vie Ouvrière*, 25 juin 1920.
3. *Cf.* Ire partie, III, 6, p. 324 et suiv.
4. ROSMER, *Moscou sous Lénine*, p. 27.
5. *Cf. Bulletin Communiste*, 13 mai 1920.
6. Articles de Mauriskoff (Mauricius ?) dans *Le Communiste*, 1er et 29 août 1920.

hasard (?) voulut que ce délégué fût Mauricius dont la réputation dans le mouvement ouvrier français était douteuse[1]. Accusé dès son arrivée à Moscou d'être un espion du gouvernement français, arrêté, menacé d'être fusillé, Mauricius, après que tous les Français présents à Moscou eussent donné leur avis sur le sort qu'ils proposaient de lui réserver, fut simplement retenu prisonnier, jusqu'à ce que tous les délégués étrangers, voyageant illégalement, fussent retournés chez eux — précaution élémentaire : il fallait interdire à un suspect, considéré pour le moins comme un aventurier, de prendre connaissance des filières par lesquelles les lignes du blocus pouvaient être traversées[2].

Enfin, troisième subdivision : les « individuels », rattachés pour des raisons diverses et de manière plus ou moins étroite à la délégation communiste française, sans pour autant en être membres ni représenter autre chose qu'eux-mêmes. Par exemple, V. Serge, qui « dirigeait le service des langues latines de l'Internationale et ses éditions »[3] ou Abramovitch-Zalevski, spécialisé dans les « affaires françaises », ou bien encore Deslinières, parti de France avec l'intention de s'installer en Russie.

La seconde catégorie de Français que Moscou va recevoir est, elle, moins complexe : elle est constituée par la délégation du P.S.U. en mission d'information, c'est-à-dire de Cachin et Frossard. Cependant, la présence d'un troisième député socialiste français, Lafont, déjà venu en Russie du temps de Kérenski, de tendance centriste, dont la femme est russe, et qui est spécialisé à Paris dans les « affaires russes » (il intervient comme avocat dans les rapports entre les Russes de Paris et la police des étrangers) va un temps susciter quelque confusion : finalement Lafont sera expulsé du territoire soviétique[4].

Que les divers Français qui se rendent à Moscou ne s'y rendent pas dans le même esprit, cela se reflète — de façon amusante à l'aller, mais tragique au retour — dans leurs aventures de voyages : aventures quant à l'itinéraire emprunté, aventure quant aux gens rencontrés.

Le voyage[5] de Frossard et de Cachin, c'est, jusqu'à la frontière russe,

1. *Cf.* Ire partie, II, 2, p. 194.

2. Mauricius a lui-même raconté, sous son véritable nom de VANDAMME, ses aventures dans *Au pays des Soviets*. V. SERGE a apporté des précisions dans ses *Mémoires d'un Révolutionnaire*, p. 125. Enfin les *Archives Monatte* (I.F.H.S.) contiennent une lettre (sans date) d'un nommé Roux, dénonçant Mauricius comme un mouchard : « F. Desprès a en sa possession une lettre du frère de Clément, le compagnon de route de Mauricius, où il dénonce nettement son frère comme un mouchard ».

3. V. SERGE, *Mémoires d'un Révolutionnaire*, chap. III. *Cf.* aussi son article, reproduit par la revue suisse *Témoins*, mai 1960.

4. Sur l'incident Lafont, *cf.* GUILBEAUX, *Du Kremlin au Cherche-Midi* et la « Résolution sur l'incident Lafont » prise par le 3e Congrès de l'I.C. et reproduite dans la brochure *L'Internationale Communiste et sa section française* (1922). Une note du contre-espionnage français en Suisse transmettait le renseignement suivant : « Il résulterait d'une communication secrète de Moscou au groupe communiste de Genève que c'est Guilbeaux qui aurait dénoncé Lafont, le député socialiste français, expulsé de Russie comme un agent du ministère des Affaires étrangères, venu en Russie à seule fin de renseigner son gouvernement » (A.N., F7, 13478, décembre 1920. Bordereau 7516 S.C.R. du 28 novembre 1920).

5. Sur le voyage de Cachin et Frossard, on dispose du carnet de route de Frossard qui l'a lui-même publié sous le titre de « Mon journal de voyage en Russie » (*cf.* p. 631, n. 2). Mais, d'après Guilbeaux, « devenu communiste, L. O. Frossard censura lui-même ses souvenirs ». Il reste qu'il n'a guère modifié son compte-rendu dans son livre postérieur *De Jaurès à Lénine*. Cachin, de son côté, tenait un journal de bord mais il ne l'a jamais de son vivant rendu public.

le voyage de deux dirigeants socialistes entourés de la considération et du respect que leur vaut, auprès du mouvement ouvrier socialiste, l'autorité internationale du grand parti qu'ils représentent ; c'est aussi le voyage de deux parlementaires français que protègent la loi républicaine et la puissance d'une France victorieuse. Les difficultés morales et matérielles ne commenceront donc pour eux qu'au terme de leur expédition quand, à leur arrivée, ils apprendront à connaître la méfiance (et le mépris) du bolchevisme triomphant pour la social-démocratie occidentale.

C'est le 9 mars 1920, qu'en application de la décision de principe prise par le Congrès national de Strasbourg, la Commission administrative permanente a désigné « pour accomplir une mission d'enquête et de négociation en Russie M. Cachin et J. Longuet ». Mais c'est le 23 avril 1920 —soit plus de cinq semaines plus tard, le départ ayant été différé « en raison des difficultés de transport » — que le Secrétariat du Parti remet « aux délégués du P.S. français en Russie » une lettre, approuvée par la C.A.P. et signée de Frossard, lettre qui précise les limites et les bases des pourparlers engagés[1].

Les invitant à fixer leur départ pour « immédiatement après le 1er mai », la lettre en question rappelle d'abord aux délégués leur double mission : « 1° Entrer en rapport avec le P.C. (b) russe et la IIIe Internationale pour envisager les moyens de rétablir l'unité socialiste internationale ; 2° Recueillir des renseignements sur la situation en Russie ». Puis, reprenant les différents points de la résolution de Strasbourg en matière de politique internationale ouvrière (1° Rupture du P.S.U. avec la IIe Internationale ; 2° Effort pour regrouper les « forces socialistes révolutionnaires sur la base des principes traditionnels du socialisme » ; 3° Refus de juger l'œuvre russe dans son ensemble ; 4° Mais accord avec la dictature du prolétariat, telle qu'elle est exercée en Russie »), le document du Secrétariat justifie les pourparlers qui s'ouvrent entre le P.S.U. et le bolchevisme dans les termes suivants : « Entre le P.S. français et la IIIe Internationale, pas de divergences essentielles ». Ceci dit, il explique pour quelles raisons le P.S. a différé son adhésion à la IIIe Internationale. D'abord, pour une raison d'opportunité : la IIIe Internationale ne groupe pas la totalité des partis socialistes révolutionnaires. Or le P.S. français ne veut participer qu'à une conférence générale. Ensuite pour une raison qui tient à la dignité du Parti français : l'exclusion de certains militants français a été exigée par des membres importants de la IIIe Internationale et des Bureaux auxiliaires de celle-ci. Or « le Parti entend souverainement régler sa discipline inférieure ». C'est pour résoudre ces questions litigieuses que le P.S. croit pouvoir suggérer à la IIIe Internationale de prendre l'initiative de convoquer, avec les partis la constituant, tous les autres partis sincèrement socialistes et révolutionnaires en Europe et dans le monde. Enfin dans ses conclusions, la lettre rappelle que la C.A.P. charge ses délégués, tout en leur recommandant d'accomplir leur mission « dans l'esprit le plus fraternel et avec le désir d'aboutir », de poser quelques questions : au

1. Sur tous ces documents, *cf.* la brochure rédigée par FROSSARD, au lendemain de sa mission et intitulée : *Le Parti Socialiste et l'Internationale, rapport sur les négociations conduites à Moscou.*

cas où un Congrès de l'Internationale sera réuni, les délégués y seront-ils admis ? La IIIe Internationale comprendra-t-elle à la fois des Partis socialistes et des groupements anarchistes ? Quelle attitude a-t-elle à l'égard des « soi-disant partis communistes français[1] » ?

Cependant, les événement du mois de mai en France retardent encore l'heure du départ et ce n'est que le 31 mai au soir — c'est-à-dire après que la lourde défaite ouvrière ait fait d'eux les dirigeants désemparés d'un parti indirectement vaincu — que Frossard et Cachin, munis de tous les papiers et cachets officiels nécessaires, quittent la France. Le 1er juin, ils sont à Cologne, le 2 à Berlin où les accueille le correspondant de *L'Humanité* et où ils rencontrent, non pas des socialistes majoritaires rassemblés autour d'Hermann Müller, non pas des spartakistes groupés autour de P. Levi, mais leurs homologues allemands, Hilferding, Daeming, Ledebour, « socialistes indépendants », chefs du centre qui eux aussi « veulent aller à la IIIe Internationale », mais qui, eux aussi, refusent de se plier aux méthodes et à la stratégie bolcheviques. C'est à Berlin enfin que Frossard et Cachin prennent un premier contact avec un Bolchevik d'envergure, Chliapnikoff, alors chargé de jeter les bases de l'Internationale syndicale rouge. Le 4 juin, les deux voyageurs partent pour Stettin : après trois jours de traversée sur le *Victoria*, ils touchent le 8 à Helsingfors et le 9 à Reval où ils sont reçus diplomatiquement par les représentants de la Légation des Soviets. Pendant trois jours, dans cette capitale d'un pays incertain de son avenir, l'Esthonie, ils attendent le départ du prochain courrier pour Moscou. C'est en effet avec la valise diplomatique qu'ils passeront le 13 juin à midi la frontière russe : et déjà, pour eux, l'atmosphère a changé : « Je suis un peu nerveux, écrit Frossard, j'ai l'impression depuis notre arrivée à Reval d'ailleurs, qu'on veut nous faire sentir par un traitement approprié que nous représentons un Parti suspect, un Parti de confusionnistes dangereux ». Effectivement, alors qu'un train spécial beaucoup plus rapide est mis en service pour conduire dans la capitale soviétique la délégation des socialistes italiens qui viennent d'adhérer à la IIIe Internationale, Cachin et Frossard, dans un wagon rattaché au train ordinaire, doivent compter 22 longues heures de voyage entre Petrograd et Moscou. En outre, « alors que la gare est encore pavoisée en l'honneur de la délégation italienne », aucune réception n'est prévue le 15 juin pour la délégation française : Cachin et Frossard doivent se rendre au Commissariat des Affaires Étrangères où leur est délivré un billet de logement pour le grand hôtel qui accueille les étrangers de passage. C'est là qu'ils prendront leur premier repas — soupe, côtelette *de* pommes de terre, pain noir, thé —, c'est de là qu'ils partiront, seuls, pour leur première promenade dans Moscou où les magasins fermés, les devantures vides, les vitrines sales et le marché noir toléré à chaque coin de rue leur feront une impression pénible[2].

Bien différent, le style de voyage de Rosmer[3]. Par sa durée, d'abord :

---

1. Il s'agit bien entendu du P.C. de Péricat et de Sigrand et de la Fédération communiste des Soviets. *Cf.* Ire partie, III, 5.
2. Tous ces détails sont tirés du *Journal...* de Frossard.
3. Pour le voyage de ROSMER, *cf.* rédigés par lui-même, les souvenirs de l'intéressé dans *Moscou sous Lénine*, chap. I.

six semaines. C'est qu'il s'agit d'un voyage illégal. La première étape : Milan (le passage de la frontière italienne a toujours été plus aisé). Milan où Rosmer rencontre des socialistes : Bordiga, chef de la fraction abstentionniste du P.S.I. (antiparlementaire, mais opposé au syndicalisme révolutionnaire, il dirige l'hebdomadaire de sa tendance *Il Soviet*) et Serrati, directeur zimmerwaldien de *L'Avanti*. Mais Rosmer rencontre aussi des anarchistes : Malatesta, directeur du quotidien *Umanità Nova* (qui éprouve de la sympathie pour la révolution russe mais reste très réservé devant la IIIe Internationale) et Borghi, secrétaire de l'*Unione syndicale internazionale*, de tendance syndicaliste révolutionnaire mais adhérent déjà à l'I.C. Puis, par Venise, Rosmer gagne autour du 1er mai Vienne où il est introduit dans le groupe communiste (dont la revue *Kommunismus* s'apparente à la tendance ultra-gauche) et où il rend visite à l'anarchiste Nettlau, auteur d'un important ouvrage sur Bakounine et passionné rassembleur d'une considérable bibliothèque sur le mouvement ouvrier, notamment anarchiste. Passant ensuite par Prague, où les socialistes tchèques, bien plus préoccupés de la résurrection nationale tchécoslovaque que de la révolution mondiale, sont hostiles au bolchevisme, Rosmer parvient à Berlin où ses premières visites sont pour C. Zetkin et P. Levi, dirigeants du K.P.D., mais où il rencontre aussi, en attendant de trouver un moyen de passage, des anarchistes, des communistes, des syndicalistes révolutionnaires, Espagnols, Italiens, Hongrois, Polonais, etc. Enfin l'arrivée à Reval transfigure le militant illégal, le voyageur clandestin en hôte honoré de la République soviétique. Mais quand Rosmer arrive à Moscou le 20 juin, Cachin et Frossard y sont déjà depuis cinq jours.

***

Ainsi, à une période d'aridité dans les rapports entre le mouvement ouvrier français et le bolchevisme succède une période de richesse, et même de foisonnement : phénomène dû à la coïncidence dans le temps de deux formes de relations fondées sur deux perspectives stratégiques différentes. D'une part se resserrent très normalement, à l'occasion du 2e Congrès de l'I.C., les relations de l'extrême-gauche française avec le bolchevisme, relations fondées sur une adhésion commune à la stratégie bolchevique de la prise du pouvoir dans la perspective de la révolution mondiale, et consolidées par l'accord mutuel pour tactiquement créer avec les éléments de l'extrême-gauche socialiste, syndicaliste et anarchiste, un Parti communiste français adhérent à la IIIe Internationale. D'autre part se nouent pour la première fois des relations entre le Parti socialiste français pris dans son ensemble et le bolchevisme, relations exigées par une double conjoncture : conjoncture française où le mouvement ouvrier français, par suite des échecs qu'il a enregistrés quand il a mis en œuvre ses propres solutions, se voit acculé à une solution bolchevique de la crise qui le déchire depuis la guerre et la révolution russe ; conjoncture européenne dont l'ambiguïté — révolution mondiale ou stabilisation dans la coexistence entre capitalisme et socialisme russe — explique l'accord des Bolcheviks pour rencontrer une mission socialiste française sur une plateforme politique floue, sinon équivoque, au départ.

Le jeu est donc, avant même que la partie s'engage, très compliqué : les Bolcheviks ont, pour se créer un point d'appui dans le mouvement ouvrier français, deux combinaisons possibles, répondant aux deux situations stratégiques concevables, mais ils ne savent pas encore laquelle sera pratiquement la bonne, car le sort des armes n'a pas encore tranché ce qu'il lui revenait de trancher. Tandis que du côté français, le fait de savoir que les Bolcheviks détiennent contre toute éventualité une combinaison de rechange donne une fièvre toute particulière au dialogue qui va s'ouvrir[1].

---

1. *Cf.* L. O. FROSSARD, *De Jaurès à Lénine*, p. 109.

CHAPITRE VI

# NÉGOCIATIONS

## (JUIN-JUILLET 1920)

- *Un communiste français à Moscou :* Rosmer.
- *Avec la mission d'information du Parti socialiste français : première phase de négociation.*
    - — Les obstacles : la confusion entre la politique étrangère de l'Internationale communiste et la politique intérieure des communistes russes ; l'hostilité des communistes français à des négociations entre les Bolcheviks et le P.S. français.
    - — Les pensées et arrière-pensées des émissaires français :
        - Convertis sur place au bolchevisme ? Pas sûr : misère russe ; style de gouvernement contraire aux habitudes parlementaires.
        - Déjà décidés à adhérer à la IIIe Internationale ? Possible : le tempérament personnel de Frossard et Cachin ; la situation internationale ; la situation intérieure du P.S.
        - Sur quoi négocier ? non sur le fait de l'adhésion, mais sur sa signification et son prix.
    - — 19 juin : Cachin et Frossard sont reçus par le C.E. de l'I.C.
        - Rapport de Cachin ;
        - Rapport de Frossard ;
        - Questions des membres du C.E. de l'I.C. ;
        - Intervention de Lénine.
    - — L'invitation des émissaires français au 2e Congrès de l'I.C.
        - Pourparlers ;
        - Autorisation préalable de la C.A.P. française.
- *Le 2e Congrès de l'I.C.*
    - — Généralités :
        - Les préparatifs politiques ;
        - Les préparatifs techniques ;
        - La composition du 2e Congrès ;
        - Le déroulement des travaux.

— La « question française » : seconde phase de négociation.

15 juillet : le télégramme de Frossard et Cachin à la C.A.P.

Crise.

L'entrevue de Cachin et Frossard avec Lénine.

29 juillet : la déclaration de Cachin et Frossard acceptant en leur nom personnel les conditions d'admission à l'I.C.[1].

Le voyage des Français à Moscou : un test donc pour en inférer leurs caractéristiques politiques. Mais leurs conditions de séjour ne sont pas moins éloquentes.

Rosmer — qui, au début du 2e Congrès, est le seul Français arrivé de France à bon port représenter le Comité français de la IIIe Internationale — est reçu et fêté par les Bolcheviks comme le représentant accrédité des communistes français. Il rencontre Lénine lui-même aux environs des 22-23 juin, après avoir passé deux jours en compagnie de Trotski (aux alentours des 20-21 juin)[2]. Il a ensuite la satisfaction d'en-

---

1. Points de repère :

| | |
|---|---|
| 16 juin | : Réception, par le C.E. du Conseil panrusse des Soviets, des délégués étrangers au 2e Congrès de l'I.C. ; première entrevue entre le « petit bureau permanent de l'I.C. » d'une part, Cachin et Frossard de l'autre. |
| 18 — | : Le C.E. de l'I.C. prend la décision définitive de recevoir Frossard et Cachin. |
| 19 — | : Le C.E. de l'I.C. entérine l'ordre du jour du futur 2e Congrès. |
| 19 — | : Réception, par le C.E. de l'I.C., des deux délégués français. |
| 26 — | : Démarches de Kamenev, Radek, Boukharine pour inviter Frossard et Cachin à participer au 2e Congrès. |
| 27 — | : Télégramme de Frossard et Cachin au Conseil National du P.S. demandant l'autorisation de participer à titre consultatif au 2e Congrès. |
| 28 — | : Le C.E. de l'I.C., en présence de Frossard et Cachin, vote à une énorme majorité l'admission de ceux-ci au 2e Congrès. |
| 29 — | : Le C.E. de l'I.C. entend les réponses de Cachin aux questions qu'il lui a posées le 19 juin. |
| 2-13 juillet | : Voyage de Frossard et Cachin sur la Volga. |
| 15 juillet | : Télégramme de Frossard et Cachin au P.S. pour soutenir l'adhésion française à l'I.C. |
| 16 — | : Séance solennelle d'ouverture du 2e Congrès de l'I.C. (à Petrograd). |
| 23 — | : Première journée de travail du Congrès (à Moscou). |
| 24 — | : Discussion en séance plénière des conditions d'admission des Indépendants (allemands) et des socialistes français. |
| 25-26-28 juillet | : Discussion sur les questions nationales et coloniales. |
| 26 juillet | : Entretien de Frossard et Cachin avec Trotski. |
| 26 — | : Zinoviev remet à Frossard et Cachin la « réponse du Congrès sur les conditions d'adhésion du parti français ». |
| 26 — | : Lettre rédigée par Frossard et signée Frossard-Cachin repoussant ladite « réponse du Congrès ». |
| 27 — | : Le Congrès ne siège pas en séance plénière, la Ville de Moscou offrant une fête aux congressistes. |
| 27 — | : Entrevue de Frossard et Cachin avec Zinoviev. |
| 29 — matin | : Déclaration lue par Cachin devant le Congrès. |
| 29 — après midi | : Entrevue de Frossard et Cachin avec Lénine. |
| 29 — au soir | : Départ de Moscou de Frossard et Cachin. |
| 29-30 juillet | : Discussion au Congrès sur les conditions d'admission |
| 2 août | : Boukharine, rapporteur sur « le parlementarisme ». |
| 3 — | : Radek, rapporteur sur « le parti et les syndicats ». |
| 4 — | : Vote des statuts de la IIIe Internationale. |
| 5 — | : Zinoviev, rapporteur sur « les conditions de création des Soviets ». |
| 6 — | : Reprise de la question anglaise. |
| 7 — | : Clôture solennelle du 2e Congrès de l'I.C. |

2. ROSMER, *Moscou sous Lénine*, p. 66.

tendre Zinoviev, dans son discours d'ouverture du 17 juillet, saluer devant les délégués communistes du monde entier « ceux de nos camarades incarcérés dans les prisons de France, les camarades Loriot, Monatte, et beaucoup d'autres... »[1]. C'est Rosmer encore qui, cc même 17 juillet, lors de la première séance du Congrès, lit au nom du Præsidium une motion de félicitations aux ouvriers de Petrograd. C'est lui enfin qui, seul Français, est élu au C.E. de l'I.C. Par cette succession d'honneurs, les Bolcheviks donnent clairement à entendre qu'ils ne reconnaissent en France pour leurs camarades que les membres du Comité français de la IIIe Internationale. Mais, par ailleurs, le double fait que d'une part pas un Français n'est élu, malgré le poids d'un pays comme la France, à l'organisme permanent de direction — le Bureau du C.E. de l'I.C., que d'autre part pas un Français ne prend la parole à la séance de clôture du Congrès, témoigne de ce que les Bolcheviks ne considèrent pas comme satisfaisante et définitive la manière dont le mouvement ouvrier français est représenté dans la IIIe Internationale, et qu'ils n'abandonnent pas l'espoir d'en attirer une plus large fraction du côté du communisme. Valable donc quant à son comportement politique mais insuffisant quant à son poids spécifique (par rapport à l'importance numérique et stratégique de la classe ouvrière française organisée), tel est probablement le jugement que portent les Bolcheviks sur le courant communiste français. Conséquence pratique : préserver l'acquis, le tenir seul pour investi de la majesté communiste dans le cas où la révolution mondiale, intervenant à l'Occident, y exigerait des points d'appui fermes et convaincus des thèses bolcheviques ; mais ceci sans s'interdire, pour le cas où une période de coexistence durable entre République soviétique et gouvernements bourgeois d'Occident laisserait aux Bolcheviks le loisir de patienter, de rechercher une autre voie susceptible de conduire tout ou presque du socialisme français vers la IIIe Internationale.

Les Bolcheviks sont donc décidés à mettre à profit la mission d'information Cachin-Frossard — dont le P.S. a pris l'initiative, en tenant compte que : 1o il est hors de question d'en obtenir, telle qu'elle est constituée, une adhésion immédiate aux thèses de l'I.C., adhésion qui devrait être, pour obtenir considération, totale, sérieusement réfléchie, corroborée par des garanties d'ordre pratique ; 2o qu'il est néanmoins possible, en raison de la situation française et internationale (où rien n'est définitivement joué, où la révolution mondiale reste une hypothèse vraisemblable) d'amener le P.S. à modifier dès à présent son orientation générale dans un sens qui fasse augurer d'une évolution ultérieure satisfaisante ; 3o mais que les concessions ainsi temporairement faites par l'Internationale au courant opportuniste (concessions puisque l'Internationale serait dûment avertie que sa nouvelle section ne serait pas, à l'heure de son adhésion, délivrée des tentations sociales-démocrates) devraient se masquer sous des exigences assez fermes pour que la fraction communiste française (déjà constituée et sur des bases sérieuses) ne s'en indigne pas et puisse même être chargée de la conduite des opérations ; 4o et qu'enfin ces concessions ne constituent pas autant d'encouragements aux éléments non communistes du socialisme russe qui guettent à l'intérieur les occasions d'enfoncer

des coins entre le bolchevisme et l'Internationale communiste : une expérience récente avec une délégation anglaise a montré que tout socialiste occidental devient « l'objet d'une lutte acharnée entre le gouvernement des Soviets et tout le reste de la Russie »[1].

A vrai dire, cette dernière crainte, quant au possible usage interne d'une politique strictement réservée à l'extérieur et d'ailleurs occasionnelle, se dissipa rapidement : les deux délégués français refusèrent d'eux-mêmes de rencontrer des représentants de l'opposition socialiste russe, emprisonnés ou libres, simples ouvriers ou militants responsables. A l'indignation, faut-il le préciser, des socialistes russes non communistes : Sokolov, ancien député à l'Assemblée constituante russe et membre du parti S.R., s'en fit l'écho dans l'édition d'un recueil de « faits et documents » sur *Le voyage de Cachin et Frossard dans la Russie des Soviets.*

Par contre, le troisième ordre de préoccupation (quant à l'attitude des Français déjà communistes devant l'ouverture de négociations entre les communistes russes et les chefs opportunistes du centre français) ne se justifia que trop. L'état d'esprit, dans lequel se trouvait Rosmer par exemple à l'égard de Frossard et Cachin, était doublement négatif. Négatif d'abord parce que foncièrement hostile à ce que représentaient les deux parlementaires : « Je n'avais de sympathie ni pour l'un ni pour l'autre. Cachin était un homme sans caractère ; il avait été ultra-chauvin au début de la guerre, puis il avait suivi le courant et se donnait maintenant comme bolchevik, bien qu'il eût, dans ses articles, condamné l'Insurrection d'octobre. De Frossard, il suffit de dire qu'il était une médiocre imitation de Briand »[2]. Au surplus, les résultats du Congrès de Strasbourg autorisaient l'extrême-gauche française à nourrir l'espoir d'obtenir pour elle-même la pleine direction du parti rénové, ce que Rosmer lui-même exprima dans l'une de ses conversations avec Lénine : « Comme nous [Lénine et lui-même] parlions de la minorité zimmerwaldienne du P.S. français et ses perspectives, il me dit : ' Il est temps maintenant qu'elle sorte du Parti pour former le P.C. français ; elle a déjà trop attendu '. Je lui dis que tel n'était pas l'avis des dirigeants de cette minorité ; qu'antérieurement ils avaient parfois été impatients de quitter le parti en bloc mais que le récent Congrès de Strasbourg leur avait été si favorable qu'ils étaient maintenant opposés au départ ; ils pouvaient espérer devenir rapidement majorité »[3]. Les communistes français devaient donc fort peu se soucier d'aider au succès de négociations pour lesquelles les Bolcheviks eux-mêmes avaient de la répugnance.

Ces divers obstacles expliquent que, si les Bolcheviks sont résolus à accueillir la mission française de façon à ce que les pourparlers puissent s'ouvrir, ils tiennent aussi à l'accueillir froidement afin que la chaleur venant soit déjà ressentie comme une concession. « L'apparition de Cachin et de Frossard dans la Russie soviétique provoque chez plusieurs un grand étonnement. Pas une ligne de la presse n'avait annoncé leur visite. On ignorait même si leur gouvernement les avait autorisés à pénétrer sur le

---

1. B. Sokolov, *Le voyage de Cachin et de Frossard dans la Russie des Soviets*, J. Povolozky et C[ie], 1920, p. 10.
2. Rosmer, *op. cit.*, p. 51.
3. Rosmer, *op. cit.*, p. 70.

territoire russe, ou s'ils étaient venus de leur propre gré. Les milieux diplomatiques hésitèrent quelque temps avant d'adopter une tactique déterminée à leur égard »[1]. C'est d'ailleurs seulement au lendemain de leur arrivée que chez les deux Français se présente Kemerer chargé de leur ménager un rendez-vous très officiel avec Tchitcherine, ministre des Affaires Étrangères. Puis, les rencontres entre les délégués français et les membres du C.E. de l'I.C. se multiplient : finalement, le 16 juin, à l'issue d'une séance solennelle où le C.E. du Conseil panrusse des Soviets a reçu les délégués étrangers au 2e Congrès de l'I.C., le « petit bureau permanent » de l'I.C. — Zinoviev, Radek, Kamenev, Boukharine — prend à part, dans un salon du Grand Théâtre, Cachin et Frossard pour leur proposer que l'Exécutif les entende le 19 juin suivant[2].

***

Dans quel état d'esprit se trouvent alors les émissaires français ? Les intéressés ont laissé ultérieurement entendre qu'ils avaient subi sur place une sorte de conversion : partis de France en simples observateurs à peine bienveillants, ils auraient, au contact de la réalité soviétique, acquis la conviction des vertus du bolchevisme, d'où leur décision subite et inattendue d'adhérer personnellement à la IIIe Internationale et de se battre pour y faire adhérer le P.S. français.

Cette présentation des choses correspond-elle à la vérité ? Rien n'est moins sûr.

On ne voit pas en effet ce qui, dans la situation de la Russie, était de nature à séduire des hommes tels que Cachin et Frossard. Non pas que les « pèlerins » français fussent incapables de se laisser prendre au climat exalté de la République des Soviets. Au contraire : Cachin surtout, à la sensibilité plébéienne, pouvait discerner quelles légitimes espérances faisaient la force du bolchevisme, et le guesdiste en lui s'émouvoir au souffle d'une grande révolution[3]. Mais, par ailleurs, la situation économique de la Russie était effroyable : sans aucune commune mesure avec la française. Et la misère qui en résultait pour les travailleurs russes devait frapper des militants ayant l'un et l'autre une certaine expérience syndicaliste[4].

---

1. Sokolov, *op. cit.*, p. 11.

2. L. O. Frossard, « Mon journal de voyage en Russie », publié en feuilleton dans *L'Internationale*, journal parisien du soir édité par le Parti Communiste, 1921. Les livraisons successives ont été brochées en un livre, B.N. 8M 25952.

3. *Cf.* aussi L. O. Frossard, *Sous le signe de Jaurès*, p. 136-137 : « On ne nous offrait, dans nos démocraties exsangues, retombées sous le joug d'un capitalisme avide de profits et qui s'était engraissé de nos dépouilles, que la perspective de plats recommencements. Là-bas, à l'Orient de l'Europe, un monde nouveau s'enfantait dans la douleur et le sacrifice. Il représentait — du moins le pensions-nous — tout ce que nous avions voulu, souhaité, espéré : la justice sociale, un ordre de choses fondé sur la souveraineté du travail, une société égalitaire, délivrée de la tyrannie de l'argent ». *Sous le signe de Jaurès* démarque étroitement (et condense — en 1943 —) l'ouvrage précédent de Frossard, *De Jaurès à Lénine*, paru en 1930, lequel d'ailleurs était une quasi-copie de *Mon Journal*...

4. Mais n'y avait-il pas là une raison de plus ? *Cf.*, toujours de Frosssard, *op. cit.*, p. 138 : « Le spectacle de cette Révolution qui s'ouvrait douloureusement la route à travers d'énormes accumulations d'obstacles et des périls sans cesse renaissants avait assez de grandeur pour m'émouvoir, pour emporter l'adhésion de mon cœur, à défaut de celle de ma raison ». Sur la désastreuse situation économique de la Russie à cette date, tous les témoignages concordent :

Quant au style de gouvernement des Bolcheviks, il devait stupéfier des hommes dont l'appartenance même au socialisme, dans les conditions françaises, constituait un témoignage de modération et de goût pour les formules parlementaires.

De fait, il faut bien constater que les positions de Cachin et Frossard ne semblent pas avoir subi de modification dans l'intervalle de leur voyage d'inspection à travers la Russie. Avant comme après leur déplacement, la ligne des pourparlers qu'ils conduisent avec les Bolcheviks est restée la même[1].

Faut-il alors penser que Frossard et Cachin étaient arrivés en Russie avec l'intention déjà délibérée d'adhérer et de faire adhérer leur Parti à la IIIe Internationale ? Il convient de noter que *Le Temps* de l'époque le pense et le... dit explicitement, avant même que la chose ne se fût réalisée : le 26 juin 1920, consacrant un article à la mission de Cachin et Frossard, il signale sans s'y attarder deux des justifications répandues pour ce voyage : faire une enquête sur les résultats acquis par la politique communiste ; amener Lénine et Trotski à la conception d'une Internationale nouvelle comprenant toutes les forces de gauche. Par contre, il insiste sur l'interprétation des « modérés » (c'est-à-dire de la droite renaudélienne) : « Les modérés en concluent que les deux délégués du P.S. français sont allés adhérer à Moscou et prendre les indications des maîtres reconnus de la IIIe Internationale ». Pourquoi ? « Le socialisme unifié n'a pas osé aller tout de suite à Moscou... Il ne se soucie pas de ménager les modérés, les anciens majoritaires réduits à un État-Major sans troupes, mais il y avait encore trop d'éléments flottants ». Sorti de la IIe Internationale, le P.S. français ne préconiserait en somme la constitution d'une Internationale nouvelle que pour pouvoir demain se masser purement et simplement autour de la IIIe Internationale fondée à Moscou[2].

De retenir l'hypothèse du *Temps* entraîne-t-il à penser que Cachin et Frossard étaient gagnés au bolchevisme dès avant leur voyage ? Pas du tout. Pour cette raison que l'adhésion à la IIIe Internationale n'a pas pour les socialistes d'Occident — et les socialistes italiens ne se font pas faute de le proclamer[3] — la signification d'une adhésion au bolchevisme. Il est donc possible que, dès avant leur venue, Frossard et Cachin aient donné à leur mission l'interprétation la plus large : à savoir que les conversations ne devaient pas tellement porter sur une adhésion à laquelle le

---

« Les dures, les terribles réalités de la situation actuelle de la Russie *ne peuvent pas* se camoufler », écrit K. G. Wells, *La Russie telle que je viens de la voir*, p. 3. *Cf.* ci-dessous, IIIe partie, II, 1.

1. Ce qui ne signifie pas que le spectacle de la révolution russe n'ait joué un rôle dans l'évolution de Frossard et Cachin. *Cf.* L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 105 : « Nous vivons ici depuis un mois ; jour par jour, heure par heure, minute par minute, la révolution russe nous imprègne davantage d'une atmosphère nouvelle, nous habitue et nous plie, comme malgré nous, à notre insu, à des façons nouvelles de voir, de sentir, de comprendre, de penser, nous enveloppe, nous enserre, nous conquiert, nous pénètre, nous déracine ». Et plus loin : « Notre voyage sur la Volga... lève presque nos dernières hésitations ».

2. Quand, d'ailleurs, en 1930, L. O. Frossard rédige ses souvenirs sous le titre de *De Jaurès à Lénine*, il rapporte que : « A l'approche de la frontière russe, Cachin se sentait... comme envahi par une irrésistible poussée de communisme : ' Il me semble impossible, voulut-il bien alors me confier, que nous n'adhérions pas à la IIIe Internationale ' ».

3. *Cf.* L. O. Frossard, *op. cit.*, p. 53 : « Les Italiens ont adhéré, eux, à la IIIe Internationale : ' Bah, un geste sans importance, affirmait Modigliani. Une carte postale qu'on envoie tous les trois mois à Moscou ' ».

P.S. français était prêt que sur la signification et le prix de cette adhésion[1].

Trois ordres de réalités sont de nature à corroborer cette interprétation. D'abord, le tempérament personnel des deux voyageurs. Membres parlementaires d'un vieux parti socialiste où le temps, les exigences tactiques d'un front unique électoral, la juste conscience d'appartenir à une même mais vaste et nuancée communauté de pensée socialiste, le libéralisme enfin bien établi des milieux républicains de gauche ont usé les débats de doctrine, Frossard et Cachin ne sont pas, au contraire de leurs interlocuteurs bolcheviks, des théoriciens. Les questions de principes, les grands problèmes de stratégie et de tactique révolutionnaire pour la prise du pouvoir, sans leur être indifférentes, ne leur sont ni familiers ni contraignants. En revanche, les deux hommes ont une connaissance déliée du jeu des forces sociales et considéreraient comme maladroit de ne pas utiliser pour le bien du mouvement socialiste français le dynamisme évident que recèle la révolution russe.

Second ordre de considérations : la situation internationale. A. Le Troquer, qui assura en l'absence de Frossard l'intérim du secrétariat socialiste, témoigne de ce que, le soir même où il quittait Paris, Cachin qu'il avait accompagné à la gare évoquait devant lui le succès des Bolcheviks en Ukraine, et parlait de leur victoire probable sous Varsovie[2]. Une victoire qui pourrait les conduire à Berlin, et pourquoi pas à Paris ?

Enfin troisième et non la moindre des raisons : le mûrissement de la situation intérieure du P.S.[3]. De quoi s'agit-il ? Non de ce que le P.S. fut partagé en trois courants. Mais de ce que la cohabitation de ces trois courants dans le même parti devenait impossible, les deux courants extrêmes ne pouvant plus, ne voulant plus collaborer. Le centre qui, depuis 1918, détenait la majorité, se devait donc de choisir entre l'éventualité d'une scission à gauche ou celle d'une scission à droite. Si la scission se faisait à gauche, le centre se retrouvait seul en tête à tête avec la droite. Privés de l'appui massif de la gauche, ses chefs savaient qu'ils devraient redonner la direction du Parti et de ses organes à Renaudel et ses amis dont les troupes seraient, dans ce parti amputé, les plus nombreuses. Si au contraire la scission se faisait à droite, le centre se retrouvait certes en tête à tête avec la gauche bolchevisante, ce qui serait peut-être désagréable, mais ses chefs pouvaient compter sur leur expérience, leur connaissance du jeu politique pour envelopper, désarmer et gagner la gauche à leurs idées[4].

---

1. Frossard confirme lui-même cette interprétation dans son discours au Congrès de Tours (*Cpte-r. stén.*, p. 336) : « Quand nous sommes allés en Russie, une seule solution me semblait possible et désirable : l'adhésion à la III[e] Internationale, et c'est avec la volonté nettement arrêtée de rendre aisée cette adhésion du Parti français à la III[e] Internationale que j'ai quitté Paris pour Moscou avec Cachin. Tout le monde le sait. Dans une conversation avec mon ami Paul Faure, quelques jours avant mon départ, je n'avais nullement dissimulé mes intentions. Je pourrais dire plus : à une réunion de la rue Grange-aux-Belles, je m'étais prononcé publiquement en ce sens ».

2. C'est dans un entretien qu'il voulut bien accorder à l'auteur le 5 mars 1958 que M. Le Troquer produisait ce témoignage.

3. *Cf.* M. SEMBAT, *La victoire en déroute*, p. 106-107.

4. *Cf.* L. O. FROSSARD, *op. cit.*, p. 107 : « Nous connaissons l'état d'esprit de nos militants. La scission se fera. Nous la croyons désormais inévitable. Nous en prétendons limiter les effets. Pas d'autre moyen que de prendre la tête d'un mouvement qui s'annonce irrésistible. Nous perdrons des élus. Vaut-il mieux perdre les masses ? »

***

Ces pensées et arrière-pensées peuvent expliquer — mais il ne s'agit ici que de conjectures — le déroulement surprenant des conversations entre Bolcheviks et socialistes français.

Comme convenu le 16, Cachin et Frossard furent reçus le samedi 19 juin, en matinée et au Kremlin, par le C.E. de l'I.C. qui, la veille, en avait pris la décision définitive[1]. De cette séance, L. O. Frossard note plaisamment : « Ça ne s'est pas trop mal passé. On ne nous a pas couverts de fleurs : il s'en faut. Mais au bout du compte, nous sortons de là en bon état »[2].

La réunion commença par la lecture d'un rapport de Cachin sur la situation en France[3]. Le député de Paris insiste surtout sur la protestation « incessante et énergique » du P.S. contre l'intervention française en Russie : sous forme de meetings, de démonstrations, d'appels, de tracts, de résolutions de congrès[4]. Il fait état des treize interventions parlementaires que les socialistes français ont consacrées aux questions russes : pour demander la publication de tous les documents sur l'alliance franco-russe ; pour protester contre le recrutement de volontaires destinés aux fronts orientaux, contre l'envoi de troupes dans la Russie du Sud, contre le blocus, contre l'agression polonaise ; pour exiger la reconnaissance du gouvernement bolchevik et la reprise des relations commerciales avec les Soviets. Cachin rappelle encore la campagne socialiste pour l'amélioration de la situation des prisonniers russes en France, la lutte contre l'envoi de munitions et de troupes en Europe orientale. Il traite enfin de la démonstration du 21 juillet. Puis l'orateur analyse l'état d'esprit du prolétariat français en soulignant comment deux millions d'électeurs sur huit ont voté le 16 novembre 1919 pour le socialisme (et c'est l'occasion pour lui de noter la signification attachée par le P.S. à la candidature de Sadoul). Il conclut sur les leçons qu'implique la grève de mai, laquelle aurait révélé « la psychologie révolutionnaire » de la classe ouvrière française : « Malgré les conditions défavorables et l'ambiguïté des mots d'ordre, la dernière grève générale de mai comptait de 600 à 700 000 ouvriers. Et ces ouvriers n'exigeaient ni augmentation de salaire, ni diminution de la journée de travail ; les cheminots, les mineurs, les dockers, les métallurgistes, les mécaniciens, tous ont pris pour devise de combat la nationalisation. Ils se sont levés tous pour les intérêts sociaux communs. Et la bourgeoisie l'a bien compris. Elle a compris que c'était la mobilisation des forces révolutionnaires et elle a pris des mesures énergiques contre ceux qui lui semblaient responsables du mouvement ».

---

1. *Cf.* la brochure rédigée par FROSSARD, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 9. Au contraire des livres précédemment cités, qui sont des livres de mémoire et souvenirs personnels, cette brochure est une brochure officielle : elle est sous-titrée *Rapport sur les négociations conduites à Moscou*, suivi des thèses *présentées* au II[e] Congrès de l'I.C., Paris, Librairie du Parti socialiste et de *L'Humanité*, 1920, 86 pages.

2. FROSSARD, *De Jaurès à Lénine*, p. 62.

3. Le texte de ce rapport se trouve dans *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 9, avec l'indication suivante : « Les deux déclarations, de Cachin et de Frossard, ont été traduites du russe en français, le texte original n'ayant pu être retrouvé ».

4. « Tout ce que l'on a pu faire de ce côté a été fait » (*Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 9).

Cachin ayant ainsi traité « des conditions du développement de l'activité socialiste en France », il revenait à Frossard d'entrer dans le vif du sujet : les conceptions du P.S. en matière de politique internationale socialiste[1]. Le secrétaire général, avec prudence, se contente d'abord de faire le point : en avril 1919, le congrès extraordinaire a adopté la proposition de Longuet tendant au « maintien conditionné » du Parti dans la IIe Internationale ; en août 1919, le Parti français a participé en conséquence à la Conférence de Lucerne ; en février 1920, le Congrès national de Strasbourg a décidé un nouveau pas en avant : par 4 200 voix contre 337, il a résolu de sortir de la IIe Internationale, mais par 3 000 voix contre 1 600 il a considéré ne pas devoir adhérer immédiatement à la IIIe Internationale. Ses raisons ? Frossard se borne ici à reprendre les thèses de la lettre du Secrétariat où son mandat est précisé : le P.S. français souhaite un regroupement général des forces ouvrières dans le monde ; il croit nécessaire que la IIIe Internationale dise clairement quelle est sa conception, à elle, des rapports entre les partis et les syndicats ; il exige qu'elle n'intervienne pas dans ses affaires intérieures, à lui, en imposant de l'extérieur l'exclusion de tel ou tel militant. Frossard conclut enfin en posant la question du 2e Congrès communiste : les mandataires français pourront-ils y être admis ?

A l'issue de cette double audition, les membres du C.E., sans intervenir sur le fond, soumettent aux deux Français une série de questions.

Ces questions sont significatives[2].

Questions de *Radek :* « 1° Vous avez reconnu la nécessité de la dictature, mais en termes généraux. Comment l'entendez-vous en fait? Que pensez-vous de l'appareil soviétique ? 2° Comment le Parti socialiste français peut-il conserver dans ses rangs sa minorité de droite ? 3° Comment a-t-il accepté que certains de ses élus ratifient la paix de Versailles ? 4° En faveur de la Russie, vous vous êtes bornés à des manifestations d'ordre parlementaire. Avez-vous songé aux organisations illégales ? 5° Cachin a-t-il déclaré qu'il fallait laisser occuper le bassin de la Ruhr par les troupes de Scheidemann ? 6° Comment concevez-vous les rapports entre la C.G.T. et le parti ? »

Question de *Zinoviev :* « Que devient la Conférence de la Reconstruction ? »

Question de *Lozovski :* « Que pense le parti de la nomination d'A. Thomas au Bureau international du Travail ? »

Question de *Chabline :* « Quelle sera votre attitude vis-à-vis de votre gauche communiste ? »

Question de *Boukharine :* « 1° Condamnez-vous l'attitude de trahison du Parti pendant la guerre ? 2° Au cours du débat sur les grèves de mai, Cachin a-t-il eu à la Chambre un dialogue avec Barrès ? »

Question de *Serrati :* « 1° Accepterez-vous les Francs-Maçons dans le Parti ? 2° L'ajournement du mouvement du 21 juillet a-t-il été décidé à la suite d'un entretien entre Clemenceau et Jouhaux ? »

---

1. *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 12.
2. *Ibid*, p. 15.

Question de *J. Reed :* « Quelles seront dans l'avenir les relations entre la C.G.T. et le Parti ? »

Question de *Sadoul :* « 1° Quelle est votre attitude vis-à-vis des marins de la Mer Noire ? 2° Quelles conditions ont été posées par Frossard à l'adhésion du Parti à la IIIe Internationale ? »

A toutes ces questions, comme l'écrit Frossard dans le compte-rendu officiel qu'il a fait de cette réunion : « Nous avons apporté les renseignements de fait dont nous disposions ». Sauf à la question de Boukharine, « le souci de la dignité de notre Parti nous interdisant d'y répondre ».

C'est alors que Lénine intervient[1] : Lénine constate d'abord que les délégués français ont parlé franchement — « Leur opinion n'est pas la nôtre. Il y a entre nous des divergences profondes sur la conception de la dictature prolétarienne. C'est la fraction la plus avancée du prolétariat qui devient l'État lui-même, contre la bourgeoisie et contre la partie la moins avancée de la classe ouvrière, y compris les réformistes que nous traitons en bourgeois »[2]. Et Lénine précise encore : « Les réformistes en Russie, ou bien ils s'inclinent, ou bien ils s'en vont, ou bien nous les empêchons de nuire ».

Lénine se défend cependant de pousser le parallélisme entre les situations française et russe à l'excès : « Lénine ne nous demande pas de faire la révolution tout de suite. Il ne sait pas à quel moment elle pourra se produire et il ne s'en préoccupe pas. Ce qui importe, c'est sa préparation ». Mais cela, *L'Humanité* ne le fait pas. Elle fait même souvent le contraire. *Le Populaire* ne le fait pas non plus, si le Comité de la IIIe Internationale s'y essaie parfois. Pourtant, « les méthodes russes n'ont rien que des Français ne puissent comprendre. La révolution russe ressemble étrangement à la leur par sa forme, son développement, ses conditions intérieures ou extérieures et ses méthodes ». En conclusion, Lénine propose « qu'on prépare au Congrès une réponse détaillée. Les camarades français la discuteront, ils réuniront un Congrès extraordinaire »[3].

***

Les choses auraient pu en rester là si la mission d'information dont Cachin et Frossard étaient chargés n'avait précisément coïncidé avec les préparatifs du 2e Congrès de l'I.C. Or pouvait-il exister meilleure source « d'information » pour les enquêteurs français que les débats du 2e Congrès lui-même ?

Les Bolcheviks sont résolus à tenter l'expérience[4] : si les délégués français participent, ne serait-ce qu'à titre d'auditeurs, aux délibérations suprêmes du communisme international, il sera probablement possible de les amener sur la plate-forme léniniste. Dès le 26 juin, l'Exécutif, ou du moins ses membres bolcheviks, multiplient les démarches pour que les deux socialistes français consentent à assister au Congrès[5]. Successivement,

1. *Ibid.*, p. 16.
2. *Ibid.*
3. L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 65.
4. « Lénine tient à l'accord » (Frossard, *op. cit.*, p. 75).
5. L. O. Frossard, *Mon journal...*

Kamenev, Radek, Boukharine se déplacent pour les en prier. L'entrevue avec Boukharine notamment dure de 1 heure à 3 heures du matin. Or Cachin et Frossard sont prêts, pour ce qui les concerne, à déférer au désir de leurs hôtes, et ceci en pleine conscience de ce vers quoi une telle détermination les conduit : « Quant à notre adhésion personnelle à l'I.C., elle n'est plus qu'une question d'heures. Le courant nous emporte »[1]. Mais ils sont les délégués d'un grand parti et savent qu'une telle responsabilité, ils ne peuvent l'endosser seuls[2]. Aussi, le 27 juin, Frossard et Cachin expédient-ils un télégramme à destination du Conseil national qui doit se réunir à Paris le 14 juillet : ils y demandent l'autorisation de prendre part « à titre consultatif » au 2e Congrès de l'I.C., laquelle vient de leur faire parvenir une invitation officielle : « Nous sommes à Moscou depuis une quinzaine. Nous y avons reçu l'accueil le plus fraternel. Conformément au mandat que nous a donné le Parti, nous sommes entrés en négociations avec les organisations qualifiées de la IIIe Internationale dont le Congrès doit s'ouvrir dans quelques jours. Le C.E. de l'I.C. nous invite d'une façon pressante à participer au Congrès, sans préjuger de l'attitude que pourra prendre ultérieurement le Parti. Nous serons admis à titre consultatif, dans un but d'informations mutuelles. Un télégramme de Berlin, reçu ce matin, informe de la participation, dans les mêmes conditions, des Indépendants d'Allemagne. Nous demandons au Conseil national de nous autoriser à répondre affirmativement à l'invitation de l'Internationale communiste »[3].

C'est à ce télégramme que le 14 juillet suivant, le Conseil national du Parti socialiste, par 2 735 voix contre 1 632 abstentions, répondra en autorisant Cachin et Frossard à assister au 2e Congrès de Moscou.

Le 27 juin, Frossard et Cachin avaient-ils bien une invitation « officielle » ? Rien n'est moins sûr. En effet, c'est le lundi 28 juin, en matinée, que le C.E. de la IIIe Internationale, en présence de nouveaux délégués dont Rosmer et Wijnkoop, se réunit pour la troisième fois avec Cachin et Frossard. Or c'est ce jour-là qu'après une violente protestation de Wijnkoop (dont Radek raille la logique « à la Bourbon » parce que le Hollandais ne reconnaît que « les légitimistes du communisme »), le C.E. vote à une énorme majorité l'admission des deux socialistes français au Congrès[4].

Le problème de la participation française au Congrès réglé — du moins à Moscou —, les délibérations sur le fond reprennent. Le lendemain 29 juin, M. Cachin lit en effet devant le C.E. de l'I.C. les réponses communes, qu'avec Frossard il a réservées aux questions d'ordre théorique posées le 19 juin[5]. Ayant de nouveau rappelé la nature du mandat dont ils étaient investis et la liste des questions qui leur avaient été soumises, M. Cachin déclare condamner le réformisme, admettre la nécessité d'une révolution socialiste (non par la voie parlementaire mais par la violence), se rallier à la formule de la dictature du prolétariat (sans faire allusion à

1. *Ibid.*
2. L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 105 : « J'aurais préféré rentrer en France. Cachin ne l'a pas voulu ».
3. L. O. Frossard, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 17.
4. L. O. Frossard, *Mon journal...*
5. L. O. Frossard, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 18.

la dictature du prolétariat sur les réformistes dont avait parlé Lénine), accorder doréuavant avec plus de rigueur ses principes et ses actes. Cachin conclut : « Nous reviendrons en France résolus à préparer notre prolétariat, dans le domaine politique et syndical, à l'imitation des méthodes d'action audacieuses qui vous permirent de vous saisir de l'État et de le conserver. Plusieurs de nos camarades ont déjà donné leur adhésion au programme de Moscou. En plein accord fraternel avec eux, nous unirons, en ce qui nous concerne, nos efforts avec les leurs pour que, dans son ensemble, le Parti français décide de se joindre à la IIIe Internationale »[1]. Ce que, dans son carnet de route, Frossard a exprimé le 27 juin de la manière suivante : « On ne nous impose pas de conditions draconiennes, on ne nous demande pas de dresser notre ‘ liste de coupables ’, on n'exige pas que nous mutilions notre unité. On cherche simplement à obtenir de nous que notre Parti, débarrassé des pratiques dissolvantes de l'opportunisme, restitue à sa doctrine et à ses méthodes leur intransigeance nécessaire »[2].

Cette première phase de négociations achevée, en attendant la réunion du 2e Congrès, les Français partent le vendredi 2 juillet et jusqu'au 13 en voyage sur la Volga.

Pendant ce temps, les préparatifs du 2e Congrès de l'I.C. dont l'idée avait été étudiée fin avril, répandue par un article public à la mi-mai, confirmée officiellement le 1er juin quand le C.E. en lança la convocation pour le 15 juillet suivant, parvenaient à terme.

A ce stade, les grandes lignes du projet sont fixées ; d'une part la mise en forme de l'ordre du jour, d'autre part la définition des conditions d'admission au Congrès, sont entérinées par le C.E. de l'I.C. le 19 juin.

L'ordre du jour[3] découle de la signification attachée à la réunion envisagée (celle d'un congrès de travail et de clarification politique)[4]. Parmi ses 14 points, il faut noter : les points 3 : « La situation mondiale actuelle et les tâches de l'I.C. » ; 4 : « La question parlementaire » ; 5 : « Les syndicats et les comités de fabrique » ; 6 : « Du rôle et de la structure des Partis communistes, avant et après la conquête du pouvoir par le prolétariat » ; 9 : « De l'attitude à adopter envers les tendances nouvelles du centre qui n'adopte que verbalement la plate-forme de l'I.C. et des conditions d'admission dans la IIIe Internationale ». La publication de cet ordre du jour, conformément aux méthodes en vigueur dans les congrès internationaux socialistes, devait être suivie par celle de « thèses »[5] qui, transmises au préalable aux délégués, serviront de documents de base pour la discussion générale en séance plénière et pour les discussions de

1. *Ibid.*, p. 19.

2. L. O. Frossard, *Mon journal...*

3. *Cf.* André Pierre, *Le 2e Congrès de l'I.C. 19 juillet-7 août 1920. Compte-rendu des débats d'après les journaux de Moscou*, Paris, Libr. du P.S. et de *L'Humanité*, 1920. *Cf.* égal. *Le 2e Congrès* (Petrograd-Moscou : 17 juil.-7 août 1920). *Cpte-r. stén.*, Petrograd, 1921 (Éd. françaises de l'I.C.).

4. *Cf.* A. Pierre, p. 9, le discours d'ouverture de Zinoviev : « Il nous faut de la clarté, de la clarté et encore de la clarté. Nous ne permettrons pas que la IIIe Internationale devienne une mode. Nous exposerons aux ouvriers français et allemands nos opinions sur tous les problèmes actuels. Nous *attendrons* [souligné dans le texte] que la majorité d'entre eux sache procéder aux épurations nécessaires ». *Cf.* ce même discours dans *L'I.C.*, septembre 1920, n° 13, p. 2355.

5. D'après Frossard (Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 235) ces thèses, ont été publiées seulement « à leur retour de voyage », soit aux environs du 13 juillet.

détail dans les séances de commissions. L. O. Frossard a reproduit cet ensemble de textes dans la brochure qu'il a consacrée au compte-rendu de sa mission, notamment les thèses de Zinoviev sur « Le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne », « Le mouvement syndical et la IIIe Internationale, « Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers ? », « Les conditions d'admission des partis dans l'I.C. » et celles de Lénine sur « Les questions nationales et coloniales », et sur « Les tâches principales du 2e Congrès de l'I.C. ».

Les règles d'admission au Congrès sont également significatives. Sont invités « tous les groupements et syndicats qui ont officiellement adhéré à la IIIe Internationale et ont été reconnus par le C.E. ; les groupes et groupements qui, tout en acceptant la plate-forme de l'I.C., se trouvent en opposition avec les partis officiellement affiliés ; les groupes syndicalistes révolutionnaires (d'une façon générale, toutes les organisations avec lesquelles le C.E. est entré en relations) ». Ce que Marcel Cachin interprète ainsi : « Nos camarades russes y avaient invité tous les hommes énergiques qui au cours de la guerre et depuis la guerre avaient tenté dans leur divers pays d'appliquer des formes de lutte directe contre le Capital. Il y avait là réunis des représentants des ' Travailleurs industriels du Monde ' (I.W.W.) d'Amérique, des ' Shop-stewards ' d'Angleterre partisans de l'action directe, de courageux anarchistes espagnols guidés par Pestaña, des anarchistes allemands du K.A.P.D., des syndicalistes libertaires français comme Lepetit. Les Russes voulaient persuader tous les Révolutionnaires honnêtes de renoncer à leurs méthodes condamnées par l'expérience. Ils leur offraient l'exemple de leur propre expérience et les conviaient à examiner, à étudier et à adopter les méthodes de lutte qui leur avaient servi à eux-mêmes pour abattre leur capitalisme et leur féodalité. Mais après de longues discussions auxquelles prirent part Lénine lui-même et de nombreux commissaires du peuple, il fallut bien reconnaître que si quelques-uns d'entre les invités du 2e Congrès se ralliaient aux conceptions bolcheviques, la plupart se refusaient à en admettre la stricte discipline et la conception des P.C. »[1].

Les décisions d'ordre politique ainsi prises, il revenait au C.E. de réaliser un énorme travail d'organisation, qu'évoquera plus tard V. Serge : « Je travaillais littéralement jour et nuit à la préparation du 2e Congrès, étant à peu près seul, grâce à ma connaissance des langues et de l'Occident, à pouvoir m'acquitter d'une foule de tâches... Tout manquait : les collaborateurs, le papier, l'encre, le pain même, les moyens de communication et nous ne recevions de journaux étrangers que quelques numéros achetés à Helsinki par des contrebandiers »[2].

Travail d'autant plus considérable que les Bolcheviks — en cela, fidèles continuateurs des grands théoriciens de la IIe Internationale — sont férus de textes. Souvarine rappellera plaisamment (à l'occasion, il est vrai, non du 2e Congrès, mais du 3e) que « nous avons dû rédiger environ une trentaine d'adresses, appels, manifestes, circulaires, et vous savez que ces textes sont copieux, toujours très documentés et riches de

1. Manuscrit inédit que M. Cachin voulut bien autoriser l'auteur à consulter.
2. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 114.

contenu doctrinal. A plusieurs reprises j'ai éprouvé le besoin de m'opposer à la prolixité de certains des rédacteurs et à la fréquence des appels. La majorité du Præsidium m'objectait que si les Français (ces incorrigibles récalcitrants) ne lisent pas ces textes, les camarades des autres pays les lisent. Mais tout récemment j'ai eu la satisfaction d'entendre les deux représentants allemands Pieck et Heckert,... déclarer au nom de la Centrale allemande que celle-ci suggérait aussi de restreindre cette partie de l'activité de l'Exécutif »[1].

Cependant de délicats problèmes restent pendants, que doit, le 18 juin, trancher l'Exécutif réuni au siège de la IIIe Internationale (l'ancienne Ambassade d'Allemagne). Sous la présidence de Zinoviev, Radek, devant tous les membres étrangers, et notamment Deslinières admis à titre consultatif comme représentant du Comité français de la IIIe Internationale en attendant qu'arrive Rosmer, examine la question de la représentation qualitative (au cas où plusieurs partis concurrents dans un même pays réclament le monopole de la représentativité — comme en Angleterre, en Allemagne, en Amérique), et celle de la représentation quantitative : la répartition des voix entre les délégations se fonde sur deux critères qui ne se concilient pas nécessairement, l'importance du pays représenté et celle du parti[2].

Jusque pendant le Congrès, la commission des mandats, composée de Radek, Chabline et Rosmer, aura à faire preuve d'imagination, comme en témoigne l'incident qui, pour la délégation française, oppose Sadoul à Guilbeaux. Au 1er Congrès en effet, Guilbeaux, représentant de la « gauche française de Zimmerwald » avait obtenu voix délibérative, tandis que Sadoul, mandaté par le groupe communiste français de Moscou n'avait reçu que voix consultative. Pour le 2e Congrès, Rosmer propose de procéder de même, mais Radek n'y consent pas ; en définitive Guilbeaux et Sadoul, placés sur le même plan, sont tous deux placés à l'échelon inférieur : voix consultative[3].

Le 2e Congrès rassembla finalement 200 militants (environ) qui se réclamaient (approximativement) de 34 nations ou États différents[4] : qui « s'en réclamaient » en ce sens que bon nombre d'entre eux n'en venaient pas vraiment ou du moins directement, fixés depuis longtemps qu'ils étaient en Russie ou ailleurs. Cependant, à la différence du 1er Congrès où les délégués étrangers, au demeurant très peu nombreux, n'étaient — à l'exception de l'Allemand — que des étrangers résidant — volontairement ou non, du fait de la guerre, de l'exil, ou d'un choix délibéré — en Russie, cette fois-ci les délégués qui représentent les grands pays d'Europe occidentale arrivent en majorité des pays dont ils se proclament les mandataires.

Que la composition[5] du 2e Congrès fût moins artificielle se reflétait encore dans la plus grande diversité politique des délégués parmi lesquels

1. Rapport de B. Souvarine, du 18 septembre 1921, *Archives Rappoport* (I.I.S.G.).
2. L. O. FROSSARD, *Mon Journal...*
3. ROSMER, *op. cit.*
4. *Cf.* ZINOVIEV, *Rapports adressés au 2e Congrès de l'I.C.*, discours-préface. De façon plus précise, 169 délégués avec voix délibérative et 48 avec voix consultative. *Cf.* B. LAZITCH, *Lénine et la IIIe Internationale*, p. 144.
5. Sur la composition du Congrès, *cf.* A. PIERRE, *op. cit.*, p. 5-8.

on retrouvait toutes les nuances du mouvement révolutionnaire mondial. Un grand nombre de délégations était, comme celle de la France, un mélange de socialistes, de communistes et d'anarchistes. Étant bien précisé que la puissante délégation russe — 64 membres — n'entendait pas, en admettant au départ une telle bigarrure de conceptions doctrinales, faire de la III[e] Internationale un organisme composite. Simplement, elle pensait qu'il y avait un état de fait dont il fallait savoir user au profit du bolchevisme : « Le mouvement ouvrier en est encore maintenant à la période de cristallisation. On le conçoit. Après la terrible crise que la classe ouvrière du monde a dû traverser, après l'effondrement de la II[e] Internationale et la grande tuerie, on conçoit que la classe ouvrière n'ait pas encore en matière politique une clarté de vues parfaites. Si elle était unie, si elle avait pleinement conscience de ses tâches essentielles, il y a longtemps que nous aurions vaincu »[1].

Il n'est pas question ici de suivre dans leurs détails les travaux du 2[e] Congrès, mais de rappeler seulement le cadre général des débats avant d'insister sur les discussions à propos de la « question française ».

Après une première séance de pompes et de solennités — à Petrograd le 16 juillet —, la 2[e] séance du Congrès, qui s'est alors transporté à Moscou, est, en ses débuts, consacré au vote d'un règlement fort rigoureux : les réunions plénières doivent se dérouler de 11 heures à 18 heures et de 18 heures à 21 heures ; les rapporteurs disposeront, pour la présentation de leur texte, de 1 heure ; les orateurs, de 2 minutes pour une seule intervention sur l'ordre du jour, de 10 minutes pour une première contribution à la discussion d'une question inscrite à l'ordre du jour, de 5 minutes pour une seconde et ultime contribution ; les demandes de parole doivent être faites par écrit ; le vote nominal avoir lieu à la demande de trois délégués au moins et toute motion être déposée par écrit.

Sur quoi, les travaux proprement dits commencent. V. Serge croit pouvoir les résumer de la manière suivante : « Les travaux gravitèrent autour de trois questions : 1° Nécessité des compromis, participation à l'action électorale et parlementaire, pas de secte révolutionnaire ; 2° Possibilité et nécessité de soulever des révolutions soviétiques dans les pays coloniaux de l'Asie ; 3° Provoquer des scissions dans les vieux P.S. européens afin de rompre avec les vieux dirigeants réformistes, et former de nouveaux partis, disciplinés et dirigés par l'Exécutif de Moscou, capables de marcher vers la prise du pouvoir ». A quoi Serge ajoute qu'une « 4[e] question, plus grave encore, ne fut pas effleurée en séance »[2].

Quoi qu'il en soit, le calendrier des débats peut être ainsi fixé : le 23 juillet — première journée de travail —, Zinoviev rapporta sur « Le rôle du P.C. dans la révolution prolétarienne ». C'est dans ce cadre que Lénine participa ce même jour à la discussion avec les délégués anglais sur la position des *Shop Stewards*' à l'égard du *Labour Party*. Et c'est naturellement à la suite de ce débat qu'intervient le 24 juillet la discussion sur l'admission des Indépendants (allemands) et des Socialistes français. Les 25, 26 et 28 juillet (pas de séance le 27 où la ville de Moscou offrit

1. Zinoviev, *Rapports adressés au 2e Congrès de l'I.C.*, discours-préface.
2. V. Serge, *Carnets*, p. 120.

une grande fête aux congressistes), sur rapport de Lénine, les questions nationales et coloniales vinrent en discussion. Le 2 août, Boukharine rapporta sur « Le P.C. et le parlementarisme ». Le 3 août, Radek dirigea les débats sur « Le Parti et les syndicats ». Le 4 août, le Bulgare Kabaltchiev fit voter les statuts de l'I.C. Le 5 août, Zinoviev précisa « les conditions de création des soviets ouvriers ». Le 6 août, la question anglaise fut encore reprise. Enfin le 7 août, au Grand Théâtre se déroula la clôture solennelle du Congrès, où la composition des organes dirigeants de la IIIe Internationale fut rendue publique : le C.E. de l'I.C. avec ses 19 membres (et leurs 9 suppléants), dont 5 Russes, 11 Européens, l'Américain (Reed) et 2 (seulement) représentants du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient ; le Bureau du C.E. avec ses 5 membres (dont 3 Russes).

***

Dans le cadre de ces délibérations du 2e Congrès, qu'en est-il advenu de la « question française » ?

Il semble bien d'abord que le calcul des Bolcheviks s'est vérifié : la concurrence entre la délégation du Comité de la IIIe Internationale et les représentants en mission du Parti socialiste a joué à plein[1]. Inquiets à la pensée que Rosmer « dont l'étoile brille d'un vif éclat dans le ciel azuré » peut contenter le désir bolchevik d'une participation française à l'Internationale, Cachin et Frossard vont s'engager plus avant qu'ils ne le pensaient peut-être au départ, sans pour autant outrepasser les termes de leur mandat, car ce qu'ils vont faire, ils vont le faire en leur nom personnel.

Cachin surtout y pousse : « Entre nous, raconte Frossard, le débat se prolonge et prend parfois une tournure assez vive... Je multiplie les objections ». Mais un incident permet à Cachin d'insister. Le 15 juillet en effet, on demande aux deux Français des explications sur un extrait d'article, paru dans *L'Humanité*, où Renaudel, annonçant leur « retour brusqué » en France[2], s'en félicite : « Tant mieux, car le cauchemar de la IIIe va enfin être dissipé »[3]. Aussi, le même jour, en guise de rectification — et pour témoigner de leur bonne foi auprès de leurs hôtes —, Cachin obtient-il que Frossard et lui rédigent le télégramme suivant : « Nous avons pensé qu'il était nécessaire d'informer le Parti de l'état de notre enquête et des conclusions auxquelles nous étions arrivés. Nous l'avons fait après un mois de négociations, dans la conviction où nous nous trouvions que l'accord était possible avec l'Internationale communiste »[4].

Ce télégramme capital, Frossard souligne dans son *Journal* après

1. Le 15 juillet, Frossard écrit dans son journal : « Sur la proposition de Zinoviev, l'Internationale prit un ordre du jour nous invitant à son Congrès. Mais, au même moment, Rosmer arrivait, représentant officiel du Comité français de la IIIe Internationale... L'Exécutif s'en réjouit. Il disposait désormais d'un délégué français sérieux. Il n'hésita pas à nous laisser voir qu'on pouvait, à la rigueur, se passer de nous ».

2. L. O. Frossard, *Mon Journal...*, 15 juillet.

3. L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 110.

4. L. O. Frossard, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 38. Sur la date d'expédition de ce télégramme, il y a incertitude. Dans la brochure officielle, Frossard parle du 20 juillet, tandis que dans son journal de voyage, il mentionne le 16 juillet.

quelles réflexions et quelles hésitations il l'a signé : « Nous savons que l'adhésion se heurtera à des résistances et que, votée, elle entraînera certains départs. Qui ? Tout est là ! Des Fédés ? Peut-être. Des élus ? Assurément. Lesquels ? Nous prenons la liste des membres du groupe, nous l'étudions, nom par nom. Le « déchet » sera de 50 %. Mais Longuet restera... Mistral aussi. Le Troquer, Renoult et Verfeuil aussi. Même Pressemane ».

Mais le fait est là : dès le 15 juillet, les Bolcheviks sont assurés que Frossard et Cachin ont personnellement engagé leur autorité sur la question de l'adhésion de leur parti à la IIIe Internationale. Ils savent en outre que le Parti français suivra ses mandataires. Dès lors, pourquoi, au cours des ultimes négociations, ne pas tenter de renforcer les conditions auxquelles consentir à l'affiliation d'un Parti qui s'est placé en position de demandeur ?[1]

Frossard et Cachin, en rendant publique, avant la fin même du 2e Congrès, leur décision personnelle d'adhérer et de faire adhérer à la IIIe Internationale, ont commis, de leur point de vue, une erreur tactique dont Frossard s'est vite rendu compte : « Depuis qu'on a la conviction que nos engagements publics, si imprudents, ne nous permettront plus de nous dégager, on semble vouloir imposer à notre parti des exigences inacceptables ».

La meilleure preuve en est d'ailleurs la « crise » que vont traverser les pourparlers dans la dernière semaine de juillet jusqu'à ce que Frossard et Cachin ne trouvent d'autre remède... que de s'en aller au plus vite, avant même la fin des assises mondiales de ce communisme auquel ils viennent pourtant d'adhérer.

Déjà, le 26 juillet, les deux Français ont eu un entretien — le premier depuis leur arrivée à Moscou — avec Trotski, où celui-ci a insisté sur la nécessité de la lutte contre le patriotisme « non dans un sens anarchiste », mais en fonction « d'une critique marxiste vigoureuse de l'idée de nation opposée à l'idée de classe »[2]. Trotski confirme qu'il ne surestime pas la valeur de la minorité groupée autour de Monatte et de Rosmer, mais il constate que « lorsqu'il va à la C.G.T., il y rencontre ' de vrais ouvriers ', ce qui n'est pas toujours le cas au Parti socialiste où Jean Longuet est ' le prototype du petit-bourgeois ' »[3].

Ce même jour, 26 juillet 1920, Zinoviev remet aux deux délégués français la « réponse du Congrès sur les conditions d'adhésion du Parti français ». Or cette « réponse », elle est « aussi inacceptable dans le fond que dans la forme ».

Au surplus, tandis que Frossard, « abasourdi », quitte le Congrès pour rédiger « une réponse à la réponse », il apprend de Crispien et Dittmann (les délégués des Indépendants allemands) que les Bolcheviks ont décidé

1. *Cf. Le Phare*, n° 13, octobre 1920, p. 9 : « Cachin et Frossard, pour lesquels la Russie des Soviets avait été un chemin de Damas, admirent, en leur nom personnel, les conditions proposées, ils reconnurent en toute franchise que leur passé était chargé d'erreurs, ils prirent l'engagement de modifier profondément leur politique en rentrant. Cachin déclara catégoriquement que la ' Reconstruction était absurde ' ».

2. L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 125.

3. L. O. Frossard, *Mon Journal...*, 27 juillet, 10 h du soir.

d'aggraver sur deux points les conditions d'adhésion faites au Parti français :

1° Dans l'énumération des centristes dont l'adhésion ne pourrait être acceptée par l'Internationale, on proposait d'ajouter aux noms de Turati et Hilquit celui de Longuet ;

2° Tout parti désireux d'entrer dans l'Internationale Communiste devait réserver dans son Comité directeur les deux tiers des sièges à des communistes d'avant le 2e Congrès, c'est-à-dire pour la France aux représentants du Comité de la IIIe Internationale, à Loriot et ses amis[1].

Frossard est atterré : « Je suis sur le point de rompre les pourparlers. On me demande au Kremlin. Je n'y vais pas ». Et sur-le-champ, il rédige pour le Comité Exécutif une lettre signée conjointement Frossard-Cachin ; du texte préparé par l'I.C., il déclare qu'il contient injustices et inexactitudes : « Après en avoir pris connaissance, nous avons pensé qu'[il] était de nature à compromettre l'issue heureuse des négociations engagées par nous à Moscou »[2].

Bien sûr, après cette attaque brusquée, Zinoviev s'adoucit à nouveau : il propose d'abord une nouvelle entrevue qui, en présence de Sadoul et Kemerer, se déroule le mardi 27 juillet à 10 heures du soir. Frossard a rédigé par écrit ses observations, lesquelles sont surtout dirigées contre trois des exigences bolcheviques : l'exclusion de Longuet, la réservation des deux tiers des postes de la C.A.P. à la tendance d'extrême-gauche, le changement de nom du Parti. Pour faire bonne mesure, Frossard entre dans une série de considérations doctrinales sur l'attitude du P.S. pendant la guerre — « nous ne voulons pas en discuter; nous voulons nous tourner vers l'avenir ; les documents par lesquels depuis deux ans la majorité du Parti s'est exprimée sur notre politique de guerre sont suffisants » ; sur l'attitude du groupe parlementaire socialiste — dont il faut « reconnaître les progrès au cours de la dernière législature » ; sur l'attitude du P.S. envers les organisations syndicales — l'I.C. reproche au P.S. d'avoir donné tout son appui à la C.G.T. dont la majorité suivait le mouvement à contre cœur dans les dernières grèves de mai : mais la grève de mai a été faite par la C.G.T. en accord avec la Fédération des cheminots sur le terrain choisi par la Fédération; au surplus, tous les actes du Parti pendant la grève ont été décidés à l'unanimité, donc en accord avec les huit membres de la minorité IIIe Internationale. Quant à Jean Longuet, « il a été, pendant la guerre, le porte-drapeau courageux de la minorité internationaliste; il est le défenseur passionné de la révolution russe..., injurié, menacé, calomnié par la réaction française »[3]. Sur quoi, Zinoviev consent

1. D'après *Le Phare*, n° 13, octobre 1920, p. 10 : « C'est à la suite des déclarations de ces délégués des partis centristes que deux nouvelles conditions furent proposées, l'une par Lénine, imposant la modification de la direction des partis où deux tiers au moins d'anciens communistes doivent être nommés, et l'autre par Bordiga, d'Italie, appuyé par un groupe des camarades de l'Europe occidentale et imposant l'exclusion de tous ceux qui votent contre les principes et les conditions de la IIIe Internationale ». *Le Phare* ajoute : « Il faut ici détruire une légende suivant laquelle Lénine aurait été battu par les extrémistes russes et occidentaux. Lénine a proposé la première des nouvelles conditions, il a soutenu la deuxième en Commission et ces deux conditions supplémentaires furent votées à l'unanimité de la Commission, moins la voix de Mayer, du Spartakusbund ».

2. L. O. FROSSARD, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 25.

3. L. O. FROSSARD, *ibid.*, p. 27.

à un certain nombre de rectifications de fait. Il veut bien préciser que la demande d'exclusion de J. Longuet est symbolique — « l'I.C. n'entend pas atteindre Longuet personnellement mais frapper une politique qu'il symbolise » ; d'ailleurs, « si le citoyen Longuet accepte de se placer sur le terrain de la IIIe Internationale, nous serons heureux de l'accueillir parmi nous. Nous vous autorisons à le dire en France »[1]. Il admet encore de rabattre au niveau d'un simple vœu l'article sur les deux tiers qu'il présentait auparavant comme une exigence.

Ce ne sont là en vérité qu'apparentes concessions. Les Bolcheviks ont bel et bien durci leurs positions. Qu'il y ait donc eu erreur tactique de la part de Frossard et Cachin, c'est sûr. Pourtant les Bolcheviks eux-mêmes craignaient l'habileté manœuvrière des parlementaires français, et singulièrement de Frossard. N'est-il pas dans ces conditions logique de penser que les deux négociateurs furent victimes du climat qui se développait alors à Moscou ? Les intéressés en furent d'ailleurs conscients.

Le 29 juillet, dans l'après-midi, quelques heures avant leur départ de Moscou, Frossard et Cachin sont en effet reçus par Lénine. Cette rencontre, Cachin l'a narrée, il est vrai après que de nombreuses années se fussent écoulées[2]. Par contre, Frossard en a rédigé le compte-rendu dans son *Journal* qui parut l'année suivante. Or les deux textes se recoupent et confirment l'un et l'autre la part majeure faite, dans la conversation, à l'analyse de la situation nouvelle que la victoire des Soviets en Pologne crée pour la révolution russe.

Frossard souligne d'abord qu'au moment où son compagnon et lui sont reçus, « le chef communiste étudiait précisément la situation diplomatique et militaire de la République des Soviets. Elle se présente sous l'aspect le plus favorable... ».

Que fallait-il faire de la victoire ? Cachin ne consacre à la chose qu'une allusion : « La conduite du gouvernement ouvrier et paysan de Russie devenait, après la mise en déroute des bandes polonaises, particulièrement délicate et compliquée »[3]. Mais Frossard est plus explicite : « Le nombre des partisans de la guerre à outrance grossit visiblement à mesure que s'affirment les succès de l'Armée rouge »[4]. Lénine, certes, demeure réservé. Tout pour lui est suspendu à l'attitude de la classe ouvrière polonaise ; il ne suffit pas que la Pologne soit gagnée par l'Armée rouge, elle doit l'être au communisme. Mais comment Lénine pourrait-il s'empêcher de

---

1. *Ibid.*, p. 28.

2. Il est probable que le récit de sa rencontre avec Lénine a été rédigé par Cachin sur la base des notes de son carnet de voyage. Du récit lui-même, l'auteur a donné plusieurs versions. De son vivant, M. Cachin voulut bien en effet nous transmettre un manuscrit qui, couché sur du papier à en-tête du Sénat, semble avoir été rédigé avant la deuxième guerre mondiale et faire partie d'un ensemble plus vaste puisqu'il commence par ces mots : « Nous avons vu que... ». Le texte de ce manuscrit est d'ailleurs proche du texte qui fut publié dans les *Cahiers du Communisme* (26e année, n° 1, janvier 1949) sous le titre « Rencontre avec Lénine ». Quelques variantes seulement : le manuscrit ne fait aucune mention des raisons pour lesquelles M. Cachin fut choisi par le Congrès de Strasbourg comme mandataire du P.S. à Moscou. Par contre, dans le texte publié, on lit que le Congrès désigna M. Cachin « sans nul doute parce que déjà mes sympathies s'étaient affirmées pour la Révolution soviétique. A *L'Humanité*, je faisais campagne pour le régime nouveau » (p. 36). Au surplus, une longue analyse du 2e Congrès lui-même qui se trouve dans le manuscrit n'a pas été reproduite dans l'article des *Cahiers du Communisme*.

3. *Cahiers du Communisme*, 1949, n° 1, p. 44. Sur la question polonaise, *cf.* IIIe partie, I, 2.

4. L. O. Frossard, *Mon Journal...*, 29 juillet.

rêver ? « Si la Pologne se donnait au communisme, la Révolution universelle aurait fait un pas décisif. Les Soviets à Varsovie, c'est l'Allemagne gagnée à brève échéance, la Hongrie reconquise, les Balkans en révolte contre le capitalisme, l'Italie ébranlée, c'est l'Europe de la bourgeoisie craquant de toutes parts dans un formidable ouragan »[1]. Cachin confirme — un ton au-dessous : « L'avis de Lénine était que, si les ouvriers et les paysans de la Pologne elle-même étaient acquis au socialisme et prêts à recevoir l'Armée rouge, alors on pouvait concevoir une marche en avant »[2].

Quinze jours plus tard, la question ne se posait plus. Mais en attendant, en ce 29 juillet, Frossard et Cachin ne peuvent pas ne pas tenir compte de cette extraordinaire conjoncture : aussi en ce même jour, 29 juillet, en matinée, Cachin, devant le 2e Congrès, a-t-il déclaré que la délégation française accepte les conditions d'admission.

Certes, cette « déclaration »[3], Cachin et Frossard l'ont rédigée en termes prudents. Ils ont rappelé qu'en mission d'information, ils n'étaient habilités à parler qu'en leur nom personnel, qu'ils n'étaient pas mandatés pour discuter sur le fond. Ils ont même présenté quelques réserves dont ils font encore état dans l'accusé de réception qu'ils laissent par écrit au Président du Congrès : « Nous avons pris connaissance de votre appel au Parti socialiste français. Nous donnerons à votre document la publicité que vous demandez : il sera soumis à toutes les sections du Parti. En ce qui nous concerne, il nous est impossible de ne pas formuler nos réserves sur sa forme et sur le fond de plusieurs des jugements qu'il contient... »[4].

Mais ceci dit, Cachin et Frossard ont affirmé, devant le Congrès assemblé, qu'après avoir pris connaissance des thèses sur les conditions d'admission présentées au nom du Comité Exécutif et de la Commission compétente du Congrès, qu'après en avoir discuté avec de nombreux camarades autorisés, qu'après avoir entendu les commentaires de Zinoviev, ils en avaient bien retenu les « idées directrices ». Et ils les énumèrent :

— qu'il faut rompre dans les paroles et dans les actes avec le réformisme et l'opportunisme (« Nous sommes en plein accord ») ;

— qu'en conséquence de cette rupture, chaque militant doit personnellement choisir entre réformisme et révolution ;

— qu'il faut agir en socialistes dans les syndicats et « collaborer fraternellement avec les militants révolutionnaires de l'organisation syndicaliste qui admettent la nécessité de l'action politique » ;

— qu'en temps de paix comme en temps de guerre, aucun devoir ne saurait primer sur le devoir de classe et qu'il n'est donc jamais légitime de voter les crédits ou de participer au gouvernement ;

— qu'il faut revoir le programme du Parti, établir une discipline rigoureuse, notamment par un contrôle sévère des journalistes et parlementaires socialistes ;

— que le soutien des républiques soviétistes exige d'appeler le prolé-

1. *Ibid.*
2. *Cahiers du Communisme*, 1949, n° 1, p. 44.
3. L. O. FROSSARD, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 29. Même texte dans *L'Internationale Communiste*, septembre 1920, n° 13, p. 2585.
4. *Ibid.* Une phrase est particulièrement équivoque : « Nous sommes convaincus que si notre ami Longuet avait pu se trouver ici, il ne penserait pas, après examen, autrement que nous » (*Le Parti socialiste et l'Internationale*, p. 29).

tariat français à refuser de transporter les armes et les munitions...

Or cette « déclaration » où les réserves ne sauraient faire oublier l'engagement essentiel à mener personnellement campagne, pour l'adhésion du P.S. français à la IIIe Internationale, sur une plate-forme sensiblement différente de ce à quoi les Français espéraient à leur arrivée parvenir, « jeta un froid sur le Congrès et ne fut pas étrangère au courant qui aboutit au renforcement des conditions », selon le témoignage même d'Humbert-Droz dans *Le Phare* d'octobre 1920[1].

On mesure par là l'état d'esprit du Congrès : rien moins que conciliant. Cette intransigeance, elle trouve quotidiennement sa justification dans la lecture du communiqué : si aujourd'hui le communisme ébranle victorieusement l'Europe, pourquoi irait-il s'embarrasser d'hommes et de partis empêtrés dans leur opportunisme ? C'est ce que viennent inlassablement répéter les orateurs les plus divers à la tribune du 2e Congrès, les 29 et 30 juillet, quand l'ordre du jour appelle la discussion sur les conditions d'admission à l'Internationale communiste.

Déjà, le rapport de Zinoviev[2], au nom de la Commission compétente, avait donné le ton. Ayant montré comment la IIIe Internationale communiste devait se transformer d'une société de propagande communiste (à l'échelle internationale) en une organisation de combat du prolétariat chargée de diriger la lutte révolutionnaire, Zinoviev dénonce comme danger principal : l'opportunisme. Opportunisme caractérisant aussi bien des partis qui, ayant quitté la IIe Internationale, veulent adhérer à la IIIe (le Parti socialiste français et les Indépendants allemands) que des partis déjà adhérents (le parti italien).

Du parti français qu'il traite de parti social-pacifiste, Zinoviev stigmatise les réactions d'un opportunisme persistant : il analyse pour l'exemple un article de Cachin — « sur l'honnêteté duquel il ne peut y avoir de doute ». Un article du 7 janvier précédent où Cachin, traitant de la Ligue des Nations, expliquait que la démocratie américaine a tout fait pour prévenir ce qui est arrivé. Commentaires de Zinoviev : « C'est là l'esprit du défunt leader Jaurès, qui n'était lui aussi qu'un social-pacifiste. Nous devons le dire, malgré tout notre respect pour son grand mérite ». Et pour la symétrie, Zinoviev s'empare d'un article de Frossard où le secrétaire général du Parti français appelle son collègue Renaudel « son ami ».

En conclusion, le rapporteur indique que « la Commission ne propose pas d'admettre immédiatement les Indépendants et le Parti français, mais de remettre la question entre les mains du Comité exécutif, auquel le Congrès donnera des directives nettes pour le vote des conditions d'admission ».

Proposition prudente : et pourtant, elle déchaîne la tempête à son encontre, après la « déclaration » lue par Cachin, quand s'ouvre la discus-

---

1. *Cf. Le Phare*, octobre 1920, n° 13, p. 9 : « Au moment de quitter Moscou, avant que le Congrès eût discuté les conditions, Cachin lut une déclaration moins catégorique que ses déclarations verbales en commission, une déclaration qui paraissait savamment étudiée pour permettre diverses interprétations. Elle jeta un froid sur le Congrès et n'est pas étrangère au courant qui aboutit au renforcement des conditions ».

2. G. Zinoviev : « Ce que l'Internationale Communiste fut et ce qu'elle doit devenir », rapport en séance plénière du Congrès sur les conditions d'admission, *Le Phare*, octobre 1920, n° 83, p. 10.

sion en séance plénière. A quoi d'ailleurs les deux négociateurs se dispenseront d'assister : quelques heures après leur entretien avec Lénine, à 8 heures du soir, le 29 juillet, ils quittent définitivement Moscou pour rentrer à Paris.

L'un après l'autre, en effet, Graziadei, Lefebvre, Goldenberg, Herzog, Bordiga se prononcent contre l'admission dans l'I.C. des éléments réformistes, même sur la base de conditions précises, et opposent à cette tactique nouvelle et dangereuse la tactique antérieure : scission et création de P.C. dans chaque pays.

Raymond Lefebvre[1] (qui, délégué du Comité français de la IIIe Internationale, est arrivé peu de jours auparavant, après un voyage épouvantable en compagnie de Lepetit et Vergeat, délégués des syndicats minoritaires), insiste vivement sur l'opportunisme du P.S. français et notamment de son groupe parlementaire. Il veut faire « un Parti communiste enfin propre et ayant une discipline ferme avec les militants syndicalistes aujourd'hui égarés vers le syndicalisme anarchiste ». Et Lefebvre montre comment la défaite de mai est une raison supplémentaire de s'orienter dans cette voie : « J'aurais voulu vous dire quelle a été chez nous la grève de mai, quelles en sont les conséquences (qui sont immenses) et les leçons à en tirer. Le temps me manque. Sachez seulement qu'ils mentaient, ceux qui, à Strasbourg, affirmaient que les masses ne marcheraient pas. Elles ont marché, et à fond, et par blocs énormes et seul le défectionnisme des chefs a causé la défaite. Aussi peut-on dire que le seul parti qu'on puisse tirer de cette expérience sanglante, c'est la création d'un grand Parti communiste »[2].

A quoi Guilbeaux qui succède à Lefebvre fait écho : « Le P.S. français est en général un parti parlementaire qu'il est impossible d'accepter ici malgré les déclarations de ses représentants. La scission qui s'impose n'est malheureusement pas accomplie et ce n'est que lorsqu'elle sera faite, qu'il y aura en France un P.C. auquel adhéreront les partisans du camarade Loriot et les syndicalistes de la nuance Rosmer-Monatte que l'on aura les masses. Ce n'est pas en transformant artificiellement le parti socialiste français en parti communiste que nous aurons les masses françaises avec nous »[3].

Et encore Goldenberg, un jeune qui représente peut-être un groupe d'étudiants révolutionnaires : « Il n'y a pour le prolétariat révolutionnaire qu'un seul moyen de lutter avec la IIIe Internationale. C'est de constituer en France un P.C. solidement organisé, qui ne contienne que des éléments communistes. Le tragique de la situation en France... c'est que nous avons été obligés de nous borner à une lutte de tendances intérieures au sein du Parti... Il faudrait adopter une attitude telle qu'elle oblige les éléments réformistes et les éléments révolutionnaires du Parti à faire la cassure qui n'a pas pu être faite jusqu'ici, cassure qui, seule, permettra la création d'un parti communiste, comprenant les socialistes de gauche et les syndicalistes communistes »[4].

1. Sur Lefebvre, *cf.* IIIe partie, III, 1.
2. A. Pierre, *Le 2e Congrès de l'I.C.*
3. *Ibid.*, p. 268.
4. *Ibid.*

A la séance de l'après-midi, le 29 juillet, le défilé des orateurs qui se prononcent contre l'admission des Indépendants et du Parti français reprend : Bombacci, Mayer (qui fait la critique des Indépendants), Wijnkoop, Munzenberg, Lozovski. Ce dernier, à qui son long séjour en France donne une autorité particulière, s'arrête longuement sur la " maladie " essentielle du Parti français : sa tendance à maintenir l'unité à tout prix.

Il faut donc attendre le lendemain 30 juillet pour entendre des interventions plus nuancées, notamment celle de Rakovski[1]. L'ancien militant roumain donne acte aux socialistes français qu'à la différence des socialistes allemands, ils paraissent témoigner d'un certain remords..., se rendre compte des fautes commises. Mais en revanche, leur « déclaration » est une déception : réticente, réservée, pleine de restrictions mentales. Faisant le silence sur le passé, elle laisse la porte ouverte pour toutes les trahisons futures. Rakovski rappelle alors l'histoire du socialisme français : « Jules Guesde entrant dans l'unité a tué le guesdisme », et « Jaurès avait accepté le programme révolutionnaire en entrant dans le parti mais il est mort réformiste ». Il ne faut donc pas exiger du Parti français une simple révision de son programme, il faut exiger aussi une révision de ses méthodes et de sa tactique. Ceci étant, « c'est dans l'existence d'un centre véritable du mouvement international, d'un véritable état-major de la révolution, muni de pleins pouvoirs, qu'on pourra s'assurer de l'exécution des clauses imposées par l'affiliation ».

C'est en définitive cette ligne que Zinoviev confirme dans ses conclusions. Le dirigeant bolchevik insiste encore sur les précautions à prendre à l'égard de la pénétration des idées opportunistes : « Nous ne demandons pas d'accueillir le P.S. français tel qu'il est dans la IIIe Internationale. Nous demandons seulement d'accorder au Comité exécutif le mandat d'établir, après le congrès, si les conditions fixées ont été exécutées ». Cependant Zinoviev se déclare non moins nettement contre « les camarades de gauche » qui se sont prononcés catégoriquement contre l'admission des partis intermédiaires sous quelque forme que ce soit : l'opposition de gauche n'est pas fondée, et ce que Guilbeaux a dit, « c'est du futurisme ».

Sur quoi, les conclusions de Zinoviev sont enfin ratifiées par le Congrès, à l'unanimité moins deux voix, après que cependant Goldenberg ait encore une fois pris position contre, après que Wijnkoop ait encore une fois proposé de rompre les pourparlers avec le Parti socialiste français.

Il fallait refaire ce long chemin pour comprendre exactement sous quel éclairage il convient de lire les deux documents qui sortent de ces délibérations et négociations : l'appel de l'I.C. à « tous les membres du P.S. français, à tous les prolétaires conscients de France »[2] et le texte sur les conditions d'affiliation à l'I.C.[3].

---

1. *Ibid.*, 30 juillet, séance de midi.

2. De ce document capital, on trouve le texte dans : 1° A. Pierre, *Le 2e Congrès de l'Internationale Communiste, Compte-rendu des débats, d'après les journaux de Moscou*, Paris, Librairie du Parti socialiste et de *L'Humanité*, 1920 ; 2° L. O. Frossard, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, Paris, Librairie du Parti socialiste et de *L'Humanité*, 1920 ; 3° *L'Internationale Communiste*, septembre 1920, n° 13, p. 2377 ; 4° *Les Cahiers du Bolchevisme*, 1929, n° 13, p. 247 ;

*(suite de la note 2 et note 3 page 650-651).*

L'existence même de ces documents est le résultat d'une situation contradictoire : le temps qui s'annonçait de détente et de recueillement

---

5° *Les Cahiers du Communisme*, 1950, n° 4, p. 49 ; 6° *Les Cahiers du Communisme*, 1957, n° 12, p. 1991.

Malgré ces nombreuses rééditions, le texte de ce document n'est pas sûr, car il y en a deux versions. Une version russe et une version française.

André Pierre écrivait à ce propos dans l'avertissement de sa brochure sur le 2e Congrès : « La version russe de l'Appel du Bureau du 2e Congrès ' A tous les membres du P.S. français, à tous les prolétaires conscients de France ', est sensiblement différente de celle qu'ont donnée Cachin et Frossard dans leur rapport (p. 30 et suiv. de la brochure *Le Parti socialiste et l'Internationale*). Elle contient notamment 10 points et non pas 9, et les points 5 et 10 sont plus développés dans le texte de la *Pravda*. Il est difficile de savoir quelle est des deux la version originale. Seuls, le C.E. de l'I.C. ou le camarade Rosmer, l'un des signataires du document, pourront nous fixer sur ce point... J'ai jugé utile de faire connaître cette version russe, parce que c'est la seule qui ait été répandue en Russie et en Allemagne. Tous les militants conviendront avec moi qu'il est regrettable que le Bureau du 2e Congrès n'ait pas donné de cet important document une seule et unique version ».

La condition qui a disparu dans la version française est celle qui concerne les rapports du P.S. avec l'aile gauche du mouvement ouvrier français. En outre la version française est datée du 26 juillet tandis que la version russe est datée du 29.

La version française tend surtout à atténuer les questions de personne. Par exemple :

3e chap. § 3 : version russe : Renaudel, Thomas, Sembat et autres ;
version française : Renaudel, Thomas et autres.

5e chap. § 3 : version russe : « Cette propagande n'a qu'un caractère essentiellement réformiste (le journal que vous avez créé pour les paysans — le seul qui existe — vous en avez confié la direction au social-traître Compère-Morel) ».
version française : tout ce qui est dans la parenthèse est supprimé.

et plus loin : version russe : le social-traître Vandervelde ;
version française : Vandervelde.

C'est la version russe qui sert de base au texte français établi par A. Pierre, tandis que c'est la version française qui est reproduite par Frossard et Cachin dans leur brochure officielle.

La publication ultérieure du même document dans les *Cahiers du Communisme* (en 1950 et 1957) a pour base la version russe. Malheureusement cette publication est gravement fautive : 1° Alors que le document en question est un texte du Bureau du 2e Congrès mondial de l'I.C. et qu'il s'adresse comme tel « à tous les membres du P.S. français », il est présenté dans les *Cahiers du Communisme* sous le titre : « Lettre de Lénine à tous les membres du P.S. français, à tous les prolétaires communistes de France », et fait l'objet du commentaire suivant : « Texte rédigé sur l'initiative et les directives données par V. I. Lénine lors de la rencontre avec la délégation française invitée par la IIIe Internationale à suivre les travaux du 2e Congrès de l'I.C. ». Or que Lénine ait suivi de près l'élaboration de ce texte ne transforme pas pour autant en lettre de Lénine ce qui est un document officiel de congrès. Par ailleurs le texte des *Cahiers du Communisme* supprime trois références au rapport qui fut présenté par Frossard devant le C.E. de l'I.C. (p. 55-56).

3. Le point de départ de ce célèbre texte est la thèse, préparée par Zinoviev en vue du 2e Congrès de l'I.C. sur *Les conditions d'admission des partis dans l'Internationale Communiste*. Cette thèse faisait état de dix-huit conditions : elle a été publiée par FROSSARD dans sa brochure : *Le P.S. et l'Internationale* (rapport officiel sur les négociations conduites à Moscou par Cachin et lui).

C'est cette thèse en 18 points qui est discutée en commission spéciale du 2e Congrès le 28 juillet (« Une journée avant notre départ », dit Frossard devant le Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 235) : aux travaux de cette commission, Frossard et Cachin ont participé ce jour-là « à la condition que j'ai souvent rapportée devant le Parti et que j'ai d'ailleurs indiquée dans le rapport publié par *L'Humanité* » (il s'agit du rapport présenté en brochure sous le titre *Le Parti socialiste et l'Internationale*) : « Nous avons indiqué ce jour-là (28 juillet) à la réunion de la commission à laquelle nous participions que nous n'entendions pas entrer, pour le moment, dans l'examen de détail des 18 conditions que nous acceptions en principe » (FROSSARD, Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 235). Frossard dans le même discours ajoute que la discussion en commission a surtout porté sur la question de la défense nationale, question dont traitait à la même date un article de Trotski paru dans la *Pravda* (ou les *Izvestia*). Enfin il affirme que « le matin du 29 juillet, jour de notre départ, nous considérions déjà que le document que nous avions entre les mains était un document définitif » (il s'agit ici de l'*Appel du Bureau du 2e Congrès*, *cf.* note précédente).

Or à Moscou, la discussion en séance plénière n'a fait que commencer le 29 juillet et s'est poursuivie après le départ de Frossard et Cachin. Si l'on compare :

1° La thèse *présentée* par Zinoviev au 2e Congrès de l'I.C. sur *Les conditions d'admission du P.S. dans l'Internationale*, telle qu'elle a été publiée par Frossard dans *Le P.S. et l'Internationale*, et

a poussé d'un côté l'I.C. à élargir son audience ; le temps qui vient peut-être d'un ultime et victorieux combat la retient d'un autre d'émousser sa pointe.

Quant au fond, il faut se souvenir que dans les jours où l'I.C. polissait ses formules, l'Armée rouge grondant sous Varsovie rappelait à chacun que seule est payante l'intransigeance d'une lutte révolutionnaire jusqu'au bout.

L'ironie du sort voudra que le Parti français discute de ces formules quand leur objet immédiat aura disparu.

---

2° La thèse *adoptée* par le 2[e] Congrès de l'I.C. sur *Les conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste* telle qu'elle a été publiée dans les *Statuts et résolutions de l'I.C.*, 1920, p. 31-38,
on constate, comme le fait L. Blum dans *L'Humanité* du 19 octobre 1920, que :

*a*) Le rapport présenté par Zinoviev en 18 points fut d'abord ramené à 17 points lorsqu'il fut étudié par le Congrès : les points 1 et 12 portant tous deux sur le rôle de la presse furent fondus en un seul ;

*b*) Mais à ces 17 conditions en furent ajoutées 3 autres, tirées d'une autre thèse présentée par Lénine sur *La modification de la ligne de conduite et, partiellement, de la composition des partis adhérents et désireux d'adhérer à l'I.C.* ;

c) Enfin un amendement de dernière heure, proposé par Lénine, constitua la 21[e] condition : à savoir que les organismes de direction des nouveaux Partis communistes devraient être composés, au moins aux deux tiers, par des membres des « Comités (constitués antérieurement) pour l'adhésion à la III[e] Internationale ».

Ce n'est que le 8 octobre 1920 que *L'Humanité* publia une version française du texte des 21 conditions adopté par le 2[e] Congrès : à partir d'une version italienne. En effet, jusqu'à cette date, la discussion dans le Parti français sur le problème de l'adhésion à la III[e] Internationale se déroulait sur la base de l'*Appel du Bureau du 2[e] Congrès* ' *A tous les membres du P.S. français, à tous les prolétaires conscients de France* ' qui ne faisait état que de 9 conditions.

Frossard et Cachin avaient d'abord soutenu que ce texte de « l'Appel » — avec 9 conditions — était le seul texte authentique. Mais ils durent se rendre à l'évidence — qu'un autre texte avec 21 conditions avait été adopté par le 2[e] Congrès après leur départ — quand successivement furent publiés, ainsi que le souligne Pressemane dans *L'Humanité* du 6 octobre 1920 :

*a*) Une lettre des Allemands Stoecker et Daumig, datée de Berlin — 14 septembre — affirmant que le Congrès de Moscou avait voté 21 conditions d'admission applicables aux partis socialistes de tous les pays (et pas seulement au P.S. indépendant d'Allemagne comme, un moment, Frossard avait cru pouvoir le penser) ;

*b*) Une lettre de Lénine du 24 septembre, insérée dans la *Pravda* et s'adressant *Aux travailleurs de France et d'Allemagne*, lettre dans laquelle Lénine citait et discutait le point 20 ;

c) Une lettre de l'Italien Serrati au Suisse Graber, reproduite dans *Le Populaire* du 2 octobre et *L'Humanité* du 3, faisant connaître que Lénine avait confirmé aux Italiens qu'il y avait bien 21 conditions d'admission à l'I.C.



Section II

## *CONFRONTATIONS DOCTRINALES*

Les négociateurs français Frossard et Cachin quittaient Moscou le 31 juillet. Ils repartaient, ayant personnellement adhéré à la IIIe Internationale et munis de documents sur lesquels ils devaient inviter leur Parti à se prononcer.

Le moment est donc venu de procéder à l'analyse sur le fond de ce que la IIIe Internationale proposait au socialisme français, de façon à définir ensuite en quoi le socialisme français, s'il se décidait à faire le pas, était contraint de réviser ses propres conceptions.

# A) LE BOLCHEVISME EN 1920

## Chapitre Premier

# LA QUESTION DU POUVOIR

> « *Dictature, grand mot, mot cruel, mot sanguinaire qui exprime une lutte sans trêve ni merci, une lutte à mort de deux classes, de deux mondes, de deux époques historiques universelles.* »
>
> Lénine, *L'Internationale Communiste*, n° 9, p. 1273 (février 1920).

*Qu'est-ce que le bolchevisme ?*

- *Problèmes de méthode :* les rapports entre le bolchevisme-idée et le bolchevisme-fait. Le bolchevisme comme théorie et comme pratique.
- *L'historicité du bolchevisme :* les trois éléments de son histoire :
  - — la réalité russe ;
  - — l'héritage de la IIe Internationale ;
  - — la guerre : son rôle dans les définitions stratégique et tactique du bolchevisme.
- *La spécificité historique du bolchevisme* et sa portée générale.

*La question centrale de la Révolution : la question du pouvoir.*

- *La priorité du politique sur l'économique.*
- I. *Le pouvoir politique.*
  - — La « dictature du prolétariat », conclusion nécessaire de la stratégie révolutionnaire adoptée : la définition de la dictature du prolétariat avant la Révolution d'Octobre chez Marx, par la Social-démocratie russe, par Lénine ; la dictature du prolétariat telle que l'établit la Révolution d'Octobre (Les thèses de Lénine sur « la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat »).
  - — La « dictature du prolétariat » et les classes : dictature sur quelle classe ? Dictature de quelle classe ? Vers la disparition des classes.
  - — La « dictature du prolétariat » et l'État : la position libertaire ; le « gouvernement de M. Marx » ; Lénine et la question de l'État ; la construction de l'appareil d'État prolétarien : l'exemple de l'armée.

— La « dictature du prolétariat » et la forme de l'État.
  - Dictature du prolétariat et Parlement ;
  - Dictature du prolétariat et Syndicat ;
  - Dictature du prolétariat et Soviets : les soviets dans la période de la conquête du pouvoir ; les soviets dans le système politique du socialisme ; les avantages du soviétisme : la dialectique de la dictature et de la démocratie ; soviets et Parti bolchevik.

— La dictature du prolétariat à l'épreuve de la pratique : l'évolution du système des soviets ; l'instauration d'une dictature terroriste : son développement, sa signification (l'interprétation kautskienne, l'interprétation bolchevique), ses caractéristiques, ses limites et ses compensations.

— L'échec de la dialectique dictature-démocratie : comment il est vu par les Anarchistes ; par les Mencheviks (Kautsky, Axelrod, Martov) ; par Rosa Luxembourg. Les justifications : la structure sociale de la Russie d'avant 1917 ; les contraintes de la guerre, étrangère et civile. Le fond : l'avortement de la Révolution mondiale.

• II. *Le pouvoir économique.*

— Les silences de Marx sur la construction économique du socialisme.

— Octobre 1917-printemps 1918, une première politique économique, le capitalisme d'État :
  - Sa définition : les Thèses d'avril ;
  - Son objectif : accélérer l'évolution économique du capitalisme russe ;
  - Son échec.

— Une seconde politique économique : le communisme de guerre.
  - Ses objectifs : satisfaire les besoins de l'Armée rouge ; « raccourcir » le chemin vers le socialisme.
  - Sa définition ;
  - La crise économique : ses facteurs ;
  - La crise de la main-d'œuvre ;
  - Deux issues : la militarisation du travail (histoire, doctrine, pratique) ; le contrôle ouvrier ;
  - Peut-on parler d'échec ?

Les thèses doctrinales proclamées par le 2e Congrès de l'I.C. et fixées dans les 21 conditions d'adhésion à la IIIe Internationale ne sont rien d'autre que la généralisation à l'échelle mondiale du bolchevisme. Il s'impose donc, pour une interprétation correcte de ces thèses, de procéder à une analyse du bolchevisme tel qu'en 1920 il s'était historiquement constitué[1].

---

1. Il doit être bien entendu que l'analyse du bolchevisme à laquelle nous procédons ici n'a pas pour objet d'en acquérir une connaissance abstraite. Elle vise à éclairer les rapports entre la IIIe Internationale et le mouvement ouvrier occidental, français en particulier. Dans ces conditions, nous n'étudierons du bolchevisme que ce qui pouvait à l'époque concerner le mouvement ouvrier français afin de noter les écarts possibles entre ce qu'était le bolchevisme, l'idée que s'en faisait le mouvement ouvrier français et ce que ce dernier était lui-même. Pour donner un exemple, la question coloniale ne préoccupant guère — à tort ou à raison — le mouvement ouvrier français de la première après-guerre, nous n'en étudierons pas les solutions bolcheviques.

Tel qu'en 1920 il s'était historiquement constitué : dès l'abord, un problème de méthode. Faut-il en effet chercher le bolchevisme dans les écrits de ses adeptes ; faut-il le chercher dans les gestes de ses hommes d'État ? Faux problème, certes, pour les militants bolcheviks pénétrés de la conviction que le bolchevisme est précisément défini par l'union intime de sa théorie et de sa pratique. Le grand respect que les Bolcheviks témoignent en toutes circonstances pour les considérations doctrinales qu'ils estiment faire partie de leur patrimoine théorique ; leur recours constant à des références pratiques pour illustrer leurs analyses spéculatives ; enfin la place même qu'ils assignent à l'idéologie dans la formation du mouvement révolutionnaire ; voilà qui donne effectivement les meilleures chances que le bolchevisme-idée corresponde au bolchevisme-fait. C'est là néanmoins une pétition de principe que l'observateur ne peut *a priori* faire sienne. Il est donc de saine méthode de n'exclure au départ aucune des voies par où atteindre la réalité bolchevique.

A condition que toutes les voies empruntées le soient de manière historique. Car le bolchevisme est une réalité historique, non pas seulement en tant qu'elle existe, mais parce qu'elle se pense telle.

En tant qu'elle existe : on en trouve la preuve dans la dénomination même de bolchevisme. Alexinski rappelle que Lénine n'aimait pas le mot « bolchevik » dont il écrivit d'ailleurs, dans son livre, *L'État et la Révolution :* « C'est un mot dépourvu de sens, difforme, et qui n'exprime rien, sauf ce fait — dû à un simple hasard — qu'au Congrès de 1903, nous avons eu la majorité ». Et Lénine ne consentit à garder « bolchevik » dans le nom du nouveau parti qu'en indiquant ce mot entre parenthèses après « communiste », uniquement pour « marquer le souvenir des persécutions que les Bolcheviks avaient subies, en juillet 1917, de la part du gouvernement Kerenski, lesquelles ont rendu ce nom universellement glorieux »[1].

Parce qu'elle se pense telle : le bolchevisme, synthèse doctrinale d'une expérience révolutionnaire, se situe lui-même dans un enchaînement puisque, d'un côté, il se déclare héritier de Marx et de la social-démocratie allemande, et de l'autre, prétend à une radicale originalité, justifiée par le caractère spécifique de la période historique nouvelle dans laquelle il est conçu. « Il y a des gens, écrit Zinoviev, qui ne comprennent pas en effet qu'il se passe quelque chose de nouveau. Ils ne voient pas que le monde est en mouvement, que des événements grandioses ont commencé dans l'histoire de l'humanité »[2].

Ainsi le bolchevisme, dans son être comme dans sa conscience, est fondamentalement une histoire.

Une histoire résultant de trois grands ensembles de données.

D'abord la réalité russe. Le déroulement de la révolution soviétique est en effet le produit de l'application des conceptions léninistes à la réalité russe, caractérisée par le double fait que la Russie était engagée

---

1. G. Alexinski, *La Russie révolutionnaire*, 1947, p. 112-113. On trouvera la citation de Lénine dans *L'État et la Révolution*, p. 103 (Éd. en langues étrangères, Moscou, 1946).

2. G. Zinoviev, *L'Internationale Communiste*, rapport présenté par le camarade Zinoviev au 8e Congrès du P.C.R., 1919, p. 36 (Éd. de l'I.C., Petrograd, Smolny 62, n° 22).

dans une guerre perdue et que, pays arriéré, elle était grosse d'une révolution antitsariste. Lénine, qui garda toujours présente à l'esprit l'idée de l'immaturité du socialisme en Russie, y trouvait une raison supplémentaire de justifier la révolution soviétique ; loin de rendre impossible et d'ailleurs non souhaitable une révolution prolétarienne, la conjoncture russe, en alimentant le dynamisme révolutionnaire de toutes les classes sociales — à l'exception des propriétaires fonciers —, conduisait à penser que c'est précisément en Russie que pourrait commencer la révolution socialiste : bien sûr comme pointe d'une révolution bourgeoise ; et bien sûr à condition de respecter, *après* qu'elle eût triomphé, la nécessité d'une transformation *graduelle* du pays, accélérant, mais sans les sauter, les différents stades du développement économique pour passer d'une Russie paysanne à une Russie industrielle.

Si la réalité russe constitue la première série de données historiques à partir desquelles le bolchevisme s'est construit comme théorie et comme pratique, l'héritage doctrinal de la IIe Internationale, dont le Parti bolchevik était avant-guerre une section, a pesé d'un poids certain sur les déterminations bolcheviques, surtout dans les commencements de la révolution. A plusieurs reprises, déjà, il a paru ici nécessaire d'insister sur ce qu'un homme comme Lénine doit à sa formation de militant européen dans la IIe Internationale. C'est ainsi par exemple que l'idée de nationaliser, aussitôt après la révolution, les usines en activité afin de supprimer le patronat, avait à l'évidence sa source dans le socialisme d'Europe occidentale : en Russie, on aurait pu aisément ajourner quelque temps cette mesure hâtive qui entraîna dans l'immédiat une dangereuse désorganisation de la production, et cela sans grand profit politique, le patronat russe ne constituant pas une force susceptible de s'opposer aux décisions du gouvernement révolutionnaire.

Enfin autant que par la réalité russe et l'héritage de l'Internationale ouvrière, le bolchevisme de 1920 a été marqué par le fait qu'il est l'expression théorique d'une expérience révolutionnaire liée dialectiquement à la crise mondiale ouverte par la guerre. On a vu comment la pensée léniniste a connu une véritable mutation sous le choc d'août 1914. Il faut ici le répéter : jusqu'à la guerre, Lénine n'a pas cru devoir envisager l'éventualité d'une révolution directement socialiste en Russie. En 1905, il écrivait encore : « Si cela [la révolution démocratique en Russie] arrive, alors l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe ; l'ouvrier européen accablé par la réaction bourgeoise se lèvera à son tour et nous montrera *comment il faut faire* »[1].

Mais la guerre a bouleversé les idées léninistes[2]. Quelle guerre ? La guerre étrangère d'abord : c'est à partir d'elle que Lénine a conçu sa nouvelle stratégie révolutionnaire. La guerre civile ensuite : c'est dans son cadre que tous les traits spécifiques du bolchevisme se sont développés. La guerre civile a fait surgir les structures économiques, les formations sociales, les cadres dirigeants qui devaient caractériser la société soviétique dans les décennies suivantes. Ce sont les principes et les exigences de la

1. Lénine, *La dictature révolutionnaire démocratique* (1905), *O.*, VIII, 127. (en russe).
2. *Cf.* Ire partie, I, 1 et IIIe partie, I, 2.

guerre civile qui ont guidé les premiers pas de l'Internationale communiste.

Ce rôle de la guerre, étrangère et civile, dans la formation du bolchevisme, il se manifeste sur le plan de la stratégie. Pour s'opposer par exemple à ce que son parti participe ou du moins soutienne le gouvernement Kerenski, Lénine donne comme argument fondamental que ce gouvernement continue la guerre.

Ce rôle de la guerre, on le retrouve sur le plan de la tactique. C'est ainsi qu'en octobre 1917, Lénine n'a nullement repoussé — bien au contraire — l'idée (et la pratique) d'un gouvernement de coalition révolutionnaire. Mais si, au début de l'année 1918, les Bolcheviks en viennent à se prononcer pour la dictature du seul parti bolchevik, c'est que leurs alliés éventuels ont rompu avec eux sur la question de la paix séparée avec l'Allemagne. Autrement dit, l'avènement d'un gouvernement exclusivement bolchevik en 1918 n'est pas un problème de doctrine mais résulte de la position des autres partis socialistes sur la question de la guerre[1].

Ce rôle de la guerre dans la définition stratégique et tactique du bolchevisme explique finalement pourquoi le bolchevisme apparaît de 1917 à 1920 comme un système théorique « d'urgence ». Si à la guerre mondiale le prolétariat mondial veut répondre par une révolution mondiale, la crise ouverte par la guerre doit se résoudre *dans l'immédiat*. Les thèses bolcheviques n'ont pas été élaborées pour une longue période plus ou moins pacifique, mais pour une courte période de crise. C'est pourquoi les dirigeants bolcheviks, en 1918-1919, nourrissaient nécessairement une vision optimiste du plus proche avenir : « Il ne se passera pas une année, proclame *L'Internationale Communiste* le 1er mai 1919, que toute l'Europe n'appartienne aux Soviets. Les travailleurs de tous les pays ont compris que le moment décisif est venu ». Et encore, « En 1919, la grande Internationale communiste est née. En 1920, naîtra la grande République internationale des Soviets »[2]. Voilà aussi d'où vient l'incessante résurgence du « révisionnisme » dans les décennies suivantes : l'inadaptation au départ du bolchevisme à une situation mondiale plus ou moins stabilisée.

Ainsi, enraciné dans la réalité russe, lié à l'histoire du mouvement socialiste international, mis en demeure par la guerre de pratiquer des options décisives, le parti bolchevik tire ses raisons de la conjoncture russe de 1917. C'est elle qui assure à la fois sa légitimité et son monopole par rapport aux autres partis communistes. C'est elle enfin qui rend compte à la fois de la spécificité du bolchevisme et de sa portée générale.

Spécificité et généralité du bolchevisme : ne faut-il pas considérer ces deux caractères accolés comme antinomiques ? On a prétendu en effet que souligner sa spécificité historique conduisait inévitablement à dénier au bolchevisme toute portée générale. Il est d'ailleurs vrai que certains

1. *Cf.* M. Fainsod, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*, p. 88 : « Le monopole du pouvoir du Parti, la domination du Parti par ses organes centraux, la création d'une Bureaucratie centralisée, l'ascension de la police secrète, la pénétration de l'armée par le Parti et la police, le resserrement de la discipline du travail, la subordination des syndicats au Parti, tout cela s'institua à la suite de pratiques nées sous la pression du communisme de guerre ».

2. *L'Internationale Communiste*, 1er mai 1919, no 1, « Vive le 1er mai ! Vive le Communisme ! Aux travailleurs de tous les pays ».

théoriciens sont parvenus à de telles conclusions[1]. Mais d'une part, insister sur le caractère absolument particulicr des conditions dans lesquelles est intervenue et s'est développée la Révolution d'Octobre n'est que respecter une donnée de fait. Trotski déclarait à ce propos : « La révolution russe est typiquement, exceptionnellement russe. La stratégie d'Octobre ne pouvait se produire qu'en Russie »[2]. D'autre part, une telle attitude a du moins le mérite d'éviter que des nécessités pratiques où se sont trouvés les Bolcheviks, on fasse des vertus communistes à honorer en tous temps et en tous lieux[3]. A vrai dire, rien ne permet davantage de mettre en valeur le grain d'universalité du bolchevisme que de retrouver la signification réelle de ses décisions et de ses options : « Les Bolcheviks ont ainsi acquis dans l'histoire le mérite impérissable de proclamer pour la première fois le but final du socialisme comme programme immédiat de politique pratique »[4].

***

Comme il n'est pas question ici d'épuiser l'analyse du bolchevisme tel qu'il s'est constitué en 1920 sur le plan théorique et pratique, on se bornera à traiter des deux thèmes qui sont au centre des débats qu'ouvrait alors le mouvement ouvrier français à son propos : le thème de la prise du pouvoir, le thème du parti comme instrument unique et nécessaire de la prise du pouvoir.

Le thème du pouvoir. C'est la question fondamentale de la révolution. En ce sens qu'elle dépasse et enveloppe l'opposition traditionnelle entre réforme et révolution. Ce qu'avait rappelé Rosa Luxembourg : « La réforme légale et la révolution ne sont pas deux méthodes diverses entre lesquelles on peut choisir comme on veut en un moment donné de l'histoire; ainsi que l'on pourrait choisir une boisson chaude de préférence à une froide... Elles représentent, au contraire, deux moments divers du développement de la société de classe... Tandis que la révolution est l'acte créateur de l'histoire des classes, la législation réformiste correspond aux périodes sociales de calme relatif »[5].

La prise du pouvoir, voilà l'objectif clairement posé. Mais s'agit-il du pouvoir politique ou du pouvoir économique ? Du pouvoir politique d'abord. Et pour deux raisons.

Certes, qui s'en tiendrait à une assimilation superficielle de l'enseignement marxiste ne laisserait pas d'être surpris d'une telle hiérarchie : Marx ne s'est-il pas prononcé pour le primat de l'économique ?

Mais d'une part, les rapports du politique et de l'économique sont assez complexes pour qu' « alternativement, politique et économie [soient]

---

1. C'est la thèse de G. Cogniot, *L'histoire du Parti bolchevik et ses enseignements actuels*, (Éd. Sociales), conférence du 26 janvier 1949, p. 15 : « Vieux mensonge de la social-démocratie, considérant le léninisme comme applicable seulement dans les conditions nationales de la Russie, comme une spécialité russe... ».

2. Trotski, *Première école de la stratégie révolutionnaire*, 11 juillet 1921.

3. *Cf.* Lénine, *La maladie infantile du communisme*, dont l'article a pour but d' « appliquer à l'Europe occidentale ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement obligatoire dans l'histoire et dans la tactique actuelle du bolchevisme » (*O.C.*, II, 715, Éd. en langues étrangères, Moscou, 1947).

4. R. Luxembourg, *La révolution russe*, Cahiers Spartakus, 1946, p. 16.

5. R. Luxembourg, *Réforme ou révolution*, Paris, 1932.

moyen et fin »[1]. Or, en période de crise révolutionnaire, c'est le politique qui a priorité sur l'économique. « Si le prolétariat s'empare du pouvoir politique, la réalisation du socialisme est inévitable et se fera d'elle-même »[2]. D'autre part, la construction du socialisme ayant commencé dans un pays économiquement arriéré, le pouvoir politique y était seul en mesure d'orienter le développement économique à venir dans un sens socialiste. C'est pourquoi du pouvoir économique il ne sera question qu'en seconde ligne.

## I

Les forces libérales en Europe occidentale de 1789 à 1848 avaient, dans des conditions diverses, élaboré une théorie convergente du pouvoir politique : celle du pouvoir parlementaire, lequel était finalement apparu comme la forme par excellence du gouvernement de la bourgeoisie[3].

Or cet acquis, le socialisme, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ne l'avait pas renié, bien au contraire, puisqu'il affirmait couramment son espoir, non seulement de conquérir la majorité et donc le pouvoir par la voie parlementaire, mais encore d'assurer par l'exercice régulier du jeu parlementaire la transition démocratique entre le capitalisme et la société nouvelle qu'il entendait fonder.

Cependant, « l'Adresse de la Ligue des Communistes », en 1850, — dont on a vu déjà[4] qu'elle proposait une stratégie révolutionnaire insolite — développait par ailleurs une théorie corrélative du pouvoir révolutionnaire aux antipodes du système parlementaire : « ... Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils [les communistes] établissent en même temps leurs propres gouvernements révolutionnaires, soit sous forme de municipalités ou de conseils municipaux, soit par des clubs ou des comités ouvriers, de telle façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement perdent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se sentent de prime abord surveillés et menacés par des autorités ayant derrière elles toute la masse des ouvriers ».

Ainsi, parce qu'elle concevait la révolution à venir non comme un événement décisif, brutal, unique, tranchant d'un coup en faveur d'une classe contre une autre, mais comme un long processus — la révolution permanente — où le prolétariat aurait d'abord à se dégager de son alliance avec la bourgeoisie pour courir ensuite sa propre course au socialisme, « l'Adresse...» de 1850 préconisait la technique — spontanément utilisée par les Sans-culottes parisiens — de la dualité des pouvoirs : après que le pouvoir révolutionnaire ait désagrégé le pouvoir légal, viendrait le temps de la dictature du prolétariat.

Or, de même qu'il reprenait avec brio la stratégie révolutionnaire de 1850, de même Lénine reprenait en 1917 sur le plan du pouvoir la formule politique qui en découlait directement : la dictature du prolétariat dont il disait qu'elle devait couvrir « la période de transition entre le

---

1. Raymond Aron, « Les rapports de la politique et de l'économie dans la doctrine marxiste », *Inventaires* (2), p. 16-47.
2. K. Kautsky, *Problèmes du socialisme international*, p. 63.
3. *Cf.* M. Leroy, *Les techniques nouvelles du syndicalisme*, p. 3.
4. *Cf.* III^e partie, I, 2.

capitalisme vaincu mais non détruit et le communisme déjà né mais encore extrêmement faible »[1].

La formule politique de la « dictature du prolétariat » n'est donc pas une création originale de la Révolution d'Octobre : elle a au contraire à cette date une histoire déjà longue[2] — D. Guérin tient à rappeler que « Marx et Engels ont puisé cette fameuse notion de dictature du prolétariat dans l'expérience même de la Révolution française » qu'avaient entre-temps analysée les Babouvistes[3] et Blanqui.

Au surplus, la Social-démocratie russe l'avait explicitement adoptée dès 1903, avant la séparation entre Bolcheviks et Mencheviks, comme le note Boukharine : « Dans notre ancien programme, élaboré *en commun* avec les mencheviks, il est dit textuellement : ' La condition indispensable de la révolution socialiste est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra de briser toute résistance des exploiteurs ' »[4].

Mais à vrai dire, jusqu'à la Révolution d'Octobre, la signification de la formule est douteuse : il semble bien qu'elle n'ait pas été tirée au clair, ni par Marx et Engels[5], ni par la Social-démocratie russe[6], ni par Lénine[7].

---

1. N. Lénine, « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », *L'Internationale Communiste*, n° 6, octobre 1919, p. 921.

2. Consulter entre autres les textes suivants :

Marx, *La lutte des classes en France*, 1850, Éd. Schleicher 1900, p. 147, texte repris dans *Les Cahiers du Bolchevisme*, 14 mars 1933, p. 451.

— sa déclaration au Congrès International de La Haye en 1872, citée par K. Kautsky, *La dictature du prolétariat*.

Engels, *Préface à la première traduction anglaise du Capital*, Chicago, 1906, p. 32.

*Cf.* ensuite les études de :

M. Collinet, *La tragédie du marxisme*, 1948, Ire partie, p. 33-80.

— « Marx et la dictature du prolétariat », *La Nef*, juin-juillet 1950.

D. Guérin, *La lutte des classes sous la Première République*, Introduction, p. 37-41.

— « Batailles autour de notre mère », *Les Temps Modernes*, avril 1957.

3. *Cf.* P. Buonarotti, *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf*, 1828, I.

4. Boukharine, *A.B.C. du Communisme*, 1925, Librairie de *L'Humanité*, p. 85-86.

5. *Cf.* M. Collinet, *La tragédie du marxisme*, p. 149 : « La formule ' dictature du prolétariat ' :

— dans le Manifeste et le programme d'Erfurt, elle signifie une république jacobine et démocratique ;

— dans le *18 Brumaire*, et les *Luttes de classes*, une dictature révolutionnaire ultra-centralisée et sans représentation populaire ;

— dans *La Guerre civile*, une fédération libertaire sans pouvoir central ».

Enfin, il faut se souvenir de ce qu'écrivait Engels, dans son Introduction à l'édition allemande de 1891 de *La guerre civile en France* : « Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, Messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat » (*La Guerre civile en France*, Éd. Sociales, 1953, p. 302). Mais la lecture des textes est décidément une entreprise harassante. Car on ne peut oublier qu'en un autre moment — juin-juillet 1905 — Lénine a écrit : « Que vous invoquiez... la Commune de Paris ou toute autre commune, vous devez répondre : ' Ce fut un gouvernement comme ne doit pas être le nôtre ' » (*Deux Tactiques*, *O.C.*, Éd. en lang. étr., Moscou, 1948, I, 478).

6. *Cf.* par exemple l'interprétation menchevique de F. Dan, *Les socialistes russes et la dictature du prolétariat*, p. 12 : « La revendication de la démocratie politique et spécialement de la république démocratique se retrouve comme un fil conducteur ininterrompu à travers toutes les déclarations de Marx et d'Engels sur la révolution socialiste et sur la dictature du prolétariat, celle-ci étant considérée comme une période de transition entre le renversement de la domination politique de la bourgeoisie capitaliste et l'établissement final d'une économie socialiste et d'une société sans classe ».

7. D. Guérin, *Les Lettres nouvelles*, décembre 1957, p. 763, énumère les différentes formules de pouvoir qu'il a retrouvées sous la plume de Lénine à propos de ce qui naîtra au lendemain de la Révolution : un « État transitoire » ; une « forme révolutionnaire et passagère de l'État » ; un « État à la fois démocratique et dictatorial » ; un « État non politique » ; un « État

Il n'est donc pas étonnant que les Bolcheviks aient tenu à préciser très vite, sur la base de leurs premières expériences d'État, ce qu'ils entendaient par dictature du prolétariat : le texte le plus travaillé à cet égard est probablement celui constitué par les « Thèses du Camarade Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne ». Ces thèses furent présentées au 1er Congrès de l'I.C. et publiées dans le n° 1 de *L'Internationale Communiste* en mai 1919[1].

Considérant que « la condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre des arguments philosophico-politiques pour la défense de la domination des exploiteurs »[2], Lénine redonne d'abord à la question de la dictature sa véritable dimension, c'est-à-dire la replace dans le contexte de la lutte des classes : il ne s'agit pas de « démocratie en général », ni de « dictature en général » mais de démocratie bourgeoise et de dictature prolétarienne[3]. A cette affirmation liminaire, Lénine apporte la garantie de l'histoire : « L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination... sans passer par une période de dictature ». Cette histoire « qui enseigne », c'est évidemment avant tout celle de la Révolution française et de la Commune[4].

Traitant alors de deux attributs traditionnellement considérés comme appartenant à la démocratie, à savoir la liberté de réunion et la liberté de presse, Lénine montre en quoi ces « libertés » sont, aux mains de la bourgeoisie exploiteuse, des mensonges pour le peuple. Au surplus, dans la conjoncture présente de la guerre et de l'exacerbation de la lutte des classes à l'échelle mondiale, la démocratie bourgeoise se fait de plus en plus terroriste et dictatoriale à l'égard des opprimés, comme le montre l'expérience de la République allemande où a surtout régné « la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat »[5].

Or, — et c'est, selon Lénine, la leçon décisive qui se dégage des cinq dernières années — « il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat ». C'est pourquoi, dès lors qu'il choisit résolument le second terme de l'alternative, il ne reste plus au leader bolchevik qu'à le définir : dans ses buts, dans son contenu, dans ses formes[6].

Mais c'est à ce point que le texte de Lénine doit surtout retenir l'attention. La dénonciation générale du caractère illusoire que présentait pour le peuple l'exercice des libertés en démocratie bourgeoise ne donnait pas en effet lieu à discussion, la pensée socialiste dans ses diverses nuances l'ayant toujours faite sienne. Par contre, la dictature du prolétariat soulevait à l'Occident, on l'a déjà souligné[7], de sincères perplexités. Aussi faut-il pousser ici l'étude de la conception bolchevique.

---

prolétarien ou demi-État » ; « quelque chose qui n'est pas à proprement parler l'État » ; un « État en voie de dépérissement » ; une « dictature du prolétariat » ; une « dictature provisoire de la classe opprimée ».

1. *L'Internationale Communiste*, n° 1, mai 1919, p. 97. Le même texte se trouve dans le recueil édité à Petrograd en 1920 et groupant des documents du 1er Congrès de l'I.C. : *La IIIe Internationale Communiste*, p. 30.
2. Point 1 des *Thèses du Camarade Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne*.
3. Point 2.
4. Points 3, 4, 5 et 6.
5. Points 9, 10, 11.
6. Points 14 à 21.
7. *Cf.* 1re partie, III, 5.

***

Point de départ : la dictature du prolétariat ne prend son sens que dans une analyse de la disposition des classes en lutte, car « les classes se sont conservées ; mais chacune d'elles a changé d'aspect pendant la dictature du prolétariat, les relations mutuelles des classes entre elles se sont également modifiées »[1].

Dictature, donc, mais sur quelle classe et de quelle classe ? « La dictature est le pouvoir d'*une* classe prenant en main l'appareil tout entier de la nouvelle forme de l'État *vainquant* la bourgoisie et *neutralisant* toute la petite bourgeoisie, la classe rurale, la masse amorphe des habitants et les intellectuels »[2].

Dictature sur la bourgeoisie : il faut entendre ceci dans son sens le plus rigoureux. La dictature sur la bourgeoisie, les Bolcheviks l'ont en effet exercée ou laissé exercer[3] de telle façon que, de 1917 à 1920, la bourgeoisie fût éliminée non seulement comme classe mais comme collection d'individus : les misères de la guerre civile étaient trop épouvantablement dures aux pauvres pour que des réactions humanitaires puissent atténuer les mesures féroces que dictaient la haine accumulée à l'égard des riches et la mystique prolétarienne. Karl Kautsky n'avait donc pas tort sur la matérialité des faits quand il déplorait que la dictature du prolétariat n'ait pas seulement écrasé les capitalistes et les propriétaires fonciers, mais « quiconque était considéré comme un ' bourgeois '. Or la bourgeoisie est une couche sociale, ce n'est pas une catégorie économique »[4]. Il est vrai

1. Lénine, « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », *L'Internationale Communiste*, n° 6, p. 926 (octobre 1919).

2. Lénine, « Les problèmes posés devant la IIIe Internationale », discours du 14 juillet 1919, *L'Internationale Communiste*, n° 4, août 1919, p. 485.

3. Ce qui complique encore (sur le plan de la méthode) l'analyse du bolchevisme, théorie et pratique, c'est qu'il n'est pas toujours possible de discerner dans « la pratique » ce dont les dirigeants bolcheviks sont effectivement comptables et ce dont ils ne sont que très indirectement responsables. Il faut comprendre en effet que dans le chaos énorme de l'énorme Russie révolutionnaire à l'époque du communisme de guerre, les dirigeants bolcheviks ne pouvaient agir qu'en certains domaines essentiels mais que sur de très nombreux points ils ne pouvaient rien ou « énormément peu » devant des forces déchaînées.

4. K. Kautsky, *Le bolchevisme dans l'impasse*, 1930, p. 76. Kautsky avait d'abord précisé : « En ce qui concerne les 'bourgeois ', on ne s'est pas contenté de leur ôter la disposition de leurs moyens de production et de les priver de tout luxe, ce qui, après tout, fait rationnellement et sans rigueur excessive, eût pu prendre un sens révolutionnaire. On ne s'est pas non plus contenté, en outre, de leur retirer ou de détruire tous les moyens de culture, livres, instruments de musique, objets d'art. Très souvent ils ont été dépouillés même du nécessaire, quand on ne les assommait pas tout bonnement » (p. 75). Déjà, dans *Terrorisme et Communisme* écrit onze ans plus tôt (1918-1919), Kautsky avait protesté contre cet illogisme (d'après lui, contraire à l'esprit du marxisme) qui faisait que « dans la République des Soviets, les bourgeois sont les seuls en Russie qui soient obligés de travailler tout en restant privés de droits comme non-travailleurs ». Transformer les bourgeois en une espèce particulière, marqués de signes distinctifs ineffaçables, contraints à travailler sans pouvoir choisir leur travail, réduits, quel que soit ce travail auquel ils sont astreints, au quart de ration du soldat et du prolétaire d'origine, « ce système ne conserve aucune trace de la tendance d'élever le prolétariat à un niveau supérieur, ' d'élaborer une forme de vie supérieure ' et nouvelle ; il n'est pénétré que de la soif de vengeance sous la forme la plus primitive, qui trouve son bonheur à fouler aux pieds ceux qui avaient été jusque-là plus favorisés par le sort, mieux habillés, mieux logés, mieux instruits ». Or, du fait que « nulle part on ne peut tracer une ligne de démarcation bien nette entre la bourgeoisie et le travailleur », Kautsky tirait la conclusion générale : « cette démarcation contient toujours quelque chose d'artificiel qui rend l'idée soviétiste très apte à fonder un pouvoir arbitraire et dictatorial, mais très inapte à construire un système d'État net et systématiquement conçu » (p. 182-183).

qu'il fût alors tenu à crime d'être simplement « bourgeois » et que ce fût un crime à la fois sans prescription et héréditaire. Mais comment la révolution russe aurait-elle songé à établir une définition sociologique de la bougeoisie dont Kautsky protestait lui-même que «la notion était vague» ?

Dictature de quelle classe ? Plus tard assurément se posera la question des modifications de structure interne intervenues dans la classe prolétarienne russe par rapport à ce qu'elle était sous le régime capitaliste et du fait d'avoir donné naissance aux couches dirigeantes du socialisme. Mais de 1917 à 1920, la dictature du prolétariat en Russie se traduisit sans conteste par le fait que la classe au pouvoir fut issue du prolétariat russe : c'est lui qui indubitablement a formé les cadres de la guerre civile[1].

Enfin, et la précision est essentielle, Lénine assigne comme but à la dictature du prolétariat vue sous l'angle de la dictature d'une classe sur une autre, la disparition de la lutte des classes elle-même par la disparition des classes : « Ayant pris le pouvoir d'État, et soutenu par le demi-prolétariat, le prolétariat, au moyen de ce pouvoir, *continue* la lutte de classes pour la mener jusqu'à la *destruction* des classes »[2]. Ainsi la dictature du prolétariat est une dictature provisoire[3].



Cette démarche primordiale accomplie — replacer la dictature du prolétariat dans ses rapports avec la lutte des classes : comme ce moment de la lutte des classes, où le prolétariat vainqueur doit écraser définitivement la bourgeoisie —, Lénine et les Bolcheviks se prononcent sur une seconde détermination : la dictature du prolétariat doit prendre et prend en Russie la forme d'un État de type nouveau, l'État prolétarien, centralisé, discipliné, hiérarchisé et muni des attributs de tout État : police, armée, etc.

La chose n'allait pas de soi pour le mouvement ouvrier tout entier. Les Libertaires ont, au cours du XIX^e^ siècle, attendu — selon la formule de D. Guérin — « de la révolution prolétarienne l'abolition totale et défi-

1. Dire que la dictature du prolétariat est dictature sur la bourgeoisie et dictature de la classe prolétarienne est une première formule, et essentielle, mais qui ne pose pas seulement la question de la définition exacte de ces deux groupes adverses. Une telle formule ne répond pas en effet au problème le plus délicat : car la société n'est pas faite de deux seules classes antagonistes. Qu'en est-il des classes intermédiaires, paysannerie, intellectuels, techniciens, dont l'appartenance aux masses populaires est indiscutable et dont la coopération est indispensable pour la construction de tout régime économique ? Ce problème des alliances du prolétariat avant et après la Révolution est un problème-clé à la fois pour le marxisme, le bolchevisme et le mouvement ouvrier occidental. En traitant de l'ultra-gauche (I^re^ partie, III, 5), on a déjà vu à quel point des solutions différentes de ce problème impliquent des perspectives stratégiques différentes. On verra dans ce présent chapitre comment les Mencheviks font de la solution bolchevique en la matière la raison essentielle de la terrorisation du système soviétique pendant la guerre civile. A vrai dire, la « solution bolchevique » est particulièrement difficile à définir, ayant naturellement évolué en fonction des circonstances et des réactions des éventuels alliés.

2. Lénine, *Les problèmes posés devant la III^e^ Internationale*, p. 485. En quoi Lénine ne fait que reprendre Marx : « cette dictature ' du prolétariat ' n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classe » (Lettre de Marx à Weydemayer du 5 mars 1852, cité par Lénine dans *L'État et la Révolution*).

3. *Cf.* Lénine, *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, p. 926 : « Les classes se sont conservées et se conserveront pendant l'époque de la dictature prolétarienne. La dictature ne sera plus utile quand les classes disparaîtront. Elles ne disparaîtront pas sans la dictature du prolétariat ».

nitive de la contrainte étatique. Au vieil État oppresseur, ils voudraient substituer la libre fédération des communes associées, la démocratie directe de bas en haut »[1]. Pourquoi ? Un texte de Bakounine est particulièrement explicite, que toute une école de pensée socialiste tient aujourd'hui pour prophétique : « Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels ou fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science et une immense majorité ignorante. Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse, et pour les contenir, le gouvernement de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse »[2].

« Le gouvernement de M. Marx » : à l'opposé de Bakounine, Marx s'était en effet prononcé pour la conquête et la destruction de l'État bourgeois, auquel devrait se substituer — du moins pour un temps — un État prolétarien[3].

Quelle qu'ait été l'évolution — ou l'enrichissement — de la pensée de Marx après l'expérience de la Commune, Lénine, lui, a toujours interprété les idées de son Maître sur l'État dans une perspective centraliste[4]. Dans *L'État et la Révolution* qui est cependant l'ouvrage de Lénine où le chef bolchevik a, semble-t-il (car c'est un ouvrage particulièrement désordonné et dont la ligne générale se dégage difficilement)[5], traité avec une singulière insistance de l'aspect démocratique du socialisme (« Développer la démocratie *jusqu'au bout*, rechercher les *formes* de ce développement,

1. D. Guérin, « Révolution par en bas », *Tribune marxiste*, n° 2 (février 1958), p. 12.

2. Bakounine, article de *L'Égalité* du 26 juin 1869 reproduit dans les *Œuvres* (Éd. Stock), IV, p. 344.

3. *Cf.* M. Collinet, *La tragédie du marxisme*, chap. viii, Le pouvoir révolutionnaire. M. Collinet analyse la position de Marx de la manière suivante : que l'État soit décrit comme un organe politique de la classe dirigeante ou comme un corps parasitaire, deux attitudes révolutionnaires demeurent en tous cas possibles devant lui : sa destruction ou sa conquête. Pour sa destruction, se prononça l'école anarchiste de Proudhon et de Bakounine. Pour sa conquête, les révolutionnaires de souche jacobine, c'est-à-dire les démocrates d'inspiration robespierriste (Ledru-Rollin, Louis Blanc) et les blanquistes d'inspiration hébertiste et babouviste. Marx, lui, se prononce à la fois pour la conquête de l'État bourgeois et pour la destruction de tout État par sa théorie dialectique de « l'État dépérissant » : « Le but final fixé à la révolution par Marx... était la création d'une société socialiste, mais ce but supposait comme *condition préalable* l'établissement d'un État » (p. 145). Certes, sur le caractère de cet État prolétarien transitoire, Marx a pu varier : il envisage au départ un État prolétarien démocratique (« La première étape de la révolution ouvrière, lit-on dans le *Manifeste*, c'est la constitution du prolétariat en classe régnante, la conquête du régime démocratique ») ; après la révolution de 1848, Marx songe plutôt à un État prolétarien dictatorial, comme on en trouve la formule dans *La lutte des classes en France*. Démocratique ou doctrinal, l'État prolétarien, dans la pensée de Marx, est « un pouvoir centralisé, capable de briser les autonomies locales » (p. 141). Ceci, du moins, jusqu'à la Commune : « En approuvant la Commune, estime Collinet, Marx abandonnait ce point de vue jacobin et se ralliait à la thèse proudhonienne et bakouniniste pour qui la condition préalable au socialisme est la destruction de tout appareil d'État centralisé, distinct de la société » (p. 145). A vrai dire, cette dernière affirmation est contestable : même dans *La guerre civile en France*, Marx reste centraliste. Encore que Lénine lui-même convienne que, dans son analyse de la Commune, Marx a voulu montrer que « l'État (la force spéciale destinée à réprimer une classe déterminée) se transforme en quelque chose qui n'est plus proprement un État » (*L'État et la Révolution*, Éd. en langues étrangères, Moscou, 1946, p. 55).

4. Les principaux textes de Lénine sur l'État sont : *L'État et la Révolution*, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *La maladie infantile du communisme*.

5. Il faut se souvenir ici des conditions matérielles dans lesquelles Lénine a travaillé : en septembre 1917 et en Finlande où il s'était réfugié après les journées de Juillet. Mais plus encore des conditions politiques : Lénine écrit *avant* l'insurrection, en un moment où il faut faire appel à l'initiative la plus large des forces révolutionnaires dispersées dans les soviets pour les jeter contre le gouvernement provisoire *central*. Mais il songe déjà à ce qui viendra *après* l'insurrection quand il faudra substituer au gouvernement provisoire abattu un nouveau gouvernement révolutionnaire, lui aussi centralisé.

les mettre à l'épreuve de la *pratique*, etc. c'est là une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale »)[1], Lénine a violemment protesté contre ce qu'il y avait de « monstrueux [à] confondre les vues de Marx sur la ' suppression du pouvoir d'État parasite ' avec le fédéralisme de Proudhon »[2]. Et Lénine ajoute plus loin pour couper court à toute équivoque : « Marx est en désaccord et avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). C'est des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme que découlent les principes du fédéralisme. Marx est centraliste »[3].

Lénine s'en tient donc aux deux aspects complémentaires de la dialectique marxiste pour ce qui concerne les devoirs du prolétariat révolutionnaire au moment de la conquête du pouvoir : briser l'État bourgeois et y substituer un État prolétarien qui doit être conçu comme immédiatement dépérissant au cours d'une étape transitoire — correspondant à celle de la dictature du prolétariat —, dans la perspective, une fois les classes disparues, non seulement de la société sans classe mais sans État et par conséquent sans démocratie. C'est ce qu'on retrouve dans *La plate-forme de l'Internationale communiste* au 1er Congrès de la IIIe Internationale : « La conquête du pouvoir gouvernemental... doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatique hostile » dont les différents éléments sont alors énumérés : l'armée, la justice, l'administration et le parlement. Quant à la construction de l'appareil d'État prolétarien, nul ne s'étonnera que dans le contexte de la guerre européenne d'abord, de la guerre civile ensuite, elle ait commencé par l'armée. Dans son *Rapport au 1er Congrès de l'Internationale communiste,* Trotski fait l'analyse des deux stades par où il a fallu passer : au premier stade où il s'agissait de briser l'armée de la bourgeoisie, « nous avons commencé par désarmer la bourgeoisie et nous avons armé les ouvriers... Nous avons créé notre militarisme socialiste »[4]. C'est ainsi qu'a été formée la « Garde rouge ». Qui en étaient les soldats ? « Des groupes improvisés au hasard d'ouvriers révolutionnaires qui, emportés par leur élan, ont propagé la révolution prolétarienne de Petrograd et de Moscou par toute la Russie ». Mais ces formations spontanées ne pouvaient tenir qu'une période : « Cette période a duré jusqu'à la première rencontre de cette Garde rouge avec les armées régulières allemandes. Le résultat en démontra clairement que ces divisions improvisées, suffisantes pour tenir tête à la contre-révolution russe, étaient

1. Lénine, *op. cit.*, p. 99. Cet accent mis sur la démocratie correspond peut-être à la volonté d'utiliser « des tendances bakouninistes alors réelles parmi les masses populaires » (M. Collinet, *op. cit.*, p. 161), mais surtout est un reflet d'un moment particulier, caractérisé par la tactique de la dualité des pouvoirs : contre le gouvernement légal, il fallait faire jaillir, par une pratique largement démocratique, toute l'énergie contenue dans les soviets. Au surplus, la courte période suivante — quelques semaines, sinon quelques mois — où, après la prise du pouvoir, il s'agissait de démolir l'État bourgeois, devait être aussi nécessairement une période d'anarchie (au sens littéral du terme) : l'État bourgeois est en train de se démanteler ; l'État populaire n'est pas encore construit. C'est d'ailleurs dans cette courte période que des illusions (théoriques et pratiques) naquirent à la fois dans le mouvement anarchiste (russe et international) et dans une fraction du Parti bolchevik connue sous le nom de « communisme de gauche ». Illusions suscitées par l'interprétation hâtive de mesures et d'un style particulièrement « transitoires ».

2. Lénine, *op. cit.*, p. 68.

3. *Ibid.*

4. Trotski, « Rapport au 1er Congrès de l'I.C. », *L'Internationale Communiste*, n° 3, juillet 1919, p. 403-404.

complètement impuissantes en face d'une armée disciplinée ». Alors, en un second stade, où il ne s'agissait plus de briser l'armée de la bourgeoisie, mais de donner une armée à l'État prolétarien, il fallut substituer à la « milice nationale » l'armée régulière prolétarienne : « Notre programme, explique Trotski, promettait une ' milice nationale ' mais il devenait impossible de faire face à cette exigence de la démocratie politique dans un pays où le pouvoir était représenté par la dictature du prolétariat... Du moment que le gouvernement est prolétarien, l'armée doit également être prolétarienne par sa composition ». Et par conséquent, « nous sommes partis de ce principe pour passer des volontaires et de la Garde Rouge à une armée régulière basée sur le service militaire obligatoire ; nous n'y enrôlons par exemple que les prolétaires et les paysans n'exploitant pas le travail d'autrui ».

* * *

Que la dictature du prolétariat — comme « moment » de la lutte des classes — s'exerce, après la destruction de l'État bourgeois, par le moyen d'un État prolétarien centralisé, voilà qui constitue, dans la ligne considérée comme la ligne dominante de Marx[1], une option décisive : mais une option qui n'implique pas encore la forme précise que revêtira cet État.

Sera-ce d'abord un État parlementaire ? La réponse (théorique et pratique) donnée par les Bolcheviks est à l'époque — de 1917 à 1920 — sans aucune ambiguïté. Ils distinguent dans ce domaine deux problèmes radicalement distincts : d'une part l'exploitation du régime parlementaire — dans les États bourgeois — par les mouvements et partis socialistes (avant la conquête du pouvoir), et d'autre part l'adoption d'un système parlementaire dans un État prolétarien. Quant à la première question, elle n'a pas ici sa place. Quant à la seconde, les Bolcheviks sont formels : G. Zinoviev, le 14 mai 1920, dans l'article où il annonce la convocation du 2e Congrès de l'I.C., répète encore : « Nous ne discutons pas la question de savoir si le prolétariat vainqueur de la bourgeoisie doit conserver le système parlementaire. Nous savons trop bien que le parlementarisme est le régime des États bourgeois. Ce sont les soviets et non les parlements démocratiques qui exercent la dictature du prolétariat. La démocratie parlementaire du monde entier a toujours été et reste la forme de la dictature bourgeoise »[2]. Et que la dissolution de l'Assemblée consti-

---

1. Si l'on en croit cette analyse effectivement séduisante de D. Guérin : « Dans le bolchevisme, on retrouve en effet des séquelles de jacobinisme plus accentuées que dans le marxisme originel. Mais je crois que le marxisme lui-même n'a jamais complètement surmonté une contradiction analogue. Il y a en lui une tournure d'esprit libertaire et il y a en lui une tournure d'esprit jacobine ou autoritaire ». Guérin précise que « par esprit jacobin, je crois qu'il faut entendre la tradition de la révolution bourgeoise, de la ' dictature ' par en haut de 1793, quelque peu idéalisée et insuffisamment différenciée de la ' dictature ' par en bas. Et, par extension, il faut entendre aussi la tradition du conspiratisme babouviste et blanquiste, qui emprunte à la révolution bourgeoise ses techniques dictatoriales et minoritaires pour les mettre au service d'une nouvelle révolution » (D. Guérin, « Batailles autour de notre mère », *Temps Modernes*, avril 1957, p. 1541-1543).

2. G. Zinoviev, « Le 2e Congrès de l'Internationale communiste et ses buts », *L'I.C.*, n° 11, p. 1779. Mais Trotski précise dans *Défense du Terrorisme* (mai-juin 1920) — Édition française de *La Nouvelle Revue Critique*, 1936, p. 63 — le caractère circonstanciel de la liquidation immédiate de tout parlementarisme après la Révolution d'Octobre : « Notre parti ne se refusait pas à conduire le prolétariat à la dictature en passant par la démocratie ; il se rendait

tuante, en janvier 1918, ait été exigée par sa composition[1] qui en aurait nécessairement fait le pôle politique de l'opposition au bolchevisme, certes. Mais s'il en avait été autrement, si l'Assemblée constituante avait été à majorité bolchevique, elle se serait alors révélée inutile et aurait aussi de ce fait disparu[2].

Non parlementaire, l'État prolétarien par lequel les Bolcheviks entendent que s'exerce la dictature du prolétariat n'est pas non plus syndicaliste.

En quel sens ? En ce sens que les syndicats ne constituent pas les cellules de base d'où émane le pouvoir gouvernemental. Pourquoi ? Pour cette raison essentielle que l'État, bien que chargé d'exercer la dictature du prolétariat, ne doit pas se comporter seulement comme l'État des ouvriers, mais comme l'État des ouvriers appuyés sur les paysans pauvres. Or les syndicats, eux, ne groupent que les travailleurs des villes.

Est-ce à dire que les syndicats, à l'instar de l'institution parlementaire, n'ont pas leur place dans le système d'État adopté par les Bolcheviks ? Non, et il suffit pour s'en convaincre de lire Lénine : « Sans la plus étroite liaison avec les syndicats, sans leur appui énergique, sans leur travail tout d'abnégation non seulement dans la construction économique mais aussi dans l'organisation militaire, il est évident que nous n'aurions pas pu gouverner le pays et réaliser la dictature, je ne dis pas pendant deux ans mais même pendant deux mois ». Il est vrai que Lénine ajoute plus loin : « Nous reconnaissons que la liaison avec les ' masses ', par les syndicats, est insuffisante »[3]. C'est que les circonstances historiques dans lesquelles s'est développée la lutte révolutionnaire en Russie ont contribué à ce que le mouvement syndical n'y joue pas un rôle comparable à celui qu'il a joué et jouera en Europe occidentale. Jusqu'en 1917, le retard du développement industriel russe d'une part, l'illégalité d'autre part dans laquelle le régime autocratique confinait les deux organisations ouvrières n'étaient pas de nature à favoriser la prolifération d'activités de type syndical : ainsi s'explique que le parti social-démocrate, dont l'activité politique ne concernait pas seulement les couches prolétariennes de la population et qui s'accommodait plus aisément de la clandestinité, ait joui

---

un compte exact des avantages offerts à la propagande et à l'action politique par une semblable transition « légalisée » à l'ordre nouveau. De là notre tentative de convoquer l'Assemblée constituante. Elle a échoué. Le paysan russe que la révolution venait d'éveiller à la vie politique se trouva en présence d'une demi-douzaine de partis dont chacun semblait se donner pour but de lui brouiller les idées. L'Assemblée constituante se mit en travers de la révolution et fut balayée ».

1. Sur la composition de l'Assemblée constituante, *cf.* N. V. Sviatitzki, « Le résultat des élections à l'Assemblée Constituante », *L'année de la révolution russe 1917-1918*, Moscou, 1918, Éd. Terre et Liberté. Cité par Lénine dans *L'Internationale Communiste*, n° 7-8, novembre-décembre 1919, p. 983-984. Sur 36 262 560 électeurs (pour 7 régions plus l'armée et la flotte), le parti bolchevik avait recueilli 9,02 millions de voix (soit 25 %) ; les « partis de la démocratie petite-bourgeoise » (mencheviks, S.R., etc.) avaient recueilli 22, 62 millions de voix (soit 62 %) ; enfin les « partis bourgeois » (Cadets, Nationalistes juifs, musulmans, etc.) avaient recueilli 4,62 millions (soit 13 %). Mais, faisait remarquer Lénine, à Petrograd et Moscou, sur 1 765 100 votants, les Bolcheviks avaient recueilli 837 000 voix (soit 40 %).

2. « Nous avions décidé à l'avance que si la majorité nous appartenait à l'Assemblée constituante, elle se dissoudrait elle-même en transmettant ses pouvoirs aux soviets », révèle Trotski dans son livre *Défense du Terrorisme* (mai-juin 1920), p. 64, à propos de la tactique bolchevique à l'égard de la Constituante au moment où celle-ci devait être convoquée par Kerenski.

3. Lénine, *La maladie infantile du communisme*, p. 716-717, *O.C.*, II, Éd. en langues étrangères, Moscou, 1947.

d'une antériorité dans le temps qui légitime et illustre la conception bolchevique de la supériorité à tous égards du parti sur les syndicats. Et comme en 1917, l'écroulement économique du pays — les salaires devaient être payés en nature et toutes les marchandises étaient rassemblées par réquisition — rendait du même coup sans objet toute agitation spécifiquement syndicale, ce n'est donc qu'après la révolution que les syndicats ont vraiment commencé à s'enraciner : mais à cette date, ils n'étaient déjà plus conçus comme des organisations revendicatives, ils étaient les maîtres locaux de l'économie et son instrument de transformation.

Les Bolcheviks n'en ont d'ailleurs pas terminé pour autant avec les problèmes posés par l'insertion des syndicats dans les mécanismes du nouvel État prolétarien. Dès janvier 1918, le 1er Congrès des syndicats russes avait à connaître des difficultés s'élevant dans les usines entre les syndicats et les conseils d'usines, lesquels se considéraient comme plus purement prolétariens et surtout moins bureaucratiques. Cependant, la guerre civile, en faisant des ouvriers de choc pour près de deux ans les cadres de l'Armée rouge, en ajournant pour le même temps les problèmes de la construction économique du socialisme, reportait à l'année 1920 la véritable discussion : une discussion dont le retentissement dans le mouvement ouvrier occidental sera considérable[1].

Non parlementaire et non syndicaliste, l'État prolétarien des Bolcheviks s'affirme par contre « soviétique ».

Les rapports des soviets avec la dictature du prolétariat impliquent deux problèmes distincts : celui de la conquête du pouvoir par la tactique de la dualité des pouvoirs ; celui de l'exercice du pouvoir par le système politique des soviets.

Parce que le mouvement ouvrier d'Europe savait par expérience ce qu'il fallait entendre quand on parlait d'user de la voie parlementaire pour la conquête du pouvoir, la conception bolchevique du « parlementarisme » lui était aisément assimilable, même s'il ne la partageait pas dans son entier. Par contre l'ignorance où l'on se trouvait à l'Occident de ce qu'étaient les soviets multipliait, comme on l'a vu[2], les interprétations erronées de ce phénomène : aussi faut-il s'arrêter non pas seulement au système politique que constituent les soviets après la prise du pouvoir, mais à la tactique qu'ils représentent avant l'insurrection.

G. Alexinski rappelle que c'est à la fin du XIXe siècle qu'apparaît pour la première fois ce terme de « soviets révolutionnaires » : il désigne les groupements « constitués par les présidents [illégaux] des associations [illégales] de ' pays ' formées dans les Universités de Moscou et de Petrograd »[3]. Mais c'est au cours de la révolution de 1905 que l'usage s'en répand dans le vocabulaire politique de la social-démocratie, sans que pour autant il y ait accord sur la signification réelle qu'il faille attacher, non au mot, mais à l'institution qu'il désigne[4].

---

1. *Cf.* IIIe partie, II, 2.
2. *Cf. supra*, Ire partie, III, 5.
3. G. ALEXINSKI, *La Russie révolutionnaire*, p. 80.
4. La notion politique de « soviet » est d'origine menchevique. C'est F. Dan qui, dans l'*Iskra*, préconisa le 18 juillet 1905 le boycott de la Douma et l'élection illégale de députés révolutionnaires, lesquels formeraient une Chambre d'où émanerait un Gouvernement révolutionnaire. Pendant et après la Révolution de 1905, Lénine entra en conflit avec les Mencheviks

Dès février 1917, les soviets se multipliaient beaucoup plus rapidement qu'en 1905 : regroupements spontanés des éléments révolutionnaires dans les usines, dans les quartiers urbains, dans les villages, dans les unités militaires, ils rassemblaient des socialistes de toutes tendances et surtout des trois grands partis : S.R., Mencheviks et Bolcheviks. Entre mars et novembre 1917, ils se comportaient à la fois 1° comme des organisations indépendantes d'action entraînant les masses ouvrières et paysannes ; 2° comme des organisations de front unique où les opinions s'affrontaient et où chaque tendance pouvait gagner à ses vues, soit sur une question limitée soit en général, les militants des autres formations révolutionnaires ou les sans-partis ; et 3° comme des organisations d'État — un second Pouvoir — introduisant dans l'appareil d'État bourgeois, à côté et contre le gouvernement provisoire appuyé sur l'administration traditionnelle, un ferment de désagrégation interne.

Mais cette affaire des soviets donne à mesurer combien la pensée léniniste se refuse à l'enlisement dans un quelconque schéma d'organisation — si original et si « payant » soit-il : alors que déjà le mot « soviet » s'était, de par le monde, emparé de l'imagination populaire et sonnait comme le sésame de la Révolution en marche, Lénine, lui, n'était nullement persuadé que les soviets fussent la voie royale par où la Russie accéderait à la dictature du prolétariat. Dans ses *Thèses d'avril*, il avait maintenu, à côté du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets », l'exigence qu'une Assemblée constituante fût convoquée. Un peu plus tard, en juillet, il retirait ce même mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » parce qu'il lui apparaissait, après la défaite subie ce mois-là, que les soviets étaient dominés pour une longue période par les Mencheviks et les Socialistes-Révolutionnaires[1].

Lénine et les Bolcheviks ne prenaient donc le réseau des soviets que pour un moyen, entre autres, de constituer un centre populaire d'organisation révolutionnaire dans la période précédant l'insurrection. Ils se refuseront d'ailleurs, quand — après l'expérience pourtant malheureuse du *Räte-System* en Allemagne et en Hongrie et du *Shop Stervards' Movement* en Angleterre — les « gauchistes » d'Europe occidentale les y pousseront,

d'une part, et Trotski de l'autre, sur la signification qu'il fallait attacher aux soviets (et particulièrement au soviet de Pétersbourg), simples organisations de combat des classes opprimées rassemblant des travailleurs d'appartenance socialiste diverse ou bien déjà cellules de base d'un nouveau pouvoir politique — futur gouvernement révolutionnaire. *Cf.* Lénine, *O.C.*, X, et Trotski, *Histoire du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg*. En 1916, en tout cas, Lénine et les Bolcheviks sont gagnés à l'idée que les soviets — tout en étant certes capables « d'entraîner dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires » — sont aussi les cellules initiales du futur Pouvoir prolétarien, puisqu'à cette date, le Parti bolchevik « prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate des soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour où la Révolution aurait commencé, l'heure étant venue de livrer combat pour le pouvoir » (Point 2 de la résolution du 2e Congrès de l'Internationale communiste : « Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers », *Statuts et résolutions de l'Internationale Communiste*, Paris, Bibliothèque Communiste, 1920, p. 67).

1. « Les soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution ; *pas* les soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons alors aussi partisans d'un État bâti sur le type du soviet, c'est certain. Il ne s'agit pas là de disserter sur les soviets en général, mais de combattre la contre-révolution *actuelle* et la trahison des soviets *actuels* » (*A propos des mots d'ordre*, Oeuvres, XXV, Éd. en langues étr., Moscou, 1957, p. 205).

à déclarer que l'organisation de soviets est la seule voie, « la voie naturelle, spontanée, dans laquelle se canalise l'effort d'organisation du prolétariat en vue d'assumer le pouvoir » : c'est tout l'enjeu de la polémique conduite par Lénine au 2e Congrès de l'Internationale communiste contre les contempteurs du syndicalisme et du parlementarisme en démocratie bourgeoise[1].

Il en va autrement pour ce qui concerne la forme soviétique de l'État, au stade suivant de la dictature prolétarienne : les soviets, en tant qu'organes de l'État russe — cellules de base sur lesquelles s'appuie le gouvernement révolutionnaire pour exercer la dictature prolétarienne — apparaissent désormais comme constituant le système politique original unique de la société socialiste, nettement distinct du parlementarisme qu'avait sécrété la société bourgeoise. Ainsi se vérifiait le bien-fondé de la prudence qu'avait montrée jadis Vandervelde quand, président de la IIe Internationale, il avait au Congrès de Stuttgart refusé de discuter au pied levé du système politique qu'adopterait le socialisme alors qu'on le pressait de reconnaître le rôle primordial que devraient y jouer les organisations syndicales[2].

Cette reconnaissance du « soviétisme », comme expression politique de la dictature prolétarienne, devait être solennellement proclamée au 1er Congrès de l'I.C. où Lénine dénonçait la double tentative de Kautsky et d'Hilferding d'échapper aux conclusions de l'expérience russe. Kautsky en déclarant dans sa brochure *La dictature du prolétariat* que si « l'organisation des soviets est un phénomène des plus importants de notre temps (elle permet d'acquérir une importance décisive dans les dernières grandes batailles entre le capital et le travail) », par contre « les Bolcheviks ont fait une faute en transformant les soviets, organisations de combat d'une classe, en organisations d'État anéantissant la démocratie ». Et Hilferding en accordant qu'il fallait assurément transformer les soviets en organisa-

---

1. Au 2e Congrès de l'I.C., les Bolcheviks précisent en effet : 1° que les communistes ne sauraient négliger l'expérience acquise du syndicalisme et du parlementarisme comme modes d'organisation des masses populaires en démocratie bourgeoise ; 2° que par ailleurs la voie soviétique, outre qu'elle n'est pas la seule, doit être utilisée *avec prudence*.

Tout l'effort des Bolcheviks vise à éclairer les conditions préalables nécessaires à la création des soviets. Bien loin d'y faire appel comme à une forme permanente d'organisation des masses (tel que par exemple le syndicalisme), les communistes ne doivent recourir à la formation de soviets que dans la période courte et exceptionnelle qui précède l'assaut décisif contre le Pouvoir bourgeois. Période marquée de trois signes :

— l'enthousiasme révolutionnaire des masses travailleuses ;

— l'acuité de la crise économique et politique qui fait vaciller le régime ;

— la ferme résolution, mûrie dans les rangs du Parti communiste, « d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir ».

Bref, « sans révolution, les soviets ne sont pas possibles ». A défaut donc de révolution, les communistes doivent se borner à « propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des soviets » ... sans procéder du tout à leur organisation. Aussi le 2e Congrès de l'I.C. condamne-t-il sans aucune circonstance atténuante « les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir » et qui « ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétiste. Ces soviets artificiels, ces ' fleurs de serre ' se transforment tout au plus en petites sociétés ; au pis aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population l'autorité des soviets » (« Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers ? », *op. cit.*, p. 67-71). C'est bien en effet ce que nous a révélé l'analyse de l'expérience française : *cf.* 1re partie, III, 5.

2. *Cf.* dans le compte-rendu du Congrès de Stuttgart l'intervention du Hollandais Troëlstra.

tions d'État, mais « à côté de l'Assemblée nationale », ce que Lénine commentait ainsi : « Cette tentative de concilier la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat est un reniement total du marxisme et d'une façon générale du socialisme, est un oubli de l'expérience des mencheviks et des S.R. russes qui du 6 mai 1917 au 25 octobre 1917 firent l'expérience de l'accouplement des soviets comme organisations d'État avec l'étatisme bourgeois »[1].

Quels sont donc aux yeux des Bolcheviks les avantages du soviétisme comme forme de l'appareil d'État ? C'est de réaliser à la fois la dictature la plus énergique et la démocratie la plus large : effectivement dans les semaines qui précédèrent et suivirent la prise du pouvoir par les Bolcheviks, les soviets déployèrent une activité politique considérable, correspondant à une véritable libération des énergies populaires — remplissant en quelque sorte une fonction créatrice. C'est alors que les grands thèmes de la démocratie soviétique, de l'abolition corrélative des anciens attributs de l'État bourgeois (police, armée, administration), de la destruction des privilèges nationaux, sociaux et économiques (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; partage des terres dont les paysans reçoivent l'usufruit ; égalité des salaires, etc.) s'incarnèrent en d'innombrables mesures pratiques dont les soviets locaux prirent l'initiative.

Certes, il faut préciser : ce dynamisme soviétique, l'enthousiasme populaire n'en était pas seul comptable. Le mérite en revenait pour une part au fait qu'il fut guidé, orienté, dirigé par ce que les Bolcheviks ont toujours — avant, pendant et après leur prise du pouvoir — estimé comme le garant invariablement nécessaire de toute leur entreprise, à quelque stade qu'elle se soit trouvée : leur Parti bolchevik. Jamais en effet les Bolcheviks n'ont pensé et donné à penser que la libre initiative et la spontanéité des masses suffiraient à l'épanouissement du socialisme. Jamais Lénine n'a nourri une quelconque mythologie prolétarienne selon laquelle un étrange « instinct » conférerait à des ouvriers que le régime autocratique a voulu illettrés la science infuse du pouvoir. Il va donc de soi que la dictature devait s'exercer « par le prolétariat organisé dans ses soviets *que dirige le parti communiste bolchevik* ». Parti qui d'ailleurs se formait lui-même à chaud, puisque de 23 600 membres en 1917, il passait à 115 000 en 1918, 251 000 en 1919 et 431 000 en 1920[2].

***

Que la dictature du prolétariat s'exerçât par le canal des soviets sous la direction du Parti bolchevik, voilà incontestablement quelle était la formule politique du système étatique qu'avait souhaité établir la Révolution d'Octobre. Or pouvait-on considérer en 1920 — quand les Bolche-

1. Lénine, *L'Internationale Communiste*, n° 1, mai 1919, p. 179-180. On lit encore dans la résolution du 2e Congrès de l'I.C. : « La propagande dirigée par les chefs Indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kautsky et d'autres, en vue de prouver la compatibilité du système des soviets avec l'Assemblée constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne... Les soviets signifient la dictature prolétarienne, et l'Assemblée constituante, celle de la bourgeoisie » (*op. cit.*, p. 70).

2. Ces chiffres ne sont qu'estimatifs. Bruhat, *Lénine*, p. 295, donne les suivants : 80 000 en avril 1917, 240 000 en juillet 1917, 270 000 en mars 1918, 612 000 en mars 1920.

viks proposaient au mouvement ouvrier international et singulièrement au mouvement français d'adopter leur expérience du soviétisme comme formule de la dictature du prolétariat —, que cette formule avait fait ses preuves, c'est-à-dire non seulement manifesté sa durabilité, son efficacité, mais sa supériorité : du seul point de vue qui préoccupât un socialiste en matière politique, c'est-à-dire du point de vue de la puissance de libération qu'elle avait apporté aux classes jadis opprimées ? Bertrand Russel, qui participa à la première délégation anglaise du printemps 1920, et dont le témoignage importe parce qu'il émane d'un observateur prodigieusement sagace, — son reportage, un reportage pourtant « de circonstance » et « d'actualité », demeure d'ailleurs, quarante années après sa publication, d'une lecture passionnante — donnait sur une question et cette même année-là, une réponse catégoriquement négative : « Une des choses, écrit-il dans son rapport, que nous espérions pouvoir étudier, c'était la question de savoir si le système des soviets est vraiment supérieur sous ce rapport au parlementarisme. Nous n'avons pu nous livrer à cette étude pour la simple raison que le système des soviets est moribond »[1].

Le système des soviets moribond ? Par quoi, selon l'observateur britannique, l'antérieur système soviétique de la dictature du prolétariat était-il donc, en 1920, en voie d'être remplacé, puisque dictature du prolétariat il y avait assurément ? La réponse est sans équivoque : par le système du parti unique, c'est-à-dire par la dictature directe du Parti communiste (bolchevik).

Cette conclusion, Russel l'appuie sur l'analyse des diverses méthodes par lesquelles les Bolcheviks ont fait en 1918-1919 triompher leurs candidats aux élections pour les soviets, élections qui, libres, n'assureraient pas de majorité aux communistes, ni dans les villes, ni dans les campagnes : vote à mains levées, retrait de toutes facilités d'expression aux candidats opposants — imprimerie, presse, salle de réunion ; retrait des mandats aux candidats opposants néanmoins élus : sous des motifs divers (ivrognerie, envoi au front, omission de compte-rendu aux électeurs, changement de politique de ces électeurs, etc.) Russel note encore comme indication significative l'écrasante prépondérance de la représentation des villes sur les paysans dans les soviets de Gouvernement, tandis que le Soviet panrusse, siégeant rarement, se dégradait en organe de ratification des décisions du Conseil des Commissaires du Peuple.

D'ailleurs, cette description de Russel, une étude statistique officielle sur l'évolution de la composition politique des soviets en Russie de 1917 à 1919[2] ne la contredit pas : alors que, par exemple, d'octobre 1917 à juillet 1918, sur 1 681 membres des soviets de province, 722 se déclaraient communistes (42,7 %), 103 sympathisants (6,1 %), 290 hors-parti (17,3 %) et que 566 déclaraient appartenir à d'autres partis que le parti bolchevik (soit 33,7 %), par contre de juillet 1918 à janvier 1919, sur 1 447 membres des Soviets de provinces, 957 se déclaraient communistes (66,1 %), 353 sympathisants (24,4 %), 90 hors-partis (6,2 %), et 47 seulement déclaraient

---

1. B. RUSSEL, *La pratique et la théorie du bolchevisme*, p. 81.
2. « L'évolution de la composition politique des soviets en Russie de 1917 à 1919 », *Bulletin d'information du Bureau de la III^e Internationale*, Petrograd, n° 4-5, avril 1920 (en français).

appartenir à d'autres partis que le parti bolchevik (soit 3,3 %). Ce dernier pourcentage tombait enfin pour la période janvier-octobre 1919 à 1,2 %.

A suivre ainsi Russel, par quel mécanisme la dictature du prolétariat serait-elle passée d'une dictature de forme soviétique à une dictature de parti ? Ou plutôt comment les soviets auraient-ils été amenés à entrer en conflit, puis à s'incliner, enfin à s'effacer devant l'autorité du Parti bolchevik : la chose serait sortie de la situation politique et surtout militaire de la Russie entre 1918 et 1920.

Dans une Russie révolutionnaire où, de décembre 1917 à mars 1918, a plané la menace mortelle de l'invasion allemande ; où, à partir de juillet 1918, le blocus allié se révéla dramatiquement efficace ; où, après la capitulation allemande de novembre 1918, les territoires recouvrés furent reperdus ; où une guerre civile d'une extrême mobilité ne pouvait que décupler les ravages d'une catastrophe économique en soi déjà exceptionnelle, tous les cadres, les cadres de l'État ancien comme de l'État nouveau, s'écroulèrent, et avec eux les soviets. La seule armature qui subsista, ce fut celle du Parti bolchevik dont l'organisation militaire répondait aux seules exigences de l'heure : des exigences militaires.

A vrai dire, quoi qu'on pense d'une éventuelle transformation interne de la première formule soviétique de la dictature du prolétariat, quelle que soit l'explication qu'on fournit de son mécanisme d'évolution, il apparaît indiscutable que la guerre étrangère puis la guerre civile, contraires par essence, comme toute guerre, à l'initiative démocratique des masses, servirent de cadre à la mise en place d'un système où les Bolcheviks mettaient l'accent sur les nécessités de la discipline et de la contrainte : un système qui se réclamait ouvertement de la tradition terroriste des Jacobins français.

Cette mise en place se traduisait en effet d'abord, sur le plan de la structure politique gouvernementale, par le passage d'un gouvernement de coalition socialiste à un gouvernement bolchevik homogène : sur l'initiative des Socialistes-Révolutionnaires de gauche eux-mêmes, avec qui les Bolcheviks s'étaient finalement associés pour former le gouvernement révolutionnaire au début de décembre 1917, la participation au gouvernement des représentants d'un parti autre que le Parti communiste disparut après la signature du traité de Brest-Litovsk[1].

Quant au plan des organes de gouvernement, les deux créations révélatrices, les deux seules créations sérieuses furent, dans l'hiver 1917-1918, l'Armée rouge et la Tcheka[2].

Dès le 4 décembre 1917, le Comité Militaire Rouge était appelé à discuter un plan de vigilance révolutionnaire établi par Dzerjinski. Première mesure concrète : le 7 décembre, des tribunaux révolutionnaires étaient institués, mais qui n'avaient pas le droit de prononcer de peines capitales. Quatre jours plus tard, le 11 décembre, le Conseil des Commissaires du Peuple, dénonçant le Parti cadet comme une organisation de conspirateurs contre-révolutionnaires, décidait l'arrestation de ses chefs

---

1. *Cf.* Ire partie, II, 1. *Cf.* pour une étude détaillée, L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition* (trad. française, Paris, 1957), chap. v et chap. vii.

2. *Cf.* M. Fainsod, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*, chap. v, « La dictature du parti en théorie et en pratique » et chap. xiii, « La Terreur comme système de gouvernement ».

afin de les traduire devant l'un de ces tribunaux révolutionnaires récemment créés. Huit jours encore et le 19 décembre, le Sovnarkom approuvait un décret portant création de la Tcheka — « Commission extraordinaire panrusse pour combattre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation »[1]. Aux termes de ce décret, la Tcheka n'avait que des pouvoirs d'investigation et les seules mesures punitives qu'elle était habilitée à prendre étaient la confiscation des biens et celle des cartes d'alimentation. Cependant, par une note du 22 janvier 1918, la Tcheka précisait ses objectifs en ordonnant à tous les soviets locaux de « rechercher, arrêter et fusiller... 1° les agents ennemis et les espions ; 2° les agitateurs contre-révolutionnaires ; 3° les spéculateurs ; 4° les organisateurs de révolte... contre le gouvernement soviétique ; 5° ceux qui vont sur le Don pour se joindre aux... bandes de Kalédine-Kornilov... ; 6° les acheteurs et vendeurs d'armes destinées à la bourgeoisie contre-révolutionnaire... »[2]. D'ailleurs, le 16 juin 1918, trois mois avant la véritable « Terreur rouge » — dont l'ouverture fut provoquée le 30 août par l'attentat de la militante socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan contre Lénine —, les Tribunaux extraordinaires obtenaient le droit d'appliquer la peine de mort.

Cette terrorisation du régime bolchevik — et que la terreur rouge réponde évidemment au terrorisme blanc ne change rien au fait que le système d'État soviétique implique à ce moment-là une intégration du terrorisme dans le mécanisme du gouvernement — constitue un phénomène de grande ampleur, un phénomène dont les chroniques romanesques de ce temps donnent une très juste idée, bien qu'à des points de vue différents : depuis *Le Don Paisible* de Cholokhov, *Un Été extraordinaire* de Fédine, *Le Chemin des Tourments* de Tolstoï, jusqu'au *Docteur Jivago* de Pasternak.

Pourtant, à plusieurs reprises, les Bolcheviks tentèrent, pour ce qui les concerne, de limiter les excès et les abus de la répression. Le 8 novembre 1918, le Congrès des soviets appelle au respect de la légalité, sauf dans les cas où l'exige la guerre civile. Le 17 février 1919, les Tribunaux révolutionnaires sont réorganisés : le droit de la Tcheka à décider de punitions administratives directes — c'est-à-dire de l'internement des suspects dans des « camps de rééducation par le travail » — est limité aux cas de rébellion armée. Le 25 avril 1919, ordre est même donné de libérer les prisonniers politiques considérés comme non dangereux.

Mais c'était une entreprise impossible que de faire appel, dans un temps où les forces en présence n'avaient pas la même conception de la légalité, au respect d'une légalité unilatéralement fondée.

Cependant, accumuler les faits et les dates qui témoignent de l'instauration progressive de la terreur comme moyen de gouvernement, ce n'est pas suffisant pour en découvrir la signification, c'est-à-dire pour discerner quel rôle les Bolcheviks lui assignaient dans le processus d'édification du nouvel État socialiste. En fait, les interprétations sont multiples.

1. La Tcheka prit le 1er mars 1922 le nom de G.P.Ou (« Direction politique unifiée d'État ») et le 10 juillet 1934 se transforma en N.K.V.D. (Commissariat du Peuple à l'Intérieur).

2. Cité par M. FAINSOD, *op. cit.*, p. 326, avec la référence : *Pravda*, n° 33 (259), 10/23 février 1918, p. 1.

Rédigeant en juin 1919 la préface d'un ouvrage qu'il avait commencé dans l'été 1918 et que la révolution du 9 novembre en Allemagne devait un temps interrompre, *Terrorisme et Communisme*, K. Kautsky proposait un premier système explicatif.

« C'est une conception largement répandue de considérer la terreur comme faisant partie intégrante des révolutions : celui qui veut l'une devrait se résigner à accepter l'autre »[1], telle était l'idée dont partait le théoricien allemand. Se résigner : pas seulement. Les révolutionnaires français de 1793 ne s'étaient pas bornés à présenter la terreur comme un régime d'exception répondant à une situation provisoire : ils avaient « éprouvé le besoin d'opposer à la condamnation une glorification » et de faire de la terreur le moyen indispensable de libération des classes asservies.

Or, Marx et Engels, maîtres à penser des Bolcheviks comme de tous les sociaux-démocrates russes et européens, en étaient-ils d'accord ? Certes en 1848, « Marx lui-même ne comptait que sur la force victorieuse de la terreur révolutionnaire, tout en critiquant déjà les traditions de 1793 »[2]. Et Kautsky de citer cette phrase de Marx, extraite de la *Neue Rheinische Zeitung* du 7 novembre 1848 : « Il n'existe qu'un *moyen* d'abréger, de simplifier et de concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les sanglantes douleurs d'enfantement de la société nouvelle, — ce moyen unique, c'est la *terreur révolutionnaire* ». Et encore, dans le même journal, le 13 janvier 1849 : « Pour la première fois depuis 1793, une nation [la Hongrie] ose opposer la passion révolutionnaire à la lâche fureur contre-révolutionnaire, la terreur rouge à la terreur blanche ». Mais vingt ans plus tard, en 1871, Marx notait — non comme une simple source de satisfaction éthique mais comme un phénomène sociologique et politique de première grandeur — : « Du 18 mars à l'entrée des troupes de Versailles à Paris, la révolution prolétarienne resta [si] exempte des actes de violence qui abondent dans les révolutions, et bien plus encore dans les contre-révolutions des ' classes supérieures ' »[3]. Réflexion qu'on retrouve dans une lettre antérieure d'Engels à Marx (du 4 septembre 1870) : « La terreur, c'est pour la plupart des *atrocités inutiles*, commises pour se rassurer, par des gens qui ont peur eux-mêmes. Je suis convaincu que la responsabilité de la terreur de 1793 incombe exclusivement aux gens par trop apeurés, aux bourgeois feignant d'être patriotes, aux petits boutiquiers et à la populace qui trouvait son intérêt dans la terreur »[4].

Il y avait donc eu évolution dans la position de Marx, une évolution que Kautsky considère comme capitale : « Nous trouvons ici [en 1871] une répudiation catégorique de la terreur, considérée comme une caractéristique des révolutions des classes ' supérieures ' par opposition à la révolution prolétarienne... Celui qui prétend se rapporter à Marx dans la question de la terreur n'a pas le droit de s'en tenir à ses opinions de 1848 en négligeant celle de 1871... Entre sa première et sa seconde conception,

1. K. KAUTSKY, *Terrorisme et Communisme (Contribution à l'histoire des Révolutions)* traduit de l'allemand par Mme N. Stchoupak, p. 9.
2. *Ibid.*, p. 57.
3. MARX, *La guerre civile en France*, Éd. Sociales, 1953, p. 33.
4. Lettre d'Engels à Marx, *Correspondance Marx-Engels*, vol. IV, p. 379-380. (Éd. Costes).

se sont écoulés vingt ans d'un puissant travail d'esprit dont *Le Capital* fut le fruit »[1].

Évolution donc, et évolution capitale parce qu'elle serait liée à un approfondissement doctrinal sur le processus de la révolution dont Engels, dans sa *Préface* à la dernière édition de la *Lutte des classes en France en 1848-1850*, rappelait encore en 1895 : « Pour Marx, les buts du mouvement ouvrier résultaient du développement du capitalisme lui-même ».

A suivre Kautsky en effet, que les procédés de terreur aient été abandonnés au cours du XIXe siècle, en pratique et en théorie, par le mouvement ouvrier révolutionnaire, cela ne provenait pas d'une simple concession aux lois de l'humanité, mais d'une nouvelle élaboration stratégique des mécanismes de transformation sociale : « L'étude de la Révolution [française] aussi bien que celle du capitalisme, fit naître une théorie grâce à laquelle le parti du prolétariat ne se proposa désormais, à chaque moment donné, que des buts réalisables d'action pratique, de sorte qu'il n'eut plus à s'égarer dans des impasses où il se voyait forcé de recourir à la terreur »[2]. On retrouve ici la discussion dont on a déjà amplement traité à propos des idées marxistes sur le mode de passage du capitalisme au socialisme[3]. La condamnation kautskienne de la terreur bolchevique se rattache ainsi à sa condamnation plus générale du « cours forcé » auquel, selon lui, les communistes russes avaient cédé en tentant, non pas de prendre le pouvoir, mais de le prendre pour réaliser une révolution de type socialiste dans un pays qui venait à peine de naître au capitalisme : « La conception matérialiste de l'histoire applique à l'histoire l'idée d'un développement régi par des lois déterminées et dépendant du développement des rapports économiques. En se plaçant à ce point de vue, Marx et Engels avaient reconnu que la production capitaliste engendre un état de choses qui aboutit nécessairement et inévitablement à la production socialiste. Mais en même temps ils avaient reconnu la stérilité de toute tentative d'introduire cette dernière forme de production à la place de la précédente tant que les conditions ne sont pas assez mûres pour le faire »[4].

Ainsi, Kautsky considère que le terrorisme bolchevik n'a pas sa source dans la résistance capitaliste mais dans l'immaturité des conditions offertes à l'implantation du socialisme en Russie. Il rejette en conséquence comme « exactement le contraire de ce qu'attendaient Marx et Engels » l'avertissement de Boukharine selon lequel, dans un pays capitaliste encore plus avancé que la Russie, le recours au terrorisme révolutionnaire serait une nécessité encore plus inéluctable : « Plus le capitalisme d'un pays est développé, proclame en effet Boukharine dans sa *Préface* au *Programme des communistes*, plus sa lutte défensive sera implacable et farouche, plus sanglante aussi sera la révolution prolétarienne, plus implacables les moyens

1. Kautsky, *op. cit.*, p. 59.
2. *Ibid.*, p. 151.
3. *Cf.* IIIe partie, I, 2.
4. Kautsky, *op. cit.*, p. 155. Kautsky précise encore : « La tâche des socialistes ne consista pas à réaliser coûte que coûte le socialisme. Là où il est impossible, ils doivent intervenir dans les rapports cxistant au sein du régime capitaliste pour en orienter le développement dans un sens favorable au prolétariat... Marx et Engels ont montré aux travailleurs la valeur des problèmes et des conflits de l'actualité capitaliste pour la lutte émancipatrice du prolétariat ».

dont se servira la classe ouvrière victorieuse pour fouler aux pieds la classe capitaliste vaincue »[1].

Il va sans dire que cette interprétation kautskienne de la signification du terrorisme dans la révolution bolchevique russe — le terrorisme comme phénomène résiduel directement impliqué par l'option stratégique léniniste —, les Bolcheviks ne pouvaient que la rejeter. Les Bolcheviks ? Et d'abord Lénine qui, dès 1901 dans l'*Iskra*, écrivait : « Nous ne pouvons renier la terreur. C'est un acte de guerre... indispensable à certain moment du combat »[2]. Lénine qui, en 1917, interpellait le socialiste-révolutionnaire de gauche, Steinberg, commissaire du peuple à la justice : « Vous imaginez-vous que nous sortirons vainqueurs de la lutte sans la plus impitoyable terreur révolutionnaire ? »[3]. Lénine qui, après avoir rappelé que « la République soviétique est une forteresse assiégée par le capital mondial », ajoutait corrélativement en 1919 : « Il faut décupler la vigilance, car les velléités contre-révolutionnaires de ce côté-là [du côté des bourgeois, des koulaks, des S.R., des mencheviks] sont absolument inévitables, en ce moment précis, de même que dans un avenir prochain »[4]. Mais c'est surtout Trotski qui se chargeait dans une épaisse brochure, rédigée dans le fameux train d'où il dirigeait le combat sur tous les fronts de la guerre civile, de répondre à Kautsky : reprenant le titre même choisi par Kautsky, Trotski fait paraître son « anti-Kautsky »[5] à la veille du 2e Congrès de l'Internationale communiste.

Lecture saisissante : y a-t-il un homme — ayant un seul jour dans sa vie rêvé à changer le monde — qui puisse ne pas être troublé et porté à la méditation, en lisant successivement ces deux brochures, celle de Kautsky et celle de Trotski ?

Le chef de guerre qu'est alors Trotski, sans doute emporté et soulevé par l'exaltation de bâtir un monde nouveau, raille cruellement le vieil homme de cabinet qu'est devenu Kautsky : « La terreur [au temps de Nicolas] était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étranglait les ouvriers qui militaient pour le régime socialiste. Nos Commissions extraordinaires [Tchekas] fusillent les grands propriétaires, les capitalistes, les généraux qui s'efforcent de rétablir le régime capitaliste. Vous saisissez cette... nuance ? Oui ? Pour nous, communistes, elle est tout à fait suffisante »[6]. Insolente désinvolture ? En tous cas Trotski n'en eut jamais regret, qui subit pourtant pour son compte les désagréments qu'avait annoncés Kautsky.

Quelle est la théorie de Trotski ? « L'idée fondamentale de ce livre est celle-ci : l'Histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant chaque fois à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressiste »[7]. Aucun problème donc en ce qui concerne le terrorisme : « Qui renonce en

1. Boukharine, *Programme des Communistes*, Zurich, 1918, préface, p. xix.
2. Cité par B. Souvarine, *Staline*, p. 236.
3. Trotski, *Lénine*, p. 119 (publié en français par la Librairie du Travail, 1925).
4. Lénine, « Tous dans la lutte contre Denikine », *O.C.*, II, 617, Moscou, Éd. en lang. étr., 1947.
5. Trotski, *Défense du terrorisme*, Éd. de *La Nouvelle Revue Critique* (1936) avec une préface de Trotski, la Préface à l'édition anglaise (1935) et la Préface à l'édition russe (1920).
6. Trotski, *op. cit.*, p. 77.
7. *Ibid.*, Préface à l'édition anglaise, p. 23.

principe au terrorisme, c'est-à-dire aux mesures d'intimidation et de répression à l'égard de la contre-révolution acharnée et armée doit aussi renoncer à la domination politique de la classe ouvrière, à sa dictature révolutionnaire »[1]. Et Trotski précisait encore : « La révolution n'implique pas ' logiquement ' le terrorisme, de même qu'elle n'implique pas l'insurrection armée. Solennelle banalité ! Mais, par contre, la révolution exige de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens en œuvre pour atteindre ses fins ; par l'insurrection armée, s'il le faut ; par le terrorisme, si c'est nécessaire. La classe révolutionnaire, qui a conquis le pouvoir les armes à la main, doit briser par la violence toutes les tentatives qu'on fera pour le lui arracher »[2].

Mettre en cause la nécessité de la répression contre les ennemis de la révolution, ce n'est en définitive pour Trotski qu'une manière de mettre en cause la nécessité de la révolution elle-même, de cette révolution-là et de toute révolution : ce qu'est bien le cas de Kautsky dont « le marxisme était uniquement une méthode d'interprétation passive du processus historique, nullement une méthode d'action révolutionnaire »[3].

A vrai dire, Trotski se contentait facilement : car il savait pertinemment que la critique kautskienne de la terrorisation du régime bolchevik ne portait pas tant sur le principe de la répression des contre-révolutionnaires que sur l'extension sociale donnée par les Bolcheviks à la chose. C'est d'ailleurs pour éviter tout malentendu à ce propos que Martov, au nom du Parti social-démocrate russe, avait tenu à préciser dans un ouvrage de 1919 — *Le bolchevisme mondial*[4] — (dont le même Martov reprenait encore les thèmes un peu plus tard, en avril 1922, sous forme de *Thèses sur le rôle de la violence prolétarienne*) que les Mencheviks ne condamnaient certes pas tout usage de la violence, mais qu'ils condamnaient assurément toute violence visant d'autres couches sociales que la bourgeoisie : « Étant donné que la dictature prolétarienne maîtrise la ' résistance d'une minorité économiquement puissante '», il va de soi qu'elle peut être amenée à employer contre cette minorité non seulement tous les moyens ordinaires d'une autorité étatique (police, justice, etc. et au cours d'une guerre civile également les armes), moyens que cette minorité emploie aujourd'hui contre la majorité ouvrière, mais elle peut aussi être amenée à se servir de moyens extraordinaires, par exemple à priver la minorité séditieuse pendant un temps plus ou moins long de certains droits politiques, entre autres du droit de suffrage. Mais en soi, dit encore Martov, « l'exclusion de tous les bourgeois, de tous les rentiers, de tous ceux qui exploitent le travail salarié et même de tous ceux qui exercent une profession libérale » n'est pas spécifiquement « antidémocratique » : en Belgique et en France, la démocratie ne cesse pas d'exister parce que ces pays refusent le droit de suffrage aux femmes. Où l'organisation étatique devient fondamentalement antidémocratique, c'est quand « les principes de la démocratie sont

1. *Ibid.*, p. 47.
2. *Ibid.*, p. 76.
3. *Ibid.*, Préface à l'édition anglaise, p. 22.
4. Martov, *Le bolchevisme mondial*, ouvrage — inachevé — écrit en 1919, publié partiellement à l'époque en russe et édité en traduction française aux Éd. du Nouveau Prométhée en 1934.

supprimés dans les relations entre les citoyens qui se trouvent au sein de la couche sociale qu'on déclare détenir la puissance de l'État »[1].

Et encore : « Étant donné qu'elle a pour but la libération sociale de tous les exploités et de tous les opprimés, la dictature de classe du prolétariat est uniquement dirigée contre les groupes sociaux parasitaires exploitant l'économie populaire et disposant à l'heure actuelle du monopole des moyens de production. Elle est la violence organisée par l'État contre cette minorité, dans la mesure où celle-ci s'efforce de résister à la révolution sociale, et le degré et les formes de cette violence sont entièrement déterminés par la force et l'énergie de cette résistance. *Jamais cependant selon sa nature même, cette dictature de classe du prolétariat ne peut être dirigée contre les autres couches des travailleurs* [souligné dans le texte] dont la collaboration active et volontaire est nécessaire dans le procès de transformation des formes économiques par le prolétariat »[2].

Socialement parlant, les couches de travailleurs dont il s'agit sont naturellement constituées par les paysans, les intellectuels et les techniciens.

Politiquement parlant, les partis socialistes russes n'auraient pas dû être confondus avec les partis bourgeois.

Or sur quels partis politiques devait pratiquement s'abattre la répression ? Au départ, le seul parti bourgeois Cadet. Mais, dès le 31 décembre 1917, l'arrestation d'un certain nombre de dirigeants mencheviks et S.R. de droite annonçait que le gouvernement bolchevik entendait mettre obstacle à l'activité par ailleurs légale des partis socialistes non bolcheviks — partis il est vrai d'opposition. Dans cette ligne, les centres anarchistes de Moscou étaient brutalement dispersés en avril 1918, opération qui « servit de signal à la mise à sac des organisations libertaires à peu près dans toutes les villes importantes du pays »[3]. Enfin, en juillet 1918, l'offensive des S.R. de gauche contre le P.C.R. pendant le 5e Congrès des Soviets — en assassinant l'ambassadeur allemand, comte Mirbach, les S.R. espèrent annuler le traité de Brest-Litovsk et rallumer la guerre ; en bombardant le Kremlin, ils souhaitent renverser le Conseil des Commissaires du Peuple —, et le soulèvement des S.R. de droite dirigé à Iaroslav par Savinkov appellent une foudroyante contre-offensive bolchevique : à l'automne 1918, les partis d'opposition sont pratiquement réduits à l'impuissance[4]. Cette situation ne fait, de 1918 à 1920, qu'empirer : sans cesser d'être légaux — Mencheviks et S.R. peuvent encore parfois tenir des réunions, faire paraître leur presse, et en 1920, 40 Mencheviks siègent

---

1. DAN, *Les socialistes russes et la dictature du prolétariat*, conférence prononcée à la Semaine d'études organisée en décembre 1932 à Bruxelles par l'Internationale des Étudiants socialistes (Bibliothèque de *La Bataille Socialiste*, publiée sous la direction de J. B. Séverac et J. Zyromski, Paris, *La Bataille Socialiste*, 1934), p. 13.

2. MARTOV, *Thèses sur le rôle de la violence prolétarienne* (avril 1922), cité par DAN, *op. cit.*, p. 14.

3. N. VOLINE, *La Révolution inconnue, 1917-1921*, p. 277-278.

4. Sur l'histoire de l'opposition socialiste russe au bolchevisme de 1917 à 1920, le livre décisif est celui de L. SCHAPIRO, *The origin of the communist autocracy*, publié pour le compte de l'École des Sciences politiques et économiques de l'Université de Londres par les éditions Harvard University Press à Cambridge 38, Massachusetts, États-Unis (trad. française : *Les Bolcheviks et l'opposition*, Paris, les Iles d'Or, diffusion Plon, 1957). Le chapitre VII traite des S.R. de gauche, le chapitre IX des S.R. de droite, le chapitre XI des Mencheviks.

au Soviet de Moscou[1] —, les partis socialistes non bolcheviks n'ont qu'une vie intermittente et menacée. Dans une lettre du 3 février 1919, la veuve de Plekhanov écrit à Guesde : « Notre parti (ou plutôt la fraction social-démocrate ' Emstvo ' [Plekhanovsi]) est devenu un parti souterrain, remplit les prisons, bataille de toutes ses forces contre les procédés bolchevistes »[2].

Quelle que soit en définitive l'interprétation qu'on retient des origines de la terreur dans la révolution bolchevique de 1918 à 1920 — encore que le débat est de la plus grande importance puisqu'il implique une option stratégique — il faut cependant en marquer les limites : il ne s'agit pas en effet d'une discussion qui touche à la place de la terreur dans la société soviétique, de n'importe quelle terreur à n'importe quelle période. Certes, la Terreur rouge de 1918 à 1920 n'a pas usurpé la réputation qui s'attache à ce genre de pratique : il faut se résigner à ne pas la tenir pour un phénomène superficiel et bénin. L'extermination physique de la bourgeoisie russe n'eut rien d'une idylle et doit suffire à tuer « l'ouvriérisme », cette idée absurde que la terreur ouvrière aurait des vertus spéciales et bénéfiques que ne pouvait avoir la Terreur bourgeoise de 1792. Mais d'abord, la Terreur rouge, Lénine lui-même lui assignait une durée très limitée, « quelques mois », disait-il, le temps que la révolution allemande par exemple vienne au secours de la révolution russe. Le temps que la révolution européenne puisse décharger d'un fardeau trop pesant cette Russie soviétique qui ne prétendait qu'à commencer chez elle une entreprise par nature mondiale. Ensuite, cette terreur fut d'une nature particulière : ce fut une « terreur de masse », en ce sens que l'organisation de la vigilance révolutionnaire fut exigée de tous les appareils de l'État, Parti, soviets, armée, etc. Ce ne fut pas le fait de la seule Tcheka qui n'en détint pas comme le monopole : un monopole particulièrement dangereux. La Terreur rouge de 1918 à 1920, c'est en bref le terrorisme diffus des périodes de guerre civile, terrorisme qui trouve son aliment, sa justification et ses limites dans le terrorisme de signe contraire auquel l'adversaire a également recours : le terrorisme de la guerre civile ne saurait se confondre avec le terrorisme centralisé, hiérarchisé, systématisé, « le terrorisme absolu » d'une société régulière et stable[3].

---

1. L. O. Frossard, *Mon Journal...* (*cf.* IIIe partie, I, 4).

2. Lettre de R. Plekhanoff [la veuve de G. Plekhanoff] à Guesde (*Archives Guesde*, I.I.S.G.). Dans cette même lettre, datée de Stockholm, on lit : « Depuis que j'ai mis mes pieds sur le sol natal (au mois de mars 1917) jusqu'au jour de mon départ de Petrograd (10 novembre 1918), je ne cessai pas — aux côtés de mon cher Georges d'abord, et marchant ensemble avec mes vieux amis Leo Deutsch et Vera Zassoulitch après — de combattre les Bolcheviks et le bolchevisme ».

3. Il y a là les premiers éléments d'une réponse à la question des rapports de continuité entre le « communisme » de Lénine et celui de Staline (question théorique, question historique bien entendu, et non pas polémique, comme il advient généralement qu'on la pose pour disculper Lénine ou pour légitimer Staline). Il est indiscutable en effet que Lénine a mis en place un système politique comportant un certain nombre d'aspects qu'on retrouve au temps de Staline (telle la terreur comme pratique politique). Mais Staline, en développant certaines virtualités du régime instauré par Lénine (de préférence à d'autres), a fait néanmoins œuvre originale : les mesures de répression qu'il a ordonnées ne peuvent plus s'expliquer et se justifier par les arguments habituels ; elles eurent par ailleurs une ampleur, une régularité, une durée qui modifient fondamentalement leur signification et leur rôle dans le système général de la société soviétique. C'est pourquoi on doit considérer *à la fois* le fait que la construction politique léniniste porte la responsabilité de n'avoir pas trouvé en elle-même les garde-fous, contrepoids, antidotes de nature à interdire la manière dont Staline en fit usage ; et le fait que Staline a donné à ce régime une tonalité, une accentuation qu'il ne comportait pas nécessairement.

Au surplus, cette Terreur rouge avait, dans le système général du communisme de guerre, trouvé comme une compensation dans la vie intérieure du Parti bolchevik, vie intense, déchirée de combats idéologiques et politiques ; si le Parti bolchevik ne laissait pas aux autres partis socialistes le loisir d'exprimer publiquement leur point de vue, il reste que ce point de vue trouva bien souvent des partisans et des porte-parole dans le Parti bolchevik lui-même : au printemps 1918, les « communistes de gauche », groupés en une fraction organisée, luttèrent âprement pour faire triompher, sur la question de la guerre et de la paix avec l'Allemagne, des idées qu'ils partageaient avec les S.R. de gauche.

Enfin les Bolcheviks crurent à plusieurs reprises qu'il allait devenir possible de normaliser une situation qu'ils jugeaient comme « en opposition avec l'esprit de la démocratie soviétique », comme « une nécessité passagère d'auto-défense ». En décembre 1919 — au 7e Congrès des soviets —, alors que semblait s'achever la période de la guerre civile et de l'intervention étrangère, Trotski, dans la perspective désormais proche que les partis d'opposition, temporairement brimés, pourraient reprendre leur activité dans le cadre de la légalité soviétique, saluait la délégation des Mencheviks « comme des frères ».

***

Il demeure que les révolutionnaires russes furent acculés à la même impasse que les révolutionnaires français de 1793 qui, après avoir promulgué la plus démocratique des constitutions, en suspendirent l'application, une application dont le moment ne vint jamais. Il demeure que les révolutionnaires russes mirent en place de 1918 à 1920, sous des contraintes qu'ils avaient eux-mêmes prévues et dont ils ne pouvaient donc user en guise de justification, des institutions qui connurent le sort de beaucoup d'autres institutions de ce type : considérées comme temporaires, elles durèrent, changeant finalement de sens mais prospérant. C'est ainsi que du 15 avril 1919 date le premier décret établissant l'exploitation du travail forcé pour les grands travaux économiques d'État...

A vrai dire, rien n'est joué en 1920, rien n'a pris son pli définitif. Nul ne sait encore de quoi exactement le régime politique russe de demain sera fait : quand la guerre civile et la guerre étrangère se seront décidément éloignées. De même qu'à cette date, rien n'est joué quant à la perspective de la révolution mondiale, de même rien n'est joué quant à la structure politique interne du socialisme russe. Néanmoins la vie politique est déjà dominée par ce phénomène apparent : plus de deux ans après Octobre, la dialectique annoncée de la dictature du prolétariat et de la démocratie ne s'est pas encore vérifiée. Nul (et assurément pas Lénine) ne prétend en effet qu'à cette date, la dictature du Parti bolchevik serait pratiquement différente de la dictature d'une minorité jacobine et qu'elle aurait déjà permis l'épanouissement de la démocratie pour toute la classe prolétarienne : au contraire, le sourd mécontentement d'une grande majorité de la population — paysanne, les petits propriétaires se jugeant lésés par les nouvelles mesures socialistes ; mais aussi ouvrière, le retour à la « discipline industrielle » faisant à nouveau peser sur les travailleurs

des usines un joug que l'anarchie de la guerre civile avait fait croire disparu — constitue le fond des difficultés du Parti bolchevik en 1920 et fait l'objet des discussions en son sein (au printemps et à l'automne). Tout se passe comme si les moyens de gouvernement mis en œuvre par les Bolcheviks de 1918 à 1920 leur avaient permis de remporter la victoire sur leurs ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, mais leur avaient en même temps aliéné leurs amis, au point que, les ennemis vaincus, il devenait urgent de regagner la confiance de cette fraction du peuple à l'intention de qui pourtant avait été entrepris tout ce qui s'était accompli.

En un mot, le secret des rapports entre l'ordre et la liberté — ce point géométrique idéal du plan politique —, il ne paraissait pas que le nouveau système en vigueur l'aît découvert mieux que les régimes précédents : et cela qu'on y introduise ou non le point de vue « de classe » ; car si le secret n'avait pas été découvert pour toute la société, il ne l'avait pas été non plus pour le prolétariat et ses alliés.

Aussi la critique à l'égard du système bolchevik, non la critique bourgeoise mais la critique socialiste, la critique de tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier international, avait-elle matière à s'exercer. Anarchisme, menchevisme, luxembourgisme, ultra-gauche, toutes les variétés du socialisme, en passant condamnation (plus ou moins nuancée), s'efforcèrent dans leurs attendus de donner une explication générale de ce phénomène central, considéré par elles dès 1920 comme acquis : à savoir que la dictature du prolétariat n'a pas réalisé la démocratie, même pour le prolétariat.

Critique anarchiste : Voline y fera ultérieurement écho en posant la question de cette manière : « Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes, j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 : dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un souffle puissant de *liberté* et proclamant la liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? »[1]. La réponse de l'école est connue. Elle a été donnée préventivement par Bakounine, pour qui les termes de dictature du prolétariat constituent une formule antinomique. Elle est donc parfaitement radicale, puisqu'elle dénonce la substitution d'un État même prolétarien à l'État bourgeois, l'État, bourgeois ou prolétarien, étant en lui-même un système d'oppression dont il est vain d'attendre le dépérissement.

Critique menchevique : elle est d'une nature toute différente, puisqu'elle porte non sur le concept de dictature du prolétariat, et par conséquent l'existence d'un État prolétarien, mais sur les conditions du passage de l'État autocratique à l'État socialiste. Les Mencheviks sont en effet hostiles aux procédés utilisés dans les premiers temps — en gros jusqu'au printemps 1918 — pour détruire l'État bourgeois. Procédés qui, placés sous le signe de la Commune de Paris, ont fait un moment penser que les Bolcheviks répudieraient dans la pratique le centralisme étatique dont,

1. VOLINE, *La révolution inconnue*, p. 19.

socialistes marxistes, ils se réclamaient en principe : cette erreur de perspective des Anarchistes russes est à l'origine du soutien partiel, de la sympathie parfois active que dans les premières semaines, sinon les premiers mois, le mouvement anarchiste russe et international a apporté au bolchevisme. Mais les Mencheviks sont également hostiles aux procédés utilisés par la suite pour reconstituer un appareil d'État centralisé de style jacobin.

Théoricien du « menchevisme » européen, Kautsky a très vite mis au point un système d'accusation qui demeurera par la suite immuable dans ses principes : si bien qu'on peut puiser indifféremment dans ses écrits de 1920 ou de 1930, sans pour autant tomber dans l'anachronisme et l'abus des citations postdatées. Kautsky dénonce en effet « tant l'absence de règles et de discipline qui marqua les commencements de l'industrie soviétique que le ligotage bureaucratique qui caractérise le deuxième stade de son exploitation d'État », les deux erreurs de signe contraire (« Le communisme devient une véritable école de versatilité »)[1] ayant la même et unique source, l'immaturité du socialisme en Russie qui fait obstacle à toute mise en œuvre démocratique : « L'État démocratique, avec plein contrôle démocratique et pleine liberté de mouvement politique de tous ses citoyens, doit préparer méthodiquement la socialisation et la réaliser sur une base démocratique également dans l'usine, c'est-à-dire sur la base d'un règlement démocratique de l'exploitation par ses travailleurs d'une part et ses consommateurs de l'autre »[2].

Au nom du menchevisme russe, et sur la base du schéma de Kautsky, T. Dan[3] résumera plus tard tous les arguments qui concourent à la réfutation globale de la dictature bolchevique. Dan reprend d'abord la question de la dictature du prolétariat dans la social-démocratie russe. Il montre en premier lieu comment la notion de dictature du prolétariat, « historiquement et surtout depuis la controverse entre ' révisionnistes ' et ' orthodoxes ' au début de notre siècle » est « indissolublement liée à un certain nombre d'idées qui sont extrêmement importantes pour la compréhension de la dynamique d'une révolution sociale prolétarienne... La négation de la ' dictature du prolétariat ' équivaut à la conception de la croissance automatique de la société démocratique vers le socialisme, à celle de l'évanouissement final du rôle révolutionnaire de la violence dans le cours futur de la lutte des classes, à celle de la priorité des tâches national-étatiques et démocratiques sur les tâches propres à sa classe et directement socialistes dans la politique du prolétariat des pays démocratiques ». C'est précisément pour affirmer son « orthodoxie » que le programme de la social-démocratie russe « rédigé par Plekhanov et adopté à l'unanimité en 1903... a, le premier de tous les programmes socialistes, employé l'expression ' dictature du prolétariat ' ». Ainsi Dan est-il conduit à mettre en valeur l'essence du différend qui oppose les mencheviks aux bolcheviks :

1. KAUTSKY, *Le bolchevisme dans l'impasse*, p. 81. C'est un ouvrage de 1930, mais qui ne fait que reprendre les formules déjà élaborées par Kautsky dans les années 1919-1920.

2. KAUTSKY, *op. cit.*, p. 69.

3. F. DAN, *op. cit.*, rappelle à ce propos que LÉNINE, dans sa brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière* (mai 1904) s'est défini lui-même comme tel : « Le jacobin lié indissolublement à *l'organisation* du prolétariat, *devenu conscient* de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire » (*O.C.*, Moscou, 1948, I, 385).

« La controverse... ne se trouve pas dans le plan de l' ' affirmation ' ou de la ' négation ' de la dictature du prolétariat ». Mais de l'interprétation qu'on donne à cette notion, l'interprétation bolchevique revenant selon l'auteur à faire de la dictature du prolétariat une dictature terroriste de minorité : « Pour autant qu'il s'agisse des pays capitalistes avancés, le véritable problème est de savoir si la dictature terroriste, ' jacobine ', d'une minorité révolutionnaire de la classe ouvrière, peut — à l'encontre de la doctrine de Marx — devenir dans la période de transition la forme de la domination de cette classe et être l'instrument de sa libération sociale. Appliqué à la Russie, ce problème fondamental se complique d'un problème accessoire : si, dans les conditions spécifiques de la Russie, une telle dictature ' jacobine ' est en mesure de triompher par la terreur de la non-maturité des conditions sociales et du prolétariat lui-même... »[1]. Et Dan conclut : « La réponse de notre Parti à ces deux questions est *négative* ».

Ce résumé, par Dan, des raisons pour lesquelles le menchevisme russe a dès le début considéré que la dictature du prolétariat, telle qu'elle avait été instaurée par les Bolcheviks, ne parviendrait pas à établir un régime démocratique où les classes jadis opprimées seraient à même de faire épanouir leurs initiatives créatrices, ce résumé ne met cependant pas en valeur la dualité tactique du menchevisme à l'égard de la Révolution d'Octobre dans les années 1917-1920. En effet, tandis qu'Axelrod, en tous points d'accord avec l'analyse de Kautsky, concluait à la nécessité d'une lutte ouverte — et par conséquent extérieure à la révolution russe — contre le bolchevisme, Martov, lui, proposait seulement une lutte intérieure (dans le cadre de la révolution soviétique) pour tenter d'y réintroduire la démocratie : il était de ce fait amené à substituer — en décembre 1918 — au mot d'ordre d' « Assemblée constituante » (dépassé quant à la situation intérieure russe) le mot d'ordre de « démocratisation des soviets ».

Cette opposition tactique à l'intérieur du menchevisme est d'une grande importance : elle explique en partie l'impuissance du menchevisme russe ; mais surtout elle alimente les divisions à l'intérieur du mouvement socialiste occidental quant au comportement à tenir par rapport à l'Internationale communiste.

La thèse radicale qu'Axelrod expose dans une lettre à Martov, *Observations sur la tactique des socialistes dans la lutte contre le bolchevisme,* publiée d'abord en partie dans l'organe officiel de la représentation à l'étranger du Parti social-démocrate russe (paraissant à Berlin)[2], est ainsi formulée : dès le moment où « [son] attitude absolument négative vis-à-vis des tentatives de sanctionner le coup de force et le régime asiatique des dirigeants bolchevistes en alléguant tantôt la dictature jacobine et tantôt la Commune, a trouvé sa pleine et entière confirmation dans l'ana-

1. DAN, *op. cit.*, p. 14. Dan, par ailleurs, relie l'opinion léniniste sur la dictature du prolétariat comme dictature jacobine d'une minorité consciente à la théorie léniniste selon laquelle la conscience socialiste ne peut être introduite dans le mouvement ouvrier que du dehors. C'est en effet sur cette base que la scission (en matière d'organisation) entre Bolcheviks et Mencheviks se produisit, Lénine considérant selon Dan que « toute la force d'un mouvement ouvrier faisant impétueusement sa percée se concentrait dans les cellules illégales de « révolutionnaires professionnels » ; la masse ouvrière intervenait dans le mouvement comme une force physique élémentaire ».

2. Et éditée à Paris par *La République Russe*, 1921.

lyse de Kautsky »[1], Axelrod est *pour* une lutte *contre* le bolchevisme. Quelle lutte ? Pas une lutte révolutionnaire armée, et cela non pour une question de principe, mais pour une question de tactique. Il n'y a pas en effet de raison de principe pour ne pas envisager une lutte révolutionnaire armée contre le bolchevisme pas plus qu'il n'y en avait quand la social-démocratie russe l'envisageait contre le tsarisme. Car Axelrod ne reconnaît en aucune façon que le bolchevisme puisse désormais représenter en quoi que ce soit quelque chose de prolétarien et de socialiste : la dictature bolchevique n'est pas une dictature *du* prolétariat, mais *sur* le prolétariat. Il y a par contre une raison tactique pour repousser la perspective d'une lutte révolutionnaire contre le bolchevisme : c'est qu'inévitablement, dans une telle lutte, les socialistes russes trouveront à leur côté la bourgeoisie russe désireuse de renverser pour son compte le régime bolchevik. De même que, contre l'autocratie tsariste, le mouvement ouvrier russe avait nécessairement fait alliance avec la bourgeoisie progressiste. Pour écarter la menace d'une exploitation contre-révolutionnaire, par la bourgeoisie, de la chute du bolchevisme, il faut donc au préalable susciter un mouvement populaire, large et indépendant, capable de prendre en main les destinées de la révolution socialiste russe, aussitôt après la chute du bolchevisme. Or ce mouvement populaire, il ne peut se développer à l'intérieur de la Russie dans les conditions de terreur et de contre-terreur que la guerre civile y fait régner. Par conséquent, pour se substituer à ce mouvement populaire russe, Axelrod ne voit que le recours à une intervention socialiste internationale : c'est en quoi la question « II$^{e}$ ou III$^{e}$ Internationale ? » lui apparaît décisive.

Martov, lui, partait de la même condamnation qu'Axelrod en ce qui concernait la dictature bolchevique : « Étant donné qu'elle s'appuie sur les intérêts de l'écrasante majorité des travailleurs et sur la reconnaissance croissante par cette majorité de ses véritables intérêts, la dictature socialiste du prolétariat ne consiste donc pas à imposer violemment la volonté du prolétariat à la majorité populaire, mais à faire réaliser organiquement la volonté de cette majorité populaire de travailleurs par le prolétariat comme son avant-garde révolutionnaire »[2]. C'est pourquoi, rapporte Dan, dans un texte *J. Martov*, du 4 avril 1934, où il présente la traduction de l'ouvrage de Martov, *Le bolchevisme mondial*[3], « Martov n'a jamais confondu la dictature du parti bolcheviste avec celle de la *classe ouvrière*. Il pensait au contraire qu'elle était une dictature ' jacobine ' exercée par une minorité du prolétariat sur tout le pays et sur la classe ouvrière elle-même. Aussi en critiquait-il plus âprement que quiconque le terrorisme et l'action politique... ». Mais en même temps, « il n'oubliait à aucun moment que la dictature bolcheviste est une dictature révolutionnaire, portée au pouvoir par les masses laborieuses elles-mêmes ; que la révolution bolcheviste est une révolution paysanne à caractère petit-bourgeois, ' dirigée par le prolétariat et imprégnée de l'utopisme propre à un prolétariat arriéré ' ; que le parti communiste, incarnation de la dictature,

1. AXELROD, *op. cit.*, p. 6.
2. *Thèses du Parti Social-Démocrate russe*, établies par Martov en avril 1922 et rapportées par DAN, *op. cit.*, p. 14.
3. MARTOV, *Le bolchevisme mondial*, p. 20-21.

est liée psychologiquement et socialement au prolétariat russe et international. C'est pourquoi il répudiait catégoriquement la lutte ' révolutionnaire ' contre le pouvoir soviétique et toute tentative de renverser ce pouvoir par des révoltes, complots ou attentats terroristes, au nom du triomphe des principes démocratiques ».

Ce point de vue de Martov se rapprochait en fait du troisième point de vue critique auquel il a été fait allusion : celui de R. Luxembourg[1], lequel diffère essentiellement de celui des Anarchistes et de la fraction axelrodienne des Mencheviks en ce qu'après une courte période d'illusions, ceux-ci se sont placés dans une opposition résolue au bolchevisme et au régime que le bolchevisme a institué, tandis que Rosa Luxembourg, elle, se place dans le cadre, sinon du nouveau régime, du moins de la Révolution d'Octobre. Mais, après avoir dit sa solidarité inquiète avec l'épopée soviétique, Rosa Luxembourg croit devoir discuter de tout ce qui, dans la pratique bolchevique, lui semble de nature à affaiblir les énergies révolutionnaires prolétariennes ou à faire qu'elles demeurent assoupies, elles seules pourtant étant susceptibles d'offrir un destin à la révolution russe. Affaiblir les énergies prolétariennes : c'est parce qu'elle craint qu'ils aient une telle incidence que Rosa Luxembourg critique les mots d'ordre bolcheviks sur le partage des terres et sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Faire en sorte que les énergies prolétariennes ne demeurent pas assoupies : et c'est à ce point de vue qu'elle polémique avec Trotski sur la question de l'Assemblée constituante : « Trotski [dans sa brochure *De la Révolution d'Octobre à Brest-Litovsk*] conclut de l'insuffisance spéciale de l'Assemblée constituante réunie en octobre à la superfluité de toute Assemblée constituante ; bien mieux il la généralise jusqu'à nier la valeur de toute représentation nationale sortie d'élections populaires générales pendant la révolution[2] ». A partir de là, Rosa Luxembourg multiplie les formules — d'ordre général il est vrai et sans en préciser les mécanismes concrets[3] — qui tendent à susciter le libre déploiement de l'initiative ouvrière, fondement démocratique de la dictature du prolétariat : « Assurément, toute institution démocratique a ses limites et ses défauts... Seulement le remède inventé par Lénine et Trotski, la suppression de la démocratie en général, est pire encore que le mal... : il obstrue en effet la source vive de laquelle seule peuvent surgir les corrections à toutes les insuffisances congénitales des institutions sociales : la vie politique active, sans

---

1. Il faut naturellement tenir compte, pour la critique luxembourgiste, du fait qu'elle ne s'est exercée qu'à propos d'une brève période de la Révolution bolchevique : l'année 1918, année certes cruciale puisque c'est l'année du bouleversement fondamental des structures russes, mais aussi l'année des débuts de la guerre civile. La mort devait briser l'attention passionnée que Rosa Luxembourg prêtait aux événements de Russie. Aussi serait-il illégitime d'accoler sans précaution les opinions luxembourgistes à n'importe quelle période de l'histoire soviétique. Par contre, il est indiscutable que les principes directeurs qui sous-tendent la critique de Rosa Luxembourg en 1918 pouvaient fournir matière à réflexion et références dans les débats idéologiques du mouvement ouvrier international en l'année 1920.

2. R. Luxembourg, *La révolution russe*, p. 30 (Trad. et préface de Bracke, Éd. Spartakus, 1946).

3. Mais d'après la théorie même de Rosa Luxembourg, confiante dans les possibilités créatrices de l'initiative prolétarienne, la chose est normale : la dictature du prolétariat « doit sortir pas à pas de la participation active des masses, être sous leur influence directe, soumise au contrôle de l'opinion publique, produit de l'éducation politique croissante des masses populaires ».

entraves, énergique, des masses les plus étendues de la nation »[1]. Cet appel à la démocratie, Rosa Luxembourg en connaît le prix et se déclare prête à le payer : « La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti — fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra —, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement »[2]. Et Rosa Luxembourg conclut à « l'erreur fondamentale de la théorie de Lénine-Trotski » : « Tout comme Kautsky, ils opposent la dictature à la démocratie ». ' Dictature ou démocratie ', ainsi se pose la question chez les Bolcheviks comme chez Kautsky. Celui-ci se décide pour la démocratie, bien entendu, et pour la démocratie *bourgeoise*, puisque précisément il la pose en alternative par rapport au bouleversement socialiste. Lénine-Trotski se décident au contraire pour la dictature en opposition à la démocratie... pour la dictature selon le modèle bourgeois. Ce sont les deux pôles opposés, également éloignés l'un et l'autre de la véritable politique socialiste ».

Ainsi Rosa Luxembourg, au contraire des Anarchistes, accepte la nécessité de la dictature du prolétariat sous la forme d'un État centralisé ; au contraire des Mencheviks, elle accepte la stratégie de la révolution permanente, c'est-à-dire le fait que la dictature du prolétariat soit immédiatement conçue dans le cadre de la construction d'un régime socialiste ; mais elle conteste que le passage d'un État bourgeois à un État socialiste doive sacrifier en quoi que ce soit le pôle dialectique de la liberté, à peine de bousculer aussi l'autre pôle de la dictature.

Anarchiste, menchevique, luxembourgiste, les écoles de pensée au sein du mouvement ouvrier international se différencient donc quant au diagnostic final sur les raisons pour lesquelles en 1920 la dialectique dictature-démocratie ne s'est pas encore vérifiée. Par contre, elles tendent (à des degrés divers) à rejeter les deux grandes justifications qui sont alors avancées par les défenseurs du bolchevisme.

Première justification : les conditions objectives de la structure sociale russe. Certes Dan écrit lui-même à ce propos que le caractère (jacobin) de la révolution russe n'est pas dû seulement à la nature, à l'organisation et aux idées du bolchevisme, mais aussi aux conditions objectives de la Russie, « au comportement social, politique et culturel des forces sur lesquelles les Bolcheviks s'appuyaient, forces qui n'ont pas seulement déterminé le ' jacobinisme ' de la dictature bolchevique, mais également ses tribulations ultérieures... »[3]. Nul ne conteste donc que ces « conditions objectives » — c'est-à-dire la structuration défavorable de la société russe d'avant 1917 — constituent réellement une contrainte dans les déterminations politiques bolcheviques. Mais une telle contrainte, chacun — y

1. R. LUXEMBOURG, *op. cit.*, p. 33.

2. Et voici encore d'autres formules dont est fait le durable prestige luxembourgiste : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente où la burcaucratie cst le seul élément qui reste actif » (*op. cit.*, p. 41). C'est « la mission historique du prolétariat quand il arrive au pouvoir de créer à la place de la démocratie bourgeoise une démocratie socialiste, et non de détruire toute démocratie » (p. 43). « La dictature du prolétariat consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition » *(id.)*. « La dictature du prolétariat doit être l'œuvre de la *classe* et non d'une petite minorité commandant au nom de la classe » (p. 44).

3. DAN, *op, cit.*, p. 18.

compris les Bolcheviks — était à même de la prévoir. D'ailleurs Lénine, pour ce qui le concerne, ne goûte pas cette manière de justification : d'une part il déclare que, jusqu'à un certain degré, l'arriération des masses est inévitable : « Ils [les Philistins] rêvent sans doute d'une révolution... où les masses se lèveraient soudainement et pleinement organisées. Il n'y a pas de telles révolutions, il ne peut y en avoir. Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne maintenait des masses de millions de travailleurs, leur immense majorité, dans l'oppression, l'abrutissement, le besoin, l'obscurité »[1]. D'autre part, Lénine pense que dans le cas précis de la Russie, il ne faut rien exagérer : « En Russie, la dictature du prolétariat doit nécessairement présenter quelques particularités à elle propre, par rapport aux pays avancés, par suite de l'état très arriéré et de l'esprit petit-bourgeois de notre pays. Mais on trouve à la base en Russie les mêmes forces et les mêmes formes de l'économie politique que dans n'importe quel pays capitaliste, de sorte que ces particularités ne peuvent en aucun cas concerner les points essentiels »[2].

Deuxième justification : la guerre, la guerre étrangère d'abord, la guerre civile ensuite. De quoi Rosa Luxembourg elle-même convenait, se déclarant convaincue que les Bolcheviks procéderaient tout autrement « s'ils ne subissaient pas l'effroyable pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande, et de toutes les difficultés énormes qui s'y rattachaient, et qui doivent nécessairement défigurer toute politique socialiste animée des meilleures intentions et s'inspirant des plus beaux principes »[3]. C'est la raison pour laquelle Rosa Luxembourg ne se croyait pas autorisée, dans sa critique du bolchevisme, à passer une condamnation définitive : elle voulait seulement éviter que, faisant de nécessité vertu, les Bolcheviks glissent à « une théorie de la tactique qu'ont imposée ces conditions fatales » et qu'ils la recommandent « au prolétariat international comme le modèle de la tactique socialiste ».

Mais, nonobstant l'opinion de Rosa Luxembourg, est-il bien sûr que cette justification par les contraintes de la guerre fût autre chose qu'un argument — brillant au premier abord — d'avocat : Bertrand Russel par exemple conteste que la guerre est, sinon pour quelque chose, du moins pour quelque chose de fatal et d'imprévisible dans la manière dont le bolchevisme a tourné en Russie : « Ne pas excuser la rudesse du bolchevisme sous prétexte qu'elle est le produit de la nécessité de combattre l'Entente... Les maux produits en Russie par l'hostilité de l'Entente doivent donc être considérés comme inhérents à la méthode bolcheviste de transition vers le communisme »[4]. Et c'est encore une fois Kautsky qui fournit la réplique la plus percutante sur cette question de la guerre. D'abord il montre comment la guerre, en 1917, loin de se présenter en donnée imprévue, sinon imprévisible, se situe à l'origine de la stratégie bolchevique, d'où une énorme différence avec la Révolution française :

1. Lénine, « Les héros de l'Internationale de Berne », *L'Internationale Communiste*, n° 1, mai 1919, p. 182.
2. Lénine, « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », *L'Internationale Communiste*, n° 6, octobre 1919, p. 922.
3. R. Luxembourg, *op. cit.*
4. B. Russel, *op. cit.*, p. 26.

« En 1792, la guerre sortait de la révolution ; en 1917, c'était tout au contraire la révolution qui sortait de la guerre »[1]. Ensuite, la guerre — du moins la guerre étrangère — joue dans le cycle révolutionnaire bolchevik un rôle exactement contraire à celui qu'elle joue dans le cycle révolutionnaire français : « Les terroristes de la Grande Révolution française tirèrent leur force de ce qu'ils étaient ceux qui, lorsque l'ennemi extérieur pressait, poussèrent avec le plus d'énergie et le moins de ménagements la conduite de la guerre. Au rebours, les terroristes de 1917, qui dissolvaient la Constituante, tiraient leur force de ce qu'ils mettaient le plus d'énergie et d'intransigeance non seulement à réclamer mais à amener la capitulation devant l'ennemi ». Enfin et surtout, l'explication de la dictature par les contraintes de la guerre, si elle est rendue absolument incontestable par la chronologie de la Révolution française, laisse à désirer dans le cas de la Russie : « La terreur était, dans la Révolution française, un effet non de la révolution mais de la guerre. Elle cessa dès que la France cessa d'être acculée par l'ennemi. Elle ne dura que deux ans ». Or, en Russie, une telle évolution ne fit que s'esquisser : « On aurait pu s'attendre à voir... la terreur cesser en Russie dès qu'aurait fini l'ère des guerres civiles et du communisme de guerre. La paix apporterait un rétablissement économique, une relâche de dictature dans l'économie et la politique. C'est le moment où surgit l'idée de la démocratisation des soviets ». Et puis, il y eut un tournant, un tournant qui semble se situer précisément en 1920, même s'il ne se confirme que dans les années suivantes.

Sur l'existence et sur la date de ce tournant dont parle Kautsky, V. Serge, qui en fut le témoin actif, apporte sa caution : « Si l'on cherche à marquer d'une date le point de départ de l'évolution qui transforme insensiblement une république révolutionnaire en un État totalitaire, c'est à 1920 qu'il faut remonter. Des événements qui eussent été impossibles l'année précédente — l'année du plus grand danger — et inconcevables en 1918, se produisent alors »[2]. Et de même, Boris Souvarine : « Abandonnées une à une, les thèses fondamentales du Lénine d'Octobre sur la démocratie soviétiste, la suppression des privilèges, l'égalité des salaires et des traitements, l'abolition de la police, de l'armée et de la bureaucratie de métier, l'usufruit de la terre aux paysans, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »[3]. Et Souvarine rappelle à ce propos comment Plekhanov, peu de temps avant sa mort, réfléchissant sur les diverses étapes parcourues depuis 1917 (dictature démocratique du prolétariat et des paysans ; dictature du prolétariat et des paysans pauvres ; dictature du prolétariat ; dictature du parti communiste ; dictature du Comité central du parti et du Politburo), concluait : « A la fin des fins, tout tournera autour d'un seul homme qui *ex providentia* réunira en lui tous les pouvoirs ». C'est encore l'opinion d'Isaac Deutscher : « Cet esprit libertaire de la révolution survécut quelque temps après que la guerre civile eut atteint son point culminant, c'est-à-dire environ la moitié de l'année 1920. C'est dans la

1. K. Kautsky, *Le bolchevisme dans l'impasse*, p. 104.
2. V. Serge, *Portrait de Staline* (Grasset, 1940).
3. B. Souvarine, *Staline*, p. 239.

dernière phase de la lutte, quand la victoire semblait virtuellement assurée, qu'il commença à disparaître »[1].

Comment interpréter ce phénomène ? Deutscher croit en trouver l'explication dans la volte-face de la paysannerie à l'égard du régime : « Les paysans qui avaient assuré la victoire du bolchevisme en 1918-1919, se tournèrent contre lui en 1920, et leur attitude s'affirma d'autant plus résolument qu'ils étaient maintenant assurés que le pouvoir des seigneurs et des généraux blancs avait été brisé ».

En réalité, comment ne pas mettre en rapport le tournant intérieur dans le système politique du bolchevisme en 1920 — ou plutôt l'absence de tournant vers le rétablissement de la démocratie, tournant qui aurait dû logiquement intervenir après la disparition des contraintes liées à la guerre civile — et le fait que les perspectives de révolution mondiale s'estompent progressivement ? Une fois de plus, c'est à la question de fond qui domine l'année 1920 qu'il faut en revenir : révolution mondiale ou révolution russe, l'alternative pèse de tout son poids sur l'évolution interne de la révolution russe. La dictature sans la démocratie, c'est-à-dire l'échec pratique de la dialectique dictature-démocratie (y compris pour le prolétariat), n'est-ce pas le prix payé par les révolutionnaires russes pour l'avortement de la révolution mondiale ? Alors la dictature légitimée par les exigences de la lutte des classes à l'intérieur de la Russie se prolonge en dictature légitimée par les exigences de la lutte des classes à l'échelle du monde. Le relais aurait été d'ailleurs quasi immédiat. En février 1920 la guerre civile s'est heureusement terminée, et dans le printemps russe papillonnent des idées démocratiques : il se produit comme un frémissement dans le grand corps du peuple russe. Mais la guerre polonaise réveille au début de l'été les rigueurs des grands branle-bas. Et quand l'échec sous Varsovie a sonné le glas des espérances mondiales, l'automne voit s'ouvrir cette période troublée où les aspirations à la liberté, suscitées par la paix intérieure recouvrée, entrent en conflit avec les nécessités de contrainte impliquées par le devoir de construire décidément le socialisme dans la seule Russie. Ainsi aurait été manqué le rendez-vous du bolchevisme avec la liberté.

## II

Si le pouvoir politique constitue l'aspect essentiel de la question du pouvoir (elle-même question fondamentale de la révolution), il reste que les éléments de réponse élaborés par les Bolcheviks dans le domaine économique ne pouvaient laisser indifférents des enquêteurs qui, tels Frossard et Cachin, avaient une certaine expérience, par leur passé syndicaliste ou leur activité parlementaire, des revendications ouvrières en Europe occidentale.

Il était d'autant plus nécessaire d'analyser l'ouvrage bolchevik en matière économique que Lénine et ses amis y étaient tout particulièrement livrés à eux-mêmes : s'ils devaient opter entre différentes interprétations de la pensée marxienne en fait de pouvoir politique pendant et après la révolution, ils devaient par contre créer de toutes pièces et de

1. I. DEUTSCHER, *Staline*, p. 178.

leur propre chef une doctrine de construction économique du socialisme, Marx n'en ayant pas eu souci. De quoi d'ailleurs les Bolcheviks eux-mêmes étaient tout à fait conscients : « [Marx et Engels] ont omis dans leurs calculs toute la période qui suit la chute du capitalisme et précède la réalisation définitive du socialisme »[1]. Une seule idée, maîtresse il est vrai, mais une idée-objectif plutôt qu'une idée-moyen : « Les esprits les plus profonds n'ont jamais été en mesure de prévoir ce qui adviendrait de la vie économique à l'avènement du nouveau régime. Toute l'attention des génies de la pensée tels que Marx et Engels se concentrait exclusivement sur le développement gigantesque et sans précédents de l'énergie productrice qui devait selon eux en être le résultat »[2].

Au surplus, ces silences de Marx sur l'économie du socialisme, le mouvement socialiste d'avant-guerre ne s'était jamais aventuré à les rompre : certes, il avait eu en différents pays à se préoccuper de questions touchant au fonctionnement de l'économie, mais le plus souvent sous l'angle des revendications sociales, et non sous l'angle de la production ; et toujours dans le cadre d'un programme minimum, c'est-à-dire des modifications et transformations qui, favorables à la classe ouvrière, étaient néanmoins réalisables en régime capitaliste. Le programme maximum, le socialisme, n'avait jamais eu à être pratiquement défini, puisque jamais encore en aucun pays des socialistes n'avaient assumé les responsabilités du pouvoir politique.

***

Ce sont donc aux Russes à innover : dans les conditions particulières de la Russie, de la guerre européenne, et des modalités du cours révolutionnaire russe, la Révolution d'Octobre succédant à la Révolution de Février.

C'est en effet en avril 1917, dans le cadre de la révolution kérenkiste, que Lénine avait avec ses *Thèses d'avril* avancé son premier programme économique, lequel revenait à préconiser un capitalisme d'État : les quatre points essentiels portant sur la nationalisation des terres, la nationalisation des banques et des sociétés d'assurance, le contrôle ouvrier dans les entreprises (associé au contrôle de la répartition des biens), enfin le groupement obligatoire des entreprises privées en syndicats soumis au contrôle[3].

Le régime du capitalisme d'État succédant à celui du capitalisme libéral du fait de la prise du pouvoir politique par les socialistes, c'était là une conception inattendue.

Une conception qui tranchait du moins nettement avec la théorie générale des deux programmes — minimum et maximum — jusqu'alors unanimement acceptée dans l'Internationale. C'est que le programme minimum — journée de 8 heures, protection du travail, nationalisation de la terre, etc. — s'étant trouvé rapidement réalisé, il fallait s'attaquer à l'essentiel, le programme maximum de l'édification économique du socialisme. Or, à ce point, Lénine se trouvait exactement confronté avec ce

---

1. A. Milioutine, « Le programme économique communiste », *L'Internationale Communiste*, n° 3, juillet 1919, p. 325.
2. *Ibid.*
3. C. Bobrowski, *Formation du système soviétique de planification*, chap. II, p. 17.

qui faisait la hardiesse, l'originalité mais le péril et les difficultés du cours révolutionnaire socialiste russe : l'inadéquation des structures économiques russes à une quelconque édification socialiste.

Le capitalisme d'État — peu importe ici que Lénine en ait étudié les formes dans la « Kriegwirtschaft » allemande — répondait dans l'esprit du leader bolchevik à cette nécessité que la conquête préalable du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire organisé en soviets ne pouvait servir qu'à accélérer l'évolution économique du capitalisme russe pour le rendre ultérieurement propre à céder le pas au socialisme[1]. Bref, conséquence paradoxale du retard industriel russe, le pouvoir d'État aux mains des socialistes ne préludait pas à un bouleversement du régime économique précédent, mais au contraire à son développement[2], objectif que Lénine justifiait ainsi : « Le capitalisme d'État sera pour nous un grand pas en avant. La victoire sur le désordre, les destructions, la négligence est plus importante que tout le reste... Le capitalisme d'État est de beaucoup supérieur à notre économie actuelle. Il n'a rien de dangereux puisque l'État soviétique est un État dans lequel le pouvoir est assuré aux ouvriers et à la population pauvre. Tant que l'Allemagne tardera à faire sa révolution, notre devoir est d'apprendre des Allemands le capitalisme d'État : d'assimiler le capitalisme d'État de toutes nos forces, sans reculer devant aucune mesure dictatoriale tendant à accélérer cette assimilation à un rythme encore plus rapide que ne l'a fait Pierre le Grand pour assimiler la culture occidentale à la Russie barbare, sans reculer devant aucun moyen barbare dans notre lutte contre la barbarie »[3].

C'est cette politique économique à laquelle le gouvernement bolchevik va rester fidèle pour ce qui le concerne d'octobre 1917 au printemps 1918. Mais dont, à cette date, il va devoir reconnaître l'échec, quant à la progression attendue de la production industrielle russe.

Est-ce seulement parce que la guerre — étrangère d'abord, civile surtout — ruine les efforts des Bolcheviks pour remettre en route la machine capitaliste sous la direction du nouvel État soviétique ? Non. La guerre civile n'a fait qu'amplifier l'échec (et lui donner *a posteriori* une justification). En fait le capitalisme d'État sous direction bolchevique n'a pas résisté à la contradiction entre le système économique et la nature du pouvoir politique. Pourquoi en effet les capitalistes, dûment avertis de ce que leurs jours seraient d'autant plus comptés qu'ils réussiraient mieux dans la gestion de leurs entreprises, se seraient-ils engagés tous à adopter le point de vue de Louis XV, et à ne pas s'inquiéter des lendemains : mieux même à accepter d'abdiquer dès aujourd'hui certaines de leurs prérogatives pour se soumettre aux conseils ouvriers ? Ils préfèrent fermer leurs

1. *Cf.* Lénine, « Discours au congrès de l'Organisation pour l'Éducation politique », 17 octobre 1921 (cité par O. Bauer, *Le cours nouveau dans la Russie des Soviets*) : « Dans notre littérature théorique du commencement de l'année 1918, lorsque le problème de s'emparer du pouvoir a été posé aux bolcheviks et a été résolu par eux devant la nation entière, on a nettement affirmé qu'un *passage long et extrêmement complexe* de l'ordre social capitaliste au stade inférieur de la société communiste, par la voie de la comptabilité et du contrôle socialiste, serait inévitable ».

2. *Cf.* à ce propos les pourparlers engagés en avril 1918 pour confier toute l'industrie lourde russe à un trust international comprenant des capitalistes allemands et russes.

3. Lénine, « L'Infantilisme de gauche et l'esprit petit-bourgeois », la *Pravda* du 9 mai 1918, cité par *Témoins*, 5e année, n° 18-19.

usines ou du moins se contenter d'une routine impropre à l'amélioration des chiffres de production. Pourquoi par ailleurs les travailleurs, maîtres de tous les pouvoirs, auraient-ils accepté, même provisoirement, de borner leur contrôle à des détails administratifs de gestion, abandonnant aux patrons les bénéfices, quand, en prenant directement en main les affaires de leur entreprise, ils pensent pouvoir tout de suite améliorer leurs conditions d'existence, à défaut d'améliorer la production ?

***

Au capitalisme d'État devait succéder ce qu'on a appelé le communisme de guerre[1]. Cette seconde politique économique méritait son nom : si à la guerre civile il était excessif d'imputer la faillite du capitalisme d'État, par contre le régime économique de la Russie entre 1918 et 1920 lui devait bien ses caractéristiques majeures. Satisfaire en effet les besoins de l'Armée rouge devenait, au cours de ces années-là et de façon toujours plus exclusive, le seul objectif sur le front de l'économie : un objectif d'ailleurs élevé et difficile à réaliser. Mais en même temps, de ce praticisme étroitement subordonné à la conjoncture militaire, se dégageait et s'imposait une théorie neuve, selon laquelle la timidité conceptuelle était aussi néfaste dans l'ordre économique que dans le politique : de même que la Russie sous conduite bolchevique avait pu directement sauter de l'autocratie tsariste à la démocratie soviétique, sans s'attarder aux régimes intermédiaires, de même pourrait-elle « raccourcir » le chemin entre un capitalisme à peine libéré des structures féodales et le socialisme.

Dans ce cadre, la politique économique du communisme de guerre se définissait en quatre points : 1° Nationalisation totale de l'industrie complétant la nationalisation des banques et des transports qui s'était réalisée à l'époque du capitalisme d'État (plus d'un million d'ouvriers sur trois millions d'ouvriers industriels travailleront dès juin 1918 dans des usines nationalisées). 2° Suppression du marché organisé (tous les produits agricoles sont réquisitionnés par des brigades d'ouvriers armés ; la production industrielle est remise aux organismes centraux d'État ; le commerce intérieur civil n'existe que dans les limites très étroites des excédents agricoles et industriels après satisfaction des besoins militaires ; le commerce extérieur enfin constitue un monopole d'État). 3° Centralisation extrême de la gestion industrielle après rejet de la gestion ouvrière — de la gestion directe ou par l'intermédiaire des syndicats (l'une et l'autre favorisant une autonomie souvent malthusienne des entreprises) ; au contraire renforcement hiérarchisé des pouvoirs de la direction (qui reprend le pas sur les militants du parti et du syndicat) et, plus précisément, de la direction individuelle plus efficace que la direction collective. 4° Travail obligatoire visant, pour augmenter la production, à restaurer la discipline du travail (fût-ce au prix de sévères sanctions), et ceci sous sa forme la plus extrême : la discipline militaire, puisqu'elle va s'incarner dans les « armées du travail » et la « militarisation des chemins de fer ».

Comment dès lors les observateurs mandatés par les partis socialistes

1. *Cf.* C. Bobrowski, *op. cit.*, chap. III et IV sur le « Communisme de guerre ».

d'Occident réagissaient-ils à une telle politique économique ? De façon évidemment contradictoire. D'un côté, ils se convainquaient qu'une telle politique, en établissant la priorité absolue des fabrications de guerre, avait effectivement fourni à l'Armée rouge les armes grâce auxquelles la jeune République des Soviets avait triomphé de ses ennemis intérieurs et extérieurs. Autrement dit, s'étaient révélés comme des facteurs économiques sérieux — du moins pour franchir un seuil particulièrement délicat — les moyens de contrainte à l'encontre de qui aurait, par intérêt ou égoïsme, réduit le potentiel de production ou soustrait des biens destinés à la satisfaction des besoins militaires ; de même avaient été payants l'appel renouvelé et toujours confiant à l'esprit de dévouement des militants ouvriers et du prolétariat en général, la mise en compte de leur enthousiasme et de leur ferveur révolutionnaires. Et que de tels résultats fussent accompagnés d'une épouvantable misère matérielle dans les masses rurales et surtout urbaines ne faisait qu'impressionner davantage des hommes qui venaient de l'Occident chrétien.

Mais, ceci étant et d'un autre côté, les observateurs ne manquaient pas de conclure que sur le plan strictement économique, le communisme de guerre, sans même le confronter à son objectif proclamé — le passage direct à une forme économique purement socialiste, dont Lénine reconnaîtra en 1922 « qu'il était au-dessus de nos forces » — n'avait pas réussi à faire tourner normalement la machine économique russe.

De cette impuissance, les Bolcheviks eux-mêmes convenaient ; en janvier 1920, A. Rykov, président du Soviet suprême de l'Économie nationale, consignait dans un rapport officiel les traits les plus remarquables de la crise économique russe : le manque de transports, la pénurie de combustibles, et l'insuffisance de main-d'œuvre : « Les exceptions ne peuvent pas changer la conclusion générale, à savoir que l'économie nationale en Russie des Soviets ne cesse de rétrograder »[1].

Manque de transport ? Rykov avançait à ce propos le pourcentage de 59,5 % de locomotives immobilisées (contre 15 % avant-guerre) : un train par mois seulement apportait à Moscou des métaux de l'Oural, un autre du coton du Turkestan.

La pénurie de combustibles condamnait la moitié des entreprises industrielles nationalisées, soit 2 000 environ, à chômer.

Mais c'est la situation de la main-d'œuvre qui démontrait avec le plus d'acuité la profondeur du mal dont souffrait l'économie russe : de

1. Cité par G. Alexinski, *La Russie Révolutionnaire*, p. 156, chap. VIII, « Les conquêtes matérielles de l'État des Soviets ». *Cf.* encore, sur la situation économique de la Russie en 1920, la brochure d'Otto Bauer, *Le cours nouveau de la Russie des Soviets*. Bauer s'appuie notamment sur :

— une étude de Stroumiline (*Ekonomiskaïa Jizn*, 31 mars 1921) où la récolte en céréales panifiables pour 1920 est estimée à 1 800 millions de pouds contre 3 000 en 1913 ;

— une étude de Kroumine (*Ekonomiskaïa Jizn*, 27-28 mars 1921) qui donne les chiffres suivants pour la production industrielle de 1920 par rapport à celle de 1913 :

| | |
|---|---|
| Minerai de fer | 2,25 % |
| Charbon | 20 % |
| Fonte | 2,12 % |
| Machines | 25 % |
| Fil de coton | 5,6 % |
| Sucre | 6 % |

1918 à 1920, le nombre d'ouvriers dans les villes avait diminué de 9 fois[1]. Certes, toutes les branches industrielles n'avaient pas été également frappées : la mobilisation qui affectait les travailleurs des chemins de fer avait maintenu à son niveau d'avant-guerre le chiffre des cheminots en exercice. Par contre, l'industrie du caoutchouc qui occupait 30 000 ouvriers en 1916, n'en occupait plus que 6 000 en 1920. Sur lcs 100 000 ouvriers verriers et porcelainiers d'avant-guerre, il n'en restait plus que 23 750 en 1920. Un numéro de *La Vie Économique* indiquait à la même époque qu'à Moscou, il manquait 8 877 métallurgistes, 1 569 ouvriers dc machines à coudre, 1 041 ouvriers imprimeurs, 333 tanneurs, au total 20 944 travailleurs de toutes corporations.

Comment expliquer une telle hémorragie? Beaucoup d'ouvriers certes étaient mobilisés ou s'étaient d'eux-mêmes engagés. Cependant, il n'y avait, à Petrograd par exemple, que 7 % d'ouvriers partis à l'armée. Par ailleurs, beaucoup de travailleurs, pour vivre, avaient dû retourner à la campagne parce que le bois, seul combustible à remplacer le charbon et le pétrole défaillants, y permettait d'alimenter en énergie de petites entreprises artisanales. Mais Rykov n'admet pas pleinement cette explication : « Il y a des entreprises industrielles que nous ne pouvons pas exploiter, même quand les combustibles et les matières premières sont sur place, parce que la main-d'œuvre qualifiée fait défaut ».

Pourtant le phénomène majeur est bien celui d'un exode des ouvriers — surtout des ouvriers spécialistes — des villes vers les campagnes. S. N. Prokopovicz souligne[2] « qu'au cours de la guerre civile et du communisme de guerre (1918-1920), la population diminua sensiblement mais uniquement dans les villes ». D'après lui, la population urbaine est passée entre 1917 et 1920 de 19,6 % à 15 % de la population totale. A Moscou, sur une population de 1 940 400 habitants en 1916, 1 120 000 seulement seraient demeurés en 1920 : sur la base de l'indice 100 pour l'année 1916, le nombre des habitants serait tombé à 95,5 pour 1917, 86,8 pour 1918, 73 pour 1919 et 57,7 pour 1920.

Ce « retour à la terre », les dirigeants de l'économie russe l'expliquaient avant tout par « la faim, les mauvaises conditions de logement, le froid » qui « chassent les ouvriers russes des centres industriels vers la campagne, et non seulement vers la campagne, mais aussi dans les rangs des mercantis, dans les rangs des parasites »[3]. De même Tomski, président du Soviet central des Unions professionnelles, disait en janvier 1920 : « Une partie seulement de notre industrie fonctionne ; en même temps, dans les villes et les centres industriels, un manque d'ouvriers se fait sentir. L'abandon des centres industriels par les ouvriers s'explique par les mauvaises conditions de leur existence... Le prolétariat quitte l'industrie pour s'adonner à la spéculation et au commerce ». De son côté, Sokolov calculait que la valeur réelle du salaire mensuel d'un ouvrier de Petrograd qu'il estimait à environ 27 000 roubles (dont plus de la moitié payée non en salaire-monnaire mais en salaire-produits) équivalait en raison du prix de la vie

1. Boris Sokolov (*cf.* III[e] partie, I, 4), *Le voyage de Cachin et Frossard dans la Russie des Soviets (Faits et documents)*, p. 28.
2. S. N. Prokopowicz, *Histoire économique de l'U.R.S.S.*, p. 39.
3. Trotski, en janvier 1920, cité par G. Alexinski, *op. cit.*, p. 158.

à 90 livres de pain (le pain, qui coûtait en 1916 2 kopeks, coûtant en 1920 de 300 à 350 roubles la livre), soit 3 livres de pain par jour pour 12 heures de travail. Rykov notait enfin : « Quand nous parlons, dans les fabriques et les usines, d'augmentation du rendement du travail, les ouvriers nous répondent invariablement : ‘ Donnez-nous du pain et alors nous travaillerons ’ ».

Puisque l'élément majeur de la crise économique était constitué par la question de la main-d'œuvre, deux issues s'offraient aux Bolcheviks.

La première était de recourir à la contrainte pour recruter et maintenir le personnel nécessaire dans les usines-clefs : c'est la voie dite de la « militarisation du travail ».

La chose commença d'aventure, comme beaucoup d'autres en cette époque troublée ; en effet on pensa d'abord à utiliser les soldats de l'Armée rouge, qu'un succès provisoire ou une accalmie sur le front rendaient pour un temps oisifs, à des travaux d'urgence exigeant la force et le nombre plus que l'habileté technique : tels la rentrée des récoltes ou l'abattage de bois. L'armée se transformait ainsi pour de brefs laps de temps en armée du travail. Puis l'idée mûrissant, on se prit à l'appliquer en sens contraire : puisque les soldats consentaient à s'identifier à des ouvriers, pourquoi les ouvriers ne s'identifieraient-ils pas à des soldats ? Enfin, par un processus déjà bien établi, cette idée de hasard, s'étant révélée efficace, fut introduite dans le corps de la doctrine : la militarisation du travail fut tenue pour l'essence même de la socialisation économique : « Nous allons, déclare Trotski, vers un type de travail socialement réglementé sur la base d'un plan économique obligatoire pour tout le pays, c'est-à-dire pour tout travailleur. Tel est le fondement du socialisme »[1].

Toute cette évolution se fit très rapidement, en pratique et en doctrine. En pratique : c'est le 27 décembre 1919 que le Conseil des Commissaires du Peuple décidait la création d'une commission spéciale mixte sous la présidence de L. Trotski. C'est le 15 janvier 1920 qu'un décret du Conseil de la Défense Nationale proclamait la transformation de la 3e Armée rouge en 1re Armée révolutionnaire du travail. A la fin janvier, c'était le tour de la 7e Armée rouge, sur rapport de Zinoviev. A la fin février, on comptait déjà 6 armées du travail : la 3e Armée (Oural et Sibérie), baptisée 1re Armée du Travail ; l'ancienne armée de réserve, devenue 2e Armée du Travail sur la voie ferrée Moscou-Kazan ; la 4e Armée rouge, attachée comme 3e Armée du Travail à la voie ferrée Alexandroff-Emba ; l'Armée rouge de l'Ukraine, maintenue comme 4e Armée du Travail ; la 7e Armée rouge, concentrée comme 5e Armée du Travail sur les gisements de tourbe et de schiste ; enfin l'Armée du Caucase, consacrée sous la forme de 6e Armée du Travail à l'exploitation du naphte.

En doctrine : le décret du 15 janvier du Conseil de la Défense Nationale, signé Lénine, précisait déjà les objectifs de la transformation de la 3e Armée rouge en 1re Armée du Travail : fixant les travaux à accomplir — l'approvisionnement en vivres et en fourrages et leur transport à certains points indiqués, l'approvisionnement en bois de chauffage de cer-

1. Cité par M. Fainsod, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*, p. 462, note 21 du chapitre IV, « La dynamique du pouvoir ».

taines usines et gares, l'organisation de transports à cheval par la mobilisation des ressources locales, la mobilisation de la force ouvrière nécessaire, enfin des travaux de construction —, il indiquait que le premier devoir de l'armée du travail était de ravitailler les ouvriers, cela en utilisant son appareil propre : le lieu de son cantonnement devenant son lieu de travail, le conseil révolutionnaire de guerre devenant le conseil révolutionnaire de l'Armée du Travail.

Puis le 9e Congrès du P.C.R., réuni à Moscou du 29 mars au 4 avril 1920, adoptait les *Thèses du C.C. du P.C.R. sur la mobilisation du prolétariat industriel, le travail obligatoire, la militarisation de l'économie, l'emploi des unités militaires pour les besoins économiques*[1]. Un rapport de Trotski[2], diffusé par le *Bulletin du Bureau d'Information* — nº 1 — avait établi sur quels principes devait reposer cette mobilisation du prolétariat industriel : puisque les éléments fondamentaux de la production — matériel technique, matières premières, produits énergétiques, main-d'œuvre — étaient désorganisés, puisque le blocus et l'épuisement économique de l'Europe occidentale ne permettaient pas de rien attendre de l'étranger, le moteur du relèvement de l'économie nationale ne pouvait être que la force ouvrière. Cette force ouvrière, il fallait l'exploiter et la stimuler partout où elle était incluse : non seulement dans le prolétariat industriel déjà formé avant la révolution (le point essentiel étant ici de reconstituer, par le moyen d'avantages matériels ou si nécessaire par la coercition, les rangs des ouvriers spécialistes en récupérant ceux mobilisés à l'armée, occupés dans les services du ravitaillement, accaparés par les institutions soviétiques, dispersés comme artisans, réfugiés à la campagne ou attardés dans les spéculations commerciales) ; non seulement dans le prolétariat des campagnes en utilisant ces non-spécialistes que sont les ouvriers d'origine paysanne à des travaux d'approvisionnement ; mais dans la population en général, en recourant à « une application pratique très large » du principe adopté : « le travail obligatoire pour tous » (ceci signifiant l'introduction pour tout le monde, y compris pour les femmes, de livrets de travail). Or cette mobilisation totale de la force ouvrière ne pouvait se réaliser que dans les conditions d'une militarisation de l'économie nationale, c'est-à-dire d'un recours à la force militaire pour appliquer des mesures de contrainte à l'égard des éléments parasitaires — paysans et ouvriers arriérés — récalcitrants. C'est dans ce cadre que les armées du travail avaient un rôle décisif à jouer : « Les chefs des armées du travail doivent faire ressortir, en toute occasion, la nécessité absolue et l'opportunité, dans la marche du progrès social, de la coercition militaire pour la régénération de l'économie nationale sur la base du travail obligatoire général ».

Si la voie de la coercition sous sa forme extrême, la forme militaire, était la première qui, en 1920, s'imposait aux Bolcheviks pour résoudre

---

1. *Cf.* les *Résolutions* adoptées par le 9e Congrès du P.C.R. (Moscou 29 mars-4 avril 1920), Éd. de l'I.C., nº XX, Petrograd, 1920.

2. *Bulletin du Bureau d'information de la IIIe Internationale Communiste*, publication bimensuelle, Petrograd, 12 mars 1920, nº 2 (Sommaire : La politique économique du pouvoir soviétiste ; qui prend part à l'appareil gouvernemental ? ; les constructions d'État sous le régime soviétiste ; l'organisation du travail socialiste ; la création de l'armée du travail de Petrograd ; le ravitaillement de Petrograd ; le 2e anniversaire de l'Armée Rouge), 23 p. *(Archives R. Radi)* [en français].

la crise de la main-d'œuvre, une seconde issue n'en était pas dédaignée pour autant : celle du contrôle ouvrier. A vrai dire, le « contrôle ouvrier » avait été primitivement l'idée centrale et quasi exclusive du socialisme russe, y compris des Bolcheviks, pour réorganiser l'industrie après « l'expropriation des expropriateurs ». Que ce soit dans sa *Lettre d'adieu aux ouvriers suisses*, en mars 1917, ou dans son article sur *Les tâches du prolétariat dans la présente révolution* publié le mois suivant en avril 1917, Lénine avait exprimé des opinions très proches de ce qu'avait réalisé le Gouvernement provisoire en promulguant à cette même date une ordonnance sur les droits des Comités de fabrique : à cette différence près — très normale — que le Gouvernement provisoire concevait un contrôle d'État tandis que Lénine pensait alors à un contrôle prolétarien, un contrôle « d'en bas »[1]. Ce n'est pas le lieu de faire ici l'historique du « contrôle ouvrier » en Russie de 1917 à 1920 : on va sous peu retrouver cette question quand la discussion connue sous le nom de « discussion sur les syndicats » va secouer le Parti bolchevik, à l'automne 1920, à la fois comme expression et partie d'un débat latent plus général et plus profond sur la signification et les objectifs de la révolution russe après sa victoire intérieure et dans sa solitude extérieure.

Entre la force matérielle des armes et la puissance créatrice du consensus prolétarien, entre ces deux chemins, les Bolcheviks n'en avaient encore au printemps 1920 exclu aucun. (Cependant que Trotski soit alors apparu comme l'inventeur et le maître d'œuvre de l'ensemble des mesures de contrainte, le fait sera de grande conséquence : le chef de l'Armée rouge, en devenant le chef des Armées du Travail, se sera attiré des rancunes tenaces dans les couches ouvrières). Au surplus, les Bolcheviks sont d'autant moins acculés à un choix que la guerre polono-russe les conduit à reconvertir les armées du travail en armées de type traditionnel, avant même d'avoir pu tirer sur leur efficience des conclusions sérieuses.

Ainsi, quand les observateurs socialistes français débarquent au printemps et dans les débuts de l'été 1920, la situation sur le front économique était-elle pour le moins « fluide ».

Pouvait-on parler d'échec ? Varga[2] montrera, quelques années plus tard, qu'au début de la dictature du prolétariat « un nouvel abaissement du standard de vie du prolétariat des villes est inévitable ». Certes, la dictature du prolétariat permet de retirer à la classe capitaliste des profits accumulés aux dépens des travailleurs. Mais « la consommation de la classe capitaliste, dans sa forme naturelle, se compose de produits qui, dans le régime capitaliste, ne sont pas appropriés à la consommation des ouvriers et qui... même sous le régime de la dictature, ne sont pas de nature à permettre une élévation générale du standard de vie des masses ouvrières ». Palais, habits, bijoux, chevaux, autos, yachts sont en effet inutilisables pour la consommation des masses. La saisie des moyens de production, l'expropriation des revenus obtenus sans travail laissent donc en l'état le stock des articles nécessaires : denrées alimentaires, meubles, habits, linge,

---

1. *Cf.* J. RIGAULT, « Lénine et le contrôle ouvrier », *La Nouvelle Critique*, n° 83, mars 1957, p. 98.
2. E. VARGA, *La dictature du prolétariat (Problèmes économiques)*, Paris, 1922.

bref « la réduction de la consommation de la classe dominante en objets de luxe n'augmente en rien les objets propres à la consommation du prolétariat ». Pour réaliser une augmentation réelle de la production des objets de consommation adaptés aux besoins des masses, il faut au préalable procéder à une transformation des moyens de production et à une redistribution de la main-d'œuvre, l'une et l'autre devant enlever aux fabrications de luxe ce qui est nécessaire pour les fabrications courantes. Ainsi s'explique que « la dictature du prolétariat ne peut, en premier lieu, procurer à ceux mêmes qui sont les porte-bannières du nouvel ordre social, aux prolétaires industriels, qu'une élévation toute morale et intellectuelle des conditions de leur existence (théâtre, musique, bibliothèques, bains, etc.) ». Conclusion : « Le standard de vie du prolétariat ne pourra s'élever qu'une fois atteint le plein rendement du nouveau système de production prolétarien. Il s'ensuit que pour la réalisation du socialisme, tout prolétaire conscient doit non seulement combattre, mais aussi savoir se priver ».

Cependant B. Russel, sur la base des observations qu'il rassembla au printemps 1920, n'hésitait pas, lui, à parler d'échec[1]. Non pas tellement parce que toute la section industrielle de l'économie nationale russe connaissait une véritable faillite, ce qui expliquait, vu l'impopularité des communistes dans les villes et dans les campagnes, l'appui que les Bolcheviks prenaient sur l'armée et la Tcheka. Non pas seulement parce que les salaires de famine, les longues heures de travail, l'interdiction de recourir à la grève, les peines de prison pour négligences dans le travail, la diminution des rations, composaient un tableau contradictoire avec l'objectif socialiste traditionnel d'améliorer le sort des malheureux. La faillite de l'industrie, la misère accablante des travailleurs, Russel convenait de lui-même qu'elles pouvaient être des phénomènes de transition. Par contre Russel prononçait une condamnation définitive de la voie bolchevique du fait que « la prétention de représenter le prolétariat est apparue comme un thème usé. Au milieu des démonstrations, des cortèges et des meetings officiels, le vrai prolétariat apparaît apathique et désillusionné ; mais parfois on le voit plein d'une énergie inaccoutumée et d'ardeur, et dans ce cas il compte sur les idées du syndicalisme ou des I.W.W. pour se libérer d'un esclavage beaucoup plus complet que celui du capitalisme »[2]. Et Russel ajoutait : « Le bolchevisme peut être défendu comme une discipline stricte permettant d'industrialiser rapidement une nation arriérée, mais comme expérience menant au communisme, il a échoué ».

---

1. B. Russel, *op. cit.* En automne de la même année, son compatriote H. G. Wells faisait une description non moins sombre des conditions de vie à Leningrad et à Moscou mais se refusait à y voir autre chose que la conséquence de six années de guerre (H. G. Wells, *La Russie telle que je l'ai vue*, 1921).

2. Ce terme d'esclavage dont se sert Russel, c'est celui que reprend Kautsky dans son ouvrage *De la démocratie à l'esclavage envers l'État*, Berlin, Librairie de la Freiheit, 1921 (critique de la conception de Trotsky sur la militarisation du travail). Du mécontentement ouvrier, O. Bauer fera également état en citant dans *Le ' cours nouveau ' de la Russie des Soviets*, p. 15, la formation, fin 1920, de « bandes » dans le gouvernement de Tambov, Voronejc, Saratov, en Ukraine, en Sibérie, ceci préludant au fameux soulèvement de Cronstadt.

Il est important de souligner que, si Lénine n'a pas parlé d'échec, en revanche il a parlé de « faute » : « Peut-être sous l'influence des tâches militaires devant lesquelles nous nous voyions alors placés, de la situation désespérée où se trouvait la République, comme aussi par suite d'autres circonstances..., nous avons commis *la faute* de vouloir réaliser un passage immédiat à la production et à la consommation communistes » (Discours du 17 octobre 1921, cité par Bauer *Le ' cours nouveau ' dans la Russie des Soviets*).

## Chapitre II

# LE MOYEN DU POUVOIR : LE PARTI

I. *Le fondement léniniste de la conception du Parti.*

1. La résolution du 2e Congrès de l'I.C. : le parti à l'heure de la révolution mondiale ; un parti nouveau, un parti prolétarien, un parti mondial.
2. La conception du parti chez Blanqui.
3. La conception du parti chez Marx.
4. La conception du parti dans la Social-démocratie allemande ; Kautsky : le Parti-Scienee ; R. Luxembourg et la durée.
5. La conception du parti dans la Social-démocratie russe.

II. *Le Parti Bolchevik*, parti unique, unifié, centralisé.

1. Parti unique : la lutte contre les oppositions externes.
2. Parti unifié : la lutte contre les oppositions internes.
3. Parti centralisé : la lutte pour le renforcement de l'appareil.

La prise du pouvoir, c'est l'objectif de la révolution. Mais par quel moyen ? La question du parti comme technique d'organisation pour conquérir et assurer le pouvoir constitue finalement le thème central auquel se rattachent les préoccupations dont notre analyse du bolchevisme en 1920 n'a pas encore fait état.

Le 2e Congrès de l'I.C. a d'abord souligné l'importance du parti comme instrument de la prise et de l'exercice du pouvoir dans un texte de caractère général sur les « Tâches principales de l'Internationale Communiste »[1]. Mais il y a surtout consacré une résolution très étoffée — en 19 points — : *Le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne*[2].

---

1. Ce texte stipule en son point 9 : « Dans toutes les organisations sans exeeption — syndicats, unions, etc. —, prolétariennes d'abord et ensuite non prolétariennes, des masses laborieuses exploitées (qu'elles soient politiques, syndicales, militaires, coopératives, post-scolaires, sportives), des groupes ou des noyaux eommunistes doivent être formés, de préférenee ouvertement mais s'il le faut clandestinement... ; ces groupes rattaehés les uns aux autres et rattaehés au centre du Partl, éehangeant le résultat de leurs expériences, s'oeeupant d'agitation, de propagande ct d'organisation, s'adaptant à tous les domaines de la vie soeiale, à tous les aspeets, à toutes les catégorics de la masse laborieuse, doivent procéder par leur travail multiple à leur propre éducation, à eelle du Parti, de la classe ouvrière et de la masse ».

2. *Statuts et résolutions de l'Internationale Communiste*, adoptés par le 2e Congrès de l'Internationale Communiste, Petrograd-Moscou, 19 juillet-7 août 1920, Paris, Bibliothèque Commu-

Dans son introduction, cette résolution commence par définir le moment de la lutte où le prolétariat en est arrivé, moment qui commande les principes d'organisation auxquels les Bolcheviks se sont arrêtés en matière de parti. Or, pour qualifier ce moment, un terme revient avec insistance sous la plume du rédacteur : celui de décisif. « Lutte décisive », « heure décisive » ; c'est donc de cette appréciation qu'il faut partir pour comprendre pourquoi « en ce moment », « la classe ouvrière a besoin d'une solide organisation ». Cette attention à *dater* les principes sur lesquels ils entendent que repose l'organisation de la lutte ouvrière suggère que c'est la perspective d'une révolution à court terme qui, incontestablement, pour les Bolcheviks, appelle en 1920 une certaine forme d'organisation prolétarienne, un certain type de parti.

Que la révolution prolétarienne soit imminente, voilà en effet qui comporte pour les Bolcheviks une signification précise, tant du point de vue de ce qu'elle exclut que du point de vue de ce qu'elle implique. Elle exclut en particulier l'idée que la classe ouvrière, comme telle et globalement, va participer aux ultimes combats : car les Bolcheviks distinguent radicalement la classe et le parti, et considèrent le parti comme « la fraction la plus avancée, la plus consciente, la plus révolutionnaire » de la classe, une fraction visant à exercer son « influence idéologique et politique » sur *toutes* les couches de la classe, mais néanmoins une fraction avertie de ce qu'à aucun moment elle ne se confondra avec la totalité dont elle émane (Points 1-2-3).

Que la révolution prolétarienne soit imminente implique en revanche que ce parti — fraction organisée de la classe — se distinguera à son tour radicalement des anciens partis ouvriers : « L'époque de la lutte *directe* en vue de la dictature du prolétariat suscite un *nouveau parti prolétarien mondial*, — le P.C. » (Point 4).

Un *nouveau* parti : un parti qui se sépare à jamais de ce qui fut l'idéologie, la pratique, le style de la IIe Internationale ; un parti qui, de ce fait, ne lutte pas seulement contre la bourgeoisie mais contre la social-démocratie, ce dernier terme étant désormais réservé au seul socialisme se réclamant de la IIe Internationale (Point 10).

Un parti *prolétarien :* un parti à qui rien de ce qui est ouvrier n'est étranger, se considérant comme le « dirigeant unique des diverses formes du mouvement prolétarien » : d'où découlent la théorie et la pratique des rapports hiérarchiques entre le parti et les autres organisations prolétariennes (révolutionnaires ou non, et même réactionnaires), — la division classique parti-syndicats-coopératives faisant place à une nouvelle divi-

---

niste, 123, rue Montmartre, 1920, p. 39-52. L. Blum trace de la conception bolchevique du parti la description suivante (Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 253-254) : « L'unité dans le Parti... était jusqu'à ce jour une unité synthétique, une unité harmonieuse, c'était une sorte de résultante de toutes les forces et toutes les tendances intervenaient pour fixer et déterminer l'axe commun de l'action. Vous [les partisans des thèses bolcheviques], ce n'est plus l'unité en ce sens que vous cherchez, c'est l'uniformité, l'homogénéité absolues. Vous ne voulez dans votre parti que des hommes disposés, non seulement à agir ensemble, mais encore prenant l'engagement de penser ensemble : votre doctrine est fixée une fois pour toutes *ne varietur*. Qui ne l'accepte pas n'entre pas dans votre parti ; qui ne l'accepte plus devra en sortir !... Vous voulez un parti entièrement homogène, un parti dans lequel il n'y ait plus de liberté de pensée, plus de division de tendance... Cela résulte de votre conception révolutionnaire elle-même... Est-ce là le parti que nous avons connu ? Non ».

sion parti-soviets-syndicat (sous la direction du parti) (Points 6-7-8). D'où découle aussi que ce parti prolétarien gardera sa raison d'être aussi longtemps que les classes sociales garderont la leur : le dépérissement du parti se confondra avec le dépérissement de l'État en fonction du dépérissement des classes sociales (Point 11).

Enfin un parti prolétarien *mondial :* le parti communiste ne se constitue pas dans chaque pays comme une section qui compte se rattacher à un centre de direction mondial ; il se constitue au contraire dès l'origine comme un parti international qui, éventuellement et secondairement, se différencie en sections nationales (Point 12).

Un nouveau parti prolétarien mondial donc, dont l'apparition est liée à ce moment spécifique de l'histoire humaine où sonne l'heure de la révolution mondiale prolétarienne, voilà la conception d'ensemble à laquelle se relient les caractères seconds — d'ailleurs minutieusement énumérés — d'un tel parti : discipline de fer (Point 13) ; centralisation démocratique — élection des comités de base, soumission obligatoire des comités inférieurs aux comités supérieurs, existence d'un centre muni de pleins pouvoirs et recruté par cooptation en période d'illégalité (Points 14-15) ; refus d'une quelconque autonomie des groupes locaux (Point 16) ; combinaison de l'activité légale et de l'activité clandestine dans tous les pays où le pouvoir est détenu soit par la bourgeoisie, soit par la social-démocratie — l'action clandestine contrôlant l'action légale (Point 17) ; formation d'un « noyau communiste » dans toutes les organisations et institutions « de masse » — soviets, syndicats, coopératives, ateliers, comités de locataires, villages, etc. (Points 18-19).

Telles sont les précisions données par la résolution qu'adoptait le 2e Congrès de l'I.C. quant à ce que les Bolcheviks entendaient alors par Parti communiste. Résolution d'un intérêt majeur, puisqu'elle met en évidence ce qui constitue le fondement de la conviction léniniste en la matière : à savoir que la classe ouvrière ne peut spontanément réaliser le socialisme ; que, dans ces conditions, le Parti est l'expression unique, totale et nécessaire de la classe ouvrière, le dirigeant de la dictature du prolétariat, le moteur de l'État prolétarien. Bref, ce qui fait l'essence du Parti est impliqué par la nature même de la classe ouvrière : le parti constitue l'instrument médiat par lequel le prolétariat est mis à même de remplir sa mission révolutionnaire historique. En revanche, c'est dans ses liens étroits avec le prolétariat dont il n'est que « l'aile marchante » que le parti puise sa capacité de direction politique.

Ce rapport nécessaire, fait d'exigences réciproques, entre le parti et la classe, les réformateurs sociaux du XIXe siècle, puis le mouvement ouvrier international ne l'avaient pas toujours ressenti de même. On sait que le terme de « blanquisme » par exemple couvre toute conception du parti qui rompt plus ou moins la dialectique du parti et de la classe au profit du parti : Blanqui « partant de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés étaient capables, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais aussi, en déployant une grande énergie et de l'audace, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la rassembler

autour de la petite troupe directrice »[1]. A l'inverse, l'anarchisme dans ses divers degrés (et notamment cet anarchisme d'un style très particulier qu'est le syndicalisme révolutionnaire), en insistant sur « la spontanéité créatrice des masses », brise le couple parti-classe au profit de la classe, seule capable, selon lui, de se placer sur des positions conformes à son génie propre.

A vrai dire, l'affirmation verbale chez Marx du rapport indissoluble qu'il convient d'établir entre le parti et la classe ne saurait masquer quelque ambivalence doctrinale : certes, le *Manifeste du Parti communiste* édicte avec force que « nous ne sommes pas des conspirateurs qui veulent, à un jour déterminé, déclencher une révolution »[2] ; mais par ailleurs il considère que « [les communistes] ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien »[3]. Cet « avantage », dont l'origine n'est pas expressément précisée, — même s'il est dit que « les conceptions théoriques des communistes... ne sont que l'expression générale des conditions effectives d'une lutte de classes » — concourt évidemment à rompre l'équilibre en faveur de « l'avant-garde consciente ».

Aussi quand la social-démocratie allemande, héritière la plus directe de la pensée marxiste, voudra se définir elle-même par rapport à la classe ouvrière allemande, aura-t-elle tendance à insister sur ce qui fait l'originalité radicale du parti par rapport à la classe. Sans doute est-il bien entendu — et c'est en quoi le social-démocratisme se distingue du blanquisme — que le parti, c'est-à-dire un rassemblement plus ou moins étoffé de prolétaires révolutionnaires, n'est pas en mesure, si bien organisé soit-il, de « faire la révolution » à moins que le développement social n'en ait préalablement créé les conditions objectives : « Nous savons qu'il est aussi peu dans notre pouvoir de créer cette révolution que dans celui de nos adversaires de l'empêcher »[4]. Ce qu'on a appelé le « volontarisme blanquiste » est donc exclu de l'idée sociale-démocrate du parti. Mais ceci dit, le parti et la doctrine dont il est porteur, le socialisme, ne s'extraient pas nécessairement de la masse prolétarienne comme on peut extraire un fruit de la coque qui l'enferme. Au contraire, le socialisme est une doctrine extérieure comme telle au fait prolétarien d'origine : « La conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classes du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément »[5]. Non seulement le socialisme n'est pas le produit spirituel de la lutte des classes, mais son apparition n'est même pas due à l'activité intellectuelle des gens qui socialement participent comme prolétaires à la lutte des classes : « Le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais la catégorie des intellectuels ; c'est

---

1. ENGELS, *Introduction* du 18 mars 1891 à *La Guerre civile en France*, Éd. Sociales, p. 16.
2. Éd. Costes, 1953, p. 128.
3. Éd. Costes, 1953, p. 82.
4. KAUTSKY, *Le chemin du pouvoir*, 1907.
5. K. KAUTSKY, *Neue Zeit*, 1901-1902, XX, I, p. 79-80. Cité par LÉNINE, *Que faire ?*, *O.C.*, I, 1948, p. 205 (Éd. en langues étr., Moscou). Kautsky a encore précisé sa pensée dans son discours au Congrès de la S.D. autrichienne (novembre 1901).

en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme »[1].

Dans cette ligne de pensée, Kautsky pousse très loin la différenciation entre le parti et la classe : puisqu'il n'attribue à leur évolution respective qu'un « parallélisme » dû au fait que l'un et l'autre plongent leurs racines dans la même infrastructure économique. Mais ce « parallélisme » n'a pas même dignité : la lutte des classes évolue au niveau de l'histoire ; le socialisme évolue au niveau de la science. Conséquence : le parti, comme porteur de la science, s'il n'est pas habilité à modifier l'histoire, peut la penser ; son rôle est tout tracé, c'est celui d'un maître spirituel, d'une « conscience ».

C'était, pour le parti, à la fois excès d'honneur et dangereuse mutilation : contre cette hautaine conception d'un parti contemplatif, une réaction devait s'esquisser à l'intérieur même du Parti social-démocrate allemand. R. Luxembourg y attachait son prestige : pour dégeler le rapport stable établi par Kautsky entre la classe-Histoire et le parti-Science, R. Luxembourg réintroduisait dans le débat le facteur « durée » : pourquoi la science devrait-elle rester l'apanage d'un petit groupe et ne peut-on imaginer comme une « démocratisation » du socialisme ? « La transformation de la masse en ' dirigeante ' sûre, consciente, lucide, la fusion rêvée par Lassalle de la science avec la classe ouvrière, n'est-elle pas et ne peut-elle être qu'un processus dialectique, puisque le mouvement ouvrier absorbe d'une façon ininterrompue des éléments prolétariens nouveaux, ainsi que des transfuges d'autres couches sociales ? Toutefois, telle est et telle demeurera la *tendance* dominante du mouvement socialiste : l'abolition des ' dirigeants ' et de la masse dirigée »[2].

Les débats de la social-démocratie allemande n'avaient pas dans ce domaine plus que dans les autres échappé à la social-démocratie russe. Certes, le mouvement ouvrier russe s'était plus longtemps attardé que l'occidental à cette espèce de blanquisme qu'était la théorie de Tkatchev. Mais, au tournant du XX^e^ siècle, la social-démocratie russe s'était affirmée parallèlement à l'industrialisation de la Russie et à la croissance d'un prolétariat localisé. Or elle s'affirme dans les conditions particulières de l'autocratie tsariste et du développement d'un mouvement révolutionnaire bourgeois — en 1905. Ce qui la contraint à la fois à l'action, à peine d'être balayée de la scène politique, et à l'action illégale. Parce qu'il lui faut agir, et agir clandestinement, le Parti social-démocrate russe, au contraire de son homologue allemand, est peu tenté de se réserver la seule mission de dire le vrai et le juste : en revanche, il n'abandonne pas l'histoire quotidienne aux initiatives éventuelles de la classe ouvrière.

De telle sorte que le Parti social-démocrate russe, surtout en sa fraction léniniste, en vient à postuler à la fois le rôle de guide en matière de doctrine et celui de chef en matière de pratique politique. Lénine retient bien l'idée kautskienne selon laquelle le socialisme doit être apporté du dehors au mouvement ouvrier, mais il ajoute que de ce socialisme, de cette

1. *Ibid.*
2. R. LUXEMBOURG, « Masse et chefs », *Neue Zeit*, 1903-1904, XII, n° 2, publiée sous le titre *Marxisme contre dictature*, Paris, 1940, p. 36-37.

science, il ne faut pas se servir pour prêcher la bonne nouvelle à la manière d'un homme d'Église, mais pour se battre à la manière d'un chef de guerre. On voit dès lors comment le parti est revêtu de la double dignité du savoir et du faire, tandis qu'à l'autre pôle la classe ne dispose plus ni de l'un ni de l'autre : « La lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable lutte de classes que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation de révolutionnaires ».

Ainsi Lénine achève de rompre l'équilibre entre le parti et la classe ; car pour lui la prééminence du parti ne réside pas seulement dans le fait qu'il détient une dignité plus considérable que celle de la classe, elle réside en ce qu'il détient toutes les dignités, théorique et pratique. Dès lors, si le parti doit prendre bien soin de se vouloir le représentant exclusif de la classe, il est bien entendu en revanche que la classe transfère au parti sa mission et ses vertus : si le prolétaire n'a rien à offrir qu'une vague, informe et inefficace « conscience de classe », le « prolétaire révolutionnaire », ou mieux le « révolutionnaire professionnel », lui, obéit aux exigences d'un « esprit de parti » qui fait de lui, totalement et sans réserve, un « homme de parti »[1].



Cette dignité « absolue » que Lénine confère au parti comme intermédiaire entre la classe ouvrière et la dictature du prolétariat explique que le parti ne soit pas pour lui un instrument *entre autres*, mais l'instrument unique de la prise et de l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière ; mieux encore, nécessairement *unique*, il doit être nécessairement *unifié*. Ainsi, par la nature des rapports qu'il entend entretenir avec la classe ouvrière, le Parti bolchevik exclut *a priori* deux éventualités : d'abord celle qu'un autre parti puisse lui faire une concurrence externe du point de vue de la représentation des intérêts prolétariens ; ensuite celle que des groupements importants et durables puissent constituer en son sein une pluralité interne d'intentions, d'ambition, de direction.

Cette double position de principe se trouvait indiscutablement enveloppée et dans les prémisses théoriques de Lénine en matière d'organisation et dans sa pratique politique au cours des quinze années qui ont précédé

1. A propos des divergences entre la thèse de Kautsky et la thèse de Lénine sur les rapports entre le mouvement spontané de la classe ouvrière et le socialisme, *cf.* PLEKHANOV, *Iskra*, nos 70-71 des 25 juillet et 1er août 1904 (PLEKHANOV, *Œuvres complètes*, en russe, vol. XIII, p. 116-140). S. SCHWARZ, dans un ouvrage pénétrant, *Lénine et le mouvement syndical*, précise ainsi ce qui est en question (p. 24) : selon Léninc, la classe ouvrière, livrée à elle-même, ne parvient qu'à poursuivre l'amélioration de ses conditions de vie et de travail dans le cadre de l'ordre social et économique du capitalisme. Selon Kautsky, la classe ouvrière aspire, par contre, « en soi-mêmc » à vaincre l'ordre capitaliste et à ériger l'ordre socialiste. Il n'est point question, pour Kautsky, de l'évolution des idées socialistes en dehors et « indépendammcnt de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ». « Introduire la conscience socialiste dans la lutte de classe » ne signifie pour lui par conséquent que fournir « la justification scientifique » des aspirations socialistes, qui surgissent spontanément, « instinctivement », de la lutte de classe du prolétariat. Schwarz note au surplus que Lénine, sur la remarque de Plekhanov soulignant le fait que Marx a expressément écrit dans le *Manifeste :* « Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées ou des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde... », a atténué sa thèse sur l'indépendance de l'évolution des idées socialistes à l'égard du développement réel du mouvement ouvrier dans un article d'*Uperied* (« En avant ») de mars 1905.

la guerre. Mais, déjà dessinée en doctrine, elle devait acquérir surtout son relief et sa consécration du fait qu'à l'inverse de bien d'autres, elle fut confirmée et accentuée par l'évolution politique russe entre 1917 et 1920. Si bien qu'après 1920, elle accéda définitivement à la dignité suprême des postulats ratifiés par l'expérience.

D'une part, en effet, le monopole proclamé du Parti bolchevik comme représentant exclusif de la classe ouvrière russe, comme instrument unique de la dictature du prolétariat en Russie, comme dirigeant incontesté de la révolution mondiale, devait triompher dans la pratique à la suite d'une lutte complexe, subtile mais incessante contre tous les candidats éventuels à une quelconque influence politique sur les masses ouvrières russes[1] : et cela, bien qu'au départ ces candidats — les Mencheviks — aient des affinités majeures avec les Bolcheviks (puisque les uns et les autres se réclament du socialisme marxiste) ; ou qu'ils aient — les Anarchistes — soutenu avec enthousiasme le nouveau régime à sa naissance ; ou enfin qu'ils aient — les Socialistes-Révolutionnaires — fourni, en même temps que leur caution auprès des masses paysannes avec qui ils entretiennent des liens solides, le programme agraire de la jeune République des Soviets.

Il est hors de question d'entrer ici dans le détail des événements — scrupuleusement analysés d'ailleurs par M. Schapiro dans son ouvrage *Les Bolcheviks et l'opposition* — à l'issue desquels ces trois courants ouvriers organisés furent éliminés sur le territoire russe. Il n'est d'ailleurs pas certain que cette élimination, même si elle répondait finalement à des conceptions théoriques antérieures, se soit réalisée vraiment en fonction d'elles ; on peut penser aussi qu'elle résulta de divergences politiques, divergences très réelles que les Bolcheviks, dans la conjoncture de la guerre civile, estimaient devoir surmonter en se séparant de leurs alliés ou en acceptant leur retrait ; on peut penser enfin que l'élimination des partis ouvriers non bolcheviks a été décidée surtout au titre du délestage que rendaient nécessaire les difficultés et les échecs internes de la révolution dans le domaine économique : il y a des moments où la prudence exige de sacrifier ceux qui, opposants ou alliés, sont en tous cas bien placés pour jouer les boucs émissaires et affaiblir la tension des mécontentements. Ce qui est néanmoins assuré, c'est que cette élimination ne sanctionna pas un constat de faillite politique : les partis non bolcheviks n'avaient nullement perdu, au moment où ils meurent à la vie légale, leur audience respective. Ce qui est également assuré, c'est que Lénine et son parti n'ont pas poussé très loin le souci de leurs alliances — de leurs alliances avec d'autres partis — et qu'ils n'ont pas reculé devant des mesures d'autorité, sinon d'arbitraire. Mais ce qui apparaît surtout et en dernière analyse, c'est que l'élimination des partis ouvriers révolutionnaires non bolcheviks est due, avec ou sans plan préconçu, à la supériorité tactique de l'homme

---

1. Sur les Mencheviks : *cf.* L. SCHAPIRO, *op. cit.*, chap. XI ; *cf.* aussi les ouvrages de KAUTSKY, AXELROD, MARTOV, DAN analysés ci-dessus, IIIe partie, II, 1.

Sur les Socialistes-Révolutionnaires : *cf.* L. SCHAPIRO, *op. cit.*, chap. VII et IX ; et aussi I. KACHOWSKAYA, *Souvenirs d'une Révolutionnaire ;* G. ALEXINSKI, *op. cit.*, p. 64 et suiv.

Sur les Anarchistes : *cf.* L. SCHAPIRO, *op. cit.*, *passim ; cf.* aussi V. SERGE, *Les anarchistes et l'expérience de la révolution russe* (écrit en juillet-août 1920 pour appuyer le courant anarchiste de soutien au bolchevisme — le « groupe anarchiste-syndicaliste Goloss Trouda ») ; *cf.* naturellement VOLINE, *La révolution inconnue* et IAROSLAWSKI, *L'anarchisme en Russie.*

politique qu'est Lénine : moins que la consécration d'une doctrine ou d'une plate-forme politique, elle est celle d'une habileté confirmant avec éclat que Lénine, s'il pouvait alors trouver dans l'arène politique russe, en la personne d'un écrivain comme Martov, des concurrents en matière de théorie, était sans rival comme homme d'État et chef de parti.

Parti unique mais aussi parti unifié : le fait que Lénine entre 1917 et 1920, ait à tous coups triomphé des courants successifs qui, au niveau des organismes dirigeants du Parti, ont préconisé sur tel problème une solution différente de la sienne ; que, par là même, il ait frappé d'abstraction et donc de chimérisme toutes les constructions critiques ; ce fait est venu affermir d'autre part l'idée que la pluralité d'opinions est aussi stérile à l'intérieur du Parti qu'à l'extérieur, qu'elle est en outre de nature à se transformer en expression d'intérêts sociaux divergents.

Ici non plus, il n'est pas question de décrire, même grossièrement, les différentes tempêtes qui, entre 1917 et 1920, ont secoué les hautes sphères du Parti bolchevik. Pourtant, dès avant même que le coup d'état d'Octobre se soit révélé heureux, les polémiques internes se sont déchaînées : sur la question capitale de la prise du pouvoir, les Bolcheviks n'étaient pas d'accord. Puis dans le dernier trimestre de 1917, c'est l'affaire de la Constituante et le caractère à donner au nouveau gouvernement qui agitent les esprits[1] : faut-il constituer un gouvernement à hégémonie bolchevique (sinon même un gouvernement bolchevik homogène) ou faut-il tenter de négocier pour aboutir à un gouvernement de coalition sur une base d'égalité avec les autres partis socialistes ? Le choix à peine fait en faveur de la solution préconisée par Lénine et par Trotski, le tournant de l'année 1917-1918 voit se cristalliser, sur la nouvelle question capitale : la question de la stratégie bolchevique en matière de guerre et de paix, le courant des « communistes de gauche »[2]. Du 7e Congrès du P.C.R. aux événements de juin-juillet 1918 qui le persuadent de se démarquer des S.R. de gauche, le groupe de Boukharine mène une vigoureuse polémique à la fois contre la politique étrangère et contre la politique économique défendues par Lénine. Sur quoi la guerre civile relayant dans le second semestre de 1918 la guerre étrangère, ce sont désormais les problèmes de l'organisation de l'Armée rouge qui soulèvent la discussion : la définition des critères à appliquer pour la désignation des officiers, l'emploi de spécialistes en matière militaire, même si ces spécialistes ne sont pas convaincus d'un sincère attachement au nouveau régime, le maintien de la stricte discipline en usage dans les armées de type traditionnel nourrissent l'opposition de ceux — tel Smirnov — qui pensent qu'une armée révolutionnaire s'apparente nécessairement à une armée de « partisans ». Les succès remportés par l'Armée rouge, en confirmant la valeur des choix imposés par Trotski (en accord avec Lénine) au 8e Congrès du P.C.R. — printemps 1919 —, désarment « l'opposition militaire »[3]. Mais du même coup, ils redonnent au début de l'année 1920 la priorité à la construction économique du socia-

---

1. *Cf.* M. FAINSOD, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée ?* p. 110-111 ; I. DEUTSCHER, *Staline*, p. 149.
2. *Cf.* Ire partie, II, 1 ; *cf.* aussi SCHAPIRO, *op. cit.*, chap. VI.
3. M. FAINSOD, *op. cit.*, p. 118 et suiv. ; TROTSKI, *Ma vie*, p. 444 ; B. SOUVARINE, *Staline*, p. 211 ; DEUTSCHER, *Staline*, p. 164.

lisme et remettent en cause les fondements sur lesquels s'est provisoirement établi le « communisme de guerre ». Dans ce nouveau cadre, sous l'impulsion d'abord des militants et dirigeants du mouvement syndical — tels Schliapnikov — et avec le soutien indiscutable d'un large secteur de l'opinion ouvrière, se développe, durant toute l'année 1920, un courant critique à qui Lénine donnera ultérieurement le nom « d'opposition ouvrière »[1]. Ce qu'il discute ? Le rôle de la classe ouvrière, comme telle, dans la République des Soviets ; la nature des liens entre cette classe ouvrière et les milieux dirigeants du gouvernement et du Parti bolcheviks ; la structure imposée à la direction des entreprises industrielles désormais nationalisées, — direction personnelle au lieu de direction collégiale ; enfin et surtout le rôle et la fonction des organisations syndicales — organisations typiquement prolétariennes — dans l'élaboration des nouvelles formes économiques, au stade de la dictature du prolétariat, et dans la restauration de la production industrielle sur une base communiste. Dans le même temps, un groupe constitué davantage par des intellectuels et qui, de ce fait, s'intéresse aux structures politiques plus qu'aux structures économiques du nouvel État, est animé de préoccupations voisines : préserver l'initiative créatrice des militants de base du Parti. Sous la rubrique générale de « centralisme démocratique », ce groupe avance diverses suggestions qui visent à modifier à l'intérieur du Parti le rôle et la fonction du Comité central, la circulation des idées et le mécanisme des discussions, les modalités des élections à l'issue desquelles sont constitués les organes de direction du Parti à tous les échelons[2].

Ainsi, quand le 2e Congrès de l'Internationale communiste se réunit à la mi-juin 1920, des polémiques très sérieuses — succédant à bien d'autres — sont en cours dans le P.C.R. : c'est à son 10e Congrès seulement (printemps 1921) qu'elles seront tranchées. Ces affrontements témoignent certes de la vigueur bolchevique : cependant, dès le moment où ils se produisent au sein d'un parti qui occupe seul toute la scène politique, ils apparaissent comme faussés du fait qu'ils se substituent plus ou moins aux débats qui devraient opposer des partis distincts. Au surplus, se terminant toujours de la même façon, par la victoire des thèses léninistes, ils tendent d'une manière générale à s'académiser.

Que l'opposition externe au bolchevisme ait succombé à la fois à sa propre impuissance et aux moyens de pression dont le Pouvoir usait à son encontre ; que l'opposition interne s'essoufflât en une critique de plus en plus abstraite quant à ses moyens, et de plus en plus discutable quant à ses répercussions, la conséquence générale en était un renforcement du groupe dirigeant au sein du parti et du gouvernement : la dictature du prolétariat s'étant bientôt identifiée à la dictature du parti, cette dernière s'est à son tour identifiée à la dictature du Comité central. Mais déjà en 1920 commencent à pointer — avec le discours de Lénine au 9e Congrès du Parti, le 29 mars 1920 — ce qui va faire l'objet des discussions ultérieures : la composition numérique du Comité central (Lénine se prononçant pour

---

1. SCHAPIRO, *op. cit.*, p. 222 ; DEUTSCHER, *op. cit.*, p. 146 ; L. TROTSKI, *Cours nouveau. Cf.* surtout, un document volumineux intitulé « L'opposition ouvrière » (*Pièce 358, Archives Humbert-Droz*, I.I.S.G.).
2. *Cf.* SCHAPIRO, p. 223 ; B. SOUVARINE, *op. cit.*, p. 251.

une augmentation du nombre des membres du C.C.) ; les rapports à instituer entre le Comité central et le Bureau politique (dont la création définitive avait été décidée au Congrès précédent, en liaison avec la réorganisation de l'appareil du parti que la mort de Sverdlov avait rendue nécessaire)[1] ; enfin les rapports à instituer entre le Comité central et le Secrétariat — également créé au 8e Congrès, mais renforcé au 9e par l'adjonction de trois nouveaux membres[2]. En attendant que ce Secrétariat substitue à la pratique de la mobilisation massive de volontaires communistes (en cas d'urgence) la formule d'un appareil stable de fonctionnaires permanents nommés par lui, ses pouvoirs sont paradoxalement accrus du fait de la constitution de Commissions de contrôle qui, créées en 1920 « pour recevoir les ' réclamations ' contre l'appareil du Parti, devinrent rapidement les instruments dont l'appareil se servit pour faire observer la discipline »[3]. Bref, déjà en 1920, la question est publiquement posée : la dictature du Comité central est-elle menacée de se réduire à la dictature du Bureau politique et du Secrétariat ?

A vrai dire, rien n'est joué encore. D'une part, la composition du Parti, encore qu'elle manifestât déjà des modifications profondes, freine cette évolution. Sans doute le Parti bolchevik s'est-il numériquement enflé, passant de 23 600 membres en 1917 à 431 400 en 1920[4]. Un tel accroissement quantitatif s'accompagne d'un déclin qualitatif : même si les conditions d'admission au Parti, fixées en août 1917 au 6e Congrès, sont restées formellement identiques[5], leur portée s'est modifiée (d'autant que la vague de recrutement s'est surtout gonflée après 1919, c'est-à-dire après la victoire). D'ailleurs la composition sociale du Parti en témoigne : tandis que le prolétariat urbain de Moscou, de Petrograd et de quelques autres centres industriels formait en 1917 l'essentiel des troupes bolcheviques, le pourcentage des membres d'origine ouvrière ne cessait entre 1917 et 1920 de décroître, passant de 60,2 % à 43,8 % ; en revanche, la représentation paysanne augmentait, passant de 7,6 % à 25,1 %[6]. Encore faisait-on figurer à la rubrique « ouvriers » beaucoup de militants qui avaient quitté l'usine en 1917 pour n'y plus revenir, accaparés par des tâches politiques, militaires ou administratives. Cette évolution numérique, politique et sociale dans le recrutement du Parti se traduit sur le plan de la qualité. B. Russel croit pouvoir distinguer au sein du P.C.R. « les vieux révolutionnaires,

---

1. En octobre 1917, s'était constitué « pour la direction politique de l'insurrection » un Bureau politique, composé de Lénine, Zinoviev, Kamenev, Trotski, Staline, Sokolnikov, Boubnov. L'insurrection ayant réussi, ce Bureau politique disparut. C'est en mars 1919 que le 8e Congrès du Parti remania son appareil en créant trois nouveaux organes de direction : le Bureau politique (5 membres du Comité central) ; le Bureau d'Organisation (5 membres du Comité central) et le Secrétariat (un secrétaire responsable membre du Bureau d'Organisation, assisté de 5 secrétaires techniques). La composition du premier Bureau politique fut la suivante : Lénine, Trotski, Staline, Kamenev, Krestinski.
2. Krestinski, Preobrajenski, Serebriakov.
3. M. FAINSOD, *op. cit.*, p. 138.
4. *Ibid.*, p. 185. Chiffres extraits de BOUBNOV, « V.K.P. (b) », *Bolchaïa Sovietskaïa Entsiklopedia* (1930), XI, 533.
5. Voici ces conditions : reconnaître le programme du parti ; faire partie d'une de ses organisations ; se subordonner à ses décrets ; payer la cotisation ; être parrainé par 2 membres ; avoir recueilli l'approbation de l'assemblée générale des membres de l'organisation de base.
6. M. FAINSOD, *op. cit.*, p. 186.

les jeunes arrivistes et les ralliés [type businessmen] »[1]. L. Trotski, après avoir rappelé que « les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile », montre que « survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la ‘ fierté prolétarienne ’ eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité »[2]. Enfin Lénine lui-même en vint à l'occasion à parler de la « canaille soviétique »[3].

Tout ceci admis, il reste que le Parti bolchevik est encore constitué dans sa masse par des hommes qui se sont formés dans la guerre civile et sont par conséquent marqués des traits propres à cette période : au nombre desquels l'esprit d'initiative et de sacrifice n'est pas le moindre. D'autre part, les tensions qui, au sein du Parti, opposent démocratie et dictature, en sont encore dans leur phase ascendante. Voilà pourquoi en 1920, il est déjà possible d'évoquer, mais seulement à titre de virtualité, certains dangers qui s'affirmeront ultérieurement comme caractéristiques du nouveau régime : tel le développement d'une bureaucratie mise au service de la toute-puissance d'un seul homme.

---

1. B. Russel, *op. cit.*, p. 87. B. Russel ajoute : « Se rencontrent... des hommes possédant les mêmes capacités que l'on trouve en Amérique chez les magnats des trusts, qui sont fils de leurs œuvres, mais travaillent pour s'assurer le succès et le pouvoir, et non pour gagner de l'argent. Il faut reconnaître que les Bolcheviks s'entendent admirablement à embaucher les hommes doués de ces capacités dans les services de l'État sans leur permettre d'amasser des richesses... Cela permet de supposer même que, si l'on permet à la Russie de vivre en paix, il pourrait bien s'y produire un développement industriel remarquable qui ferait de la Russie une rivale des États-Unis » (écrit en 1920).

2. L. Trotski, *La révolution trahie*, p. 107-108.

3. D'après V. Serge, *Carnet d'un révolutionnaire*, p. 127 : « Zinoviev me montra un jour une lettre de Lénine qui, parlant de la bureaucratie, disait ‘ toute cette canaille soviétique ’ ».

# B) L'HYBRIDATION DOCTRINALE DU SOCIALISME FRANÇAIS ET DU BOLCHEVISME

## CHAPITRE III

### LA GREFFE DU BOLCHEVISME SUR LE SOCIALISME FRANÇAIS

*Des jugements de valeur.*

*Ceux qui approuvent.*

Pourquoi ? Le socialisme français tombait en quenouille.

Est-ce bien sûr ? La résistance du socialisme français.

Sa relative sécheresse théorique : la vision critique du bolchevisme par Bertrand Russel.

*Ceux qui condamnent.*

Pourquoi ? Le viol des traditions socialiste françaises ; l'originalité spirituelle de la révolution française.

### UN PREMIER EXEMPLE MINEUR : LE BOLCHEVISME ET LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE

Comment la Fédération Nationale des J.S. de France se transforma en Fédération des J.S.C. adhérente à l'I.C.J.

### UN SECOND EXEMPLE MAJEUR : BOLCHEVISME ET SYNDICALISME FRANÇAIS

I. *Par-delà une conjoncture de faiblesse, le mouvement syndical français demeure fort d'une expérience déjà élaborée en doctrine :*

A. Le mouvement syndical français hors de tout engagement doctrinal ?

B. Le mouvement syndical français hostile au marxisme.

1. Marx et les syndicats.
2. Héritière politique de Marx, la Social-démocratie allemande et les syndicats.
3. Le Parti ouvrier français de Guesde et les syndicats.

C. Le mouvement syndical français dans la sphère d'idées du proudhonisme.

1. Ce que le mouvement syndical français retient de Proudhon.
2. La Charte d'Amiens.

D. Les conséquences doctrinales et pratiques de son appartenance à la sphère du proudhonisme : le syndicalisme révolutionnaire français :

Il est révolutionnaire ; d'action directe ; apolitique ; a-socialiste ; pour la grève générale ; antiétatiste ; antiparlementaire ; antimilitariste ; antipatriotique. Est-ce en fait un parti politique ?

E. Les déboires du syndicalisme révolutionnaire français.

1. Avant 1914.
2. Le syndicalisme révolutionnaire et la guerre.

III. *Le syndicalisme français et la révolution russe :*

A. Le mouvement syndical français applaudit à la révolution russe.

B. Mais le bolchevisme apporte sur la révolution (sa préparation, son déroulement, ses suites) d'autres réponses que celles élaborées par le syndicalisme français.

C. D'où la nécessité d'un compromis, élaboré sur le plan international, entre syndicalisme révolutionnaire et bolchevisme : la création de l'Internationale syndicale rouge.

1. Objectif de ce compromis : ne pas laisser perdre l'incontestable dynamisme révolutionnaire du syndicalisme en Europe et dans le monde.
2. Comment les Bolcheviks en sont venus à concevoir ou accepter ce compromis : de l'antisyndicalisme de 1919 au compromis de 1920.
3. Le compromis expliqué par les textes.

D. Le compromis de l'été 1920, élaboré sur le plan international, entre le syndicalisme révolutionnaire et le bolchevisme n'est pas stable, du moins au niveau français : trois données nouvelles interviennent pour l'ébranler.

1. Automne 1920 : la discussion, au sein du Parti bolchevik, sur la position du mouvement syndical russe dans la nouvelle société soviétique :
   *a*) Les thèses bolcheviques sur le syndicalisme et sa place dans le processus de la révolution russe n'ont pas varié ;
   *b*) Les Bolcheviks et le mouvement syndical russe dans la période de la révolution de février ;
   *c*) Les Bolcheviks et le mouvement syndical russe dans la période qui suit la Révolution d'Octobre : syndicalisation de l'économie socialiste ou étatisation des syndicats ;
   *d*) La discussion de l'automne 1920 : elle conclut à l'étatisation à terme des organisations syndicales russes.
2. Le développement, au sein de la minorité syndicaliste révolutionnaire, d'une opposition réfléchie au système soviétique.
3. L'évolution de la minorité socialiste française vers la IIIe Internationale et la création d'un Parti communiste français.

III. *Comment le compromis, même instable, passé entre le syndicalisme révolutionnaire et le bolchevisme, rend inévitable et accélère le processus de scission du mouvement syndical français :*

A. La reconstitution d'une minorité syndicaliste française en 1919-1920 :

1. D'accord avec les Bolcheviks sur la perspective d'une révolution à court terme.

2. La minorité syndicaliste française maintient par ailleurs toutes les thèses du syndicalisme révolutionnaire sur les mécanismes de la révolution en question.

B. Or la défaite des organisations ouvrières en France au printemps 1920 est aussi la défaite de la minorité syndicaliste : dès lors la minorité syndicaliste doit se tourner davantage vers Moscou.

C. L'irrévocable processus de scission :

1. Le caractère nouveau de la scission en question ;
2. Son caractère ambigu ;
3. La dualité doctrinale du nouveau syndicalisme.

Les vingt et une conditions de l'adhésion à la IIIe Internationale définissent non pas seulement une prise de position en faveur de la révolution mais une prise de position en faveur d'une révolution de type bolchevik.

Sur cette base, les conceptions bolcheviques, en ce qu'elles ont de spécifique, viennent buter sur les traditions du mouvement ouvrier français, telles que son histoire les lui a constituées.

C'est précisément cette mise en contact, les réactions qui en résultent et les produits qui en découlent, qui forment la dernière étape du dénouement de la crise interne dont souffrent depuis 1914 les organisations ouvrières françaises.

D'où, après les grands tourbillons d'action du premier semestre 1920, un second semestre tout entier tourné vers la bataille d'idées, la réflexion théorique, la prise de position doctrinale.

Il est d'ailleurs à noter que ce phénomène, la greffe d'une expérience nationale étrangère sur le mouvement ouvrier français, n'était pas sans précédent : le socialisme français n'avait-il pas déjà subi une mutation profonde du fait de la validation, dans la première décennie du XXe siècle, pour toute la IIe Internationale et par conséquent pour sa section française, de l'expérience sociale-démocrate allemande[1] ?

Faut-il pour autant se féliciter ou au contraire déplorer un tel processus ? Un jugement de valeur positif en cette matière ne prend son sens que s'il est formulé de la manière dont les dirigeants du P.C.F. l'ont ultérieurement formulé : en partant de l'idée que l'influence bolchevique a régénéré un socialisme français en décomposition[2]. Or que le socialisme français fût en décomposition au lendemain de la première guerre mondiale, rien n'est moins sûr : témoigne au contraire de sa vitalité la résistance vigoureuse — et le refus final — que ses leaders offrirent aux propositions et suggestions de l'Internationale communiste. Et c'est passer bien

---

1. *Cf.* L. Laurat, « La pénétration du marxisme en France », *La Nef*, juin-juillet 1950, p. 55. *Cf.* IIe partie, Conclusions.

2. *Cf.* M. Thorez, « L'influence de la Révolution d'Octobre sur le mouvement ouvrier français », *Cahiers du Communisme*, octobre 1957, p. 1461 : « L'influence de la révolution socialiste d'Octobre a été décisive sur le mouvement ouvrier français. Elle l'a tiré de l'état de décomposition et d'impuissance où il s'était trouvé au moment de la guerre impérialiste de 1914 ». Sans doute M. Thorez ajoute-t-il : « Elle l'a relevé et régénéré, en déterminant, *en accord avec les traits originaux du mouvement prolétarien et de la situation politique en France*, la création d'un parti ouvrier de type nouveau, le Parti Communiste Français fondé en décembre 1920 ». (Souligné par nous, N.D.L.R.). Toute la question est là : il faut démontrer cet « en accord ».

vite l'éponge sur les éléments d'un programme — qui, réalisé (un peu par le Front Populaire, beaucoup après la Libération de 1945), confère ses traits les plus intéressants à la société française contemporaine — que de conclure comme D. Mascolo à la stérilité absolue de la pensée ouvrière dans la France d'après 1918 : « La première révolution prolétarienne s'est faite ailleurs, et à peine en Europe. Dans la France d'après 1918, à l'aise dans sa victoire, on en parla, on ne fit même qu'en parler, mais personne n'y alla voir de trop près, et c'est en vain, sous tant de bavardage, qu'on chercherait dans cette période le nom d'un seul théoricien sérieux du socialisme, un seul écrit théorique digne d'intérêt »[2].

Mascolo n'a pas tort cependant de regretter une certaine sécheresse du socialisme français : sans même prendre pour référence les écrits des Mencheviks russes ou des Socialistes allemands dont les efforts doctrinaux sont liés aux exigences d'une situation plus engagée, nul effort de réflexion théorique ne peut se mesurer, dans le domaine français, à la vision critique d'un Bertrand Russel. Professeur à l'Université de Cambridge, c'est à l'issue d'une mission d'information en Russie Soviétique — où du 11 mai au 16 juin 1920 il a séjourné, avec la délégation travailliste britannique, à Petrograd, Moscou et sur la Volga, rencontrant des personnalités officielles (Lénine, Trotski, Kamenev, Sverdlov), des intellectuels, des Mencheviks, des S.R. des diverses tendances, des Anarchistes — que Russel formule, en guise de rapport, son diagnostic sur *La pratique et la théorie du bolchevisme.*

Quelle est la thèse centrale du philosophe britannique ? Elle s'établit en trois points : que l'expérience bolchevique « mérite la reconnaissance et l'admiration de tous les hommes de progrès », car elle se dresse contre « l'ancienne injustice » ; mais que son coût apparaît comme trop élevé : elle implique en effet le sacrifice de « l'Esprit libre », de la « libre enquête », elle « replonge les hommes dans la prison intellectuelle du Moyen Age » ; qu'en conséquence, il reste au socialisme occidental à frayer sa propre voie vers « la vie nouvelle... Je crois, conclut Russel, que l'Occident est capable d'adopter des méthodes moins douloureuses et plus sûres de réaliser le socialisme que celles qui ont paru nécessaires en Russie ». Ainsi Russel se garde de « s'opposer au bolchevisme du point de vue d'un défenseur du capitalisme », geste qu'il estime « entièrement futile » : ce serait « agir contre le mouvement de l'histoire à l'époque actuelle ». Mais, après avoir éliminé ce qui, dans la révolution de 1917, apparaît seulement comme « la caractéristique d'un pays ayant connu le désastre militaire » ou comme des traits spécifiquement russes — le désordre, le gaspillage —, il juge la méthode par laquelle Moscou s'efforce d'établir le socialisme « une méthode de pionniers, fruste et dangereuse » : « Il semble presque certain que le monde civilisé doive suivre tôt ou tard l'exemple de la Russie dans sa tentative de créer une organisation communiste de la société. Je crois que cette tentative est essentielle pour le progrès et le bonheur de l'humanité durant les prochains siècles, mais je crois aussi que la transition offrira des dangers terribles. Je crois que si la théorie bolcheviste comme méthode de transition est adoptée par les communistes dans les nations

1. *Cf.* Ire partie, III, 6.
2. D. Mascolo, *Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France*, p. 32.

occidentales, le résultat en sera un chaos prolongé, n'aboutissant ni au communisme, ni à aucun autre régime civilisé, mais à une chute dans la barbarie des temps anciens. Dans l'intérêt du communisme non moins que dans l'intérêt de la civilisation, je crois qu'il est absolument impératif que l'on reconnaisse et que l'on soumette à l'analyse l'échec russe. Pour cette raison..., je ne puis participer à la conspiration du silence qu'estiment nécessaire de nombreux socialistes occidentaux qui ont visité la Russie »[1].

Que le socialisme français d'après la première guerre mondiale s'en allât en quenouille, c'est une thèse qui conduit à approuver le processus par lequel le bolchevisme a introduit des nouveautés essentielles dans les formes de pensée ouvrière en France. A l'inverse, condamnent ce processus ceux qui, soucieux de préserver les traits originaux du mouvement prolétarien français, accusent le bolchevisme d'un véritable viol des valeurs établies : deux considérations majeures les guident.

Une considération théorique, d'abord, celle du rapport à instituer entre les traditions d'une part, c'est-à-dire l'acquis, et la politique concrète d'autre part, c'est-à-dire le mouvant et l'instable. Trotski lui-même a insisté sur l'intérêt dont il faut, dans toute entreprise humaine, témoigner à l'égard de l'héritage : « Maintes fois, nous avons eu à parler de l'immense importance de la tradition théorique et pratique de notre Parti et avons déclaré que nous ne pouvions en aucun cas permettre la rupture de notre filiation idéologique »[2] ; et encore : « Le respect de la tradition est incontestablement un élément nécessaire de la formation communiste et de la cohésion du Parti »[3]. Mais Trotski, dans le même temps, s'attachait à préciser les limites dans lesquelles il fallait concevoir le rôle de cette tradition : si la tradition devient à ce point « automatique, a-critique, conservatrice » qu'elle « étouffe en fin de compte la volonté révolutionnaire du Parti », elle porte « un coup mortel à [sa] vie spirituelle » : ce serait le cas si le léninisme se transformait « d'une méthode réclamant pour son application de l'initiative, de la pensée critique, du courage idéologique, en un canon qui n'exige que des interprétateurs désignés une fois pour toutes »[4]. Ainsi, que le bolchevisme bouscule les traditions ouvrières françaises, ceci, sans constituer pour autant la matière d'un réquisitoire définitif, ne saurait être rejeté comme dépourvu de toute signification et conséquence.

Autre considération, historique celle-là : l'écart entre les climats spirituels dans lesquels ont respectivement baigné la révolution de 1789 — référence toujours valable pour les militants ouvriers en France — et la révolution bolchevique ; de ce point de vue, un militant, pourtant aussi engagé que Loriot dans la campagne d'adhésion à la III[e] Internationale,

---

1. B. RUSSEL, *Théorie et pratique du bolchevisme*, Paris, 1921, p. 181. Un autre témoignage britannique, de la même époque, mais de moindre portée doctrinale, est fourni par H. G. WELLS, *La Russie telle que je viens de la voir*. H. G. Wells a séjourné 16 jours en Russie à la fin de septembre 1920.

2. TROTSKI, *Cours nouveau*, p. 34.

3. *Ibid.*, p. 69.

4. *Ibid.*, p. 39. Et encore : « Vouloir faire des traditions du léninisme une garantie suprathéorique de l'infaillibilité, de tous les dires et pensées des interprétateurs de ces conditions, c'est bafouer la tradition révolutionnaire véritable et la transformer en bureaucratisme officiel » (p. 41).

notait dans un rapport destiné au C.E. de l'I.C. et consacré à la ratification de l'adhésion française : « Quoi que nous puissions faire, nous ne pouvons pas empêcher, en France, que la pratique de cinquante années de démocratie bourgeoise ait créé, dans les masses au milieu desquelles nous sommes appelés à travailler, une mentalité tout à fait particulière. Dans nos masses populaires, on reste encore convaincu que nous avons un patrimoine de libertés à défendre. Toute notre formation d'esprit est basée sur des traditions révolutionnaires savamment exploitées par notre démocratie bourgeoise »[1].

Approbation ou réserve : il était impensable de ne pas formuler en 1920 un jugement de valeur. Il serait par contre ridicule de le faire ici et aujourd'hui, surtout en termes de bien et de mal, et du moins avant que la recherche entreprise n'ait été menée à son terme. La confrontation de l'acquis doctrinal français avec le bolchevisme, tels que l'un et l'autre se présentent à cette date, n'a donc pour objet que de dégager : ce qui va être réellement imposé du dehors par le bolchevisme au mouvement ouvrier français ; ce qu'au contraire les réactions organiques du mouvement ouvrier français contribueront à modifier ou à écarter dans les conceptions bolcheviques. De façon à définir au plus près la résultante française, car, selon la formule de M. Leroy : « Chaque peuple socialiste brode son rêve révolutionnaire avec les éléments qui lui sont fournis par sa propre tradition : le bolchevisme français est différent de l'allemand et de l'anglais »[2]. Entre les deux pôles où se tiennent d'ordinaire les commentateurs (« Le bolchevisme a bouleversé de fond en comble le mouvement ouvrier français » ; « Le bolchevisme n'a rien changé au mouvement ouvrier français »), on en viendra naturellement à distinguer, malgré le caractère généralement impérieux des consignes bolcheviques, ce qui a été purement déclaratif et par conséquent platonique ; ce qui a été immédiatement et directement intégré au patrimoine français ; ce qui enfin y a été intégré après une période d'adaptation.



Mais comme toujours dans les phénomènes analogues d'hybridation, les deux doctrines n'ont pas subi une confrontation totale et terme à terme ; en fait, très vite, des zones de sensibilité se sont formées et les discussions, les polémiques, les accords et les refus se sont concentrés sur ces secteurs privilégiés : au premier rang desquels apparaît à l'évidence la question des rapports du Parti avec les organisations syndicales, et plus généralement le rôle du syndicalisme dans la société industrielle.

Cependant, avant d'aborder cet énorme domaine où se joua en partie l'existence ultérieure d'un communisme français et les modalités de cette existence, considérons d'abord un domaine plus réduit, mais où par contre apparaît aisément ce qu'il faut entendre par innovation doctrinale consé-

---

1. Rapport de Loriot sur le C.E. de l'I.C. consacré à la ratification de l'adhésion française, *Rapport du Secrétariat International* du P.C. (S.F.I.C.) (1921).
2. Maxime Leroy, *op. cit.*, p. 198. *Cf.* aussi sa Préface à H. G. Wells, *La Russie telle que je viens de la voir*, Paris, 1921.

cutive à l'adhésion que la gauche ouvrière française donna au bolchevisme : le domaine constitué par la nature des rapports à établir entre les organisations ouvrières de jeunesse et les organisations ouvrières correspondantes pour adultes.

C'est en 1907, à l'ombre du grand Congrès international socialiste de Stuttgart que se tint pour la première fois, sur rapport de H. Roland-Holst, un Congrès international des Jeunesses socialistes (J.S.). Mais il fallut encore attendre cinq ans pour qu'en 1912, le P.S.U. créât en France une Fédération des J.S., avec, pour perspective, l'idée d'assurer le recrutement ultérieur de militants éduqués dès l'adolescence dans l'esprit du socialisme. C'est dire que la guerre de 1914 devait intervenir avant que cet objectif n'ait été atteint. Nous avons vu néanmoins que, dans la période de guerre, l'organisation de la jeunesse socialiste a suivi l'évolution du P.S.[1].

Or, en novembre 1919, se tenait à Berlin le premier Congrès de l'Internationale communiste de la Jeunesse (I.C.J.)[2], qui lançait un Manifeste dont la conclusion était ainsi formulée : « C'est le devoir historique de notre génération, jeunes camarades, de réaliser la révolution prolétarienne et de commencer la construction de la société communiste ». Deux mois plus tard, le C.E. de l'I.C.J. s'adressait directement à la Fédération nationale des J.S. de France. A quel propos ? Pour soutenir la thèse de « l'autonomie organique et politique » des Jeunesses par rapport au Parti, une telle autonomie devant permettre aux Jeunesses de devancer, si possible, le P.S. dans la voie de l'adhésion au communisme (en l'occurrence par l'intermédiaire de l'I.C.J.) : « Nous ne doutons pas un moment que la jeunesse prolétarienne de France, telle que la jeunesse des autres pays, luttera pour le droit de son autonomie organique et politique, et acquerra ainsi le droit à la critique libre de la politique du Parti et des syndicats et qu'elle adhérera à l'union mondiale de l'Internationale révolutionnaire et communiste des Jeunesses »[3].

C'est bien dans cet esprit que le 24 janvier 1920 se fonde à Paris un Comité qui se propose, au sein de la Fédération, de pousser les J.S. de France dans la voie de l'adhésion à l'I.C.J. — à l'image du Comité de la IIIe Internationale qui se consacre dans le même temps à développer au sein du P.S. français le courant d'adhésion à l'I.C. — ; c'est aussi pourquoi il porte le nom curieux de « Comité pour l'autonomie et l'adhésion des Jeunesses Socialistes à la IIIe Internationale ». Son secrétaire, Laporte, entretient, dans les premiers mois de 1920, une active correspondance avec Munzenberg, secrétaire de l'I.C.J. et Bamatter, chargé personnellement au secrétariat de l'I.C.J. des liaisons avec les J.S. de France[4]. A vrai

1. *Cf.* Ire partie, I, 4.
2. *Cf.* Ire partie, III, 2.
3. Lettre du C.E. de l'I.C.J. à la Fédération nationale des J.S. de France du 23 janvier 1920, publiée dans le *Rapport sur la situation internationale des J.S. à la 5e Conférence nationale des J.S. à Troyes*. Tous les documents dont il est question dans ce chapitre sur l'évolution des J.S. de France nous ont été obligeamment prêtés par R. Radi qui prit une part personnelle aux événements décrits ici.
4. *Cf.* dans le *Bulletin du Comité pour l'autonomie et l'adhésion à la IIIe Internationale* le texte d'une lettre de Munzenberg, datée du 10 mars 1920 et de Berlin : « S'il arrive une scission — ce dont nous ne doutons nullement, vu la situation dans laquelle se trouve la Fédération actuellement — il s'agit de vous constituer immédiatement en ' J.C. de France ' et d'accomplir

dire, ce Comité, doté de statuts, habilité à distribuer des cartes d'adhérents et à percevoir des cotisations, paraît limité à la région parisienne, comme en fait foi son « comité exécutif provisoire »[1].

Il ne peut d'ailleurs empêcher la Conférence nationale des J.S.[2] qui se réunit à Troyes les 4 et 5 avril 1920, en présence de Bamatter[3], de se prononcer à une forte majorité contre une adhésion sans réserve des J.S. à l'I.C.J. : sur 7 379 votants, 2 350 seulement se prononcent en faveur de « l'adhésion sans délai et sans réserve »[4].

Or, la Conférence Nationale des J.S. aurait voté unanimement pour une adhésion à l'I.C.J. si la question de l'autonomie ne s'était pas posée.

La Conférence s'est en effet partagée en trois tendances : une tendance, dite majoritaire, qui « décide de donner l'adhésion de la Fédération à l'I.C.J. *avec réserves* » (3 168 mandats) ; une seconde tendance, dite minoritaire, qui « donne son adhésion à l'I.C.J. *sans réserves* » (2 350 mandats) ; enfin une troisième tendance, dite tendance Auclair (du nom de son leader), qui « donne son adhésion entière aux principes de la IIIe Internationale, réserve cependant son adhésion à l'I.C.J., tout en décidant de ne plus appartenir à l'Union des Jeunesses socialistes » (1 801 mandats)[5].

Accord général donc sur le principe de l'adhésion à l'I.C.J., mais... avec ou sans réserves. De quelles réserves s'agit-il ? Elles sont de deux sortes. L'une, qui est d'ordre circonstanciel, porte sur l'organisation d'une éventuelle conférence internationale des J.S. : les majoritaires souhaiteraient que toutes les organisations, adhérentes avant-guerre à la Fédération Internationale, y soient convoquées, tandis que les minoritaires se rangent à l'avis de l'I.C.J. selon lequel il convient d'éliminer au départ les sections nationales qui se sont rendues coupables, entre 1914 et 1918, de « chauvinisme ». L'autre réserve, qui a évidemment un aspect tactique, mais qui touche aussi à la conception même que l'on se fait de la jeunesse dans ses relations avec le monde adulte, porte sur la question de l'autonomie d'organisation et d'action de la Fédération nationale des Jeunesses à l'égard du Parti. En résumé, la discussion porte sur le prix à payer pour l'adhésion à l'I.C.J. : les uns sont pour garder plus ou moins leur quant-à-eux, les autres pour adopter réellement les principes communistes.

A l'issue de la Conférence nationale de Troyes, le Comité national, chargé de diriger la Fédération, est donc composé, au prorata des forces en présence, de six représentants appartenant à la tendance majoritaire, quatre à la tendance minoritaire, trois à la tendance Auclair. En fait, ces

l'affiliation à l'I.C.J. ». Dans cette même lettre, Munzenberg pose la question suivante : « Quelle sera votre attitude envers les organisations de Jeunesses syndicalistes ? Celles-ci peuvent-elles être en partie gagnées par vous ? Un rapport très précis sur cette question est pour nous du plus grand intérêt ». Enfin la lettre de Munzenberg fait allusion à une lettre de Laporte envoyée via Stockholm et à plusieurs lettres de Laporte envoyées via Bâle (*cf.* IIIe partie, I, 1).

1. On n'y trouve que des délégués de Paris ou de la banlieue parisienne.

2. Voici les documents publiés par le Comité National de la Fédération Nationale des J.S., à l'occasion de la 5e Conférence de celle-ci : Rapport sur la situation internationale des J.S. ; Le mouvement des jeunesses à l'étranger ; Rapport sur la propagande et l'éducation ; Rapport sur l'action nationale et internationale des Jeunesses *(Archives R. Radi)*.

3. D'après le journal *La Jeunesse socialiste*, d'octobre 1920. *La Jeunesse socialiste* est le journal-revue mensuelle des J.S. de France, 1re année (nouvelle série), n° 2, juin 1920.

4. *La Jeunesse socialiste*, n° 2, du 1er juin 1920.

5. *Rapport sur le conflit des J.S.*, présenté à la Conférence nationale extraordinaire des Jeunesses socialistes, les 31 octobre et 1er novembre 1920 (tendance minoritaire).

derniers, « centristes », jouent un rôle d'arbitre : on le vérifie quand, fin avril 1920, le Comité national refuse de se prêter à la reconstruction de l'Internationale des J.S. par la convocation d'un Congrès à Genève (qui se tiendrait parallèlement au Congrès — prévu pour août 1920 — de la IIe Internationale), mais accepte néanmoins de rencontrer les délégués de la Fédération des Jeunes Gardes socialistes de Belgique, auteurs du projet[1].

Dans ces conditions, et à cette date, l'I.C.J. oriente clairement ses correspondants français dans la voie d'une scission : « Il faut rester, écrit Bamatter, le 22 avril 1920, en contact très étroit avec le groupe des Étudiants communistes et préparer la scission dans la Jeunesse. La création d'une Jeunesse communiste s'impose de plus en plus. La jeunesse de France ne sera pas admise telle qu'elle est dans l'I.C.J. Alors, tirez les conséquences et travaillez sérieusement pour la création d'une Jeunesse nettement communiste. Il faut vous séparer des équilibristes à la Laîné et prendre une attitude nette »[2]. Cette orientation générale n'implique pas néanmoins de décision brusque : « Nous te renouvelons, écrit le 15 mai le C.E. de l'I.C.J. à Laporte, nous te renouvelons notre opinion qu'on ne doit pas se hâter d'apporter la scission. La construction de l'opposition plus en avant doit être portée avec toute votre force... C'est là ce que vous devez comme devoir principal important de faire »[3].

C'est pour aider à convertir la jeunesse aux idées du communisme que le C.E. de l'I.C.J. met sur pied, sous la direction de L. Polano, sous-secrétaire du Bureau International de l'I.C.J., une conférence à Milan des Jeunesses socialistes des pays occidentaux[4]. Il y convie pour le 21 mai les Jeunes Gardes belges (qui refuseront d'y participer), les Jeunesses d'Amérique, d'Espagne, d'Italie, de France, ainsi que le Comité français pour l'autonomie et la IIIe Internationale. La Fédération des J.S. de France accepte la rencontre et désigne ses délégués : pour la majorité, Laîné et Eppinger (ce dernier, faute de passeport, sera empêché de s'y rendre) ; pour la minorité, Laporte (qui, parti sans le passeport à la demande duquel on lui a opposé un refus, sera arrêté à Menton) ; enfin un délégué français du Comité pour l'autonomie... parviendra à bon port, R. Radi : mais il ne détient aucun mandat officiel pour représenter valablement les J.S. françaises[5].

La Conférence, finalement réduite aux délégués des Jeunesses ita-

1. C'est fin avril 1920 qu'André, secrétaire de la Fédération des Jeunes Gardes socialistes de Belgique, écrit au Comité National de la Fédération des J.S. de France, proposant une rencontre entre délégués des deux organisations afin d'examiner la suggestion des J.S. belges pour la reconstitution de l'Internationale des J.S. à l'occasion d'un Congrès convoqué à Genève parallèlement au Congrès de la IIe Internationale (*La Jeunesse socialiste*, n° 5, octobre 1920).

2. Publiée dans le *Bulletin du Comité pour l'autonomie et la IIIe Internationale*. Ce Bulletin, dont l'en-tête est ainsi libellé : « Jeunesses socialistes de France, Comité pour l'autonomie et la IIIe Internationale », a été publié à l'occasion du « Congrès national de la minorité des J.S. (tendance à l'adhésion immédiate et sans réserve à la IIIe Internationale) », tenu à Puteaux (Seine) le 25 juillet 1920 *(Archives R. Radi)*.

3. *Ibid.*

4. *La Jeunesse socialiste*, 1er juin 1920, n° 2.

5. La précision en est donnée par le Comité National des J.S. le 12 avril 1920 (*cf. La Jeunesse socialiste*, n° 5, d'octobre 1920 : numéro spécial contenant les rapports et résolutions présentés à la Conférence nationale extraordinaire des Jeunesses Socialistes qui se tient à Paris, salle de la Bellevilloise, les 31 octobre et 1er novembre 1920).

liennes, à un délégué majoritaire français — Laîné — et à Radi, adopte une résolution... qui témoigne surtout de la conception « italienne » que l'on se fait outre-monts du bolchevisme. En effet, la Conférence donne acte à la Fédération française qu'elle éprouve bien « le désir de se rapprocher des organisations de jeunesse qui s'affirment sur le terrain du socialisme révolutionnaire, du Manifeste Communiste, et des principes de la IIIe Internationale » ; et affirme en conséquence « accueillir favorablement les déclarations des représentants de la France qui, considérant la position et l'action du C.E. de l'I.C.J. déclarent qu'à leur retour leurs efforts tendront à faire adhérer les J.S. de France à l'I.C.J. *sans réserves* sur les principes de la IIIe Internationale »[1]. Bref, les « réserves » de la motion « majoritaire » votée à la Conférence de Troyes sont implicitement reconnues à Milan comme n'étant pas un obstacle à l'admission de la Fédération française dans l'I.C.J., ce que confirmait encore plus lourdement Polano en acceptant au nom du C.E. de l'I.C.J. de « reconnaître aux Jeunesses de France leur liberté de déterminer leur organisation et de participer à l'action internationale selon leurs moyens et les conditions de leur mouvement »[2]. A la suite de quoi, la Fédération nationale des Jeunesses de France demandait officiellement son adhésion, par lettre du 1er juin 1920 adressée au C.E. de l'I.C.J.

Or ce « libéralisme », cette autorisation accordée aux Jeunesses de France de ne pas revenir sur la plupart des conceptions et idées qui sont celles du socialisme français, mais pas du bolchevisme, ne laisse pas de surprendre : d'ailleurs R. Radi, le délégué du Comité pour l'autonomie, refuse de signer la résolution de Milan, déclarant l'adhésion des J.S. de France à l'I.C.J. « fausse » parce que les J.S., s'ils acceptent de rentrer à l'I.C.J., n'en acceptent pas en revanche le programme : la preuve en est que la Fédération reste en France en contact avec le Parti socialiste (dont la majorité est alors centriste) au lieu de se mettre en rapport avec le Comité de la IIIe Internationale[3].

Il ne s'agissait en fait que d'un faux pas du représentant un peu trop fougueux de l'I.C.J. : la 2e Conférence internationale des Jeunesses communistes (J.C.), qui se tient à Berlin du 9 au 15 juin 1920, va remettre les choses au point. Le C.E. de l'I.C.J. désavoue d'abord Polano pour son attitude à la Conférence de Milan ; puis, par une lettre du 20 juin, datée de Berlin et adressée au Comité National des J.S. de France, il entreprend de rejeter la demande officielle par laquelle les J.S. s'offraient à adhérer à l'I.C.J. Refus qui s'appuie sur trois arguments : l'action commune des J.S. de France avec les Jeunes Gardes « social-patriotes » de Belgique ; l'absence de travail communiste selon les principes de l'I.C.J. ; la contradiction entre le « sans réserves » de Milan et les formulations « avec réserves » de la demande officielle. Refus enfin qui se veut inflexible avant qu'une réponse satisfaisante ait été fournie à trois préalables : concernant le sens et le caractère des « réserves » faites sur le programme et les décisions du Congrès de Berlin ; concernant l'appui que les J.S. doivent apporter aux

1. *Bulletin du Comité pour l'autonomie...*
2. *La Jeunesse socialiste*, n° 5, octobre 1920.
3. *Bulletin du Comité pour l'autonomie...*

« camarades communistes du Comité de la III^e^ Internationale » contre « les social-patriotes déclarés ou cachés, contre Renaudel, Thomas et C^ie^, contre la politique des Reconstructeurs sous la conduite de Longuet » ; concernant enfin les relations persistantes entre les Jeunes Gardes de Belgique et les Jeunesses socialistes de France.

Parallèlement, — le 25 juin —, le C.E. de l'I.C.J. s'adresse au Comité pour l'autonomie pour l'encourager à persévérer dans la lutte qu'il mène afin de faire véritablement triompher les positions communistes dans la Fédération des Jeunesses : « Nous [C.E. de l'I.C.J.] approuvons de toutes nos forces les camarades de l'opposition communiste dans leur travail et dans le bon combat qu'ils mènent ». Cet appel est immédiatement entendu : le 28 juin, le Comité pour l'autonomie prend l'initiative de convoquer un Congrès national de la minorité, c'est-à-dire des 2 350 membres des J.S. qui se sont groupés sur sa résolution en faveur de l'I.C.J. lors de la Conférence nationale de Troyes.

Cette décision, à peine connue, soulève une vive émotion : d'un côté, dès le 1^er^ juillet, le Comité national des Jeunesses, réuni en séance extraordinaire, vote à sa majorité l'ordre du jour suivant : « Le Comité national constate que par la convocation d'un Congrès national de la minorité de la Fédération, le Comité pour l'autonomie des Jeunesses créé une nouvelle organisation des jeunesses ». De son côté, le 4 juillet, le Conseil national du *Parti* socialiste vote à l'unanimité une résolution où, en termes sévères, sont rappelés le programme et les statuts de la Fédération des Jeunesses, fixés par les Congrès du Parti.

Néanmoins le Congrès minoritaire prévu se tient à Puteaux le 25 juillet 1920. Deux courants s'y dessinent : l'un se prononçant pour une scission immédiate qui permettrait de transformer le présent Congrès minoritaire en premier Congrès des Jeunesses communistes ; l'autre — qui l'emporte — préférant une procédure plus longue mais de plus vaste ambition : une procédure qui, en bref, vise à obtenir, par l'intermédiaire des délégués minoritaires au Comité national, la convocation d'un Congrès national extraordinaire des Jeunesses socialistes où pourraient être remis en cause les résultats de Troyes.

L'objectif est d'autant plus réalisable que, depuis ce Congrès de Troyes, la tendance centriste (Auclair) s'est beaucoup rapprochée de la tendance du Comité pour l'autonomie. Effectivement, le Comité national des Jeunesses, réuni le 26 juillet, accepte de convoquer pour le 13 septembre 1920 une Conférence nationale extraordinaire des J.S., destinée à élaborer « un programme d'action nettement communiste inspiré de celui du Congrès de Berlin ». Mais le même jour l'ancienne majorité, conduite par Lainé, ayant été battue sur une motion qu'elle a déposée et où elle suggérait de soumettre à la C.A.P. du Parti l'acte d'indiscipline commis à son sens par la minorité dans l'affaire du Congrès de Puteaux, deux secrétaires de la Fédération donnent leur démission : la séance du Comité national est alors suspendue. Le lendemain 27 juillet, la C.A.P. du Parti, saisie du conflit qui s'est envenimé au sein de la Fédération des Jeunesses, nomme une commission chargée d'étudier les données de la querelle : celle-ci, à son tour, décide la convocation d'une Conférence nationale des Jeunesses.

C'est l'ultime veillée d'armes : le Comité pour l'autonomie se transforme en Comité de l'I.C.J. Il lance en septembre 1920 un nouveau journal, bimensuel qui sera son organe officiel, *L'Avant-Garde* qualifiée en sous-titre d'ouvrière et communiste ; il élabore, en vue du Congrès national, un projet de résolution prévoyant l'adhésion à l'I.C.J. et la transformation de la Fédération nationale des Jeunesses socialistes en Fédération des Jeunesses socialistes-communistes. Quand, dans la salle de la Bellevilloise, en présence de quelques délégués étrangers — Sulzbacher pour la Suisse, Di Marchi pour l'Italie, Schneller, représentant autrichien de l'I.C.J. — s'ouvre, sur convocation de la C.A.P. du P.S. et devant l'un de ses représentants, la Conférence nationale des J.S., les dés sont jetés : la Fédération des J.S. va se transformer, par la volonté de sa majorité, en Fédération des J.S.C. adhérente à l'I.C.J.

Toute cette histoire n'est pas intéressante seulement en ce qu'elle préfigure ce qui, quelques semaines plus tard, va se produire dans le socialisme adulte ; elle est intéressante encore en ce qu'elle montre comment les J.S., pour adhérer à l'I.C.J., adoptent, outre la vision stratégique et les idées tactiques du communisme, les principes qui doivent régir, pour les communistes, les relations entre sections nationales et centre international, entre organisations de jeunesse et parti adulte. Il est vrai que c'est plutôt pour inciter leur Fédération à se dégager de l'emprise du socialisme majoritaire français que la minorité communiste des Jeunesses a milité pour « l'autonomie » de la jeunesse à l'égard du Parti puisque ensuite sera combattue toute tentative d'indépendance ou d'originalité des J.C. à l'égard du P.C.

Les modifications apportées par le bolchevisme à la vie de l'organisation des J.S. constituent néanmoins un phénomène mineur. Beaucoup plus décisif est l'affrontement du bolchevisme avec le syndicalisme français.



Sans doute, nous l'avons vu[1], le mouvement syndical français se trouvait-il — dans ce second semestre de 1920 — vaincu, divisé, aux prises avec une conjoncture économique et sociale caractérisée par les succès réels d'un capitalisme à nouveau remis en selle, malgré les premiers effets — au printemps — d'une récession qui devait se révéler d'ailleurs de courte amplitude.

Mais, par-delà cette conjoncture de faiblesse, le mouvement syndical français demeurait, au niveau de ses structures, fort d'une expérience déjà élaborée en doctrine.

Non qu'il se voulût vraiment engagé par une philosophie politique quelconque. Bien plus tard, en 1936, Jouhaux croyait pouvoir encore affirmer : « Depuis 1909 que j'ai été placé à la tête du secrétariat de la C.G.T., et depuis 1895, date de mon entrée dans le mouvement syndical, je puis bien dire que dans aucune conférence syndicale, que dans aucun congrès confédéral, je n'ai entendu les militants devant prendre la parole pour exposer leur point de vue, se prévaloir ou de K. Marx ou de Prou-

1. *Cf.* IIe partie, Conclusions.

dhon »[1]. Ce rejet d'une affiliation dogmatique, G. Lefranc l'explique par le pragmatisme qui a guidé la naissance des premières organisations corporatives : « L'action ouvrière a précédé la pensée révolutionnaire ; et les militants syndicalistes les plus attachés au syndicalisme indépendant ont conservé, de nos jours encore, une méfiance instinctive à l'égard de tout système et de toute controverse doctrinale »[2]. Il est vrai, mais plus vrai encore que, si les orateurs syndicaux ne se réfèrent ni à Marx, ni à Proudhon, c'est qu'ils ne sont ni marxistes ni proudhoniens : ce qui n'implique pas pour autant qu'ils ne se rattachent à aucun système général.

Il ne sont pas marxistes : c'est que Marx a fondé sa théorie syndicale sur le rapport qu'il établit entre le politique et l'économique. Pour le leader de la Ire Internationale, le syndicalisme, mode de groupement de la classe ouvrière, constitue la manifestation primaire d'une conscience de classe en formation ; il est le terreau où s'enrichira le parti politique prolétarien : « Les [coalitions ouvrières] servent à l'unification de la classe ouvrière, à la préparation du renversement de toute l'ancienne société avec ses antagonismes de classe »[3]. Or cette progression, au niveau de la conscience collective de classe comme au niveau de l'existence sociale — c'est-à-dire des luttes ouvrières —, cette maturation de l'économique au politique, les organisations professionnelles françaises, sauf peut-être dans la courte période 1886-1893[4], ne l'ont pas acceptée, non pas qu'elles en nient la réalité, mais elles en refusent la dualité de nature : elles ne voient pas pourquoi elles devraient, à un certain stade, spontanément se dessaisir pour laisser à un parti le soin de « tirer les marrons du feu ». Bref, elles se considèrent comme habilitées à mener jusqu'à leur objectif final — la révolution sociale — les luttes qu'elles ont pour une part contribué à faire naître (pour l'autre part, ce sont des luttes spontanées), à qui elles ont fourni un encadrement, des thèmes et des méthodes.

Cette querelle d'attribution est essentielle ; elle n'empêche que, par ailleurs, le syndicalisme soit animé de la même vision historique que le marxisme ; sa critique de la société capitaliste, sa revendication générale d'une société nouvelle fondée sur l'abolition du salariat et la collectivisation des moyens de production sont, sinon empruntées aux théories de Marx, du moins étroitement apparentées[5] ; ce qui ne saurait étonner :

---

1. Jouhaux, le 2 mai 1936, au Congrès confédéral d'unification de Toulouse.
2. G. LEFRANC, « Marxisme et syndicalisme », *La Nef*, juin-juillet 1950, p. 65.
3. K. MARX, *Travail salarié et capital*, Éd. sociales, 1947, p. 78. *Cf.* aussi dans les « Résolutions de l'Association Internationale des Travailleurs », la « Résolution sur les syndicats », élaborée par K. Marx et adoptée au 1er Congrès de l'Association internationale des travailleurs à Genève en 1866 (*Travail salarié et capital*, p. 148, Éd. Sociales, 1947) : « Il faut que les syndicats apprennent à agir dorénavant de manière plus consciente en tant que foyers d'organisation de la classe ouvrière dans l'intérêt puissant de leur émancipation complète. Il faut qu'ils soutiennent tout mouvement social et politique qui tend à ce but ». *Cf.* également les polémiques de Marx à propos des syndicats lassalliens : lettre de Marx à Schweitzer du 13 février 1865 ; lettre de Marx à F. Bolte (en Amérique) du 23 février 1871 ; conversation entre Karl Marx et un fonctionnaire syndical allemand le 30 septembre 1869. (Tous ces documents se trouvent en annexe au texte de *Salaires, prix et profits* qui suit *Travail salarié et capital* dans la publication des Éditions Sociales de 1947.)
4. Où la Fédération des Syndicats est fortement influencée par le parti ouvrier guesdiste.
5. *Cf.* la résolution du Congrès ouvrier de Marseille en 1879 : « Le Congrès adopte comme but : la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières donnés à tous et rendus inaliénables par la société à qui ils doivent retourner ».

elles se sont formées dans les mêmes temps, sur la base des mêmes expériences et en fonction des mêmes exigences.

Dès l'origine, malgré un capital d'idées communes, il y avait donc, entre Marx et les syndicats (Marx ne polémique qu'avec les syndicats allemands, mais la discussion vaut pour les syndicats français), une divergence grave quant à l'organisation du prolétariat.

Cette divergence, les héritiers politiques de Marx allaient l'aggraver en parlant non plus seulement des nécessités d'une double organisation prolétarienne répondant à des objectifs gradués de l'économique au politique, mais des nécessités d'une subordination, plus ou moins associée à une liaison organique, du mouvement syndical au parti socialiste. A l'imitation du prestigieux Parti social-démocrate allemand, le Parti ouvrier français (P.O.F.) animé par Guesde tentait de faire triompher en France cette conception générale qui réservait aux syndicats la tâche d'arracher des avantages sociaux, réformes que le Parti devait exploiter pour en prolonger la signification et préparer la classe ouvrière à l'effort décisif de révolution (En retour, le Parti, lui, devait s'affirmer comme parti ouvrier et s'employer en conséquence à décourager l'adhésion de cette fraction des classes moyennes qui, déjà, n'avait que trop tendance à confondre radicalisme petit-bourgeois et socialisme). Non que Guesde songeât à faire entrer les syndicats dans le Parti[1] : la subordination et la liaison organique entre les syndicats et le Parti n'avaient pas à prendre ce tour extrême, il suffisait que les syndicats, conduits par des militants socialistes, acceptent de se cantonner « dans les limites que la loi [leur] a imposées »[2] : c'est-à-dire dans le domaine des revendications économiques, et laissent au Parti le soin de faire le reste.

A vrai dire, ces idées de Guesde, toutes imprégnées des expériences social-démocrates allemandes, ne remportèrent qu'un succès régional : dans le Nord de la France. Bien plus : les syndicalistes estimèrent que la position de Guesde, même si elle visait le « millerandisme », contribuait en fait à renforcer par son « ouvriérisme » rebutant le courant qui tentait, à la même date, de tirer le socialisme français à l'opposé, vers un élargissement de ses bases sociales et de ses objectifs politiques à courte échéance : « C'est en vain que le citoyen Cachin a parcouru, en sa qualité de secrétaire du Parti socialiste, la moitié de la France. En vain aussi que les députés Ghesquière, Bétoulle et Willm ont voyagé beaucoup... C'est que maintenant il n'est guère de coin de province qui, depuis que le socialisme est entré dans les ministères et à la vice-présidence de la Chambre, n'ait eu son candidat socialiste, et ce candidat qui a si souvent ses grandes et ses petites entrées à la préfecture et à la sous-préfecture étonne un peu, sinon beaucoup, le militant socialiste ouvrier qui croit à la lutte de classes »[3].

---

1. *Cf.* la déclaration de J. Guesde au Congrès de Limoges : « On a prétendu que ce que nous poursuivions ainsi, c'était la mainmise du Parti socialiste sur les syndicats. Loin de nous une pareille pensée. Quand quelques-uns ont voulu faire entrer les syndicats dans le parti, nous avons été, au contraire, de ceux qui ont déclaré qu'il leur fallait rester au dehors sous peine de manquer à leur rôle syndical. Ç'aurait été mettre hors de leurs rangs les travailleurs non encore conscients, en même temps que nuire au Parti. Nous aurions tué le mouvement syndical en même temps que corrompu et émasculé le mouvement socialiste » (cité par R. Cabannes, *Guesde et les communistes*, p. 16).

2. V. Renard, au Congrès d'Amiens (1906).

3. P. Monatte, *Cpte-r.* du Congrès d'Amiens, *Les Temps Nouveaux* (1906).

Hostiles au marxisme, parce que le marxisme en était venu, par le canal du Parti social-démocrate en Allemagne et de la tendance guesdiste en France, à signifier leur mise en tutelle, les syndicats français avaient-ils davantage recours à Proudhon ? Non, si le patronage doit signifier qu'ils entendaient se rattacher officiellement à une doctrine établie. Mais assurément oui, à considérer les orientations majeures de la pensée syndicaliste des débuts du XXe siècle. Sans doute ces orientations ont-elles pour une part été spontanément retrouvées par les groupes prolétariens et les personnalités ouvrières — Pelloutier — qui, après 1870, ont participé à l'édification des organisations de défense professionnelle. Mais elles ont par la suite, et surtout dans les dix premières années du XXe siècle, été l'objet de commentaires et de développements — dus cette fois à des intellectuels : Sorel, Berth, Lagardelle — qui mirent en évidence leur filiation avec les enseignements proudhoniens[1].

Quelles sont ces orientations ? L'essentiel tient à ceci : que la société nouvelle où disparaîtra l'exploitation de l'homme par l'homme sera obtenue, non par la substitution au pouvoir politique actuel — l'État bourgeois — d'un autre pouvoir politique — un État prolétarien de nature autoritaire comme tout État, donc oppressif — mais par la libre organisation d'une administration économique — l'administration des choses — décentralisée et confiée aux syndicats ouvriers — c'est-à-dire aux groupements de producteurs.

Or cet « essentiel », c'est bien ce qu'on retrouve dans la Charte d'Amiens, ce document fondamental élaboré en 1906 — « un des plus beaux monuments du syndicalisme », en disait Monatte[2]. Établie au Congrès confédéral d'Amiens par Pouget et Griffuelhes — entre autres, et parmi ces autres : Merrheim, Delessalle, Guieysse, M. Leroy[3] — et adoptée par 834 voix contre 8 —, « ce n'était pas une majorité, c'était l'ensemble du mouvement qui la faisait sienne »[4] —, la Charte (un terme qui évoque à la fois la formation des Communes bourgeoises au XIIIe siècle et la lutte du prolétariat anglais au XIXe) définissait les objectifs quotidiens : la « réalisation d'améliorations immédiates », et les perspectives d'avenir : « l'émancipation intégrale », que se fixaient les syndicats, aujourd'hui « groupement[s] de résistance », demain « groupe[s] de production et de répartition, base de réorganisation sociale ».[5]

Quoique la discussion à Amiens portât surtout sur l'activité des syndicats comme « groupements de résistance », ce qui nous intéresse ici, c'est la définition des syndicats comme « groupe de production et de répartition » dans la société post-révolutionnaire : c'est là non pas une fonction mineure de caractère revendicatif, mais au contraire la fonction décisive, éminente, de reconstruction économique-sociale.

---

1. *Cf.* C. Bouglé, *Socialismes français, passim.*
2. P. Monatte, préface à la brochure de R. Haguenauer, *L'actualité de la Charte d'Amiens*. Éd. de l'Union des Syndicalistes, 1956.
3. « Peu de survivants de cette époque et des deux guerres savent que Maxime Leroy, qui avait discrètement assisté au Congrès d'Amiens mit la main (pour la rédaction) à la charte qui fit couler tant d'encre » (« In Memoriam M. Leroy », *Le Contrat Social*, novembre 1957).
4. R. Haguenauer, *op. cit.*
5. Toutes ces formules sont extraites du texte même de la Charte d'Amiens reproduit dans la brochure d'Haguenauer, p. 5.

Cette prise de position du syndicalisme français à Amiens comportait un certain nombre de conséquences doctrinales et pratiques. D'abord le syndicalisme refusait qu'il y eût solution de continuité entre son présent et son avenir : il entendait assumer la dimension totale de son action, y compris donc la dimension révolutionnaire. Ce pour quoi il se dénommait syndicalisme révolutionnaire : sans rejeter pour aujourd'hui les réformes possibles, il faisait sienne la critique anticapitaliste selon laquelle la classe ouvrière, pour se réaliser comme classe, devait aller à la révolution sociale.

Appréhendant le temps du combat ouvrier dans toute sa durée, le syndicalisme ouvrier entendait également prendre à son compte toute la matière de ce combat : ce pour quoi il se prononçait en faveur de « l'action directe », dont Griffuelhes donnait un vaste commentaire à résonance éthique : « Le syndicalisme s'oppose à la valeur libératrice du Pouvoir... Il nie la possibilité réformatrice que le Pouvoir s'attribue, qui en ferait le facteur essentiel du progrès humain et grâce à laquelle il serait à même de *donner* au Peuple qu'il veut guider et conduire tout le bonheur terrestre. De ce bonheur, le Pouvoir ne peut disposer car il ne lui appartient pas de le distribuer et de le répandre ; il est au-dessus de lui. Le bonheur se réalise, il se conquiert, il ne se donne pas »[1].

Dès lors, le syndicalisme se considérait comme seul engagé sur le terrain de lutte qui était le sien, le terrain économique, où il ne visait qu'à s'emparer du pouvoir économique en renversant le Capital. Aussi se voulait-il en contrepartie indifférent — indépendant — à l'égard des autres champs de bataille possibles, notamment du champ politique, et par conséquent des partis politiques désireux de s'emparer du pouvoir politique : c'était dire que le Parti socialiste, s'il ne lui était pas *a priori* un adversaire, ne lui était pas non plus un allié, bien moins encore un guide, et surtout quand il s'agissait de batailles électorales ou parlementaires. A vrai dire, l'antisocialisme l'emportait sur l'asocialisme, mais cet antisocialisme, comme Griffuelhes l'explique, n'avait pas caractère doctrinal : « On a dit que la motion d'Amiens était antisocialiste. Pardon ! Il faudrait s'entendre : elle était antisocialiste dans la mesure où le Parti sacrifiait à l'opportunisme électoral et au réformisme parlementaire »[2].

Au bulletin de vote qui, finalement, constituait le recours normal des organisations socialistes dans les démocraties d'Europe occidentale, le syn-

1. GRIFFUELHES, *Syndicat et syndicalisme*, La publication soeiale.

2. GRIFFUELHES, *L'Humanité*, 23 septembre 1920. Fondée en doctrine ou non, la coupure entre le politique et le syndical n'en était d'ailleurs pas moins dans la pratique terriblement profonde ; mêmc après la guerre où pourtant certaines actions communes avaient rapproché majoritaires syndicalistes et socialistes d'un côté, minoritaires syndicalistes et socialistes de l'autre, on assiste à ce spectacle surprenant d'un congrès socialiste — le Congrès national extraordinaire de Strasbourg — qui se déroule sans se préoccuper (ou à peine) des mouvements soeiaux en cours (lesquels le lui rendent bien). Ce que note un délégué socialiste : « Tandis que nous sommes réunis, à l'heure actuelle, il y a une grève à peu près générale des cheminots et le fait que je constate, et qui m'afflige, c'est que, tandis que cet événement grave se produit, d'où la révolution peut surgir suivant la persévérance que la classe dirigeante et la classe ouvrière auront dans leur attitude hostile l'une à l'égard de l'autre, et alors que nous sommes réunis ici en un congrès où se trouvent tous les leaders et les principaux militants du P.S., la classe ouvrière ne nous a pas informés officiellement de sa décision » (VEYRON, *Cpte-r.* de Strasbourg, 28 février 1920, p. 378).

dicalisme opposait donc son arme : la grève, et, dans une situation révolutionnaire, la grève générale[1]. Ce dernier terme — grève générale — démontre par lui-même qu'il y a contresens quand on veut voir dans le syndicalisme une technique de lutte qui se différencierait du socialisme par le seul fait qu'il repousserait les formes démocratiques de combat et ne s'adresserait qu'aux « minorités agissantes »[2]. En vérité, pour quel objet autre que pour la grève générale est-il exigé qu'une fraction très importante du prolétariat se mette en mouvement et s'engage avec toutes ses réserves de courage et de lucidité ?

Anti-étatiste, le syndicalisme français rejetait en conséquence les formes dérivées de la participation aux préoccupations d'État : parlementarisme, militarisme, patriotisme.

Si, du fait qu'il se posait à l'extérieur des structures d'État dans leurs diverses formes, le syndicalisme révolutionnaire reprenait un thème central de l'anarcho-syndicalisme, il ne s'ensuit pas que le syndicalisme révolutionnaire s'identifiait à celui-ci : tandis que l'anarcho-syndicalisme met l'accent sur la critique anti-étatique, le syndicalisme révolutionnaire, lui, pense davantage à la solution positive selon laquelle, dirigeant l'action directe du prolétariat en vue de la révolution, il constituerait la forme unique de la lutte de classe et la base d'organisation de la future société sans classe : « Nous eûmes l'ambition, écrivait Griffuelhes en 1920, de réaliser, sur le terrain économique, l'unité concrète de la classe ouvrière : plus de jauressistes, de guesdistes, d'allemanistes, d'anarchistes — rien que des syndicalistes marchant réconciliés au même combat de classe »[2]. Finalement, il s'agissait bien d'une « politique », une politique certes qui se concevait autre que ce que l'on appelait généralement politique au XIX[e] siècle : mais qui annonce directement la mutation qu'elle a, au XX[e] siècle, subie en substance, tirée du côté économique par l'irruption de l'État dans la gestion et le contrôle de l'appareil économique. Trotski n'avait donc pas tort de considérer que les syndicats ouvriers en France « ont longtemps été l'enveloppe sous laquelle se cachait un parti politique antiparlementaire, d'une forme spéciale, connue sous le nom de syndicalisme »[4]. Le leader bolchevik en souligne d'ailleurs le caractère éminemment prolétarien : « Lorsque je vais à la C.G.T., rappelait-il au 2[e] Congrès de l'I.C., je rencontre des ouvriers, des vrais »[5] (sous-entendu : il n'en est pas tou-

1. On sait la place tenue par cette formule de la « grève générale » dans la mythologie syndicaliste. On sait aussi que le rapporteur de la question fut A. Briand qui en défendit l'idée devant le Congrès général du Parti socialiste en décembre 1899, dans un discours célèbre, *La grève générale et la révolution*, réédité précisément en 1920 par la Librairie du Travail dans sa collection des « Bonnes feuilles » (V). *Cf.* l'étude de C. CHAMBELLAND, « La grève générale, thème de la pensée de F. Pelloutier et d'A. Briand », *L'actualité de l'histoire*, n[os] 18 et 19, mai et octobre 1957.

2. *Cf.* un exemple de ce contresens dans L. RIOUX, *Où en est le syndicalisme ?*, p. 18 : « La méthode de lutte essentielle [du syndicalisme révolutionnaire], c'est l'action directe... Seules des ' minorités agissantes ', une élite du prolétariat peuvent l'utiliser. D'où un antisocialisme violent : le socialisme est trop favorable à la masse, à la démocratie ».

3. GRIFFUELHES, *L'Humanité*, 23 septembre 1920.

4. TROTSKI, *Thèse pour le C.E. de l'I.C.*, février 1922. Il est intéressant de noter à ce propos que les syndicalistes français employaient aussi ce terme de « parti syndicaliste ». C'est ainsi qu'à l'occasion de la venue en août 1917 d'une délégation du Soviet, un dirigeant confédéral se plaint de ce que « le parti syndicaliste » (la C.G.T.) n'ait pas été traité par elle sur le même pied que le parti socialiste (A.N., F7, 13575).

5. TROTSKI, « Discours au C.E. de l'I.C. » du 19 mai 1922, sur *La crise du P.C.F.*, p. 14.

jours ainsi dans les sections socialistes !). Il reste que ce parti, où dominent les éléments anarchistes, libertaires, Trotski lui fait grief de n' « avoir pas de programme, pas d'organisation, de statuts, de contrôle ». En tous cas, c'est bien le fait qu'il constitue un parti, et non un mouvement de classe, qui explique que le syndicalisme français, même dans sa période la plus florissante (au début du siècle) ait été et se soit satisfait d'être un « syndicalisme de minorité », contrairement au syndicalisme anglais ou allemand[1].

Certes, ce syndicalisme, tel qu'il s'était défini en 1906, avait déjà connu quelques déboires dans les années 1910. Mais c'est l'épreuve de la guerre qui le secoue le plus sévèrement, au point qu'il se scinde en deux courants dont chacun croit devoir se proclamer seul fidèle à l'héritage doctrinal commun[2]. Or, si le majoritaire reconsidérait en hâte la question nationale, levait son opposition de principe à tout soutien, même circonstanciel, d'une politique adoptée et conduite par des partis bourgeois, il maintenait finalement (malgré de larges, mais passagères concessions) le reste, c'est-à-dire : la vocation révolutionnaire du syndicalisme, sa défiance à l'égard du pouvoir, de la politique, du socialisme parlementaire, son « patriotisme de syndicat ». Et si le minoritaire cherchait (avec des nuances) à préserver l'esprit internationaliste d'antan, il révisait sa position antérieure à l'égard d'une collaboration éventuelle avec les socialistes qui se plaçaient à l'égard de la guerre sur une position d'hostilité analogue à la sienne. Ainsi, aucune des deux tendances n'avait vraiment qualité pour réclamer à son avantage une filiation légitime et exclusive avec le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre. En fait, c'est tout le syndicalisme qui avait à charge d'intégrer dans sa conception des mécanismes sociaux les enseignements que la guerre avait mis en évidence : même un minoritaire comme Amédée Dunois, dans une conférence qu'il prononçait en août 1920, notait — voulant pourtant établir que la tendance minoritaire seule constituait un « réveil du syndicalisme révolutionnaire » d'avant 1914 —, combien sa propre vision s'était modifiée : « La guerre nous a mieux fait sentir les limites de l'action économique proprement dite et l'importance immense de l'État. Tout le sort de l'humanité ne se joue pas entre les quatre murs de l'atelier quand on voit l'humanité projetée par les forces de l'impérialisme, par les tenailles de fer de l'État, à l'abattoir de la guerre »[3]. Point de vue que *La Vie Ouvrière* commentait approbativement.

*
* *

Aussi bien, les divisions engendrées par la guerre — et sur la seule question de la guerre — disparaissaient pour l'essentiel avec la guerre : le courant minoritaire s'est pratiquement résorbé en 1918. Mais une minorité au caractère partiellement nouveau allait se former dans les années

1. Voici les chiffres cités par DOLLÉANS, *op. cit.*, p. 208 : Proportion de syndiqués, d'après *l'Annuaire des syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles pour 1912*, Imprimerie Nationale, Paris, 1912 : Mines : 32,16 % ; Bâtiment : 30,15 % ; Transport : 27,08 % ; Produits chimiques : 23,10 % ; Papier et industrie polygraphiques : 15,20 % ; Cuirs et peaux : 15,19 % ; Bois et ameublement : 14,41 % ; Textiles : 13,88 %.

2. *Cf.* Ire partie, *passim* et IIe parie, Conclusions.

3. A. DUNOIS, *La Vie Ouvrière*, 30 juillet 1920.

1919-1920[1] : car, si la guerre avait perturbé en France un certain nombre des postulats syndicalistes sans considération de tendances, la révolution russe à son tour ne devait pas se montrer moins iconoclaste. Et cette fois, les divisions qu'elle suscite (en soulignant, comme l'avait fait la guerre, l'inadéquation ou l'étroitesse de certaines thèses du syndicalisme révolutionnaire) devaient, en raison des circonstances, prendre une acuité qui les faisait aboutir à une scission fondamentale et définitive du mouvement syndical français.

Sans doute la C.G.T., toutes tendances réunies, a-t-elle salué la révolution russe — celle de Février surtout mais celle d'Octobre aussi. Au départ, les écarts dans la chaleur des acclamations ne proviennent pas de réticences concernant le phénomène révolutionnaire proprement dit, mais d'inquiétudes concernant les répercussions de ce phénomène russe sur la conduite de la guerre en Europe occidentale.

Mais très vite, il apparaît que la révolution russe, sous direction bolchevique, apporte sur les mécanismes du processus révolutionnaire — elle recommande l'insurrection là où les syndicalistes parlent de grève générale —, sur le rôle post-révolutionnaire des syndicats, sur les rapports entre les syndicats et le Parti bolchevik, sur l'État et le Pouvoir dans la société socialiste, des réponses absolument contradictoires avec celles élaborées par le syndicalisme français d'avant 1914, lesquelles, malgré les transformations apportées par la guerre, demeurent celles du syndicalisme français d'après 1918 toutes tendances réunies. En bref, au cri de guerre bolchevik : « Tout le pouvoir aux soviets », fait écho, du côté du syndicalisme français, ce cri bien différent : « Tout le pouvoir aux syndicats ». « Je persiste à croire que les syndicats, les Unions de syndicats, les Fédérations et la Confédération forment la structure sociale, les divers étages de l'édifice social de la société communiste », écrit le minoritaire Verdier dans *La Vie Ouvrière* le 28 mai 1920. Et cette confiance que les syndicalistes français mettent dans leur propre expérience d'organisation, ce n'est pas une confiance transitoire, conjoncturelle, liée aux particularités historiques du développement qu'a connu le mouvement ouvrier français, mais une confiance de principe fondée sur la nature même du syndicalisme. P. Monatte, encore en 1927, écrivait : « Le Parti est excellent pour la conquête du pouvoir mais incapable, au lendemain de la révolution, de faire marcher la machine sociale... Les Bolcheviks, aveuglés par le rôle du parti, n'ont pas vu l'importance du rôle que devaient jouer les syndicats dans l'organisation de la production »[2].

Aussi, après une courte période de confusion où les traits spécifiques du phénomène révolutionnaire soviétique ne s'étaient pas encore dégagés — le même Verdier déclarait par exemple en septembre 1919 au 20e Congrès confédéral : « Nous avons à l'heure actuelle une école pratique qui s'inspire de Proudhon : c'est la révolution russe... Répétant l'appréciation d'autres militants, je crois qu'en effet Lénine et Trotski, pendant leur séjour en France, ont étudié les rouages du syndicalisme... Nous pouvons considérer,

---

1. « A quel moment s'est concrétisée l'opposition minoritaire ? Il faut distinguer deux périodes, pendant la guerre et après la guerre » (Monatte à l'auteur, 10 novembre 1956).
2. P. MONATTE, *La Révolution prolétarienne*, 1er novembre 1927.

ce qui est la vérité, que le syndicat peut être compris comme unité de production : syndicat, disons-nous en France, soviet, disent-ils, en Russie »[1] —, les divergences finissent-elles par apparaître crûment quand successivement une réunion du C.E. de l'.I.C., le 20 février 1920, prend connaissance, sur lecture de Radek, d'une déclaration traitant de la question syndicale et dont l'auteur est Lozovski[2], et quand est définitivement élaborée par le 2e Congrès de l'I.C. la théorie de la subordination syndicale au Parti[3].

Dès lors, il n'est plus possible que même la fraction du mouvement syndical français la plus favorable aux Bolcheviks adhère directement à l'Internationale communiste[4]. De là, un compromis élaboré en commun, notamment par les mandataires français du groupe de *La Vie Ouvrière* et les spécialistes russes de la question syndicale : l'Internationale syndicale rouge (I.S.R.) dont la constitution répond à la double exigence de reconnaître et d'exploiter le dynamisme révolutionnaire du syndicalisme français mais aussi de respecter le fait que celui-ci nourrit des vues originales sur les formes d'action pré-révolutionnaire et sur la construction sociale post-révolutionnaire[2].

A ce compromis, les Bolcheviks ne sont pas venus sans réticences. C'est ainsi que le 1er Congrès de l'I.C., en mars 1919, prit une position radicalement antisyndicaliste : puisque les syndicats occidentaux continuaient à préférer leurs traditionnelles formes d'action révolutionnaire à celles dont les Bolcheviks avaient fait l'heureuse expérience, alors il fallait tout simplement que les communistes travaillent à ruiner les organisations syndicales dans l'esprit des prolétaires révolutionnaires, en y substituant les organisations de « conseils »[6]. Seul le délégué américain

1. VERDIER, *Cpte-r. stén.*, 20e Congrès confédéral, p. 79.

2. *Cf.* ROSMER, *Moscou sous Lénine*, p. 60.

3. *Cf.* dans *L'Atelier* du 28 juillet 1920 un article sur la « Circulaire de Zinoviev » concernant le mouvement syndical.

4. Alors que l'année précédente, en 1919, des syndicats, tels que les syndicats d'instituteurs du Finistère, du Maine-et-Loire et des Bouches-du-Rhône, y avaient adhéré.

5. Dans une lettre à l'auteur, A. Rosmer écrivait le 12 mai 1957 : « La proclamation de l'Internationale communiste avait eu pour effet de rassembler autour d'elle, dans tous les pays, les éléments et les groupements foncièrement révolutionnaires. C'est ainsi que des organisations anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, votèrent l'adhésion, unanimement et avec grand enthousiasme. Quand, à partir du 2e Congrès, l'Internationale communiste fut amenée à préciser ses thèses et son programme, il apparut que les organisations syndicalistes-révolutionnaires ayant voté l'adhésion trouvaient dans ces thèses et ce programme des propositions qu'elles ne pouvaient accepter parce qu'elles sortaient de leur domaine propre, de leur champ d'action. La création de l'I.S.R. fut alors décidée... » On lit également dans *La Vérité*, n° 520, hiver 1960-1961, p. 21, à propos d'une « Visite aux camarades Marguerite et Alfred Rosmer » : « Le 2e Congrès eut à résoudre ce délicat problème des rapports avec les anarchistes espagnols. Les comités de « Shop Stewards », délégués ouvriers élus dans les usines anglaises, estimaient par ailleurs que, devant la faillite des grandes organisations officielles en 1914, il valait mieux organiser une minorité concentrée dans les usines. Lénine leur répondit que cette minorité, c'était justement le parti révolutionnaire... Il fallait donc rechercher une solution qui fut trouvée dans la décision de créer le conseil provisoire des syndicats rouges où adhéreraient des organisations syndicalistes révolutionnaires, telle la C.N.T. ».

6. *Cf.* l'intervention de BOUKHARINE : « Si nous écrivions pour des Russes, nous traiterions du rôle des syndicats dans le processus de la transformation révolutionnaire. Mais d'après l'expérience des communistes allemands, c'est impossible, car les camarades de là-bas nous apprennent que la position des syndicats est entièrement opposée à celle des nôtres... Ils étaient dirigés contre les intérêts du prolétariat allemand, ils le sont toujours, et le prolétariat est déjà sur le point de liquider ces vieux syndicats. En remplacement de ceux-ci, de nouvelles formes d'organisation ont surgi en Allemagne, des conseils d'entreprise qui tâchent de prendre posses-

Rheinstein s'opposa à cette manière de voir, considérant qu'il était plus rationnel de tenter d'abord comme une « bolchevisation » des syndicats[1].

Mais l'expérience devait très vite démontrer aux Bolcheviks en génénal et à Lénine en particulier qu'il était inutile d'espérer une désagrégation des syndicats occidentaux au profit d'organisations nouvelles qui se conforment à la théorie bolchevique de la prise du pouvoir : la tenue en juillet 1919 du Congrès syndical d'Amsterdam, aboutissant à la reconstitution d'une Fédération Syndicale Internationale, devait en administrer la preuve. Aussi, dès l'automne 1919, dans son *Salut aux communistes italiens, français et allemands*, Lénine souligne-t-il qu'il n'est pas opportun de renoncer à militer dans les organisations syndicales même réactionnaires. Thème qu'il développe et amplifie dans son ouvrage du printemps 1920, *La maladie infantile du communisme.*

Cette évolution des Bolcheviks quant à la conduite à tenir pour les communistes d'occident dans la question syndicale rend compte de la proposition faite au début de l'année 1920 par les syndicats russes de convoquer à Moscou un Congrès syndical international[2] : avant tout, ne pas laisser le champ libre à l'organisation d'Amsterdam.

Effectivement, le 15 juillet 1920, les représentants des organisations syndicales de Russie : A. Lozovski, au nom du Conseil Central des Syndicats ouvriers de Russie ; d'Italie : L. d'Aragona au nom de la C.G.T. italienne ; d'Espagne : A. Pestaña pour la C.N.T. ; de France : A. Rosmer pour la minorité syndicaliste révolutionnaire, de Bulgarie, de Yougoslavie, de Géorgie, se constituent, sur invitation du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en « Soviet international des Syndicats ouvriers » et élaborent une *déclaration* ainsi que les statuts destinés à régir le nouvel organisme[3].

---

sion des entreprises. Les syndicats ne jouent plus aucun rôle positif » (cité par S. SCHWARZ, *Lénine et le mouvement syndical*, Paris, Éd. Nouveau Prométhée, 1955, p. 100).

1. *Cf.* S. SCHWARZ, *op. cit.*, p. 99-101.

2. Au cours de son interrogatoire par le juge Jousselin, Monatte est appelé à s'expliquer sur une lettre de Rutgers (*cf.* I[re] partie, 7 et III[e] partie, I, 1) où il est dit : « Les camarades Loriot et Monatte ont proposé de tenir un Congrès des syndicats révolutionnaires. La même idée a été posée par nos camarades des syndicats russes » (lettre datée du 26 avril 1920). Monatte précise alors : « Ce sont les syndicats russes qui ont pris l'initiative de proposer la réunion d'un congrès syndical international et en France nous avons complètement adhéré à cette proposition (Interrogatoire de P. Monatte, *pièce 645*, D.I.C.).

3. Voici, à propos de la *déclaration*, le récit par Lozovski (Dridzo) des conditions de sa rédaction : « La déclaration... était fort difficile à élaborer. D'Aragona et Bianchi, représentants de la Confédération italienne du Travail, ainsi que Dugoni, y faisaient obstacle. Ils proposaient des formules absolument inacceptables. D'Aragona et Bianchi repoussèrent catégoriquement le projet rédigé par moi. Je repoussai catégoriquement le leur. Alors ce fut Serrati qui entreprit d'en rédiger un, auquel j'apportai quelques amendements. Mais la déclaration, même revue et corrigée, ne me satisfaisait pas.

« La question se posa de savoir si on pouvait signer cette déclaration, formulée en termes insuffisamment précis. Comme toujours en cas de difficulté, je vins trouver Lénine. Je lui soumis mon texte, celui de d'Aragona et le compromis proposé par Serrati.

« — Le texte du compromis n'est pas fameux, dit Lénine, mais tout compte fait, on peut le signer. Il ne s'agit pas pour le moment du texte, mais du fait même que vous créez une organisation. Vous rédigerez par la suite un texte meilleur ; l'essentiel, actuellement, est de fonder, ne serait-ce qu'une cellule internationale des syndicats révolutionnaires. Si vous ne réussissez pas à obtenir une déclaration plus nette, signez le projet de Serrati revu par vous.

« Lénine avait souligné que l'essentiel était de créer un centre international actif et que le reste s'arrangerait à son tour. L'avenir confirma ces prédictions » (LOZOVSKI, « Entretiens avec Lénine », dans *Lénine tel qu'il fut, souvenirs de contemporains*, t. II, p. 668, Moscou, Éd. en langues étrangères, 1959).

La *Déclaration* précise d'abord les considérants qui ont présidé à la formation du Conseil : nécessité de la lutte de classe pour instaurer la société communiste ; d'une action internationale par industrie ; d'une action de caractère révolutionnaire, — les réformes dites sociales étant impuissantes à résoudre le problème social — ; d'une action coordonnée avec les entreprises politiques parallèles — l'apolitisme syndical conduisant à la collaboration de classes. Il s'agit donc de « s'organiser syndicalement dans une forte association révolutionnaire de classe qui, à côté de l'organisation politique du prolétariat communiste international et en liaison étroite avec elle » luttera pour la révolution sociale.

La *Déclaration* précise ensuite à quelles décisions pratiques aboutissent ces « considérants » : nécessité de rester dans les syndicats à direction réformiste ; de créer dans chaque syndicat un noyau communiste et révolutionnaire ; de créer un Comité d'action et de lutte internationale pour la transformation du mouvement syndical, — un Soviet international des syndicats ouvriers, en accord avec le C.E. de la IIIe Internationale, et composé des représentants de toutes les organisations nationales ouvrières adhérentes.

Quant aux statuts — *Statuts provisoires du Conseil International des Syndicats ouvriers* —, ils fixent d'abord les buts de l'entreprise, notamment : répandre par propagande et agitation les idées révolutionnaires de lutte de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, d'action révolutionnaire de masse pour détruire le système capitaliste et l'État bourgeois ; lutter contre la collaboration de classe et l'espoir d'un passage pacifique du capitalisme au socialisme ; grouper tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical mondial pour combattre l'influence du Bureau international du Travail (de Genève), de la S.D.N., de l'Internationale syndicale d'Amsterdam.

Déclaration et statuts sont rendus publics le 1er août 1920 sous le titre : « *Appel du Bureau International des Syndicats Rouges*, Moscou, Maison des Syndicats ». Cet *Appel* qui reprend les « considérants » et les « décisions » de la *déclaration* adoptée le 15 juillet précédent est enrichi d'un préambule où sont exposées les conditions dans lesquelles il a vu le jour : l'accroissement du mouvement syndical, par suite des souffrances de la guerre, a rendu nécessaire la constitution d'un État-Major international des syndicats ouvriers en lutte contre l'appareil international de la bourgeoisie ; d'autant plus nécessaire que la bourgeoisie peut s'appuyer sur les organisations ouvrières ce collaboration de classe, ainsi qu'on l'a vu au cours de la guerre et de l'après-guerre. En outre, l'*Appel* définit le programme général qui doit être celui du nouvel organisme : renversement de la bourgeoisie par la violence ; établissement de la dictature du prolétariat ; lutte de classe sans merci dans le domaine national et international ; indissoluble union avec l'Internationale communiste. Il se tremine enfin sur l'annonce de deux projets : la publication d'un *Bulletin du Conseil International des Syndicats ouvriers ;* la convocation pour janvier 1921 d'une Conférence internationale où seront invitées « les organisations syndicales révolutionnaires qui ne se sont pas encore nettement prononcées sur la dictature du prolétariat ».

Deux textes de la même période sont encore susceptibles d'éclairer

les bases du compromis dont devait résulter la formation de l'I.S.R. : d'une part le texte de la résolution adoptée par le 2e Congrès de l'I.C. sur *le Mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usines ;* d'autre part le texte, intitulé *Vers l'Internationale Syndicale Rouge,* message envoyé par l'I.C. « aux syndicats de tous les pays » et publié en France, sans date, avec une publicité pour *La Vie Ouvrière,* sous forme d'un tract signé du président du C.E. de l'I.C., Zinoviev.

La résolution du 2e Congrès de l'I.C., après un résumé de l'histoire du syndicalisme dans la période de la IIe Internationale, souligne qu'à la suite de la guerre, les syndicats, en raison de leur développement numérique et de leur combativité, sont devenus des organes de destruction du régime capitaliste ; mais la « vieille bureaucratie syndicale » s'oppose à ce processus de transformation des syndicats : en maintenant les syndicats comme organisations de l'aristocratie ouvrière ; en tentant de remplacer les grèves à caractère révolutionnaire par des compromis avec les capitalistes — contrats à long terme, associations de travail, conseils industriels mixtes ; en isolant les diverses catégories d'ouvriers dans des organisations à structure professionnelle — au lieu d'organisations à structure industrielle. Cependant les communistes doivent faire partie des syndicats : pas des syndicats artificiels qui leur soient réservés, mais des syndicats tels qu'ils sont ; naturellement en faire partie non pour les laisser en l'état, mais pour « se mettre à leur tête et en faire une force dans la lutte révolutionnaire pour le communisme ».

Le message de Zinoviev, lui, rappelait d'abord les traits de « l'ancien mouvement syndical » : son esprit étroitement corporatif ; son éparpillement sur le plan de l'organisation ; son respect de la légalité bourgeoise ; son habitude de faire fond sur l'aristocratie ouvrière ; ses cotisations trop élevées ; l'omnipotence de sa bureaucratie ; sa neutralité en présence des questions politiques ; son habitude de surestimer les améliorations insignifiantes obtenues ; sa tendance à mettre au premier plan les questions de secours et de mutualité au préjudice des caisses de grève ; enfin et de façon générale son souci d'améliorer les conditions du travail ouvrier dans les cadres du régime capitaliste. Le Président du Comité Exécutif de l'I.C. s'efforçait ensuite de dessiner les traits du « nouveau mouvement syndical » : mettant à l'ordre du jour la lutte pour la dictature du prolétariat, le syndicalisme rénové devrait se « refuser à repriser les anciennes défroques du capitalisme » ; combiner la technique de la grève générale avec celle de l'insurrection armée ; embrasser la masse ouvrière et non plus la seule aristocratie ouvrière ; lutter pour la socialisation immédiate des principales branches de l'économie (après la conquête de la dictature du prolétariat).

Enfin, Zinoviev précisait la nature des liens par lesquels l'I.S.R. serait attachée à l'I.C. : « L'I.C. veut unifier non seulement les organisations politiques des travailleurs, mais aussi toutes les organisations ouvrières reconnaissant non en paroles, mais en action, la lutte révolutionnaire et tendant à la conquête de la dictature du prolétariat. Le C.E. de l'I.C. estime que ce ne sont pas seulement les partis politiques communistes qui doivent prendre part aux Congrès de l'I.C. mais aussi les syndicats adoptant la plate-forme révolutionnaire. Les syndicats rouges doivent s'unir internationalement et devenir partie intégrante [section] de l'I.C. ».

Ainsi tous les documents analysés — Déclaration et Statuts du « Conseil International des syndicats ouvriers », « Appel du Bureau International des Syndicats Rouges », résolution du 2e Congrès de l'I.C. sur le mouvement syndical, message de l'I.C. aux syndicats de tous les pays — permettent de marquer avec précision les limites des concessions faites de part et d'autre pour rendre possible une action convergente des syndicalistes révolutionnaires d'Europe occidentale et des Bolcheviks russes. Les Bolcheviks — en marxistes conséquents — ne sont nullement revenus sur leurs idées de fond quant à la priorité du politique sur l'économique, quant à l'antériorité et la supériorité du parti sur le syndicat, quant au mécanisme insurrectionnel par lequel la classe ouvrière armée, sous la direction de son parti, s'emparera du pouvoir, quant au mécanisme soviétique par lequel s'établira la dictature du prolétariat. En revanche, les Bolcheviks ont admis que, pour des raisons tactiques et dans une période transitoire, ces conceptions fondamentales ne soient pas imposées à des organisations dont la volonté révolutionnaire était par ailleurs indiscutable : ils ont donc dissocié pour un temps la théorie et la pratique. Maintenant la théorie qu'ils s'engagent pour leur compte à défendre, ils éludent la pratique, c'est-à-dire l'adhésion directe des syndicats révolutionnaires à l'I.C. C'est le sens des 9e et 10e « conditions » exigées des partis pour leur entrée dans la IIIe Internationale : d'une part, en vue de faire triompher la théorie, les partis doivent non seulement « poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats » mais y constituer des « noyaux communistes » qui, « complètement subordonnés à l'ensemble du parti », auront pour mission de conquérir les syndicats au communisme ; d'autre part, en vue de se ménager temporairement quelques délais, les partis doivent seulement concourir « à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'I.C. ». De telle manière qu'il y aura bien adhésion des syndicats à l'I.C., mais adhésion au deuxième degré[1].

De ce compromis, on trouve l'écho dans une lettre[2], datée du 28 juillet 1920, de Loriot à un instituteur — Vaudeschamps — qui, au nom du Bureau de la Fédération de l'Enseignement, avait écrit à Hasfeld et à H. Roland-Holst pour leur demander des éclaircissements sur l'adhésion de cette Fédération à la IIIe Internationale : « Je puis vous dire que la IIIe Internationale n'est pas une internationale politique, comme le croit le camarade Aubry ; ce n'est d'ailleurs pas davantage une internationale syndicale, mais une internationale communiste. Elle envisage par conséquent la lutte prolétarienne dans tous les domaines : domaine politique et domaine syndical ; les organisations syndicales peuvent donc y adhérer ».

---

1. *Cf.* le texte des 9e et 10e conditions, p. 35 et 36 des *Statuts et résolutions de l'Internationale Communiste*, Paris, Bibliothèque Communiste, 1920.

2. *Archives privées L. Bouet. Cf.* également une note d'information envoyée d'Annemasse, le 16 août 1920 : « La mission de Rosmer aurait spécialement trait à un projet sur la constitution, dans toutes les grandes villes de France, de groupes syndicalistes extrémistes destinés à combattre la politique actuelle de la C.G.T. Ainsi se formeraient peu à peu de nouvelles organisations qui inciteraient la masse ouvrière à déclencher, au moment opportun, un vaste mouvement révolutionnaire. Un de leurs buts immédiats serait de décider les syndicalistes français à ne plus reconnaître l'Internationale syndicaliste d'Amsterdam pour faire cause commune avec la IIIe Internationale... On croit que Rosmer doit rentrer en France clandestinement par la Belgique et que, dès son arrivée, il sera fait dans les milieux socialistes et syndicalistes, une propagande intense, dirigée selon les vues du Gouvernement de Moscou » (A.N., F7, 13478, n° 1293).

Et plus loin : « Une chose est maintenant certaine : c'est que dans certains pays, comme l'Italie et la Russie elle-même, les syndicats comme les organisations politiques ont leur place dans la IIIe Internationale. Je ne crois pas qu'il existe à l'heure actuelle de section syndicale proprement dite dans l'Internationale : ce que je sais, c'est qu'il a été question de la formation d'une Internationale syndicale communiste ; mais il ne s'agit encore que d'une proposition ».

En fait, le compromis de juin-juillet 1920 n'est pas stable et les syndicalistes révolutionnaires français devront finalement choisir entre leurs conceptions doctrinales personnelles et l'adhésion pure et simple au communisme.

Trois données nouvelles vont en effet intervenir, au cours du second semestre 1920, dans l'évolution de la crise entre syndicalisme révolutionnaire et bolchevisme.

Une première donnée est une donnée russe : c'est à l'automne 1920 la discussion qui se développe au sein du Parti bolchevik sur la position du mouvement syndical russe dans la nouvelle société soviétique.

Si en effet les Bolcheviks avaient évolué dans leur manière de concevoir leurs rapports avec le mouvement syndical, il ne s'agissait là que d'une évolution tactique et concernant les organisations syndicales non russes.

En revanche, leurs idées sur le syndicalisme russe et sa place dans le processus révolutionnaire russe n'avaient varié qu'en fonction d'une conjoncture qui, entre 1917 et 1920, avait connu une rapide évolution, d'où des prises de position successives, souvent incertaines, parfois même contradictoires, et aboutissant à la crise profonde de l'automne 1920 : mais sur le fond, les principes directeurs dont s'inspiraient les Bolcheviks pour élaborer leur ligne en matière syndicale demeuraient immuables.

C'est d'abord que ces principes répondaient aux traditions du mouvement ouvrier russe : on a déjà insisté[1] sur le fait qu'en Russie, dans la première décennie du XXe siècle, l'objectif central indiscutablement imposé à toute entreprise libératrice — le renversement de l'autocratie tsariste — et les conditions de clandestinité auxquelles étaient contraintes toutes les organisations tant soit peu subversives favorisaient une certaine unification du mouvement politique et du mouvement économique de la classe ouvrière, et en tous cas une certaine priorité du mouvement politique : de même que la lutte pour ou contre la guerre en France de 1914 à 1918 a rapproché les socialistes et les syndicalistes, pourtant défiants les uns à l'égard des autres, et donné en tous cas au Parti socialiste une importance qui lui était naguère davantage contestée.

Il est par ailleurs banal de rappeler que Lénine lui-même, de par ses origines sociales, de par les conditions de son développement intellectuel et politique, n'a jamais acquis, tout comme la plupart des dirigeants bolcheviks à l'époque, une expérience directe du syndicalisme.

Mais plus décisif apparaît, pour expliquer la constance des idées bolcheviques sur le syndicalisme russe, le fait que celles-ci découlaient d'une

1. *Cf.* Ire partie, I. 3.

conception d'ensemble sur la nature des rapports entre le parti et la classe ouvrière (ou, en termes plus abstraits, sur la nature des rapports entre l'idéologie socialiste et la conscience ouvrière) : on a déjà noté[1] de cette conception d'ensemble qu'on la trouvait dispersée dans les écrits que Lénine notamment a consacrés à la réfutation de l'économisme : la *Protestation des Sociaux-Démocrates russes* (1899), *Que faire ?* (1902)[2].

En 1905, dans une série d'articles d'*Uperied*[3], Lénine précisait encore que le mouvement syndical, par essence, conduisait fatalement la classe ouvrière à l'embourgeoisement mais que cela n'impliquait pas pour autant le renoncement à la pratique syndicale, indispensable pour la lutte contre l'exploitation patronale : le danger pouvait être paré, et la contradiction surmontée à deux conditions. Que les syndicats demeurent neutres du point de vue politique — neutralité qui leur garantirait d'ailleurs l'audience des plus larges couches ouvrières ; mais que ces syndicats politiquement neutres acceptent de se subordonner au parti de telle sorte que le parti y garde toute sa liberté d'initiative[4]. Ceci impliquait finalement l'alternative suivante : ou bien constituer des « syndicats de parti » (les modalités du rapport organique entre syndicats et parti pouvant faire l'objet de variantes : l'une d'elles fut effectivement mise au point en 1905 par le Comité bolchevik de Saratov qui élabora un « Statut modèle pour un syndicat de parti social-démocrate »)[5] ; ou bien abandonner la formule contre-révolutionnaire du syndicalisme, comme la Conférence du Parti bolchevik en 1905 le recommandait[6].

En fait, Lénine et les Bolcheviks n'eurent pas à opter entre les deux types de solutions, l'une et l'autre concevables à partir des prémisses qu'ils avaient retenues : de 1906 à 1917, la situation objective fut constamment défavorable à quelque expérience que ce fût en matière de lutte révolutionnaire. C'est seulement en 1912 en effet qu'après la période de recueillement consécutive à l'échec de 1905, s'amorça en Russie la reprise d'une agitation ouvrière, mais la guerre devait dès 1914 interrompre cette remontée : d'après Dridzo-Lozovski, à la veille de la révolution en Russie, il n'existait plus que trois syndicats comptant à eux trois 1 500 membres[7].

1. *Cf. supra*, IIIe partie, II, 1.
2. *Cf.* dans *Que faire ?* le chapitre « L'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires ».
3. *Cf.* les nos 8, 11 et 25 de *Uperied* (année 1905).
4. On retrouve ces mêmes idées dans une conférence sur l' « Histoire du mouvement professionnel ouvrier » que le 15 avril 1916, Trotski, alors rédacteur en chef du *Naše Slovo*, prononça devant 60 personnes réunies à l'appel du « Cercle des Ressortissants russes de Montmartre » (un cercle d'ouvriers juifs originaires de Russie). D'après le rapport de police, Trotski a déclaré « qu'en France et en Angleterre le syndicalisme n'était basé que sur l'égoïsme individuel. La plupart des grèves qui éclatent à tout propos dans ces pays n'ont jusqu'ici rapporté aucun profit à la classe ouvrière. Seul le syndicalisme allemand est intéressant ; il s'inspire nettement des principes marxistes et ses dirigeants marchant la main dans la main avec les représentants au Parlement de la social-démocratie, il offre la puissance d'organisation qui caractérise les Allemands » (*Dossier Trotski*, A.P.P., B a/1626, *rapport* 273).
5. S. Schwarz, *op. cit.*, p. 39, se référant à un article du *Proletarii* du 9 août 1905.
6. Dans les termes suivants, cités par S. Schwarz, *op. cit.*, p. 39 : « Au moment révolutionnaire présent, la Social-Démocratie ne doit pas prendre l'initiative de former des syndicats parce que l'organisation des syndicats purement professionnels serait de nature à affaiblir l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière et à détourner son attention des tâches politiques ».
7. Dridzo-Lozovski, *Le rôle des syndicats russes dans la Révolution*, conférence faite à Berlin, Édition du « Comité central des Comités syndicalistes révolutionnaires », 1920. I. Deutscher, dans son ouvrage *Soviet Trade Unions. Their place in Soviet Labour Policy*, 1950, donne un chiffre nettement plus élevé : « quelques vingtaines de milliers ».

Dans la période qui suit la Révolution de Février, l'attitude des Bolcheviks à l'égard du mouvement syndical russe est purement conjoncturelle : les Bolcheviks doivent tenir compte d'une part que le nombre des syndiqués croît vertigineusement[1] ; d'autre part que la plupart des organisations syndicales appartiennent alors à la sphère d'influence menchevique ; enfin que la situation objective de l'économie russe, très ébranlée par la guerre, ne se prête guère au déploiement d'un mouvement revendicatif susceptible d'atteindre par la grève à des résultats autres que des réformes très partielles, nullement en rapport avec les perspectives plus vastes qu'offre la préparation d'une insurrection politique.

Aussi, entre les quatre formes d'organisation qui, de février à octobre 1917, se développent parallèlement : Parti, Soviets, Comités d'usine, Syndicats, les Bolcheviks, tous comptes faits, négligent-ils la dernière à qui ils n'abandonnent que le domaine étriqué des intérêts corporatifs. Pourtant, ils mettent à cette date l'accent sur le contrôle ouvrier qu'ils conçoivent comme une expérience transitoire au cours de laquelle les ouvriers apprennent des patrons eux-mêmes à intervenir dans le domaine de la production. Mais ce contrôle ouvrier, ils le font s'exercer par les Comités de fabrique, constitués sur le tas dans chaque entreprise (c'est par là d'ailleurs qu'ils rejoignent les préoccupations des milieux anarchistes, plus soucieux de décentralisation économique que de prise de pouvoir étatique).

La Révolution d'Octobre modifie une fois de plus les conditions de base à partir desquelles les Bolcheviks définissent leur position à l'égard du mouvement syndical. Maîtres de l'appareil d'État, les Bolcheviks en effet prennent désormais leur distance à l'égard des comités de fabrique, celle des formes d'organisation des masses qui risque le plus de se comporter en agent de désagrégation du pouvoir central, comme elle l'a montré dans la période précédente où elle a puissamment aidé à user, à dissoudre l'autorité du Gouvernement Provisoire. Aussi se retournent-ils vers le mouvement syndical dont les structures plus centralisées offrent davantage de prise pour conjurer la menace d'une anarchie généralisée. C'est pourquoi d'une part, en fin d'année 1917, ils font décider que les comités de fabrique se soumettront au contrôle du mouvement syndical dont ils deviendront les « cellules de base » ; d'autre part, en janvier 1918 se tient le 1er Congrès national des syndicats de Russie, — le premier de toute l'histoire russe (ce qui confirme bien le rôle effacé que le syndicalisme avait joué jusqu'alors). Or la résolution de ce premier Congrès, mise au point par Zinoviev, tout en insistant seulement pour l'immédiat sur une *coopération* entre les soviets et les syndicats, laisse déjà apparaître que pour l'avenir, les Bolcheviks sont partisans d'une étatisation des syndicats, c'est-à-dire d'une *intégration* des syndicats dans l'appareil d'État soviétique, intégration qui implique à la fois une modification des rapports établis entre le mouvement syndical et l'État (le mouvement syndical renoncerait à sa traditionnelle indépendance à l'égard de l'État) et une

1. « Le syndicat du textile qui groupait à peine 100 membres (avant la révolution) passait rapidement à 10 000, puis à 30 000. Le syndicat des métallurgistes montait à 40 000, puis à 180 000 » (déclaration de Soukhomline à la C.A. de la C.G.T. le 11 janvier 1919, A.N., F7, 13576, note du 13 janvier 1919).

modification des fonctions qui furent à l'origine même de la formation des syndicats (les syndicats abandonneraient leur rôle de défense des travailleurs et deviendraient des organes d'État pour la gestion de l'économie). Cette double modification n'a rien en théorie de surprenant : elle est liée à la conception que se font les Bolcheviks de l'État et à l'affirmation que l'État soviétique est un État ouvrier.

D'ailleurs la guerre civile, dès la seconde moitié de 1918, favorise cette évolution en développant, dans le cadre du « communisme de guerre », les fonctions d'État des organisations syndicales, chargées en particulier de contrôler la main-d'œuvre ouvrière et de la répartir au mieux des intérêts respectifs de l'économie et de la guerre. Cette orientation devient officielle avec le 2e Congrès des syndicats — en 1919 — où Lénine, après avoir parlé de « l'inévitable étatisation des syndicats »[1], insiste sur le devoir qui leur incombe de passer du contrôle de la production à son organisation. Dès lors, comme le note S. Schwarz, « les éléments essentiellement syndicaux — la qualité des syndicats d'être des organisations libres des masses ouvrières chargées de défendre leurs intérêts économiques — se volatilisèrent rapidement »[2] : l'adhésion des travailleurs à leur syndicat devient obligatoire et automatique[3] ; les ressources financières des organisations syndicales ne sont plus fournies par les cotisations individuelles des adhérents mais par les subventions de l'État ; les syndicats surtout se transforment en organismes auxiliaires de l'administration pour l'organisation du travail obligatoire, du service militaire et de certains services civils : ils recrutent des ouvriers pour les envoyer dans les campagnes lever des impôts en nature qui seront ensuite distribués en ville sous forme de produits de première nécessité.

Il ne s'agit encore que d'une orientation générale : mais qui correspond bien aux vues d'ensemble de Lénine sur les structures de l'État socialiste. Dans son *Projet pour un nouveau programme du parti* qui date également des débuts de l'année 1919, Lénine précise encore : « Nous devons transformer les syndicats méthodiquement, en vérifiant chaque pas par les résultats de l'expérience pratique, en organes de l'administration de l'économie nationale tout entière ; le rapprochement et les liens étroits entre les syndicats et le Conseil supérieur de l'Économie nationale, le Commissariat au Travail et toutes les autres branches de l'administration d'État doivent s'accroître et s'affermir »[4].

Mais l'interpénétration des fonctions syndicales et des fonctions d'État peut s'entendre de deux manières : soit comme une intégration des syndicats dans l'État, soit à l'inverse comme une syndicalisation de l'État.

---

1. Lénine au 2e Congrès des syndicats : « Il est nécessaire que les syndicats se fondent avec les organes du pouvoir d'État et qu'ils prennent part sur la plus grande échelle à la construction économique » (cité par I. Deutscher, *op. cit.*, p. 26).

2. S. Schwarz, *op. cit.*, p. 76.

3. Conséquence paradoxale du fait que, d'eux-mêmes, les ouvriers russes ne s'intéressent plus à des syndicats dépossédés du droit de discuter les salaires (*cf.* A.N., F7, 13576, note du 13 janvier 1919).

4. Lénine, *O.*, XXIV, 101. Paris, E.S.I., 1935. Mais arrivé à ce point, Lénine ajoute : « Les syndicats doivent, d'autre part, se transformer de plus en plus en organes de l'éducation socialiste pour le travail de toute la masse laborieuse ». Et par là, il répond à une autre de ses préoccupations doctrinales : préparer l'étape ultérieure de la société socialiste, celle du dépérissement de l'État (et par conséquent des organisations syndicales intégrées dans l'État).

Quand le 8e Congrès du P.C.R. en mars 1919 discute de la question, il entend Lénine déclarer : « L'appareil organisationnel de l'industrie socialisée doit s'appuyer avant tout sur les syndicats. Les syndicats doivent se débarrasser de plus en plus de leur étroitesse corporative et se transformer en grandes unions industrielles embrassant la majorité et plus tard même la totalité des travailleurs de la branche de production en question... »[1]. Sur quoi, le Congrès vote une résolution où le point 5 confirme que les syndicats doivent prendre en main toute l'économie nationale : ce qui constitue bien alors une syndicalisation de l'État — du moins de l'État dans ses fonctions économiques. Cette seule résolution légitime donc l'avant-propos de la brochure que des éditeurs français — les Comités syndicalistes révolutionnaires — ont, dans la seconde moitié de 1920, consacrée à la conférence prononcée sur les syndicats russes par Lozovski à Berlin cette année-là : « Alors qu'on s'efforce de nous montrer les syndicats russes réduits à un rôle secondaire et subalterne, nous constatons qu'au contraire ils se développent sans cesse et *qu'en eux un jour prochain viendront se fondre toutes les autres formes de l'organisation ouvrière*[2]. En quatre ans, ils ont parcouru une longue route. Pour nos pays où depuis longtemps le syndicat est regardé comme le ' groupement essentiel ' de la classe ouvrière, quelle confirmation de nos conceptions et quel réconfort nous apporte la révolution russe »[3].

---

1. Lénine, *O.*, XXIV, 101. Paris, E.S.I., 1935.
2. Souligné par les éditeurs.
3. Il serait d'ailleurs erroné de prétendre que les comités syndicalistes révolutionnaires, prenant leurs désirs pour des réalités, furent seuls responsables d'une interprétation erronée des positions bolcheviques en matière syndicale. Voici en effet des extraits de la conférence prononcée par Lozovski : « Les soviets des députés ouvriers sont les organes du pouvoir. Ils sont l'expression de la dictature ouvrière ; ils sont la forme prise par l'État prolétarien dans une phase déterminée du développement de la lutte sociale dans la période transitoire de passage du capitalisme au socialisme. Mais l'État est un phénomène passager. L'État, sous la forme des Soviets comme sous toute autre forme, doit disparaître avec la disparition des classes. Ainsi, au fur et à mesure qu'on se rapproche du communisme, au fur et à mesure que s'étend et se consolide le système des Soviets, son appareil prolétarien de défense et d'attaque disparaît, car cet appareil n'est imaginable que là où dure la lutte de classe. Avec l'affermissement de la puissance ouvrière, le centre de gravité des Soviets se déplace et passe du domaine politique dans le domaine économique, car quelles que soient les formes du groupement social, un appareil centralisé pour l'organisation de la production et de la répartition des produits restera nécessaire » (p. 13). Et encore : « En organisant le travail, les syndicats organisent par cela même la production ; ils deviennent pour ainsi dire l'épine dorsale de l'appareil économique. Ainsi le rôle des syndicats ne fait que grandir de jour en jour et l'avenir du mouvement syndical devient tout à fait clair. Au fur et à mesure qu'on s'éloigne du capitalisme et qu'on s'approche du socialisme, les syndicats s'unissent de plus en plus avec les organes économiques de la République des Soviets, organes d'ailleurs créés avec le concours des syndicats et ainsi se forme un système unique d'organisme économique qui répartit le travail et la production ». Et enfin : « Dans la société socialiste, les fonctions des syndicats changent radicalement ; toutes les formes des organisations ouvrières perdent leurs caractères spécifiques. Le Parti politique du prolétariat, les syndicats, les Conseils politiques s'unissent organiquement, se joignent en croissant. Il se crée une seule et nouvelle organisation économique qui est la synthèse de toutes les formes du mouvement ouvrier ».
Il est vrai que Dridzo-Lozovski avait été exclu du parti bolchevik au début de 1918, notamment pour s'être fait l'avocat de l'indépendance des syndicats à l'égard de l'appareil d'État et à l'égard du Parti : il s'opposa avec les Mencheviks à la transformation des syndicats en organes de gestion économique. Mais en décembre 1919, il est réintégré dans le Parti communiste, à qui il apporte son petit « Parti ouvrier socialiste internationaliste » (*cf.* Schapiro, *op. cit.*, p. 226). Les citations ci-dessus montrent que la pensée de Lozovski est demeurée, même dans ses variations, plus proche du syndicalisme révolutionnaire occidental que du bolchevisme. C'est cependant Lozovski qui, en 1922, est chargé de combattre les répugnances des syndicalistes unitaires français à l'égard du parti communiste et de la dictature du prolétariat (*cf.* Lozovski, *Anticipations révolutionnaires*, publié à la Librairie du Travail dans la collection des Bonnes Feuilles, XXI). Sur Lozovski (1878-1952), *cf.* sa biographie officielle dans *Lénine tel qu'il fut, souvenirs de contemporains*, t. II, p. 936 (Éd. en langues étrangères, Moscou, 1959).

Or, à cette date — dernier trimestre de 1920 —, la perspective d'une syndicalisation de l'État a depuis longtemps été remise en cause.

D'une part, même en 1919, les rapports entre syndicats, Conseil supérieur de l'Économie nationale, Commissariat au Travail, soviets, n'ont pas été vraiment tirés au clair : à aucun moment n'a été défini en pratique comment s'exercerait la suprématie des syndicats sur les autres organismes ayant compétence dans le domaine de l'économie. En revanche, en décembre 1919, une Conférence du Parti précise les fonctions des « noyaux communistes » dans les syndicats, fonctions qui réservent officiellement au Parti le pouvoir ultime de décision, même dans le domaine économique : en particulier chaque « fraction communiste », c'est-à-dire le groupe des communistes appartenant au même syndicat se doit de discuter et d'arrêter ses positions sur les questions inscrites à l'ordre du jour des réunions syndicales avant la tenue de celles-ci ; les communistes sont tenus de voter dans les assemblées générales des syndicats en accord avec les décisions prises à l'intérieur de la fraction.

D'autre part et surtout, la formidable reconversion, esquissée au printemps 1920, de l'Armée rouge en Armée du Travail, et la théorie qui en découle, mise au point par Trotski, de la « militarisation du travail »[1], anéantit la perspective d'une syndicalisation de l'État et fait resurgir brutalement l'autre perspective d'une étatisation des syndicats, par ailleurs étroitement soumis au contrôle du Parti : le 9e Congrès du P.C.R. en avril 1920 répète que « la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme ne sont assurées que dans la mesure où les syndicats, restant formellement en dehors du Parti, deviennent communistes en réalité et appliquent la politique du Parti communiste »[2].

Il était inévitable qu'après de telles contradictions dans la mise en pratique de principes communs, une discussion articulée sur le rôle des syndicats ne finisse par éclater au sein du Parti bolchevik : à l'automne 1920, quand la fin victorieuse de la guerre civile, désormais acquise, pose au premier plan de l'actualité soviétique, les problèmes de reconstruction économique.

C'est une discussion de caractère complexe, souvent même embrouillée : « Le fond politique dans la discussion est tellement couvert d'ordures que je n'envie pas l'historien qui plus tard voudra creuser jusqu'à la racine des choses »[3]. Elle est d'ailleurs étroitement fonction de la situation économique que connaît alors la Russie, ce que Trotski également confirme : « Considérer la discussion syndicale en dehors de la question de toute notre politique économique, cela signifie encore aujourd'hui qu'on n'a pas compris le sens de cette discussion »[4].

A l'origine immédiate de la discussion : les généralisations éventuelles

---

1. *Cf.* IIIe partie, II, A, 1.
2. Résolutions du IXe Congrès du P.C.R. II. Les syndicats et leur organisation. Chap. III : les syndicats et le P.C., § 2. *In* LENINE, *O.*, XXV, 629. Paris, E.S.I., 1935.
3. TROTSKI, *Ma vie*, p. 469.
4. TROTSKI, « Lettre à l'Institut historique du Parti », *Bulletin Communiste*, septembre-décembre 1928.

à proposer de l'expérience techniquement réussie que fut, sous la direction de Trotski, en automne 1919, la réorganisation des chemins de fer par la méthode militaire[1]. Fallait-il étendre l'expérience et pousser à l'absorption des syndicats dans la machine gouvernementale[2] ? Fallait-il à l'inverse que l'État et le Parti remettent les clés de l'économie aux syndicats[3] ? Fallait-il encore — c'était la position de compromis de Lénine[4] —, dans la perspective de l'étatisation des syndicats, respecter néanmoins un « rythme » qui tienne compte des traditions syndicales d'indépendance à l'égard de l'État (et des traditions ouvrières d'indépendance à l'égard des syndicats)[5].

En fait, la polémique sur la fonction des syndicats dans la société soviétique ne livra son véritable visage que dans le tragique hiver 1920-1921 ; elle n'avait été qu'une manière détournée, idéologique, abstraite, d'aborder un virage difficile dans la conduite concrète de l'économie russe : le virage de la Nep. Mais, et c'est un phénomène constant qui se répète toutes les fois que les communistes russes discutent entre eux de questions apparemment théoriques et doctrinales, le mouvement ouvrier d'Occident, abusé par la propension des socialistes russes à dépouiller de leurs références vivantes les constructions idéologiques dont ils débattent, maintenu d'ailleurs dans l'ignorance des réalités concrètes et circonstancielles qui ont entouré et conditionné la discussion et les solutions adoptées à Moscou, s'avéra incapable de percer le masque de l'abstraction et procéda à une hypostase des positions bolcheviques. C'est pourquoi il était nécessaire de retracer en détail l'itinéraire bolchevik en matière syndicale : cet itinéraire qui, vu de Moscou, apparaît si profondément marqué par les péripéties de la révolution, est, dès lors qu'il est examiné à Paris, rationalisé et inséré dans les catégories métaphysiques de l'essentiel et de l'éternel. On comprend donc que le compromis établi par le 2e Congrès de l'Internationale communiste à propos des rapports entre le bolchevisme et le mouvement syndical ne puisse résister au démenti qu'il semble rece-

1. En raison des difficultés de la production, des échanges, du ravitaillement, « Trotski posa dans toute son ampleur la question du rôle des syndicats ouvriers dans la vie économique. Il avait sauvé provisoirement les transports en y adaptant les rudes méthodes de l'armée. Et s'inspirant de ces premiers résultats, il crut opportun de généraliser le système par l'incorporation des syndicats à l'État pour en faire des institutions gouvernementales de gestion industrielle » (SOUVARINE, *Staline*, p. 252).

2. Voici les explications de Trotski lui-même : « Déjà lors du 9e Congrès, j'avais soulevé plus d'une fois la question de la nécessité de la transition à l'impôt en nature, et dans certaines limites, à la forme marchande de la distribution (commerce libre). Ce n'est que le rejet de ces propositions qui m'obligea sous la ruine progressive de l'économie à chercher une autre issue, en sens inverse, c'est-à-dire l'issue « purement administrative » par l'intégration plus solide des syndicats — simplement comme appareil — dans l'administration économique du communisme de guerre » (TROTSKI, « Lettre à l'Institut historique du Parti », *Bulletin Communiste*, septembre-décembre 1928). La position de Trotski était appuyée par la « Résolution des 7 », au nombre desquels Rakovski, Boukharine, Sokolnikov, Piatakov, Andreiev, Krestinski.

3. Position du groupe de « l'opposition ouvrière » (Chliapnikov-Kollontaï) : « Les chefs des syndicats, Tomski et Roudzoutak, n'étaient pas parmi les leaders de l'Opposition ouvrière dont la motion n'exprimait nullement les aspirations de la direction syndicale mais le mécontentement de beaucoup de sans-grades du bolchevisme à l'égard de la dictature économique du Parti. L'opposition critiquait la bureaucratie économique croissante et sa façon brutale de trancher des droits et des intérêts des travailleurs » (DEUTSCHER, *Staline*, p. 181).

4. Suivi de Staline, Zinoviev, Kamenev, Kalinine et des leaders syndicaux Tomski et Roudzoutak.

5. Tout ceci est terriblement simplifié : il y eut naturellement bien plus de trois positions. Mais nous n'avons retenu que l'essentiel !

voir lorsque ces mêmes Bolcheviks proclament officiellement des thèses contraires dont on ne saisit pas assez en France qu'elles sont circonstancielles et à usage interne[1].

La mise au point d'une doctrine bolchevique officielle sur la position des syndicats russes dans la société soviétique, doctrine établissant en fin de compte l'étatisation à terme des organisations syndicales et leur disparition finale, voilà quelle fut la première des trois données qui devaient ébranler très vite la solution de compromis imaginé lors du 2e Congrès de l'Internationale communiste dans la question des rapports entre le communisme et le mouvement syndical d'Occident.

Deux autres données, françaises celles-là, étaient de nature à accélérer le processus. D'abord la naissance, au sein du courant syndicaliste révolutionnaire qui s'était prononcé en faveur de la révolution russe, d'une opposition réfléchie au système soviétique. Cette opposition se traduit par exemple dans le fait mineur mais significatif que Monatte ne s'intitule pas communiste, mais « syndicaliste communiste », dénomination qui lui est venue spontanément à l'esprit, au cours d'un interrogatoire que lui faisait subir le juge Jousselin[2]. Déjà, une note dactylographiée et anonyme, insérée le 11 mars 1920 au dossier que la Sûreté Générale a constitué à son nom, précise : « Monatte n'est pas partisan du régime soviétique tel que le demandent les socialistes, mais estime que, pour la France tout au moins, ce sont les syndicats qui pourront le mieux organiser la vie du pays ». Quelques mois plus tard, le 29 août 1920, *L'Information ouvrière et sociale* publie la déclaration suivante : « Nous voulons, nous minoritaires, sauver la Charte d'Amiens du danger qu'elle court. En défendant les principes de cette Charte, nous défendrons le vrai syndicalisme ».

Mais ce qui devait définitivement ruiner le compromis de juillet 1920, c'est en dernier ressort l'adhésion de la majorité socialiste française à la IIIe Internationale et la formation conséquente d'un Parti communiste français rattaché à l'I.C. Dès lors, ce n'est plus seulement le problème de la nature des liens, au sommet, entre l'I.C. et l'I.S.R. qui irrite les syndicalistes révolutionnaires français ; c'est celui de la nature des liens, au niveau du quotidien français, entre le P.C.F. et le mouvement syndical français. Ce dont il est désormais question, ce n'est plus d'accepter ou de rejeter, par l'intermédiaire de l'I.S.R., la direction de l'I.C. dont les titres de gloire sont, pour un prolétaire révolutionnaire d'Occident et malgré quelques divergences doctrinales, éclatants ; c'est d'accepter la direction d'un P.C.F. dont les structures évoquent, chez un syndicaliste français, même révolutionnaire, des réminiscences désagréables[3].

---

1. *Cf.* Trotski, *Ma vie*, p. 472 : « A la veille du 10e Congrès le parti se demandait à quel rythme devait marcher l'étatisation des syndicats alors qu'il s'agissait du pain quotidien... Le parti discuta fiévreusement de ' l'école du communisme ' alors qu'en réalité il s'agissait d'une catastrophe économique qui approchait de tout près. Les soulèvements à Cronstadt et dans le gouvernement de Tambov interviennent dans la discussion comme un dernier avertissement. Lénine formula les premières thèses, très circonspectes, concernant l'adoption d'une nouvelle politique économique ».

2. Monatte, *La Révolution Prolétarienne*, août 1925.

3. On trouvait déjà cette question abordée dans une brochure de la Fédération des syndicats des membres de l'Enseignement, *L'adhésion à la IIIe Internationale*, brochure de propagande contenant les thèses exposées au Congrès fédéral de Tours (août 1919) pour ou contre l'adhésion (publiée par la Coopérative d'édition et de librairie de la Fédération). On y lit, p. 28,

*
* *

Ainsi tout concourt à rendre fragile, du moins en France, le compromis, passé à l'échelle internationale, entre syndicalisme révolutionnaire et bolchevisme : les conclusions doctrinales auxquelles, en l'automne 1920, semblent arriver les Bolcheviks quant à la position du mouvement syndical russe dans la nouvelle société soviétique ; les réticences que persistent à nourrir les milieux syndicalistes français les mieux disposés à l'égard du bolchevisme, et qui vont encore grandir à la naissance d'un P.C.F. partiellement issu du vieux parti socialiste.

Mais cette fragilité même ne pouvait jouer, au cours du second semestre 1920, que dans le sens d'un aiguisement des luttes de tendance au sein de la C.G.T. française : la « minorité » syndicaliste se devait de montrer qu'elle ne le cédait pas en ardeur révolutionnaire aux communistes.

La minorité syndicaliste : au lendemain des grèves du printemps 1920, elle a déjà derrière elle une longue histoire[1]. Elle se réclame de l'opposition qui, formée au sein de la C.G.T. dès l'automne 1914, a adhéré, au début de l'année 1916, au C.R.R.I. Elle se souvient de ce que sa fraction la plus hostile à une convergence d'action avec la minorité socialiste a fondé, la même année, un groupement autonome, le C.D.S., qui s'est désagrégé en 1918-1919. Elle s'est elle-même d'ailleurs disloquée à cette époque. Et pourtant, elle a eu la surprise, comptant au lendemain de la guerre un nombre restreint d'adeptes (au surplus sans liens entre eux, sinon des liens personnels), de se voir créditer, au Congrès confédéral de Lyon en septembre 1919, de 588 voix contre 1 393 à la majorité : ce succès relatif a persuadé ses militants de la région parisienne qu'il était souhaitable de reconstituer une véritable organisation de tendance. Une organisation de tendance qui se veut dans la ligne de ce que la minorité avait été pendant la guerre : continuité quant à ses formes d'organisation ; continuité quant à l'éventail politique et doctrinal incarné par ses dirigeants et militants. C'est ainsi que, sur l'invitation de Gué, secrétaire de la Fédération Voiture-Aviation, se reformait en octobre 1919, un « Comité provisoire de syndicats minoritaires adhérents à la C.G.T. » : dès le départ, 26 syndicats y participaient — les syndicats traditionnellement les plus ouverts aux idées de révolution syndicaliste et qui avaient déjà fourni le gros des troupes pacifistes pendant la guerre[2]. Quant au Comité lui-même, il fut constitué

---

dans une note complémentaire du rapporteur général, L. Bouet : « Le camarade G. Thomas m'a écrit ces jours derniers qu'il consentirait à l'adhésion à la IIIe Internationale, si la C.G.T. s'affiliait directement, ' conservant son autonomie et les idées qui, jusqu'ici ou plutôt avant la guerre, ont fait sa raison d'être '. ' La C.G.T., ajoute-t-il, serait une section de la IIIe Internationale et non une filiale du Parti communiste français '. Je suis personnellement d'accord avec l'ami Thomas sur cette façon de concevoir l'adhésion... Voter l'adhésion, c'est donc vouloir l'affiliation directe de la C.G.T. ou, à défaut, celle des Fédérations, Unions, Syndicats, restés ou revenus dans la voie syndicaliste révolutionnaire, tout en maintenant à notre mouvement son autonomie ».

1. *Cf.* Ire partie, *passim*, et notamment : I, 3 et 6 ; II, 2 et 3 ; III, 5 et 6.

2. Voici la liste des syndicats adhérents : Terrassiers, Bâtiment (section cimentiers et maçons d'art), Charpentiers en fer, Menuisiers, Monteurs-électriciens, Peintres, Maçonnerie-pierre, Cheminots de la Garenne, Cheminots État (rive droite), Cheminots État (rive gauche), Cheminots Paris P.L.M., Métaux, Voiture-aviation, Enseignement Laïque, Habillement, Chaus-

d'un secrétaire, P. Monatte, directeur de *La Vie Ouvrière* (et secrétaire du Comité de la III[e] Internationale) ; d'un trésorier, Gué ; et, entre tous ses membres, de Bertho, dit Lepetit, du Syndicat des Terrassiers (et de la Fédération anarchiste) ; Tommasi, secrétaire adjoint de l'Union syndicale de la Voiture-Aviation, membre de la C.A. de la C.G.T. (et secrétaire adjoint de la 12[e] section du P.S. dont il anime la tendance centriste du Comité pour la reconstruction de l'Internationale) ; Péricat, du Bâtiment, ancien secrétaire du C.D.S. ; Monmousseau, Sirolle, etc.

En fait, la minorité reconstituée de 1919 comporte un double système de croyances : d'une part, elle garde intacte et même renforce sa confiance dans les thèses traditionnelles du syndicalisme français sur les processus révolutionnaire et post-révolutionnaire. Par là, elle est conduite à combattre la majorité de la C.G.T. qui cherche alors à tâtons à intégrer dans sa pratique certains enseignements de la période de guerre concernant les nouveaux modes de relations sociales et économiques dans l'Occident industriel. Mais d'autre part, cette révolution qu'elle veut faire à sa manière (en tous points conforme à la manière ancienne), la minorité se trouve d'accord avec les Bolcheviks pour considérer que les temps en sont proches : et c'est par là qu'elle se sépare encore de la majorité, sceptique quant à l'éventualité d'une révolution à court terme, du moins en France. Tels sont les deux éléments constitutifs de l'opposition si souvent compliquée, obscurcie et faussée entre la tendance majoritaire dite réformiste et la tendance minoritaire dite révolutionnaire, opposition qui, si violente soit-elle, ne met cependant que rarement en cause l'unité essentielle du syndicalisme.

Or, l'épreuve du printemps 1920 est fatale à la minorité ; car la défaite ouvrière, à cette date, c'est surtout sa défaite[1]. Mais c'est une défaite dont elle peut tirer deux enseignements contraires. Ou bien, elle en conclut que la majorité avait raison en appréciant la situation française comme excluant une révolution à court terme : c'est la conclusion la plus pénible à tirer pour des gens qu'anime l'attente passionnée de la révolution sociale. Ou bien, elle en conclut que les Bolcheviks avaient raison en critiquant les méthodes chères au syndicalisme révolutionnaire : dès lors, contrainte à une révision doctrinale déchirante, la minorité, pour conserver son bien le plus précieux, la foi en une révolution prochaine, doit se tourner davantage vers Moscou qui, de son côté et juste à ce moment-là, fait effort pour adopter une version du syndicalisme qui soit en dernier ressort acceptable au regard des traditions occidentales.

Dès lors, la minorité syndicaliste entame irrévocablement le processus de scission au terme duquel elle sera en mesure d'adhérer à l'I.S.R., et par cet intermédiaire à l'I.C.[2]. Cependant, du fait que le compromis passé

---

sure, Boulangers, Fourreurs en confection, Casquettiers, Coloristes-enlumineurs, Tabletterie, Vanniers, Lapidaires sur pierres fines, Tailleurs sur cristaux, Céramique.

Sur la réunion des Conseils syndicaux des organisations minoritaires, *cf.* A.N., F7, 13576, notes du 25 octobre 1919 et surtout du 29 octobre 1919. C'est le 24 octobre que les conseils syndicaux minoritaires, examinant un programme précis de lutte contre l'intervention en Russie proclamèrent que « seule la grève générale était susceptible d'apporter une aide efficace ».

1. *Cf.* II[e] partie, Conclusions.

2. Cette modification radicale dans l'état d'esprit des militants syndicalistes au cours de l'année 1920, F. Mayoux la souligne dans une lettre à l'auteur du 17 avril 1957 : « En 1920, les

entre le communisme et le syndicalisme minoritaire est manifestement instable, l'ultime phase d'opérations qui précède la scission est empreinte de trouble et d'hésitation, le rythme, les bases, les limites de la scission faisant l'objet d'interminables dicussions et inquiétudes.

C'est que la perspective de la scission dont il est maintenant question ne s'insère plus seulement dans le contexte qui avait été celui des débats ouverts à l'intérieur du mouvement syndical français depuis la guerre et après la guerre. La scission qu'entre 1914 et 1920 on évoquait de part et d'autre comme une menace, c'était la séparation, sans doute provisoire, de deux courants appartenant à un même syndicalisme, mais qui à une situation nouvelle — celle de la guerre et de l'après-guerre — avaient apporté des réponses circonstancielles différentes.

Au contraire, la scission dont il s'agit désormais, c'est aussi la séparation, plus essentielle, de deux syndicalismes dont les conceptions fondamentales se heurtent, l'un d'eux se trouvant entraîné dans l'orbite d'une théorie d'ensemble qui, malgré de gros efforts d'adaptation doctrinale, contredit aux anciens principes communs.

Certes, une fraction de la minorité syndicaliste ne s'embarrasse pas de telles considérations : elle pousse de toutes ses forces à une scission immédiate de la C.G.T., à la constitution d'un mouvement syndical proprement communiste et à son adhésion à la III[e] Internationale.

Cette fraction, c'est naturellement le groupe de syndicalistes, liés aux milieux libertaires, et qui rassemble les débris épars de l'ancien C.D.S., du défunt « P.C. » de 1919 et des éclats qui en sont issus, la Fédération communiste des Soviets et le « P.C. » (reconstitué). Bref, la vieille tendance ultra-gauche, qu'on retrouve ici toujours impatiente de pureté et de radicalisme, toujours indifférente aux subtilités tactiques de l'action de masse, toujours étrangère aux exigences de discipline et d'organisation : pas plus que le « P.C. » de 1919, elle ne saurait se targuer de représenter l'obédience du communisme orthodoxe[1].

Mais plus encore que ne l'avait été le « P.C. » de 1919, le nouveau groupe, qui prend le nom de C.T.M. (Confédération des Travailleurs du Monde) est une « toute petite chose », selon l'expression du futur leader de la C.G.T., Frachon dont c'est un souvenir de jeunesse : « une toute petite chose, à peu près limitée à Marseille. Ses adhérents, combien (?), quelques milliers au maximum, étaient recrutés chez les travailleurs du bâtiment, et un nombre moins grand de métallurgistes »[2].

Pour modeste qu'il soit, ce petit groupe, authentiquement prolétarien d'ailleurs et assoiffé d'un internationalisme d'autant plus vif qu'il est

---

militants dans leur immense majorité étaient pour l'unité à tout prix. Marie Mayoux et moi nous étions scissionnistes. Mais c'était plutôt par tactique que par principe. Aussi nous sommes-nous ralliés à l'idée d'unité. Presque aussitôt et sous la double pression des communistes et des réformistes, presque tous les militants, de la base au sommet, devinrent de chauds partisans de la scission ».

1. *Cf.* L. Trotski, *Thèses pour le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste* (février 1922) : « Les éléments révolutionnaires, c'est-à-dire avant tout les éléments communistes conscients n'ont jamais préconisé la sortie des syndicats ou bien la scission de l'organisation syndicale. Ce mot d'ordre caractérise... certains groupes « libertaires » en France qui n'ont jamais eu d'influence dans les masses populaires, qui n'ont ni l'espoir, ni le désir de conquérir cette influence, mais qui se confinent dans de petites paroisses bien définies » (Thèse 14).

2. Lettre de B. Frachon à l'auteur du 14 décembre 1956.

régionalement plus circonscrit, n'en publie pas moins, avant le Congrès confédéral d'Orléans, un *Manifeste* que reproduit le n° 1 de son nouvel organe[1], et entame avec le Comité des syndicats minoritaires une polémique dont le thème est cette fois-ci celui du « fonctionnarisme syndical », considéré comme un aspect du problème plus général de l'autoritarisme et du centralisme : « La grève des cheminots de février-mars 1920... fut étouffée par l'organisation centrale... La grève de mai 1920, organisée par en haut, faite sur ordre, apporta les résultats que vous savez »[2].

Assurément, cette ultra-gauche syndicaliste ne constitue plus un phénomène d'importance nationale et bien moins encore internationale : cependant, se situant « dans les courants qui agitaient alors le mouvement syndical », elle contribue à marquer la limite, à gauche, de la plate-forme sur laquelle se retrouve la minorité syndicaliste proprement dite[3].

Pour cette dernière en effet, la signification de la scission, au fur et à mesure qu'elle se rapproche, révèle son ambiguïté : cette ambiguïté qui tient à ce qu'elle n'est plus seulement la conclusion du débat ouvert par la guerre au sein du mouvement syndical français, mais qu'elle est aussi et de plus en plus la conclusion de la remise en cause par le bolchevisme victorieux des solutions stratégiques et tactiques élaborées par le syndicalisme pour faire triompher la révolution sociale dans la société occidentale.

Il semble d'ailleurs qu'au sein de la minorité syndicaliste, une fraction, plus ou moins secrète, constituée selon les modalités techniques auxquelles la lutte des tendances pratiquée couramment dans le mouvement syndical a accoutumé les militants, ait travaillé à mettre en relief le caractère nouveau de la scission. Voici ce qu'en dit P. Monatte : « A une conférence de délégués de la minorité, Besnard a déposé avec Verdier un projet de Confédération syndicaliste révolutionnaire tout flambant neuf... Ce projet ne devait pas être abandonné par ses auteurs. Il devait même donner naissance, au sein des Comités syndicalistes révolutionnaires, à une petite franc-maçonnerie clandestine appelée le Pacte, constituée pen-

1. C.T.M. (Confédération des Travailleurs du Monde [Section française]). Siège provisoire : Bourse du Travail, Marseille. 1re année, numéro spécial (septembre 1920) *(Archives R. Péricat)*.

2. LAGRUE, au Congrès des syndicats inter-industriels, des 1er et 2 octobre 1921.

3. Il est en particulier intéressant de noter que cette fraction est la seule à s'orienter en France, sans d'ailleurs s'en rendre nettement compte, vers la conception syndicale des Bolcheviks : non pas à la manière dont le feront Rosmer et les communistes français militants dans les syndicats qui s'efforceront simplement de stabiliser le compromis intervenu entre le syndicalisme révolutionnaire et la IIIe Internationale ; mais franchement : en dénonçant la sacro-sainte Charte d'Amiens. Voici par exemple deux extraits significatifs de ce qu'écrit PÉRICAT dans le premier numéro de *C.T.M.* (numéro spécial de septembre 1920, *Archives Péricat*) : « La charte constitutive de la C.G.T., en raison de l'interprétation que lui donnent les majoritaires et un grand nombre de minoritaires, doit être dénoncée : pour tous ceux qui se proclament pour la dictature du prolétariat, pour la Révolution, elle ne répond plus aux nécessités de l'heure. Seul, les majoritaires peuvent la revendiquer pour tenter de légitimer leurs actes. Si le syndicalisme veut prendre la direction de l'action sociale, il doit dénoncer immédiatement la Charte d'Amiens qui constitue une entrave ». Et encore : « Le syndicalisme se trouve placé devant ce dilemme : ou la Révolution sera l'œuvre du prolétariat syndicalement organisé, dans ce cas le syndicalisme prend en mains la direction de l'action économique et sociale : c'est le renoncement à la Charte d'Amiens ; ou le syndicalisme veut se maintenir dans le plus étroit corporatisme et entend n'être qu'un simple rouage dans la période révolutionnaire, alors deux hypothèses se présentent : dans la première, le syndicalisme se subordonne dans ses buts et dans son action au parti politique, quel qu'il soit, qui assume la direction de la Révolution : c'est le respect absolu de la Charte d'Amiens ; dans la deuxième, le syndicalisme prend position et s'allie au parti politique qui donne l'assaut à la société et au gouvernement bourgeois de ce pays ; c'est encore ici la négation de la Charte d'Amiens ».

dant que nous étions quelques-uns à la prison de la Santé, après les grèves de cheminots de mai 1920. Le Pacte devait tenter de mettre la main sur toute la minorité, en attendant de la mettre sur les postes de la C.G.T.U., car de même que la scission fut pour une part son œuvre, la C.G.T.U. fut à sa fondation coiffée par ses hommes »[1].

Du caractère ambigu de la scission qui se prépare, caractère encore aggravé par la fragilité évidente de la conception syndicaliste proposée par les Bolcheviks, les démarches de la minorité syndicaliste durant l'été et l'automne 1920 portent témoignage.

En août 1920, le Comité des syndicats minoritaires décide en effet de « réunir avant le Congrès confédéral une série de Congrès régionaux réservés aux syndicats de l'opposition »[2] ; cette décision se trouve assortie de la précision suivante : « Il [le Comité] se déclare adversaire d'une scission quelconque dans le mouvement ouvrier ». C'est bien affirmer par là que les divergences entre la majorité et la minorité syndicalistes, pour sérieuses qu'elles soient, demeurent néanmoins secondaires, épisodiques, et ne mettent pas en cause les fondements mêmes de la doctrine : « Nos petits congrès régionaux sont des réunions préparatoires du Congrès confédéral d'Orléans. Il ne s'agit pas d'opposer et de choisir entre Vienne et Orléans. Nous préconisons dans les premiers d'aller au second en plus grand nombre possible, pour y faire une tâche sérieusement étudiée d'avance et profitable au mouvement syndical et à l'idée révolutionnaire »[3].

C'est donc pour appliquer la décision prise en août que se réunissent successivement à Valence le Congrès des syndicats minoritaire de la Drôme, de l'Isère, de la Loire et du Doubs ; à Marseille, le 29 août, le Congrès minoritaire du Midi ; à Paris, le 5 septembre, celui de la Région parisienne ; à Limoges, le 11 septembre, celui du Centre-Ouest, à Bordeaux enfin, celui du Sud-Ouest.

Or, malgré les déclarations d'intention des organisateurs, tous ces congrès régionaux en viennent à discuter, non seulement de la plate-forme et de la tactique que les minoritaires entendent faire leurs au prochain Congrès confédéral d'Orléans, mais du rôle du syndicalisme pour la définition duquel ils se réfèrent à l'expérience soviétique : ils glissent par là du circonstanciel à l'essentiel. C'est ainsi que la résolution du Congrès des syndicats minoritaires de la Seine ayant affirmé : « Loin de violer la Charte d'Amiens en adhérant à l'Internationale syndicale de Moscou, nous déclarons que c'est le plus clair devoir de la C.G.T... Il n'existe qu'une Internationale de la révolution, la Troisième, celle de Moscou ; la C.G.T., redevenue fidèle à l'esprit révolutionnaire, se doit d'y adhérer et se déclare prête à collaborer avec l'organisme politique qui agira révolutionnaire-

1. P. MONATTE, *Trois scissions syndicales*, p. 152. On trouve une autre allusion à ce groupement clandestin dans un texte de J. BERLIOZ, « La lutte pour l'unité syndicale », *Les Cahiers du Militant*, n° 9, édité par le P.C.F. et datant d'avril 1925 : « En France, il est indéniable que certains partisans d'un syndicalisme de secte, certains héritiers des idées de Péricat, les hommes du ' pacte ' maçonnique qui avaient en poche un projet de statuts d'une C.G.T. révolutionnaire, n'ont pas fait l'impossible pour résister aux exclusions agencées par les leaders de la vieille C.G.T. Au lieu de s'accrocher aux problèmes de la réintégration des exclus et de la conquête lente et méthodique de l'appareil confédéral, ils se sont dans leur impatience révolutionnaire, laissés pousser de gaieté de cœur hors de la vieille maison ».

2. *L'Information ouvrière et sociale* du 29 août 1920.

3. *Ibid.*

ment ». J. Brécot, la semaine suivante, répond dans *La Vie Ouvrière* (et du fond de sa prison, puisque J. Brécot, c'est Monmousseau) qu'il faut maintenir l'originalité des conceptions révolutionnaires du syndicalisme français et par conséquent conserver l'autonomie des organisations syndicales : « Le syndicalisme ne peut être soumis à aucun parti dans son développement et dans son action parce qu'il est la synthèse de tous les partis ouvriers et de toutes les doctrines révolutionnaires qui convergent en son sein. C'est dans le syndicat seul que se trouve la garantie de l'unité de classe »[1].

De même, au Congrès confédéral d'Orléans, si le débat de tendances qui oppose les minoritaires aux majoritaires est vif, les discussions au sein même de la minorité ne le sont pas moins : F. Mayoux rapporte, entre autres indices, comment le projet de motion — qui devait être soutenu devant le Congrès tout entier au nom de la minorité — avait été ainsi libellé : « Il n'existe qu'une Internationale de la révolution, celle de Moscou. La C.G.T., redevenue fidèle à l'esprit révolutionnaire, se doit d'y adhérer et se déclare prête à collaborer avec l'organisme politique qui agira révolutionnairement, en fait et non en paroles, gardant, malgré cela, sa complète autonomie *au point de vue économique* ». Or les cinq derniers mots, trop restrictifs au gré de ceux qui ne veulent pas plus renoncer à l'indépendance politique qu'à l'indépendance économique des syndicats, avaient soulevé une telle protestation qu'ils avaient dû finalement être supprimés[2].

C'est d'ailleurs de ces débats entre minoritaires, en marge du Congrès confédéral d'Orléans, que sortent réorganisés les comités minoritaires, prenant alors le nom de Comités syndicalistes révolutionnaires (C.S.R.)[3] : s'appuyant sur des groupements locaux ou syndicaux au niveau de l'entreprise, sur des comités départementaux ou régionaux, sur des comités d'industrie, le Comité Central des C.S.R., autorisé à délivrer des cartes d'adhésion, à percevoir des cotisations, constitue déjà l'embryon très développé d'un appareil syndical complet.

Certes, celui qu'on a appelé « le père des C.S.R. », Monatte, et ses amis n'avaient pas l'intention d'user des C.S.R. pour autre chose que pour le redressement de la C.G.T., dans le sens qu'ils ne cessaient de préconiser depuis 1914. Les C.S.R. ne constituaient pour eux qu'une forme plus poussée d'organisation de la minorité au sein de la C.G.T. : au-delà de ce qu'avait été, au temps de la guerre, la section syndicale du Comité pour la reprise des Relations Internationales, mais en deçà encore de ce qu'avait été le Comité de défense syndicaliste. Le système des noyaux n'était-il pas un système traditionnel dans l'organisation syndicale française, « représentant la forme de lutte la plus naturelle pour l'influence idéologique et pour l'unité de front applicable sans détruire l'unité de

1. Sur le congrès minoritaire de la Région parisienne, *cf. La Vie Ouvrière* du 10 septembre 1920. La discussion sur le rôle du syndicalisme est intitulée : « Le syndicalisme peut-il suffire à tout ? ».

2. F. Mayoux, lettre à l'auteur du 3 mai 1957.

3. Sur les Comités syndicalistes révolutionnaires, nous avons pu consulter un manuscrit inédit que nous a obligeamment prêté M. L. Bouet. *Cf.* par ailleurs une brochure, éditée le 1er mars 1921, par le *Groupe d'études et d'action minoritaires de Seine-et-Marne*, brochure intitulée *Pour la propagande minoritaire* (Bibliothèque documentaire, V) où l'on trouve encore (p. 19) l'affirmation que les C.S.R. ne veulent pas de la scission.

l'organisation »[1] : tels le « noyau de *La Vie Ouvrière* », créé avant-guerre avec Merrheim, Dumoulin, Lapierre, le « noyau du Livre » auquel Jouhaux en 1913 témoignait de la sympathie, ou le « noyau jusqu'auboutiste » animé en 1916 par Chanvin, secrétaire de la Fédération du Bâtiment ; d'ailleurs les majoritaires ne se consultaient-ils pas, au niveau le plus élevé, quand ils se réunissaient en petit comité au restaurant Bonvalet ?

Cependant on ne saurait s'étonner que cette fois, non en vérité pour les plates raisons d'organisation qui, effectivement, ne comportent pas en elles-mêmes de signification alarmante, mais davantage en raison du contexte doctrinal et politique dans lequel s'insèrent les nouvelles formations minoritaires, la majorité confédérale s'inquiète : « Les C.S.R. étaient antistatutaires ; ils exprimaient la dissidence, l'indiscipline, parce qu'ils groupaient des syndicats et des unions, pas seulement des individus »[2]. Aussi une résolution des 8 et 9 novembre 1920 condamne-t-elle officiellement les C.S.R. Six mois encore : la scission sera accomplie.

Ainsi, en cette fin d'année 1920, la situation intérieure du mouvement syndical français est profondément modifiée par rapport à ce qu'elle était avant et immédiatement après les grèves du printemps 1920.

Il avait été en effet possible d'établir, en conclusion de l'étude sur les luttes ouvrières de mai 1920, que les débats entre majoritaires et minoritaires au sein du mouvement syndical s'étaient depuis 1914 et jusque-là situés à l'intérieur d'une conception commune : le syndicalisme révolutionnaire. Si aigus, si violents qu'ils fussent, ces débats ne revêtaient en définitive qu'un caractère étroitement circonstanciel : deux interprétations différentes de la perspective révolutionnaire pour l'Europe et pour la France en faisaient la matière.

Mais, après les désastres du printemps 1920, accablée par une défaite qui l'affecte doublement puisqu'elle semble infirmer, à la fois, d'une part ses capacités de direction et d'autre part son interprétation d'une perspective révolutionnaire à court terme, sinon en Europe, du moins en France, la minorité se tourne décidément vers Moscou et les enseignements du bolchevisme victorieux ; alors les débats entre majoritaires et minoritaires changent progressivement et partiellement de signification : portant sur des oppositions de principes, ils conduisent inéluctablement à une scission. Scission qui aurait pu éventuellement se produire pendant ou avant la guerre ; mais elle n'aurait été dans ce cas qu'un phénomène superficiel et passager. Le processus de scission qui s'accélère dans la seconde moitié de l'année 1920 est au contraire un phénomène profond et définitif : deux syndicalismes, contradictoires en leurs principes, en sont issus.

Ce qui n'implique pas pour autant que le nouveau syndicalisme qui va se dégager de l'ancienne minorité, se fonde sur une doctrine unique et pure de tout alliage : il est au contraire marqué de son double héritage. Il est encore pour une grande part le continuateur de la simple minorité syndicaliste révolutionnaire de la guerre et de l'après-guerre ; il se réclame donc dans cette mesure de la tradition commune du syndicalisme français

1. L. Trotski, Thèses rédigées par L. Trotski, en vue de la session du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste (Moscou, 24 février-4 mars 1922), publiées en français sous le titre *Le communisme en France et l'Internationale.*
2. G. Dumoulin, *Les études sociales et syndicales*, n° 4, avril 1955, p. 16.

d'avant 1914. Mais il est aussi et de plus en plus le produit du compromis passé entre le bolchevisme et le syndicalisme révolutionnaire ; et comme ce compromis est très vite ébranlé au profit évidemment des idées permanentes du bolchevisme sur le mouvement syndical, le nouveau syndicalisme français va nécessairement devoir sacrifier de plus en plus aux exigences que pose son appartenance à la sphère de la III[e] Internationale.

Le processus de scission de la C.G.T. n'est donc pas encore achevé que déjà, au sein du nouvel appareil syndical — en gestation à partir de la « minorité syndicaliste » — commence la lutte d'idées et d'influence entre les tenants du vieux syndicalisme révolutionnaire et les tenants d'un syndicalisme sinon totalement, du moins en grande partie conforme aux idées bolcheviques. De cette lutte, la déclaration liminaire du C.C. des C.S.R. aurait pu faire penser que les premiers sortiraient vainqueurs : c'est une déclaration tout entière imprégnée des préoccupations syndicalistes révolutionnaires ; proclamant son « plein accord avec la Charte d'Amiens », elle réaffirme l'indépendance totale et l'autonomie complète du syndicalisme révolutionnaire français ; elle fait du syndicalisme « le seul organisme de lutte de classe véritable », et « sans dédaigner *l'appoint* que peuvent lui apporter les partis politiques révolutionnaires », elle ne confie qu'au syndicalisme le soin d'être « le moteur principal de la révolution et le facteur déterminant de la transformation sociale » ; elle fait enfin appel à « l'approbation du mouvement ouvrier russe qui ne manquera pas d'apprécier psychologiquement notre action apparemment différente de ses moyens, mais identique dans ses fins à celle du prolétariat russe ».

En fait, le poids international comme le poids français du communisme devaient jouer ultérieurement — encore que jamais de façon totale — en faveur des tenants de la bolchevisation du syndicalisme : tout le drame de la C.G.T.U. dans ses premières années est ici en germe. Plus encore d'ailleurs que la pression due au communisme français et international, la pression de la scission, par sa seule existence, ruinait la plupart des thèses du syndicalisme révolutionnaire dont l'unité de classe, consacrée par l'unité d'organisation, constitue le principe essentiel.

Résumons : la crise du syndicalisme français, provoquée par la guerre d'abord, la révolution russe ensuite et la situation spécifique, à l'époque, des luttes de classe en France enfin, prit une signification et une portée nouvelles quand l'établissement de rapports d'alliance entre la gauche du mouvement ouvrier français et la révolution bolchevique transforma la banale lutte de tendances au sein de la C.G.T. en une marche fatale à la scission. Mais le noyau doctrinal commun qu'avait élaboré le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre ne céda pas immédiatement lors de son affrontement avec les conceptions bolcheviques en matière syndicale. D'où cette conjoncture originale : la scission, bien qu'elle se produisît à propos de la révolution soviétique, se réalisa selon la ligne de fracture traditionnelle qui séparait et unissait les deux vieilles tendances du mouvement syndical français, ligne de fracture qui n'obéissait donc pas aux critères par lesquels le bolchevisme entendait dépasser l'opposition, la jugeant stérile et inadaptée, entre réformisme et révolution. Il en résulte que la scission du mouvement syndical, de la manière qu'elle intervint en 1920-

1921, ne résolvait pas la question essentielle posée par le bolchevisme au mouvement ouvrier français : l'unité communiste de dirction révolutionnaire ; même la fraction syndicaliste qui s'orientait vers l'adhésion à la IIIe Internationale maintenait des conceptions doctrinales directement opposées aux conceptions bolcheviques. D'où l'histoire ultérieure de la C.G.T.U. et de ses rapports avec le P.C.F.[1].

Mais la scission accomplie, lcs choscs changeaient. En effet, ce que n'avait pu obtenir le bolchevisme par sa seulc force de persuasion, la scission, du fait qu'elle était par essence contraire à l'esprit du syndicalisme, brisait du même coup la doctrine qui faisait la force de résistance de la C.G.T. française, sans distinction de tendances. Dès lors, la réorientation du mouvement syndical conformément aux schémas théoriques du bolchevisme dcvenait possible.

Bref, la scission syndicale a été le détour nécessaire par lequel, dans le secteur conquis, put s'imposer l'unité communiste de direction du prolétariat selon la conception qu'en avaient les Bolcheviks.

Dès lors, s'éclaire la fameuse question des responsabilités, source d'inépuisables polémiques, problème insoluble à ne le considérer que sous l'angle de la chronologie et des mesures de rétorsion. Car il est évident que dans une lutte de tendances, les adversaires se rendent coup pour coup. Tout est donc vrai : que les C.S.R. ont été « les instruments directs de la scission, la semence qui a fait germer la C.G.T.U. »[2] ; mais qu' « il y avait toujours eu des tendances dans la C.G.T... et l'on ne trouvait pas condamnable le fait, pour les camarades d'une même tendance, de s'entendre, de se réunir, pour rechercher ensemble les moyens de faire prévaloir leurs conceptions »[3] ; que les majoritaires ont, par une série de mesures concertées, « tendu à désorganiser la gauche, à la priver des droits que lui confèrent les statuts des syndicats »[4], mais que les minoritaires, dès le moment où ils refusaient de se soumettre à la décision de la majorité et de renoncer aux C.S.R., « prenaient sur eux toute la responsabilité de leur exclusion »[5].

Tout est vrai : quc personne — à quelques exceptions anarchistes près — ne voulait d'une scission, ni les majoritaires, ni les minoritaires (qu'ils fussent syndicalistes « purs » ou communistes) aussi longtemps du

1. C'est une histoire qui reste à écrire : elle est pourtant d'autant plus aisée à écrire que les documents officiels publiés par *L'I.C.* lors des crises traversées en 1923 et 1925 par le P.C.F. sont nombreux et importants, bien éclairés au surplus par les *Archives Humbert-Droz* (I.I.S.G.) sur les années 1922-1924 et les *Archives Monatte* (I.F.H.S.). On lit dans une lettre d'Humbert-Droz du 2 septembre 1922 : « La gauche [du P.C.F.], Souvarine, Treint, Vaillant ont bien peu de contacts avec la classe ouvrière et connaissent peu sa vie. Je reste encore pessimiste parce que je cherche ceux qui pourraient former un vrai parti communiste ici, et ceux-là sont hors du parti, et dans le mouvement syndical. Tant que cette dualité demeurcra, la crise ne sera pas complètement vaincue et le parti n'aura pas le caractère vraiment prolétarien. Or Monatte, Monmousseau ont encore plus de prévention contre Souvarine et Treint que contre Frossard qui connaît beaucoup mieux les milieux ouvriers ». C'est pour cette raison qu'Humbert-Droz suit avec tant d'attention l'évolution de Monatte : dans un rapport à Zinoviev du 12 février 1923, il écrit : « Monatte prêt à adhérer au Parti », mais le 13 mars 1923 : « Monattc n'a pas encore pris sa carte ».

2. G.Dumoulin, *ibid.*

3. L. Bouet, manuscrit sur *Les C.S.R. (Archives L. Bouet).*

4. L. Trotski, *op. cit.*, thèse 16.

5. C. Harmel, « A propos de la scission syndicale de 1921 », *Les études sociales et syndicales*, n° 2, février 1955, p. 15.

moins que les uns et les autres espéraient conquérir le champ syndical tout entier ; mais que tous préféraient en dernière analyse une scission, même jugée catastrophique, à la défaite de leurs idées.

En réalité, la scission n'est pas le produit d'une orientation volontaire, d'une décision délibérée dont une enquête serrée pourrait à coup sûr déterminer le porteur. La scission n'est que l'expression, au niveau de l'organisation, d'une déchirure doctrinale irrémédiable : de ce point de vue, la scission est incontestablement la conséquence parfaitement logique de la greffe idéologique qu'avec l'accord de la minorité syndicaliste française, pratiqua le bolchevisme sur le corps de doctrine du syndicalisme révolutionnaire[1].

1. Dans une lettre du 27 février 1925, placée en tête du livre de E. CAZALIS, *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale* (Rivière édit.), Joseph Caillaux témoigne encore une fois de sa remarquable intelligence politique en écrivant, lui dont les questions de doctrine en matière de mouvement ouvrier n'étaient guère la spécialité : « Les syndicats, profondément divisés entre eux comme chacun le sait, se rapprochent des partis politiques à un point tel qu'ils apparaissent de plus en plus comme de simples forces d'appui du communisme, du socialisme, du radicalisme. Situation nouvelle, certes ! Définitive ? Qui oserait l'affirmer ? Il se peut qu'il y ait là simple réflexion momentanée de la Révolution russe, que, une fois apaisé le tumulte d'idées auquel donne lieu l'explosion orientale, le syndicalisme se détache par degrés de la politique et reprenne la physionomie que ses initiateurs prétendaient lui donner. Cela est possible, je le répète. Cela n'est guère probable. Le bouleversement asiatique, réalisant pour la première fois une organisation qui distribue les apparences d'une société entièrement renouvelée, doit forcément empreindre les cerveaux de tous les travailleurs conscients. Il conquiert les mystiques, également les téméraires. Le rêve d'une grande fraternité subjugue les uns. Les autres brûlent du désir de répéter et d'accentuer les audaces moscovites. Cependant, les hommes de calme, de bon sens, de mesure, dont la diffusion de l'instruction et l'extension du mouvement syndicaliste, a multiplié le nombre dans la classe ouvrière, entendent tous les dangers qu'implique l'adhésion à un formulaire dont ils aperçoivent que, tout compte fait, il est de régression. La grande bataille qui se trouve ainsi engagée coupe en deux le syndicalisme. Quand elle sera close — si cela advient jamais —, il est infiniment douteux que les tronçons du mouvement associatif puissent se joindre à nouveau. Les vraisemblances sont que du tourbillon des événements et des idées surgiront des combinaisons nouvelles, distantes des formations d'hier et d'aujourd'hui. Il en est des structures économiques comme des hypothèses scientifiques. Elles ont un caractère provisoire ».

SECTION III

# *ULTIMES PÉRIPÉTIES*



Chapitre Premier

# LA CONFIGURATION FINALE DU CAMP DES PARTISANS DE L'ADHÉSION A LA TROISIÈME INTERNATIONALE

*L'ultra-gauche rompt avec le bolchevisme :*

- L'ultra-gauche à dominante anarchiste ;
- L'ultra-gauche à dominante socialiste : la prise de position du P.C. de Sigrand en faveur du « communisme intégral » ;
- L'ultra-gauche au Congrès de Tours.

*L'extrême-gauche en difficulté pour conduire le mouvement ouvrier français à la IIIe Internationale :*

- L'extrême-gauche à dominante syndicaliste se recueille après sa défaite de mai ;
- L'extrême-gauche à dominante socialiste doublement handicapée : privée de ses dirigeants emprisonnés, elle est accaparée par les tâches résultant de la nécessité de liquider le « complot » ; sa délégation au 2e Congrès de l'I.C. périt noyée : histoire d'un drame obscur.

*L'aile gauche de l'ex-Reconstruction prend la tête du combat pour l'adhésion à l'I.C. :*

- L'éclatement de la tendance Reconstruction ne se fait pas sur une base doctrinale ; ni sur le thème de la défense de la révolution russe ; ni sur la conception de la politique socialiste française ; mais sur une divergence tactique.

Ayant analysé les conditions dans lesquelles la gauche du mouvement ouvrier français en était venue, l'année 1920, à se tourner vers le bolchevisme, ayant marqué ce que signifiait pour cette gauche sa confrontation, sur le plan de la doctrine, avec les idées de Lénine telles qu'elles s'étaient finalement incarnées, à cette date, dans la jeune République des Soviets, il ne nous reste plus qu'à décrire les ultimes péripéties au cours desquelles se dénouait, avec la fondation d'un Parti communiste français, la crise ouverte dans le mouvement ouvrier français par la guerre et la révolution russe.

Péripéties : un terme sans doute trop pittoresque et auquel il faudrait peut-être préférer celui d'opérations. Car tout se déroule désormais dans

un cadre bien délimité : à l'intérieur du mouvement ouvrier (l'heure des batailles prolétariennes pour le renversement en France de la société capitaliste est passée) ; à l'intérieur du mouvement ouvrier français (l'heure des négociations avec le bolchevisme pour la détermination d'une plate-forme politique et doctrinale commune est, elle aussi, passée) ; à l'intérieur d'un débat d'idées : « Nos réunions de section étaient devenues de véritables batailles rangées »[1], écrira L. O. Frossard. Il s'agit de batailles doctrinales bien entendu. Mais retenons ce mot de batailles : car, pour être strictement placée sur un plan ouvrier, français et idéologique, la discussion n'en est pas moins violente : « Je bouscule Bracke et tous les brackistes de la création berrichonne... Je piétine les bégonias de notre député-maire d'archevêché et de défense nationale, le socialiste très majoritaire Laudier »[2], écrit un militant de la Fédération du Cher pour préparer la venue de Rappoport à Vierzon le 31 juillet 1920. Violente, mais en fait surtout logique : nulle surprise n'est à attendre de cette dernière phase où tout se déroule conformément aux positions prises antérieurement.

***

C'est ce qu'on va vérifier dans chaque secteur de l'opinion ouvrière.

Et d'abord à l'ultra-gauche : malgré les précautions auxquelles il est encore tenu du fait des derniers retours de flamme de la guerre civile et de la guerre polono-russe (épisodes au cours desquels l'alliance avec ses ultras — communistes ou anarchistes — constitue une nécessité vitale), le P.C. russe s'est, dès l'hiver 1919-1920 et dans la préparation du 2e Congrès de l'I.C., démarqué avec netteté du communisme de gauche[3]. L'apostrophe « Fleurs de serres », par laquelle Zinoviev a tourné en dérision les soviets artificiellement créés en Occident, exprime avec poésie la césure doctrinale entre le bolchevisme et le « socialisme de Conseil »[4]. Dès lors, l'ultra-gauche française, qui, malgré les divergences théoriques qu'elle savait entretenir sur certains points avec les communistes russes[5], avait toujours proclamé jusque-là qu'elle n'entendait se séparer — immédiatement, ouvertement et totalement — de tous les autres courants ouvriers que pour appeler à constituer des organisations communistes à la IIIe Internationale — c'était l'objectif du « Parti communiste » de 1919 — fait un nouveau pas : elle rompt avec éclat avec l'Internationale communiste et proclame le temps venu du communisme « intégral ».

Et ceci est valable pour toutes les variétés de l'ultra-gauche.

---

1. L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 30.
2. Lettre de Gauvin au Comité de la IIIe Internationale, datée du 27 juillet 1920 (*Archives Rappoport*, I.I.S.G.).
3. *Cf.* Ire partie, III, 5 et IIIe partie, I, 2.
4. A la thèse de Zinoviev : « Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers ? », le journal *Le Soviet* répond le 26 septembre 1920.
5. *Cf.* encore la déclaration de Sigrand, faite au cours du premier interrogatoire qu'il subit le 22 juillet 1920 : « Je suis de ceux qui ne sont pas d'accord avec les dirigeants de l'I.C. au sujet de la dictature du prolétariat. Un pays pouvant être obligé, comme en Russie, d'employer la violence, alors que dans d'autres on peut prévoir une modification de régime sans cruauté ni violence » (*Pièce 958*, D.I.C.). Et voici ce que, de leur côté, déclarent Lebourg, Hanot, Giraud : « Nous nous sommes toujours trouvés en divergence d'idées aussi bien avec Roland-Holst qu'avec Moscou ; et nous nous sommes toujours opposés à créer un parti politique centralisateur constituant l'armature de la dictature du prolétariat » *(Pièce 798)*.

Pour sa variété anarchiste, représentée par la Fédération communiste des soviets, laquelle, il est vrai, se relève difficilement du coup que lui porte l'emprisonnement (à la Santé) de son Bureau[1].

Pour sa variété socialiste, représentée par le « Parti communiste » que Sigrand, après avoir démissionné de la Fédération des Soviets, a reconstitué à l'image de ce qu'il était en 1919 : le 26 mai 1920, le cheminot a lancé un appel aux « secrétaires et camarades des sections »[2], et le 1er juin suivant, par une lettre ouverte, il a annoncé au Ministre de la Justice que « le P.C. se reconstitue définitivement ». Cependant du fait de son arrestation en compagnie de Bott et de Rabilloud à la suite des grèves de mai, il a fallu former un bureau et un comité central provisoires, flanqués d'une commission de propagande et d'une commission d'administration[3]. Premier objectif : faire reparaître le 4 juillet *Le Communiste*, non seulement « organe officiel du P.C. », mais à cette date encore : « du P.C., section française de l'Internationale de Moscou », ce qui n'empêche pas que déjà sont ouvertes et violentes les attaques lancées contre la « concurrence » française, celle du Comité de la IIIe Internationale : dans un article intitulé « On est communiste ou on ne l'est pas », Mauriskoff (Sigrand ?) écrit : « Tous les pantins de la politique veulent être des communistes... Il y en a même, comme Raymond Lefebvre, qui le sont tellement qu'ils empêchent les copains du Nord de former des groupements communistes... Il est vrai que R. Lefebvre appartient au Comité de la IIIe où adhère notre cher Boris Souvarine qui traitait notre groupement d'ombre du Parti communiste »[4]. Et encore, le 18 juillet 1920 : « A quelle sauce voulez-vous être mangés, prolétaires ? Pour moi, mon choix est fait : ni Monatte, ni Jouhaux, ni Bidegaray, ni Monmousseau ! » Enfin, le 25 juillet : « Ce journal ne doit point être confondu avec certain Bulletin et autre Revue[5] dont seule l'étiquette est communiste et dont les lignes reflètent exactement l'impuissance honteuse de tatillons et hésitants, peureusement accrochés à des organismes dont l'action stérile ou même nuisible n'est plus à démontrer »[6].

Mais dès août, c'est-à-dire à partir du moment où les grandes lignes des négociations conduites en juin-juillet à Moscou commencent à être connues, la base sur laquelle *Le Communiste* critique l'objectif central du Comité de la IIIe Internationale (entraîner la majorité du Parti socialiste vers une adhésion à l'I.C.) se transforme : d'une part, *Le Communiste* précise que le « Parti communiste » n'adhérera jamais au Parti socialiste, même si celui-ci s'affilie à la IIIe Internationale : « Évidemment, camarades du Comité de la IIIe, lorsque vous aurez obtenu l'adhésion à la IIIe, il y

---

1. *Cf.* IIe partie, 6.
2. Voici la liste des sections auxquelles Sigrand fait appel : « Marseille, Tours, La Ciotat, Brest, Montreuil, Périgueux, Palaiseau, Boulogne, Lille, Roubaix, Croix » (*La Vie Ouvrière*, 26 mai 1920).
3. D'après une note de la Préfecture de Police du 5 novembre 1920 (*Pièce 963*, D.I.C.), le nouveau bureau provisoire est constitué par Lucas, dit Refey, secrétaire et par Lagrue, trésorier. Le comité central provisoire comporte les noms de Mayre, Bouchereau, M. Gallard, Lucas, Lagrue, Noël, Bolèse, Coussinet, Brussaut, Arnould. Dans la commission de propagande, on relève les noms de Fabre, Flotter (Le Flahouter), Coussinet, de M. Gaillard.
4. *Le Communiste*, 2e année, no 1, du 4 juillet 1920.
5. Allusion au *Bulletin Communiste* de Souvarine, et à la *Revue communiste* de Rappoport.
6. Émile Arnault, *Le Communiste*, 25 juillet 1920.

aura sans doute un certain nombre de socialistes, les Renaudel, les Albert Thomas et leurs disciples qui quitteront le parti, soit parce qu'ils n'y voudront pas rester, soit parce que l'Internationale communiste ne les admettra pas dans son sein. Mais les autres, tous les marécageux qui ont évité de se compromettre et qui ne voient dans le Parti qu'un instrument électoral, tous ceux-là vous suivront et vous trouverez toujours derrière vous cette queue »[1]. D'autre part, *Le Communiste* se retourne directement contre Moscou. D'abord simplement, parce que Moscou est « mal informée » : « Il faut s'attendre à voir se former, lors du prochain Congrès socialiste un nouveau parti qui ne pourra manquer lui aussi de s'intituler ' Parti communiste ' et qui engloutira dans son sein le Comité de la IIIe Internationale, noyé sous le flot de néophytes [ex-Reconstructeurs]... Mais alors, et nous ? se diront pas mal de camarades qui en temps de guerre ont contribué à la formation du véritable P.C... Allons-nous être forcés d'adhérer en bloc à ce Parti, hétéroclite assemblage de boutiquiers et de parlementaires... Ils ont d'ailleurs attendu que, mal instruit de la situation en France, par des informateurs intéressés, le Congrès de Moscou ait accepté le parlementarisme comme moyen de lutte... Mais nous, communistes intégraux, dont la plupart sont libertaires, anti-étatistes, fédéralistes, ennemis du collectivisme centralisateur, ne pouvons accepter semblables compromissions »[2]. Mais ensuite parce que « Moscou » développe des conceptions différentes de celles qui sont admises au « Parti communiste » : et c'est la lettre de rupture, rédigée par Sigrand, et publiée le 19 septembre 1920 dans *Le Communiste*. Sigrand commence par ironiser : « ' A Moscou ! ' c'est le cri de guerre des nouveaux mercantis de la politique » ; puis il souligne les trois éléments qui, décidément, doivent conduire le « P.C. » à refuser son adhésion à l'I.C. : « Tant que nous ne connaissions pas les conditions d'admission à la IIIe Internationale, cela pouvait aller car nous nous figurions que nos camarades de Russie avaient les mêmes idées que nous... Mais il y a trois choses qui nous choquent et qui m'empêchent quant à moi d'adhérer à cette IIIe Internationale : 1° la dictature ; 2° le parlementarisme ; 3° l'adhésion du Parti socialiste ». Et Sigrand précise. A propos de la dictature : qu'il avait toujours conçu la dictature comme provisoire et émanant des prolétaires sans distinction de parti ; or la dictature bolchevique lui apparaît désormais non plus comme une dictature de masse, non plus même comme celle d'un parti, mais de plus en plus comme celle d'une « poignée d'individus ». A propos du parlementarisme : « Le 2e Congrès engage les partis à continuer la comédie du bulletin de vote », alors qu'en Russie cependant les communistes n'ont pas hésité à supprimer la Constituante. A propos de l'adhésion du Parti socialiste : « Les individus étant les mêmes, on pourra les débaptiser... ». Et le secrétaire du « P.C. » conclut : « Il est impossible de continuer plus longtemps dans cette voie [de Moscou] et nous allons être obligés de nous cantonner dans un communisme intégral ».

Cette prise de position, Sigrand, au nom du « P.C. », la confirme dans le texte par lequel, deux jours plus tard, — toujours à la Santé — il

---

1. Régor, *Le Communiste*, du 1er août 1920.
2. Pierre Mualdès, *Le Communiste*, du 28 août 1920.

demande sa mise en liberté provisoire : « Aujourd'hui que les conditions d'adhésion à Moscou ont paru dans toute la presse, que des députés comme Cachin et des délégués du Parti socialiste comme Frossard apportent des précisions, je tiens à compléter mon interrogatoire d'une seule phrase. Je ne serai jamais adhérent à Moscou à de telles conditions, le communisme tel que je le comprends n'ayant rien mais rien du tout du programme bolchevik »[1].

Enfin, le 10 octobre, *Le Communiste* publie un Manifeste, œuvre de Fabre, qui reprend, officialise et authentifie la rupture du « P.C. » avec le bolchevisme.

Il est naturellement possible d'interpréter toute l'évolution de ce curieux « P.C. » — se réclamant au départ de Moscou et se considérant alors comme plus qualifié que le Comité de la III<sup>e</sup> pour finalement rompre avec Moscou et appeler au « communisme intégral » — sous l'angle d'une entreprise de diversion menée plus ou moins en accord avec la police. De fait, il est indéniable que la Préfecture était tenue informée de tout ce qui se passait à l'intérieur de ce groupe. Mais, outre que la police à l'époque — on l'a déjà montré — était tenue informée de tout ce qui se passait à l'intérieur d'à peu près tous les groupes ouvriers — syndicalistes, socialistes et anarchistes —, il apparaît plus intéressant de ne retenir ici que l'aspect doctrinal de l'affaire : la destinée du courant ultra-gauche, représentée par le « P.C. ». Deux faits soulignent qu'il s'agit bien d'un courant réel subissant une évolution logique. D'une part ce courant et cette évolution ne sont pas limités à la France. C'est pourquoi, dès le 26 septembre, « Mauriskoff » propose que le « P.C. » se mette à nouveau en relations avec les autres partis et groupes qui en Europe ont évolué dans un sens parallèle au sien : le groupe italien de Malatesta, le Parti communiste antiparlementaire d'Allemagne, le P.C. anglais, sans compter les W.W.I. d'Amérique. D'autre part, les opinions émises par *Le Communiste* (qui a supprimé de son titre la mention « Section française de l'Internationale Communiste ») soulèvent un écho certain, telle cette lettre d'un militant de Vichy : « Je pensais que Lénine était un libertaire et que la dictature du prolétariat, qu'il faisait subir au prolétariat russe, n'était qu'une nécessité provisoire pour triompher de la contre-révolution... Mais Lénine et autres néo-communistes conservent l'espoir de maintenir dans la paix et cette armée et ce gouvernement. Mes conceptions libertaires se refusent à l'admettre. Donc il est impossible que j'adhère une minute de plus à cette Internationale communiste qui n'est en somme que le collectivisme : l'État patron, tous fonctionnaires ! Il est impossible que nous autres, communistes libertaires, qui avons pour devise ‘ Ni Dieu, ni maître ’ fassions partie de cette Internationale »[2].

L'ultra-gauche, dans ses diverses facettes (à reflet socialiste, anarchiste ou syndicaliste) se trouve désormais au-delà de la III<sup>e</sup> Internationale ; elle accepte aussi de reconnaître ce que déjà les faits ont amplement démontré en 1919 : qu'elle était incapable de constituer le pôle d'attraction

1. *Pièce 928*, D.I.C.
2. *Le Communiste*, du 3 octobre 1920.

de toutes les forces révolutionnaires en France ; encore moins pouvait-il en être question en 1920 où d'un côté l'expérience victorieuse de la révolution russe s'impose décisivement comme modèle et où d'un autre les conceptions bolcheviques se précisent et s'affirment dans leurs divergences d'avec le socialisme libertaire[1].

***

L'extrême-gauche, elle, à dominante syndicaliste ou à dominante socialiste, se trouve également en difficulté pour assumer ce rôle, bien que, pourtant, elle puisse légitimement y prétendre, s'étant donné pour objectif, depuis sa reconstitution en 1919, d'orienter la C.G.T. et le P.S. vers la IIIe Internationale de Moscou.

L'extrême-gauche à dominante syndicaliste doit en effet se consacrer à des besognes de clarification interne plus qu'à songer à des progrès extérieurs décisifs. D'abord parce que, sortie très affaiblie de ses mésaventures du printemps précédent, elle est contrainte à accorder beaucoup de son temps à la reconstitution de ses moyens d'action, et notamment du Comité des syndicats minoritaires, en vue de mener la lutte de tendances au sein de la C.G.T. à l'occasion du prochain Congrès confédéral de septembre. Ensuite parce que, très secouée par la nature des négociations conduites à Moscou à la fois par ses mandants et par les mandataires socialistes, elle doit se consacrer à l'analyse des conséquences doctrinales et pratiques résultant du compromis intervenu entre le syndicalisme révolutionnaire et le bolchevisme. C'est ce qui explique qu'en ce deuxième semestre de 1920 rien d'irrémédiable n'est encore acquis dans le secteur syndical du mouvement ouvrier français, sans que, néanmoins, puisse être mise en doute la proximité de l'échéance où se constitueront définitivement deux syndicalismes organiquement mais plus encore doctrinalement dressés l'un contre l'autre.

Reste l'extrême-gauche à dominante socialiste, attachée surtout à tirer le Parti socialiste vers l'adhésion à la IIIe Internationale pour le transformer en Parti communiste : bref le Comité de la IIIe Internationale.

Or, à cette « minute de vérité », quand s'ouvre la dernière phase du processus qui devait normalement sanctionner le succès des efforts conduits avec opiniâtreté, souvent à contre-courant, par ses militants, voici que le Comité de la IIIe Internationale se trouve brusquement réduit à l'impuissance par une double série d'événements accidentels : ses dirigeants

1. Une fraction de l'ultra-gauche — de formation socialiste — a d'ailleurs déjà compris que la rupture d'avec l'I.C. paralyserait la propagande des idées de l'ultra-gauche dans les masses ouvrières. Aussi a-t-elle pris le parti non d'entrer dans le P.C. gauchiste, mais de demeurer dans le P.S. (dont l'adhésion à la IIIe Internationale est désormais certaine) pour y constituer une tendance qui s'efforce d'exercer son influence dans le sens des idées de l'ultra-gauche. C'est pourquoi, au Congrès de Tours, on entendra un délégué parisien, Leroy, défendre — sans beaucoup de succès, il va sans dire, puisqu'elle ne recueillera que 34 mandats — une motion dite Leroy-Heine, qui, demandant une « adhésion pure et simple » du Congrès à l'I.C., vise en réalité à empêcher qu'aboutisse le compromis ébauché entre l'extrême-gauche et l'aile gauche de la Reconstruction, compromis excluant l'adoption formelle et proclamée des 21 conditions fixées par l'I.C. à l'entrée des P.S. européens dans la IIIe Internationale : or c'était par là faire une critique indirecte de la politique du 2e Congrès de l'I.C., lequel avait favorisé (tout en cherchant à en fixer les limites) un tel compromis.

sont emprisonnés, ses mandataires au 2e Congrès de l'I.C. périssent noyés.

On se souvient en effet que, dans le cadre de l'opération politique montée par le gouvernement à l'encontre de la gauche révolutionnaire lors de la grève générale des chemins de fer en mai 1920, Loriot s'était retrouvé à la prison de la Santé en compagnie de Monatte, Monmousseau, puis Souvarine, tous sous l'inculpation de complot contre la sûreté intérieure de l'État[1].

Le Comité de la IIIe Internationale ainsi privé de ses chefs, il lui faut alors d'urgence désigner une nouvelle direction provisoire : à la suite d'une réunion plénière le 14 mai, un secrétariat par intérim est constitué le 28 mai avec V. Godonnèche, R. Reynaud et J. Ribaud[2].

Mais, même ainsi formellement remis sur pied, le Comité est, de longs mois, accaparé par la lutte à mener pour faire apparaître la vanité du soi-disant complot dont sont accusés ses porte-parole.

Première tâche : suivre la marche de l'instruction judiciaire qui, vidée de son utilité immédiate une fois le mouvement de grève vaincu, s'attache davantage encore à son objectif politique, déconsidérer la fraction du mouvement ouvrier qui se propose d'imiter la révolution bolchevique. C'est alors que le Parquet n'hésite pas à se servir des armes que lui fournit la lutte de tendances au sein de la C.G.T. (pourtant elle aussi, au même moment, poursuivie dans le cadre de la décision gouvernementale visant à la dissolution de l'organisation confédérale). Témoin cette lettre, datée du 8 août et adressée au juge Jousselin, où, transmettant le compte-rendu des séances du Congrès tenu par l'Union P.O., à la Bourse du Travail d'Orléans, les 31 juillet et 1er août, le Préfet de police conclut : « Certaines déclarations et tout particulièrement celles de Jouhaux en tête de la page 2 peuvent paraître susceptibles de présenter de l'intérêt au sujet des instructions que vous suivez actuellement contre divers militants révolutionnaires »[3].

Le premier interrogatoire de Loriot[4], le 1er juin, donne le ton : portant sur le Comité de la IIIe Internationale, il vise notamment les rapports que celui-ci a pu entretenir avec Moscou ; Loriot doit s'expliquer sur le radiogramme de Guilbeaux et le télégramme de Zinoviev envoyés à l'occasion du Congrès socialiste de Strasbourg[5] ainsi que sur la lettre de sympathie par laquelle le Comité de la IIIe Internationale a salué la Conférence des communistes occidentaux tenue à Amsterdam en février[6].

Puis, le 8 juin, Jousselin donne l'ordre de saisir la comptabilité de

---

1. *Cf.* IIe partie, 6.
2. Certes, les conditions dans lesquelles les dirigeants du Comité étaient détenus leur permettaient de suivre personnellement le déroulement des affaires politiques. Non seulement, ils pouvaient s'entretenir très longuement entre eux et avec leurs collègues libres de la direction du Comité, non seulement ils pouvaient par la lecture de la presse et par les visites qu'ils recevaient être tenus au jour le jour informés, mais encore ils pouvaient faire connaître leur point de vue et par leur correspondance privée et par la rédaction d'articles publics qu'ils signaient de pseudonymes transparents (Monatte : P. Lémont ; Gauthier : Maurice Auclou ; Chaverot : J. P. Alabri ; Sirolle : Henri Alombre ; Monmousseau : G. R. Lenfermé). Il reste néanmoins que le fait d'être emprisonnés confère aux intéressés une optique particulière et limite leurs possibilités d'action.
3. D.I.C.
4. *Ibid., Pièce 451*, D.I.C.
5. *Cf.* Ire partie, III, 6.
6. *Cf.* IIIe partie, I, 3.

*La Vie Ouvrière* pour retrouver la trace des sommes que, d'après une communication faite à la Préfecture de Police, Monatte aurait reçues de l'étranger. Ordre complété le 12 par une commission rogatoire « à l'effet d'examiner la comptabilité du journal, *La Vie Ouvrière*, et celle de la librairie qui paraît exploitée par ce journal »[1].

Le 15 juin, toujours dans le même ordre d'idées, Jousselin lance une nouvelle commission rogatoire « pour relever au ministère des Affaires Étrangères les radios reçus dans le cours des années 1919 et 1920 concernant la propagande communiste faite en France ».

Quand, le 21 juin, le Procureur de la République envoie à Jousselin une liste de gens « signalés comme ayant entretenu des relations avec le Bureau auxiliaire d'Amsterdam ou avec certains groupements communistes étrangers » (d'après une note confidentielle)[2], Jousselin se hâte de délivrer une commission rogatoire pour perquisitionner chez tous ces suspects.

Mais surtout, élargissant le champ de ses recherches tout en leur donnant une orientation toujours plus affirmée, Jousselin, le 25 juin, signe une commission rogatoire pour « rechercher quelles sont les relations qui ont pu exister entre les inculpés et les représentants résidant en Suisse et en Hollande de la République des Soviets de Russie et de l'Internationale communiste de Moscou, — et notamment si des fonds ont été envoyés de Suisse et de Hollande, ou de Russie par la Suisse ou la Hollande, à l'adresse des inculpés »[3].

Enfin, interrogeant Monatte, le 20 juillet[4], le juge d'instruction s'inquiète de ce que signifiait pour le directeur de *La Vie Ouvrière* sa fréquentation de Trotski[5] ; de quelle nature étaient les rapports qu'il entretenait avec Moscou (comme en donne un aperçu l'affaire de Mott)[6] ou avec Amsterdam (dont fait état la lettre attribuée à Rutgers)[7]. Tous les autres inculpés seront soumis aux mêmes types de question : Bott, le 27[8] (son voyage à Bruxelles)[9] ; Hanot, le 28[10] (sa correspondance, au nom de la Fédération des Soviets, avec le Bureau auxiliaire d'Amsterdam[11]) ; Souvarine, le 29[12] (sa correspondance avec Rutgers et H. Roland-Holst).

Le Comité de la IIIe Internationale est d'autant plus préoccupé par la nécessité de dégonfler l'entreprise politique d'intidimation que constitue l'instruction judiciaire ainsi conduite à l'encontre de ses dirigeants, que la presse mène grand bruit autour d'une affaire qui, il faut le reconnaître, est de nature à fort attirer la clientèle.

C'est *Le Matin* qui, du 6 au 12 juin, se consacre sur « trois colonnes

---

1. D.I.C.
2. *Id., Pièce 2290.*
3. C'est à la suite de cette commission rogatoire que le Commissaire Darru dirigera une enquête aboutissant au dépôt d'un rapport le 11 septembre 1920 dont il a déjà été longuement question (*cf.* IIIe partie, I, 1).
4. *Pièce 645*, D.I.C.
5. *Cf.* Ire partie, I, 2.
6. *Cf.* IIIe partie, I, 1.
7. *Id.*
8. *Pièce 899*, D.I.C.
9. *Cf.* IIIe partie, I, 1.
10. *Pièce 798*, D.I.C.
11. *Cf.* IIIe partie, I, 1.
12. *Pièce 575*, D.I.C.

à la une » à des « révélations sur le complot qui tendait à fomenter la révolution en France ». Son « envoyé spécial » à Amsterdam, après avoir pris soin de disculper la C.G.T. (« étrangère à ce complot »), affirme néanmoins qu' « il y a bien complot ». Preuve : la lettre de Trotski à Loriot, Monatte, Souvarine[1]. Comme la preuve est mince, l'envoyé spécial amalgame tout ce que les Polices néerlandaise et suisse ont pu connaître dans le domaine des relations entre Moscou et les centres auxiliaires de la IIIe Internationale en Hollande et en Suisse : concernant les voyages de Rutgers et de sa femme ; l'arrestation de Mme Rutgers chargée de diamants dessertis ; la Conférence des communistes occidentaux tenue en février à Amsterdam ; la dissolution du Bureau auxiliaire d'Amsterdam. La matière en est donc la même que celle du rapport Darru[2], ce qui ne saurait étonner puisque les deux enquêtes (celle du *Matin* ayant d'ailleurs l'antériorité) s'appuient sur des sources communes : et notamment les articles du journal amsterdamois, le *Handelsblad*[3].

Cette campagne du *Matin* connaît un grand retentissement : *Le Temps* la résume dans ses propres colonnes et *Le Figaro* y fait écho. Les journaux ouvriers et socialistes y doivent donc répondre : c'est à quoi s'emploient *La Vie Ouvrière* le 25 juin[4] et *L'Humanité*, sous la forme d'une lettre de H. Roland-Holst. La militante hollandaise traite de « légendaires » les voyages de Mme Rutgers, de « fantastique » l'histoire de la conférence de Constance[5], et dément en son nom personnel (puisque le Bureau auxiliaire d'Amsterdam n'existe plus, ayant été dissous sur ordre de Moscou) qu'il ait jamais été fait envoi d'argent en France : simple organe d'information, le Bureau d'Amsterdam se contentait de transmettre les rares documents reçus indirectement de Moscou[6].

Mais les devoirs du Comité de la IIIe Internationale à l'égard des inculpés du « complot » ne se bornent pas à la présentation, dans la presse, des arguments qui vont à l'encontre des thèses officielles. Le Comité doit encore organiser le soutien de ses militants emprisonnés contre les brimades qui tendent à restreindre leurs droits de détenus politiques[7] ; régler

1. *Cf.* IIIe partie, 1, 1.
2. *Ibid.*
3. On dit même à l'époque que la campagne du *Matin* était directement l'œuvre du Bureau d'études de la Presse étrangère du ministère des Affaires Étrangères (A.N., F7, 13577, note du 9 juin 1920).
4. *La Vie Ouvrière* du 25 juin relève 45 erreurs dans les articles du *Matin*. En fait, d'ailleurs, *La Vie Ouvrière* s'attaque moins à l'organisation générale de la campagne du *Matin* qu'à des inexactitudes de fait qui ne changent guère la réalité des choses. Par exemple, Rutgers est présenté par *Le Matin* comme « représentant la Russie à la Conférence d'Amsterdam » (celle de février). C'est naturellement faux puisque Rutgers est hollandais. Il n'en reste pas moins que c'est Rutgers qui a transmis en Occident les consignes de l'I.C. précisant les tâches que devait se fixer le Bureau auxiliaire d'Amsterdam (*cf.* IIIe partie, 1, 1). De même, *La Vie Ouvrière* dément l'existence d'une lettre de Monatte à Lénine : il est vrai que le correspondant de Monatte était Trotski. Ou encore, *La Vie Ouvrière* nie qu'il y ait eu envoi de tracts d'Amsterdam à Paris par les soins de Rutgers : il est vrai que l'envoi des tracts s'est toujours fait par les soins de H. Roland-Holst ; qu'il y ait eu correspondance entre Wijnkoop et B. Souvarine : il est vrai que la correspondance avec B. Souvarine était également assuré par H. Roland-Holst.
5. *Cf.* IIIe partie, I, 3, note 2.
6. La presse ne joue d'ailleurs pas simplement un rôle de diffusion des thèmes politiques mis au point par le gouvernement. Elle alimente l'instruction judiciaire. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, le juge Jousselin demande d'enquêter sur les sources d'informations parues dans la presse.
7. C'est notamment au mois de juin que les inculpés refusent tour à tour d'être extraits de prison pour comparaître devant Jousselin, en raison des mesures de rigueur prises à leur encontre

les querelles qui ne manquent pas de s'élever entre eux et leurs coïnculpés appartenant aux autres tendances ouvrières, socialistes ou anarchistes[1] ; recueillir enfin des témoignages publics qui contribuent à arracher d'abord leur mise en liberté provisoire, ensuite à l'issue du procès, leur acquittement.

C'est ainsi que le Comité encourage les syndicats de cheminots à faire circuler des listes de pétition où les signataires se déclarent solidaires des inculpés ; qu'il obtient de *L'Humanité* qu'elle mène une campagne plus soutenue contre la répression : le journal socialiste ne se décide en effet que lentement à consacrer ses colonnes à l'affaire. Un premier rappel : le 6 juillet, *L'Humanité* signale le placardage, par la Fédération socialiste de la Seine, d'une affiche appelant à la libération des emprisonnés. Puis elle donne de loin en loin quelques informations, sous la forme d'articulets signés de Daniel Renoult, les 11 et 17 juillet, les 16 et 27 août. Il faut attendre septembre pour qu'elle passe des textes plus massifs : le mémoire présenté par Me Torrès au nom de Boris Souvarine (le 3), la lettre du 29 août envoyée par Loriot à Jousselin (le 4) ; le mémoire de Me Torrès pour Monmousseau (le 6) ; un extrait de l'interrogatoire subi par Souvarine et portant sur les théories socialistes (le 9) ; le mémoire de Me O. Bloch pour Loriot (le 10).

A la suite de cette campagne, il est possible de constituer, sous la présidence d'Anatole France, un Comité d'action, dont le secrétaire est G. Pioch, pour le soutien des militants en prison : parmi les adhérents — recherchés selon la tradition surtout parmi les intellectuels de gauche et les hommes politiques libéraux — on relève les noms de Mmes Émile Zola, Séverine, de MM. F. Buisson, J. Caillaux, L. Descaves, V. Margueritte, R. Rolland, V. Basch, R. Dorgelès ; des organisations syndicales, des sections socialistes, des coopératives, municipalités, loges maçonniques, sociétés de libre pensée y souscrivent. En octobre et novembre, de nombreux meetings pourront être organisés : à Paris, en banlieue et en province.

Toute cette activité ne demeure pas sans résultat : le « complot » se dégonfle progressivement.

Déjà en juin et juillet, avaient été mis en liberté provisoire de nombreux secrétaires syndicaux arrêtés en mai pour leur rôle durant les grèves[2]. En août, c'est le tour de Sirolle ; en novembre, de Rabilloud.

Le 23 novembre, l'instruction terminée, Jousselin fait parvenir au Parquet le dossier complet. Le *Réquisitoire définitif* signé le 27 novembre, l'ordonnance de transmission de la procédure prononce un non-lieu général

à propos du droit de visite : « Sans aller, écrit Monatte à Jousselin, jusqu'à demander à la Troisième République le traitement qu'assurait l'Empire aux prisonniers politiques de Sainte-Pélagie, nous nous bornons à revendiquer le maintien du régime dont bénéficièrent les Camelots du Roy, en dépit de graves scandales ».

1. A propos en particulier d'une ténébreuse histoire de grève de la faim que d'aucuns, parmi les emprisonnés, auraient refusé de faire. « Sans importance, les histoires entre détenus à la Santé », écrivait P. Monatte (lettre du 3 avril 1957 à l'auteur).

2. La mise en liberté provisoire est successivement refusée à Hanot (le 2 juillet), à Lebourg (le 6), à Dejonckère, à Monatte (le 23), à Bott (même jour), à Sigrand (le 27), à Loriot (même jour), à Monmousseau (le 6 août), à Souvarine (le 26), à Rabilloud (même jour). Une seconde demande de mise en liberté provisoire est rejetée pour Lebourg (le 28 août), pour Loriot (le 31), pour Sigrand, pour Bott, pour Souvarine.

en ce qui touche « les menées anarchistes » ; en ce qui touche « le complot contre la sûreté de l'État », douze inculpés bénéficient également d'un non-lieu, tandis que dix autres, répartis en trois groupes, sont renvoyés devant la Chambre des mises en accusation. Encore quelques semaines : et le 28 février 1921 le procès s'achève sur un acquittement général.

A vrai dire, dans un tel procès politique, l'épilogue est en général dénué d'intérêt. Car le seul objectif (sérieux) que poursuivent ses promoteurs est atteint dès le moment où le trouble apporté à l'heure cruciale dans le fonctionnement des organisations subversives a aidé le gouvernement à triompher. Quant au rôle que cet épisode a joué dans l'évolution interne du socialisme français, il ne dépend pas évidemment du sens et de la nature du jugement : puisque les options décisives interviennent en décembre alors que le jugement est rendu en février de l'année suivante.

Non que la mise en accusation de ses dirigeants ait été, pour les intérêts du Comité de la IIIe Internationale, entièrement négative. Raymond Lefebvre n'avait pas tort en écrivant dans *La Vie Ouvrière* du 26 juin : « Le complot aura eu ce mérite énorme de révéler aux socialistes, à l'immense majorité des militants... que leur Parti n'était ni révolutionnaire, ni pur de toute compromission bourgeoise, puisque la bourgeoisie se met en 1920 à poursuivre un Comité coupable de pratiquer ce que le Parti transgresse ». Il reste que, dans la campagne qui précéda le Congrès de Tours, ses principaux militants emprisonnés, le Comité fut en difficulté pour suivre avec efficacité l'évolution des sections et des fédérations socialistes.

Or, déjà handicapé, il devait encore, au moment décisif, se voir privé d'un atout majeur : la délégation qu'il avait envoyée, lui aussi, au 2e Congrès de l'I.C., et qui disparaissait tragiquement dans l'océan Arctique.

On se souvient en effet[1] que rassemblant l'opposition de gauche du P.S. (le groupe Loriot) et l'opposition de gauche de la C.G.T. (le groupe de la *V.O.*), le Comité de la IIIe Internationale avait désigné pour le représenter aux assises internationales du communisme à Moscou, trois délégués : Lefebvre, Vergeat et Lepetit.

A la vérité, trois hommes bien différents.

Raymond Lefebvre ? Né en 1891 à Vire dans une famille protestante[2] de bourgeoisie libérale (une « famille à la Guizot »), Lefebvre, de complexion délicate[3], est dès l'enfance porté aux songeries mystiques ; il est alors

1. *Cf.* IIIe partie, I, 3.

2. L. Moussinac (« Raymond Lefebvre, Paul Vaillant-Couturier », *La Nouvelle Critique*, nº 123, février 1961, p. 35) note à juste titre le fait curieux que les premiers intellectuels français ayant adhéré au communisme (ou s'y étant vivement intéressés) étaient tous de formation protestante : Lefebvre, Vaillant-Couturier, Guy de la Batut, Barbusse — ce dernier par sa mère, d'origine anglaise. Cependant une note de police du 12 mai 1920 considère que « R. Lefebvre appartient à une famille de conservateurs protestants. Son grand-père, royaliste avéré, était un familier du Comte de Chambord » (A.P.P., *R. Lefebvre*, B a/1147).

3. Un rapport des R.G. du 21 octobre 1916 (A.P.P., *R. Lefebvre*, B a/1147) note qu' « à la suite d'une explosion d'obus sur le front de Verdun, Lefebvre a ressenti une commotion cérébrale pour laquelle il a été admis dans un hôpital à Lyon du 15 mai au 7 juillet 1916 » et il ajoute : « Le susnommé — Lefebvre — présente, depuis cet accident, des signes certains d'excitation et de dépression nerveuse, et dans son entourage on le représente maintenant comme un exalté, tandis qu'auparavant son tempérament était plutôt calme ». Sans reprendre à notre compte le diagnostic policier, mais compte tenu de la « faiblesse organique générale » pour laquelle Lefebvre avait été primitivement réformé, on peut penser que ses blessures de guerre ont forte-

croyant, « moins par tradition de famille que par soif d'idéalisme et par bonté »[1], dira Paul Vaillant-Couturier qui fut son condisciple au lycée Janson-de-Sailly[2]. Étudiant en Sorbonne, à l'Institut d'Études Politiques et à la Faculté de Droit[3], il détourne ses anciennes préoccupations métaphysiques sur un nouveau rêve de fraternité humaine : n'est-ce pas le temps de la communication entre les sphères de la religion et du socialisme, le temps où Péguy, lui, parcourt l'itinéraire inverse, du socialisme au christianisme ? Non que la nature de ses convictions politiques soit chez Lefebvre d'essence religieuse, mais sa manière de les vivre et de les défendre : tous ceux qui l'ont approché ont souligné ce qui, dans son personnage, rappelait les prédicateurs à la Savonarole, son apparence physique[4] — un dessin de Mela Mutter le montre écrivant à une fenêtre, le front creusé au centre, le nez long et incisif, une tête en lame de couteau —, et aussi son ardeur inquiète, sa violence exaltée de visionnaire qu'un incontestable talent d'écrivain permettait de transmuer en expression littéraire[5].

La bataille contre l'injustice, avec la campagne en faveur de Francisco Ferrer ; la lutte contre la guerre, avec la campagne contre la « loi de trois ans », voilà quelles sont, avant 1914, ses premières expériences politiques : Lefebvre s'oriente alors vers le groupe de *La Vie Ouvrière* à laquelle il est abonné dès 1912. Témoignage supplémentaire de ce qu'il est attiré non par le socialisme traditionnel à forte structure rationnelle

---

ment marqué la nature nerveuse et fine de l'écrivain. La note de police souligne d'ailleurs : « Lefebvre paraît hanté par les horreurs de la guerre dont il a été le témoin et c'est ce qui, sans doute, l'amène à soutenir des théories à tendances subversives ».

1. P. VAILLANT-COUTURIER, « Raymond Lefebvre », *L'Humanité*, 1-11-1921.

2. P. VAILLANT-COUTURIER, « Raymond », *L'Humanité*, 3-12-1920.

3. R. Lefebvre se signala aux services de police pour la première fois le 11 décembre 1909, alors qu'âgé de 18 ans il était étudiant à Sciences Politiques : il avait été arrêté le 9 courant à 11 heures du matin rue Saint-Jacques au cours d'une manifestation d'étudiants où il criait : « Conspuez Lyon-Caen ». Ce pourquoi il fut condamné le 6 janvier 1910 à 15 francs d'amende, après qu'un rapport de police, ayant enquêté sur son compte, ait noté que le délinquant « ne s'occupait pas de politique » (A.P.P., *R. Lefebvre*, B a/1147).

4. *Cf.* H. GUILBEAUX, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, p. 141 : « Tel que je l'avais vu à Paris, il était resté chaleureux, fanatique, et lorsque se voûtait sa grande carcasse pour apostropher, les gouvernements, diplomates, militaires, il rappelait ces moines et bénédictins de haute stature montrant du poing le vice qu'ils maudissent avec une éloquence tumultueuse ».

5. Lui-même écrit de cette période : « Tant que j'avais été isolé, on m'avait tenu gentiment pour fou » *(L'éponge de vinaigre)*. *Cf.* aussi R. ROLLAND, *J.A.C.*, 1272, note du 11 août 1917 : « Visite de R. Lefebvre. Il est réformé n° 1 pour grave blessure... Sa blessure consistait en une violente commotion cérébrale, à la suite d'un ensevelissement sous une double explosion d'obus ; et elle n'a pas eu de suites. A la vérité, il ne me paraît pas très bien équilibré ; mais (sans que je puisse l'assurer car jusqu'à ce jour je ne le connaissais que par lettre), les obus n'en sont pas, je crois, entièrement responsables ; j'avais remarqué, dès ses premières lettres, un certain dérèglement de pensée ». Cette appréciation défavorable de Rolland ne saurait surprendre : la relative sécheresse de l'homme d'une part, sa crainte permanente de se voir entraîné au-delà de la position intellectuelle qu'il a adoptée le destinaient à ne pas comprendre les déchirements d'un jeune homme (Lefebvre a alors 25 ans) bouleversé par les affreuses réalités de la guerre. *Cf.* aussi le texte d'une lettre de Rolland à Guilbeaux à propos de Lefebvre (GUILBEAUX, *op. cit.*, p. 52). Quant à la bibliographie des œuvres de Lefebvre, elle reste à faire : Lefebvre a collaboré au *Populaire*, au *Journal du Peuple*, au *Pays*, à *La Vérité*, à *L'Ancien Combattant*. Membre de la section de Neuilly du P.S., vice-président de l'A.R.A.C., membre du groupe « Clarté », candidat aux élections législatives de novembre 1919, dans la 1re circonscription de la Seine, Il a prononcé d'innombrables discours. Il a aussi rédigé de nombreuses brochures : *cf.* en particulier *L'ancien soldat*, brochure écrite dans l'été 1918 pour servir de programme d'action à l'A.R.A.C., éditée aux frais de l'association et vendue à son profit (Paris, 1919, 30 pages) ; *Esquisse du Mouvement communiste en France*, discours prononcé au 2e Congrès de l'I.C., édité par Clarté en février 1921 à 3 000 exemplaires.

— le socialisme des milieux universitaires, le socialisme à la Herr — mais par un socialisme libertaire où sa sensibilité trouve davantage son compte. Il n'est cependant pas encore engagé à cette date dans une action politique déterminée.

C'est la guerre et le refus qu'il y oppose qui conduisent Lefebvre à des options plus affirmées. Parce que, dès les journées d'août 1914, il est de ceux qui ne se laissent pas enivrer par le climat patriotique : « Je vis les tout premiers jours de la guerre un grand jeune homme efflanqué, exsangue, en uniforme, qui s'exprimait contre la guerre avec une véhémence apostolique. Opposé à la guerre, d'abord pour des motifs religieux... »[1]. Aussi n'est-il pas étonnant que Lefebvre se mêle dès le début aux réunions tenues quai de Jemmapes et dont, sur des notes prises en 1917, il rappellera, dans un très beau texte publié par *La Vie Ouvrière* du 24 juin 1919, ce que fut l'atmosphère : « On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale... »[2].

Et c'est paradoxalement pour s'opposer à la politique d'Union Sacrée conduite par la majorité à l'intérieur du P.S. qu'il franchit en 1915 le pas et se lance dans la politique active. Il demande son adhésion au Parti. Adhésion retardée d'ailleurs par des contretemps ; à une première demande formulée en 1915, il n'obtient pas de réponse immédiate. Séjournant ensuite à Lyon, il y sollicite une seconde fois son affectation mais ce n'est qu'à son retour à Paris en juillet 1916 qu'il est finalement inscrit à la 16e section[3].

La haine de la guerre : c'est tout au long de sa courte vie militante l'inépuisable source d'où jaillissent les initiatives politiques de Raymond Lefebvre. La haine d'une guerre qu'il apprend d'abord à connaître dans ses monstrueuses réalités : infirmier à l'Hôpital Saint-Martin de Paris, où déjà les spectacles qui lui sont offerts sont sinistres, il se porte volontaire pour partir sur le front ; il y est blessé et réformé nº 1. Rendu à la vie civile, il ne songera dès lors qu'à des entreprises de nature à resserrer les liens entre les victimes de la guerre, considérant que ces liens sont seuls susceptibles d'empêcher une autre guerre. D'où l'idée d'une Internationale des Anciens Combattants, l'idée d'une Internationale des Intellectuels contre la guerre[4]...

---

1. H. Guilbeaux, *op. cit.*, p. 27.
2. Texte édité en 1921 sous le titre *L'éponge de vinaigre* (Éd. Clarté).
3. R. Lefebvre, Congrès national du Parti socialiste, Strasbourg, février 1920 ; *Cpte-r. stén.*, p. 169. Ce détail se trouve confirmé par la chronologie qu'on peut établir à partir du dossier de police établi à son nom (A.P.P., B a/1147) :

24 avril 1891 : naissance à Vire.
24 octobre 1914 : réformé pour faiblesse organique générale.
15 mai 1915 : versé dans le service armé par décision de la 2e commission spéciale de réforme de la Seine et affecté à la 22e section d'Infirmiers Militaires.
1er janvier 1916 : envoyé à « l'Ambulance chirurgicale d'Automobiles nº 1 ».
15 mai 1916 : admis à l'hôpital de Lyon pour commotion cérébrale à la suite d'une explosion d'obus sur le front de Verdun.
10 juillet 1916 : deux mois en congé de convalescence : pendant ces deux mois, Lefebvre adhère à la 16e section du P.S.
19 mai 1917 : réformé pour surexcitation nerveuse.
août 1917 : en Suisse (d'après sa demande de passeport).

4. Un rapport de police du 26 octobre 1919 sur un meeting de l'A.R.A.C. tenu la veille dans la grande salle de la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, donne l'historique, fait ce soir-là par Vaillant-Couturier, de l'A.R.A.C. : « C'est en mai 1917 qu'au cours d'une conversation avec Bruyère et Lefebvre, rue Olivier-de-Serres, nous eûmes l'idée de faire quelque

Dans cette quête de moyens d'action contre la guerre, Lefebvre s'accroche à tout ce qui donne une espérance : en 1917, il salue les déclarations wilsoniennes (« Un jour à travers le mécontentement gêné et hargneux des journaux, j'ai conçu l'illusion, l'espérance qu'il y avait en Amérique un chef d'État qui rêvait comme moi »)[1]. Et c'est dans le même esprit que, la même année, il salue la révolution russe.

Cette priorité absolue qu'il donne au problème de la guerre explique à la fois ce qui a fait de Lefebvre comme le porte-parole de sa génération et aussi ce qui peut apparaître chez lui comme des inconséquences politiques : s'il évolue vers le communisme, ce n'est pas tant pour donner une adhésion réfléchie aux conceptions bolcheviques en matière de révolution[2], mais pour exprimer sa conviction de l'urgence où le monde se trouve d'une union internationale contre la guerre, — la III^e^ Internationale.

Aux côtés de l'écrivain révolté par la guerre, Lepetit représente un tout autre secteur du mouvement ouvrier français.

Né le 15 avril 1889 à Nantes, dans une nombreuse famille bretonne dont la mère disparaît prématurément, Louis-Alexandre Bertho, dit Jules Lepetit[3], a connu l'usine à 11 ans : il y travaille 12 à 15 heures par jour. « Un de ses meilleurs souvenirs d'enfance » ? Sa première grève aux Chantiers navals de Nantes, alors qu'il n'a pas encore 15 ans[4]. A 20 ans,

---

chose. Nous allâmes voir Barbusse qui, lui aussi, écœuré par la maladresse d'un Nivelle qui venait de faire tuer pour une simple ambition de galons ou de décorations 37 000 soldats, avait songé à former une association susceptible de recueillir les malheureux survivants de la gloire (A.P.P., B a/1147). De ces conversations préliminaires, on possède un témoignage : la correspondance échangée entre Barbusse, R. Lefebvre et Vaillant-Couturier à l'époque *(Archives Marty). Cf.* A. Kriegel, « Naissance du mouvement ' Clarté ' », *Le Mouvement social*, n° 42, janvier-mars 1963, p. 117-135 et surtout V. Brett, *Henri Barbusse. Sa marche vers la clarté. Son mouvement « Clarté »*, Éd. de l'Acad. des Sciences tchèques, Prague, 1963, 372 p.

1. R. Lefebvre, *L'éponge de vinaigre.*

2. Voici ce qu'en pense Guilbeaux : « Si nets dans leurs écrits littéraires, si forts d'audace et de violence dès qu'ils parlaient du front, H. Barbusse et R. Lefebvre se montraient très modérés du point de vue politique. Raymond Lefebvre n'adhérait pas au mouvement zimmerwaldien et montrait une conception véritablement enfantine des révolutionnaires russes ». Le 29 janvier 1918, un rapport de police note encore qu'il « partage l'opinion de la minorité. Il assiste assidûment aux réunions organisées par le ' Comité pour la défense du socialisme international ' et par les ' Amis du *Populaire* ' ». Et Lefebvre lui-même, dans une brochure écrite conjointement avec P. Vaillant-Couturier : *Députés contre Parlement, Lettre aux camarades de l'A.R.A.C.* (Paris, 1919), disait : « La classe ouvrière s'affirme solidaire des bolchevicki. Non pas que nous soyons, nous, bolchevicki. Le bolchevisme n'est que la formule russe du socialisme. Si Lénine ou Trotski étaient français, ils riraient de qui se déclarerait bolchevick. Copier servilement la grande révolution russe serait en faire une injurieuse caricature. Bolcheviks en Russie, nous sommes communistes en France, et si notre but est analogue au but que poursuivent nos camarades, nous savons que l'exigence de la petite bourgeoisie française... exige que nous arrivions au but par d'autres moyens ». Le 17 avril 1920 encore, dans une réunion du groupe « Clarté », Lefebvre déclare « que le mouvement révolutionnaire communiste a échoué en Allemagne comme il échouerait en France aujourd'hui parce que ces pays sont ceux qui ont le plus souffert de la guerre... » (Rapport des R.G., 18-4-1920, B a/1147, A.P.P.). Mais tout change avec les événements de mai : le 9 mai 1920, dans une réunion de la section de Noisy de l'A.R.A.C., il déclare que si « au lendemain de la guerre, il désespérait de voir le réveil de la classe ouvrière qui avait été grisée par la victoire et par les défilés des généraux sous l'Arc de Triomphe », le « mouvement actuel [des cheminots] est la première secousse qui ébranlera le régime des profiteurs de guerre » *(id.)*. C'est ce qui explique que, malgré la défaite syndicaliste, R. Lefebvre, en juin, croit la scission « prochaine et inévitable » au sein du P.S. (rapport dactylographié anonyme sur la réunion du Comité de la III^e^ Internationale, le 26 juin 1920).

3. D'après le dossier conservé à son nom aux archives de la Préfecture de Police (*dossier Bertho* n° 183659 — B a/960), Lepetit représente un état civil usurpé sur la base d'un livret militaire volé (Note 11 325). Cependant, il est possible aussi que ce pseudonyme de Lepetit lui ait été donné comme sobriquet en raison de son apparence physique : il était de petite taille (1,60 m) et trapu.

4. *Le Libertaire* du 12 décembre 1920.

insoumis, il signe l'affiche des conscrits qui refusent d'être soldats. C'est que le jeune homme a suivi — très « classiquement » — l'évolution des gens de sa profession, le bâtiment. « Il était, écrit Monatte, le ' petit ' de la terrasse trimardeuse au langage vif et cru, aux larges pantalons de velours, mais il était aussi Bertho, le Breton solide dans sa croyance, tout droit, d'une honnêteté transparente et qui, au long du trimard, de chantier en chantier, avait appris autant dans les choses que dans les livres »[1]. Aussi le retrouve-t-on à Paris, à 23 ans, membre du « groupe anarchiste des Ve et XIIIe arrondissements » et adhérent au groupe des « Amis du Libertaire »[2]. Anarchiste, il milite surtout dans les organisations syndicales : il est au nombre de ceux qui font, avant 1914, de la Fédération du Bâtiment l'un des syndicats les plus représentatifs, dominé par l'anarcho-syndicalisme. Mais anarchiste, il milite aussi dans les organisations antimilitaristes : il est naturellement inscrit au Carnet B[3].

Fidèle à ses idées anarchistes, syndicalistes, antimilitaristes, Lepetit adhère dès sa création au C.R.R.I. mais, en estimant l'action et la propagande insuffisantes, il en sort pour fonder avec Péricat le C.D.S.[4]. Sans abandonner ses préoccupations spécifiquement anarchistes : pour avoir imprimé un numéro spécial du *Libertaire*, il est arrêté avec Content et Le Meillour le 20 juin 1917, condamné le 11 octobre de la même année à deux ans de prison[5] ; il ne recouvre la liberté qu'au début d'avril 1919, la santé gravement compromise, miné par la tuberculose.

En dépit de quoi la calomnie ne l'épargne pas. Elle le dénonce comme agent provocateur parce qu'il a incité l'U.D. de la Seine à organiser une manifestation de rue — violemment réprimée — le 1er mai 1919 : pourtant, ce jour-là, de nouveau arrêté, battu, il est encore interné pour trois semaines.

Lepetit, donc, une figure typique de travailleur du bâtiment, anarchiste qui apporte dans les organisations syndicales ses idées et son tempérament d'anarchiste.

Marcel Vergeat enfin[6], bien que né à Saint-Étienne en 1891, est, lui, un métallurgiste parisien : ouvrier tourneur mécanicien, il habite encore chez ses parents qui exploitent un débit de vins, et il ne « fait pas de politique » — mais il fréquente le Foyer populaire de Belleville et un groupe d'anarchistes — quand il est arrêté en 1910 pour outrages à agents (délit commis au cours d'une bagarre qui a suivi la manifestation anniversaire de la Semaine Sanglante, au cimetière du Montparnasse)[7]. En 1912, — au retour du régiment —, travaillant de nuit chez De Dion Bouton, il est signalé comme trésorier de la Jeunesse révolutionnaire de la Seine[8] et secrétaire de la Jeunesse syndicaliste des Métaux. « Ses opinions,

---

1. P. Lémont (Monatte), *L'Humanité*, 4 décembre 1920.
2. D'après une note anonyme, adressée à la Préfecture de Police, et datée du 27 novembre 1911 (*Dossier Bertho*, B a/960, A.P.P.).
3. Lettres du 15 décembre 1912, cotées 2334, du Préfet de Police au Ministre de l'Intérieur et au Gal Maunoury, gouverneur de Paris, transmettant la notice par laquelle Lepetit est inscrit au Carnet B (*Dossier Bertho*, B a/960, A.P.P.).
4. *Cf.* Ire partie, I, 5.
5. *Cf.* Ire partie, I, 6.
6. *Cf. dossier Vergeat* no 131144, B a/1291, A.P.P.
7. *Pièce 1, dossier Vergeat* (B a/1291, A.P.P.).
8. *Pièce 3, dossier Vergeat* (B a/1291, A.P.P.).

lit-on dans un rapport de police rédigé à l'occasion d'une nouvelle arrestation — alors qu'il collait des affiches antimilitaristes à en-tête de la Fédération des Métaux — ses opinions sont acquises au socialisme révolutionnaire antiparlementaire, avec des tendances libertaires »[1].

Réformé n° 2 en 1913, marié en janvier 1914, père de famille, ouvrier mécanicien très qualifié, Vergeat suspend bientôt toute activité militante : c'est l'époque où le syndicalisme révolutionnaire (et la C.G.T.) traverse une crise grave ; les Jeunesses syndicalistes, groupement pour l'éducation syndicaliste des jeunes ouvriers, sortent très affaiblies de leur dernier congrès en septembre 1912. *Le Cri des jeunes syndicalistes*, à la rédaction duquel Vergeat a participé, a cessé de paraître en 1914[2].

Mais la guerre, une fois passés les premiers mois de la tourmente où presque toutes les organisations ouvrières ont fini de se désagréger, redonne à Vergeat le souffle révolutionnaire de son adolescence. Dès juillet 1915, il reconstitue le Comité d'entente des Jeunesses syndicalistes, et participe au Comité d'action internationale, forme primitive et fruste du C.R.R.I. Dans un exposé qu'il fait au cours d'une fête-concert organisée par les Jeunesses syndicalistes en décembre 1915, il explique d'ailleurs qu'il n'a pas changé d'idées : il est toujours antipatriote et antimilitariste. C'est lui enfin qui rédige le manifeste par lequel les Jeunesses syndicalistes déclarent en novembre 1916 se rallier entièrement au programme de Kienthal et Zimmerwald[3]. Comme Lepetit, Vergeat suit Péricat au C.D.S. dont il vit toutes les aventures[4], et participe à la reconstitution en 1919 du Comité des syndicats minoritaires.

Tels sont les trois hommes qui, fin juin ou début juillet 1920, quittent Paris pour se rendre, délégués par le Comité français de la IIIe Internationale et le Comité des syndicats minoritaires, en Russie. D'après une note datée du 20 juillet 1920, Vergeat et Lepetit « viennent de quitter Paris pour se rendre en Suisse où ils doivent se rencontrer avec Midol qui a été comme eux délégués par les syndicats minoritaires français pour aller en Russie procéder à une enquête sur le régime des Soviets »[5].

Midol (et Péricat, alors réfugié en Autriche, après son expulsion d'Italie) empêché, Vergeat et Lepetit espèrent surtout, au nom du Comité des syndicats minoritaires, participer à la Conférence syndicale qui doit se tenir à l'issue du Congrès de la IIIe Internationale, tandis que Lefebvre, lui, est concerné davantage par le Congrès lui-même où doivent se débattre les conditions auxquelles le P.S. serait admis à l'I.C.[6].

Comment ces trois hommes évoluent-ils durant leur séjour en Russie ? Nous ne le savons que par les lettres qu'ils ont fait parvenir en France, et

1. *Pièce 5*, Rapport du commissaire de police, 2e brigade, du 4 septembre 1912, *dossier Vergeat* (B a/1291, A.P.P.).
2. *Pièce 13*, Rapport du chef de service des Renseignements généraux au Préfet de Police (20 janvier 1916), *dossier Vergeat* (B a/1291, A.P.P.).
3. *Ibid.*
4. *Cf.* Ire partie, I, 5 et 6 ; II, 2 ; III, 5.
5. Note du 20 juillet 1920, *dossier Bertho* (B a/960, A.P.P.). Midol, de la Fédération des cheminots, se trouvait effectivement en Suisse depuis qu'il s'était soustrait aux recherches de police en mai 1920. Aux termes de cette même note, Péricat devait également se rendre à Moscou pour remplir le rôle de chef de délégation.
6. *Cf.* IIIe partie, II, 2.

par les témoignages de ceux qui les ont rencontrés à Moscou. Mais lettres et témoignages ne concordent pas toujours.

Raymond Lefebvre, membre du Parti socialiste (même si avant la guerre il avait surtout fréquenté le groupe syndicaliste révolutionnaire de *La Vie Ouvrière*), Lefebvre, dont l'expérience militante était une expérience politique à coloration marxiste (il avait été candidat aux dernières élections parlementaires de novembre 1919), était, des trois, celui qui pouvait le mieux entrer dans les arcanes du bolchevisme. Aussi n'est-il pas étonnant que Rosmer, Cachin, Pierre Pascal aient tour à tour souligné l'enthousiasme croissant dont le jeune écrivain, l'été 1920, devait faire preuve : « Il participait, écrit Rosmer, avec une ardeur juvénile aux discussions entre délégués, questionnant, s'informant : ' Tout ce que nous avons fait jusqu'ici est à reprendre ', me dit-il un jour ; c'était la conclusion de ce qu'il avait vu et appris durant son séjour »[1]. « Raymond Lefebvre a pris part à tous les travaux du Congrès, note Cachin. Il y apportait cet enthousiasme fiévreux, qui caractérisait sa belle et fine nature et son admiration pour ce qu'il voyait et entendait là-bas se traduisait en dithyrambes passionnés »[2]. Et Pascal, de son côté : « Lefebvre retournait en France enrichi de souvenirs suffisants pour alimenter toute une campagne de presse et de réunions publiques à la louange et à la gloire sans mélange de la Russie soviétiste »[3]. Cependant deux notes discordantes, l'une de Mauricius : « Lorsqu'il quitta Moscou, après deux mois de Russie, Raymond Lefebvre était fort démoralisé ; l'enthousiasme qu'il avait apporté de Paris s'était effondré comme une crème trop montée, et liquéfiée, elle coulait en lui comme une rivière de désillusion. Il ne disait plus rien, il était pensif et triste ; la réalité avait heurté, de son brutal contact, cette âme trop délicate »[4] ; l'autre de Voline : « Raymond Lefebvre, tout en étant membre du P.C., manifesta à plusieurs reprises ses douloureux sentiments, se rendant parfaitement compte de la fausse voie où s'engageaient ses camarades d'idées »[5].

Ce ne sont là que témoignages indirects. Seule la correspondance de Lefebvre pourrait — peut-être — permettre de trancher[6].

Pour Lepetit et Vergeat, syndicalistes de formation anarchiste, leurs convictions proudhoniennes les rendaient plus réticents, sinon à l'égard du phénomène révolutionnaire russe lui-même, du moins à l'égard de la forme bolchevique du phénomène. Et cela au départ. C'est ainsi que Frossard consigne dans une note datée du dimanche 25 juillet : « Nous

1. ROSMER, *Moscou sous Lénine*, p. 132.
2. CACHIN, *L'Humanité*, 2 décembre 1920.
3. P. PASCAL (secrétaire du groupe communiste français de Moscou, *cf.* 1re partie, III, 2), *Le Bulletin Communiste*, 2e année, no 7, du 17 février 1921, p. 99. Enfin, dans la lettre d'un « jeune révolutionnaire retour de Moscou » que le 18 décembre 1920 *L'Humanité* publiait, on pouvait lire que R. Lefebvre était « enthousiaste après avoir vu la Russie des Soviets ».
4. MAURICIUS, *Au pays des Soviets*, p. 112. Sur Mauricius, *cf.* IIIe partie, I, 3.
5. VOLINE, *La révolution inconnue*, p. 291.
6. De cette correspondance, rien que cette notation : « Les petits bouts furtifs de lettres enthousiastes, la promesse de retour prochain avec toute la révolution communiste mondiale dans la tête et dans le cœur » (VAILLANT-COUTURIER, « Raymond », *L'Humanité* du 3 décembre 1920). *L'Humanité* du 10 décembre 1920 publie, elle, trois extraits de billets envoyés par R. Lefebvre au début d'août et septembre : il y parle de son travail et écrit notamment : « Toute la Russie n'est plus qu'un futur gémissant, comme un être qui sort d'un ventre ». « Je suis ébloui par tout ce que j'ai reçu depuis un mois et demi ».

causons fort avant dans la nuit avec les syndicalistes français Vergeat et Lepetit. Ils rendent surtout hommage aux réalisations accomplies par les Soviets. Mais ils font les plus expresses réserves sur la conception russe du syndicalisme, sur la centralisation du régime, sa discipline de fer et sa bureaucratie »[1]. Or ce 25 juillet, Lepetit et Vergeat ne sont arrivés que de la veille. Même indication d'ailleurs chez Victor Serge : « Lepetit, écrit-il, un robuste terrassier de la C.G.T. française et du *Libertaire*, joyeux, méfiant, questionneur, qui jura tout de suite qu'en France ' la révolution se ferait tout autrement ' »[2]. Mais ces « préventions » des deux Français ne se sont-elles pas effacées ou atténuées au cours des deux mois de leur séjour ? Si, affirme P. Pascal : « Vergeat et Lepetit ont quitté la Russie bien changés. Ils ont appris ici une grande vérité qui leur manquait en France... Ils ont appris en Russie que la société nouvelle doit se forger dans la peine et dans l'effort de longues années... Dans la dernière journée que nous passâmes ensemble, Vergeat me confia qu'il fallait désormais soutenir le communisme pur et simple »[3]. Oui, considère encore Mauricius : « Lepetit qui, dans les premiers temps, se répandait en virulences contre les Bolcheviks s'en retournait plus serein et plus favorable à la révolution russe. Anarchiste-syndicaliste il était en arrivant et en partant, mais s'il réprouvait les méthodes autoritaires et centralistes, il rendait justice aux efforts révolutionnaires »[4]. Cachin et Rosmer, eux, sont plus prudents : ils estiment que les deux syndicalistes, s'ils ont gardé leur attachement de principe à la révolution russe, en refusent toujours certaines formes[5].

On connaît par ailleurs sept lettres de Vergeat et de Lepetit. Sept lettres qui sont parvenues en France, mais combien ont été écrites ? Sept lettres qui ont été rendues publiques, mais combien sont demeurées privées ?

Une première lettre de Vergeat a été publiée par *La Vie Ouvrière* le 3 septembre 1920 : elle a été envoyée de Moscou et porte la date du 26 juillet 1920. Vergeat l'a donc écrite deux jours après son arrivée. Après avoir donné quelques détails sur son voyage — dix-huit jours, « par Copenhague et Narwa », d'après *Le Libertaire* du 22 décembre 1920, « au prix de fatigues inouïes », précise Lepetit dans une lettre à Frago dont il sera à nouveau question[6] — ; après avoir parlé des rencontres faites à Moscou

1. L. O. FROSSARD, *Mon Journal...*
2. V. SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 117. D'après F. MAYOUX, ce portrait est véridique, sauf que Lepetit n'était pas robuste (*Contre-Courant*, novembre 1952).
3. P. PASCAL, *op. cit.*
4. MAURICIUS, *op. cit.*, p. 112.
5. CACHIN, « Souvenirs » (*L'Humanité*, du 2 décembre 1920) : « Foncièrement antipolitiques tous les deux, leur proudhonnisme (à V. et L.) a dû bien souvent se sentir froissé des professions de foi marxistes... Mais nous pouvons affirmer que les conversations quotidiennes qu'ils eurent avec les grands militants de la révolution exercèrent une profonde influence : Lepetit notamment eut avec Lénine un long entretien dont il sortit comme transfiguré ». Et ROSMER, *op. cit.*, p. 132 : « Lepetit, des trois, était le plus critique ; cependant les lettres qu'il écrivit de Moscou et que publie *Le Libertaire* montraient que ses critiques, même vives, n'entamaient pas sa sympathie pour le nouveau régime ».
6. Dans une lettre à sa femme, publiée par *Le Libertaire* du 22 décembre 1920, Lepetit précise encore : « Le voyage a été exécuté dans des conditions très mauvaises... Nous sommes physiquement exténués ». Comparer ce voyage totalement illégal au voyage de Cachin et Frossard (*cf.* III[e] partie, 1, 3). Il semble (d'après GUILBEAUX, *op. cit.*) que L., V. et Lep. aient voyagé comme soldats russes rapatriés.

— dont Kilbatchiche (V. Serge), « acquis à la révolution tout en critiquant certains côtés » —, Vergeat traite du 2e Congrès de l'I.C. : « A l'entrée note-t-il, un buste énorme, celui de K. Marx, que l'on considère ici comme le pape intellectuel de la révolution ». Enfin il donne ses premières impressions : misère et souffrance russes, dictature. « En Russie, c'est vraiment le régime de la dictature, de la terreur même, la moindre tentative contre-révolutionnaire est vivement et violemment réprimée ». Mais, et il est décisif de le souligner, Vergeat, le constat établi, ne passe pas condamnation, il explique : « Hélas, il est pénible pour un antimilitariste d'admirer l'armée et la dictature. Plus même : la terreur. Mais il faut choisir : ou bien le triomphe de la révolution, ou son écroulement ». Et il conclut : « C'est qu'il y a ici la plus glorieuse, la plus grande des tentatives historiques et elle doit pouvoir normalement se développer ».

C'est la seule lettre de Vergeat dont on puisse faire état. Par contre, six lettres — ou fragments de lettres — de Lepetit sont connues.

Deux lettres à sa femme, publiées par *Le Libertaire* des 12 et 22 décembre 1920, ne donnent que des nouvelles matérielles : « Nous sommes confortablement logés. Nourris d'une façon que ne connaissent pas malheureusement beaucoup de Russes ». Par contre, quatre autres lettres sont plus explicites. La première, datée de Moscou — 26 juillet 1920 — et rapportée par Cachin et Frossard a été publiée dans *Le Libertaire* du 12 décembre 1920. Elle a même orientation que la lettre de Vergeat (écrite d'ailleurs le même jour) : « Nous avons l'impression qu'un gros effort a été tenté par le P.C. russe. Les camarades de ce pays ont rencontré des obstacles terribles et il leur a fallu pour les surmonter une énergie et une ténacité vraiment extraordinaires... Malgré tout nous pensons qu'à côté des efforts gigantesques qui ont été accomplis, des fautes ont été commises et que le prolétariat n'a pas toujours été appelé à donner son avis sur la marche des affaires ».

Une seconde lettre, adressée à Frago (du syndicat des terrassiers de la Seine) est du 28 juillet. Publiée par *Le Midi rouge* en janvier 1921, c'est la plus intéressante. Lepetit d'abord souligne combien « il est extrêmement difficile ici de se faire une opinion exacte, d'abord parce que les officiels cherchent à ne nous laisser apercevoir que le bon côté, à nous dissimuler le revers de la médaille, ensuite parce que notre ignorance de la langue russe nous empêche de prendre contact avec le peuple »[1]. Il note ensuite les deux impressions qui l'ont dès son arrivée fâcheusement marqué : la « débauche » de propagande par journaux, affiches, tracts, brochures, livres — « On veut par tous les moyens amener le peuple russe à lire ; malheureusement j'ai eu depuis le sentiment que l'on veut surtout lui faire lire des publications officielles en accord avec le sentiment officiel de l'orthodoxie communiste » — et la « misère qui s'étale un peu partout ». Du 2e Congrès de l'I.C., Lepetit se fait une opinion non moins critique : « Le Congrès de la IIIe Internationale tient présentement ses assises ; on nous a invités à y représenter l'élément syndicaliste français ; nous avons

1. Dans sa lettre du 26 juillet 1920, Vergeat disait aussi : « Pour se renseigner exactement et vite, le travail est énorme, surtout si l'on ne veut pas s'en tenir aux déclarations des officiels et chefs de la révolution qui nous reçoivent vraiment bien ».

décliné l'invitation. Nous avons cependant assisté à plusieurs séances dans le public, sans aucun mandat, naturellement. Je n'ai rien trouvé jusqu'ici d'intéressant à cette réunion malgré le bruit que l'on a fait autour... Cela n'apparaît pas non plus comme un Congrès mais plutôt comme un concile où l'on vient simplement approuver les ordres, décisions de l'église ; ce n'est pas très flatteur pour les délégués étrangers ». Malgré tout, le bilan final qu'il dresse « nous fait aimer quand même la révolution malgré ses fautes et ses erreurs ». Ce bilan positif, le voici selon Lepetit : réalisations sociales, expropriation presque terminée, instruction publique développée, suppression de l'alcoolisme.

Les dernières lettres de Lepetit publiées par *Le Libertaire* du 12 décembre 1920, et parvenues, l'une par l'intermédiaire de la mission syndicaliste russe se rendant en Angleterre, l'autre par l'entremise d'une délégation italienne, sont datées des 6 août et 1er septembre. Elles reprennent les mêmes thèmes : difficultés de l'enquête, critiques de fond portant à la fois sur le totalitarisme bolchevik et sur l'insuffisance de la participation ouvrière[1], mais aussi nécessité de soutenir cette révolution capable de « procréer une société véritablement belle ».

Ainsi, témoignages et correspondance actuellement rassemblés ne permettent pas d'asseoir une certitude formelle quant à l'évolution de la pensée politique des trois délégués du Comité de la IIIe Internationale durant leur séjour en Russie. Il semble cependant s'en dégager que, avec des nuances tenant à leur expérience et préoccupations différentes, tous trois furent à la fois sensibles à la grandeur de l'événement soviétique et troublés par les formes que revêtait cet événement. Or c'était déjà à peu près leur manière de voir à leur départ de Paris : leur voyage, leur séjour, leur enquête ne leur aurait donc apporté qu'une confirmation, mais évidemment une confirmation fondée, nourrie, renforcée sur une connaissance cette fois précise de la réalité révolutionnaire russe (encore que pour Raymond Lefebvre les choses soient plus douteuses). Leur attitude d'esprit demeurait donc à l'égard de la Russie bolchevique bien différente de celle des mandataires du Parti socialiste, Cachin et Frossard. Ces derniers se ralliaient au bolchevisme comme forme de la révolution socialiste : ce pas décisif, il ne leur venait pas à l'esprit d'en atténuer la portée et la signification en l'assortissant de réserves, même si des réserves — conscientes ou inconscientes — subsistaient. Pour les premiers, au contraire, il n'était pas question de proclamer une adhésion qu'ils n'avaient jamais marchandée : ils étaient déjà acquis à l'acte révolutionnaire soviétique ; cela leur laissait la liberté d'en apprécier les modalités. Du même coup, les « ralliés » devaient apparaître aux yeux des Bolcheviks comme des partenaires plus commodes, et plus capables de forcer en France l'adhésion des hésitants.

Pour rendre plus assurées ces conclusions, il serait utile de connaître non seulement ce que les trois hommes en cause ont pensé mais ce qu'ils ont fait en Russie. Or, sur ce plan, les indications sont très rares[2]. On

1. Dans sa lettre du 1er septembre 1920, Lepetit écrit que la révolution russe pourrait « verser davantage vers la droite où elle penche déjà de trop à mon avis ».
2. « En juin 1922, il fut impossible à M. Laporte d'obtenir des renseignements sur les détails du séjour en Russie des trois » (M. LAPORTE, *Les mystères du Kremlin*, p. 153).

peut relever que Vergeat et Lepetit sont le 1er septembre revenus à Moscou d'un long voyage en Ukraine, « voyage inoubliable mais fatiguant, me conte Vergeat »[1]. Qu'ils ont quitté Moscou le 6 septembre[2] et furent rejoints par Lefebvre à Petrograd où ils prirent ensemble le train pour Mourmansk[3], accompagnés également par deux autres hommes, Toubine et Abramovitch[4].

Soudain, le 1er décembre 1920, *L'Humanité* annonçait sur deux colonnes à la une : « Raymond Lefebvre, Vergeat et Lepetit sont morts tragiquement au service de la révolution sociale ». Dramatique nouvelle commentée par A. Dunois : « A vrai dire, nous l'attendions ». Et *L'Humanité* publiait les dépêches qu'elle échangeait en effet depuis une dizaine de jours avec Ström, chargé d'affaires de la République soviétique à Stockholm. Ström avait reçu le 25 novembre une dépêche expédiée de Vardoe à Stockholm et ainsi libellée : « Les camarades français ont vraisemblablement péri le 1er octobre sur le chemin entre Vaïda-Gouba et Vardoe. Avons télégraphié à Mourmansk pour réclamer de nouvelles recherches. Le camarade Bodin est parti pour Mourmansk depuis une semaine pour faire des investigations. Il sera de retour dans quelques jours. De plus détaillées nouvelles seront envoyées alors ». En conséquence, après une rapide enquête, Ström avait câblé le 29 novembre à Paris ; après avoir repris mot pour mot le télégramme de Vardoe, il avait ajouté : « Le secrétaire du Parti ouvrier norvégien m'a averti que les délégués tchécoslovaques arrivés du Congrès à Vardoe, au commencement d'octobre, ont fait savoir que les camarades français, quelques jours avant le départ des Tchèques, ont loué un petit bateau à voile et sont partis pour Vardoe. Mais ils ne sont jamais arrivé là-bas. Les Tchèques et un camarade américain qui ont fait le même trajet n'ont pas vu les camarades français. Ou les gardes blancs finlandais les ont fait prisonniers, ou, ce qui semble vraisemblable, ils ont été sujets à un accident malheureux pendant leur voyage ». Enfin *L'Humanité* avait reçu le lendemain 30 novembre cet ultime télégramme de Stockholm : « J'ai le devoir douloureux de vous avertir que nous avons aujourd'hui reçu télégramme de Vardoe et Mourmansk confirmant que trois camarades français ont péri environ 1er octobre en route entre Vaïda-Gouba et Vardoe. L'expédition d'investigation et de sauvetage m'a envoyé un rapport détaillé par poste que je vous enverrai immédiatement après réception ».

Dans les jours suivants, tout en signalant l'hommage rendu par les organisations ouvrières à la mémoire des disparus, *L'Humanité* devait donner sur les circonstances du drame un certain nombre de détails complémentaires. C'est ainsi que le 4 décembre, *L'Humanité* notait que les trois hommes disposaient de très peu d'argent : les organisations qui les avaient délégués en Russie, le Comité de la IIIe Internationale, le Comité des syndicats minoritaires, étaient fort dépourvues ; et par ailleurs, à Moscou, ils avaient refusé l'indemnité de voyage que l'I.C. leur offrait. Or à Mourmansk, l'attente se prolongeant, pris de court, ils avaient dû télégraphier

1. MAURICIUS, *op. cit.*, p. 204.
2. *Id.*, p. 205.
3. P. PASCAL, *Bulletin Communiste*, n° 7, 2e année, février 1921.
4. MAURICIUS, *op. cit.*, p. 205.

à Rosmer pour demander de l'aide. Ce retard avait pu être de nature à favoriser l'entreprise des organismes chargés par les gouvernements occidentaux de faire respecter le blocus, comme en donne une idée cette circulaire de la Sûreté Générale française adressée à la police des frontières : « Syndicalistes minoritaires Vergeat et Bertho, dit Lepetit, ce dernier de la Fédération anarchiste, ont passé la frontière en Suisse où ils devaient rejoindre Midol. Aucun d'eux n'a de passeport pour la Russie où ils sont actuellement. Il y a tout lieu de craindre qu'à leur retour en France ils ne rapportent des fonds pour la politique bolchevique en France... Tous ces individus ont quitté la Russie, munis de passeports bolcheviks et se disposent à traverser la Pologne pour rentrer en France ». Cependant la thèse de l'accident pur et simple, *L'Humanité* la reprenait le lendemain 5 décembre, sur la base d'un nouveau télégramme, envoyé la veille par Ström : « De Vardoe, j'ai reçu télégramme suivant expédié par camarade Bodin : ' Les Français sont partis de Vaïda-Gouba dans un bateau à voile. Immédiatement après leur départ, a éclaté un orage qui a duré quatre jours. Comme le bateau était mauvais, ils ont sûrement péri dans cet orage. On n'a rien vu depuis ce temps. J'ai perdu tout espoir d'en recevoir de nouveaux renseignements. On n'a pu procurer un meilleur bateau. Bodin '».

*L'Humanité* devait encore faire état de trois documents. Le premier qu'elle publie le 17 décembre : c'est une lettre d'E. Vajtaner, délégué tchécoslovaque au Congrès de Moscou, qui s'est trouvé sur la côte mourmane en même temps que les Trois. Lettre datée de Prague — remontant au 4 décembre — : Vajtaner a appris par les journaux le naufrage des Français. Or il les avait rencontré à Vaïda-Gouba où lui-même attendait depuis quinze jours, en compagnie de deux autres compatriotes, la possibilité de passer en Norvège, « les difficultés étant purement techniques ». Les trois Français, les trois Tchèques et un Russe avaient d'ailleurs tenté de louer en commun un bateau à voile. Mais il n'est venu qu'un tout petit bateau à moteur pour trois personnes : il a emmené les trois Tchèques à Vardoe (où ils ont été mis en prison). C'est pourquoi ce même jour où eux, Tchèques, se sont embarqués, Lefebvre est retourné à Mourmansk pour y chercher une solution ; il envisageait alors deux issues, ou revenir à Moscou, ou partir par simple bateau à voile jusqu'au Cap Nord. Quand, après quinze jours, les trois Tchèques sont sortis de prison, ils se sont enquis auprès des Norvégiens de ce qu'étaient devenus les Français. Les camarades norvégiens ont répondu que, d'après des nouvelles parvenues de Vaïda-Gouba, les Français s'étaient embarqués sur un bateau à voile le mardi 28 septembre. Mais les mercredi 29 et jeudi 30 septembre, il avait fait un grand orage : ' S'ils sont vraiment partis, le bateau a probablement coulé '». Cependant, « quelques jours après on nous a dit qu'on avait vu le bateau dans les fjords entre Vardoe et le Cap Nord. Si cela est vrai, il n'y a pas eu naufrage », car après l'orage, le temps revint au beau. Et le correspondant tchèque termine sa lettre sur deux hypothèses : ou bien le bateau a pu être coulé par un des croiseurs de l'Entente, ou bien encore les Français sont peut-être retournés tout simplement à Moscou.

Le 18 décembre, *L'Humanité* publiait un second document, une lettre datée du 12 et adressée de Berlin par un « jeune révolutionnaire, retour de Moscou », probablement Bamatter : elle donnait de nouvelles précisions.

Les Trois avaient attendu une dizaine de jours dans l'île de Vaïda-Gouba un petit bateau qui ne put venir à cause du mauvais temps. Ils se sont finalement, pressés d'en finir, mis en route sur un bateau à voile très fragile. C'était la mi-septembre. Quand ils se sont embarqués, le temps était très beau, mais après leur départ avec quatre camarades finnois, il s'éleva une formidable tempête.

Enfin, le 22 janvier 1921, *L'Humanité* publiait le rapport que Ström avait promis d'envoyer. Rapport de la mission chargée d'enquêter sur la disparition des Trois, il précisait d'abord les raisons pour lesquelles les Français avaient opté pour le chemin plus long mais plus sûr de l'Océan Glacial : s'ils n'avaient pas au retour emprunté la route de l'Esthonie, c'est en raison de l'espionnage pratiqué à Reval. Arrivés presque sans bagages à Mourmansk le 18 septembre, ils étaient partis dès le lendemain 19 pour Vaïda-Gouba, avec projet de se rendre à Honnigsvaag en Norvège, ceci pour éviter Vardoe où ils craignaient de se faire emprisonner. C'est à Vaïda-Gouba qu'ils ont effectivement rencontré les délégués tchèques arrivés avant eux. Les Tchèques embarqués, on a demandé aux Français d'attendre le retour du navire, Mais les « camarades français étaient très anxieux de partir afin de pouvoir assister aux Congrès de la C.G.T. et du Parti socialiste français ». C'est pourquoi ils sont retournés à Mourmansk le 23 septembre pour y emprunter de l'argent et chercher à louer un vapeur. Mais, sans attendre l'arrivée du mandat télégraphique, ils sont retournés à Vaïda-Gouba le 27 septembre dans l'espoir que le navire qui avait transporté les Tchèques serait de retour de Honningsvaag. Or « à cause des difficultés économiques et d'inquiétants avertissements aux navigateurs », le navire n'avait pu retourner immédiatement de Honningsvaag à Vaïda-Gouba. Aussi les camarades français furent-ils priés d'attendre trois ou quatre jours ; on les avertit également du danger de tenter la traversée en raison de l'orage qui se préparait. Néanmoins, les Français s'abouchèrent le 28 septembre avec un pêcheur de Vaïda-Gouba, nommé Storjusso, propriétaire d'un bateau fort mais sans moteur. Le 28 au soir, ou le 29 de bon matin, les trois Français, le propriétaire du bateau, son fils et deux autres pêcheurs sont partis par Varangerfjord. Aussitôt après leur départ, se déchaîna l'orage qui dura quatre jours et fut le plus violent qu'on eût connu de temps immémorial. Aucune trace du bateau ne fut retrouvée, tout au long des côtes russe, finlandaise et norvégienne : vagues et courants ont dû tout entraîner vers la Mer Glaciale ou les solitudes de la Nouvelle-Zemble.

En dépit de la publication de ces documents circonstanciés, des polémiques de presse se déchaînaient dès la nouvelle connue de la disparition des trois militants français.

Le 2 décembre en effet, *La Liberté, Le Figaro, La Démocratie Nouvelle* proposaient à leurs lecteurs des explications du drame que *L'Humanité*, dans sa revue de presse du lendemain, considérait comme autant d'ignominies : en bref il s'agissait d'imputer aux Bolcheviks une responsabilité criminelle.

---

1. R. Radi — au cours d'un entretien, le 4 décembre 1957 — a bien voulu confier à l'auteur que Bamatter avait fait le même voyage que Lefebvre, Lepetit et Vergeat. Dans une lettre à Radi, Bamatter à l'époque avait écrit qu' « il avait passé des heures terribles ».

*La Liberté* posait carrément la question : « Est-il invraisemblable de dire que Lénine a pu prendre quelque ombrage de l'attitude des trois militants ? De là à penser ce que vous devinez, il n'y a pas loin et trois assassinats... ». *Le Figaro* se contentait d'insinuer : « On ne sait pas le lieu, on ne sait pas l'heure, et surtout on ne sait pas comment le ' consulat soviétique ' a acquis la conviction de leur mort. Or l'un d'eux avait envoyé de Russie un article où il faisait quelques réserves sur le bolchevisme et on assure qu'ils avaient écrit des lettres peu enthousiastes ». Enfin *La Démocratie Nouvelle* croyait pouvoir lier la question à l'affaire Sadoul (dont le retentissement avait été grand en France l'année précédente) : les Trois « auraient découvert des faits particulièrement graves à l'actif du camarade Sadoul ».

Le soir même, néanmoins, *Le Temps* ne reprenait, dans sa rubrique des faits divers, que l'information sans commentaires de l'événement brut. Avec deux erreurs d'ailleurs : que les Trois appartenaient au Parti socialiste unifié et qu'on n'avait d'eux aucune nouvelle depuis qu'ils étaient partis de France.

Le lendemain, 3 décembre, *Le Matin* qui n'avait encore rien publié sur les « disparus de l'Océan Arctique » avançait une thèse qui avait l'avantage de se situer dans la même perspective que la fameuse affaire des diamants russes en Hollande dont il avait longuement entretenu ses lecteurs au mois de juin ; il reprenait le texte d'une lettre publiée par *L'Éclaireur de Nice*, ce même jour, lettre écrite « par une personnalité connue arrivée ces jours derniers de Petrograd ». Ladite personnalité y affirmait que, se trouvant à Petrograd dans l'attente de son rapatriement, elle avait appris que les Trois, accompagnés de V. Serge, s'étaient rendus chez un marchand de tableaux pour y acheter des toiles de maître d'une valeur de six millions de roubles. « Y avait-il une relation entre ces faits et la décision des Trois d'éviter un contrôle à la frontière esthonienne ou finlandaise ? »

Le 4 décembre, *Le Figaro* poursuivait sa campagne en faisant observer que l'argument selon lequel les Trois avaient hâte de rentrer en France afin d'assister au Congrès de la C.G.T. était dans valeur : en effet, le Congrès de la C.G.T. s'était ouvert le 27 septembre pour se clore le 2 octobre ; or, d'après les dépêches publiées, c'était le 1er octobre que le naufrage s'était produit. Les Trois ne pouvaient donc espérer regagner la France à temps.

Cette polémique devait rebondir et s'envenimer le mois suivant quand l'agence Russ Union — une agence d'immigrés russes, dirigée par Bourtzev — communique une première dépêche, « assez obscure », que *Le Temps* du 21 janvier 1912 reproduit en ces termes : « Le bureau des relations étrangères de l'I.C. de Moscou vient de publier communiqué au sujet trois socialistes français... Le bureau confirme qu'il y a eu crime mais rejette responsabilité sur agents de l'Entente qu'il accuse de s'opposer systématiquement au débarquement à Vardoe des communistes étrangers revenant de Russie ». Sur quoi, le lendemain 22, *Le Temps* passe, sans commentaires, une nouvelle dépêche de l'agence Russ Union : les Trois auraient bien été victimes d'un crime, consommé par des agents de la Commission extraordinaire panrusse, vraisemblablement sur ordres de Dzerjinski. Déjà en

septembre 1920, Lefebvre et ses deux camarades étaient soumis à une surveillance très serrée. Tchitchérine avait refusé à trois reprises le laissez-passer qu'ils avaient sollicité pour quitter la Russie par voie de terre. Lefebvre s'était ensuite adressé à Sadoul, puis de nouveau à Tchitchérine, sans succès. D'accord avec un haut fonctionnaire soviétique, les Trois imaginèrent alors un voyage dans la région de la Volga et s'enfuirent vers Mourmansk. Poursuivis par trois agents de la police bolchevique, il s'en fallut de 24 heures pour qu'ils ne fussent arrêtés à Mourmansk. Mais ils avaient pris la mer avant d'être rejoints. Cependant la Garde-côte bolchevique les rattrapa et les jeta par-dessus bord. L'agent Barachnikof s'était auparavant emparé des papiers qu'ils avaient sur eux et qui furent déposés à la Commission extraordinaire de Moscou sous le n° 8974, à la date du 18 décembre 1920.

Naturellement, *L'Humanité* du lendemain publiait une protestation indignée contre ce récit : « Ils ont quitté la Russie des Soviets avec au cœur des sentiments d'admiration et d'amour pour la grande République prolétarienne. Ils n'avaient alors dans leur fièvre de prosélytisme qu'une hâte : celle de rentrer en France afin d'y exprimer publiquement la foi dont ils avaient l'âme pleine ». Mais surtout *L'Humanité* du 24 reproduisait un communiqué officiel du gouvernement des Soviets, daté de Riga : flétrissant les « procédés vils et insensés » d'une presse qui, depuis deux mois, insinuait que les Trois avaient été assassinés par les Soviets, le gouvernement bolchevik dénonçait ce ‘ renouvellement de la fable ’ selon lequel un prétendu communiqué d'un ‘ bureau des relations étrangères de la section internationale communiste de Moscou ’ attribuait le crime aux agents de l'Entente. Or 1° Un tel bureau n'existait pas, l'I.C. n'étant pas une organisation russe mais internationale. 2° L'I.C. n'a publié aucun communiqué le 21 janvier. 3° Nulle part en Russie, il n'a été dit qu'il y avait eu crime, même de la part des agents de l'Entente. Cette idée ne se trouve que dans des journaux français[1]. 4° Le gouvernement soviétique n'a pas pour coutume de faire disparaître ceux qui font des réserves sur ses méthodes. 5° Les Trois étaient des défenseurs zélés et convaincus du gouvernement des Soviets. Raymond Lefebvre était toujours un admirateur passionné de la Russie soviétiste ; Vergeat et Lepetit, arrivés plutôt anarchistes que communistes, sont partis décidés à soutenir non seulement la Russie mais le communisme.

Le drame en lui-même — qui privait la gauche socialiste et syndicaliste du mouvement ouvrier français des trois témoins qu'elle avait à grand-peine envoyés en Russie —, non moins que les polémiques qui se développaient par la suite sur sa nature et sa signification constituaient pour le Comité de la IIIe Internationale un terrible handicap. D'autant que le malaise et le trouble ainsi provoqués ne devaient pas se dissiper rapidement.

Aucune preuve décisive n'a jamais en effet été fournie qui puisse

1. On avait pu lire dans *L'Humanité* du 3 décembre 1920 un article de Vaillant-Couturier, intitulé « Raymond » où il était dit : « Nous dénonçons ici l'assassinat de Raymond, de Vergeat et de Lepetit par le blocus ». La violence de la formule n'empêchait pas qu'elle ne fût équivoque : l'auteur ne précisait pas si ledit assassinat était une conséquence indirecte du blocus ou au contraire une entreprise délibérée.

mettre un point final aux spéculations. S'ajoutant aux témoignages[1] qui avaient été produits au lendemain même de l'événement, les témoignages se sont multipliés sans davantage s'accorder. C'est ainsi que dans son discours au 1er Congrès de la C.G.T.U. à Saint-Étienne en 1922, Borghi[2], secrétaire de l'Union syndicale italienne (anarcho-syndicaliste), prenant la parole après Lozovski, délégué des syndicats russes, rapporta que lui, Borghi, se trouvait en Russie en même temps et pour les mêmes raisons que les deux syndicalistes français : « Lorsque je suis parti de Moscou, on m'a dit : ' Borghi, vous allez partir, avec ces papiers, vous pourrez justifier votre faux nom ; vous vous appelez pour le territoire de Russie : Lepetit ' ». Et Borghi revint sans difficulté en Italie avec des papiers au nom de Lepetit : ce fait troublant a persuadé le militant syndicaliste italien que Lepetit avait dû disparaître en Russie. C'est d'ailleurs ce témoignage de Borghi qui étaie la conviction d'un homme comme F. Mayoux[3] qui, faisant encore le point de la question en septembre-octobre 1952, affirme que les Trois furent assassinés en Russie. Mayoux fait état au surplus d'une déclaration privée qu'il reçut de Borghi avec qui il s'entretint longuement de cette affaire au même Congrès de Saint-Étienne. Par contre, F. Mayoux met en doute (sans en donner d'ailleurs des raisons autres que psychologiques) le témoignage opposé et non moins formel de V. Serge, qui, ayant accompagné Lefebvre à Petrograd avant le départ de ce dernier pour Mourmansk et l'ayant, l'un des derniers, vu vivant, se croit autorisé à penser que la version officielle bolchevique est fondée[4].

Des recherches — limitées — furent entreprises dans les années qui suivirent le drame. En 1921, une délégation syndicaliste française à Moscou fit une enquête auprès des milieux officiels : « Ses conclusions furent que l'on n'avait pas fait tout ce que l'on devait pour ceux qui étaient morts dans la mer de Mourmansk »[5]. En juin 1922, Maurice Laporte, après avoir sans difficulté suivi la même route que les Trois pour se rendre à Moscou, ne parvint pas à obtenir le moindre renseignement : « Il suffisait de pro-

1. Rappelons dans l'ordre chronologique : le télégramme de Vardoe du 25 novembre 1920 (*L'Humanité*, 1-12-1920) ; le télégramme de Stockholm du 29 novembre 1920 (*L'Humanité*, 1-12-1920) ; le télégramme de Stockholm du 30 novembre 1920 (*L'Humanité*, 1-12-1920) ; le télégramme de Stockholm du 4 décembre 1920 (*L'Humanité*, 5-12-1920) ; la lettre de Vajtancr du 4 décembre 1920 (*L'Humanité*, 17-12-1920) ; la lettre de B. du 12 décembre 1920 (*L'Humanité*, 18-12-1920) ; le rapport de Bodin transmis par Ström du 14 janvier 1921 (*L'Humanité*, 22-1-1921).

2. Borghi, comme beaucoup d'anarcho-syndicalistes, était en 1920 l'un des plus ardents soutiens de la révolution russe en Italie, mais très vite sa position se transforma : il ne pouvait admettre « l'antisyndicalisme » bolchevik. Le détail dont il est ici question — l'identité à lui donnée de Lepetit — a été encore confirmé par Borghi dans une lettre à l'auteur du 5 juin 1957.

3. Sur F. Mayoux. *Cf*, 1re partie III, 5.

4. *Cf*. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 124 : « Les Quatre — Raymond Lefebvre Lepetit, Vergeat, Sacha Toubine — partirent pour Mourmansk, route difficile, pour franchir les lignes du blocus en barque, par l'Océan Arctique. Notre service de liaison avait établi ce chemin périlleux. On s'embarquait avec des pêcheurs, on passait au large d'un bout de côte finalandaise, on débarquait à Vardoe, Norvège, terre libre et sûre. Les Quatre partirent ainsi. Pressés de prendre part à un Congrès de la C.G.T., ils s'embarquèrent par un jour de gros temps et disparurent en mer. Il se peut que l'orage les ait engloutis. Il se peut qu'un canot automobile finlandais les ait rejoints et mitraillés. Je sais que des espions nous avaient suivis pas à pas dans Petrograd. De cette catastrophe devaient naître d'odieuses légendes. Elles mentent ». A. Rosmer, qui se trouvait alors à Moscou, a également cru pouvoir réaffirmer la même conviction au cours d'une conversation avec l'auteur en février 1962.

5. G. Leval, *Contre-Courant*, décembre 1952.

noncer le nom de l'un des trois Français pour que les visages se ferment et que les conversations restent en suspens »[1]. Et plus loin, Laporte, sans pouvoir en apporter une preuve indiscutable, se déclare convaincu qu'ils furent victimes de la Tcheka, s'appuyant notamment sur un aveu qu'aurait laissé échapper Taratouta : « Nous n'admettons pas que l'on soit en désaccord avec notre œuvre »[2]. Cette dernière indication rejoint l'explication avancée par Mauricius : « Je sus plus tard que Lepetit et Vergeat avaient accepté des S.R. et des anarchistes ukrainiens une mission secrète et emportaient avec eux des documents »[3].

En vérité, des cinq hypothèses qui ont été formulées — celle du naufrage par tempête ; celle de l'emprisonnement par les Gardes finlandais ; celle du retour des Trois à Moscou ; celle selon laquelle ils auraient été assassinés en mer pour avoir subi une mitraillade des navires de l'Entente ; enfin celle selon laquelle ils auraient été assassinés par les Bolcheviks — on peut dire ce qu'écrivait G. Leval en octobre 1952 de l'hypothèse d'un assassinat bolchevik : « Rien ne me permet de l'affirmer... Mais en toute conscience rien ne me permet de le nier absolument ».

Car que sait-on finalement d'assuré ?

Les Trois avaient hâte de rentrer en France ? Pourquoi ? Pour assister au Congrès de la C.G.T., d'après les Mémoires de V. Serge[4]. Pour assister au Congrès de la C.G.T. et du Parti socialiste, d'après le rapport communiqué par Ström le 14 janvier 1921. « Pour y reprendre leur activité de militant », écrit plus vaguement Rosmer[5]. Était-il d'ailleurs vraiment trop tard pour rallier Orléans ? Oui, affirment les chroniqueurs du *Figaro* et du *Matin*. Mais ce n'est pas certain, si les Trois sont partis le 28 septembre de Vaïda-Gouba.

Essayons donc de reconstituer leur voyage.

Quand les Trois sont-ils partis de Moscou ? Seule date précise : celle donnée par Mauricius (le 6 septembre 1920)[6]. Mais sont-ils partis de Moscou ? On a parlé à ce propos d'un voyage dans l'Oural. Ce voyage, P. Pascal l'a présenté comme une ruse bolchevique : « Comme la presse de Petrograd avait eu l'impudence d'annoncer leur présence et leur prochain retour en France, nos camarades lancèrent ensuite, pour détourner l'attention des espions de l'Entente, une note disant que Lepetit, Vergeat et Lefebvre comptaient aller maintenant visiter l'Oural. Cependant ils s'embarquèrent à Mourmansk »[7]. On a vu que d'autres ont pensé qu'il s'agissait au contraire

---

1. M. Laporte, *Les mystères du Kremlin*, p. 148-152. Maurice Laporte était en 1920 l'un des animateurs de la tendance « IIIe Internationale » au sein des Jeunesses socialistes. C'est au titre de délégué de la Fédération des Jeunesses Communistes qu'il se rendra à Moscou en 1922. La rupture de Maurice Laporte avec le P.C. fut bruyante en raison des livres de « révélations » que Laporte écrivit par la suite.

2. Voici, d'après Laporte, ce que lui aurait déclaré Kemerer-Taratouta : « La révolution ne saurait s'arrêter à de si minces détails, camarade Laporte. En supposant qu'il soit exact que nous ayons fait disparaître vos trois compatriotes, c'est que nous aurions obéi à des mobiles impérieux... Nous n'admettons pas que l'on soit en désaccord avec notre œuvre ». Et Laporte conclut : « Je pris cette réponse dans le sens d'un aveu ».

3. Mauricius, *op. cit.*, p. 205.

4. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 124.

5. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 132.

6. Mauricius, *op. cit.*, p. 205.

7. P. Pascal, *Bulletin Communiste*, 2e année, n° 7, février 1921.

d'une ruse antibolchevique des Trois[1]. Et quelle était à leur départ de Moscou leur situation vis-à-vis des autorités communistes ? Sont-ils partis en fuyards ? En refusant d'abandonner leurs notes et documents[2] ? Ou le cœur joyeux[3] ?

Avec qui d'ailleurs sont-ils partis ? Avec Abramovitch dont Mauricius dit qu'il était chargé d'organiser le rapatriement des délégués occidentaux ? En tous cas, Abramovitch (Zalevski) a effectivement, venant de Russie, gagné la France à la fin de l'année 1920 : mais il était passé par l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, l'Italie avant que la police française ne l'arrête à Nice.

Pourquoi les Trois n'ont ils pas pris le chemin de l'Esthonie ? Parce qu'ils manquaient de passeport français, et qu'ils redoutaient l'espionnage pratiqué à Reval[4] ? Mais un gouvernement — le Soviétique en l'occurrence — est toujours en mesure de faire établir des pièces d'identité, vraies ou fausses. D'ailleurs les Français n'ont-ils pas songé à passer par la Pologne[5] ? Et la voie de Vardoe n'était-elle pas la plus communément empruntée à l'époque[6] ?

Comment sont-ils arrivés à Mourmansk ? Presque sans bagages[7] ? Avec des toiles de maître[8] ? Avec très peu d'argent[9] ?

Et quand sont-ils arrivés à Mourmansk ? Le 18, d'après le document Ström. Mais qu'ont-ils fait alors entre le 6 et le 18 septembre ? D'après Voline, au contraire, ils restèrent trois semaines à Mourmansk[10].

De Mourmansk, ils se rendirent à Vaïda-Gouba. Qui y retrouvèrent-ils ? Les trois Tchèques, et un Russe. Lequel ? Toubine[11] ou Abramovitch ?

Tandis que les Tchèques quittaient Vaïda-Gouba — le 23 septembre — les Français retournaient à Mourmansk. Le même jour, d'après Ström et

1. *Cf.* la dépêche de l'agence Russ Union (janvier 1921). A noter que la dépêche de cette agence a parlé la première de ce voyage dans l'Oural.

2. Ce qu'avait prétendu Mauricius et ce que confirme l'anarchiste Voline (qui se trouvait alors sur place) : « Le congrès terminé, ils travaillèrent plusieurs jours et plusieurs nuits à rassembler leurs notes et documents. Les mesures de pression commencèrent à leur égard lorsque, à l'approche du retour en France, tous trois refusèrent de consigner leurs dossiers aux fonctionnaires du Pouvoir soviétique, soi-disant chargés de l'acheminement des documents vers le lieu de destination. Lefebvre refusa même de confier ses notes et papiers aux membres russes de son parti » (VOLINE, *op. cit.*, p. 292).

3. MAURICIUS, *op. cit.*, p. 205 : « Aujourd'hui [le 6 septembre 1920] un camion automobile est venu les chercher à Diélo-Voïd Dvor et ils sont partis pour la France. Ils étaient joyeux, ils s'en allaient riches de connaissances nouvelles et prêts aux combats pour la libération des hommes ».

4. Rapport Ström du 14 janvier 1921.

5. *Cf.* la note de la Sûreté Générale dont avaient fait état *La Vie Ouvrière* puis *L'Humanité* du 4 décembre 1920.

6. *Cf.* dans la lettre de F. Ström à Rutgers du 6 avril 1920, incluse au *Rapport Darru* de septembre 1920 (III[e] partie, 1, 1) : « Camarades russes peuvent venir en Norvège par Vardoe ». *Cf.* également la lettre de Rutgers à Souvarine du 26 avril 1920 (signalée par le *Réquisitoire définitif* au procès du « complot » comme étant au scellé du *dossier B. Souvarine*, n° 30, *pièce 3*) : « Il est possible de communiquer à présent avec Moscou par l'intermédiaire de Stockholm, via Vardoe ». Enfin ROSMER, *op. cit.*, p. 132 : « A cette époque, le chemin de retour était via Mourmansk, d'où les bateaux se dirigeaient sur les ports de l'Occident ».

7. Document Ström du 14 janvier 1921.

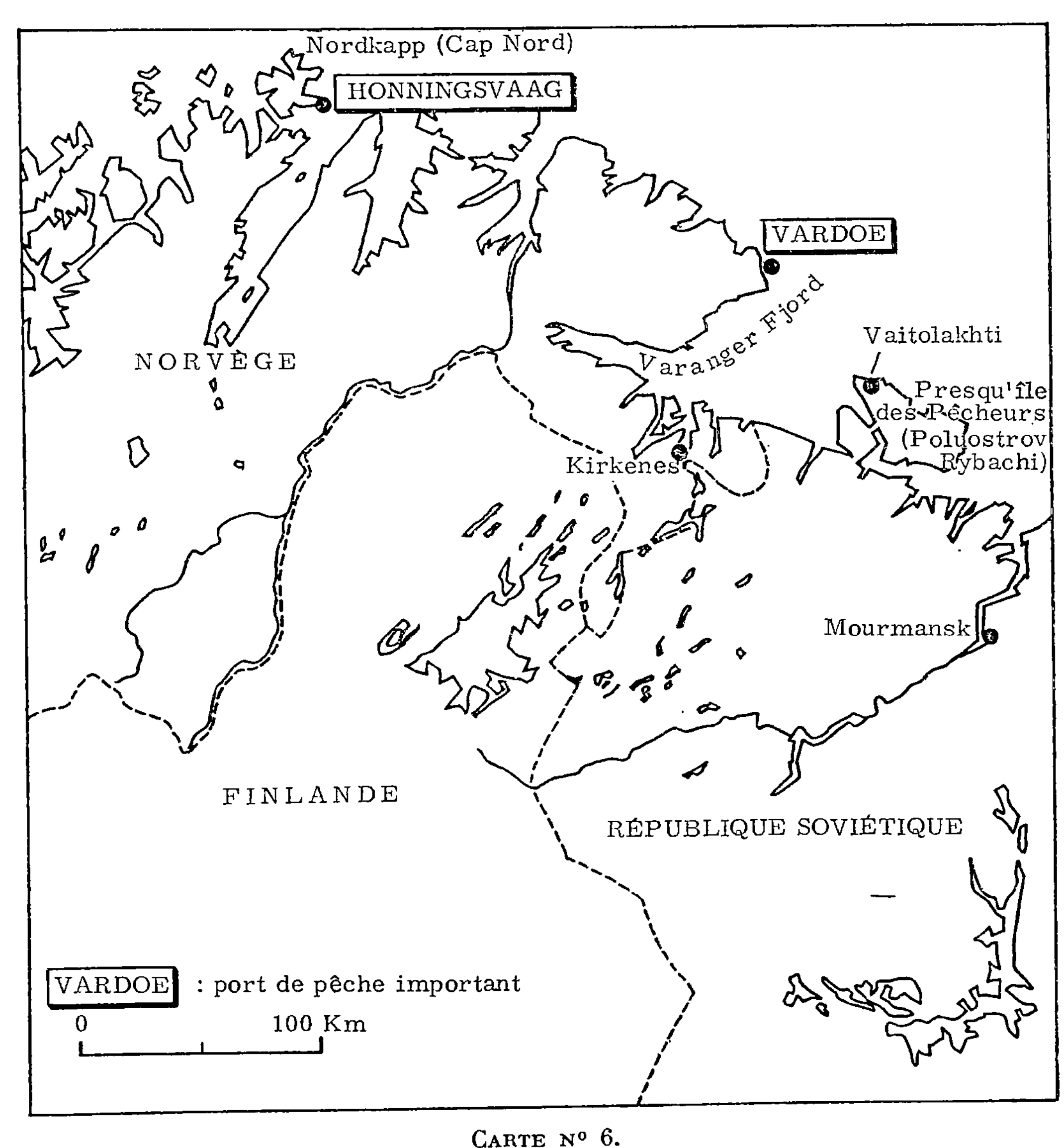
8. *Éclaireur de Nice* du 4 décembre 1920.

9. *L'Humanité* du 4 décembre 1920.

10. VOLINE, *op. cit.*, p. 292 : « Ils se réfugièrent à Mourmansk chez des pêcheurs et attendirent l'exécution des promesses de Moscou, c'est-à-dire l'arrivée d'un bateau qui devait les emmener en Suède. Trois semaines se passèrent ainsi dans l'inquiétude et l'étonnement de ne pas voir arriver le bateau promis ».

11. V. SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 124.

Vajtaner. Et pourtant Mauricius note le 12 octobre 1920 : « Pascal m'a dit qu'on avait reçu une lettre de Raymond Lefebvre, datée de Mourmansk. Lefebvre déclare qu'on ' sabote leur départ ' et que Lepetit est malade. Trotski a, paraît-il, donné des ordres par radio pour les faire partir. Il y a un mois et demi qu'ils ont quitté Moscou ! Je les croyais déjà à Paris »[1].




CARTE N° 6.

LES VOIES DE COMMUNICATION ENTRE LA NORVÈGE ET LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE

Pourquoi les Français sont-ils retournés à Mourmansk ? Pour télégraphier à Rosmer afin qu'il leur fasse parvenir de l'argent[2] ? (Mais Rosmer a quitté Moscou pour assister au Congrès de Bakou le 1er septembre

1. MAURICIUS, *op. cit.*, p. 211.
2. *L'Humanité*, 4 décembre 1920.

— donc les Trois devaient en être informés —, et il n'est rentré à Moscou que quelques jours avant la mort de Reed)[2]. Pour écrire afin de demander une aide ? A qui ? D'après Voline, « Lefebvre écrivit alors une première lettre à un ami de Moscou. Ne recevant pas de réponse, il en envoya une seconde, puis une troisième, toujours sans résultat. On sut par la suite que ces lettres furent remises à Trotski qui les confisqua »[2]. Quel est cet ami dont il est question ici ? Rosmer ? Mais Rosmer n'en a jamais dit mot. R. Marchand ? C'est l'opinion de G. Leval[3].

Quand les Français sont-ils retournés définitivement à Vaïda-Gouba, venant de Mourmansk ? Le 27 septembre, d'après le document Ström, mais sans attendre le mandat télégraphique qu'ils avaient sollicité. Pourquoi ?

Quand sont-ils partis définitivement de Vaïda-Gouba ? Le mardi 28 septembre, d'après Vajtaner. Le 28 dans la soirée ou le 29 au matin, d'après Ström. « Vers la mi-septembre », d'après la lettre de B. En tous cas, « immédiatement avant l'orage ».

Or, quand ce fameux orage a-t-il éclaté ? La dernière quinzaine de septembre, c'est la période d'équinoxe, toujours mauvaise[4]. Vajtaner situa la tempête le mercredi 29 et le jeudi 30 septembre.

Quel chemin ont-ils suivi ? De Vaïda-Gouba à Vardoe, il y a 60 kilomètres à vol d'oiseau. Le passage du fjord de Varanger est réputé

1. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 000.

2. Voline, *La révolution inconnue*, p. 293. Voline ajoutait : « Dans sa dernière missive, Lefebvre fit un poignant exposé de leur situation et annonça leur résolution désespérée de traverser l'Océan Glacial sur une barque de pêche pour sortir du pays des Soviets. ' Nous allons à la mort ', écrivait-il ».

3. G. Leval, *Contre-Courant*, décembre 1952 : « La lettre écrite par Lefebvre était adressée à René Marchand ». R. Marchand était ce correspondant du *Figaro* qui s'était alors converti au bolchevisme (*cf.* 1re partie, III, 2, sur « le groupe communiste français à Moscou »).

4. D'après des renseignements recueillis auprès de l'Institut météorologique du Nord, d'Oslo, il y avait en 1920 deux stations météorologiques opérant dans le district du fjord de Varanger : la station de Kirkenes, par 69° 44′ N 30° 2′ E et la station de Vardoe par 70° 22′ N 31° 7′ E. Voici les observations prises à ces stations à 8, 14 et 19 heures du 29 septembre au 2 octobre 1920 (pour chaque heure, les éléments donnés sont vent, ciel (couvert : overcast) et température).

*Kirkenes*

| | 8 h | 14 h | 19 h |
|---|---|---|---|
| 29 septembre | SSW strong gale overcast, 6.8 °C | NW strong gale overcast, 7.6 °C | NW fresh gale, partly clouded, 6.4 °C |
| 30 septembre | NNW strong breeze, overcast, 6.0 °C | NNW fresh gale, cloudy, 5.8 °C | NNW moderate gale, cloudy, 4.6 °C |
| 1er octobre | Nw gentle breeze rain, 4.6 °C | N fresh breeze, cloudy, 4.2 °C | N moderate breeze, rain, 3.8 °C |
| 2 octobre | NW light breeze, overcast, 3.6 °C | N light breeze, overcast, 4.0 °C | Calm, rain, 0.2 °C |

*Vardoe*

| | 8 h | 14 h | 19 h |
|---|---|---|---|
| 29 septembre | NW moderate gale, overcast, 7.6 °C | NW moderate gale, partly clouded, 7.2 °C | NW moderate gale, partly clouded 6 °C |
| 30 septembre | NW strong gale, rain, 6.0 °C | NW strong gale, rain, 5.6 °C | NW fresh gale, partly clouded, 4.6 °C |
| 1er octobre | N fresh gale, cloudy, 3.7 °C | NW strong breeze, overcast, 3.4 °C | NW fresh breeze, overcast, 3.0 °C |
| 2 octobre | ENE moderate breeze, overcast, 3.2 °C | Calm, overcast, 4.6 °C | Calm, clear sky, 2.0 °C |

Gale signifie tempête (par ordre d'intensité : strong gale, fresh gale, moderate gale). Les vents du 29 à Kirkenes et des 29 et 30 à Vardoe semblent donc, aux yeux d'un expert consulté, « avoir été assez importants et susceptibles de faire chavirer une petite embarcation ».

dangereux. Mais, d'après Ström, les Français avaient l'intention d'éviter Vardoe pour se rendre à Honningsvaag.

Ainsi, rien n'est vraiment assuré dans cette affaire où se mêlent à plaisir les personnages les plus divers : des Russes, comme Ström, Sacha Toubine, Abramovitch-Zalevski, Kamerer-Taratouta ; des Tchèques comme Vajtaner ; le secrétaire du parti norvégien (?) ; des Français comme Bodin, chargé par Ström d'effectuer des recherches le long de la côte mourmane ; Daziana, la marchande de tableaux de Petrograd ; V. Serge qui accompagnait les Trois à Petrograd, B. retour de Moscou, le pêcheur finnois Storjusso, l'émigré Bourtzev. Et le moindre sujet d'étonnement n'est pas que les dossiers de la Préfecture de police au nom de Vergeat et de Lepetit ne contiennent rien sur le drame, sinon cette note du 27 janvier 1921 : « Information sur assassinat des trois militants français par la police secrète du Gouvernement de Moscou, publiée par Russ Union (Bourtzev) sur information d'Angleterre »[1].

***

L'ultra-gauche a renoncé d'elle-même à l'ambition de conduire toute la gauche du mouvement ouvrier français à la IIIe Internationale. L'extrême-gauche se trouve, du fait d'événements circonstanciels qui lui sont contraires, empêchée de remplir ce rôle : lequel dès lors échoit à l'aile gauche du centre socialiste. Celle-ci s'y prend, pour y faire face, à sa manière, une manière bien différente de celle du Comité de la IIIe Internationale.

D'autant plus que la conjoncture lui est propice. Non tant la conjoncture française que la bolchevique : à l'automne 1920 en effet, la Russie connaît les prodromes du « tournant » qui sera définitivement pris au printemps suivant — celui de la Nep ; or l'assouplissement qui en résulte quant à la politique intérieure des communistes russes se communique au style des rapports que Moscou entend établir avec les socialistes occiden-

1. Enfin deux dernières pièces à verser au dossier : les *Archives Monatte* (I.F.H.S.) renferment la copie (au crayon) d'une lettre qui ne fournit ni l'identité du signataire, ni celle du destinataire, ni la date où elle a été écrite. On y lit seulement qu'elle est « du dernier Français qui les ai embrassé avant leur [à Vergeat et Lepetit] départ [de Russie] ». Comme il est dit également : « A deux reprises, ils m'ont sauvé la vie », il se pourrait bien que cette lettre fût de Mauricius (dont on sait par ailleurs la détestable réputation dans le mouvement ouvrier français, *cf.* IIIe partie, I, 3, et les aventures qu'il vécut en Russie). Comme d'autre part, on y parle de « la compagne à Lepetit » et qu'on s'adresse visiblement à une femme ayant des liens étroits avec l'une des victimes, il se pourrait que la destinataire fût Mme Vergeat. Or cette lettre porte sur une demande de renseignements : — « Avez-vous vu à Paris le Russe qui accompagnait L. V.L. et S. ? La compagne à Lepetit l'a vu ». (Il s'agit de Zalevski-Abramovitch), l'auteur de la lettre justifiant ainsi sa requête : « En rapprochant ces choses de ce que je sais de Moscou, je pense que nous pourrons avoir la vérité. Cette vérité, je la connais déjà. Je tiens de m'entourer de toutes les garanties nécessaires avant de la révéler. Et puis il y a des choses si épouvantables qu'on veut se refuser à y croire ». D'un autre côté, un bordereau du contre-espionnage français en Suisse transmet à Paris le 28 novembre 1920 — c'est-à-dire 2 jours avant que le drame ne soit connu — le renseignement suivant : « Guilbeaux aurait dénoncé également un Français nommé Vergeat, l'accusant de s'être rendu en Russie pour le compte du Ministère de la Guerre. Vergeat qui habitait la Russie depuis un certain temps, aurait été chargé par le Gouvernement des Soviets d'une mission importante en France mais aurait dû s'arrêter en chemin à la suite de l'accusation de Guilbeaux. En ce moment Vergeat est détenu à Moscou » (A.N., F7, 13478, décembre).

taux. Avec d'ailleurs, dans ce domaine comme dans les autres, des hésitations et des retours en arrière : Zinoviev qui se montre « compréhensif » à Halle où, en octobre, il rencontre Longuet, reviendra en décembre sur ces « concessions » ; c'est le sens du fameux « coup de pistolet », le télégramme qu'il adressa au Congrès de Tours et dans lequel il repoussait à l'avance et nommément l'adhésion des chefs reconstructeurs[1].

L'aile gauche du centre prenant la tête du combat pour l'adhésion à l'I.C., cela implique donc d'abord un éclatement du courant « Reconstruction », éclatement inéluctable dès que Cachin et Frossard, soutenus par des hommes comme D. Renoult[2], passent accord avec le Comité de la IIIe Internationale pour préparer en commun l'adhésion du Parti à l'I.C.

Comment se fait, parmi les Reconstructeurs, la séparation entre la gauche et les éléments qui, sous la direction de Longuet, restent accrochés à l'idée que l'internationalisme prolétarien implique une Internationale unique, habitable par les socialistes de toutes nuances ?

Certes pas sur une base doctrinale : l'analyse des discours, articles, écrits de toutes natures qu'ils prodiguent au cours de ces mois d'avant le Congrès de Tours ne permet guère de distinguer Frossard de Longuet, Cachin de Faure, ni sur le fond quant à leurs conceptions respectives de la révolution et du socialisme, ni dans la forme quant à leur style de pensée et d'action. Au cours même des débats qui marquent le Congrès de Tours, la différence est plus éclatante entre la teneur de la lettre que, de leur prison, font tenir au Congrès Loriot et Souvarine[3] et celle du discours qu'y prononce Frossard qu'entre celui-ci et l'intervention de Longuet. A vrai dire, d'ailleurs, au contraire des tenants doctrinaires du Comité de la IIIe Internationale qui s'efforcent, eux, de souligner la supériorité révolutionnaire et la nouveauté salvatrice des thèses léninistes, ni Cachin, ni Frossard (ni leurs amis politiques) ne s'attachent à explorer la marge théorique qui sépare le bolchevisme de leurs propres idées : certes Frossard consacre quelques articles dans *L'Humanité* à exposer la structure du Parti communiste russe, les modalités de formation des soviets ou le rôle des syndicats dans le système de production socialiste ; mais ce sont là davantage des articles informatifs décrivant l'anatomie abstraite des organes du pouvoir en Russie communiste que des articles analytiques donnant une explication concrète de leur fonctionnement réel. Aussi L. Blum ne trouve-t-il guère de réplique quand, faisant pendant aux théoriciens de l'extrême-gauche, il tente, en plusieurs articles, de démontrer que le socialisme français ne saurait admettre sans se renier les conceptions communistes de la prise et de l'exercice du pouvoir. Les dissidents de la « Reconstruction » se dérobent à la discussion en opposant l'esprit à la lettre : ils suggèrent de négliger le détail des articles qui constituent la loi de l'I.C., et de n'en retenir que l'orientation d'ensemble, faisant entendre que les éventuelles divergences doctrinales ne sauraient inquiéter quiconque est d'accord sur la perspective générale.

1. Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 312.
2. Collaborateur de Jaurès à *L'Humanité*, D. Renoult fut directeur du quotidien du soir *L'Internationale* (1921).
3. Congrès de Tours, *Cpte-r. stén.*, p. 308.

La légèreté d'ailleurs avec laquelle ils traitent des documents qui émanent de l'I.C. — la polémique sur le nombre des conditions imposées par Moscou a quelque chose de vaudevillesque[1] — et la manière subtile dont ils se dérobent à toute adoption formelle et proclamée des vingt et une conditions finales montrent que P. Faure n'a pas besoin d'être grand clerc quand il prédit que les consignes bolcheviques ne seront pas appliquées par les Ex-Reconstructeurs[2].

Réticent à la confrontation théorique, le groupe Cachin-Frossard se sépare-t-il du groupe Longuet dans sa manière d'apprécier la révolution russe ? Non plus. Si Cachin notamment, dans une série d'articles de *L'Humanité,* expose avec ferveur ce qu'il a vu en Russie soviétique, et surtout les projets dont les commissaires soviétiques l'ont entretenu — en matière d'éducation, d'assistance et d'urbanisme, etc. — il ne saurait cependant se montrer un défenseur plus passionné de la révolution russe que ne l'est Longuet. Et si Longuet — et davantage encore la droite socialiste — se refuse à confondre le soutien qu'il apporte à l'œuvre des Bolcheviks en Russie et l'adhésion qui lui est demandée à l'I.C., c'est qu'effectivement le problème auquel le socialisme français doit donner réponse ne se limite pas à celui d'une pétition de principe en faveur de la Russie révolutionnaire mais à celui de la transposition, en Occident, des méthodes bolcheviques.

Faut-il enfin penser que les Ex-Reconstructeurs songent surtout, en se prononçant pour l'adhésion à l'I.C., à une modification de la politique socialiste française ? Il n'en est pas question : dans la campagne orale et écrite que mènent Cachin et Frossard, les références concrètes à la situation politique en France sont rares et, quand elles existent, ne se distinguent pas de celles que pourraient faire les longuettistes.

Les dissidents de la Reconstruction, en abandonnant le centre, n'ont donc pas abandonné le centrisme. Ils continuent à partager avec leurs anciens amis les mêmes opinions théoriques et politiques : le secret de leur détermination est ailleurs, dans cette considération tactique que le parti socialiste français, en adhérant à l'I.C., bénéficiera du dynamisme dont la révolution russe est porteuse, comme en témoigne l'énorme courant de sympathie qu'elle obtient parmi les militants ouvriers de toutes obédiences.

Que cette considération tactique prime les réserves doctrinales et conduise les Ex-Reconstructeurs à taire leurs réticences et même à espérer que les questions les plus gênantes — celles qui tournent autour de l'épuration du Parti — ne seront pas posées ni par eux-mêmes bien entendu, ni par Moscou, cela afin de sauvegarder l'unité du socialisme français à

1. *Cf.* III[e] partie, I, 4, p. 650, n. 3.

2. P. Faure, *Le bolchevisme en France*, Paris, Librairie populaire, 1921. Ce n'était d'ailleurs pas une opinion isolée. C'est ainsi que le Commissariat d'Annemasse (Police spéciale des chemins de fer et de la frontière) transmet le 27 décembre 1920 un « rapport confidentiel relatif à la situation politique en France adressé aux Autorités Fédérales suisses ». On y lit : « Le sort en est jeté. C'est à une grande majorité sans doute que le parti adhérera à la III[e] Internationale communiste... Le caractère frondeur du Français n'est pas étranger à cette gageure... Il n'y a pas lieu de s'alarmer outre mesure de cet événement que confirmera le prochain Congrès de Tours. Les formules violentes trouveront difficilement les hommes qui se chargeraient de les appliquer. Il y a plus de bluff que de sincérité dans ce verbiage. L'avenir le démontrera amplement » (A.N., F7, 13478, décembre 1920).

laquelle ils sont attachés comme tous les centristes[1], voilà qui explique quel type d'hommes et de militants se range dans cette fraction de l'aile gauche reconstructrice. Pas des doctrinaires mais des tacticiens sensibles à la pression d'une opinion militante dont la ferveur révolutionnaire est incontestable et le dévouement passionné. Voilà qui explique aussi le curieux destin du nouveau Parti communiste français dont les dix premières années seront consacrées à chercher sa vérité.

1. D. Renoult avait d'ailleurs obtenu de Zinoviev lors de son entrevue à Berlin avec le leader bolchevik — en octobre — la signature d'un P.V. apaisant où l'article 7 précisait : « L'exception prévue à l'article 20, en ce qui concerne l'exclusion des centristes, s'appliquera à Longuet, P. Faure et aux membres de leur groupe, si, après le vote du prochain congrès, ils restent dans le parti et en acceptent les décisions ainsi que les thèses et les conditions de l'I.C., leur admission dans ces conditions sera définitive sous réserve de l'acceptation du C.E. de l'Internationale » (*Le Phare*, n° 14, novembre 1920, p. 74). La rédaction du *Phare* critique d'ailleurs sévèrement cette tactique (n° 16, janvier 1921, p. 228) : « Nous avons déjà dit que nous considérions la concession faite par Zinoviev et l'Exécutif en faveur de l'admission des centristes comme une erreur tactique. La préparation et les débats du Congrès [de Tours] ont été dominés par le souci de l'unité, par le désir d'arriver à une entente qui permît à Longuet et à son groupe de demeurer dans le parti. L'exécutif a sans doute senti que cette tactique paralysait la gauche et au dernier moment Zinoviev a brusqué la situation par son télégramme au Congrès, télégramme qui obligea le centre à se démasquer et à rejoindre Renaudel-Blum ». Le document par lequel Zinoviev avait voulu apaiser les inquiétudes des Ex-Reconstructeurs, telles que Daniel Renoult les lui avait exposées a été publié dans *L'Humanité* du 18 novembre 1920 sur la base de deux versions, une version russe datée du 23 octobre à Berlin et une version anglaise datée du 4 novembre à Moscou.

Chapitre II

# LE FRONT DÉSUNI DE LA MINORITÉ OPPOSANTE

## RÉTICENCES, OBJECTIONS, HOSTILITÉ DÉCLARÉE

*La défense de la tradition socialiste française :*

- Ciment du camp des opposants à l'adhésion du P.S. à l'I.C.
- Mais la tradition socialiste française est composite.

*L'attitude du Comité pour la reconstruction de l'Internationale :*

- Sa position : « Pour l'adhésion », mais « avec réserves » ;
- Signification : soutien et défense de la révolution russe ;
- Réserves : simples : sur la dictature du prolétariat ;
  sur la question du parlementarisme ;
  sur les rapports du Parti et des syndicats ;
  refus absolus d'un certain nombre de conditions.

*Le combat du Comité de résistance socialiste à l'adhésion :*

- La composition du Comité : le groupe Paoli-Blum-Mayéras-Bracke ; le groupe renaudélien de *La Vie Socialiste.*
- Les manœuvres tactiques du groupe Renaudel.
- Le combat doctrinal de L. Blum : son importance ; pourquoi L. Blum ? Enfance ; formation anarchiste ; adhésion socialiste ; apprentissage marxiste ; la signification de l'unité socialiste ; les thèses de Blum sur la révolution, sa préparation, ses suites ; le fossé entre blumisme et bolchevisme.
- L'appui de Guesde.

*L'attitude du groupe Thomas :*

- Le bolchevisme n'est pas une version du socialisme : hostilité déclarée à la révolution russe.

Que le courant d'adhésion qui emporte à l'automne 1920 vers la IIIe Internationale la majorité du Parti socialiste unifié ait été surtout orienté, nourri, conduit, du moins sur la fin, par l'aile gauche de l'Ex-Reconstruction, aux dépens du Comité de la IIIe Internationale, ne conditionne pas seulement la signification que revêt la conversion de cette

majorité du Parti socialiste en Parti communiste français. Le fait conditionne aussi la signification que revêt le maintien d'une minorité qui se refuse jusqu'au bout à cette conversion : le courant de résistance à l'adhésion n'est pas plus simple dans sa composition et sa nature que le courant d'adhésion.

De même que le Comité de la IIIe Internationale et l'aile gauche de l'Ex-Reconstruction se rejoignent dans la décision commune d'adhérer à l'Internationale communiste sans, pour autant, donner à cette décision mêmes motifs et même portée, de même l'aile droite de l'Ex-Reconstruction — avec Longuet —, les éléments qui forment le « Comité de résistance socialiste contre l'adhésion à la IIIe Internationale » (amis de Renaudel rassemblés autour de *La Vie Socialiste* et amis de L. Blum), enfin le groupe animé par Thomas se rejoignent dans un semblable refus des conditions posées à l'entrée du socialisme français dans l'I.C. sans, pour autant, avoir mêmes raisons et mêmes objectifs.

Il ne faut pas cependant forcer le parallélisme. Tandis que le courant Comité de la IIIe Internationale — la future gauche du P.C.F. — et le courant Ex-gauche de la Reconstruction — sa future droite — ont chacun une structure doctrinale, une histoire, une composition humaine si divergentes qu'on peut sans grand risque prévoir que leur cohabitation ne sera pas de longue durée, que leur union de rencontre au sein d'un Parti communiste français se désagrégera très vite ; au contraire, le courant Ex-droite de la Reconstruction — la future gauche du Parti socialiste S.F.I.O. —, le courant Comité de résistance à l'adhésion — sa future charpente —, et le courant Thomas — sa future droite —, ayant finalement même structure doctrinale (marxiste, surtout dans la nuance Jaurès), même passé (exclusivement socialiste), même composition humaine (militants et parlementaires S.F.I.O.) tendront toujours davantage à se rapprocher bien que, dans l'été 1920, leurs désaccords tactiques apparaissent sérieux[1].

En effet, tous ceux qui, de quelque manière, objectent contre une adhésion du Parti socialiste à la IIIe Internationale sur la base des vingt et une conditions établies à Moscou, le font au nom de la tradition socialiste française, sous le double signe de Marx et de Jaurès[2] : en ce sens, ce sont des « doctrinaires », et qui ne s'en défendent pas. Encore en 1921, on lit sous la plume de Bracke dans une lettre à Guesde : « Je vous le dis en vérité, nous n'avons pas de besogne plus pressée que de reprendre la vieille propagande doctrinale »[3]. Et quand, dans le même temps, Marx Dormoy sollicite de son vieux maître une déclaration qu'il mettrait à

1. Si sérieux que Longuet déclarait au Congrès de Tours : « Nous n'avons pas attendu vos injonctions ni vos mises en demeure pour dire que nous considérions que le citoyen Thomas, à l'heure actuelle, n'était plus en harmonie avec l'action de notre parti » (*Cpte-r. stén.*, p. 505).

2. « Le socialisme... sera toujours, quelles que soient les modifications qu'il doive comporter ou supporter, indissoluble de l'analyse et de la pensée marxistes... Marx est venu procurer d'abord une philosophie de l'histoire qui nous apportait le dessin d'une construction positive, et ensuite une analyse de la société présente elle-même ». Et plus loin : « La nouveauté que Jaurès a introduite dans la pensée socialiste, c'est bien celle-là, de montrer que les critères moraux par lesquels nous détruisons la société bourgeoise, vérifient la construction socialiste » (L. Blum, « La méthode socialiste », conférence prononcée le 10 novembre 1931 et publiée dans les *Pages socialistes*, n° 4, Éd. de la Liberté, 1945).

3. Lettre, datée du 18 août 1921, de Bracke à Guesde (*Archives Guesde*, I.I.S.G.).

profit pour enrayer la propagande bolcheviste dans l'Allier, département conquis autrefois au socialisme par Guesde, le parlementaire présente ainsi sa demande : « Je serais heureux si vous vouliez m'envoyer quelques lignes... dans lesquelles vous diriez que les seuls socialistes sont ceux qui, dans l'Allier, sont restés fidèles à la tradition socialiste que vous avez admirablement illustrée »[1].

Cependant cette « tradition socialiste » était assez composite pour, avec un corps de doctrine commun, fournir des justifications à des attitudes sensiblement divergentes, notamment sur deux questions : à savoir, *primo*, ce que devait être la politique du mouvement socialiste français à l'égard de la révolution bolchevique et de l'État soviétique ; *secundo*, comment devait être conçue dans son ensemble l'action socialiste dans un pays tel que la France, doté à la fois d'un régime politique démocratique et d'un développement économique avancé.

Une première attitude était celle du Comité pour la Reconstruction de l'Internationale, c'est-à-dire de l'ancien centre du Parti (dont l'aile gauche s'était détachée au cours de l'été pour rejoindre les partisans de l'adhésion immédiate à l'Internationale de Moscou). Le Comité en question considérait que rien ne s'opposait à ce que le Parti français adhérât à la III^e^ Internationale, si, aux vingt et une conditions qu'avait formulées celle-ci, il lui était loisible de répondre par la volonté correspondante d'assortir son adhésion de réserves explicites fondées sur les réalités françaises. D'où le titre de la motion qu'il entendait soumettre au prochain Congrès socialiste : « motion d'adhésion, avec réserves, à la III^e^ Internationale ».

La décision positive d'adhérer à l'I.C. se trouvait alors réduite à une double signification. D'une part que pour le Parti français, les modalités de la Révolution d'Octobre étant l'affaire exclusive des socialistes russes, seule importait la nature du phénomène soviétique ; d'où l'obligation de contribuer à sa défense — notamment contre l'intervention alliée, car « sa disparition [serait] le plus grand malheur qui pourrait frapper le prolétariat universel » : l'adhésion à l'I.C. équivalait donc à un engagement solennel en la matière. D'autre part qu'au point où en étaient arrivées les relations socialistes internationales, le Parti français admettait que Moscou fût désormais le centre autour duquel se reconstituerait l'unité internationale du prolétariat organisé[2].

Il est déjà clair qu'une adhésion de cette sorte ne correspondait pas aux vues bolcheviques : Moscou n'entendait pas que la ligne générale de sa stratégie révolutionnaire fût seulement une affaire russe ; et moins encore que la III^e^ Internationale pût un jour accueillir des sections qui se rassembleraient en elle mais sans adopter l'intégralité de ses conceptions.

Or le Comité de la Reconstruction... ajoutait encore des réserves à la portée déjà restrictive de la décision qu'il déclarait vouloir à l'égard

1. Lettre, datée du 20 août 1921, de Dormoy à Guesde *(id.)*.
2. Dans une lettre du 24 juillet 1920, Longuet écrivait à Huysmans : « Je suis persuadé autant que toi de la nécessité de refaire l'unité internationale, mais elle ne pourra se refaire qu'autour d'un organisme nouveau, inspirant confiance à tous et dans le sein duquel on aura fait une épuration indispensable » (*Archives du Secrétariat de la II^e^ Internationale – C. Huysmans*, I.F.).

de l'adhésion. Réserves de deux sortes : d'un côté des réserves simples qui tendaient à préciser, ou restreindre, ou au contraire élargir certaines positions de principe définies par le 2e Congrès de la IIIe Internationale ; de l'autre, des réserves plus appuyées qui tendaient au rejet catégorique de quelques-unes des conditions établies en juillet 1920 pour réglementer l'accueil des sections nationales dans l'organisation communiste mondiale.

Réserves simples : non pas qu'elles fussent sans ampleur, mais portant sur de grands problèmes doctrinaux — la durée et les formes de la dictature du prolétariat, le rôle du parlementarisme dans le mécanisme d'enclenchement et le processus de la révolution, les rapports du Parti et des syndicats avant et après la prise du pouvoir —, elles ne mettaient en cause que le caractère intangible, le côté « à prendre ou à laisser » des déterminations de Moscou.

C'est ainsi que, sur la dictature du prolétariat, le Comité pour la Reconstruction... tenait à formuler trois observations de nature à situer plus exactement la formule dans le cadre général des étapes successives par lesquelles le monde passerait du capitalisme au socialisme et dans le cadre français où le mouvement ouvrier avait élaboré des formes d'organisation prolétarienne dont il entendait tenir compte. *Primo* que la dictature du prolétariat s'entendait comme une formule limitée à une période transitoire, celle partant de la prise du pouvoir et s'achevant à la réalisation du socialisme ; *secundo*, que cette dictature, pour ne pas dégénérer en tyrannie, devrait demeurer « impersonnelle » ; *tertio*, qu'elle devrait s'exercer par l'intermédiaire du prolétariat organisé dont les mandataires qualifiés étaient les dirigeants des syndicats, des coopératives et du Parti, les conseils d'ouvriers et de paysans n'ayant en l'occurrence qu'une existence « éventuelle ».

Sur la question du parlementarisme, le Comité pour la Reconstruction... reconnaissait la nécessité de concevoir toute bataille électorale comme une des formes de la lutte de classe ; d'interdire à tout élu socialiste de participer à une « combinaison ministérielle éventuelle ou effective » ou de remplir une « fonction, mission diplomatique, politique, économique, ayant un caractère officiel ou officieux de représentation gouvernementale ». Mais, en même temps, le Comité insistait pour que les députés socialistes soient autorisés à conduire leur opposition au Parlement de manière « constructive », qualificatif qui, finalement, risquait de remettre en cause par un biais cette opposition elle-même.

Quant aux rapports du Parti et des syndicats, le Comité soulignait l'importance d'une liaison quasi organique entre la C.G.T. et le Parti (d'une « représentation, par l'intermédiaire d'une délégation de la C.A. de la C.G.T. à la C.A.P. du Parti et de la C.A.P. du Parti à la C.A. de la C.G.T. ») mais repoussait toute idée de subordination de l'un à l'autre. Il ne manifestait pas par ailleurs grand enthousiasme pour l'idée de « Comités de fabrique » qui, de toutes manières, ne devraient pas se substituer aux organisations syndicales.

Ce n'étaient là néanmoins que mises au point et aménagements dans des débats de grande envergure. Il y avait plus grave : des réserves qui revenaient à de véritables refus.

Le Comité en effet déclarait « devoir dire en toute loyauté qu'un

certain nombre de [ces] conditions sont à son sens contraires à l'intérêt autant qu'à la tradition du mouvement socialiste français et d'une application impossible ou néfaste ». Quelles conditions ? Celles d'abord ayant trait au régime intérieur du Parti : c'était par là contester la conception bolchevique des rapports entre les sections nationales et l'organisation internationale, refuser l'idée d'un « parti mondial » et en revenir à la pratique de la IIe Internationale où les organismes centraux se bornaient à émettre des directives générales d'action.

Celle ensuite stipulant la nécessité de créer, à côté de l'appareil socialiste légal, un appareil clandestin : le Comité qualifiait cette condition de « ni possible, ni désirable », ne voyant pas à quelle exigence pratique elle pouvait correspondre dans le cadre d'un régime démocratique comme celui de la République française.

« L'épuration automatique et périodique » des éléments « petits-bourgeois » soulevait aussi la perplexité du groupe « Reconstructeur » : non pas que le Parti tînt à garder de tels éléments ; mais selon quels critères établir une qualité si mal définie ? Surtout qu'en l'occurrence, l'épuration demandée dès l'abord revenait à l'exclusion inadmissible de « camarades qui, en des heures difficiles, eurent le mérite de relever le drapeau socialiste et international tombé de mains défaillantes ».

La subordination du mouvement syndical au Parti, le changement de titre du Parti, l'interdiction de constituer au sein du Parti des tendances diverses ayant droit, aux différents niveaux de direction, à une représentation proportionnelle à leur importance numérique, autant de conditions enfin auxquelles il n'était pas possible de souscrire[1].

Ainsi le Comité, après avoir retenu le principe de l'adhésion à la IIIe Internationale, vidait partiellement cette adhésion de la signification que les Bolcheviks entendaient lui attacher : il n'est d'ailleurs pas assuré que, ce faisant, le Comité ne se livrait qu'à une manœuvre destinée à lui permettre de se dérober à l'adhésion sans en prendre, aux yeux de ses mandants, la responsabilité. Peut-être pensait-il pouvoir poursuivre le dialogue et la négociation afin d'obtenir des solutions plus favorables aux thèses traditionnelles du socialisme français. Mais il est assuré que les Bolcheviks, pour leur part, devaient interpréter comme un rejet déguisé cette « adhésion » souscrite avec tant de réserves.

Cependant, l'attitude finale que prendrait au moment décisif le Comité pour la Reconstruction de l'Internationale était trop imprévisible pour qu'elle puisse constituer l'âme de la résistance à l'adhésion : en fait, elle n'était que l'expression du désarroi, de l'impuissance qui paralysait le centre dès le moment où s'effritaient les espoirs de conciliation et de compromis entre la gauche et la droite du Parti.

Aussi est-ce plus à droite qu'il faut aller chercher le noyau de la minorité hostile à l'adhésion : du côté du « Comité de résistance socialiste à l'adhésion ».

Ce Comité est formé de deux groupes distincts : d'une part, le groupe

1. Ce qui faisait dire à VAILLANT-COUTURIER, *L'Humanité*, 9 décembre 1921 : « Sur 21 conditions, la motion Longuet en repousse 17 ». *Cf.* aussi la « Déclaration du Comité de la Reconstruction » publiée dans *L'Humanité* du 16 décembre 1920.

qui s'est rassemblé autour de Paoli, secrétaire de la section du XIV[e] arrondissement à Paris, L. Blum, Mayéras et Bracke pour rédiger une motion destinée à s'opposer à la fois à la motion Cachin-Frossard de la tendance pour l'adhésion à la III[e] Internationale et à la motion Longuet du centriste Comité de la Reconstruction ; d'autre part le groupe de *La Vie Socialiste* dont l'animateur est P. Renaudel. Au départ de la campagne, les deux groupes ne se confondent pas : le premier est un groupe de rencontre, sans armature et sans perspective pratique, puisqu'il vise exclusivement à élaborer un texte doctrinal sur lequel seraient susceptibles de se compter les militants socialistes résolument hostiles pour des raisons théoriques à la bolchevisation du socialisme français ; le second par contre est un groupe plus structuré, ayant journal et organe de direction, bref l'un de ces Comités de « tendance » comme le P.S. en a tant. Mais si les deux groupes ne se confondent pas tout d'abord et prennent soin de rappeler, à l'occasion, combien ils sont distincts — l'un ayant plus particulièrement charge de mener la bataille idéologique, l'autre ayant plus particulièrement souci d'organiser la lutte pratique, ils finissent néanmoins par se rencontrer dans le Comité de résistance socialiste dont le Manifeste est publié par *L'Humanité* du 6 décembre, après que le 13 novembre *L'Humanité* ait rendu publique la décision de *La Vie Socialiste* de soutenir la motion Blum-Paoli.

Cependant, le groupe Renaudel continue à avoir l'initiative de la manœuvre politique proprement dite. Déjà, quand était arrivé le télégramme de Cachin et Frossard annonçant leur adhésion personnelle à l'I.C., Renaudel avait tenté de soulever le groupe parlementaire. Et Frossard, au Congrès fédéral de la Seine, croit pouvoir, dans une déclaration retentissante publiée par *L'Humanité* du 29 novembre, dénoncer les préparatifs de scission qui sont menés « dans les coulisses du restaurant Bonvalet ».

Mais si les manœuvres, même subalternes, ne sont pas négligeables, l'essentiel, à cette étape du combat contre l'adhésion du Parti à l'I.C., c'est l'effort pour mettre en lumière ce qui sépare radicalement le socialisme français du bolchevisme, et cet effort, il revient à L. Blum d'y attacher son nom[1].

On ne saurait en effet surestimer le rôle du futur chef de la S.F.I.O. à cette étape ultime où se consomme la scission. L. O. Frossard l'a souligné : « L. Blum vient me voir au siège du parti, dans le vieux local exigu du 37 de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, quelques jours après la réunion du Cirque de Paris. Nous causons. Ce sera, je crois bien, notre dernière conversation avant le drame de Tours... Son opinion est faite. C'est un parti nouveau que nous allons former ; il restera fidèle à l'ancien »[2]. De l'importance de son rôle, l'intéressé d'ailleurs fut lui-même conscient : « C'est sur le fanatisme doctrinaire de quelques hommes dont j'ai été que s'est brisée en 1920 la vague communiste »[3]. Et ses amis aussi : « L. Blum

1. Sur Léon Blum, *cf.* l'ouvrage majeur de G. Ziebura, *Léon Blum Theorie und Praxis einer sozialisticher Politik*, W. de Gruyter, Berlin, 1963.

2. L. O. Frossard, *De Jaurès à Lénine*, p. 160.

3. L. Blum, *Le P.S. et la participation ministérielle*, p. 9, discours prononcé au Congrès National extraordinaire du P.S. (S.F.I.O.) le 10 janvier 1926 (Éd. de la Nouvelle Revue socialiste, 1926).

a donné en 1920 toutes les raisons doctrinales de fond qui faisaient que les chefs éprouvés ne pouvaient pas adhérer à la IIIe Internationale »[1].

La vie antérieure de Léon Blum — il a déjà 48 ans en 1920 — autorisait-elle donc à augurer pareil destin ? Certes, si l'on s'en tient au méchant portrait auquel la rumeur publique dit qu'il servit de modèle, celui du Lucien Lévy-Cœur de *La Foire sur la Place* — 5e tome du *Jean-Christophe* de R. Rolland, son condisciple à l'École Normale —, on ne voit pas très bien comment en dégager l'homme politique de 1920[2]. Mais c'est interpréter avec lourdeur des traits et des manières qui ne sont que de jeunesse.

Il est vrai qu'aux alentours de sa vingtième année, L. Blum se mêla avec bonheur au milieu « dandy » épris d'élégance, de raffinement intellectuel et de bizarreries esthétiques. Critique de la *Revue Blanche*, il alimente les exclusives, les artifices et les dédains qui donnent à ses amis et à lui-même le sentiment délicieux d'appartenir à un cénacle très fermé.

Mais ceci est le fait, outre d'une nature artiste, et qui demeura toujours attirée par les œuvres de l'esprit, d'une réaction naturelle à une enfance où il reçut de toutes autres leçons. Né au sein d'une famille de bourgeoisie moyenne[3], L. Blum y a respiré l'atmosphère très particulière de ces foyers israélites où l'aisance très réelle ne se manifestait que discrètement, où la piété très vive s'associait à la largeur d'esprit, où l'austérité des mœurs se réchauffait par la pratique à lointaine résonance religieuse de deux vertus considérées comme essentielles : la charité et la justice. Il est indiscutable qu'une fois passés les émois dus à la découverte d'un Paris mondain qui sut lui faire fête, L. Blum a retrouvé en lui-même, intact, un dépôt accumulé de goûts, de sentiments et de valeurs anciens, dépôt qui a nourri ses constants soucis éthiques et façonné ce qui rappelle en lui le « Juste » de la tradition hébraïque[4].

Bref, c'est ce double thème — d'une enfance fervente et pure, d'une jeunesse plus fiévreuse et avide de sensations rares — qu'on retrouve orchestré dans l'adhésion première de L. Blum à l'anarchisme : exigence d'une âme généreuse, la réflexion sociale se veut colorer du panache et de la fantaisie qui plaisent à un esprit délicat. C'est d'ailleurs le style de l'époque. Certes, par nature, L. Blum est déjà peu porté vers le conformisme et l'adhésion à l'ordre établi : « Le fonds de ma nature d'enfant était l'insubordination, la révolte contre toute autorité », confiait-il un jour[5]. Mais que cette révolte ait trouvé son compte dans l'anarchie, c'est

---

1. Le Troquer dans un entretien avec l'auteur le 4 mars 1958.

2. H. Guilbeaux : « L. Blum, le Lévy-Cœur portraituré par Romain Rolland » (*L'Internationale Communiste*, n° 10, mai 1920, p. 1536). Ce portrait est d'ailleurs une des pièces qui figurent au procès d'antisémitisme qu'on a intenté à Rolland (*cf.* sur ce procès, J. Robichez, *R. Rolland*, p. 36-37, 41-44. On ne peut en effet qu'enregistrer ces lignes, datées du 28 mars 1895, extraites du « Journal intime » (30, inédit) : « Je sens chez eux [les Juifs] des ennemis (inconscients) de la pensée, des croyances, de l'âme profonde de la nation ; ennemis arrogants et grossiers, contre qui se prépare la revanche »).

3. Le père est un petit industriel. Parler à son propos de « grande bourgeoisie d'affaires » est une erreur. *Cf.* Vichniac, *L. Blum*, chap. i.

4. Dans un livre discutable, Colette Audry a eu néanmoins le mérite, sinon de bien situer l'homme politique, du moins de comprendre l'homme : l'intuition est fine qui la conduit à donner à son étude sur L. Blum le sous-titre : *La politique du Juste* (Julliard, 1955).

5. Rapporté par L. Lévy, dans *Comment ils sont devenus socialistes*. Deux incidents de jeunesse en témoignent : son départ de l'E.N.S. et ses démêlés avec un examinateur de la Faculté de Droit (*cf.* Vichniac, *op. cit.*, chap. ii).

une solution qui lui est commune avec beaucoup d'autres intellectuels de ce temps : Bernard Lazare, Félix Fénéon[1], secrétaire de la *Revue Blanche*, la partagent. On a d'ailleurs déjà noté comment, en ces dernières décennies du XIXe siècle, artistes, écrivains, médecins, ces « hors-cadres », — hors les cadres sociaux de la hiérarchie universitaire par exemple — se tournent plus volontiers vers les formules anarchistes qui respectent et exaltent leur position à faible intégration sociale, que vers le socialisme plus exigeant quant aux indéterpendances collectives[2].

L'anarchisme est donc à cette date l'attitude intellectuelle la plus en vogue dans le milieu étroit mais caractéristique qui fait les réputations — du moins à court terme et à Paris. L'anarchisme n'est pas cependant qu'une mode : L. Blum y restera longtemps fidèle puisqu'il écrit sa première profession de foi d'anarchiste individualiste en 1892[3] et qu'en 1900, il dira encore du livre de Max Stirner, *L'unique et la propriété*, que c'est le livre « le plus hardi, le plus destructif, le plus libre que la pensée humaine eût encore créé »[4]. De cette insistante fréquentation de l'univers anarchiste — limitée, il est vrai, au seul plan des idées, et de quelques hommes, dont Grave — témoigne l'écrit le plus considérable de L. Blum à l'époque, les *Nouvelles Conversations de Gœthe avec Eckermann*[5], où la pensée comme le style se réclament de celui qui inspire alors tout le courant de l'anarchisme littéraire, Maurice Barrès[6].

Déjà cependant, alors même qu'il garde encore dans certains « secteurs réservés » ses attirances et ses goûts de jeunesse, Léon Blum a connu et embrassé le socialisme. A quel propos ? L'Affaire Dreyfus. Par quels intermédiaires ? L. Herr et Jaurès. C'est en effet dans la période qui va de septembre 1897 à septembre 1898 que Blum s'initie aux mécanismes de la politique active, prenant parti avec passion dans la cause qui déchire la France et le touche à tant de titres. Par cet engagement même, il est amené à renouer avec le groupe des universitaires socialistes dont il s'était éloigné en quittant l'École Normale, et notamment avec L. Herr, dont il dira que « déjà mêlé à toute la vie socialiste, inscrit chez les allemanistes, [il] a cristallisé toutes les tendances diffuses en moi et a opéré le revirement de mon esprit individualiste et anarchiste vers le socialisme »[7].

De Herr à Jaurès, le pas est tôt franchi ; les relations personnelles vite étroites entre Jaurès et Blum ne seront jamais néanmoins de style « maître à disciple »[8] ; car la manière dont L. Blum adhère au socialisme reste marginale, comme l'avait été son adhésion à l'anarchisme. En ce

---

1. Plus tard, l'un des accusés du procès anarchiste des « Trente ». F. Fénéon a donné son nom à un prix toujours apprécié dans le monde des lettres et de la peinture.
2. *Cf.* 1re partie, 1, 3.
3. L. Blum, *Les progrès de l'apolitique en France*. Cité par M. Vichniac, *op. cit.*, p. 22.
4. L. Blum, *La Revue Blanche*, 11 janvier 1900. Article reproduit dans *L'Œuvre de L. Blum* (*O.L.B.*), I, 73 (Éd. A. Michel).
5. Dont la plupart des chapitres parurent dans *La Revue Blanche* entre 1894 et 1901. Le livre sortit sans nom d'auteur en 1901 aux éditions de la Revue Blanche. L. Blum y fait parler Gœthe pour exprimer ses propres opinions en matière de politique, de littérature et d'art.
6. Du 7 octobre 1897 : « Gœthe m'avait exprimé à maintes reprises au cours de sa lecture la sympathie et l'admiration que lui inspirent *Les Déracinés* et il a toujours éprouvé pour Barrès une prédilection particulière » (*Nouvelles conversations...*, *O.L.B.*, 1, 219).
7. Cité par M. Vichniac, *op. cit.*, p. 56.
8. « L. Blum, disciple ou élève de Jean Jaurès ? Non, non ! Ni élève, ni disciple que de lui-même » (Bracke-Desrousseaux, Préface, *O.L.B.*, 1, 341).

sens que L. Blum, passant de l'anarchie au socialisme, ne croit pas indispensable, pour marquer sa conversion, d'emprunter le style de vie du militant. Conseiller d'État, il met volontiers ses compétences juridiques et administratives au service de son parti, au titre de technicien, de spécialiste, mais point d'homme politique[1]. Certes, Blum assista à des Congrès socialistes, celui de la salle Japy en 1899 où il représente le groupe de « l'unité socialiste », celui de la salle du Globe en 1905 ; certes, il rédigea des textes de circonstance, comme ces fascicules de la Bibliothèque socialiste sur *Les congrès ouvriers et socialistes français*[2] ; certes enfin, il assista très régulièrement, une fois par mois environ, aux réunions de sa section[3]. Mais ce ne sont là qu'activités secondes dans une vie consacrée surtout au travail professionnel et aux délassements littéraires.

Il reste que, même dans ces limites, l'apprentissage socialiste de L. Blum s'est fait dans les cadres du socialisme d'avant la première guerre mondiale : du socialisme de la IIe Internationale, où la lecture et la méditation approfondie des ouvrages de Marx n'étaient pas une entreprise exceptionnelle et dérisoire[4] ; du socialisme français où la question centrale était celle de l'unité.

Quand L. Blum, en effet, vient au socialisme, celui-ci s'est, en France, engagé dans une première tentative d'unification de ses diverses tendances : tentative vouée à l'échec mais qui n'en marque pas moins fortement le néophyte[5].

D'emblée, L. Blum est gagné à la cause de l'unité : bien qu'il fût évidemment plus près de Jaurès avec qui il entretient des rapports d'amitié très suivis que de Guesde dont il écrivait que « comme Robespierre, [c']est un prêtre »[6]. Aussi, après 1905 où l'unité est acquise, ne prendra-t-il part à nouveau à un congrès socialiste qu'à Bordeaux en octobre 1917 où l'unité est à nouveau menacée. C'est que, dans les déchirements provoqués par la politique d'Union Sacrée, L. Blum, qui n'est pas un politicien professionnel, est bien placé pour dégager une plate-forme susceptible de maintenir la cohésion du parti. Entouré d'un petit groupe d'amis (représentant au total, au Congrès d'octobre 1918, 181 voix !) qui, comme lui, n'ont pas été mêlés directement aux querelles politiques d'avant-guerre ; qui, comme lui, n'ont accepté les contraintes de la vie militante qu'à la mort de Jaurès et dans le cadre des fonctions publiques où le Parti socialiste a délégué depuis la guerre ses techniciens — L. Blum, que sa myopie rend impropre au service armé, est, entre août 1914 et décembre

1. Du 25 mai 1898 : « Un parti politique ne peut vivre et réussir qu'autant qu'il a formé des spécialistes » (L. Blum, *Nouvelles Conversations...*, *O.L.B.*, I, 232).

2. Fascicules nos 6 et 7 de la collection La Bibliothèque socialiste, éditée par la Société nouvelle de Librairie et d'édition, qui fut le terrain de rencontre de tous les grands universitaires socialistes (*cf.* H. Bourgin, *De Jaurès à L. Blum. — L'École Normale et le politique* — Repris dans *O.L.B.*, I, 391-491).

3. M. Vichniac, *op. cit.*, p. 111.

4. « Les ouvrages de Marx étaient parmi ses livres de chevet. Cependant ce n'est pas Marx qui l'a amené au socialisme, c'est Herr et Jaurès, contrebalançant l'influence des marxistes français » (M. Vichniac, *op. cit.*, p. 59).

5. « Ce Congrès [de 1899] a fait de grandes choses et il marquera une date dans l'histoire puisqu'il a décrété l'unité du parti socialiste en France » (*Nouvelles conversations...*, 4 janvier 1900, *O.L.B.*, I, 286-287).

6. 14 octobre 1898, *Nouvelles conversations...*, *O.L.B.*, I, 253. *Cf.* aussi ce qu'écrit L. Blum de « l'animosité de Guesde à l'égard de Jaurès » en 1899, *id.*, p. 290.

1916, le chef de cabinet de Marcel Sembat dont il partage, moins dilettante cependant, le goût des choses de l'art et de l'esprit —, le futur leader de la S.F.I.O. s'efforce de rapprocher les points de vue entre la minorité et la majorité : cet objectif demeure le sien quand, en 1919, il entre au Conseil d'administration de *L'Humanité* ou il travaille à rédiger le nouveau programme du Parti.

Or cet essai pour empêcher la cassure, L. Blum le conduit dans l'esprit où il pense que Jaurès l'aurait conduit : dans un esprit de fidélité à la doctrine mise au point avant-guerre dans les congrès socialistes : « La tradition, avait-il écrit, n'est pas l'immobilité, elle exprime la continuité de la nature et de l'histoire »[1].

De cet esprit de fidélité, L. Blum croyait avoir fait preuve tout au long de la guerre, en maintenant le postulat jauressiste sur les rapports nécessaires du patriotisme et de l'internationalisme[2] : internationaliste en effet — il avait, quoi qu'il lui en coutât, rompu avec Barrès devenu chauvin[3] —, mais patriote — il avait ressenti avec force le caractère exceptionnel de l'élan qui fait brusquement se lever la France envahie —[4], il était donc demeuré partisan sans réserve de la défense nationale aussi longtemps que le pays serait occupé.

De même, maintenant que la question posée était celle de la révolution : en Russie, en France et dans le monde, L. Blum ne cessait de répéter que le choix proposé au P.S. ne se situait pas au niveau de l'alternative : réformes ou révolution.

La révolution en Russie ? L. Blum rend volontiers hommage à l'entreprise de Lénine. Il suit de près la politique bolchevique dont il se tient informé par L. Herr : celui-ci est en rapport direct avec des hommes comme Gorki. Mais, se gardant de combattre cette politique pour la Russie où elle est peut-être nécessaire, L. Blum se refuse en revanche à en admettre le cours, les modalités et les formes pour la France. Est-ce à dire qu'il

---

1. 14 octobre 1898, *Nouvelles conversations*, *O.L.B.*, I, 251. L. O. FROSSARD, dans son discours au Congrès de Tours (*Cpte-r. stén.*, p. 333), conscient de ce que la tentative de L. Blum — « démontrer que notre politique socialiste, telle que nous l'avons définie [nous, les partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale] est en rupture avec toute la tradition socialiste française » — était susceptible de trouver un écho dans les milieux où l'implantation socialiste était ancienne, souligna que « le respect de la tradition socialiste ne peut à aucun degré nous condamner à nous figer dans l'immobilité du dogme ». Et il cite Jaurès : « Être fidèle à la tradition, ce n'est pas se retourner vers les siècles éteints comme pour contempler une longue chaîne de fantômes, mais au contraire se diriger de toutes ses forces vers l'avenir, comme c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source ».

2. L. Blum fait mérite à Jaurès d'avoir résolu la contradiction entre patriotisme et internationalisme : « Lorsque l'action publique de Jaurès a commencé, la contradiction était patente » (L. BLUM, *Idée d'une biographie de Jaurès*, conférence à la 3e commémoration de la mort de Jaurès le 31 juillet 1917 dans le cadre de la Société des Amis de Jaurès). On a vu — Ire partie, I, 1 — que la solution jauressienne était en fait plus verbale que réelle.

3. *Cf. O.L.B.*, I, 79, une étude sur Maurice Barrès, à propos de son ouvrage *Au service de l'Allemagne :* « Quand je vois [Barrès] poser en fait qu'entre le Français et le ' Germain ', il y a une différence foncière de qualité, de nature, d'essence, quand je l'entends parler du ' Germain ' à peu près comme un explorateur revenant d'Asie centrale pourrait parler des civilisations ou plutôt des barbaries étrangères qu'il traversa, je ne me sens aucun goût à lui opposer des noms, des exemples ou des raisons. Objecter, faire l'effort de réfuter, ce serait admettre la légitimité, la possibilité d'une discussion à laquelle on ne peut qu'opposer une sorte de question préalable ».

4. *Cf.*, citée par C. AUDRY, *op. cit.*, p. 52-53, cette déclaration de L. Blum à Riom : « Je vois que j'ai préparé les esprits en France à cette conception de l'Unité française qui aurait dû être aussi belle qu'elle l'a été dans les premiers mois de 1914, car c'est un spectacle qui laisse à tous ceux qui l'ont connu un souvenir inoubliable ».

renonce du même coup à toute perspective révolutionnaire pour son propre pays ? Non : au contraire.

Sans doute L. Blum admet-il que d'aucuns soient à ce point préoccupés de faire à un moment donné tout ce qui peut être fait pour soulager la peine des travailleurs qu'ils en oublient de regarder au loin : « Il faudra vérifier si... quelques-uns de nos amis syndicalistes n'ont pas été victimes [...] de ce que j'appellerais l'illusion constructrice, s'ils n'ont pas attaché une valeur excessive de propagande — soit sur les milieux ouvriers, soit même sur l'ensemble de l'opinion — à des projets définis et précis de réorganisation économique »[1]. Mais pour lui, le titre de socialiste perd toute signification s'il est vidé de son contenu révolutionnaire. « La révolution est un phénomène naturel », avait-il écrit en 1898[2]. Et il répète en 1919 : « Que la révolution soit, par elle-même, condamnable et criminelle dans un pays de constitution démocratique et de suffrage universel, c'est la thèse allemaniste ; ce n'est pas la nôtre. Que le progrès républicain et la réforme amiable doivent finir spontanément par rejoindre peu à peu l'idéal socialiste, c'est l'ancienne thèse de Millerand, ce n'est pas la nôtre »[3].

C'est donc — il faut le souligner fortement car L. Blum en 1920 n'est pas un Bernstein français[4] — dans les cadres d'une entreprise révolution-

---

1. L. Blum, *La jeunesse socialiste*, n° 2, 1er juin 1920.
2. 14 octobre 1898, *Nouvelles conversations...*, *O.L.B.*, 1, 252.
3. L. Blum, *L'Humanité*, 15 novembre 1919. A vrai dire, sur le cas Millerand, la position de L. Blum n'a pas toujours été aussi catégorique. En 1899, dans les *Nouvelles conversations*, après avoir fait la part des choses — « Tout le monde reconnaissait que Millerand avait eu tort d'entrer au ministère sous sa responsabilité personnelle, sans l'assentiment de ses amis ; que la collaboration d'un socialiste au pouvoir, en principe, n'est pas désirable ; que, pourtant, dans des circonstances exceptionnelles, un tel acte, régulièrement autorisé par le parti, pourrait peut-être se renouveler » —, il écrivait ensuite : « Je n'aime pas Millerand, et je ne suis pas sûr qu'en acceptant un portefeuille il n'ait obéi qu'à des considérations désintéressées. Mais je soutiens que l'acte de Millerand, une fois dégagé des circonstances et des considérations de personne, n'était nullement en contradiction avec la notion révolutionnaire de la lutte de classe, qu'il était au contraire un exemple, un modèle, un type d'acte révolutionnaire ». Acte révolutionnaire dont Blum donnait une définition assez lénitive : « Tout acte qui me paraîtra devancer notablement le cours régulier de l'évolution politique et qui par cela même sera de nature à frapper violemment les imaginations, à multiplier l'espoir populaire, à frapper d'une appréhension soudaine la paresse bourgeoise » (*O.L.B.*, I, 289-290). Il est d'ailleurs intéressant de voir comment Blum élargissait le cas Millerand et prévoyait ce qui va effectivement se produire après la première guerre mondiale, la constitution de partis ou de groupes se situant à la charnière du radicalisme et du socialisme : « Tôt ou tard, il se formera, entre les anciens partis et le Parti socialiste, un groupe intermédiaire, destiné à faciliter la propagande, à amortir les choses, à pratiquer d'avance l'ensemble des progrès compatibles avec les formes actuelles de la propriété. Une telle action est indispensable pour que le passage de la propriété individuelle à la propriété collective soit tranquille, pacifique et durable. Or ce n'est pas aux partis libéraux ou radicaux qu'on peut s'en remettre pour jouer ce rôle nécessaire, mais à une sorte de dissidence socialiste qui partira comme en mission, pour préparer les consciences et les lois aux changements nécessaires » (*id.*, p. 290). Il reste que vingt ans après avoir écrit ces lignes, dans la tourmente de l'après-guerre, Blum est moins circonspect et remet avec force l'accent sur ce qui sépare socialisme et radicalisme. Ce qu'il redira en 1927 : « Alors que le radicalisme n'envisage qu'une suite de réformes lentes et continues, nous pensons, nous, que la transformation sociale ne saurait être le résultat d'une série de réformes additionnées, et qu'un jour ou l'autre, après avoir progressivement amendé par ses contours la société actuelle, il faudra s'attaquer, par un acte décisif et catégorique, aux principes qui en sont le cœur et la substance » (*Radicalisme et socialisme*, p. 18).
4. D'autant que les circonstances auxquelles l'un et l'autre ont à faire face sont radicalement différentes. Bernstein cherche à adapter le socialisme à cette longue période de paix internationale et de développement économique qui s'étend en Europe de 1871 à 1914. L. Blum, lui, pense et agit dans le cadre de la crise mondiale d'après la première guerre ; c'est pourquoi Vichniac écrit à juste titre : « Pour apprécier à leur valeur le ' Programme d'action ' et les ' Commentaires ' qui l'accompagnaient, il faut se reporter au moment où ils furent présentés par L. Blum. C'était la période d'enthousiasme pour le bolchevisme, l'ère héroïque du ' communiste militant '. Les Bolcheviks avaient déjà brisé le ' cordon sanitaire '... La foi apocalyptique

naire que le chef de l'opposition à la IIIe Internationale entend maintenir le socialisme[1].

Mais qu'est-ce que la révolution sociale ? « Ce n'est rien de plus et rien de moins que la substitution d'un mode de propriété à un autre... C'est cette substitution, quel que soit le moyen qui la procure, qui est par elle-même et en elle-même la révolution »[2]. Or pour réaliser cette modification radicale des rapports de production, il ne suffit pas que le prolétariat s'empare du pouvoir politique : « La prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas à elle seule et par elle-même la révolution »[3]. Il faut encore que toute l'évolution sociale antérieure ait rendu possible une telle appropriation collective des moyens de production. Réfléchissant sur l'aventure blanquiste à propos du livre de Geffroy, *L'Enfermé*, L. Blum en 1897 écrivait déjà : « L'homme qui, dans les casemates de Morlaix, contemplait sans fin l'horizon céleste dut sentir qu'on ne force pas la nature, et que ni l'habileté, ni la violence, n'accélèrent l'évolution lente des sociétés »[4]. Que toute l'évolution sociale y ait préparé ? Cela signifie-t-il platement que le chef révolutionnaire doit avoir supputé avec sagacité le moment stratégique optimum — du point de vue des rapports de force entre les classes — auquel monter à l'assaut décisif du vieux monde ? Pas du tout. La préparation dont il s'agit ne se conçoit pas en terme militaire ou politique, elle se conçoit globalement, en terme de croissance économique-sociale. Elle ne vise pas à « réussir » le Coup d'État — problème circonstanciel relativement aisé à résoudre —, mais à donner à la révolution, une fois franchi le stade de la prise du pouvoir, toutes chances de porter ses fruits. Conception qu'on trouve déjà dans les écrits de jeunesse : « La

---

en la possibilité d'édifier le socialisme sur les ruines de la guerre mondiale s'était infiltrée dans le Parti socialiste français » (VICHNIAC, *op. cit.*, p. 125).

1. Ce souci de maintenir le socialisme dans une perspective révolutionnaire, L. Blum y demeurera fidèle d'autant plus qu'il considère que « la puissance d'attraction, de contagion intellectuelle ou sentimentale qu'a possédée le communisme à ses débuts, et qu'il n'a pas totalement perdue, s'explique par son arrogante prétention à monopoliser la volonté révolutionnaire » (« Le bolchevisme et nous », *Le Populaire*, 15-3-1927). A Tours, Blum insistera encore sur le fait que sa position est bien une position révolutionnaire : « Je ne connais qu'un socialisme, le socialisme révolutionnaire, puisque le socialisme est un mouvement d'idées et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété, et que la révolution, c'est par définition, cette transformation même » (L. BLUM, *Pour la Vieille Maison*, intervention au Congrès de Tours, Paris, 1936, p. 23). Dans le même sens, J. Zyromski — qui devait adhérer beaucoup plus tard au Parti communiste français — écrit à l'auteur du présent ouvrage le 1er février 1957 : « En 1920, au moment de la crise socialiste qui aboutit à Tours, il y avait au sein du Parti encore unifié des éléments qui ont refusé l'adhésion à l'I.C., non parce qu'ils étaient ' révisionnistes ' ou ' réformistes ', mais parce que, sur des points essentiels, ils se séparaient de certaines conceptions propagées sans mesure et sans nuance par les partisans français de la IIIe Internationale ». Et commentant son propre exemple : « A la scission, je suis resté au P.S. (S.F.I.O.), je n'ai pas voulu voter l'adhésion à l'Internationale ni aller au P.C. J'avais deux désaccords graves avec le P.C. : 1° la conception des rapports entre le Parti politique et les organisations syndicales ; 2° la question de la défense nationale ».

Ce souci de maintenir ouverte la perspective révolutionnaire, c'était bien la tradition de Jaurès dont Sembat rappelait à ce même Congrès de Tours qu'il « imposait à ses amis les plus réformistes le respect de l'éventualité révolutionnaire ». « J'ai vu... des hommes d'une admirable formation intellectuelle... qui disaient à Jaurès : ' Oui, mon ami, nous sommes avec vous ; faites simplement un geste, dites un mot, dites le mot qui nous permettra en toute sécurité de conscience de vous donner publiquement notre adhésion, dites que vous n'attendez la transformation sociale que des voies légales ! ' Et Jaurès leur a toujours dit : ' Je ne ferai pas cette déclaration ' » (*Cpte-r. stén.*, p. 176-177).

2. *Commentaires sur le programme d'action du P.S.*, p. 7-8.

3. *Id.*, p. 8.

4. *La Revue Blanche* du 1er février 1897, *O.L.B.*, I, 33.

révolution ne gagne pas de temps sur l'évolution régulière... Une révolution paraît supprimer des intermédiaires qui se retrouvent après elle, par une revanche rétroactive des lois de l'histoire. Seulement, si la révolution n'eût pas été faite, ces états intermédiaires eux-mêmes n'eussent pas été réalisables »[1].

La pensée est claire : évolution — révolution — évolution, l'histoire est dialectique, et n'exclut aucun rythme. Évolution en vue de la révolution ? Qu'est-ce que cela implique dans l'immédiat pour le Parti socialiste ? « La doctrine traditionnelle... : nous pensons que la forme et que le mode de la révolution elle-même sont liés, et liés d'une façon nécessaire, au degré d'organisation matérielle et morale du prolétariat, c'est-à-dire à la puissance de son recrutement, à la solidité de ses cadres, à la foi spirituelle qu'il possède dans sa destinée historique. Nous pensons d'autre part que ces formes et modes de la révolution sont liés à l'état d'évolution de la société capitaliste elle-même »[2]. D'où l'élaboration, dans la perspective d'une révolution ultérieure, d'un « programme positif d'action » susceptible « d'accroître la puissance d'organisation du prolétariat», «d'aménager le plus profondément possible la société capitaliste d'aujourd'hui dans le sens de la société collectiviste de demain ». C'est l'esprit même du « Programme » qu'une commission socialiste a préparé en 1919 sous la direction de L. Blum à l'occasion de la campagne électorale. Programme qui ne vise pas à renouveler la doctrine socialiste, mais à mettre au point en fonction de la guerre et de ses ravages les propositions concrètes que le Parti socialiste entend soumettre à la nation pour aider à son redressement[3].

Ces éclaircissements nécessaires ne sont pas néanmoins suffisants : car enfin, ce programme, est-il seulement d'agitation et de propagande, au mieux d'enseignement et d'éducation populaire, ou bien faut-il le concevoir comme susceptible d'une application réelle ?

La question n'est pas oiseuse : dans un pays de régime parlementaire où le Parti socialiste entre dans le jeu des élections, comment ne pas envisager l'éventualité que se pose à lui le problème de sa participation directe, ou tout au moins d'un soutien conditionnel, à l'œuvre gouvernementale? Certes, en 1919, le Parti socialiste tout entier et L. Blum en particulier ne sont pas enclins à retenir l'hypothèse, gardant de l'Union Sacrée un souvenir mitigé. La présence de ministres socialistes dans les cabinets de guerre a peut-être contribué au renforcement de la défense nationale : elle a sans nul doute été néfaste au Parti qui s'en est trouvé affecté dans son unité et entravé dans ses moyens de propagande. Au surplus, la rupture de décembre 1917 a finalement privé le Parti, au profit de Clemenceau, de l'honneur d'avoir mené la France à la victoire[4].

1. *Nouvelles conversations...*, *O.L.B.*, I, 252.
2. « Commentaires », p. 4. *Cf.* aussi L. Blum, *Radicalisme et socialisme*, p. 20. « Nous affirmons... que la possession du pouvoir politique ne produira son effet social que dans la mesure où un travail préalable aura développé l'aménagement favorable de la société actuelle et l'organisation des forces ouvrières ».
3. Sur le contenu de ce programme, *cf.* Ire partie, III, 6.
4. Sur les conditions dans lesquelles les socialistes sont sortis du gouvernement à la fin de l'année 1917, *cf.* Ire partie, I, 6. Thomas semble avoir espéré jusqu'au bout un replâtrage de l'Union Sacrée d'abord avec Painlevé, ensuite avec ou contre Clemenceau. Mais les minoritaires ont fait échouer les efforts de L. Blum et de Herr pour faire accepter au parti socialiste l'offre

Il reste que même à cette date — et ce sera encore plus vrai dans les années suivantes où L. Blum sera porté à expliciter toute sa pensée sur ce point — il faut répondre de ce que serait l'attitude socialiste dans une conjoncture parlementaire où le parti aurait la possibilité d'appliquer son programme de réformes. C'est alors que point la célèbre distinction, établie par Blum, entre l'exercice du pouvoir et la prise du pouvoir[1].

L'exercice du pouvoir en régime capitaliste, c'est simplement un corollaire fortuit de l'action parlementaire : il n'a pas de caractère révolutionnaire ; il doit en conséquence se pratiquer dans un sens conforme à la légalité républicaine : « Je ne suis pas, dira-t-il plus tard, un légalitaire en ce qui concerne la conquête du pouvoir, mais je déclare catégoriquement que je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. Je pense que si, par l'effet du jeu parlementaire, dans le cadre des institutions existantes, dans le cadre de la constitution actuelle, nous étions appelés à exercer le pouvoir, nous devrions l'exercer légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence à l'intérieur du gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir »[2].

Voilà pour ce qui est de la phase d'évolution préparatoire à la révolution. Qu'en est-il maintenant pour la phase d'évolution qui doit la suivre ? L. Blum affirme sans ambages qu'il se prononce pour que s'y exerce la dictature du prolétariat. La déclaration est nette : « Lorsqu'un régime nouveau, qu'il soit politique ou social, peu importe, a renversé le régime existant, ce mouvement est condamné d'avance à l'échec s'il s'en remet immédiatement, pour se justifier et se légitimer, aux institutions du régime politique, économique ou social qu'il vient d'abolir »[3]. Ainsi, entre la destruction du régime balayé et l'instauration légale du régime nouveau, s'intercale une période intermédiaire de dictature « qui, dans le cas de la révolution sociale, sera la dictature impersonnelle du prolétariat »[4]. Plus tard encore, Blum répétera : « L'histoire nous enseigne que toute révolution politique, c'est-à-dire le passage d'un régime politique à un

---

de participation de Clemenceau. Quoi qu'il en soit, il n'y aura plus, à partir de cette date et jusqu'en 1936, de socialistes au gouvernement.

1. Il n'est pas inutile — mais ce n'est pas ici le lieu —, de joindre, pour analyser la pensée doctrinale de L. Blum en 1920, aux textes fondamentaux antérieurs à cette date — notamment les *Commentaires sur le programme d'action du P.S.*, discours prononcé le 21 avril 1919 au Congrès national extraordinaire du P.S. et publié en une brochure de 23 pages à Paris, en 1919, par la « Librairie du P.S. » — des textes postérieurs, notamment : *Le Parti socialiste et la participation ministérielle*, discours prononcé au Congrès national extraordinaire du Parti socialiste (S.F.I.O.) le 10 janvier 1926 et publié la même année aux Éditions de la Nouvelle Revue socialiste ; *Radicalisme et socialisme*, Librairie du Parti socialiste (1927) ainsi que la suite d'articles publiés en mars 1927 dans *Le Populaire* sous le titre *Le bolchevisme et nous*. Il n'y a pas en effet solution de continuité entre tous ces textes qui s'éclairent mutuellement.

2. L. Blum, *Le Parti socialiste et la participation ministérielle*, p. 4. La distinction très nette qu'il établit entre l'exercice du pouvoir et la prise du pouvoir est liée chez Blum à toute son expérience de haut fonctionnaire et de juriste. Il faut se souvenir que, dès la fin de 1918, il publiait chez Grasset un important ouvrage intitulé *Lettre sur la Réforme gouvernementale* où il proposait des aménagements techniques susceptibles d'améliorer le travail gouvernemental dans le cadre du régime existant. L. Blum est revenu à de nombreuses reprises sur la distinction entre exercice du pouvoir et prise du pouvoir, distinction qu'il considérait comme sa contribution personnelle au marxisme et au socialisme. *Cf.* sa conférence prononcée à l'École Normale le 30 mai 1947 et publiée sous le titre « Exercice et conquête du pouvoir » dans la *Revue Socialiste*, n° 15 (novembre 1947).

3. L. Blum, *Commentaires...*, p. 10.

4. *Id.*

régime différent a presque toujours comporté ce que j'appellerai une vacance de légalité, les institutions anciennes étant renversées, les institutions nouvelles n'étant pas en état de fonctionner. Ces périodes de vacance de la légalité sont, par définition, des périodes de dictature »[1]. Conclusion : « Nous voyons dans la dictature du prolétariat un corollaire presque inévitable de la révolution prolétarienne »[2].

Mais cette « dictature du prolétariat » est réduite, dans la pensée de L. Blum, à une « nécessité empirique et provisoire », d'autant plus limitée dans sa durée et ses moyens que l'heure de la prise du pouvoir aura été plus opportunément déterminée. Si, d'aventure, elle était conçue pour compenser ce qu'il y aurait d'illusoire et de prématuré dans l'acte révolutionnaire initial, il adviendrait forcément que cette période de chaos, de tyrannie et de terreur se prolongerait inconsidérément, « marquant en réalité l'échec de la transformation sociale ».

Que Léon Blum ait précisé de cette manière sa conception « traditionnelle » des étapes qui doivent permettre à la classe ouvrière de faire passer l'humanité du stade de la société capitaliste à celui de la société socialiste, cela n'a pas seulement une importance quant à la perspective stratégique qu'il assigne à son Parti dans les années qui suivent la guerre. Cela entraîne aussi sa conception de la structure même du Parti. Le Parti doit accueillir dans ses rangs des hommes qui, par tempérament, par conviction, se préoccupent de l'une et l'autre étape. L'unité du Parti ne s'entend plus alors comme une revendication d'ordre sentimental, mais comme une considération théorique : « Le Parti est... en travail continuel entre deux points, deux pôles fixes : l'un qui est la société future, que nous prévoyons, que nous prédisons, que nous voulons réaliser ; l'autre, qui est la société présente, des flancs de laquelle nous voulons tirer cette société future... Eh bien, camarades, cela étant, est-ce qu'il n'est pas de toute nécessité, de nécessité pratique, de nécessité logique, qu'il existe entre nous, socialistes, une variété sans cesse renouvelée de pensées et de tendances, et que cette variété s'assemble selon deux tendances, deux courants essentiels ? Il y a le courant qui portera certains hommes vers un des pôles, vers le présent, vers le réel ; un second courant portera les autres vers le second pôle, vers la société future et idéale »[3]. Appliquant cette conception aux données réelles du Parti socialiste de 1919, L. Blum précise : « Ces deux courants sont nécessaires, si nécessaires que, pour vous dire toute ma pensée, je considérerais quant à moi, comme un très grand malheur que nos camarades kienthaliens nous quittassent demain. Et pourquoi ? Parce que, dans ma pensée, ils représentent d'une façon particulièrement précise cette force de contemplation vers l'avenir et vers l'idéal qui est une nécessité de la vie et du développement socialistes »[4]. D'où la conclusion : « L'unité, à chaque moment, de ce devenir du Parti socialiste, c'est simplement un équilibre entre les mouvements divergents, c'est la détermination d'une sorte de résultante des forces ».

On voit bien maintenant ce qui sépare le bolchevisme de 1920 et la

---

1. L. Blum, *Radicalisme et socialisme*, p. 19.
2. *Id.*
3. L. Blum, *Commentaires...*, p. 20.
4. *Id.*

« doctrine traditionnelle » réaffirmée à cette date par L. Blum. Ce n'est ni la vision critique de la société capitaliste, ni la définition des principes directeurs sur lesquels établir la société socialiste, ni le caractère nécessaire d'une révolution qui, en instituant la dictature du prolétariat, permettra le passage de l'ancien au nouveau. Mais c'est le fait qu'entre toutes les hypothèses possibles sur les modalités, le rythme, les moyens, les circonstances du saut révolutionnaire, les Bolcheviks ne retiennent que l'éventualité d'une révolution mondiale à très court terme ; ils exigent en conséquence que les forces ouvrières soient directement préparées, par un parti d'un type spécial, à la prise du pouvoir politique, la dictature du prolétariat donnant par la suite le moyen de combler le retard possible de l'évolution économique. L. Blum, lui, se refuse à ce choix[1] et maintient les étapes qu'avaient retenues la IIe Internationale : celle de la maturation révolutionnaire de la société capitaliste par des réformes préalables de tous ordres, ce qui peut conduire les socialistes à assumer le pouvoir dans le cadre des institutions existantes ; celle de la conquête du pouvoir, « condition et prologue de la révolution sociale ».

Naturellement, il est inutile d'interroger l'histoire pour apprécier comment elle a tranché entre les deux thèses. Car l'histoire n'a pas donné, comme c'est le plus souvent le cas, de réponse assurée. Il n'y a pas eu de révolution mondiale, dans les années où fit rage la crise de l'après-guerre. Mais il n'y a pas eu non plus, par la suite, de révolution différée, s'il y a eu des réformes dont les socialistes furent les promoteurs : or de combien a pesé le poids de la référence bolchevique dans le combat des masses populaires pour les soutenir ?

Quoi qu'il en soit, il revient à L. Blum d'avoir ainsi mis en forme l'argumentation doctrinale sur laquelle se fonde en France le Comité de résistance socialiste contre l'adhésion à la IIIe Internationale : ce rôle, il le doit à ses capacités personnelles dans le maniement des idées ; il le doit aussi paradoxalement au fait qu'il est un « homme nouveau », moins offert au soupçon de parti-pris que Renaudel ou Sembat ; il le doit enfin au fait que ses pensées et ses actes sont, depuis qu'il s'est tourné vers le socialisme, imprégnés d'un souci d'unité, de conciliation, d'harmonisation des contraires, au prix même de quelque subtilité.

Or que ce soit L. Blum qui ait ainsi tenu le rôle de théoricien, non pas seulement du courant jauressiste, mais du socialisme français toutes tendances confondues, n'a pas été sans conséquence. Pour des raisons d'abord qui tiennent au style propre de l'homme : sa forme d'intelligence — analytique —, sa sensibilité nerveuse, son mode de vie n'en font pas un manieur de foules : il cause mieux qu'il ne harangue ; il convainc mieux qu'il n'entraîne et n'enthousiasme. Dans le climat de passion où le Parti

1. Dont il a une claire conscience. Il écrit en effet en tête des *Commentaires...*, p. 1 : « Loriot et ses amis ne nient pas d'une façon générale et absolue la valeur socialiste ou même révolutionnaire de la réforme. Ils admettent cette valeur — d'ailleurs limitée par l'existence même du régime capitaliste — en période normale. Mais ils la nient en fonction de circonstances données, de circonstances comme celles en face desquelles nous nous trouvons aujourd'hui. Loriot et ses amis pensent que nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un ensemble de conditions nationales et internationales telles que tout effort réformiste se retournerait en réalité contre l'intérêt immédiat du prolétariat lui-même... Par conséquent, tout à fait logique avec lui-même, le programme de Loriot ne se termine par aucun système de réformes positives ou transitoires ».

se déchire, Jaurès aurait peut-être fait triompher la passion de l'unité dont il était l'âme. L. Blum, lui, dit des choses judicieuses qui ne frappent que le jugement.

Mais surtout que ce soit L. Blum, un homme de 48 ans et qui se défend de toute innovation doctrinale, voilà qui explique cette forme d'un conflit de générations que prend finalement la lutte entre partisans et adversaires de la IIIe Internationale. Voilà qui explique aussi le fait, pas seulement théorique, mais circonstanciel, que le communisme apparaît comme relativement extérieur au socialisme[1]. Alors, en effet, qu'on aurait pu imaginer que la séparation se ferait en France selon les vieilles lignes de fracture que l'unité de 1905 avait mal effacées, il n'en a rien été : Guesde ne fut empêché que par la maladie de déployer les mêmes efforts que Blum. Le vieux leader fit cependant savoir qu'il soutenait un point de vue analogue[2].

Cette prise de position de Guesde, on l'a souvent tenue pour négligeable, considérant qu'au terme de sa vie, Guesde était trop affaibli pour envisager sainement les perspectives nouvelles qu'offrait le bolchevisme.

Il est vrai que Guesde était alors sérieusement malade. Rien ne permet néanmoins de négliger les opinions qu'il crut devoir émettre. D'autant qu'elles sont parfairement cohérentes avec son évolution du temps de guerre.

Encore convient-il d'interpréter correctement cette évolution. Guesde, s'est prononcé pour la défense nationale et la participation ministérielle socialiste, comme la majorité écrasante de son parti, et cela, avec une fougue, une brutalité qui relèvent chez lui du tempérament autant que de la conviction. Mais Guesde n'a cessé de préciser qu'il ne concevait ces dispositions nouvelles qu'en raison de la guerre, d'une situation par conséquent exceptionnelle et provisoire. C'est ainsi que dans une lettre qui date, semble-t-il, de 1916 (donc d'avant l'éviction des ministres socialistes du gouvernement), Guesde prend position contre « la nouvelle brochure de Bourgin », ce « socialiste de la chaire », qui souhaitait que « la collaboration à la Défense Nationale [se transforme] à la paix en participation définitive au pouvoir ». Guesde traitait cette idée de « manœuvre mortelle »[3].

Ainsi Guesde ne glisse pas, hors le temps de guerre, à une révision doctrinale. Aussi n'est-il pas surprenant que le 8 octobre 1920, il donne à Delory pour *Le Cri du Nord* le texte de sa fameuse déclaration où il développe les raisons de son hostilité à une adhésion quelconque du socialisme français à la IIIe Internationale. Premier argument : l'autonomie des sections nationales ne saurait s'accommoder de conditions fixées et

---

1. C'est l'idée maîtresse de l'ultime déclaration faite au Congrès de Tours par Paoli, au nom du Comité de résistance socialiste : « ... L'adhésion sans réserves et sans garanties à la IIIe Internationale crée un Parti entièrement nouveau, nouveau par sa doctrine, nouveau par sa tactique, nouveau par ses règles d'organisation et de discipline ».

2. Frossard et Cachin rendirent en vain visite à Guesde pour tenter de modifier sa position. Sur cette entrevue, *cf.* FROSSARD, *op. cit.*, p. 161.

3. Lettre de Guesde à Deschamps, envoyée sous forme de photocopie par Deschamps à A. Marty le 25 juin 1939 *(Archives A. Marty)*. La photocopie n'est pas datée, mais Deschamps précise dans sa lettre d'accompagnement à Marty qu'elle est de 1916.

imposées en dehors d'elles[1]. Second argument : l'unité internationale du socialisme constitue une exigence contraignante que lèserait « mortellement » la rivalité de deux Internationales[2]. Troisième argument : en revanche, si la liberté d'appréciation socialiste, à l'échelle de chaque peuple, est la condition de l'unité à l'échelle mondiale, il faut accorder aux Russes le droit de se déterminer comme ils l'entendent et en conséquence soutenir leur révolution même si celle-ci ne correspond pas à ce que feraient en l'occurrence les socialistes français[3].

Préciser le terrain sur lequel se bat, sous la direction intellectuelle de Blum et avec l'appui de Guesde[4], le Comité de résistance à l'adhésion contre la IIIe Internationale n'est pas seulement nécessaire pour bien marquer en quoi il s'oppose fondamentalement au bolchevisme et subsidiairement, sur sa gauche, à l'aile droite de l'Ex-Reconstruction. C'est aussi nécessaire parce que, sur sa droite, subsiste un petit groupe de militants qui, tout en faisant partie de la minorité hostile à l'Internationale de Moscou, et bien qu'après le Congrès de Tours il demeure dans le Parti socialiste[5], se trouve sur une plate-forme sensiblement différente de celle du Comité de résistance...

Ce groupe reconnaît pour chef de file Albert Thomas qui s'appuie sur son ancienne équipe du ministère de l'Armement[6] et sur le périodique

---

1. « Sans s'arrêter à des conditions du dehors qui équivaudraient à un véritable suicide, *le Parti doit rester lui* [souligné par Guesde], poursuivant dans *la liberté de ses moyens*, l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste qui s'oppose à l'affranchissement du travail et de l'humanité » (Brouillon de la déclaration de Guesde à Delory, *Archives Guesde*, I.I.S.G.).

2. « Sortis de la IIe Internationale, nous ne saurions entrer dans une troisième, *quelle qu'elle soit*, sans diviser mortellement contre lui-même le prolétariat mondial. Il n'y a place que pour une *Internationale unique*, résultant du contact et de l'entente de tous les partis socialistes nationaux, que le devoir — comme l'honneur — de la *section française* serait de convoquer immédiatement à une conférence préparatoire, sans distinguer entre le Parti communiste russe, le Labour Party d'Angleterre, le Parti ouvrier belge, etc. » *(id.)*.

3. « Sans prendre la responsabilité de ce qui peut se passer dans l'ancien Empire des Tsars, nous nous devons à nous-mêmes de nous opposer de toutes nos forces à toute intervention contre la Russie en révolution qui doit décider seule de son présent et de son avenir » *(id.)*. *Cf.* R. CABANNES, *Guesde et les communistes.*

4. Cet appui de Guesde, deux documents le confirment. D'une part datée du 1er novembre 1920, une note anonyme à l'encre sur papier de la Chambre des Députés et qui semble de la main de Guesde : « Au cas où l'on serait une minorité suffisante, maintenir le Parti sur son terrain de classe sans rien changer à son but et à ses moyens. Mais agir immédiatement pour : 1° journal central ; 2° quotidiens départementaux ; 3° réunions dans toute la France ; 4° suractivité parlementaire ; 5° maison d'édition-bibliothèque ; 6° école socialiste ». D'autre part, daté du 28 décembre 1920, un billet signé Jules Guesde : « Je ne saurais ' adhérer ' à des ' Thèses ', qui dans ce qu'elles ont de *socialiste* et de *révolutionnaire*, ont été miennes de tout temps, et que Lénine et Trotski ne m'ont ? [indéchiffrable] que pour les (?), sciemment ou non, et en faire, en tous cas, autant d'armes aux mains de l'ennemi » (*Archives Guesde*, I.I.S.G.).

5. A la différence des militants appartenant à la droite la plus extrême du parti qui, au printemps de 1920, avaient refusé de s'incliner devant la décision du Congrès tenu à Strasbourg (sur la rupture de tout lien entre le P.S. français et la IIe Internationale). Ces militants, sur la lancée du comité ayant pour organe *La France libre* (fondé au printemps 1917 pour s'opposer au développement de « l'esprit de Stockholm », *cf.* Ire partie, I, 6), avaient quitté le P.S. et formé un nouveau parti, le « Parti socialiste français », lequel s'était empressé de donner son adhésion à la IIe Internationale. A ce « Parti socialiste français (section de la IIe Internationale) » correspondait pour les jeunes une « Fédération nationale des Jeunes gardes socialistes de France » (*cf.* toute une correspondance à ce sujet dans les *Archives du Secrétariat de la IIe Internationale – C. Huysmans*, I.F.). Rameau détaché à droite du P.S., le Parti socialiste français avait tenté d'entraîner Thomas, mais en vain.

6. Notamment M. Roques, P. Comert, Simiand.

fondé en mars 1918 avec Charles Dulot, *L'Information ouvrière et sociale*[1].

La position du groupe à l'égard du bolchevisme s'inspire donc des principes qui avaient déjà guidé Thomas dans la dernière décennie de paix et aux différents tournants de la guerre. Thomas n'avait-il pas tenu, en 1902, lors d'un séjour en Allemagne, où il avait surtout fréquenté le cercle de militants rassemblés autour de Bernstein, théoricien du révisionnisme, à prendre la défense de Millerand dont il approuvait l'esprit « constructif »[2] ? Thomas n'était-il pas apparu en 1915-1916 comme le mandataire socialiste le plus engagé dans la politique de défense nationale (à laquelle il avait d'ailleurs apporté une remarquable contribution technique) ? Thomas n'avait-il pas en 1917 été le plus furieusement opposé à la perspective d'une reprise des relations internationales socialistes[3] ? Thomas enfin, même écarté des charges gouvernementales, ne s'était-il pas prononcé en 1918, après la signature de la paix de Brest-Litovsk, pour une intervention française en Russie, y compris par une lutte armée contre les Bolcheviks au cas où ceux-ci refuseraient de rompre avec l'Allemagne[4] ?

C'est peu après, en novembre 1918, qu'une vive polémique avec Blum dans les colonnes de *L'Humanité* permet à Thomas d'établir avec précision la base doctrinale sur laquelle repose son opposition au bolchevisme.

Blum condamne le bolchevisme au nom d'une autre manière de concevoir le processus révolutionnaire. Thomas, lui, condamne le bolchevisme tout simplement parce qu'il est révolutionnaire : « Ou Wilson ou Lénine. Ou la démocratie née de la Révolution française, fortifiée par des luttes de tout un siècle, ou bien les formes primitives, incohérentes, brutales du fanatisme russe. Il faut choisir »[5]. A quoi Blum répliquait : « Je ne choisis ni Wilson ni Lénine. Je choisis Jaurès »[6].

Non peut-être que Thomas écartât définitivement « l'acte révolutionnaire ». Mais Thomas, dédaigneux par tempérament comme par formation intellectuelle à l'égard de l'idéologie, attiré par contre depuis sa jeunesse vers les problèmes économiques concrets et soucieux de réalisations pratiques — technocrate, pourrait-on dire —, brûlait d'écarter les discussions théoriques sur les rapports dialectiques entre réformes et révolution, préférant mettre à profit les dérèglements de l'après-guerre pour bouleverser dans l'ordre économique et social un certain nombre de structures périmées, rétrogrades ou stérilisantes, sans, pour autant, sortir du cadre des institutions démocratiques ; bref, Thomas propose après la première guerre mondiale ce qui sera l'ambition du Conseil national de la Résistance après la seconde : une œuvre de rénovation nationale, sur des bases démocratiques, dans le sens du socialisme.

1. L'inspiration est en est à peu près la même que celle de la *Revue syndicaliste et coopérative* d'avant-guerre dont A. Thomas était l'animateur. Bien qu'elle fût très « orientée », *L'Information...* constitue une source très sérieuse pour l'étude du mouvement ouvrier dans les années 1918-1920. Ch. Dulot était à la fois directeur de *L'Information ouvrière et sociale*, rédacteur au *Temps* et collaborateur du *Progrès de Lyon*.
2. *Cf.* B. W. SCHAPER, *A. Thomas, trente ans de réformisme social*, chap. II et III.
3. *Cf.* Ire partie, I, 6.
4. THOMAS, *L'Humanité*, 8 juillet 1918.
5. *L'Humanité*, 9 novembre 1918.
6. *L'Humanité*, 15 novembre 1918.

On décèle donc chez Thomas des aspirations qui le rendent proche des militants syndicalistes de formation proudhonienne à qui la C.G.T. dut, en 1918, la rédaction de son nouveau programme d'action et la constitution d'organisme ayant une signification neuve, tel que le C.E.T.[1]. Frappante est notamment la parenté — de conception du moins, car les deux hommes sont bien différents quant à leur manière d'être — entre Thomas et Merrheim[2].

B. W. Schaper[3], historien d'A. Thomas, a raison de souligner à ce propos que le malheur de l'ancien ministre de l'Armement, ce fut qu'après la guerre le mouvement socialiste français, demeuré dans sa masse fidèle à la perspective d'une révolution à court ou à long terme, fut incapable de conduire une action révolutionnaire réelle mais priva par contre de toute chance « le réformisme progressiste et démocratique tel qu'il était personnifié par Thomas », ce dont témoigne l'exclusion progressive de Thomas de la vie politique française après 1918[4].

Thomas devait cependant poursuivre sa polémique sur le bolchevisme en publiant, en février 1919, une brochure dont le titre *Bolchevisme ou socialisme* est significatif.

A cette date, la condamnation par Thomas du bolchevisme n'est plus seulement liée à sa conception strictement réformiste de l'action socialiste, ou du moins à l'idée qu'en France sont inopportuns les débats de doctrine sur les mécanismes de l'évolution sociale. N'ayant pas, comme Blum ou Guesde, le respect d'une révolution qui, même critiquable dans ses méthodes, demeure une révolution sociale dont la chute risquerait de profiter davantage à la pire réaction qu'aux éléments de la démocratie russe, Thomas n'hésite pas à rejeter la thèse que le bolchevisme est encore une certaine version du socialisme. Il a alors toute liberté pour fonder sa volonté de rompre totalement avec le bolchevisme sur une analyse des relations internationales susceptibles de garantir la paix mondiale : Thomas considère en effet que, sans la participation de la Russie à la S.D.N., il ne pourra se construire aucune paix durable. Puisque la Russie bolchevique se refuse à y entrer, l'intervention à son encontre, même en temps de paix, devient à la fois légitime et nécessaire : une intervention cependant qui ne serait pas laissée à l'initiative incohérente des différents gouvernements alliés, mais confiée à la S.D.N. qui la réglerait au nom des principes du droit des gens[5].

---

1. *Cf.* Ire partie, I, 6 et IIe partie, Conclusions. Thomas approuve chaleureusement le programme de la C.G.T. dans *L'Information...* du 15 décembre 1918. On lit égal., dans une brochure de mars 1921, *Pour la propagande minoritaire*, p. 21 : « Le bureau confédéral est lié avec des hommes politiques qui l'influencent, qui le conseillent, qui le dirigent, pourrait-on dire, tel Albert Thomas ».

2. Merrheim dut d'ailleurs pendant la guerre se défendre d'être tombé sous la coupe de Thomas (*cf.* P.V. du C.F. des Métaux, I.F.H.S.). Sur les rapports Thomas-Jouhaux, *cf.* G. Lefranc, « Les origines de l'idée de nationalisation industrialisée en France », *L'Information Historique*, 1959, n° 4, p. 142-145.

3. B. W. Schaper, *op. cit.*, p. 187.

4. Très limités, au regard des possibilités, apparaissent en effet les résultats économiques et sociaux réellement obtenus après la première guerre mondiale : la loi du 24 avril 1919 sur la journée de 8 heures étant le plus substantiel. En fait, il faudra attendre 1936 pour que (paradoxalement (?) — mais Thomas était mort en 1932 —) le gouvernement L. Blum réalise un certain nombre des projets formés dans les milieux réformistes de 1918-1920.

5. On voit poindre ici le fonctionnaire international, premier directeur du B.I.T., pour qui le problème de la paix et des relations internationales va devenir la préoccupation majeure.

Ainsi les différents éléments qui se rangent dans le camp des opposants à l'adhésion aboutissent à des conclusions tactiques assez disparates : tandis que « l'Ex-Reconstruction » suggère d'adhérer à la IIIe Internationale pour y témoigner du caractère positif qu'aux yeux du prolétariat mondial revêt la Révolution d'Octobre mais en revanche y mieux combattre ce en quoi elle est spécifiquement russe ; tandis que le Comité de résistance socialiste se prononce plus volontiers pour un s*statu quo* qui préserve intégralement le patrimoine doctrinal français, le groupe Thomas, lui, esquisse, dans le refus absolu de reconnaître le bolchevisme comme une version du socialisme, une révision théorique (dans un sens réformiste), révision qui se fonde sur les modifications intervenues durant la guerre dans les structures économiques-sociales des sociétés industrielles d'Occident. Mais par-delà ces divergences, il reste — et c'est l'aspect qui finalement prévaudra — que les opposants à l'adhésion du P.S. à l'I.C. sont liés par une conception commune d'un socialisme français.

---

Déjà en 1919, A. Thomas avait écrit une préface à l'ouvrage de J. Tchernoff, *Les nations et la Société des Nations dans la politique moderne* (Alcan). A propos de cette préface qu'il signale dans son livre, p. 222, sur *La tradition socialiste en France et la Société des Nations* (Paris, M. Rivière, 1921), J. L. Puech écrit : « Si l'on considère qu'il [Thomas] fut longtemps le collaborateur de Jean Jaurès dont il a gardé la tradition et qui s'efforça de conserver le fonds idéaliste des prophètes français au milieu des évolutions du socialisme contemporain, il n'est pas sans intérêt de noter ici ses conclusions qui permettent de retrouver dans le socialisme français contemporain les idées des auteurs que nous avons analysés » [entre autres, Saint-Simon, Proudhon].

CHAPITRE III

# SIGNIFICATIONS CHIFFRÉES DE LA SCISSION

Pour donner ses véritables dimensions à l'analyse du processus par lequel se sont cristallisés les divers courants de pensée à l'intérieur du Parti socialiste unifié, sur quelle base et par quels arguments leurs positions à l'égard du bolchevisme se sont dégagées, il reste à estimer, par des études si possible chiffrées, l'ébranlement que détermine la scission dans les profondeurs du socialisme français.

Comment y parvenir ? A partir d'une analyse structurale du Parti socialiste unifié à la veille du Congrès de Tours (grâce aux données fournies par l'étude de ses effectifs, de leur implantation, de leur mouvement), en mesurant d'abord, manifestées par les votes des fédérations départementales tels qu'ils ont été émis en février 1920 au Congrès de Strasbourg et en décembre 1920 au Congrès de Tours, la force du courant d'adhésion à la IIIe Internationale, ses motivations, sa courbe de progression, ses composantes. En tentant ensuite de faire entrer en compte le rôle joué par les « personnalités », militants responsables à l'échelle départementale, dirigeants nationaux, parlementaires, dans les ultimes regroupements. En établissant enfin, par l'étude des effectifs du nouveau Parti communiste et de leur mouvement dans les années 1921 et 1922, le rapport des forces qui s'établit après le Congrès de Tours entre le Parti communiste (S.F.I.C.) et le Parti socialiste (S.F.I.O.).

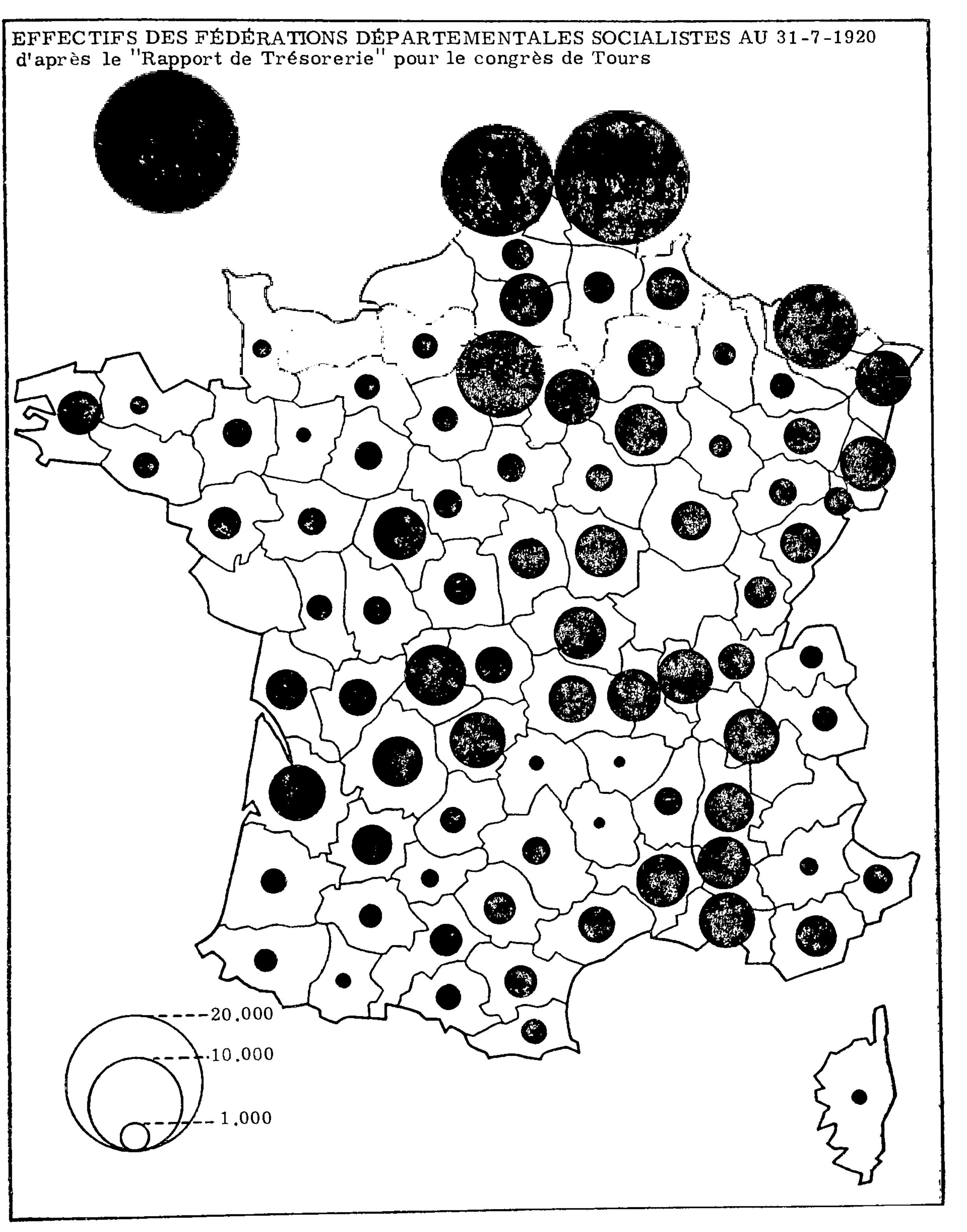


Comment se présente numériquement le Parti socialiste à la veille du Congrès de Tours ?

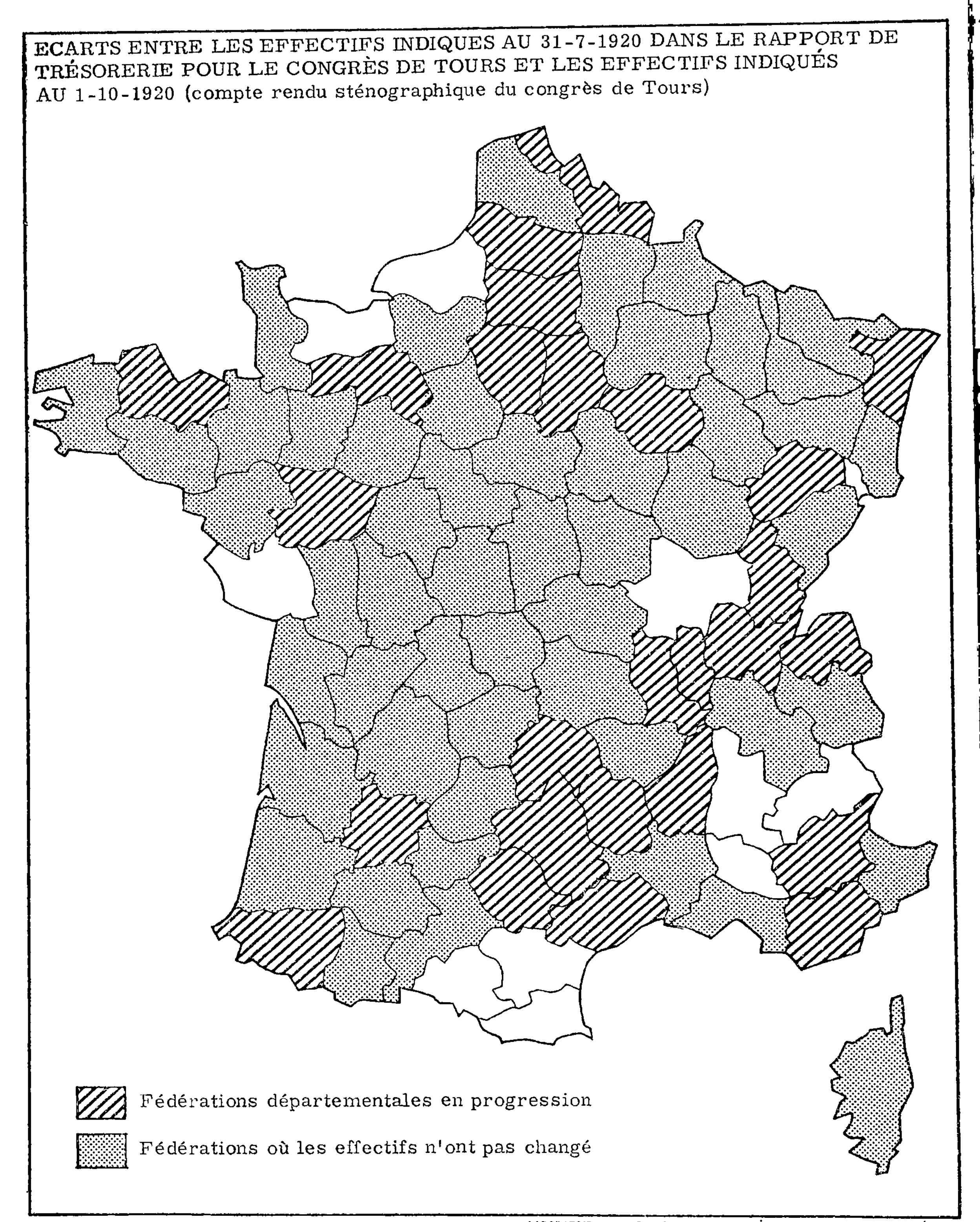
Nous disposons, pour en faire l'analyse, du chiffre de ses effectifs par fédération départementale au 1er octobre 1920[1] (carte no 9).

---

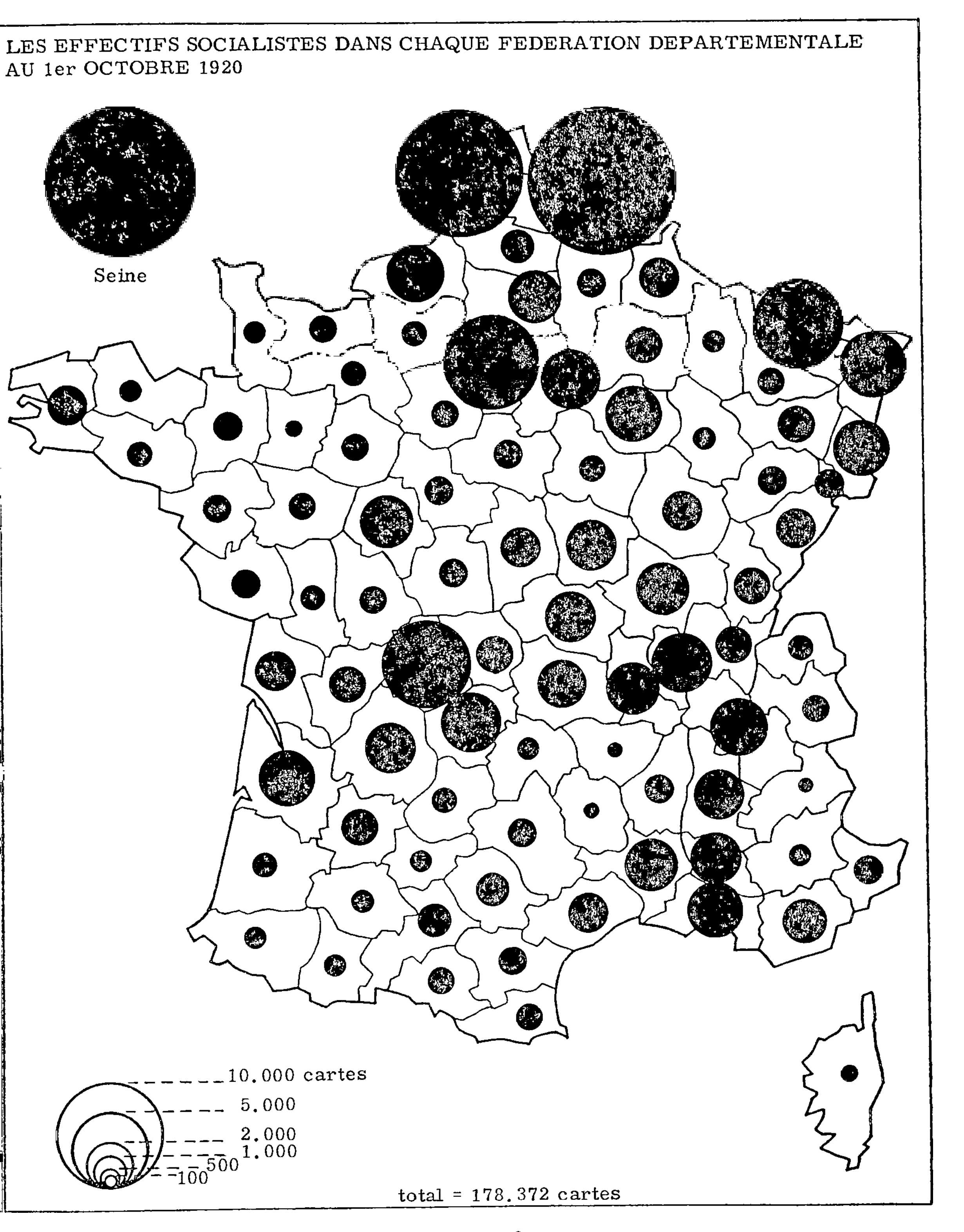
1. *Cpte-r. stén. du Congrès de Tours*, p. X. On dispose d'une seconde série de chiffres concernant les effectifs des fédérations départementales : elle est donnée par une brochure de 16 pages éditée au nom de la C.A.P. du Parti socialiste (S.F.I.O.) : le *Rapport de la Trésorerie au 18e Congrès tenu à Tours (Archives privées R. Radi)*. Cette seconde série de chiffres porte sur les effectifs des fédérations départementales socialistes le 31 juillet 1920 (*cf.* carte no 7). Pour la plupart des fédérations, les chiffres sont les mêmes et dans les vingt-cinq fédérations où on note un progrès entre le 31 juillet et le 1er octobre 1920, la différence est minime et donc la conséquence plausible d'un éventuel recrutement (carte no 8).


EFFECTIFS DES FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES SOCIALISTES AU 31-7-1920
d'après le "Rapport de Trésorerie" pour le congrès de Tours
20.000
10.000
1.000

CARTE N° 7.


ECARTS ENTRE LES EFFECTIFS INDIQUES AU 31-7-1920 DANS LE RAPPORT DE TRÉSORERIE POUR LE CONGRÈS DE TOURS ET LES EFFECTIFS INDIQUÉS AU 1-10-1920 (compte rendu sténographique du congrès de Tours)
Fédérations départementales en progression
Fédérations où les effectifs n'ont pas changé
LABORATOIRE DE CARTOGRAPHIE DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

CARTE N° 8.


LES EFFECTIFS SOCIALISTES DANS CHAQUE FEDERATION DEPARTEMENTALE
AU 1er OCTOBRE 1920
Seine
10.000 cartes
5.000
2.000
1.000
500
100
total = 178.372 cartes

CARTE N° 9.

Au total, le P.S.U. compte 178 372 adhérents répartis en 96 fédérations départementales[1] — dont 6 fédérations d'Outre-Mer[2]. Son implantation, néanmoins, est très inégale puisque les cinq plus grosses fédérations[3] groupent les deux cinquièmes de ce nombre ; puisque les vingt-cinq plus grosses fédérations — toutes celles ayant plus de 2 000 inscrits — en groupent les trois quarts ; tandis que 51 fédérations — plus de la moitié — ont moins de mille membres.

Cinq grandes concentrations socialistes se dessinent nettement sur une carte où chaque fédération départementale est affectée d'un numéro de classement dans l'ordre d'importance de ses effectifs[4]. Concentration dans la région du Nord d'abord (avec les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais), isolée au sud par les médiocres fédérations de la Somme, de l'Aisne et des Ardennes. Concentration dans la Région parisienne, une Région parisienne en expansion territoriale (dans le domaine du socialisme comme dans les autres) : les fédérations de la Seine-Inférieure et de l'Oise ne le cèdent plus que de peu à celles de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne. Concentration — d'un style assez particulier, puisqu'il s'agit pour l'essentiel d'un héritage du mouvement ouvrier allemand — dans les trois départements recouvrés : Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin. Concentration ensuite tout le long de la vallée du Rhône, avec les Fédérations de la Saône-et-Loire, du Rhône, de l'Isère, de la Drôme, du Vaucluse, de l'Hérault et des Bouches-du-Rhône. Concentration enfin sur les pourtours nord-est et sud-ouest du Massif Central avec les fédérations de la Nièvre, de la Loire et de l'Allier d'une part, de la Haute-Vienne et de la Corrèze de l'autre se prolongeant encore par celles de la Dordogne et de la Gironde.

Ce type d'implantation est-il le résultat des bouleversements dus au mouvement des effectifs socialistes depuis la fin de la guerre ? Non, à vrai dire.

Certes, l'échelle s'est modifiée : puisque le 31 décembre 1918, le P.S.U. ne comptait que 35 793 adhérents, alors qu'il en comptait, le 31 décembre 1919, 133 327[5] ; enfin le 30 septembre 1920, 178 372. Mais les 5 fédérations les plus importantes sont les mêmes en 1920 qu'en 1919. Et parmi les 25 fédérations qui, en 1920, comptent plus de 2 000 membres, 24 se trouvaient déjà dans le peloton de tête en 1919[6].

Il est néanmoins intéressant d'étudier de plus près la variation des effectifs entre 1919 et 1920, car quelques tendances nouvelles s'y dessinent.[7]

D'abord, en grandeur absolue, un premier phénomène apparaît en 1920, qui n'existait pas en 1919 : un recul des effectifs dans 10 fédérations.[8] Parmi ces 10 fédérations, deux — celles du Haut-Rhin et de la Meurthe-

1. *Cf.* carte n° 9.

2. Ces fédérations sont celles d'Alger, Constantine, Oran, Tunisie, Martinique et Tonkin; au total 2 220 adhérents.

3. Seine, Nord, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, Moselle.

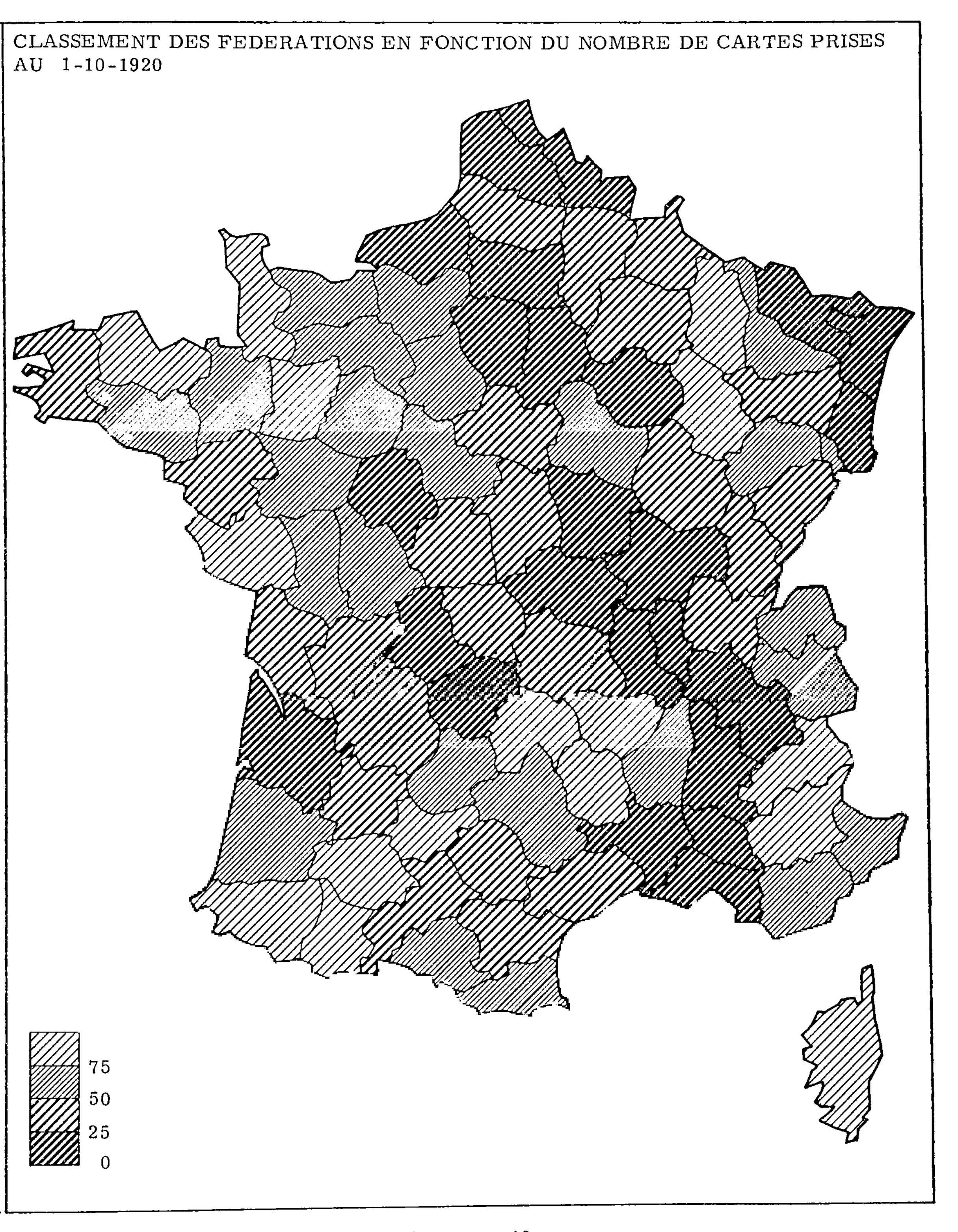
4. *Cf.* carte n° 10.

5. *Cf.* Ire partie, III, 1.

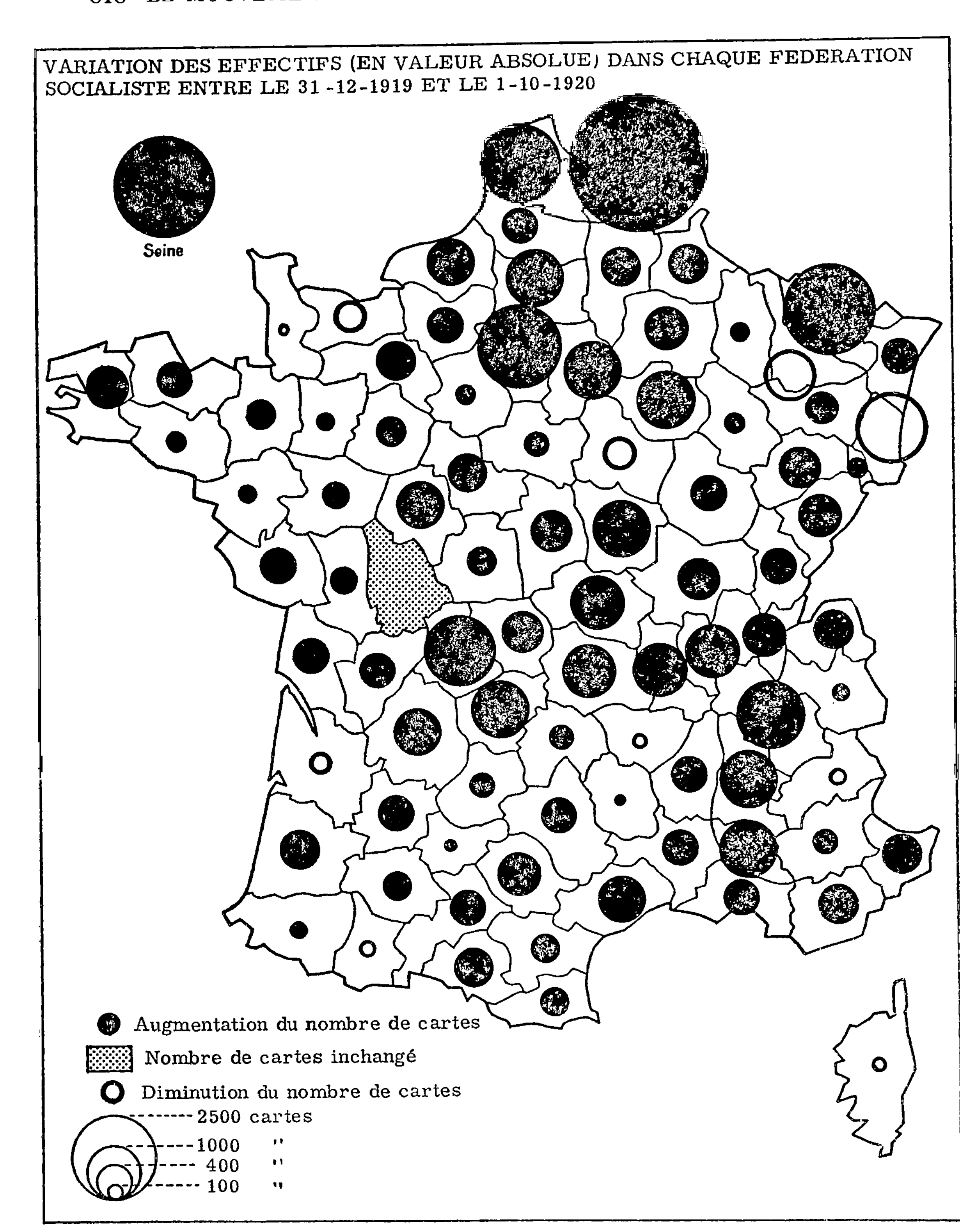
6. La Fédération de la Drôme a gagné en 1920 le peloton des vingt-cinq premières fédérations tandis que celle de Meurthe-et-Moselle s'en retirait.

7. *Cf.* carte nos 11 et 12.

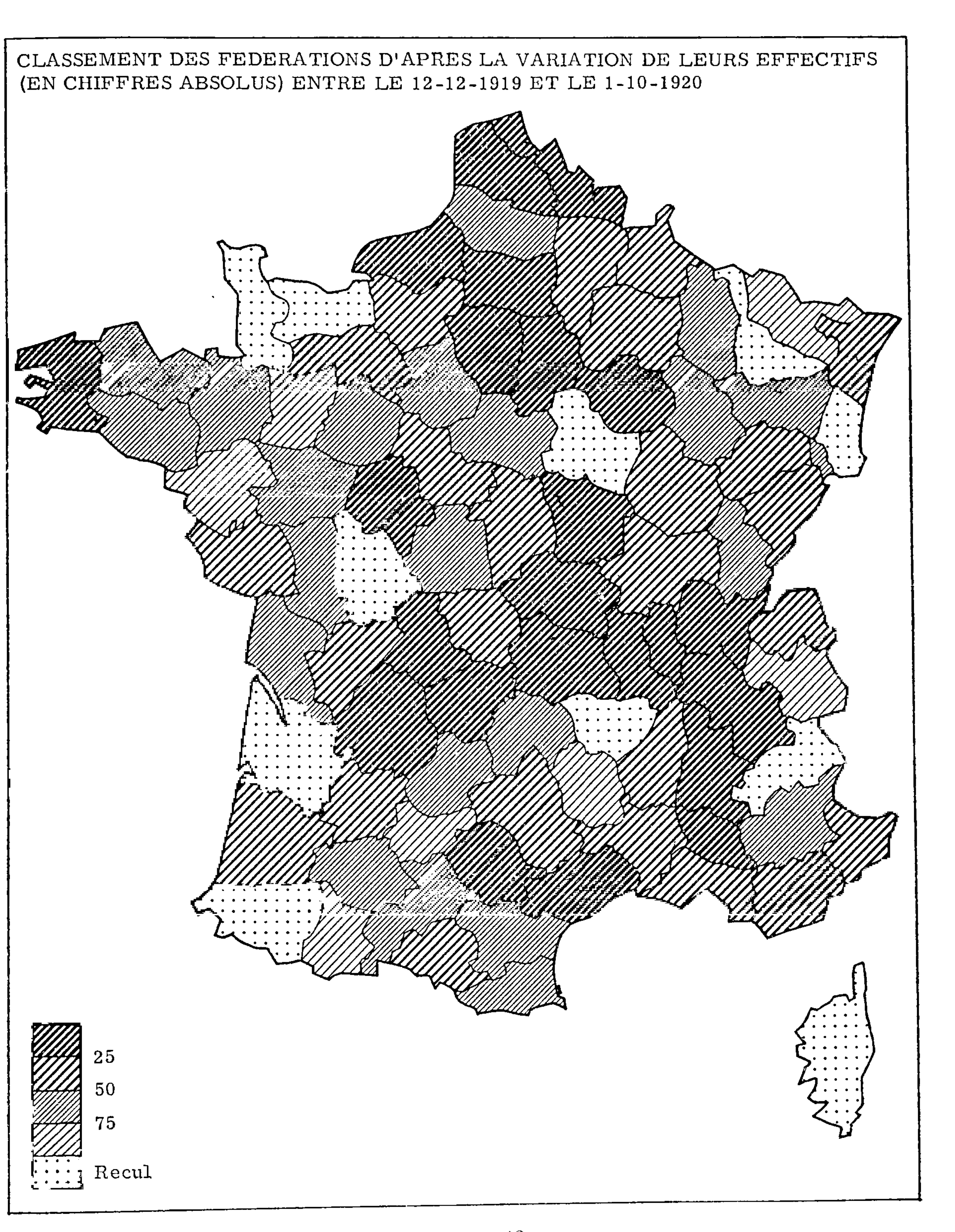
8. Ce sont, dans l'ordre d'importance des pertes enregistrées, les Fédérations du Haut-Rhin, de la Meurthe-et-Moselle, de l'Yonne, du Calvados, de la Gironde, des Basses-Pyrénées, (de Constantine), des Hautes-Alpes, de la Corse, de la Haute-Loire et de la Manche.


CLASSEMENT DES FEDERATIONS EN FONCTION DU NOMBRE DE CARTES PRISES AU 1-10-1920
75
50
25
0

CARTE N° 10.


VARIATION DES EFFECTIFS (EN VALEUR ABSOLUE) DANS CHAQUE FEDERATION SOCIALISTE ENTRE LE 31-12-1919 ET LE 1-10-1920
Seine
Augmentation du nombre de cartes
Nombre de cartes inchangé
Diminution du nombre de cartes
2500 cartes
1000 "
400 "
100 "

CARTE N° 11.


CLASSEMENT DES FEDERATIONS D'APRES LA VARIATION DE LEURS EFFECTIFS (EN CHIFFRES ABSOLUS) ENTRE LE 12-12-1919 ET LE 1-10-1920
25
50
75
Recul

CARTE N° 12.

et-Moselle où les pertes sont les plus accusées — ont des raisons particulières : fédérations « recouvrées », elles doivent s'adapter à une vie politique toute différente de celle qu'elles ont connue, avant-guerre d'abord, et surtout dans le cadre de la révolution allemande à laquelle elles ont participé en novembre 1918[1]. Sur les 8 fédérations restantes, 7 sont celles de départements où le mouvement socialiste (et ouvrier) a toujours été très faible (elles se situent en 1920 dans le dernier quart quant à leur ordre d'importance numérique). De telles fédérations sont particulièrement sensibles à la conjoncture ; quand le climat s'y prête, elles se gonflent vite, mais elles se dégonflent dès que le climat se dégrade, faute de pouvoir, par manque d'encadrement, retenir leurs néophytes, ce qui ne contredit pas néanmoins au fait qu'elles enregistrent finalement un progrès relatif[2]. C'est bien ce qui s'est passé là : dans l'immédiat après-guerre, trois[3] de ces 7 fédérations se placent dans le premier tiers de toutes les fédérations départementales quant à la croissance relative de leurs effectifs entre 1918 et 1919, tandis que pour trois autres[4] qui n'existaient même pas en 1918, un tel calcul ne peut être fait. Mais de nouveau en 1920, leurs effectifs tendent à se réduire : indication peu contestable du fait que la vague révolutionnaire de fond a bien commencé à faiblir dès l'année 1920[5].

Dans les 86 autres fédérations, les effectifs continuent à croître entre 1919 et 1920 : mais dans quelle mesure ? Alors que le taux de leur croissance pour toute la France était de 372 % entre 1918 et 1919, il n'était plus que de 133 % entre 1919 et 1920 : il y a donc en 1920 un ralentissement dans la croissance des effectifs du P.S.U. considéré globalement.

Cependant, une analyse plus attentive montre que ce ralentissement n'est pas un phénomène territorialement uniforme, et qu'au contraire il résulte de deux tendances différentes. Si l'on compare en effet la croissance des effectifs pendant les deux années consécutives de 1919 et 1920 dans les fédérations métropolitaines[6], on constate que, si 55 fédérations ont connu une croissance plus forte en 1919 qu'en 1920, 26 fédérations, elles, ont progressé davantage en 1920 qu'en 1919, tandis que pour 7 autres, leur développement fut sensiblement du même ordre au cours des deux années en question.

Or, sur les 55 fédérations où la croissance des effectifs a été de beaucoup plus impétueuse en 1919 qu'en 1920, se trouvent naturellement d'abord — outre les fédérations des départements recouvrés —, les fédérations des départements ex-envahis[7] où le retour des populations évacuées

1. Le problème de l'effondrement du socialisme dans l'Alsace-Lorraine redevenue française est un problème de science politique particulièrement complexe et intéressant qui attend encore son historien.

2. C'est ainsi que la Fédération du Calvados qui avait trois mandats pendant la guerre en a, au Congrès de Tours, vingt-quatre (*cf. Cpte-r. stén.*, p. 28).

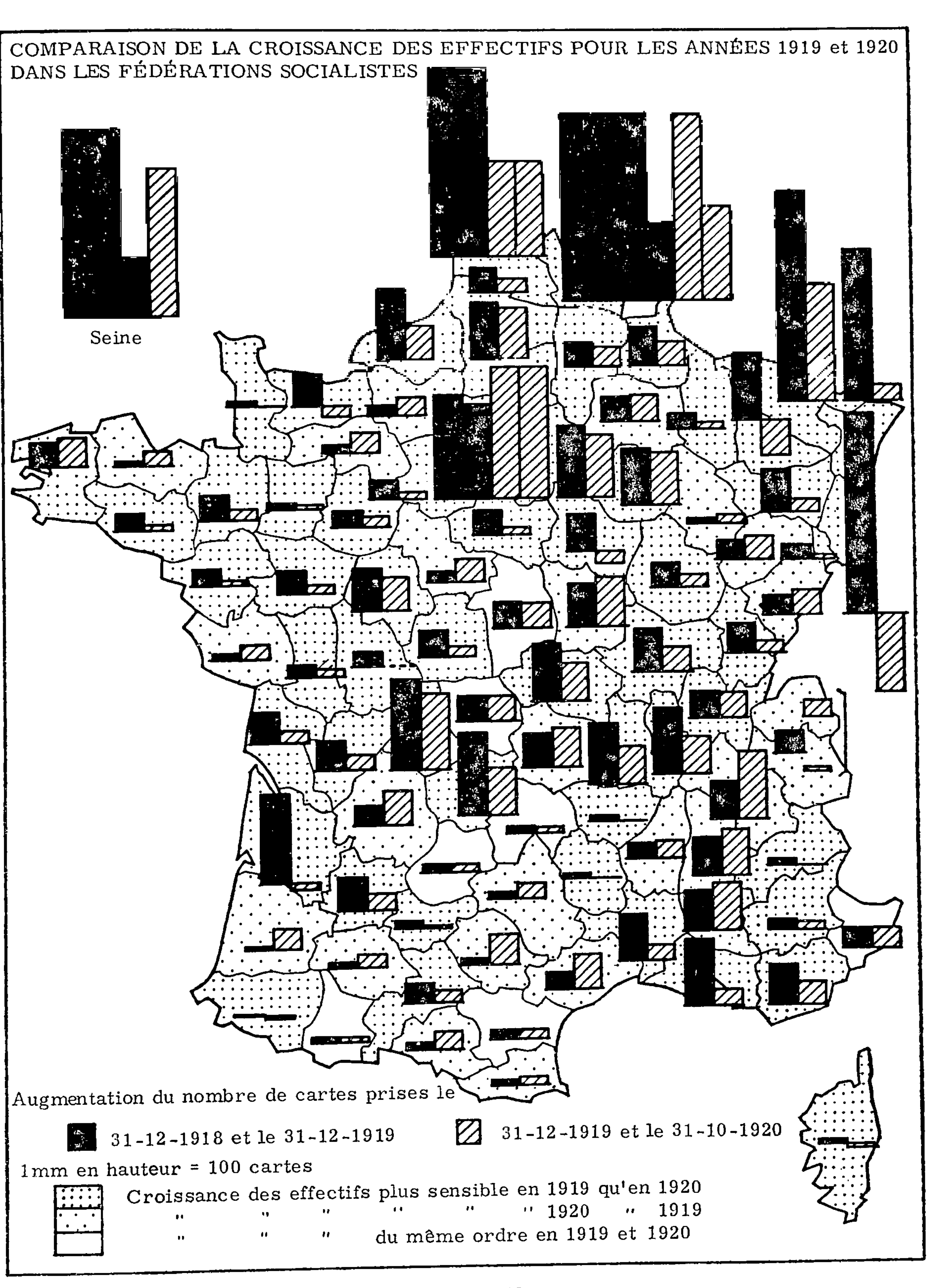
3. Les Fédérations de l'Yonne, du Calvados et de la Manche.

4. En tant que fédérations autonomes : les Fédérations des Hautes-Alpes, de la Corse, de la Haute-Loire.

5. Reste la Fédération aberrante de la Gironde, grosse Fédération marquée par le vieux socialisme guesdiste : il faut pour elle aller chercher ailleurs l'explication du fait que ses effectifs reculent dès 1920.

6. *Cf.* la carte n° 13.

7. Ce sont les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne, de la Marne, des Ardennes, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Seule Fédération appartenant à cette catégorie où les effectifs progressent davantage en 1920 qu'en 1919 : la Marne.


COMPARAISON DE LA CROISSANCE DES EFFECTIFS POUR LES ANNÉES 1919 et 1920
DANS LES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES
Seine
Augmentation du nombre de cartes prises le
31-12-1918 et le 31-12-1919
31-12-1919 et le 31-10-1920
1mm en hauteur = 100 cartes
Croissance des effectifs plus sensible en 1919 qu'en 1920
" " " " " " 1920 " 1919
" " " du même ordre en 1919 et 1920

CARTE N° 13.

suffit à expliquer le bond des effectifs socialistes en 1919. Mais, parmi les 42 autres fédérations « normales » (où la croissance des effectifs a été plus forte en 1919 qu'en 1920), si l'on compte quelques grosses fédérations industrielles comme celles de la Seine, du Rhône, de la Loire et des Bouches-du-Rhône, on compte surtout nombre de petites fédérations.

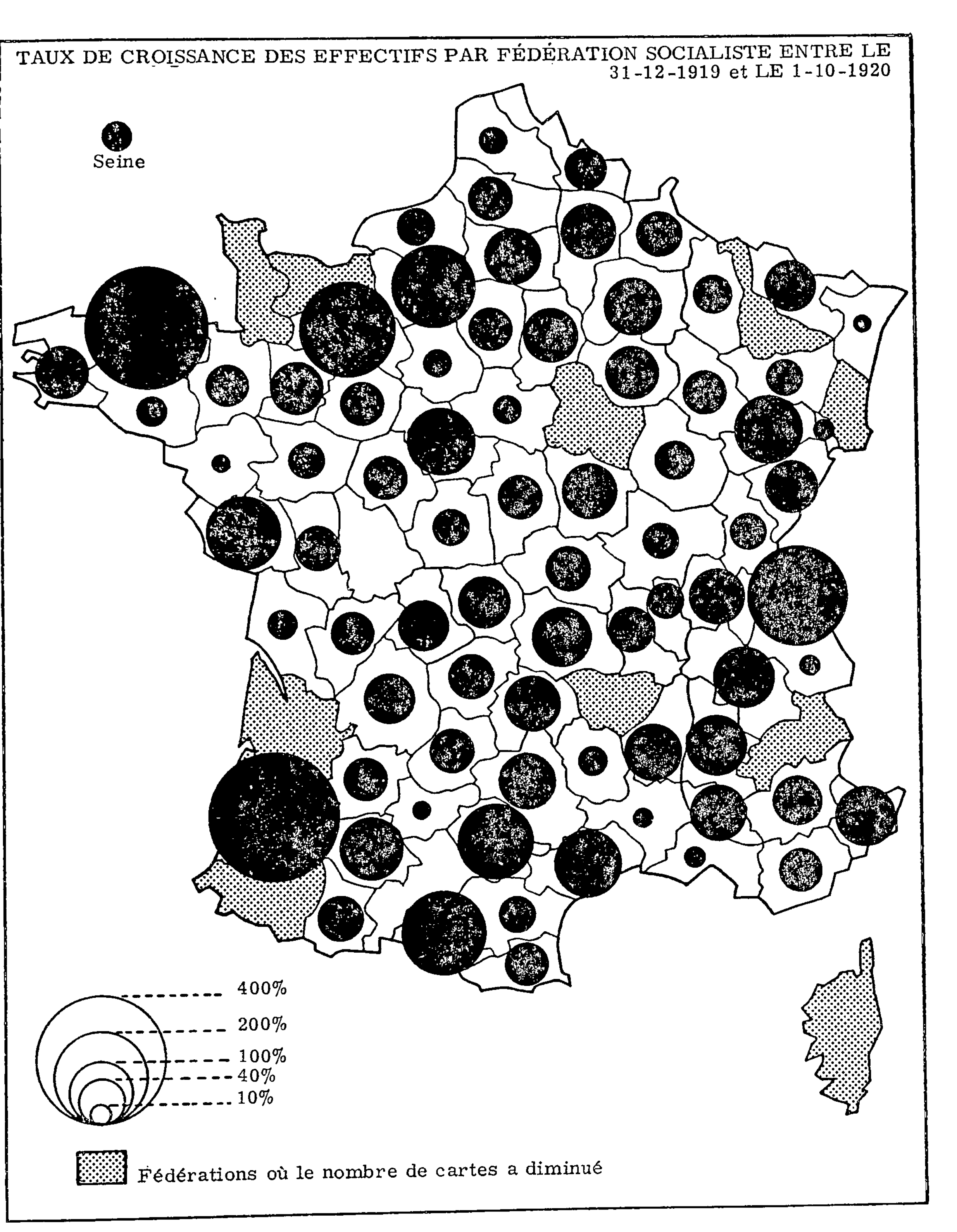
En revanche, les 26 fédérations où la montée des effectifs est plus grande en 1920 qu'en 1919 correspondent aux régions de forte implantation socialiste dès avant la guerre : région parisienne, vallée du Rhône, pourtours du Massif Central débordant vers le Sud-Ouest. N'y aurait-il pas là confirmation d'une hypothèse déjà formulée[1] : à savoir que la vague révolutionnaire fut, du point de vue du mouvement des masses, plus forte en 1919, mais que, du point de vue du mouvement ouvrier organisé, l'élan révolutionnaire manifesta plus de dynamisme en 1920. Cette hypothèse expliquerait en effet que la nature du recrutement socialiste — et donc sa localisation — ait changé d'une année à l'autre : en 1919, c'est un recrutement de caractère transitoire parmi des éléments flottants, se traduisant par des adhésions où la conviction doctrinale n'a pas la plus grande part. En 1920, c'est déjà un recrutement moins circonstanciel lié à un travail effectif de propagande et d'organisation.

De telles conclusions se dégagent encore mieux quand l'on compare pour chaque fédération départementale non plus la variation (en valeur absolue) de ses effectifs d'abord entre le 31 décembre 1918 et le 31 décembre 1919, puis entre le 31 décembre 1919 et le 1er octobre 1920, mais le taux de croissance de ses effectifs (relativement donc à ses effectifs de l'année précédente) pour les deux années 1919 et 1920[2]. En affectant, pour ces deux années, chaque fédération d'un numéro de classement en fonction de ce taux de croissance[3], on constate[4] ceci : les fédérations dont le taux de croissance pour l'année 1920 les classe dans un meilleur rang que pour l'année 1919 sont les grosses fédérations à implantation ancienne[5]. Par contre, les fédérations dont le taux de croissance les classe dans un meilleur rang pour l'année 1919 que pour l'année 1920 sont de petites fédérations à implantation récente[6].

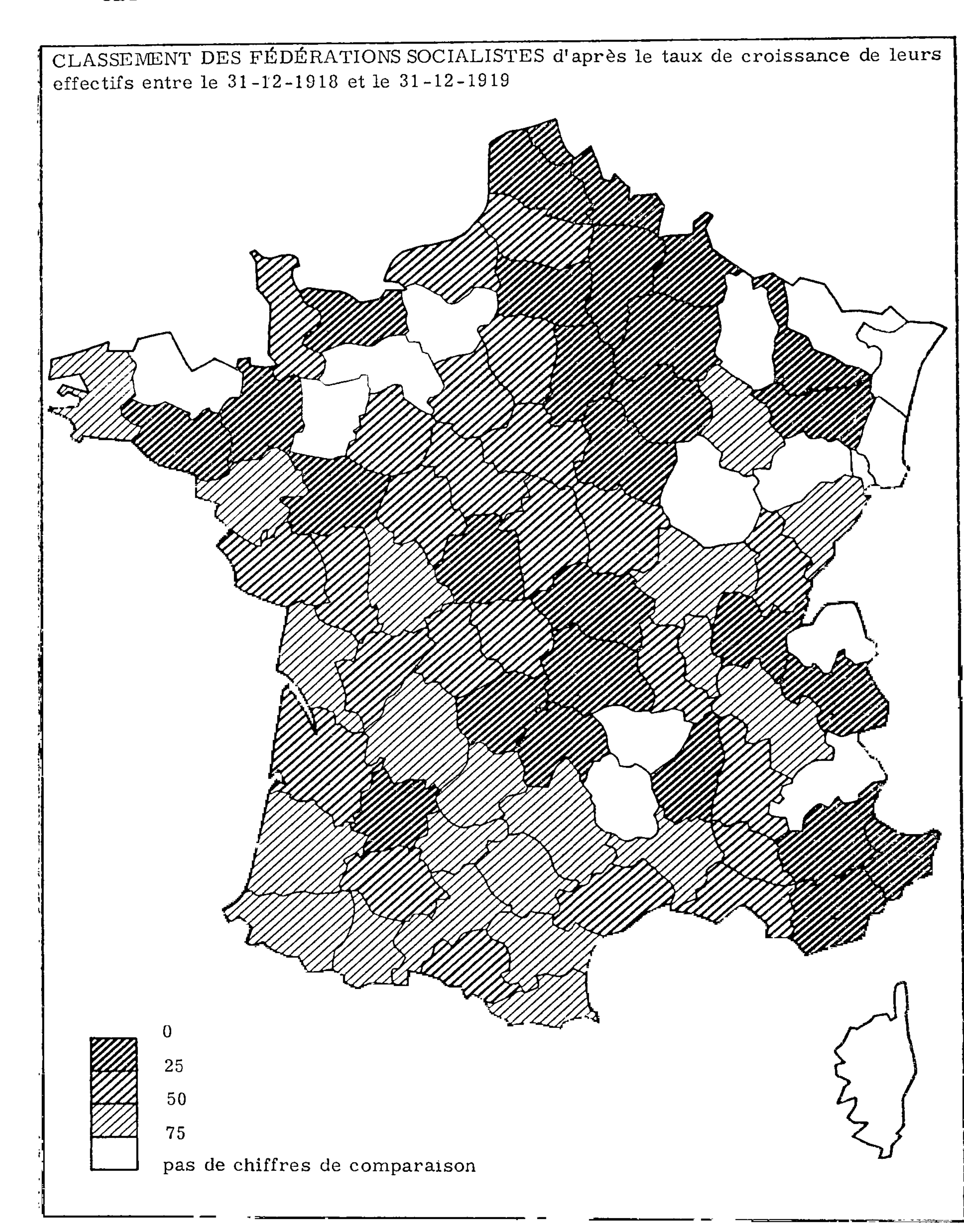
Ultime vérification : la comparaison entre le rang de classement des fédérations pour le taux de croissance de leurs effectifs (année 1920) et leur rang pour l'importance de ces effectifs montre qu'à l'exception toujours des régions ex-envahies et recouvrées, les deux hiérarchies tendent en 1920 à se rapprocher[7].

---

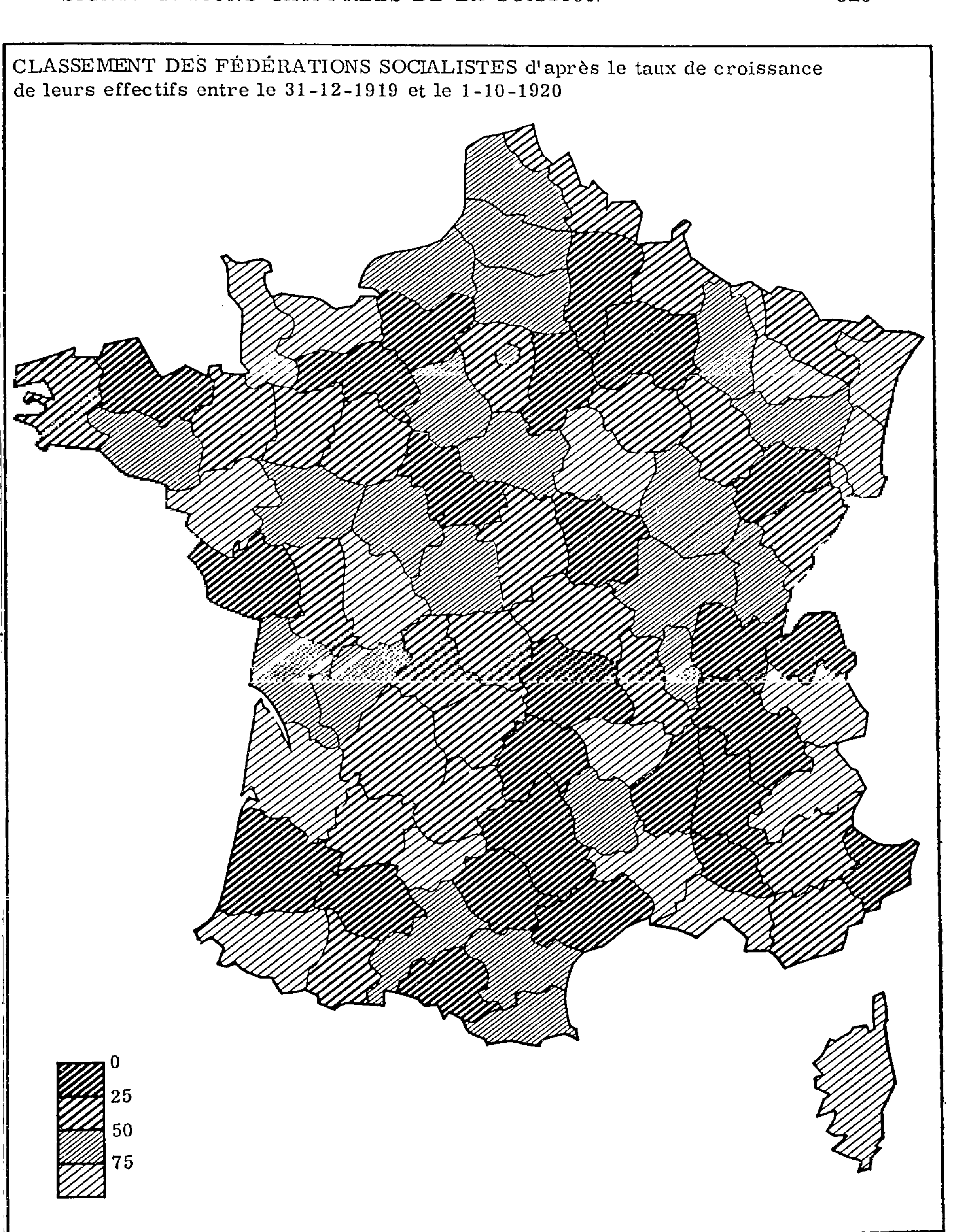
1. *Cf.* Ire partie, III, Conclusions.
2. *Cf.* carte n° 14. Pour l'année 1919, *cf.* Ire partie, III, 6.
3. Cartes nos 15 et 16.
4. Il faut naturellement mettre encore à part : 1° Les fédérations des départements ex-envahis où la comparaison des taux de croissance est faussée du fait que le taux de croissance pour l'année 1919 est artificiel ; 2° Les fédérations des départements recouvrés ; 3° Les fédérations créées en 1919 où le chiffre des effectifs pour décembre 1918 n'existe pas (Côte-d'Or, Orne, Eure, Sarthe, Savoie, Lozère).
5. Fédérations de la Vallée du Rhône, du Massif Central, plus généralement du Sud-Ouest.
6. Exemples : Fédérations des Alpes et du Midi, de l'Ouest (Bretagne et Normandie).
7. Carte n° 17. C'est le cas pour cinquante fédérations (hachures horizontales). Pour les autres où subsiste un important décalage, on peut distinguer d'une part vingt fédérations (en pointillé) dont le rang de classement pour le taux de croissance de leurs effectifs en 1920 est bien meilleur que leur rang de classement pour l'importance de ces effectifs : ces fédérations correspondent finalement aux régions où le socialisme quasi inexistant avant-guerre s'est implanté


TAUX DE CROISSANCE DES EFFECTIFS PAR FÉDÉRATION SOCIALISTE ENTRE LE 31-12-1919 et LE 1-10-1920
Seine
400%
200%
100%
40%
10%
Fédérations où le nombre de cartes a diminué

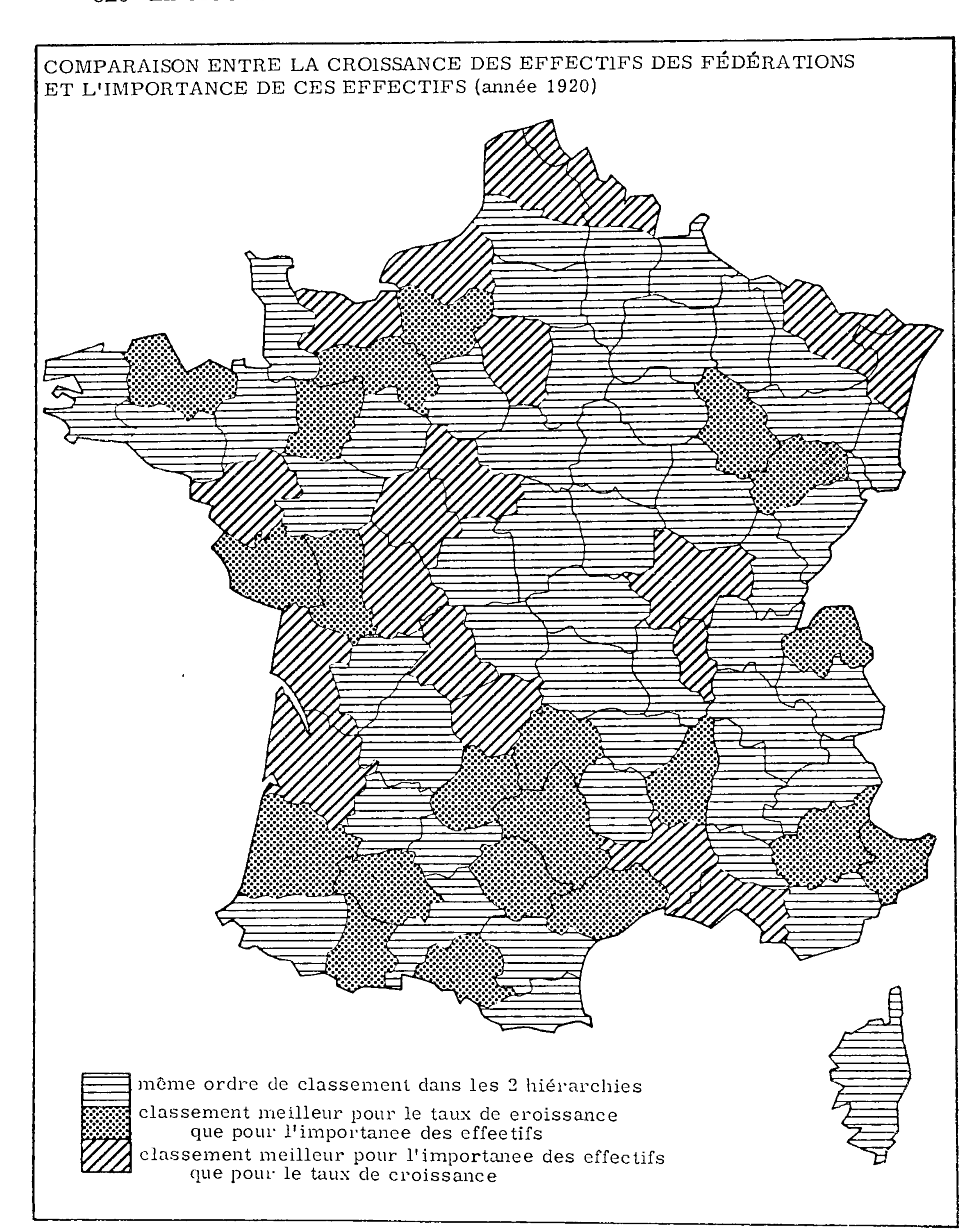
CARTE N° 14.


CLASSEMENT DES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES d'après le taux de croissance de leurs effectifs entre le 31-12-1918 et le 31-12-1919
0
25
50
75
pas de chiffres de comparaison

CARTE N° 15.


CLASSEMENT DES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES d'après le taux de croissance de leurs effectifs entre le 31-12-1919 et le 1-10-1920
0
25
50
75

CARTE N° 16.


COMPARAISON ENTRE LA CROISSANCE DES EFFECTIFS DES FÉDÉRATIONS
ET L'IMPORTANCE DE CES EFFECTIFS (année 1920)
même ordre de classement dans les 2 hiérarchies
classement meilleur pour le taux de croissance que pour l'importance des effectifs
classement meilleur pour l'importance des effectifs que pour le taux de croissance

CARTE N° 17.

Voici donc une première conclusion : le mouvement des effectifs socialistes, en croissance globale depuis la fin de la guerre, fut d'abord le produit en 1919 d'un puissant courant populaire (ce qui a permis au parti unifié de s'implanter dans des régions où il n'avait auparavant que médiocrement pénétré), tandis qu'en 1920 il était davantage le produit du travail politique et des efforts de propagande menés par les organismes déjà en place. Si bien qu'au total, à la veille du Congrès de Tours, le P.S.U. présente cette double caractéristique : que son aire d'influence s'est étendue par rapport à l'avant-guerre, mais qu'en revanche ses positions-clés sont demeurées à peu près les mêmes.

Cependant, les analyses précédentes suggèrent une seconde orientation de recherche qui serait de nature à préciser à cette date la structure du Parti socialiste unifié. Il apparaît en effet, d'après les cartes 14, 15, 16, et 17, que le taux de croissance des effectifs socialistes dans les grandes régions industrielles est très médiocre, aussi bien en 1919 qu'en 1920, mais encore davantage en 1920 qu'en 1919 : c'est vrai pour la région du Nord (après, bien sûr, la vague du retour), c'est vrai pour les régions parisienne, lyonnaise, marseillaise, bordelaise, nantaise. C'est ainsi que les fédérations du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine, de la Seine-et-Oise, du Rhône, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de l'Hérault, de la Gironde, qui sont parmi les premières fédérations quant à l'importance de leurs effectifs, sont toutes parmi les dernières quant au taux de croissance de ces effectifs : ne serait-ce pas que le socialisme de 1920 a gardé encore beaucoup de ses traits d'avant-guerre ; qu'il serait encore davantage un socialisme d'entreprises moyennes, un socialisme de petites villes, un socialisme « provincial » ; qu'en tous cas, ses structures ne se sont pas encore modifiées aussi radicalement que les structures industrielles de la société française au lendemain de la guerre ? Ne serait-ce pas enfin et surtout que le mouvement d'adhésion dont le P.S.U. a bénéficié en 1919 et 1920 a été en grande partie un mouvement paysan, hypothèse dont nous aurons à étudier le prolongement quant à la nature du courant qui se dégage en 1920 en faveur de l'affiliation à l'I.C.[1] ?

***

C'est donc dans un parti socialiste où la croissance générale des effectifs a fait surgir des éléments neufs, sans toutefois en bouleverser les

---

entre 1918 et 1920 avec succès. On distingue d'autre part dix-neuf fédérations (hachures verticales) dont le rang de classement pour l'importance de leurs effectifs est bien meilleur que leur rang pour le taux de croissance de ces effectifs. Il s'agit de vieilles fédérations (guesdistes), telles que la Gironde, la Corèze, la Haute-Vienne, et de toutes les fédérations industrielles.

1. Plusieurs représentants de fédérations départementales au Congrès de Tours signalent d'ailleurs que l'augmentation des effectifs dans leur fédération est surtout due au gonflement des sections rurales : « Nos sections urbaines de Parthenay, de Thouars, et de Niort sont pour ainsi dire stationnaires, alors que l'augmentation de nos effectifs se produisit par l'augmentation quantitative de nos sections de campagne » (Bricau, de la fédération des Deux-Sèvres, *Cpte-r. stén.*, p. 141).

Ceci explique (ou résulte de) l'effort de propagande fait par les socialistes en direction des travailleurs des champs : c'est ainsi que les 19 et 20 juin 1920, 86 meetings furent tenus dans 40 départements, dont 76 dans des centres ruraux. 75 orateurs ont participé à ces réunions. « Les dirigeants du P.S.U. assurent que le succès a été grand en général, mais plus particulièrement chez les vignerons de la Provence, les métayers et fermiers des Landes et les ouvriers agricoles de la Brie » (A.N., F7, 12967, Synthèses mensuelles, juin 1920, p. 4).

structures et les proportions, que se livre la lutte décisive pour l'adhésion à la IIIe Internationale.

3 208 mandats se sont portés sur la motion d'adhésion à la IIIe Internationale pour 1 022 mandats à la motion du Comité de la Reconstruction, 43 mandats à la motion Leroy-Heine, 397 abstentions, 29 absences et 58 mandats à la motion Pressemane : soit 67,4 % de la totalité des mandats (deux tiers)[1].

Première remarque : il n'y a pas de relation absolue entre le dynamisme d'une fédération départementale (révélée notamment par le taux de croissance de ses effectifs) et son orientation dans la lutte de tendances. Si en effet on consulte le classement des fédérations socialistes d'après le taux de croissance de leurs effectifs entre le 31 décembre 1919 et le 1er octobre 1920[2], on note que sur les 25 premières fédérations[3], une seule — la Marne — a donné 100 % de ses mandats à la motion Cachin-Frossard, 10 lui ont donné entre 75 et 99 % de leurs mandats, 3 entre 50 et 74 %, et 10 moins de 50 % : ainsi, 13 de ces fédérations seulement ont donné pour l'adhésion à la IIIe Internationale un nombre de mandats égal ou supérieur à la moyenne nationale[4].

Contre-épreuve : sur les 9 fédérations qui, à Tours, donnent la totalité de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard[5], 2 ont enregistré cette même année un recul de leurs effectifs, 2 se classent dans la deuxième

---

1. *Cf. Cpte-r. stén. du Congrès de Tours :* « vote par fédération départementale sur l'adhésion à la IIIe Internationale », p. XIX-XXII. Quelques chiffres apparaissent incertains : en effet, lors de la proclamation des résultats du vote (*Cpte-r. stén.*, p. 478), le Président a donné les chiffres suivants :

| | |
|---|---|
| — Pour la IIIe Internationale | 3 208 mandats |
| — Pour la motion Longuet | 1 022 |
| — Abstentions | 397 |
| — Pour la motion Leroy-Heine | 44 |
| — Absents | 32 |
| — Pour la motion Pressemane | 60 |

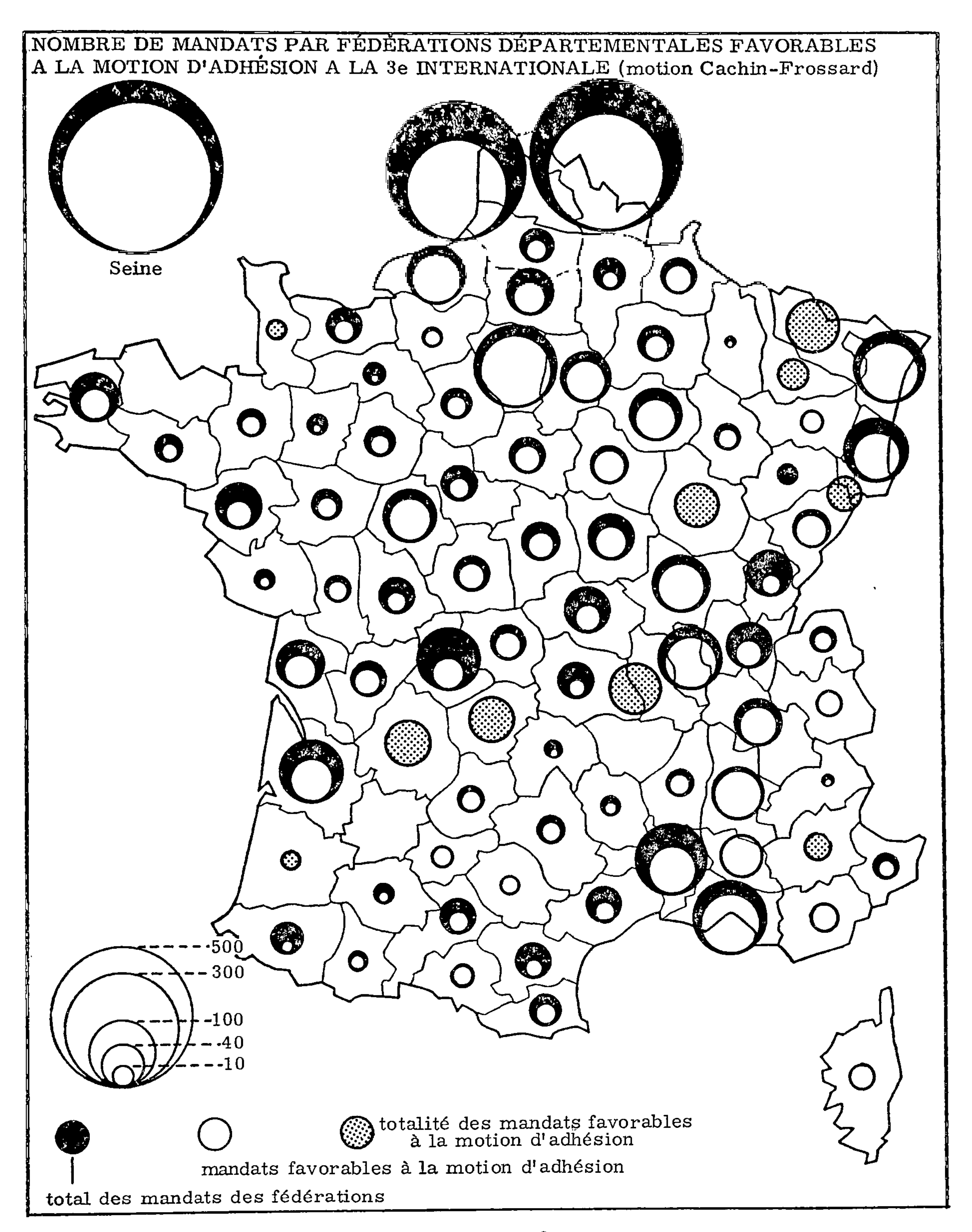
Cette incertitude reflète d'ailleurs l'incertitude de même nature qui pèse sur le chiffre des mandats dont chaque fédération dispose. D'une part en effet, si le *Cpte-r. stén. du Congrès de Tours* donne, p. VI, un tableau fixant le nombre des mandats dont chaque fédération a été créditée, ce tableau n'est pas complet : pour 14 fédérations, aucun renseignement chiffrés Par ailleurs, aucune indication n'est fournie quant au mode de calcul par lequel le chiffre des mandats par fédération est obtenu : il n'y a pas, comme il se devrait normalement, parallélisme entre le nombre d'adhérents au 30 septembre 1920 et le nombre de mandats (pourquoi, par exemple, la Corrèze est-elle créditée de 48 mandats — p. VI — alors qu'elle est officiellement pourvue de 3 000 adhérents au 30 septembre 1920, tandis que la Gironde est créditée de 89 mandats pour 2 700 adhérents ?) Enfin, le nombre total de mandats dont fait état la proclamation des votes sur la question de l'adhésion à la IIIe Internationale (p. 478) s'élève à 4 763 mandats, alors que le rapport de la Commission de vérification des mandats (p. 151) fait état de 4 575 mandats pour les 89 fédérations représentées au Congrès (par 285 délégués, et de 92 mandats pour les 6 fédérations qui ne sont pas représentées (à savoir les Hautes-Alpes) Alpes-Maritimes, Côtes-du-Nord, Landes, Martinique, Tonkin) : au total donc, 4 667 mandats.

2. *Cf.* la carte n° 16.

3. Ce sont les fédérations des Landes, Côtes-du-Nord, Haute-Savoie, Orne, Ariège, Eure, Tarn, Vendée, Hérault, Loir-et-Cher, Haute-Saône, Gers, Isère, Puy-de-Dôme, Alpes-Maritimes, Drôme, Vaucluse, Marne, Ain, Cantal, Aveyron, Aisne, Nièvre, Seine-et-Marne, Ardèche. Le vote des Côtes-du-Nord sur l'adhésion à la IIIe Internationale n'est pas indiqué.

4. *Cf.* carte n° 18. En revanche, sur les dix fédérations dont les effectifs reculent en 1920, deux donnent pourtant 100 % de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard (Manche et Meurthe-et-Moselle), cinq lui donnent un pourcentage de mandats supérieur à la moyenne nationale.

5. Ce sont les fédérations des Basses-Alpes, de la Côte-d'Or, de la Dordogne, de la Loire, de la Manche, de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Savoie (en pointillé sur la carte n° 18).


NOMBRE DE MANDATS PAR FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES FAVORABLES A LA MOTION D'ADHÉSION A LA 3e INTERNATIONALE (motion Cachin-Frossard)
Seine
500
300
100
40
10
totalité des mandats favorables à la motion d'adhésion
mandats favorables à la motion d'adhésion
total des mandats des fédérations

CARTE N° 18.

moitié quant au taux de croissance de leurs effectifs, 4 dans le second quart, une seule dans le premier quart.

Si donc le dynamisme interne d'une fédération socialiste ne semble pas de nature à expliquer son orientation à gauche, quelle peut en être l'explication ?

Entre les 9 fédérations qui ont donné 100 % de leurs mandats à la IIIe Internationale : aucun lien géographique. On y trouve la Manche et les Basses-Alpes, la Loire et la Marne, la Dordogne et la Savoie. Aucun lien non plus quant à leurs bases sociales ou leur formation doctrinale : mises à part la Moselle et la Meurthe-et-Moselle pour lesquelles leur qualité de « fédération recouvrée » exige une analyse distincte, on y trouve de petites fédérations sans bases industrielles et sans passé socialiste — la Manche, la Savoie, les Basses-Alpes —, mais aussi 2 fédérations importantes et significatives : la Loire, avec son infrastructure industrielle et son combat contre la guerre, marqué d'ailleurs par l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire ; la Dordogne, avec son éducation politique guesdiste et les luttes de ses cheminots en 1919-1920. Enfin, pas de parallélisme dans leur évolution : 5[1] avaient déjà voté en février pour une adhésion immédiate à la IIIe Internationale, tandis que 4[2] avaient encore donné tous leurs mandats à la motion du Comité de la Reconstruction ; les premières sont donc conduites par des éléments du Comité de la IIIe Internationale, tandis que les secondes sont plutôt liées à l'aile gauche du centrisme.

Six fédérations[3] ont ensuite donné à Tours la quasi-totalité de leurs mandats — de 90 à 99 % — à la motion pour l'adhésion sans réserves à la IIIe Internationale. Entre elles, non plus, aucun lien géographique. On y trouve l'Ariège et le Haut-Rhin (Belfort), la Corrèze et l'Yonne. Aucune identité dans leur présente structure politique : 3 donnent[4] le reste de leurs mandats à la motion Longuet, 2[5] le consacrent à l'abstention, une le partage[6] à égalité entre la motion Longuet et l'abstention. Aucune analogie dans leur évolution : 2 d'entre ces fédérations[7] avaient donné à Strasbourg la totalité de leurs mandats à la motion pour l'adhésion à la IIIe Internationale, la tendance « communiste » y a donc légèrement reculé. Deux autres[8] se sont maintenues dans le *statu quo* établi à Strasbourg ; 2[9] enfin ont glissé de la « Reconstruction » à « l'adhésion ».

Vingt-deux fédérations[10] manifestent le désir d'entrer dans la IIIe Internationale dans une proportion qui se situe autour de 75 % des mandats dont elles disposent. On peut distinguer parmi elles trois catégories : la catégorie de celles qui donnent le dernier quart de leurs mandats à la

1. Moselle, Meurthe-et-Moselle, Savoie, Basses-Alpes, Dordogne.
2. Côte-d'Or, Loire, Manche, Marne.
3. Corrèze, Haut-Rhin (Belfort), Ariège, Rhône, Vaucluse, Yonne.
4. Haut-Rhin (Territoire de Belfort), Rhône, Yonne.
5. Corrèze, Ariège.
6. Vaucluse.
7. Haut-Rhin (Belfort), Ariège.
8. Rhône, Vaucluse.
9. Corrèze, Yonne.
10. Ardèche, Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Haute-Marne, Orne, Deux-Sèvres, Isère, Hautes-Pyrénées, Corse, Landes, Loiret, Seine, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Cher, Indre, Bas-Rhin, Charente, Seine-et-Marne, Haute-Savoie.

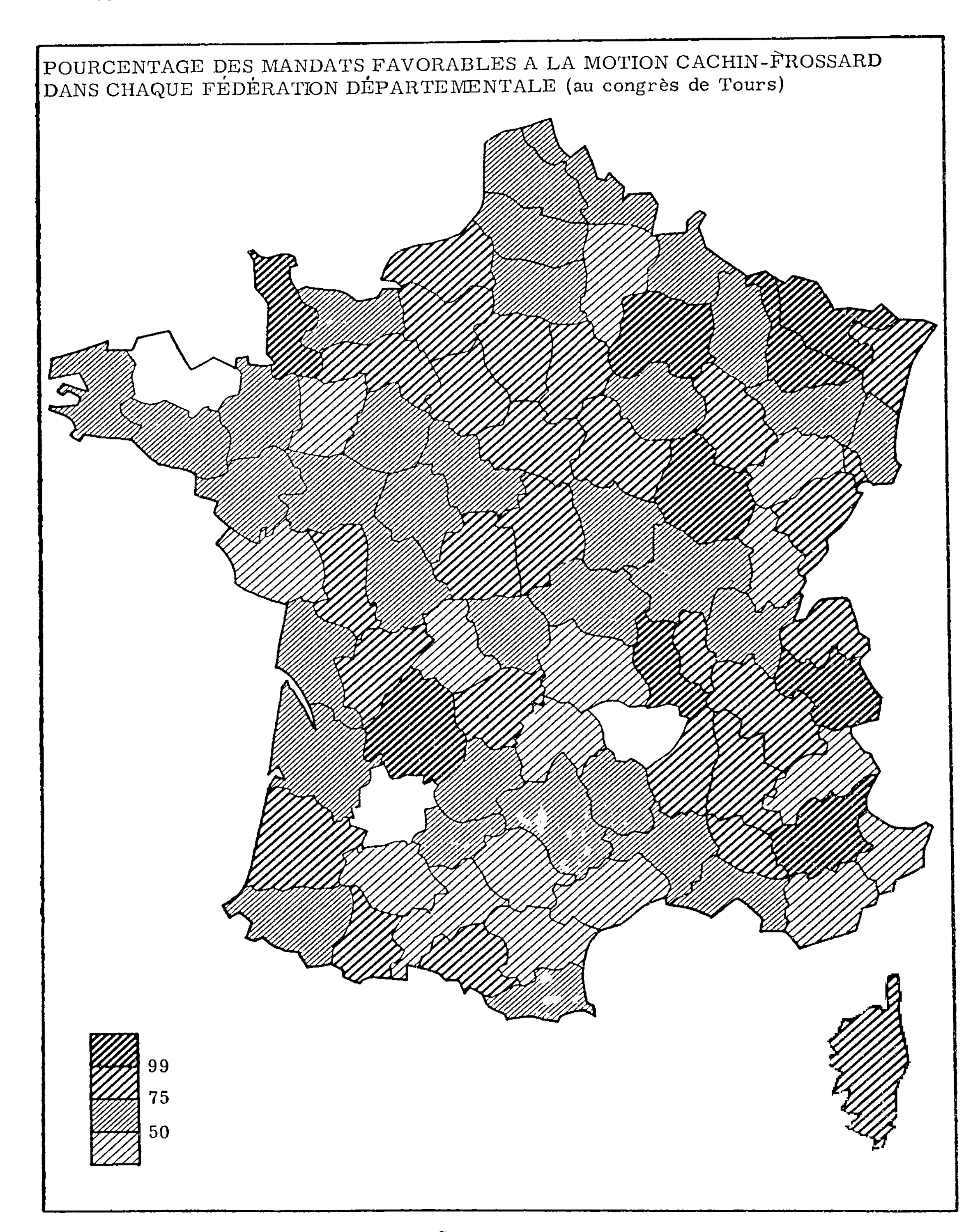
motion Longuet[1] ; la catégorie de celles qui le donnent à l'abstention[2] ; la catégorie de celles enfin qui le partagent entre ces deux solutions[3]. La première catégorie, composée des fédérations où il n'y a plus de droite (puisque l'abstention est à Tours le mode d'expression de la droite blumiste et renaudélienne), est la plus nombreuse. On y remarque une certaine concentration géographique : l'Eure, l'Eure-et-Loir et l'Orne d'une part, la Drôme, l'Isère, l'Ardèche d'autre part. Mais une grande diversité d'évolution : la Drôme, à Strasbourg, avait donné 100 % de ses mandats à la tendance IIIe Internationale qui, entre-temps, a donc reculé ; la Haute-Marne y était tout entière gagnée à la motion Reconstruction : le centre, en éclatant, y a donc glissé aux trois quarts à gauche ; par contre, l'Orne a gardé en décembre exactement les mêmes positions qu'en février. La seconde catégorie, où la pensée socialiste s'est polarisée aux extrêmes, présente une curieuse variété d'évolution ; les Hautes-Pyrénées avaient en février voté à 100 % pour l'adhésion immédiate à la IIIe Internationale : là aussi, par conséquent, la tendance communiste a légèrement reculé, et au profit, non pas du centre, mais de la droite ; la Corse avait voté à 100 % pour la motion du Comité de la Reconstruction : il y a donc eu éclatement du centre, et glissement — dans une proportion inégale — aux extrêmes ; enfin, dans les Landes, le pourcentage de mandats favorables à la IIIe Internationale est resté le même de février à décembre, mais le quart centriste de février a glissé à droite en décembre. Quant à la troisième catégorie — aux trois quarts pour l'adhésion à la IIIe Internationale, le dernier quart étant partagé entre la tendance Longuet et la tendance Blum —, il est remarquable d'y trouver toutes les fédérations de la région parisienne : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Loiret, avec un prolongement vers le sud par les fédérations du Cher, de l'Indre, de la Charente. Ainsi, le cœur du pays, tout en se prononçant massivement pour la IIIe Internationale, tient encore à exprimer toutes les nuances de l'opinion socialiste. Il est remarquable également que cette conjonction est le produit du même phénomène : la forte minorité (pour le Loiret, le Cher, la Charente) ou la légère majorité (pour la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, la Seine-Inférieure) « communiste » de Strasbourg a attiré entre-temps une fraction du centre reconstructeur : aux trois quarts de ce qu'il était dans le Loiret et en Seine-et-Marne, aux deux tiers dans la Seine et la Seine-et-Oise, pour moitié dans la Seine-Inférieure et la Charente.

Finalement, si l'on regroupe toutes les fédérations qui, au nombre de 28, ont donné à Tours entre 75 et 99 % de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard[4], il apparaît qu'elles occupent deux secteurs géographiques : le Bassin Parisien et la Vallée du Rhône. Mais elles n'ont guère d'autre caractéristique commune.

Trente-trois fédérations constituent un troisième groupe[5] : les mandats

---

1. Ardèche, Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Haute-Marne, Orne, Deux-Sèvres, Isère.
2. Hautes-Pyrénées, Corse, Landes.
3. Loiret, Seine, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Cher, Indre, Bas-Rhin, Charente, Seine-et-Marne, Haute-Savoie.
4. *Cf.* carte n° 19.
5. *Cf.* carte n° 19.


POURCENTAGE DES MANDATS FAVORABLES A LA MOTION CACHIN-FROSSARD DANS CHAQUE FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE (au congrès de Tours)
99
75
50

CARTE N° 19.

dont elles disposent sont portés sur la motion Cachin-Frossard dans une proportion qui va de 50 à 75 %. Si l'on isole, parmi elles, les 9 fédérations[1] où le pourcentage des mandats qui se prononcent pour l'adhésion sans réserve à la IIIe Internationale est supérieur à la moyenne nationale (67 %), on y trouve 3 fédérations[2] qui donnent le reste de leurs mandats (moins d'un tiers) à la motion Longuet et 6[3] qui partagent le reste de leurs mandats entre la motion Longuet et l'abstention. Parmi les 24 autres fédérations[4] de ce groupe, les combinaisons de vote sont très nombreuses. Sur 12 fédérations[5] qui donnent les deux tiers de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard, 6[6] consacrent le troisième tiers à la motion Longuet : fédérations dépourvues de droite ; 5[7] partagent le troisième tiers entre motion Longuet et abstention : fédérations où subsistent, distincte du centre droit, une droite caractérisée ; une fédération[8] enfin consacre tout le troisième tiers de ses mandats à l'abstention : fédération où le centre a disparu. Sur les 12 autres fédérations[9] qui ne donnent à la motion Cachin-Frossard qu'un pourcentage de leurs mandats légèrement supérieur à 50 %, 5[10] procèdent à une répartition inégale de la « petite moitié » restante — favorable à la tendance « Reconstruction » — entre la motion Longuet et l'abstention : fédérations où subsistent, distincts, un centre droit assez important et une faible droite; 4[11] partagent aussi la « petite moitié » restante de façon inégale, mais cette fois en faveur de l'abstention : fédérations où subsistent, distincts, un faible centre droit et une assez importante droite. L'Ille-et-Vilaine, de son côté, répartit, mais également, la « petite moitié » de ses mandats entre la motion Longuet et l'abstention : fédération où subsistent, distinctes, un centre droit et une droite de force équivalente. Enfin le Maine-et-Loire et le Haut-Rhin concentrent leur « petite moitié » sur la motion Longuet : fédérations où ne subsiste qu'un assez fort centre droit.

Un quatrième et dernier groupe[12] comprend enfin les 16 fédérations qui votent, à la majorité des mandats qu'elles détiennent, contre l'adhésion à la IIIe Internationale : petites fédérations comme la Mayenne et les Hautes-Alpes, mais aussi vieilles et puissantes fédérations comme la Haute-Vienne, le Tarn et la Haute-Garonne.

Cette analyse détaillée du vote des fédérations départementales au Congrès de Tours donne à penser sur la complexité des motivations qui

---

1. Lozère, Finistère, Loir-et-Cher, Bouches-du-Rhône, Creuse, Nièvre, Saône-et-Loire, Vienne, Vosges.
2. Lozère, Finistère, Loir-et-Cher.
3. Bouches-du-Rhône, Creuse, Nièvre, Saône-et-Loire, Vienne, Vosges.
4. Lot, Meuse, Aube, Indre-et-Loire, Somme, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Charente-Inférieure, Morbihan, Nord, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Allier, Ain, Calvados, Oise, Pas-de-Calais, Gard, Gironde, Loire-Inférieure, Sarthe, Ardennes, Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Haut-Rhin.
5. Lot, Meuse, Indre-et-Loire, Somme, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Charente-Inférieure, Morbihan, Nord, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Allier.
6. Lot, Meuse, Indre-et-Loire, Somme, Tarn-et-Garonne, Aveyron.
7. Charente-Inférieure, Morbihan, Nord, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales.
8. Allier.
9. Ain, Calvados, Oise, Pas-de-Calais, Gard, Gironde, Loire-Inférieure, Sarthe, Ardennes, Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Haut-Rhin.
10. Ain, Calvados, Oise, Pas-de-Calais, Gard.
11. Gironde, Loire-Inférieure, Sarthe, Ardennes.
12. En vert sur la carte n° 12.

ont commandé l'évolution du socialisme français. A vrai dire, aucune manipulation de chiffres n'autorise à isoler en conclusion un facteur déterminant et exclusif.

La structure socio-économique ? Elle ne saurait tout expliquer : deux grandes régions industrielles comme le Bassin Parisien et le Nord donnent, dans les fédérations socialistes correspondantes, des majorités sensiblement différentes pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Deux régions typiquement rurales comme la Mayenne et la Manche se prononcent à l'opposé, la première contre, la seconde pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Il est cependant indiscutable que l'infrastructure économique constitue un élément essentiel de compréhension : mais dans un sens qui n'est pas toujours le sens attendu.

Si l'on se reporte en effet aux explications de vote, prodiguées par les représentants autorisés de chaque fédération à l'ouverture des travaux du Congrès de Tours[1], il faut bien noter qu'un leitmotiv revient avec une régularité insistante : à savoir que c'est l'élément paysan qui a pesé de tout son poids, dans les fédérations socialistes, en faveur de l'adhésion à la IIIe Internationale.

Il faut citer longuement le témoignage des intéressés, tant il est affirmatif. Voici le délégué de l'Ain : « Nous ne parlons pas au nom d'une majorité industrielle, mais essentiellement rurale, et cette majorité actuelle est pour la transformation immédiate de la situation des travailleurs, transformation que nous n'apercevons que dans la IIIe Internationale »[2]. Le délégué de l'Allier : « D'un côté, il y a les majoritaires qui approuvaient la politique internationale du Parti pendant la guerre et le vote des crédits. De l'autre, la foule rurale... »[3]. Le délégué de l'Ariège : « L'Ariège, pays essentiellement rural, a adhéré, à la presque unanimité, à la IIIe Internationale »[4]. Le délégué de l'Aube : « Dans les vieilles fédérations comme celles de l'Aube, [se] sont constitués de nombreux groupes de paysans venus avec des mandats fermes pour la IIIe Internationale »[5]. Le délégué du Cantal : « Les partisans de la IIIe Internationale sont surtout recrutés dans les pays ruraux »[6]. Le délégué de la Charente : « Les camarades ruraux semblent venir à nous avec un enthousiasme dont il faudrait profiter... Par contre, ce sont les sections de Rueil et d'Angoulême qui donnent un chiffre de mandats importants à la motion Longuet »[7]. Le délégué du Cher : « C'est à Vierzon et à Bourges que résident les éléments... de droite et du centre et ce sont les campagnes, en particulier le Sancerrois et le Saint-Amandois, les paysans, les petits vignerons et les petits propriétaires qui votent pour l'adhésion sans restriction à la IIIe Internationale »[8]. Le délégué de la Corrèze : « Je représente une fédération rurale... C'est en

---

1. Il avait été décidé, à l'ouverture du Congrès de Tours, d'entendre les représentants des fédérations de province « exposer brièvement dans quel esprit se sont prononcées les fédérations de province » (Frossard, *Cpte-r. stén.*, p. 14). Ce qui fut fait : dans l'ordre alphabétique.

2. Marmet, de l'Ain (*Cpte-r. stén.*, p. 23).

3. Gaby, de l'Allier (*ibid.*, p. 25).

4. Bergère, de l'Ariège (*ibid.*, p. 25).

5. Philbois, de l'Aube (*ibid.*, p. 26).

6. Gélis, du Cantal (*ibid.*, p. 28).

7. Couffy, de la Charente (*id.*, p. 29). Rueil et Angoulême sont les sections ouvrières de la Charente.

8. Lerat, du Cher (*id.*, p. 30).

pleine conscience que les camarades paysans de la Corrèze ont voté la motion [pour l'adhésion] »[1]. Le délégué de la Creuse : « Le secrétaire fédéral était de la IIe Internationale ; la grosse majorité de la Creuse est pour la IIIe Internationale. La Creuse est un département spécialement rural. Aubusson seulement est industriel et a donné la majorité à la IIe. C'est la preuve que ce sont les paysans et les petits propriétaires qui, eux, sont plus révolutionnaires que les industriels »[2].

Des exemples frappants de l'intérêt passionné que portent les masses paysannes à la IIIe Internationale sont donnés par différents orateurs : dans une commune essentiellement rurale de Charente, le secrétaire « a pu grouper, après sa réunion, 43 camarades sur 60 électeurs »: « Je n'ai jamais vu cette proportion depuis quinze ans que je milite », déclare-t-il[3]. Jules Blanc, de la Drôme, montrant que « partout nous voyons venir à nous les paysans. Ils viennent à nous avec leurs sentiments tout neufs », raconte : « Au cours de nos tournées de propagande, nous avons eu l'occasion de voir 5 à 6 000 cultivateurs, certains d'entre eux faisant à bicyclette 50 à 60 kilomètres »[4]. Dans un petit village de la Mayenne, « ce malheureux pays [où] il est bien difficile de convaincre les camarades des villes », 20 paysans se sont réunis qui ont donné un mandat pour l'adhésion à la IIIe Internationale[5].

Seules, quelques voix discordantes s'élèvent pour contrebattre cette idée que les paysans socialistes sont tout particulièrement sensibles à la propagande en faveur de la IIIe Internationale. L. Colliard, au nom de la Fédération du Calvados, déclare ne pas avoir encore entrepris de travail dans les campagnes[6]. Bertrand, dans l'Hérault, considère que « les popu-

1. Roumajon, de la Corrèze (*id.*, p. 31).

2. Le représentant de la Creuse (*id.*, p. 34). Vont dans le même sens les déclarations faites par les représentants de la Drôme (J. Blanc, p. 37) ; de l'Eure-et-Loir (Hillion, p. 40 : « Ce sont les groupes de paysans, nouvellement formés depuis cette année, qui ont été unanimes pour la IIIe Internationale ») ; du Lot-et-Garonne (Bourdas, p. 61 : « Ne croyez pas que les masses rurales du Lot-et-Garonne, agriculteurs et vignerons, aient été effrayées par le programme bolcheviste ») ; de la Haute-Marne (Postolec, p. 63 : « Il y a progrès, mais surtout chez les paysans qui donnent la *minorité* à Longuet... Le mouvement n'est pas le même malheureusement dans les centres industriels depuis les dernières grèves dont nous avons beaucoup souffert ») ; de la Nièvre (Bailly, p. 66 : « Les paysans morvandiaux n'aiment pas les châtelains dont notre région est pleine, qui détiennent au moins la moitié, peut-être les deux tiers des terres. Ils n'aiment pas ces gros châtelains qui viennent tous les ans et ne connaissent même pas le nombre d'hectares qu'ils possèdent. Le paysan morvandiau ne craint pas la révolution... ») ; de l'Oise (Tourly, p. 70) ; des Pyrénées-Orientales (Moszrowski, p. 75 : « A la campagne, nous pouvons compter sur la neutralité bienveillante des centres ruraux. C'est un fait certain. Il y a un phénomène très intéressant qui s'est produit, c'est que, — dans les villes, par exemple, où nous avions une majorité très grande —, nous avons senti une certaine résistance... ») ; du Rhône (Métra, p. 80 : « Depuis la fin de l'année 1919, la Fédération du Rhône... a créé un nombre important de sections rurales qui sont toutes, sans exception, animées d'un bel esprit révolutionnaire et internationaliste qui les a fait adhérer sans réserve à la IIIe Internationale ») ; de la Saône-et-Loire (Ringenbach, p. 83) ; de la Sarthe (Boyer, p. 84) ; du Var (Perpe, p. 119 : « Les sections urbaines se sont prononcées en majorité pour la motion Longuet-Paul Faure. C'est Toulon, la ville ouvrière par excellence du Var, qui a donné la majorité à la motion Longuet-Paul Faure... Ce sont les jeunes sections et en particulier quelques sections rurales nouvellement créées... qui ont adopté la motion Cachin-Frossard ») ; de la Seine-Inférieure (Basillaire, p. 139 : « Les campagnes sont pour la IIIe Internationale comme partout, mais l'on doit préciser pourquoi dans certaines villes qui sont pourtant socialistes, il n'y a pas une majorité pour la IIIe Internationale »).

3. *Ibid.*, p. 30.

4. *Ibid.*, p. 37.

5. *Ibid.*, p. 63.

6. *Ibid.*, p. 28.

lations viticoles ne sont pas encore révolutionnaires »[1]. Évrard, pour la Fédération du Pas-de-Calais, discute explicitement : « On a dit ici que les sections paysannes en tenaient surtout pour la IIIe Internationale. C'est possible peut-être dans d'autres départements, mais pas dans le Pas-de-Calais. Nos sections qui sont toutes des sections paysannes et la majorité des sections qui bordent le bassin houiller — ces dernières sections composées à la fois de paysans et de mineurs — ont donné la plupart la majorité à la motion Longuet ou à la motion Blum »[2]. De même, Mailly, secrétaire fédéral de la Somme, affirme que « contrairement aux déclarations faites hier par quelques camarades fédéraux, je dois dire au Congrès que nos éléments ruraux ne se sont pas prononcés pour la IIIe Internationale »[3]. Enfin, un représentant du Maine-et-Loire considère que « contrairement à ce que nous ont dit de nombreux délégués de province, chez nous, les paysans qui toujours ont été conduits par les hobereaux, ne marchent pas ou à peu près »[4].

Sans en faire donc un phénomène absolument général et uniforme, on doit retenir ce fait important : que la paysannerie socialiste a constitué une composante sociale majeure du courant en faveur de la IIIe Internationale.

Sur quelle base ? Est-ce sur la base du programme agraire élaboré par les communistes russes ? On peut en douter. Certes, le représentant de la Drôme affirme qu'il dit aux paysans : « Ce que nous voulons, c'est la socialisation de la terre. J'ai le courage de le leur déclarer, et je crois faire ainsi œuvre de socialiste en préparant le paysan à savoir ce qu'est le socialisme, le communisme »[5]. De même, le représentant de la Sarthe pense que « pour le campagnard, c'est le programme agraire soviétique qui l'a séduit »[6]. Mais par contre, le représentant de la Corrèze — fédération qui s'est prononcée à l'unanimité pour l'adhésion à la IIIe Internationale — se refuse à « dire à nos camarades paysans que nous allons leur socialiser la terre » : « Nous expliquons aux paysans que nous demandons la socialisation des grandes entreprises et que nous voulons, en outre, développer toutes les œuvres collectives à la campagne. Nous estimons être d'accord ainsi avec nos camarades de la IIIe Internationale »[7].

De fait, il est plus probable que cette exceptionnelle sensibilité de la paysannerie socialiste aux thèmes sur lesquels s'est développée la pro-

---

1. *Ibid.*, p. 49.
2. *Ibid.*, p. 71.
3. *Ibid.*, p. 114.
4. *Ibid.*, p. 144.
5. *Ibid.*, p. 38.
6. *Ibid.*, p. 84.
7. *Ibid.*, p. 33. Nouelle raconte encore qu'ayant demandé à un vigneron de la Saône-et-Loire pourquoi les paysans socialistes votaient en faveur de l'adhésion à la IIIe Internationale, celui-ci aurait répondu : « Oh ! Ce n'est pas les campagnards qui pourront faire la révolution, nous vous donnons seulement un appui moral. Ce sont les villes qui doivent faire les mouvements » (*ibid.*, p. 82). Sembat, enfin, prenant le premier la parole dans la discussion générale qui suivit au Congrès de Tours les déclarations des responsables fédéraux, résuma ainsi les débats (avec cette exceptionnelle lucidité que d'aucuns appelaient cynisme) : « On serait bien aveugle sur les forces sociales et sur leur importance si on fermait les yeux à ce fait capital qu'un courant d'enthousiasme s'est déchaîné dans tous les groupes du Parti : et principalement [...] dans les campagnes et dans les milieux ruraux. Sans doute, en écoutant nos camarades, il vous est arrivé plus d'une fois de tous les côtés de sourire quand on vous a parlé de l'enthousiasme des paysans... Mais, en même temps, on vous assurait que ces paysans, soudain communistes, entendaient tout de même bien garder la petite propriété et s'opposer à la socialisation des terres » (p. 163).

pagande en faveur de la IIIe Internationale se relie à d'autres motifs que celui des intérêts strictement socio-professionnels.

Par exemple, à l'ébranlement que la guerre a fait subir à sa vision du monde. La méditation sur les douleurs de la guerre dont le souvenir pourtant constitue l'une des sources de l'élan révolutionnaire en 1919-1920 n'a pas conduit les départements ex-occupés, les plus ravagés, à une position identique devant le problème de l'adhésion à l'Internationale communiste : la Marne se prononce positivement à 100 % alors que l'Aisne voisine se prononce négativement à plus de 50 %. Mais il est indiscutable que la guerre, en mobilisant les paysans, en brisant leur isolement social et politique, en leur faisant côtoyer dans les tranchées les gens des villes, en leur faisant supporter prioritairement l'impôt du sang, et même en contribuant dans une certaine mesure à élever, à l'heure du retour, leur niveau de vie du fait de la revalorisation des produits agricoles[1], a bouleversé les campagnes françaises, les éveillant à une vie politique qui ne fût pas seulement de clocher.

Or ce phénomène nouveau qu'est la « politisation » des campagnes se conjugue avec trois autres données dont les secrétaires fédéraux font état dans leurs interventions : ceux qui optent pour la IIIe Internationale sont de jeunes militants ; des militants dont la formation doctrinale est récente, pour ne pas dire superficielle ; des militants qui se méfient des « Messieurs importants », parlementaires et dirigeants « parisiens ».

De jeunes militants : jeunes par l'âge, mais surtout par la date de leur adhésion au socialisme. Voici le représentant de l'Allier : « Ceux qu'on appelle les néophytes, on peut dire qu'ils acceptent sans restriction l'adhésion à la IIIe Internationale »[2]. Et voici le représentant de l'Aube, opposant aux groupes récemment constitués « de vieux militants qui ont voté la motion Longuet »[3]. Une seule voix discordante, celle de Nouelle, représentant de la Saône-et-Loire : ayant constaté en effet que les sections des centres ouvriers (Montceau-les-Mines, Le Creusot) avaient donné une très forte majorité soit à la motion Blum, soit à la motion Longuet, tandis que « dans les campagnes, d'une façon à peu près unanime, on a voté pour la motion Cachin », Nouelle cherche une explication : « Je suis arrivé à cette conclusion que, dans les villes où la propagande socialiste est active, on vote pour Longuet. Mais dans les sections rurales, où se trouvent de vieux militants, et où il y a peu de vie, on vote pour la motion Cachin avec une minorité pour les autres motions »[4].

Que les partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale soient plutôt les militants jeunes et les jeunes militants, il s'ensuit dans les deux cas qu'ils n'ont pas subi l'empreinte doctrinale du socialisme français d'avant-guerre, guesdiste ou jauressiste. Nouelle le note avec amertume : « Dans les sections nouvellement fondées, nous en avons 18 dans ce cas, on est partisan, sans exception, de la motion Cachin ; et j'ai été sur le point de

---

1. Guiban, du Finistère, reproche aux longuettistes de son département d'avoir pensé et dit que la révolution était impossible parce que les paysans étaient trop riches et demain gagneront encore plus d'argent (*ibid.*, p. 81).
2. *Ibid.*, p. 25.
3. *Ibid.*, p. 26.
4. *Ibid.*, p. 82.

conclure que l'enthousiasme pour les thèses de Moscou était en raison inverse de l'éducation socialiste »[1]. Mais Nouelle est droitier. Roumajon, de la Corrèze, le dit, lui, avec jovialité : les militants de sa fédération, tous partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale, s'adressent « surtout aux camarades Longuet et P. Faure, ainsi qu'à nos camarades de la Haute-Vienne pour lesquels nous avons une grande affection, car ils ont été nos maîtres en socialisme »[2].

Cette « fraîcheur de sentiments » dont parle pour s'en féliciter un secrétaire fédéral, cette innocence théorique — « Renaudel a-t-il le monopole du marxisme ? » questionne avec impertinence un interpellateur anonyme —, cette absence de « traditions », cette ingratitude à l'égard de Jaurès ou de Guesde — « Merci pour Jaurès », s'écrient des Renaudéliens indignés à l'adresse d'un orateur qui, dans sa pétulance, critique à l'étourdie tel aspect du mouvement ouvrier d'avant-guerre —, autant d'expressions de la même idée : que les fédérations anciennes, blanchies sous le harnais du socialisme français, sont beaucoup plus réticentes à l'adoption des positions bolcheviques que les fédérations nées dans le feu de l'après-guerre et dépourvues de formation doctrinale.

Rurale, jeune, ignorante ? Et, par conséquent, méfiante : la fédération — ou la section — partisan de l'adhésion à la IIIe Internationale se veut en garde contre les parlementaires, les dirigeants, les chefs qu'on prie de bien vouloir venir et qui dédaignent de se déranger. Écoutons le délégué de l'Ariège : « Quand on leur [les camardes parlementaires] demande de venir faire une conférence dans nos montagnes, ils promettent, mais ne viennent pas »[3]. Veyren, des Bouches-du-Rhône, s'interrogeant sur les raisons pour lesquelles « des progrès considérables » ont été accomplis en faveur de la IIIe Internationale — surtout entre février et décembre —, mentionne « des raisons locales » : « surtout spéciales à la ville de Marseille, où le Parti a particulièrement souffert de la situation créée, soit par les aspirants élus ou les détenteurs de mandats »[4]. Le représentant du Cantal se plaint, lui aussi : « Nous avons à trois reprises annoncé une réunion avec un délégué du Parti, et à trois reprises ce délégué — un ancien parlementaire — n'est pas venu. Nous estimons que nos fédérations méritent plus d'égard »[5]. Lerat, du Cher, est plus incisif : « J'ai entendu, avant la séance, le citoyen Longuet dire : ' Les militants de province suivent toujours l'exemple des militants de la Fédération de la Seine '. Non, nous sommes assez grands garçons pour savoir ce que nous avons à faire et nous n'entendons pas qu'on nous donne l'exemple. Nous sommes, nous, spécialement dans le Cher, des révolutionnaires »[6]. Et le délégué de la Sarthe note dans le même sens : « Nos chefs, qui avaient l'habitude d'être suivis ont vu leur autorité contestée. Ils n'ont plus été considérés ' comme sacro-saints ' »[7].

---

1. *Ibid.*, p. 82.
2. *Ibid.*, p. 33.
3. *Ibid.*, p. 25.
4. *Ibid.*, p. 27.
5. *Ibid.*, p. 29.
6. *Ibid.*, p. 30.
7. *Ibid.*, p. 84.

Cette tendance à rejeter la tutelle des dirigeants consacrés, n'empêche d'ailleurs pas, avec quelque inconséquence, le délégué de la Vienne de se féliciter que son département fût celui de Sadoul, et le délégué des Basses-Pyrénées que sa fédération fût celle de Deslinières, remplaçant ainsi d'anciennes gloires par des gloires plus fraîches, mais tout autant « personnalisées ». Pas plus que cela n'arrête Delagrange qui, au nom de la Fédération de la Dordogne, réclame « un chef unique, et ce chef unique, c'est Lénine ».

Si beaucoup d'orateurs se félicitent de l'allant révolutionnaire à la campagne, ils signalent en revanche la tiédeur des socialistes urbains. « Nos adversaires, partisans de la motion Blum, sont compris principalement dans la section du chef-lieu du département, c'est-à-dire Nevers », regrette le représentant de la Nièvre. Deux explications sont généralement avancées sur les réticences des socialistes dont l'origine prolétarienne devrait les encourager à se porter aux premières lignes du combat pour la III[e] Internationale. D'abord l'amer souvenir laissé par les défaites subies au printemps précédent : « Le mouvement n'est pas le même [que chez les paysans], malheureusement dans les centres industriels depuis les dernières grèves dont nous avons beaucoup souffert », reconnaît Postolec de la Haute-Marne. Et Nouelle, de la Saône-et-Loire, précise : « De nombreux militants cheminots avaient voté l'adhésion à la III[e] Internationale mais sont vraiment écœurés de voir qu'on les a lancés dans la grève et qu'ils se trouvent révoqués ». Ensuite et surtout, la question syndicale est partout soulevée : « C'est dans le sein des syndicats qu'il y a ce mouvement de révolte contre la tutelle du dehors », souligne le représentant des Pyrénées-Orientales.

Ces quelques notations, glanées dans les interventions souvent maladroites mais vives et spontanées des délégués fédéraux au Congrès de Tours, confirment, au niveau des prises de position départementales ou locales, ce qui avait déjà été mis en lumière au niveau de la discussion nationale : le caractère complexe des déterminations, par quoi s'explique que l'analyse du vote des fédérations au Congrès de Tours exige, pour avoir quelque signification, d'être détaillée[1].

1. Analyse qui, même détaillée, ne saurait échapper à deux difficultés inhérentes à sa matière même. Première difficulté : le fait que beaucoup de résultats sont moins l'expression de l'opinion socialiste réelle que le produit d'une « cuisine » à laquelle maints orateurs font allusion — cuisine sur l'attribution numérique des mandats, cuisine sur leur répartition entre les tendances. Sur ce plan, le rôle du secrétaire fédéral est considérable, mais pas seulement du secrétaire fédéral : de quel poids, par exemple, a pesé le seul Frossard, à qui sa qualité de secrétaire du parti donnait le maniement de tout l'appareil ? L'importance de la « cuisine » elle-même est, dans le cas d'une lutte de tendances, fonction de différents facteurs : le rapport des forces en présence, mais aussi la personnalité et les goûts des secrétaires fédéraux, certains d'entre eux étant davantage portés que d'autres à manipuler les chiffres. Deuxième difficulté : le fait que beaucoup de résultats sont moins l'expression de l'opinion socialiste tout entière que celle d'une fraction réduite. Même en cette période où pourtant chacun s'accorde à dire que les discussions furent vives, la marge entre les militants actifs qui tiennent à se prononcer eux-mêmes et les adhérents passifs reste sérieuse. En voici quelques témoignages : Nouelle, de la Saône-et-Loire, signale : « La section de Chalon-sur-Saône tient pour la motion Cachin, mais il n'y avait, le jour du vote, que 23 camarades. D'ailleurs, il est à remarquer que d'une façon générale, du moins dans notre Fédération, on votait très peu sur la question de la III[e] Internationale. Je pourrais citer un grand nombre de sections où seulement le dixième, le tiers, le quart, rarement la moitié des cotisants étaient présents » (*Cpte-r. stén.*, p. 82). Le représentant de la Vienne constate : « que Poitiers, qui compte 220 membres, n'a eu que 84 votants ; Châtellerault, sur 750 membres, n'a eu que

Au surplus, cette analyse détaillée permet de mieux dessiner la courbe de progression et la composition du courant qui conduit le Parti socialiste unifié à s'affilier à l'I.C.

Il faut d'abord noter que cette courbe de progression n'est pas géographiquement uniforme : en valeur absolue, en valeur relative, dans le temps.

En valeur absolue : puisque, jusqu'au bout, 16 fédérations donnent moins de la moitié de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard.

En valeur relative surtout : si l'on étudie la variation, entre le Congrès de Strasbourg et celui de Tours, du pourcentage des mandats qui, par fédération, se prononcent pour l'adhésion à la IIIe Internationale (par rapport au nombre total respectif de mandats dont chaque fédération dispose dans les deux cas)[1], on constate que dans 25 fédérations seulement[2], plus de 50 % des mandats ont encore, entre février et décembre, glissé vers la IIIe Internationale ; que dans 44 fédérations[3], c'est moins de la moitié des mandats qui ont modifié leur orientation ; et surtout que dans 15 fédérations[4], le pourcentage des mandats en faveur de la IIIe Internationale a baissé à Tours par rapport à ce qu'il était à Strasbourg. Phénomène très sérieux : tandis que le courant pour l'adhésion du P.S.U. à la IIIe Internationale continue à progresser et l'emporte massivement à l'échelon national, il décroît dans les fédérations qui s'étaient portées jusque-là en avant. C'est le cas dans celles du Rhône, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de l'Indre-et-Loire : doit-on y voir l'expression du fait que les éléments ultra-gauches d'origine anarchiste ou syndicaliste, influents dans la région lyonnaise et la Basse-Loire, se détournent de l'I.C. après le 2e Congrès de Moscou[5] ? C'est le cas aussi dans une fédération comme la Drôme qui, formée à l'origine par des guesdistes, avait évolué avant la guerre vers l'autonomie et le jauressisme, sous la direction de Sembat[6]. Enfin c'est le cas dans le Sud-Ouest pour 7 fédérations[7] : l'Ariège et les Hautes-Pyrénées qui avaient donné à Strasbourg 100 % de leurs mandats à la motion du Comité de la IIIe Internationale en soustraient à Tours de 10 à 16 % pour les consacrer à l'abstention ; la Haute-Garonne qui, à Strasbourg, avait donné les deux tiers de ses mandats pour l'adhésion à la IIIe Internationale, partageant le dernier tiers entre la motion

159 votants ; une troisième section de notre département, Loudun, n'a que 81 membres, qui ont oublié de se réunir depuis de longs mois. Nous disons donc, parlant au nom d'une majorité ou d'une minorité, que nous pouvons nous tromper puisque tous les membres ne se prononcent pas » (*ibid.*, p. 124). Enfin le délégué de la Fédération du Maine-et-Loire souligne que « sur 729 inscrits, 260 adhérents au Parti seulement se sont prononcés » et il commente : « Tant pis pour les indifférents, direz-vous ; ils sont des coupables, mais ceci ne prouve pas que le souffle révolutionnaire soit bien fort » (*ibid.*, p. 145).

1. Carte n° 20. On est obligé de comparer des pourcentages du fait que le nombre de mandats détenu par chaque fédération n'est pas identique à Strasbourg et à Tours.

2. En hachures serrées sur la carte n° 20.

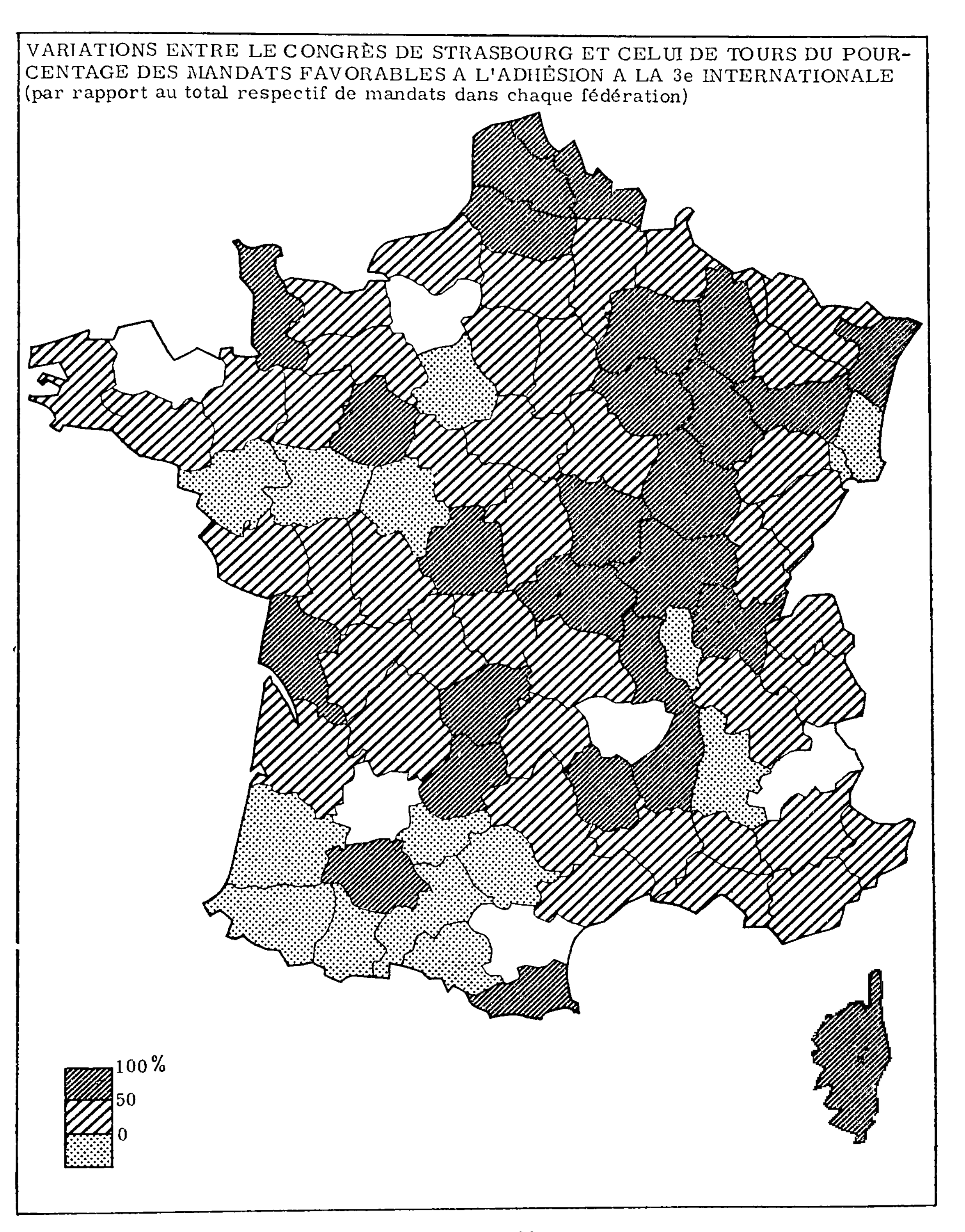
3. En hachures espacées sur la carte n° 20.

4. En pointillé sur la carte n° 20.

5. Le Maine-et-Loire est un département dominé par la personnalité de L. Bouet. *Cf.* les explications données par le secrétaire fédéral du Maine-et-Loire, *Cpte-r. stén.*, p. 144. Le représentant de la Fédération du Rhône, Métra, pense, lui, que le fléchissement est dû, au contraire, au fait que « nous avons commencé à démasquer les réformistes affolés du communisme » (*ibid.*, p. 81).

6. *Cf. L'Encyclopédie socialiste* de COMPÈRE-MOREL.

7. Ariège, Haute-Garonne, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.


VARIATIONS ENTRE LE CONGRÈS DE STRASBOURG ET CELUI DE TOURS DU POURCENTAGE DES MANDATS FAVORABLES A L'ADHÉSION A LA 3e INTERNATIONALE
(par rapport au total respectif de mandats dans chaque fédération)
100 %
50
0

CARTE N° 20.

Longuet et la motion Blum, vote à Tours contre l'affiliation à l'I.C. et bloque la majorité de ses mandats (57 %) sur la motion « Reconstruction ». A vrai dire, cette évolution de 7 fédérations du Sud-Ouest, se plaçant toutes sous le patronage de Jaurès, amorce le fait que le Sud-Ouest restera, après la scission, l'une des bases essentielles de la S.F.I.O. Ainsi, sous le courant d'adhésion dont la puissance porte irrésistiblement le P.S.U. vers l'I.C., apparaît déjà comme un courant contraire qui passe inaperçu sur le moment même, mais dont l'importance s'affirmera ultérieurement.

Non moins intéressantes se révèlent, pour comprendre l'évolution ultérieure du socialisme français, les données sur la composition du courant qui se prononce pour l'adhésion à la IIIe Internationale. En effet, le renforcement de ce courant, entre Strasbourg et Tours, est fait surtout de l'apport constitué par l'aile gauche du centre reconstructeur, se séparant de l'aile droite qui, elle, ou se maintient (isolée) ou s'agrège à la droite déclarée (laquelle, sous l'impulsion de Blum, se compte à Tours sur un vote d'abstention). A quel ordre de grandeur, à partir des votes émis par les fédérations départementales en février et en décembre, faut-il statistiquement estimer cette part de l'aile gauche du centre reconstructeur dans la victoire des partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale ?

Quinze fédérations[1] avaient à Strasbourg donné la totalité de leurs mandats à la motion du Comité de la Reconstruction. Sur ces 15 fédérations, 4 à Tours donnent cette fois la totalité de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard[2]. Dans ces 4 fédérations, la tendance centriste n'a pas éclaté, elle a glissé tout entière à gauche : il est probable donc qu'elle appartenait au départ à l'aile gauche de la Reconstruction. Dans 3 autres fédérations[3], les trois quarts ou plus des trois quarts des mandats qui s'étaient portés à Strasbourg sur la motion centriste vont à Tours à la motion d'adhésion sans réserve, le dernier quart allant soit à la tendance Blum[4], soit demeurant attaché à la tendance Longuet : ici, donc, le centre a éclaté, mais pas en son milieu. Dans 3 fédérations[5], ce sont seulement les deux tiers des mandats centristes de Strasbourg qui sont allés à la motion Cachin-Frossard de Tours, le troisième tiers demeurant fidèle au longuettisme. Une fédération, le Gers, a donné exactement la moitié de ses mandats « Reconstruction » à la tendance « IIIe Internationale ». Enfin, dans 4 fédérations[6], le glissement à gauche des mandats centristes a été limité : moins de la moitié dans l'Aisne, un tiers dans la Haute-Vienne (où les deux autres tiers glissent en revanche à droite), un dixième dans la Mayenne (où la majorité va également à droite), aucun dans la Haute-Saône où les perspectives de la « Reconstruction » sont intégralement maintenues.

Huit fédérations[7] à Strasbourg avaient donné une légère majorité de

1. *Cf.* carte n° 20. Aisne, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Gers, Loire, Lot, Manche, Haute-Marne, Mayenne, Meuse, Nord, Haute-Saône, Haute-Vienne.
2. Côte-d'Or, Loire, Manche, Marne.
3. Corrèze, Corse, Haute-Marne.
4. Corrèze, Corse.
5. Lot, Meuse, Nord. Le cas du Nord est d'ailleurs un peu plus complexe qu'il n'est dit ici.
6. Aveyron, Charente, Creuse, Doubs, Finistère, Isère, Gard, Loiret.
7. 4/5e dans le Doubs ; 3/5e dans le Loiret ; 1/2 dans l'Isère, le Finistère, la Creuse, la Charente ; 1/4 dans l'Aveyron ; 1/10e dans le Gard.

leurs mandats à la motion Longuet, l'autre part, minoritaire, de leurs mandats allant à la motion du Comité de la IIIe Internationale : type de fédérations où l'attrait de l'I.C. devait donc s'exercer avec force. Or, dans ces 8 fédérations, la majorité se renverse à Tours au profit de la tendance « IIIe Internationale », mais dans des proportions très variables, le pourcentage des mandats centristes qui glissent à gauche s'échelonnant entre les quatre cinquièmes et le dixième.

Au total, sur 48 fédérations où il est possible d'analyser numériquement l'évolution du groupe de mandats qui, à Strasbourg, s'étaient portés sur la motion du Comité de la Reconstruction[1], on compte 14 fédérations[2] où les trois quarts au moins de ces mandats ont à Tours été mis au compte de la motion Cachin-Frossard ; 18 fédérations[3] où de 50 à 75 % de ces mandats l'ont été ; 17[4] où moins de la moitié de ces mandats ont versé du côté de l'adhésion à la IIIe Internationale.

Il n'est donc pas exact de considérer que le centre gauche a été l'artisan unique de la victoire à Tours, mais on peut mesurer qu'il y a efficacement participé.

***

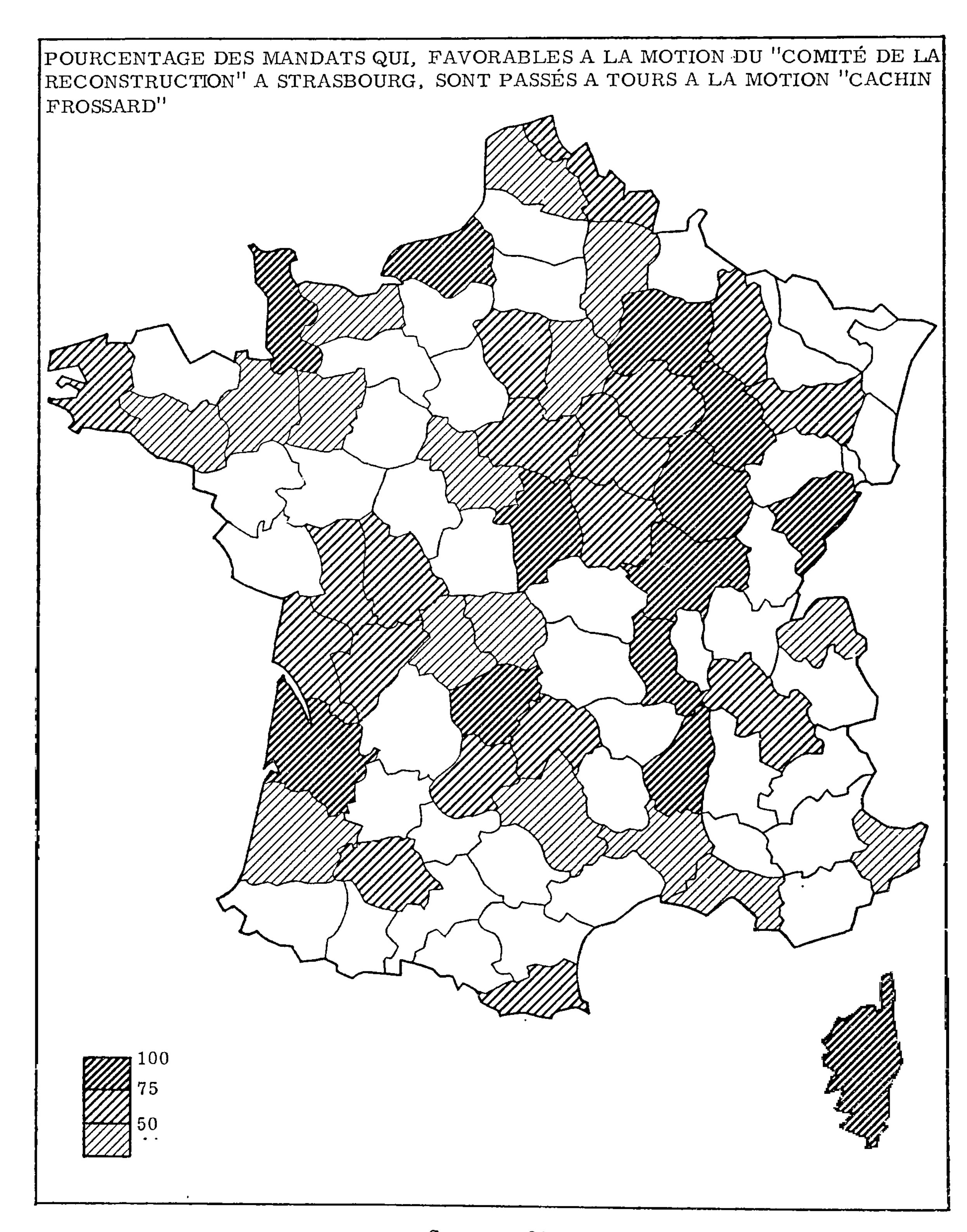
Pourtant, au fur et à mesure que la discussion en France s'élargissait et que se rapprochait la date où le choix décisif devait intervenir, les réserves l'emportaient sur le principe de l'adhésion.

Il reste que jusqu'au bout, les dirigeants du Comité — Jean Longuet P. Faure, Verfeuil — auront l'espoir de sauver l'unité du Parti en imaginant un compromis. Espoir fallacieux : la scission aura lieu. Comment alors se fera le tri entre ceux qui préféreront l'adhésion aux réserves — rejoignant l'avant-garde du Comité qui avait dès le retour de Cachin et Frossard gagné le camp des partisans de l'adhésion, et ceux qui décidément refuseront d'abandonner leurs réserves pour une adhésion pure et simple : l'analyse à ce niveau est délicate, car les motivations individuelles sont souvent demeurées discrètes ?

Il est d'abord un cas particulier, celui de Longuet : puisque finalement Longuet n'a pas choisi, mais que les Bolcheviks ont choisi pour lui. Pourquoi cet acharnement contre Longuet dont la pensée politique n'était pas substantiellement différente — la suite des années l'a montré — de celle de Frossard ?

Pourtant la personnalité de Longuet n'était pas en soi déplaisante. Sans doute Longuet n'avait-il pas les qualités d'un grand leader socialiste, en particulier les qualités oratoires qui en auraient fait un tribun populaire. C'était plutôt un homme de cabinet, consciencieux et modeste, que son métier d'avocat et de journaliste avait spécialisé dans la croissance du mouvement ouvrier international. Mais c'était un homme courageux qui, pendant la guerre, avait délibérément fait face à des dangers certains : durant le ministère Clemenceau, l'Action française ne revenait-elle pas

1. *Cf.* carte n° 21.
2. En hachures serrées sur la carte n° 21.
3. En hachures noires moins serrées sur la carte n° 21.
4. En hachures grises sur la carte n° 21.


POURCENTAGE DES MANDATS QUI, FAVORABLES A LA MOTION DU "COMITÉ DE LA RECONSTRUCTION" A STRASBOURG, SONT PASSÉS A TOURS A LA MOTION "CACHIN FROSSARD"
100
75
50

CARTE N° 21.

périodiquement sur la nécessité de son arrestation, surnommant « Quart de Boche » ce petit-fils de K. Marx ? Il est vrai qu'en revanche, Longuet était le filleul de Clemenceau à qui son père mourant l'avait confié.

Les Bolcheviks se sont-ils fait illusion sur la qualité très discutable du ralliement des Ex-Reconstructeurs ? C'est peu probable. Faut-il alors penser que l'intransigeance à l'égard de Longuet avait pour objectif de masquer ce qu'avait « d'opportuniste » l'accueil au sein de la III[e] Internationale de militants dont on pouvait soupçonner que leur accord était en grande partie verbal ? Ou faut-il encore, comme le bruit en a couru, tenir que l'exclusion décrétée de Longuet était à mettre en rapport avec son appartenance à la Franc-Maçonnerie : hypothèse plausible, encore que rien ne prouve que Longuet fût maçon[1].

Quant aux autres dirigeants de la tendance « Reconstruction », députés, secrétaires fédéraux qui, jusqu'au bout, hésitent à se prononcer, et qui prennent finalement des chemins divergents (au moins pour quelques années), par quoi sont-ils déterminés ? Ni la fédération à laquelle ils appartiennent — son histoire, sa tendance, les relations qu'ils entretiennent avec ses militants —, ni leurs caractéristiques personnelles

1. La position du socialisme français à l'égard de la maçonnerie avait été discutée en 1912 au Congrès de Lyon. Quatre motions s'étaient trouvées en présence : l'une, qui l'avait emporté par 1 505 voix, suggérait de laisser à chaque militant la liberté d'adhérer à la Maçonnerie. La seconde, proposée par la majorité de la Fédération du Nord (de nuance guesdiste) et sur laquelle s'étaient portées 927 voix, condamnait « l'éparpillement de l'activité socialiste dans des organisations non directement consacrées à l'action socialiste ». 103 voix seulement s'étaient groupées sur une troisième motion qui souhaitait que fût interdit à un militant socialiste d'adhérer à la Maçonnerie, « organisation de classe de la petite bourgeoisie et du parti radical ». Enfin, 5 voix (du Gers) avaient au contraire soutenu qu'il fallait faire obligation aux socialistes d'adhérer à la Maçonnerie (*cf. Dictionnaire* Compère-Morel, au terme « Franc-Maçonnerie »). Le socialisme français dans sa majorité estimait donc avant 1914 que la double appartenance était affaire de conscience privée, et qu'en tout état de cause il n'y avait pas d'incompatibilité majeure entre la qualité de maçon et celle de socialiste. Toute autre devait être l'attitude bolchevique. Pourquoi ? Les raisons en sont multiples, à la fois idéologiques, politiques et d'organisation. Trotski, lors de sa déportation en Sibérie, aurait rédigé sur le sujet un ouvrage considérable resté à l'état de manuscrit et par la suite égaré. C'est encore Trotski qui écrira : « La franc-maçonnerie est une plaie sur le corps du communisme français. Il faut la cautériser au fer rouge » (*La correspondance internationale*, 9-12-1922). Les dispositions prises au 2[e] Congrès de l'I.C. pour interdire l'entrée des maçons dans la III[e] Internationale n'ont jamais été rendues publiques. Mais qu'il y en eût, c'est certain, puisqu'on lit dans un rapport, daté du 30 décembre 1922, émanant d'Humbert-Droz — délégué du Komintern en France — et destiné à Zinoviev — alors président de l'I.C. — : « Les francs-maçons, s'ils n'ont pas quitté la loge avant le 1[er] janvier 1923 seront exclus... Une partie d'entre eux sortira peut-être de la Maçonnerie en réclamant la levée des sanctions, mais les maçons sont impopulaires dans la classe ouvrière ». Quelques mois plus tard, le 21 avril 1923, Humbert-Droz écrivait encore à Zinoviev : « Je crois qu'une amnistie pour les anciens maçons serait utile. Ceux qui sont restés au parti et ont déjà subi une partie de leur peine ont prouvé leur attachement au parti et à l'Internationale... Si elle est jugée trop hâtive, maintenant, elle pourrait intervenir dans quelques mois » (*Archives Humbert-Droz*, I.I.S.G.). Quant à Jean Longuet, il est difficile de se prononcer sur son appartenance à la Maçonnerie : sa femme au cours d'un entretien avec l'auteur la nia, mais néanmoins son domicile fut, en 1941, perquisitionné dans le cadre des opérations allemandes antimaçonniques. En revanche, qu'André Marty ait été maçon à l'époque de sa condamnation ne semble faire aucun doute, si l'on en croit le *Cpte-r.* des Travaux de la Grande Loge (cité par A. Vigneau, *La Loge maçonnique*, 1935, Les Nouvelles Éditions nationales, p. 128) : « Vœux du Convent 1920. Au lendemain du Convent, et conformément aux décisions de celui-ci les ordres du jour relatifs aux relations du Capital et du Travail, contre les révocations des cheminots, et le vœu en faveur du F. Marty, ont été communiqués aux journaux et aux agences. En général, la presse ne leur a pas donné une grande publicité » (Convent de 1921. Rapport du Grand Secrétaire, p. 4) ; ainsi que le *Cpte-r.* des travaux du Conseil Fédéral (A. Vigneau, *op. cit.*, p. 129), 25 avril 1923. « Une nouvelle communication est parvenue à propos du F. Marty... Le Conseil fédéral décide de faire une démarche auprès du Président du Conseil pour que le F. Marty obtienne les soins qu'exige l'état de sa dentition » (*Bulletin officiel de la Grande Loge*, mai 1923, n° 22, p. 96).

— origine sociale, profession, âge, fonctions exercées dans le parti ou dans les organisations ouvrières, formation et orientation doctrinales pendant et après la guerre — ne suffisent à expliquer leur option dernière. Parce qu'en fait, il y a rarement option doctrinale, mais seulement option tactique. En ce sens que la quasi-totalité des « Reconstructeurs » — qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite — ont en commun une même conception du socialisme, conception qu'ils maintiennent à travers toutes les vicissitudes. Ce qui les partage pour un temps en partisans et adversaires de l'adhésion à la IIIe Internationale, puis de l'adhésion au Parti communiste français, ce n'est que le fait de savoir si cette conception du socialisme triomphera par la désintégration interne du communisme ou par l'attaque externe des idées venues de Russie. De ce point de vue, une lettre de Bracke, adressée à Guesde le samedi 25 décembre, est très explicite : « Son discours [à Goude] a montré ce qui est le danger : la préoccupation — fort explicable — de ne pas briser les fédérations qu'on a eu tant de peine à construire et l'espoir — explicable aussi de reprendre vite (s-on ne se *sépare* pas) les éléments entraînés vers la IIIe par un élan mysi tique. C'est cet état d'esprit que je trouve dans les camarades du Nord, Salengro en tête ». Et Bracke ajoute : « Nous ne sommes pas très satisfaits de l'attitude du Nord. Nous croyons que les amis se trompent sur la facilité de reprendre les troupes *du dedans* alors qu'ils les reprendraient plus aisément *du dehors* »[1].



Quels sont les effectifs qui demeurent au Parti communiste après la scission ? Nous disposons, pour les connaître, de deux séries de chiffres qui, malheureusement, ne concordent pas à beaucoup près. Le Rapport du Secrétariat général[2] au 1er Congrès du Parti communiste (S.F.I.C.) qui se tient à Marseille du 25 au 30 décembre 1921 donne une première série de chiffres où sont confrontés, par fédération départementale, les effectifs du Parti socialiste unifié au 1er octobre 1920 et ceux du Parti communiste (S.F.I.C.) au 1er octobre 1921. Mais le Rapport du Secrétariat général[3] au 2e Congrès du Parti communiste qui se tient à Paris du 15 au 18 octobre 1922 présente une seconde série de chiffres où sont confrontés, par fédération départementale, les effectifs du Parti communiste (S.F.I.C.) au 1er octobre 1921 et ceux du même Parti communiste au 1er octobre 1922. Les écarts entre les deux documents sont souvent considérables : c'est ainsi que le premier Rapport crédite la fédération de la Seine au 1er octobre 1921 de 20 000 cartes (alors que le second ne lui en accorde pour la même date que 15 167) ; la Fédération du Nord de 20 700 cartes (le second de 11 252) ; la Fédération de la Loire de 2 200 cartes (le second de 1 500) ; la Fédération de la Loire-Atlantique de 1 500 cartes (le second de 600), etc.

1. Lettre de Bracke à Guesde, dans les *Archives Guesde* (I.I.S.G.).
2. *Un an d'action communiste*, rapport du secrétariat général présenté au 19e Congrès National (1er Congrès du P.C.), Paris, La Cootypo, 1921, 62 p.
3. « Rapport du Secrétariat général présenté au 20e Congrès National (2e Congrès du Parti communiste) : L'action communiste et la crise du parti (Congrès national de Paris, 15-18 octobre 1922).

Au total, alors que le premier « Rapport » estime à 131 476 le nombre des adhérents communistes au 1er octobre 1921, le second « Rapport » n'en retrouve plus pour la même date que 109 391, soit 22 085 en moins.

Ces chiffres peuvent s'expliquer. Psychologiquement d'abord : le premier Rapport tend à souligner le caractère minime des pertes enregistrées par le Parti communiste après la scission. Le second par contre doit tenir compte des chiffres — en recul sérieux — de l'année 1922 pour ne pas accentuer le malaise dont le Parti communiste est alors le siège. Mais ces différences s'expliquent surtout par des raisons techniques, comme le second Rapport l'indique : « Il est clair qu'au lendemain de la scission, les fédérations ont inexactement mesuré leurs forces réelles. Elles ont commandé un nombre de cartes souvent disporportionné à leurs effectifs et dont une bonne part est restée à leur charge »[1]. Bref les différences tiennent à l'écart entre le nombre de cartes commandées (et éventuellement payées à la trésorerie générale sur les disponibilités de la caisse fédérale) et le nombre de cartes réellement placées.

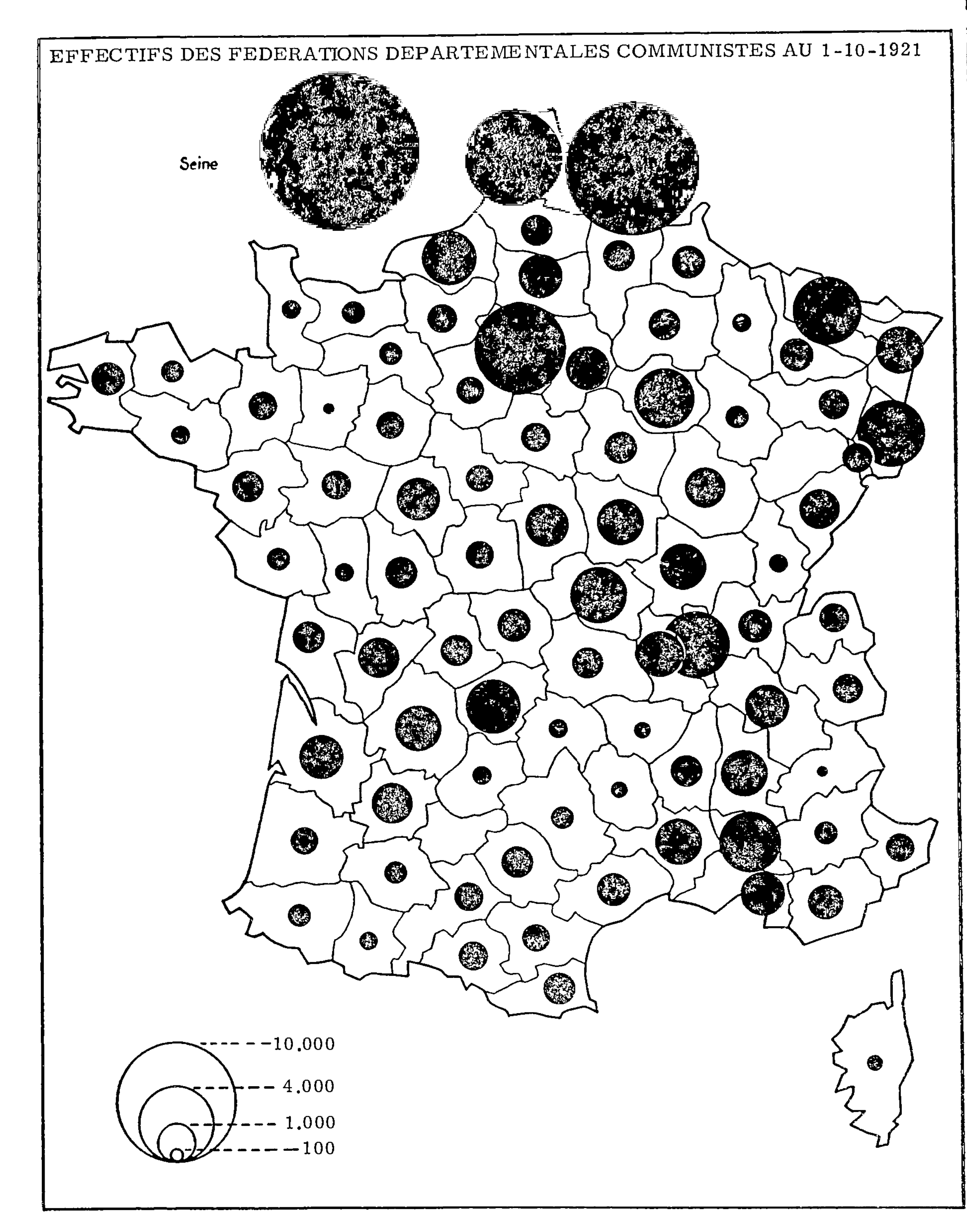
C'est pourquoi la série de chiffres publiée en 1922 semble davantage convenir à une analyse sérieuse des conséquences de la scission[2].

109 391 adhérents donc au 1er octobre 1921 dans le P.C. au lieu de 178 372 dans le P.S.U. au 1er octobre 1920 : soit une perte de 68 981 adhérents (plus du tiers). Ces chiffres, naturellement, ne doivent pas être interprétés grossièrement. Notamment le chiffre des pertes enregistrées par le P.C. au 1er octobre 1921 ne mesure pas simplement le nombre des adhérents du Parti socialiste unifié qui ont refusé de suivre la décision prise à Tours de transformer le Parti socialiste en un Parti communiste rattaché à la IIIe Internationale. Ce chiffre constitue bien plutôt la résultante de plusieurs phénomènes — certains contradictoires — dont il n'est pas aisé de retrouver une estimation quantitative.

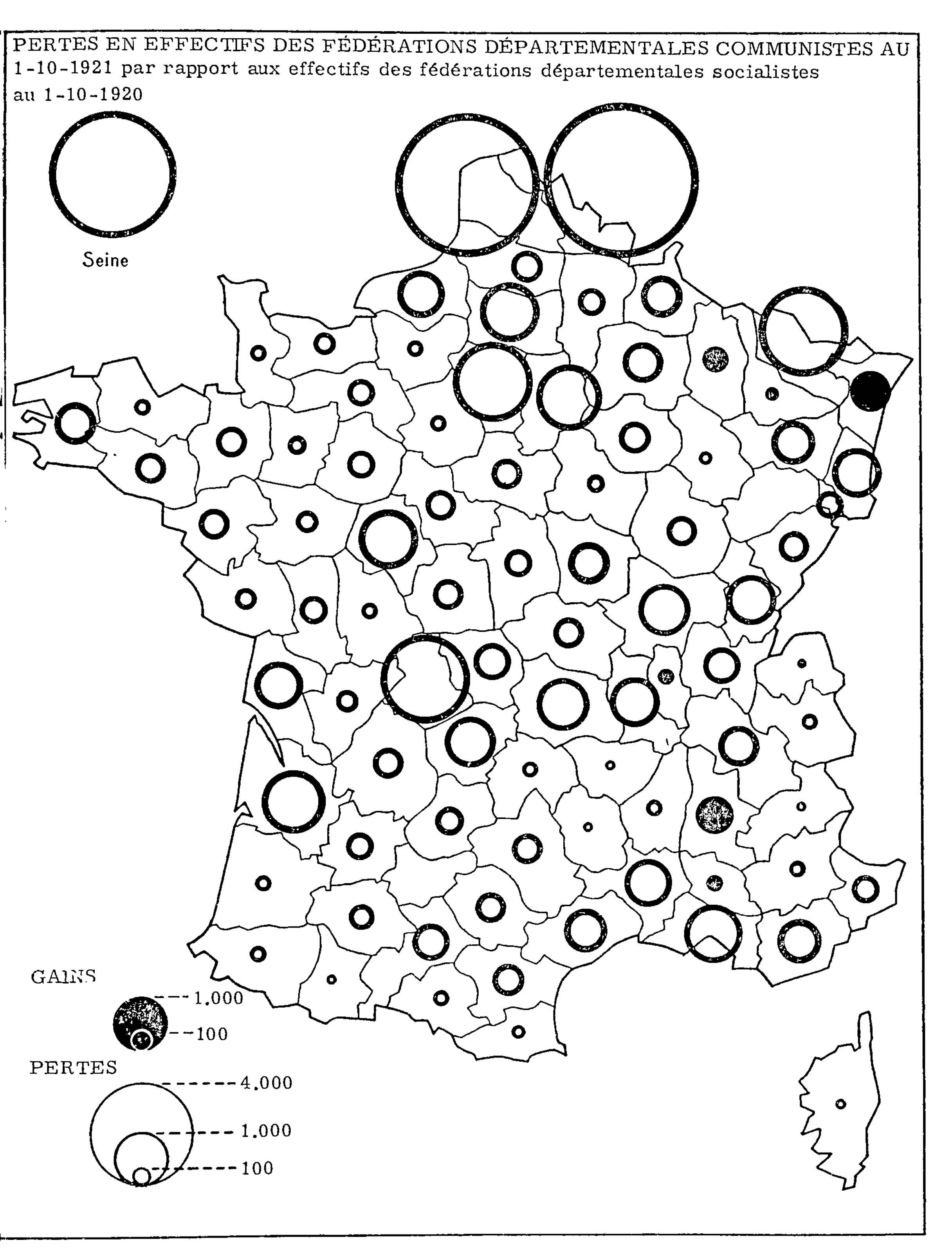
Premier phénomène à tenter de chiffrer : l'importance du recrutement dont le P.C. a pu bénéficier après que la droite blumiste et les Reconstructeurs longuettistes aient cessé de constituer, pour les prolétaires révolutionnaires, un repoussoir qui les éloignât du socialisme. Phénomène qui eut donc pour conséquence non d'accroître mais de réduire les pertes du jeune Parti communiste. On a vu en effet combien souvent il avait été proclamé, dans les années 1919-1920, que la formation d'un parti débarrassé de ses mandarins et de ses parlementaires ferait accourir une foule de travailleurs — anarchistes, syndicalistes, socialistes sans parti — qu'importunait jusque-là la présence de politiciens petits-bourgeois, compromis au surplus par l'Union Sacrée du temps de guerre. Encore au Congrès de Tours, le représentant des Pyrénées-Orientales, Moszrowski, ne déclarait-il pas : « Dans les villes surtout, nous pouvons récupérer un très grand nombre d'éléments nouveaux qui ont quitté le Parti il y a une quinzaine d'années, en 1905 et en 1906, au moment d'une fièvre anarchiste »[3].

De fait, il se trouve 3 fédérations départementales communistes dont les effectifs ont augmenté entre le 1er octobre 1920 et le 1er octobre 1921,

1. *Ibid.*, p. 15.
2. *Cf.* cartes nos 22 et 23.
3. *Cpte-r. stén.*, du Congrès de Tours, p. 80.


EFFECTIFS DES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES COMMUNISTES AU 1-10-1921
Seine
10.000
4.000
1.000
100

CARTE N° 22.


PERTES EN EFFECTIFS DES FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES COMMUNISTES AU 1-10-1921 par rapport aux effectifs des fédérations départementales socialistes au 1-10-1920
Seine
GAINS
1.000
100
PERTES
4.000
1.000
100

CARTE N° 23.

malgré la scission : ce sont les Fédérations du Vaucluse, de la Haute-Savoie et de la Meurthe-et-Moselle. Or, si la Fédération socialiste de la Meurthe-et-Moselle avait donné 100 % de ses mandats à la motion Cachin-Frossard, il n'en était pas de même des 2 autres fédérations : celles-ci ne lui avaient donné respectivement que 91 et 75 % de leurs mandats. Il est donc naturel de penser qu'au moins dans ces 2 fédérations il s'est trouvé quelques militants représentant la minorité de droite pour ne pas reprendre leur carte au nouveau P.C. Malgré quoi, ces fédérations ont à la fin de l'année 1921 dépassé leurs effectifs de 1920 : preuve qu'un certain recrutement y a compensé les pertes. Recrutement « de gauche », c'est-à-dire fondé sur la satisfaction d'entrer dans un parti d'où les opportunistes ont été bannis. Vérification supplémentaire de cette hypothèse : la motion Leroy-Heine, expression de la tendance ultra-gauche, n'avait rencontré à Tours une audience sérieuse que dans 2 fédérations, celles du Lot-et-Garonne et de la Haute-Savoie. Or, tandis que la Haute-Savoie augmentait ses effectifs — de peu il est vrai —, le Lot-et-Garonne n'enregistrait que des pertes très minimes.

On est donc en droit d'estimer que dans l'année 1921 il est bien apparu un courant d'adhésion au P.C., courant « de gauche » dont les chiffres font à coup sûr état pour certaines fédérations mais qui a dû exister, bien qu'il fût masqué dans les statistiques du fait des départs « de droite », partout où des groupes révolutionnaires, hostiles au socialisme traditionnel, étaient implantés.

Il est néanmoins probable que ce courant d'adhésion n'a pas été considérable, et pour plusieurs raisons. D'abord, le mode de formation du P.C., sous la direction de l'aile gauche reconstructrice, était de nature à éveiller ou du moins prolonger la méfiance des milieux qu'avaient toujours rebutés le parlementarisme, l'électoralisme socialistes. Les personnalités de Frossard et Cachin ne les attiraient pas davantage que celles de Longuet ou de Renaudel. Bref l'épuration à droite n'avait pas été pour eux assez radicale. Ensuite, le P.C. français, en reprenant les thèses bolcheviques sur la dictature du prolétariat, ou sur les rapports du parti avec les syndicats, ne satisfaisait pas à d'autres traditions auxquelles ces milieux généralement libertaires étaient attachés : la rupture de l'ultra-gauche française et européenne d'avec le bolchevisme devait ruiner l'espoir qu'un parti communiste, délesté d'une droite dite « réformiste », trouverait immédiatement sa compensation à gauche. Enfin, la grande secousse de l'après-guerre tendait à s'apaiser, l'Europe occidentale entrait dans une période de stabilisation qui rendait sans objet pratique, du moins pour le présent, la radicalisation du P.C.

Qu'un courant d'adhésion au P.C. ait existé « à gauche », mais faiblement, voilà donc un premier phénomène qui, d'une part, n'autorise pas à considérer que le chiffre des pertes enregistrées par le P.C. correspond exactement à la fraction des socialistes de droite de l'ancien P.S.U. ; qui, d'autre part, explique pourquoi ce chiffre des pertes demeure élevé, n'ayant pas été compensé à gauche comme on croyait pouvoir l'espérer. Le second phénomène (majeur), c'est naturellement celui des pertes « de droite » : le fait que le courant de recrutement « à gauche » ait été probablement peu important permet, sans prendre le chiffre total des pertes comme

un chiffre ayant valeur absolue, de le prendre comme ordre de grandeur.

Vingt-cinq fédérations communistes ont au 1er octobre 1921 gardé entre 75 et 100 % des effectifs que revendiquaient les fédérations socialistes correspondantes au 1er octobre 1920 ; 42 fédérations entre 50 et 75 % ; 16 fédérations entre 25 et 50 % ; 2 fédérations enfin, moins de 25 %[1].

Y a-t-il correspondance entre ces pourcentages et le pourcentage des mandats qui s'étaient portés sur la motion Cachin-Frossard[2] ?

Oui, pour 33 fédérations (un peu plus du tiers)[3] où le pourcentage des effectifs maintenus par les fédérations départementales communistes au 1er octobre 1921 est voisin — à 10 % près — de celui des mandats qui, en décembre 1920, ont approuvé l'adhésion du P.S.U. à la IIIe Internationale : il est à noter que ces 33 fédérations appartiennent aussi bien à la catégorie de celles qui se sont massivement prononcées pour l'adhésion à l'I.C. qu'à la catégorie de celles qui se sont prononcées avec réticence ou même contre l'adhésion. En effet, sur ces 33 fédérations où la scission semble s'être produite exactement dans les conditions qui découlaient de leurs prises de position en décembre 1920, se trouvent 13 des 37 fédérations où de 75 à 100 % des mandats avaient approuvé l'adhésion à l'I.C., 13 des 33 fédérations où de 50 à 74 % des mandats l'avaient encore approuvée, 7 des 16 fédérations où moins de la moitié des mandats s'étaient prononcés en faveur d'une transformation du P.S.U. en P.C. Il est à noter également que ces 33 fédérations sont des fédérations de toute importance, puisqu'on y trouve 8 des 25 premières fédérations classées d'après le nombre des cartes d'adhérents qu'elles avaient prises au 1er octobre 1920, 10 des 25 fédérations classées de 25 à 49, 12 des 25 fédérations classées de 50 à 74, 3 enfin des petites fédérations classées au-delà de 75. Ni l'orientation, ni la puissance de la fédération originelle ne sont donc en cause quand la correspondance logique entre les votes de décembre 1920 et les effectifs d'octobre 1921 n'est pas respectée.

Or cette correspondance n'est pas respectée pour 54 fédérations métropolitaines. En effet, dans 20 de ces 54 fédérations, la scission a, du point de vue des effectifs gardés par le jeune Parti communiste, des conséquences moins sévères que celles qu'on pouvait attendre en fonction du résultat des votes qui s'y étaient émis à la Noël 1920.

Au nombre de ces 20 fédérations[4] où finalement la scission s'est

---

1. *Cf.* carte n° 24.
2. *Cf.* carte n° 25.
3. Fédérations à fond blanc sur la carte n° 25. Parmi elles :

— Fédérations qui avaient donné entre 75 et 100 % de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard : Corse, Charente, Cher, Ardèche, Ariège, Eure, Eure-et-Loir, Meurthe et-Moselle, Hautes-Pyrénées, Rhône, Seine, Vendée, Vaucluse.

— Fédérations qui avaient donné entre 50 et 75 %... : Ain, Ardennes, Calvados, Gironde, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Lozère, Nièvre, Nord, Oise, Sarthe, Somme, Maine-et-Loire.

— Fédérations qui avaient donné moins de 50 % : Aude, Haute-Garonne, Jura, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Var, Haute-Vienne.

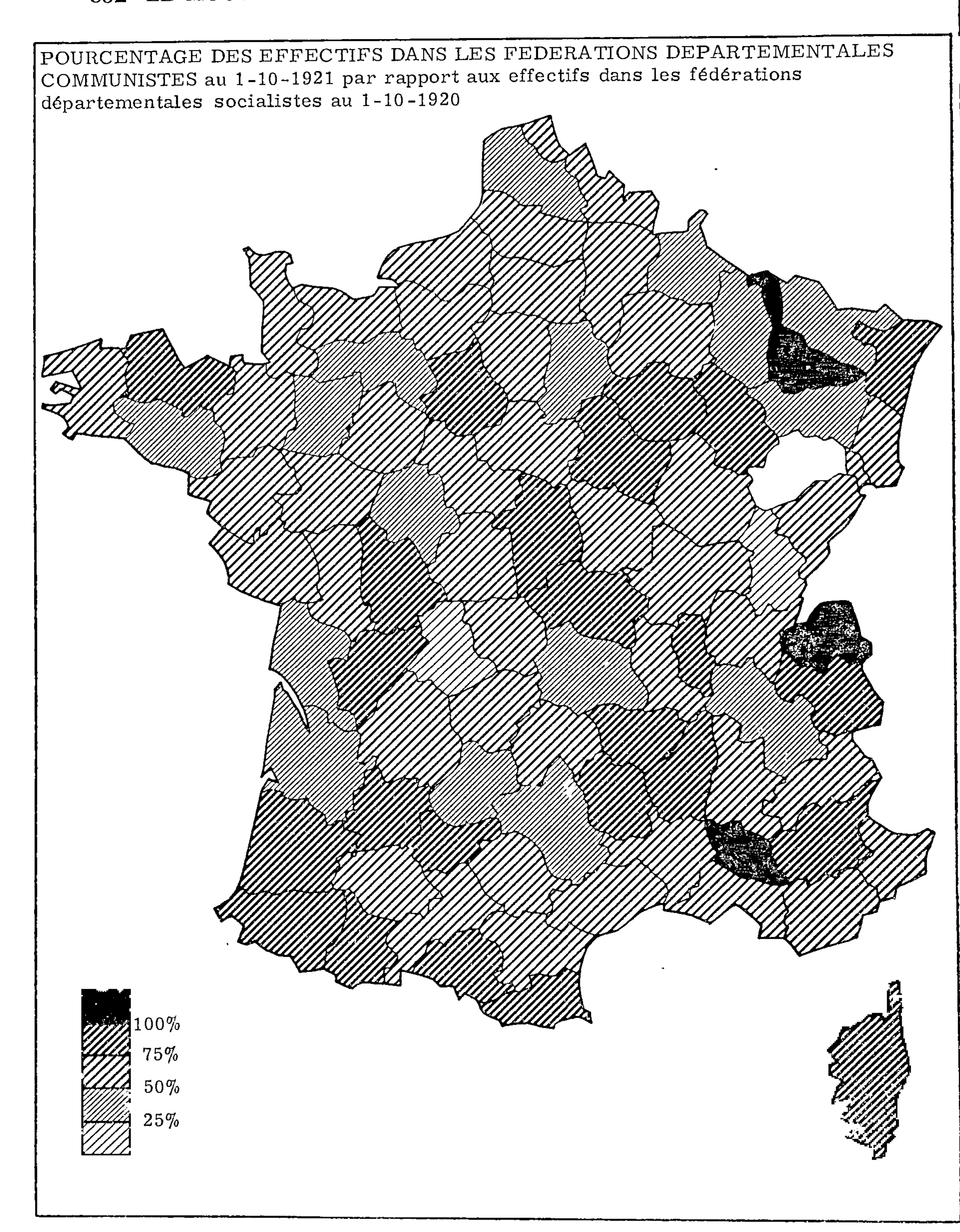
— Fédérations classées de 1 à 25 : Gironde, Nièvre, Nord, Oise, Rhône, Seine, Haute-Vienne, Vaucluse.

— Fédérations classées de 26 à 50 : Ain, Ardennes, Aude, Cher, Charente, Haute-Garonne, Jura, Loire-Inférieure, Puy-de-Dôme, Somme.

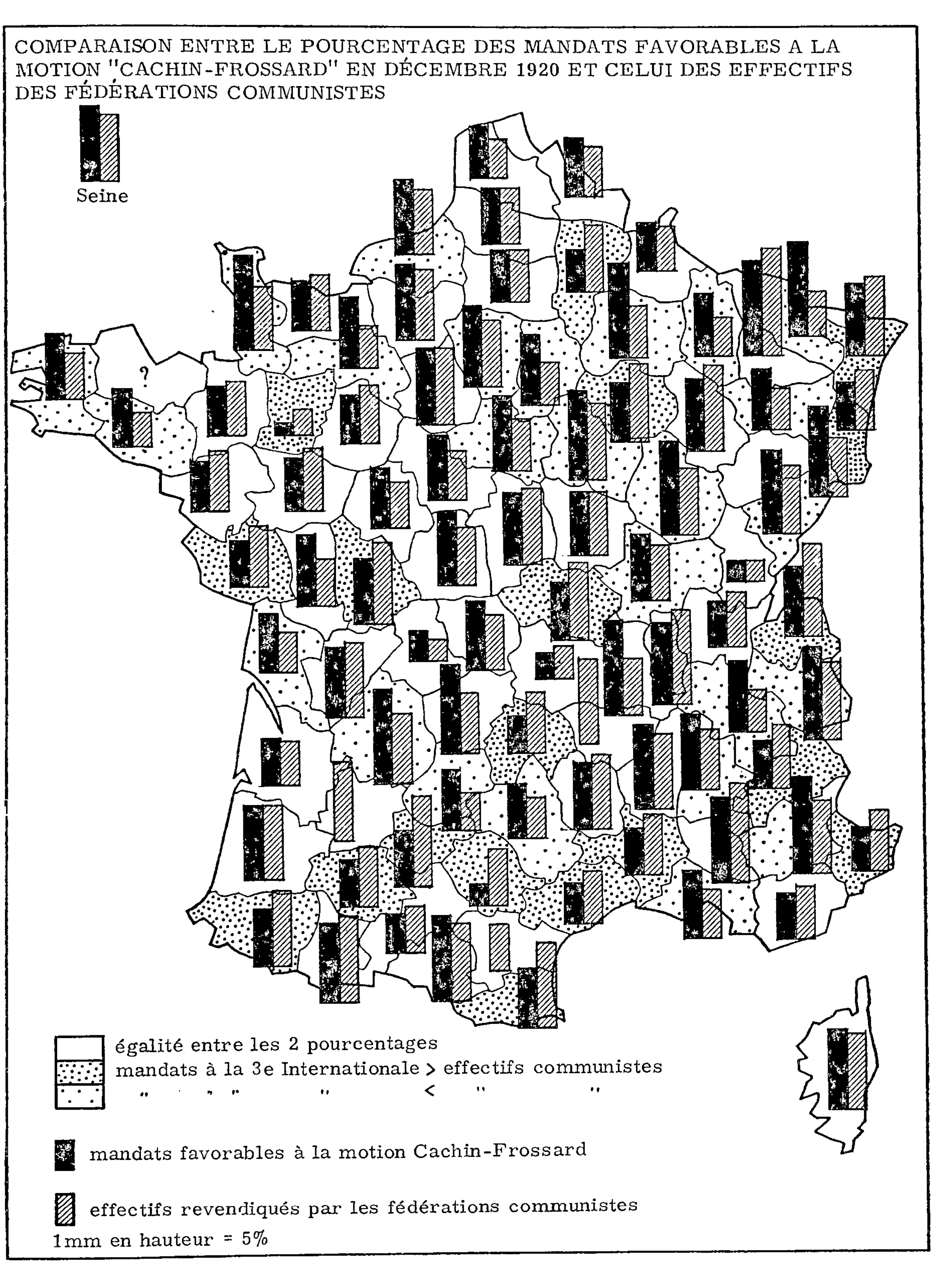
— Fédérations classées de 51 à 75 : Ardèche, Ariège, Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Sarthe, Var, Vendée.

— Fédérations classées au-delà de 75 : Corse, Lozère, Hautes-Pyrénées.

4. En pointillé serré sur la carte n° 25.


POURCENTAGE DES EFFECTIFS DANS LES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES COMMUNISTES au 1-10-1921 par rapport aux effectifs dans les fédérations départementales socialistes au 1-10-1920
100%
75%
50%
25%

CARTE N° 24.


COMPARAISON ENTRE LE POURCENTAGE DES MANDATS FAVORABLES A LA MOTION "CACHIN-FROSSARD" EN DÉCEMBRE 1920 ET CELUI DES EFFECTIFS DES FÉDÉRATIONS COMMUNISTES
Seine
?
égalité entre les 2 pourcentages
mandats à la 3e Internationale > effectifs communistes
" " " " < " "
mandats favorables à la motion Cachin-Frossard
effectifs revendiqués par les fédérations communistes
1mm en hauteur = 5%

CARTE N° 25.

opérée en pratique selon une ligne de fracture située plus à droite que ne le laissait prévoir en décembre 1920 la disposition des courants de la pensée socialiste en leur sein, se trouvent 9 des 16 fédérations qui avaient seulement donné la moitié (ou moins) de leurs mandats pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Dans ces 9 fédérations[1], il apparaît que le groupe de mandats qui s'était jusque-là maintenu sur la plate-forme « Reconstruction » a versé, une fois la scission accomplie, du côté où penchait la majorité nationale, c'est-à-dire vers le Parti communiste, ou du moins s'est partagé entre Parti communiste et Parti socialiste. C'est ainsi que la Fédération socialiste de l'Aisne qui avait donné en décembre 1920 45,5 % de ses mandats à la motion Cachin-Frossard, 22,5 % à la motion Longuet, 32 % à la position blumiste d'abstention, a fait place en octobre 1921 à une fédération communiste groupant 70 % des anciens effectifs socialistes, ce qui correspond à l'addition des mandats IIIe Internationale et Reconstruction. Dans les 8 autres cas, la fédération communiste s'est formée par l'agrégat de la tendance « IIIe Internationale » et d'une fraction de la tendance « Reconstruction » : comme la tendance « IIIe Internationale » de décembre comportait déjà des éléments ex-Reconstructeurs, il faut en déduire que dans les quelques fédérations où subsistait une forte droite, une partie du centre — même du centre droit — a souvent préféré s'allier à la gauche. D'où le fait que les effectifs communistes en 1921 y soient supérieurs à ce qu'ils auraient dû être, à s'en tenir aux votes émis en 1920.

Il faut noter aussi que parmi ces 20 fédérations dont les effectifs communistes sont au 1er octobre 1921 supérieurs à ce qu'ils auraient dû être logiquement, 5 seulement étaient des fédérations socialistes importantes, classées dans les 25 premières fédérations, tandis que 8 se trouvaient parmi les plus faibles (classées au-delà du 75e rang)[2]. Or, dans ces très petites fédérations, comme beaucoup de secrétaires fédéraux l'avaient expliqué au Congrès de Tours, la division des effectifs constituait une catastrophe : si bien qu'aux options doctrinales étaient bien souvent préférées les commodités du regroupement.

En revanche, dans 34 fédérations[3], les effectifs communistes au 1er octobre 1921 sont inférieurs à ce qu'ils auraient dû être si la scission s'était exactement produite à l'image des votes émis au Congrès de Tours : ce qui signifie en clair que la ligne de fracture s'est faite là plus « à gauche » qu'on aurait pu le penser.

Parmi ces 34 fédérations, on compte 20 des 37 fédérations qui avaient donné entre 75 et 100 % de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard et 14 des 33 fédérations qui y avaient donné entre 50 et 75 %. Il est à noter qu'aucune des fédérations qui avait voté contre l'adhésion à la IIIe Internationale ne se retrouve dans ce groupe de fédérations où la scission s'est faite « plus à gauche ». Par contre s'y retrouvent 8 des 9 fédérations qui avaient voté à 100 % la transformation du Parti socialiste unifié en Parti communiste. N'est-il pas surprenant au premier abord que, les fédérations de la Dordogne, des Basses-Alpes, de la Savoie, de la Marne,

1. Aisne, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Cantal, Hérault, Gers, Mayenne, Tarn, Vendée.
2. Hautes-Alpes, Cantal, Gers, Haute-Marne, Mayenne, Basses-Pyrénées, Tarn-et-Garonne, Vendée.
3. En pointillé expacé sur la carte n° 25.

de la Manche, de la Côte-d'Or, de la Loire, ayant voté à l'unanimité en faveur de l'adhésion à la IIIe Internationale, on ne retrouve plus dans les fédérations communistes correspondantes que les trois quarts et même moins des deux tiers des anciens effectifs socialistes, sans parler de la fédération de la Moselle où les effectifs tombent de plus de moitié ?

Les explications plausibles sont multiples. D'abord, on peut penser bien sûr que certaines « unanimités » en faveur de l'adhésion à la IIIe Internationale ne rendaient pas vraiment compte de l'état réel des choses, du fait de l'écart — déjà signalé — entre le petit nombre de militants actifs ayant délibérément exprimé leur opinion, et celui — souvent assez important — des adhérents passifs qui avaient négligé de faire connaître leur point de vue, en toute probabilité plus modéré.

Ensuite, on peut penser qu'un certain nombre de militants socialistes, tant que la discussion s'était limitée à des options doctrinales, avaient volontiers adopté des positions extrêmes, mais qu'ils avaient reculé à partir du moment où il s'agissait de pratiquement choisir entre deux formations politiques radicalement distinctes ; bref qu'une masse d'anciens adhérents socialistes se refusait aux conséquences logiques de la scission et préférait ne plus être « organisée ». Comme, en outre, la situation générale française ne soulevait plus à l'époque d'espérance très vive, le groupe des anciens socialistes — anciens d'avant-guerre ou anciens de la vague d'après-guerre — qui perdent le goût d'intervenir dans la vie des deux branches du socialisme français ne cesse de grossir : de telle sorte que le chiffre additionné des effectifs socialistes et des effectifs communistes se situe de plus en plus au-dessous du seul chiffre des effectifs socialistes d'avant 1920.

Enfin, on peut penser qu'un certain nombre de militants socialistes, Ex-Reconstructeurs qui avaient entre février et décembre 1920 suivi Frossard et Cachin, s'en étaient repentis, aux derniers incidents dont avait été émaillé le Congrès de Tours. Maints secrétaires fédéraux avaient encore souligné, au début de ces assises, qu'entendant aller à la IIIe Internationale, leurs mandants n'entendaient pas du même coup briser l'unité du Parti, ni même procéder à certaines exclusions.

Au cours du défilé des secrétaires fédéraux venant expliquer le sens des mandats impératifs dont ils sont porteurs, ce ne sont pas en effet seulement les partisans de la motion Blum-Paoli qui affirment leur volonté de maintenir l'unité : tel Dormoy, de l'Allier, célébrant « l'unité socialiste qui a fait la force et la grandeur de notre Parti dans ce pays »[1] ; ce ne sont pas seulement les partisans de la motion Longuet ; ce sont aussi, ce sont surtout les partisans de la motion Cachin-Frossard. Certes, il en est quelques-uns parmi ces derniers — de ceux qui appartinrent au Comité de la IIIe Internationale — qui refusent de s'émouvoir à la perspective d'une éventuelle scission et ne consacrent aux exigences de l'unité socialiste qu'une approbation formelle : « Nous ne sommes pas pour l'exclusion, mais nous ne ferons rien pour retenir ceux qui ne se trouvent pas en communion d'idées avec nous »[2]. D'aucuns même s'avancent jusqu'à expli-

---

1. DORMOY, *Cpte-r. stén.* du Congrès de Tours, p. 24 : « La rupture de l'unité... serait un crime commis contre la classe ouvrière de France ».

2. Lerat, du Cher, *ibid.*, p. 31. De même, Delagrange, de la Dordogne : « Nous voulons l'unité, mais dans l'action ». Hillion, d'Eure-et-Loir, est encore plus catégorique : « La Fédéra-

quer en quoi leur pèse le mythe de l'unité. C'est le cas d'Olivier, de la Gironde, qui reprend l'exemple allemand : « L'unité existe au moment de la révolution et lorsque les Scheidemann et les Noske sont arrivés au pouvoir et ont vu la révolution gronder, ils ont fait appel aux mitrailleuses pour se maintenir au pouvoir et tirer dans le dos des révolutionnaires. De cette unité-là, nous n'en voulons pas », c'est le cas de Moszrowski, des Pyrénées-Orientales, qui, sur un ton d'ailleurs modéré, expose que « l'unité n'est pas un but ; c'est un moyen... Si cette unité, du jour au lendemain, n'est plus considérée comme étant le moyen d'arriver au but, il faut se résigner à lâcher l'unité » ; c'est encore le cas de Mothe, de la Savoie : « La scission à droite ne nous fait pas peur... Nous sommes certains qu'entre le syndicat des élus et la masse des travailleurs, il n'y aura jamais d'entente » ; c'est enfin le cas de Dufour, de l'Yonne, qui, Bourguignon jovial, calcule : « Nous avons dans l'Yonne deux partis socialistes dissidents : celui de Jobert et celui d'Hervé, qui comptent à eux deux 8 membres. Si j'ajoute celui de Renaudel, celui de Blum et celui de Longuet, ils se partageront les dissidents ». Mais ceux-ci mis à part, la plupart des orateurs qui se prononcent pour une adhésion sans réserve à la III^e Internationale disent dans le même souffle combien ils persistent à espérer « un rapprochement... entre la fraction Longuet et le fraction Frossard »[1]. « Nous sommes unanimes pour rester dans l'unité » ; « Notre fédération s'est prononcée contre toute cassure » ; « Nous ne sommes pas du tout partisans de la scission », répètent-ils avec obstination[2]. Pourquoi ? D'abord parce que ces militants et ces dirigeants anciens qui croient devoir objecter aux vingt et une conditions de l'Internationale jouissent et d'une grande estime parmi leurs camarades de parti[3] et d'une grande popularité parmi les travailleurs attirés dans la sphère d'idées du socialisme : la méfiance à l'égard des chefs, le dédain à l'égard des parlementaires, l'ironie que soulève l'éloquence de réunion publique se sont depuis longtemps accom-

---

tion a décidé que s'il y avait des camarades qui veulent s'en aller, ils s'en iraient ; on ne ferait rien pour les retenir ». Et de même, Gomichon, de la Loire-Inférieure : « Nous n'avons pas la prétention de jeter d'exclusive sur qui que ce soit. Cependant, nous pensons, à la Fédération de la Loire-Inférieure, quoi qu'en disent nos camarades adversaires de tendances, que ce Parti a besoin d'une purge radicale ».

1. Gaby, de l'Allier, p. 25. De même, Alloix, du Doubs : « La Fédération du Doubs votera la motion de la III^e Internationale Cachin-Frossard, mais au cas où une motion se présenterait, commune avec la motion Longuet ou toute autre, la Fédération du Doubs voterait cette motion à la seule condition d'une adhésion à la III^e Internationale ». *Cf.* aussi Le Troquer, lisant une résolution de l'Eure : « La Fédération socialiste de l'Eure... charge son Secrétaire fédéral d'adresser à Jean Longuet un fraternel appel pour qu'une motion d'entente intervienne au Congrès national afin que les deux principales fractions du Parti puissent adhérer unanimement à la III^e Internationale ».

2. Vidal, de l'Aude ; Rives, de l'Aveyron ; Brigault, d'Indre-et-Loire. *Cf.* surtout Évrard, du Pas-de-Calais : « Dimanche dernier, un esprit profondément unitaire s'est manifesté dans le Congrès de la Fédération, esprit unitaire que nous constations aussi bien chez la majorité de nos collègues partisans de la III^e Internationale que chez les camarades approuvant la motion Longuet-Paul Faure. Cela est si vrai que j'ai fait un exposé, au cours du Congrès, des tentatives d'unité qui eurent lieu en 1905, ensuite des conditions dans lesquelles l'unité socialiste a été réalisée en France. J'ai montré que l'unité de 1905 comprenait toute la gamme des opinions socialistes. La majorité des délégués au Congrès de la Fédération est absolument d'accord avec moi pour conserver cette unité ».

3. *Cf.* Philbois, de l'Aube (qui ira néanmoins au P.C.) : « Il y a de vieux militants qui ont voté la motion Longuet, des camarades avec qui nous luttons depuis trente ans, que nous connaissons et que nous estimons, et nous avons pensé qu'avant de renvoyer un seul de ceux-là, il faudrait demander la permission de la Fédération de l'Aube ». De même, J. Blanc de la Drôme : « Nous avons, dans la Drôme, beaucoup d'affection pour Longuet ».

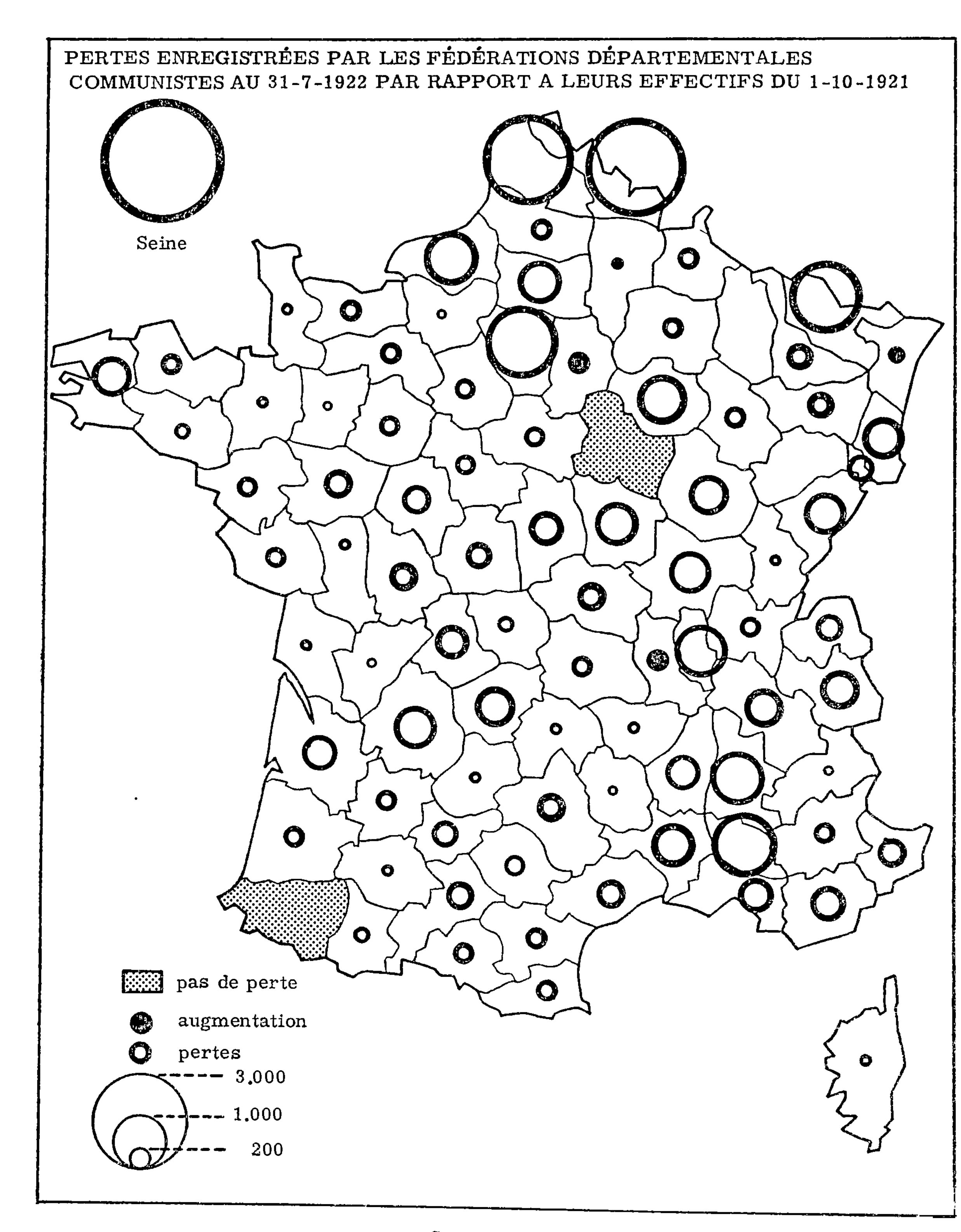
modés dans les provinces françaises avec un goût prononcé pour les gloires locales « montées à Paris », pour les députés dévoués en relation avec les bureaux ministériels, pour les avocats de beau langage. Parce qu'ensuite le retour à la division socialiste d'avant 1905 constituerait un désastre pour le Parti en général, et pour les petites fédérations en particulier[1]. Parce qu'en cette période où la paysannerie semble répondre à l'appel de la révolution, la concurrence, que se livreraient deux écoles désormais rivales, la découragerait[2]. Dès lors, que proposer, pris entre les contraintes de rigueur imposées par l'Internationale et celles de tolérance exigées par le maintien de l'unité ? On ne sait trop, à vrai dire. On avance bien quelque suggestion, dont la plus fréquemment exprimée est que les longuettistes, restant dans le Parti, pourraient s'engager à demeurer « disciplinés ». Mais des limites, de la signification que revêtirait cette « discipline », il n'est rien dit que des banalités[3]. Aussi, pour l'essentiel, se borne-t-on à formuler une prière, en se tournant notamment vers Longuet, pour le convaincre « de venir avec nous » — prière instante, éloquemment affectueuse, vide : « Vous devez venir avec nous à la IIIe Internationale. Ce sont les paysans de la Creuse, ce sont les petits propriétaires creusois qui vous le disent... Longuet, vous ne pouvez pas faire autrement que d'adhérer à la IIIe Internationale et de la suivre ».

Ainsi, jusqu'au bout, s'est exprimé, comme un double désir inconciliable, celui d'aller à la IIIe Internationale et celui de ne pas acculer le Parti à la scission, les chefs reconstructeurs à l'exclusion.

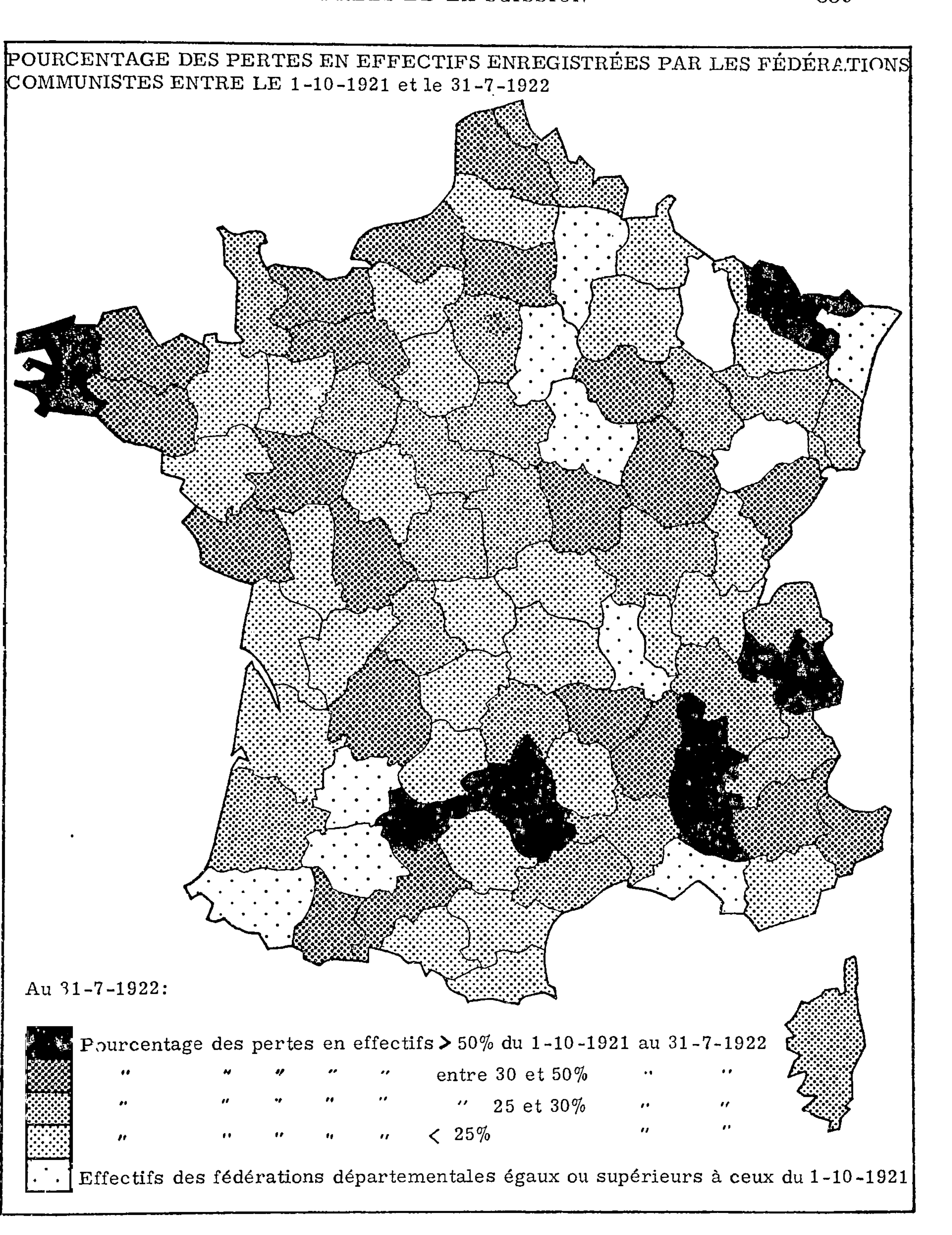
Or, une fois la scission et les exclusions décrétées, si une fraction s'y résignait, une autre devait persister à le regretter. Voilà pourquoi les effectifs communistes subissent encore de lourdes pertes dans l'année 1922. En effet, le Congrès de scission ayant eu lieu en décembre, la reprise des cartes au début de l'année 1921 n'avait pu épuiser les conséquences de la situation nouvelle. C'est à la reprise des cartes pour l'année 1922 qu'on peut vraiment mesurer le contrecoup de la scission sur les effectifs organisés du mouvement socialiste français[4].

Certes, les événements de l'année 1921 ont déjà leur part dans la chute des effectifs enregistrée par le Parti communiste français au début de l'année 1922, mais une part limitée. Or cette chute est sévère : au total, le P.C. français enregistre au 31 juillet 1922 30 563 adhérents de moins qu'au 1er octobre 1921. Elle est aussi générale : seules 6 fédérations s'enorgueillissent d'un léger progrès de leurs effectifs et 2 autres demeurent stationnaires. Partout importante, elle varie néanmoins dans son ampleur : par rapport à leurs effectifs de 1921[5], 6 fédérations perdent en 1922 50 % et plus de leurs adhérents ; 22 fédérations, entre le tiers et la moitié ; 21 entre le quart et le tiers ; 27 fédérations moins du quart. Il est remarquable de constater que, sur les 6 fédérations qui ont perdu plus de la

1. C'est l'argument des représentants du Gers, de la Meuse, des Pyrénées-Orientales : « Notre fédération insiste auprès du Congrès pour que l'on ne nous oblige pas à faire une scission qui serait mortelle pour notre petite fédération ».
2. C'est l'argument mis en avant par Couffy, de la Charente.
3. Sur la discipline, *cf.* les interventions des délégués du Calvados, de la Gironde, de l'Indre, de la Manche, etc.
4. *Cf.* carte n° 26.
5. *Cf.* carte n° 27.


PERTES ENREGISTRÉES PAR LES FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES COMMUNISTES AU 31-7-1922 PAR RAPPORT A LEURS EFFECTIFS DU 1-10-1921
Seine
pas de perte
augmentation
pertes
3.000
1.000
200

CARTE N° 26.


POURCENTAGE DES PERTES EN EFFECTIFS ENREGISTRÉES PAR LES FÉDÉRATIONS COMMUNISTES ENTRE LE 1-10-1921 et le 31-7-1922
Au 31-7-1922:
Pourcentage des pertes en effectifs > 50% du 1-10-1921 au 31-7-1922
" " " " " entre 30 et 50% " "
" " " " " " 25 et 30% " "
" " " " " < 25% " "
Effectifs des fédérations départementales égaux ou supérieurs à ceux du 1-10-1921

CARTE N° 27.

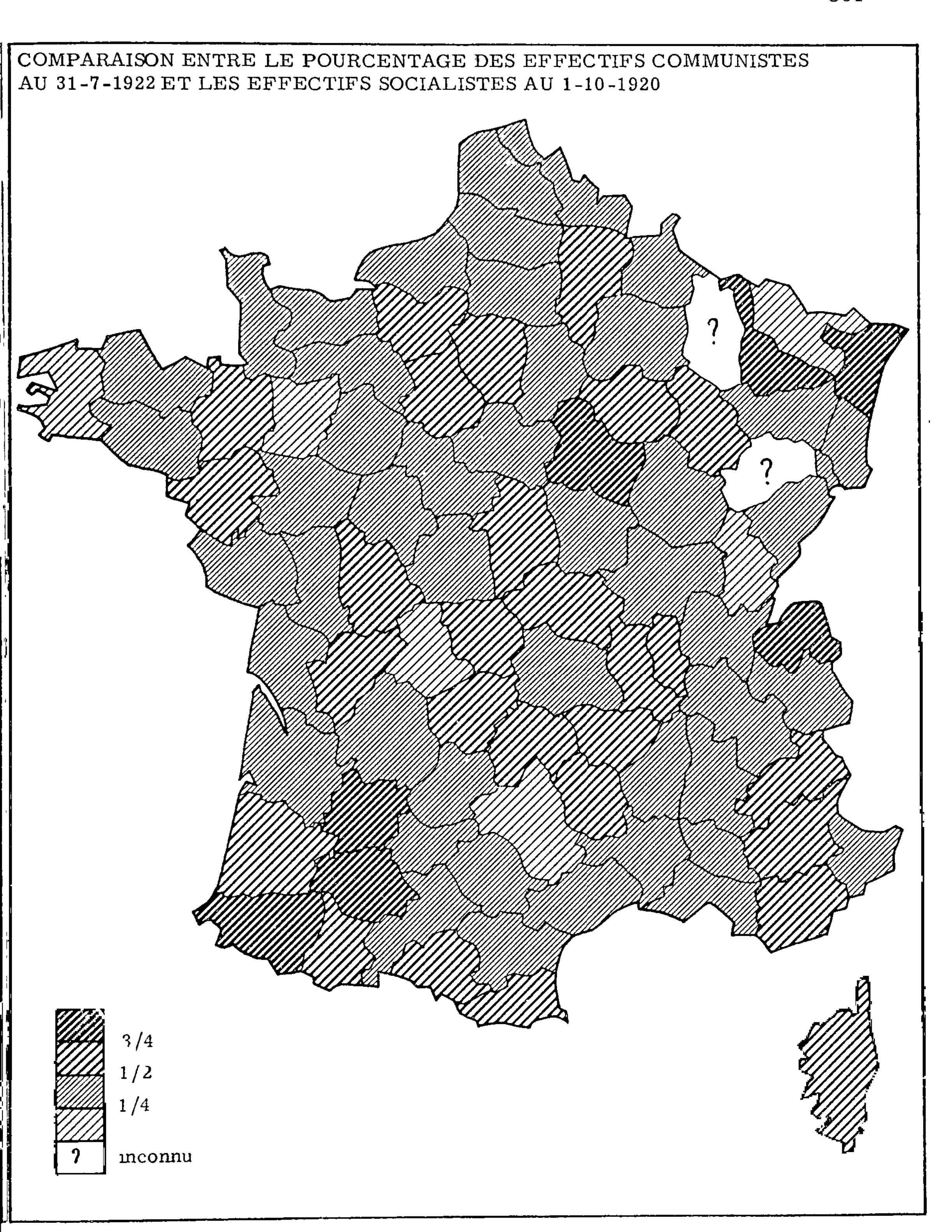
moitié de leurs effectifs, 4 avaient donné à Tours plus des trois quarts de leurs mandats à la motion Cachin-Frossard (deux d'entre elles y avaient même donné tous leurs mandats). Par contre, sur les 27 fédérations qui n'ont perdu que moins du quart de leurs effectifs, 2 seulement avaient donné 100 % de leurs mandats à la IIIe Internationale, 7 plus des trois quarts de leurs mandats, 13 entre la moitié et les trois quarts, 5 moins de la moitié. Ainsi, il apparaît que, sans s'avérer directement proportionnelles à la force du courant qui avait conduit en décembre 1920 à la IIIe Internationale, les pertes des fédérations communistes sont souvent d'autant plus importantes que les fédérations avaient davantage été entraînées.

Trois facteurs convergent donc pour expliquer que les effectifs communistes en 1922 soient très inférieurs à ce qu'on pouvait attendre en décembre 1920 : la faiblesse du mouvement d'adhésion « de gauche » ; l'importance des pertes « de droite » dues au courant d'abstention né de la division des forces socialistes (et de l'absence d'une perspective révolutionnaire à court terme) comme au reflux d'une fraction de « l'Ex-Reconstruction » qui admet mal les conséquences ultimes de la scission.

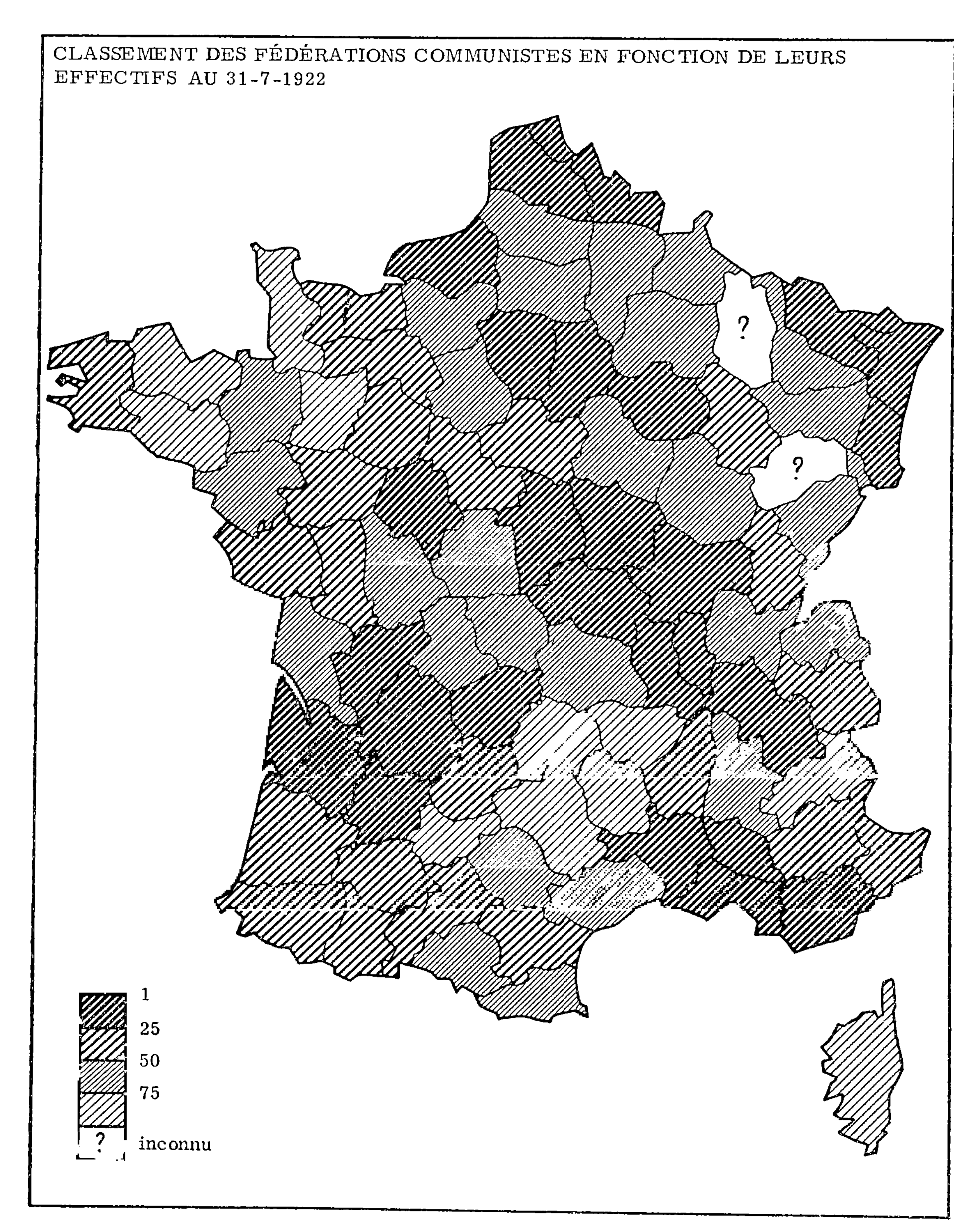
Par rapport à ce qu'étaient les effectifs socialistes au 1er octobre 1920, les effectifs communistes de 1922 sont en baisse de 99 524 unités : 78 828 adhérents communistes contre 178 372 adhérents socialistes (44 %) ; 7 fédérations communistes seulement ont gardé plus des trois quarts des effectifs socialistes, 27 fédérations entre la moitié et les trois quarts, 47 entre le quart et la moitié, 6 moins du quart[1].

---

1. *Cf.* cartes nos 28 et 29.


COMPARAISON ENTRE LE POURCENTAGE DES EFFECTIFS COMMUNISTES AU 31-7-1922 ET LES EFFECTIFS SOCIALISTES AU 1-10-1920
?
?
3/4
1/2
1/4
?
inconnu

CARTE N° 28.


CLASSEMENT DES FÉDÉRATIONS COMMUNISTES EN FONCTION DE LEURS EFFECTIFS AU 31-7-1922
?
?
1
25
50
75
?
inconnu

CARTE N° 29.

# *CONCLUSIONS*

« Il y a une infinité de manières différentes dont une chose qui est en train de se faire peut tourner. Quand elle est faite, on n'en voit plus qu'une. »

SAINTE-BEUVE.

Le Congrès de Tours n'a pas eu, en son temps, le caractère radical qu'on lui prêta *a posteriori*. Il ne fut qu'un épisode d'une lutte de tendances qui se poursuivit bien après que la scission ait pourtant organiquement séparé les combattants. Et l'on ne s'avisa de son importance historique qu'à partir du moment où la scission devint décidément une réalité stable : il apparut alors rétrospectivement non comme une simple péripétie dans l'histoire du socialisme français mais comme un événement majeur ayant créé une situation nouvelle de longue durée.

Comment le Congrès de Tours — qui, dans ses virtualités, comportait une scission irrévocable du socialisme mais aurait pu aussi bien, orage passager dans le ciel de l'unité socialiste, s'éloigner sans laisser de trace — s'est finalement imposé comme l'acte solennel par lequel a été fondé le Parti communiste français, c'est une histoire qui reste à écrire : car c'est l'histoire des années 1920. Exemple entre mille de ce qu'un événement n'acquiert son être et ses dimensions véritables que par son devenir.

Le Congrès de Tours fut-il un événement heureux ? Ceux qui ont travaillé à fonder un P.C. français ont-ils eu raison, du point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne et de l'avènement, en France et dans le monde, d'une société socialiste — une société qui réponde à cet idéal de justice et de liberté vers lequel depuis toujours tend l'humanité ? Ou bien ceux demeurés fidèles à la « Vieille Maison » ?

Puisqu'il est d'usage d'attaquer la lecture d'une thèse universitaire par son chapitre de conclusion, décourageons donc le lecteur éventuel qui ne chercherait ici que des réponses à ces questions-là, bref des justifications directes et immédiates en faveur de l'une ou l'autre des deux fractions entre lesquelles, depuis 1920, le mouvement socialiste et plus généralement le mouvement ouvrier français est patagé. Car il n'est pas dans la nature de ce travail de formuler des jugements de valeur, fussent-ils politiques et rétrospectifs.

Prononcer un jugement de valeur sur le Congrès de Tours, ce serait confondre l'événement qui fut éminemment circonstanciel et ses conséquences qui finirent par atteindre l'essentiel, mais après un délai considérable pendant lequel tout encore aurait pu autrement tourner.

Pourquoi et comment la division ouvrière a-t-elle surgi, c'est la seule question que l'historien se doit d'éclaircir : question qui, pour être neutre, n'est pas académique ; y répondre, parce que c'est révéler la nature de cette division, permet d'apprécier les chances d'une réunification qui, à beaucoup d'observateurs politiques, semble encore un problème actuel conditionnant l'avenir du mouvement ouvrier français et celui de la gauche tout entière ; parce que c'est mettre en lumière la genèse du phénomène communiste dans notre pays, y répondre permet peut-être aussi de risquer une hypothèse de travail sur les raisons qui ont en France assuré au communisme une fortune limitée mais certaine.



Le Congrès de Tours, tel qu'il fut vécu à la Noël 1920, s'inscrivait donc dans la lignée de ces nombreux congrès antérieurs où le socialisme français (et parfois le syndicalisme), ayant constaté les divergences sérieuses qui séparaient ses différentes écoles, avait conclu à l'opportunité que pour un temps chacune de son côté fît ses preuves et ses expériences.

Le socialisme français s'était en effet formé et avait grandi dans le pluralisme doctrinal et la division organique. Comme l'indiquait le nom du parti qui avait fini par l'incarner, il s'était « unifié » ; encore cette unité acquise était-elle davantage l'expression de la communauté d'appartenance à une même famille spirituelle que la cohésion qui, sous le nom de discipline, fait la force des armées au combat. Au surplus, cette unité socialiste laissait intacts le caractère composite du mouvement ouvrier français et ses conflits internes. C'est pourquoi, à chaque tournant de l'histoire française depuis la seconde moitié du XIX[e] siècle, les interprètes qualifiés du prolétariat organisé s'étaient heurtés les uns aux autres : les attentats anarchistes, l'Affaire Dreyfus ou l'option millerandienne, la politique coloniale ou la politique sociale, tout était bon pour que des polémiques jaillissent, des tendances s'affrontent et des organisations ouvrières se combattent, jusqu'à ce qu'enfin une position commune, souvent moyenne, se dégageât... ou que l'affaire en discussion ne fût plus d'actualité

Certes, aucune des situations auxquelles le mouvement ouvrier français s'était trouvé affronté ne l'avait encore troublé comme le fit la guerre mondiale une fois déclarée. La déception, la douleur, le remords de n'avoir pu s'opposer efficacement au cataclysme, alors qu'ils croyaient s'y être préparés avec un soin particulier, explique peut-être la véritable stupeur dans laquelle vécurent des mois les chefs ouvriers et les leaders socialistes après que la guerre eût éclaté. Aussi, quand aux divisions surgies de la guerre s'ajoutèrent par surcroît les divisions nées de la révolution bolchevique, pouvait-on penser que le mouvement ouvrier français allait se disloquer, tant les polémiques qui dressaient ses militants les uns contre les autres avaient d'aigreur, tant les attitudes et déterminations politiques étaient contradictoirement tranchées.

Mais une fois de plus, le pronostic fut déjoué. Les batailles furent sévères, les remous profonds : doctrine, idéologie, politique, méthode d'organisation, tout était secoué et ravagé, mais finalement tout rentrait dans l'ordre traditionnel ; au début de 1919, dans le P.S. qui avait réglé ses comptes de la guerre à son Congrès d'octobre 1918, comme dans la C.G.T. qui avait réglé les siens six mois plus tôt, il n'y avait guère plus de risque de scission qu'en 1906 ou 1912. Loin d'avoir été séduit, dès le succès du coup d'état bolchevik, par la Révolution d'Octobre et converti à ses méthodes, le mouvement ouvrier français, à la quasi-unanimité de ses militants et approuvé par l'opinion populaire, convenait que, s'il y avait eu de sa part des outrances verbales et des maladresses tactiques, sa détermination globale du temps de guerre : ne pas exploiter sa vocation révolutionnaire au détriment des intérêts nationaux français, avait été fondée.

Cependant deux ans plus tard, précisément sur la question de son attitude à l'égard du bolchevisme, il se trouvait à nouveau au bord de la scission. Fallait-il cette fois s'en inquiéter comme d'une affaire de conséquence ?

***

Cela ne s'imposait pas et ç'aurait pu finir comme en Suisse : le Congrès du P.S. Suisse, ayant voté à une substantielle majorité pour l'adhésion à la IIIe Internationale, avait décidé, conformément à la pratique politique traditionnelle dans ce pays, de faire ratifier cette option par un référendum à organiser six mois plus tard. Or, le délai écoulé, la fermentation révolutionnaire en Europe s'était apaisée et l'adhésion fut rejetée par les militants de base : l'occasion ne se retrouva pas et le communisme n'est jamais devenu en Suisse une affaire sérieuse alors que le bolchevisme y avait pourtant conquis de 1918 à 1920 des bases remarquables. Exemple utile à méditer : « l'événementiel », tout aveugle et gratuit qu'il soit, explique encore bien des choses auxquelles le « structurel » ne donne que des réponses artificielles et non convaincantes.

Affaire de circonstances donc. De quelles circonstances ? De quoi fut fait ce moment où la scission devint en France inéluctable ? De défaite et de victoire. Défaite pour les formules originales — autochtones — mises au point avant-guerre et en France par le socialisme parlementaire et le syndicalisme révolutionnaire. Défaite, pas dans l'absolu, mais en comparaison de la victoire dont s'enorgueillissait le bolchevisme.

Ce n'est en effet ni la situation générale à ce moment-là et en France — dont les éléments susceptibles de conduire à une explosion révolutionnaire étaient somme toute rares et faibles —, ni l'évolution interne du socialisme français — dont le glissement à gauche était limité dans son ampleur et sa signification — qui expliquent qu'une fraction du mouvement ouvrier français ait basculé du côté du bolchevisme.

La situation générale en France ? Il y avait bien de l'effervescence dans les masses populaires. La situation économique était délicate : la crise de l'après-guerre, faite de la double nécessité d'effacer les dommages et destructions de la guerre et de reconvertir l'économie de guerre en économie de paix, tirait à peine à sa fin qu'elle était relayée par une

crise cyclique de surproduction dc type classique ; le climat social n'était pas meilleur, tant la guerre, qui avait au surplus engendré une catégorie de nouveaux riches particulièrement haïssables, avait exagéré les différences entre les fortunes des nantis et la condition matérielle pénible des salariés, surtout de ceux qui, quatre années durant, n'avaient perçu que les allocations militaires. Mais quoi ! Pas de vide politique, au contraire — la République parlementaire, la République multi-partisane s'imposait comme le régime qui avait conduit la France à la victoire — ; une économie qu'il fallait assainir mais qui faisait preuve de vitalité ; des cadres sociaux que la guerre avait ébranlés, où elle avait introduit des mutations mais qu'elle n'avait pas brisés ; une classe dirigeante enfin qui, à grands frais peut-être, pour ses intérêts sans doute, mais avec succès, avait fait front : la société française ne présentait aucune faille sérieuse par où une tempête révolutionnaire localisée aurait pu s'engouffrer, elle ne recélait aucun trouble, aucun déséquilibre qui lui fût insoluble par des voies normales.

Quant à l'évolution interne du socialisme français, assurément la guerre et la révolution russe y avaient aidé : comment ne pas réviser par exemple la conception qu'il se faisait naguère de l'Internationale, dès lors que celle-ci s'était révélée impuissante à empêcher la catastrophe, puis à abréger l'épreuve ! Mais d'abord cette évolution interne revêtait une signification complexe : puisque, d'un côté, la guerre avait plutôt contribué à exalter la solidarité (dans le cadre de la nation) qui donne à penser à la classe ouvrière qu'elle participe du même destin que les autres classes sociales et par conséquent à renforcer son degré d'intégration dans la société telle qu'elle était — capitaliste ; et que, d'un autre, la révolution russe avait postulé une rupture franche de tous les engagements qui détournaient le prolétariat de ses objectifs propres. Ensuite cette évolution interne du socialisme, pour sensible qu'elle fût, demeurait une évolution contrôlée dans son rythme, limitée dans ses thèmes et d'ailleurs acceptée à la quasi-unanimité du prolétariat organisé : si bien qu'elle ne menaçait pas l'unité reconquise en 1919. C'est pourquoi, dans l'immédiat après-guerre, les grandes actions ouvrières et socialistes furent en France élaborées, décidées, conduites toutes tendances confondues. Et c'est justement parce que le Parti et les syndicats s'y étaient avec toutes leurs forces engagés que leur échec fut significatif.

Échec ? Mais y eut-il échec ? Douteux. En ce sens que le P.S. et la C.G.T. n'avaient pas manqué les objectifs réalisables, seules avaient été dissipées les illusions entretenues quant à ce qu'il était possible d'atteindre.

Illusions en effet, on vient de le voir, que penser sérieusement à une révolution sociale dans la France victorieuse de 1919-1920. En revanche, — tant dans le domaine social, du fait des promesses qui avaient été prodiguées à l'heure du péril à ceux « qui avaient des droits sur nous », aux combattants prioritairement recrutés parmi les humbles que dans le domaine économique, du fait des bouleversements apportés par l'économie de guerre à la structure du capital, aux techniques de production, au rôle de l'État —, le rapport des forces sociales et économiques en France était donc propice à une modification du point d'équilibre entre les classes de telle sorte qu'augmentât le rôle de la classe ouvrière

dans les mécanismes sociaux et sa part dans l'appropriation des richesses nationales. Or ces possibilités limitées mais réelles, le mouvement ouvrier s'en avisa et sut, malgré hésitation et tâtonnement, commencer à les exploiter ; c'est dans cette seule voie qu'au bout du compte il recueillit des résultats pratiques, lui permettant dans l'entre-deux-guerres de ne pas décoller du réel et de s'adapter à la société industrielle du xx[e] siècle : grâce à des objectifs nouveaux — telle la nationalisation industrialisée —, grâce à de nouvelles techniques de lutte — telle la mise en place du réseau de délégués d'ateliers — qui avaient fourni matière en 1918 et 1919 à une mise à jour heureuse des programmes syndicaliste et socialiste antérieurs. Mais comme ils manquaient de panache, ces résultats partiels, comparés au succès global du prolétariat russe bâtissant son État ouvrier !

Or il n'était pas probant de mettre les insuffisances françaises au seul compte de la médiocrité des dirigeants qui avaient alors charge des destinées du socialisme français. Jaurès manquait, certes, mais d'autres s'étaient affirmés. Monatte dans la gauche syndicaliste. Jouhaux qui savait écouter et trouver le compromis tactique acceptable par toutes les organisations confédérées. Longuet que son courage et sa bonne foi désignaient au respect et à l'amitié de l'opinion socialiste. Blum et Thomas enfin qui, sur des bases notablement différentes, cherchaient l'un et l'autre à dégager les grandes lignes d'une action socialiste tirant le meilleur parti du cadre politique de la république parlementaire. Assurément il n'y avait pas, à l'exception de Blum, de fortes têtes théoriques, mais il y avait, malgré les pertes humaines de la guerre, une foule de militants éduqués, de tacticiens habiles et quelques stratèges lucides. Après tout, le génie de Lénine n'était pas non plus tant philosophique que politique.

Si ce n'était pas la faute des chefs, c'était donc la faute du système. Pourquoi, dès lors, le socialisme, le syndicalisme français n'emprunteraient-ils pas ses secrets au système dont la victoire semblait totale, à la mesure de ce qu'avaient annoncé au siècle précédent les grands prophètes du socialisme ?

Ainsi l'idée d'adopter la formule russe du socialisme révolutionnaire, c'est-à-dire le bolchevisme, après avoir eu une fortune médiocre jusqu'en 1920, le mouvement ouvrier français dans sa masse s'en étant tenu jusqu'à cette date à sa propre analyse politique et à ses méthodes, gagna du terrain quand il se fut avéré que les formules traditionnelles ne parvenaient qu'à assurer au prolétariat des acquisitions politiques et économiques partielles : acquisitions qui correspondaient sans doute à ce que la classe ouvrière pouvait espérer dans cette période où la crise de l'après-guerre, si peu décisive qu'elle fût en France, ne s'était pas encore tout à fait dénouée, mais acquisitions qui, étalonnées à la victoire soviétique, prenaient figure d'échec.

Mais définir la conjoncture qui engendra la scission du mouvement socialiste français comme une conjoncture d'échec à l'échelle de la France n'est pas en donner une définition exhaustive. Si le Congrès de Tours a eu lieu *après* que le demi-échec électoral de novembre 1919 et l'échec patent des grèves du printemps 1920 aient miné l'espoir d'aboutir en France à la révolution prolétarienne par la voie du socialisme parlementaire à la Jaurès ou du syndicalisme révolutionnaire à la Sorel, il a eu lieu

aussi *avant* que l'échec russe sous Varsovie ait développé pleinement ses conséquences, avant que se soit imposée hors de Russie la conviction qu'il n'y aurait pas à brève échéance de révolution mondiale pour prolonger l'acquis et donner son plein sens à la révolution russe. Le bolchevisme, tirant sa cohérence et son prestige de ce que ses prévisions et sa stratégie étaient élaborées — dans l'espace — à l'échelle mondiale et — dans le temps — à court terme, devait perdre en effet l'essentiel de ses séductions dès lors que la situation en Europe parut se stabiliser, que les Russes durent eux-mêmes en convenir et prendre leurs dispositions pour attendre une nouvelle poussée révolutionnaire. D'où ce phénomène aberrant qu'à peine une majorité écrasante du P.S. français se fût-elle décidée à adhérer à l'Internationale communiste, cette même majorité devenue communiste se mettait à fondre, et le nouveau P.C.F. à se racornir : ce serait une erreur de ne voir dans ce reflux presque immédiat de l'engouement pour le bolchevisme — après le triomphe qu'en avait été le Congrès de Tours — qu'un regret de la décision prise, ce fut surtout l'expression du changement de climat intervenu après qu'en 1921 un nouvel équilibre européen ait été finalement atteint.

La scission socialiste de décembre 1920 fut donc une affaire de circonstances exactement située entre deux limites de temps : après que les résultats obtenus à l'échelle de la France par les moyens du socialisme français aient paru dérisoires dans le contexte de la révolution bolchevique ; avant que la perspective d'une révolution mondiale dans le prolongement de la révolution russe se soit obscurcie.

Mais la scission socialiste en France ne fut pas seulement un accident — au sens propre — de la conjoncture française et européenne, elle fut aussi un accident — au sens figuré — du point de vue de ses modalités. Comment cela ?

La scission du socialisme dont les léninistes s'étaient déclarés partisans dès l'été 1914 mais qu'ils réclamaient avec plus d'énergie encore depuis octobre 1917, n'était que la conséquence seconde de cette nécessité primordiale : bolcheviser les partis socialistes et, en l'occurrence, le parti français pour le rendre apte à conduire en France une action de type soviétique dans le cadre de la révolution mondiale en marche. En fait, d'ailleurs, cette bolchevisation pouvait se réaliser de trois manières différentes dont deux seulement impliquaient une scission (ce qui permettait aux communistes russes de nier qu'ils fussent par principe scissionnistes) : par la formation d'un P.C., extérieur au P.S., constitué autour du Comité de la III^e^ Internationale ; par l'adhésion du P.S. dans son ensemble à l'I.C. (à la manière italienne) ; par l'adhésion d'une fraction du P.S. (une fraction minoritaire ou majoritaire, constituée par les seuls communistes ou renforcée par les Ex-Reconstructeurs, etc.). Quelle serait des trois formules celle qui l'emporterait, cela devait résulter, non de la volonté unilatérale d'une quelconque équipe, mais des positions et manœuvres tactiques respectives retenues par les Bolcheviks, les Internationales, le Comité de la III^e^, la majorité centriste du P.S., l'opinion ouvrière en France.

Or cette bolchevisation du parti français, finalement conduite selon

la troisième recette, après qu'au cours des années 1919-1920 les deux autres aient été éliminées par une combinaison de péripéties dont l'issue fut commandée à la fois par des considérations doctrinales et l'épreuve des faits, le Congrès de Tours la manqua sur le fond, du moins dans l'immédiat, de telle sorte que le socialisme français fut scindé mais que sa fraction communiste n'en fut pas bolchevisée pour autant.

Sur le fond : il n'y eut pas en effet coïncidence entre les idées, la politique et les mœurs du nouveau parti communiste français et celles du bolchevisme russe. Ce ne fut pas seulement par inadvertance que les vingt et une conditions opposées par l'I.C. à la pénétration en son sein de l'opportunisme européen ne furent pas formellement adoptées à Tours ; c'est après de laborieux échanges de vues et la mise au point de formules très étudiées que le Congrès retint une résolution qui votait l'adhésion à la III[e] Internationale : sans réserves, mais... sans précisions inopportunes. Au point que l'I.C. elle-même hésita quant à l'interprétation pour laquelle il convenait qu'elle optât et fut-elle un moment tentée de considérer que l'adhésion, dans les conditions où elle était intervenue, devait être prise pour un refus d'adhérer. Personne au demeurant ne fut étonné que la discussion sur le sens à donner à chacune des conditions fixées par l'Internationale se poursuivît dans le jeune P.C.F. après le Congrès de Tours.

La scission n'apporta même pas une solution à la vieille alternative française : réformes ou révolution, puisque partisans et adversaires de l'adhésion à la III[e] Internationale ne se classaient pas selon l'ancienne ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires.

La bolchevisation du socialisme français fut donc manquée, du moins dans l'immédiat, en ce sens que du P.C. qui naquit à Tours aucune des fractions n'acceptait pleinement les solutions bolcheviques des problèmes révolutionnaires : son aile droite, correspondant à l'ancienne aile gauche de la Reconstruction, n'était pas moins « centriste » que les centristes demeurés avec Longuet dans la future S.F.I.O. ; son aile gauche, correspondant à l'ancien Comité de la III[e] Internationale, était pour une part ultra-gauchiste à la manière d'un certain nombre d'autres groupes communistes en Europe occidentale, et pour une autre part plus syndicaliste que communiste — ce qui la faisait rejeter la conception bolchevique des rapports entre Parti et syndicats —, au demeurant liée aux Bolcheviks russes par l'intermédiaire de Trotski, ce qui devait encore compliquer les choses quand Trotski devint suspect. On comprend dans ces conditions que l'I.C. dut par la suite et après de longs atermoiements successivement éliminer du Comité directeur du P.C.F. (dont la composition avait pourtant donné lieu à de savants dosages, à des marchandages précautionneux) et la droite et la gauche pour, en fin de compte, s'appuyer surtout sur des éléments n'appartenant pas au Parti à sa fondation, du moins à ses cadres agissants : la question de la formation d'un parti communiste, de l'établissement d'un point d'appui en France pour la révolution mondiale de type bolchevik, ne fut pas résolue par la scission elle-même, mais par ses développements ultérieurs.

Ainsi la naissance du communisme en France ? Un double accident. C'est une conclusion qui risque de décevoir. Il est tellement plus séduisant de manier les idées générales et les considérations abstraites pour tenter

de donner de l'histoire humaine une version rigoureuse, logique, finaliste. Mais qu'y faire si le hasard, la contingence et même l'anecdotique expliquent mieux ce qui est arrivé, ce qui aurait pu ne pas arriver ? La responsabilité au jour le jour des hommes qui se veulent des acteurs de l'histoire n'en est que mieux mise en relief.

Insister sur le caractère accidentel de l'enchaînement grâce auquel une fraction du mouvement ouvrier français a versé du côté du bolchevisme ne dispense pas néanmoins d'apercevoir ce qui dans la structure mentale, sociale, de la France en 1920 a favorisé le fait.

Ne serait-il pas intéressant, par exemple, de mettre en rapport l'attirance pour la version bolchevique du socialisme (qui fut, pendant une courte mais décisive période, relativement forte, alors que la situation française n'était guère de nature à justifier l'espérance d'une révolution sociale prochaine) avec le fait que le mouvement ouvrier français est un mouvement de minorité.

La confrontation, sur le plan pratique et sur le plan doctrinal, du bolchevisme russe et du socialisme français tels qu'en 1920 ils s'étaient historiquement constitués devait aboutir à une véritable opération de greffe idéologique, tant les conceptions et exigences bolcheviques sur le pouvoir et son moyen, le parti, étaient extérieures au monde spirituel et aux mœurs du socialisme français dans ses divers courants. Cependant, par-delà les oppositions doctrinales et l'incompréhension réciproque de leur pratique respective, bolchevisme et socialisme français se rejoignaient par une certaine parenté de style. Lequel ? Celui d'être né tous deux des extrémismes.

Extrémistes d'ailleurs sur des plans différents. Aller au bout de ses idées et de ses entreprises, c'est presque l'essence du bolchevisme, c'est la stupéfiante audace de Lénine. Bien sûr, il est arrivé au leader de la IIIe Internationale de parler de la nécessité d'accepter des compromis. Mais ces compromis, qu'il tenait à qualifier de « bons », n'étaient que provisoires et limités : des finesses tactiques.

Le socialisme français, lui, bien que dans sa philosophie comme dans sa politique il fût éloigné de cet acharnement à obtenir le maximum, se comportait comme un extrémisme sociologique : le prolétariat organisé dans la C.G.T., les mouvements anarchiste et socialiste n'ont jamais à eux tous rassemblé qu'une très faible portion du monde du travail.

D'où l'hypothèse qu'il faudrait vérifier par une enquête sur les conditions comparées de la naissance et de l'évolution du phénomène communiste dans les divers pays d'Europe : le communisme dans l'après-première guerre mondiale s'est importé d'autant mieux qu'il eut pour précurseur un socialisme d'implantation plus fragile (soit que celui-ci ait manqué de temps pour s'affirmer, soit qu'il ait choisi de ne s'adresser qu'à une avant-garde restreinte, soit que les possibilités d'action lui aient fait objectivement défaut). C'est ainsi que, dans les pays où la crise de l'après-guerre était, pour des raisons nationales, aiguë — en Allemagne — et dans ceux où le mouvement ouvrier et socialiste comptaient déjà des effectifs considérables — en Grande-Bretagne, en Belgique, dans les Pays Scandinaves —, le communisme a conquis une moindre audience que dans les

pays — France, Italie — où les partis de subversion sociale étaient demeurés des organismes étroits. L'explication théorique de ce fait est aisée : une expérience étrangère radicale, qui propose des objectifs abstraits dont n'apparaissent pas clairement quels rapports ils entretiennent avec la situation réelle, attire davantage l'intérêt d'une secte.

C'est parce qu'il est conscient de ce fait originel de structure que le P.C.F. ne crut jamais devoir se préoccuper sérieusement de l'état de ses effectifs. Et quand il décida de ne plus le rendre public, ce ne fut pas tant pour masquer des pertes sévères : il n'en a cure. Certes, il ne lui sied pas de laisser exploiter par la propagande adverse les fluctuations que connaît le chiffre de ses adhérents, mais pour ce qui concerne ses propres déterminations, il tient à ce qu'on sache qu'il est insensible à des considérations numériques. Le mouvement — positif ou négatif — des adhésions n'est que le reflet de la conjoncture ; or ce qui importe du point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne, c'est de préserver l'appareil du parti : ses militants responsables, ses cadres permanents. Que cet appareil s'entoure d'une couche de militants occasionnels ou qu'il soit réduit à lui-même, cela ne saurait indiquer que se rapproche ou s'éloigne le terme de la révolution socialiste : le champ d'expansion du communisme après la seconde guerre mondiale n'a pas dépendu de l'importance des P.C. locaux ; par contre leur seule existence — l'existence d'un appareil autochtone, si squelettique fût-il — a été un facteur de succès.

***

La scission de Tours : un accident banal donc, comme il s'en était déjà produit dans l'histoire déjà longue du mouvement ouvrier, une affaire de circonstances qu'avait favorisée l'étroitesse traditionnelle du socialisme français, mais qui pouvait s'arranger une fois que les circonstances auraient elles-mêmes changé.

Et pourtant, la scission de Tours se révéla finalement tout autre chose : un événement décisif, point de départ d'une situation nouvelle où non seulement la division entre les deux courants socialistes persista, devenant permanente, mais où surtout aucun des deux partis organiquement constitués n'échappa à une évolution qui les fit très différents des deux fractions dont ils étaient issus.

Comment expliquer ce passage du provisoire et du circonstanciel au définitif et à l'essentiel ? Par une seule mais fondamentale donnée de l'histoire : si la révolution russe ne fut pas, comme elle l'espérait, aussitôt relayée par une révolution européenne, elle a su du moins s'incarner, se réaliser dans un État — et aujourd'hui dans un système d'États — qui a proclamé confondre son propre devenir avec celui du communisme mondial. Dans ces conditions, la division ouvrière a longtemps gardé sa raison d'être : en 1920, elle avait séparé ceux des socialistes qui croyaient à l'avènement prochain d'une révolution mondiale dont les Bolcheviks en Russie organisaient depuis 1917 les avant-postes et ceux qui n'y croyaient pas ni pour bientôt ni de cette manière-là ; plus tard, elle continua à séparer ceux qui l'espéraient encore, même si leur espérance s'exprimait sous la forme seconde d'une défense de la « patrie soviétique » et ceux

qui refusaient de considérer que le socialisme doit emprunter en tous pays la voie et la forme du communisme russe. Si deux socialismes coexistèrent et rivalisèrent en France et dans le monde, c'est donc que la Russie soviétique ne renonça pas à ce pour quoi Lénine et ses compagnons l'avaient bâtie : être l'annonciatrice de la tempête. Le bolchevisme s'étant imposé comme une technique socialiste de révolution mondiale à court terme, le bolchevisme s'imposa encore plus tard à ce titre, même si le terme s'allongeait : la Russie soviétique témoignait pour la révolution mondiale. Il ne perdrait sa cohérence interne qu'autant que la Russie renoncerait à se tenir elle-même pour la révolution en marche. Bref, de même que le destin de la révolution russe à ses débuts n'avait de sens que par le destin de l'Internationale, de même le destin de l'Internationale dont participe chaque parti national, et le P.C.F. en particulier, se confond avec le destin soviétique —, que cette Internationale existe organiquement, qu'elle se limite aux rapports bilatéraux (ou multilatéraux) entre partis « frères » ou enfin qu'elle se comprenne seulement en termes idéologiques d'internationalisme prolétarien. C'est pourquoi un communiste aurait cessé d'être un communiste si l'avait touché l'argument selon lequel en toutes occasions et sur toutes questions le P.C.F. approuve la politique soviétique. C'est pourquoi aussi était radicalement absurde en théorie comme en pratique, aussi bien pour les adversaires que pour les partisans, la tentative d'introduire quelque différenciation, de marquer quelque distance entre l'État Soviétique et le communisme international dont le P.C.F. était un élément constituant. Certes, entre les deux guerres, pour des raisons d'opportunité et de tactique, il fallut bien délimiter le champ d'action qui appartenait en propre à l'appareil d'État soviétique et celui qui appartenant à l'appareil de l'I.C. ; mais cette délimitation n'était que formelle, technique et à usage externe : elle ne concernait à aucun degré le fond de la politique suivie par l'un et l'autre organisme. Après la seconde guerre mondiale, cependant, le problème de l'identification absolue de l'U.R.S.S. et de la révolution prolétarienne mondiale, pierre angulaire de l'expérience léniniste, s'est renouvelé, compliqué par le fait même de la formation d'un « camp socialiste » multiétatique[1].

Or, de ce que la scission, affaire circonstancielle, est devenue le mode durable d'existence du mouvement ouvrier français, qu'en est-il résulté ?

Les deux fractions du socialisme, déséquilibrées l'une et l'autre d'avoir été brutalement et organiquement séparées, ont versé du côté où chacune prophétisait à l'autre qu'elle verserait : le socialisme S.F.I.O., malgré la vue qu'en avait L. Blum, s'est rapproché, jusqu'à parfois se confondre avec lui, du radicalisme ; le Parti communiste, lui, s'est éloigné toujours davantage des conceptions traditionnelles du socialisme français (de coloration réformiste ou de coloration anarchiste) : ce à quoi la scission n'avait pas abouti dans l'immédiat — sa bolchevisation —, elle l'a finalement obtenu. Si bien qu'avec le temps écoulé est né comme un nouveau corps de doctrine, comme une nouvelle tradition ouvrière, hybride original

1. Et naturellement le problème est encore davantage modifié, après la période stalinienne, par les grandes options de la période kroutchévienne.

résultant de la greffe du bolchevisme sur le socialisme français. Mais les circonstances ayant fait qu'il n'eut depuis sa fondation aucune révolution réelle à conduire bien qu'il ne se veuille, par comparaison avec la S.F.I.O., que révolutionnaire, le P.C.F. par force redevint le siège de toutes les contradictions et antinomies du socialisme révolutionnaire français d'avant 1914 : réformiste dans la pratique quotidienne bien que révolutionnaire, patriote bien qu'internationaliste. Et c'est pour tenter d'échapper à ces contradictions et antinomies qu'il s'est mué en une sorte de société globale imaginaire, à l'instar du monde russe et soviétique.

Ainsi se sont inexorablement métamorphosées les deux fractions de l'ancien socialisme français, une fois séparées.

Cependant, dans ce pays où rien n'est jamais tout à fait effacé, les deux partis ouvriers se souviennent du monde spirituel commun qui était le leur avant qu'ils soient devenus des corps politiques distincts. C'est pourquoi la distance qui les sépare est parfois brusquement réduite comme si ressurgissait en eux l'inspiration des « grands ancêtres ». C'est pourquoi aussi, malgré les sinistres prédictions dont ils s'accablent réciproquement, ils conservent l'un et l'autre leur clientèle.

Parce que la S.F.I.O. a hérité de cette pratique politique complexe qu'avait établie l'ancien socialisme français — ce socialisme politique, libéral, pacifiste, progressif, et qui tenait néanmoins à replacer dans une perspective révolutionnaire les réformes pour lesquelles il luttait dans l'immédiat — elle gardera pour une bonne part, en faisant jouer les divers mécanismes — et pas seulement les mécanismes électoraux — de la république parlementaire, son implantation prolétarienne.

Quant au P.C.F., sa fortune demeurera assurée comme au temps — en 1920 — où c'est au P.C.F. qu'était allée l'immense majorité des adhérents socialistes. Même si beaucoup d'entre eux s'étaient abusés sur la signification de leur choix, même si beaucoup, entre-temps, sont retournés à « la Vieille Maison » ou ont abandonné toute activité militante, il reste que — les hommes ne révisent pas en toutes circonstances leurs options politiques : c'est seulement en 1920, 1936, 1939, 1944 que des courants de fond ont traversé les masses ouvrières politisées et modifié les situations acquises —, le P.C.F. devra beaucoup de son enracinement à ce qu'il fut en 1920 l'héritier privilégié du P.S. Sur le plan électoral : il suffit pour s'en convaincre de comparer l'implantation électorale du P.C.F. aujourd'hui avec la carte de l'orientation des fédérations départementales socialistes de 1920. Sur le plan doctrinal : le P.C.F. honorera la mémoire de Jaurès, même si la ferveur de cette commémoration n'atteint pas une chaleur égale en toutes années ; il s'inclinera devant la Charte d'Amiens, même s'il ne la respecte qu'en certaines occasions ; la « légalité républicaine », la laïcité, la paix par l'arbitrage international et le désarmement, autant de vieux thèmes qui ne répondront pas seulement à des soucis de propagande circonstancielle, mais qui préoccuperont sincèrement bien des militants communistes, jeunes ou vieux, acceptant d'enthousiasme de s'en faire les champions.

Certes cette fortune assurée est aussi limitée. Précisément par le fait que les masses ouvrières resteront pénétrées des mêmes sentiments patriotiques qui faisaient jadis la marque dominante du socialisme français.

Chaque fois en effet qu'en 1914, 1917, 1918, il a pris conscience que la patrie pouvait de son fait courir quelque péril, le P.S. a volontairement suspendu son jugement et temporisé jusqu'à ce que la menace se fût éloignée. Il n'a jamais poussé l'internationalisme qu'autant qu'il se conciliait avec les intérêts français. Les communistes, eux, seront radicalement internationalistes, étant entendu que les circonstances ont fait qu'ils identifient l'internationalisme — la révolution prolétarienne mondiale — et la révolution russe incarnée par l'Union Soviétique. Dès lors, les chances du communisme français seront mesurées par la coïncidence relative entre les intérêts français et les intérêts soviétiques.

Ainsi le destin du communisme français, affaire de circonstances, est encore aujourd'hui suspendu aux circonstances ; il est ainsi ramené à ses véritables dimensions : des dimensions historiques qui rendent intelligibles un phénomène par lequel trop de penseurs et de théoriciens, qu'ils lui fussent favorables ou défavorables, se sont laissé mystifier. Car ce qu'ils ont trop voulu considérer prioritairement comme une philosophie, une science ou une religion est d'abord une conception stratégique, mise au point, l'autre après-guerre, par les Bolcheviks pour conduire à son terme une révolution ouvrière. C'est sa grandeur : le communisme garde de ses origines le sens du planétaire, l'audace que donnent les grands espaces et les grandes ambitions, la générosité des grands desseins. Mais c'est sa faiblesse : il date, condamné à attendre le retour d'une conjoncture particulière auquel il rêve comme à celui de l'Age d'Or. Quarante-quatre années sont maintenant passées qui ont certes bouleversé la « vieille et sainte » Russie, mais aussi, mais autant la vieille Europe et la jeune Amérique, mais aussi, mais autant l'Afrique et l'Asie. De même que le XIX^e^ siècle s'adossa à la Révolution française, de même la Révolution russe est derrière nous : source d'inspiration, rappel à l'ordre, bloc d'exigences. Mais la recommencer ?

# SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

# *SOMMAIRE*

## LES SOURCES

4. Presse ouvrière.
   a) De tendance pacifiste.
   b) Anarchiste (à Paris, en province, de cercles et groupements restreints, de guerre, de tendance IIIe Internationale).
   c) Socialiste (quotidienne de Paris, quotidienne de province, hebdomadaire de province, mensuelle, d'orientation IIIe Internationale).
   d) Syndicaliste (officielle, d'orientation syndicale, de syndicats, de Bourses du Travail).
   e) Française à l'étranger.
   f) Étrangère.
   g) Internationale.
5. Presse russe en France.

II. *Rapports et documents de Conférences et Congrès.*

1. Conférences et Congrès internationaux.
   a) IIe Internationale.
   b) De Stockholm.
   c) Syndical international.
   d) IIIe Internationale.
   e) Internationale du travail.
2. Conférences et Congrès nationaux.
   a) C.G.T. (C.G.T., Fédérations syndicales, Unions départementales de syndicats).
   b) Parti Socialiste.
   c) Parti Communiste.

III. *Tracts et feuilles volantes.*

IV. *Brochures et publications d'époques*

1. Le mouvement ouvrier français et la guerre.
   a) A la veille de la guerre.
   b) Devant la guerre.
   c) Le courant majoritaire pendant la guerre.
   d) Le courant minoritaire et pacifiste.
   e) Devant la paix.
2. Le mouvement ouvrier français et la révolution russe.
   a) Brest-Litovsk.
   b) L'intervention en Russie.
   c) La guerre russo-polonaise.
   d) Socialisme français et bolchevisme.
3. Le mouvement ouvrier français et l'après-guerre économique et sociale.
   a) La situation économique.
   b) Les idées nouvelles.
   c) La crise des chemins de fer.
   d) Les grèves du printemps 1920.
4. Questions de doctrine.

V. *Brochures et publications postérieures à 1920.*

1. Histoire générale.
2. Histoire du mouvement ouvrier.
3. Le mouvement ouvrier et les causes de la première guerre mondiale.
4. Le mouvement ouvrier et la guerre.

5. Les conséquences économiques et socialcs de la guerre.
6. La révolution russe.
7. La Russie soviétique.
8. La guerre polono-russe.
9. Le mouvement ouvrier français et international après la guerre et la révolution russe.
10. Mémoires et Souvenirs.

## LES TRAVAUX

1. Archives, bibliographie, instruments de travail.
2. Périodiques.
    *a*) Bibliographiques.
    *b*) Revues historiques générales.
    *c*) Revues historiques spéciales.
    *d*) Revues politiques, syndicales et culturelles orientées sur l'histoire sociale et ouvrière.
3. Histoire générale.
4. Histoire de la IIIe République.
5. Histoire du mouvement ouvrier.
6. Le socialisme sous la IIIe République.
7. Le syndicalisme.
8. Le marxisme.
9. La guerre.
10. Le mouvement ouvrier et la guerre.
11. La révolution russe.
12. Le bolchevisme.
13. Expériences internationales.
14. La IIe Internationale.
15. La IIIe Internationale.
16. Naissance du Parti communiste français.
17. Biographies.

# 1. *LES SOURCES*

## A. SOURCES MANUSCRITES

### I. Archives nationales (A.N.)

La loi interdit la consultation des archives nationales avant que se soit écoulée une période de 50 années. Cependant, en 1962, après que la Commission supérieure des Archives ait émis un vœu en ce sens, la libération anticipée des archives d'État a été décidée pour la période 1914-1920. De ce fait a été ouvert, bien qu'avec réserve, un fonds de la série F7 d'une importance exceptionnelle : un fonds versé par la direction des Renseignements Généraux du Ministère de l'Intérieur en août-septembre 1945 et constitué par des coupures ou extraits de presse, des notes confidentielles, des rapports envoyés par les préfets, commissaires de police et commissaires spéciaux, des affiches et tracts. L'inventaire en a été achevé en 1961 par M. Mathieu. Nous avons été autorisée à consulter les liasses suivantes[1] :

12934 *Guerre de 1914 : documents concernant la tension diplomatique et les événements qui ont précédé tes hostilités* (25 juillet-1er août).

12935 *Guerre de 1914 : documents et coupures de journaux concernant la situation en Allemagne* (1914-1918).

12936 *Guerre de 1914 : rapports de Préfets et de commissaires spéciaux sur l'état d'esprit de ta population* (1914-1918).

12937 *Guerre de 1914 : rapports des Préfets ;* Ain à Creuse (août-sept. 1914).

12938 *Id.* (Lot à Rhône).

12939 *Id.* (Saône à Yonne).

12967 *Synthèse mensuelles juin et août 1920.* Titre complet : Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sûreté Générale, Contrôle général des Services de Police

---

1. Nous n'avons pas été autorisée à consulter en particulier les liasses suivantes :
13023 (1) : Situation dans la Haute-Vienne (1915)
13044 (1) : Rapports entre la Sûreté et l'Armement (1916-1920)
13086 : Réunions pacifistes (1917)
13086, 13488, 13489, 13506 : Notes, rapports concernant les relations entre le P.C. français et le Gouvernement soviétique (1918-1920)
13507, 13508 : Le bolchevisme dans le monde (1918-1920)
La justification globale de ce refus a été ainsi libellée : « Il n'est pas possible d'autoriser la consultation des... articles demandés, soit parce que ceux-ci sont composés en majorité de documents de date trop récente, soit parce qu'ils contiennent des renseignements de caractère confidentiel sur des personnes susceptibles d'être encore en vie, en particulier sur des émigrés russes ».

administrative, Rapport mensuel (juin : 29 grandes pages dactylographiées ; août : 44 p.).

Plan des rapports : 1° Mouvement social (grèves) ; 2° La cherté des vivres et l'opinion publique ; 3° La propagande révolutionnaire ; 4° Les révolutionnaires russes. Plan du chapitre III (La propagande révolutionnaire) : A) Chez les socialistes : extraits des rapports de police sur les réunions de sections socialistes, sur les réunions publiques organisées par des socialistes à Paris et en province (classées par jour) ; action du Comité de la III^e^ Internationale. B) Chez les syndicalistes. C) Chez les anarchistes. D) Chez les intellectuels. E) Chez les Anciens Combattants.

12994 *Agitation dans la Loire* (1917-1918).

13053 *Partis et mouvements politiques. Anarchistes.* Répertoire général des principaux révolutionnaires Paris, Seine et par départements (sans date). Liste des Révolutionnaires. Situation militaire des militants anarchistes, syndicalistes et socialistes qui se sont signalés depuis la mobilisation par leur attitude révolutionnaire ou pacifistes (deux listes) (1916).
État des anarchistes antimilitaristes et communistes.

13054 Les Amis du *Libertaire* (1912-1918).

13055 Le groupe des *Temps Nouveaux :* comptes-rendus des réunions du groupe de novembre 1915 à juillet 1916.

13065 *Les projets de sabotage de la mobilisation* (1913-1914).

13069 *Congrès internationaux socialistes* (1896-1917).
Congrès international extraordinaire Paris (9-14 août 1914).
Conférence internationale des Pays Alliés Londres (4 févr. 1915).
Conférence internationale de Berne (6-9 sept. 1915).
Conférence de Zimmerwald (5-8 sept. 1915).
Conférence de Kienthal (26 avril 1916).
Conférence des sections socialistes suisses (1^er^ févr. 1917).
Commission d'action internationale socialiste d'Amsterdam (27 avril-2 mai 1919).
Conférence internationale de Lucerne (août 1919).

13072 *Congrès S.F.I.O.* (1899-1920).

13073 *Conseil National du Parti socialiste* (1916-1920).
Congrès de la fédération de la Seine (5-19 déc. 1915).
Conseil National du... (9 avr. 1916).
Conseil National des... (7-8 août 1916).
Congrès socialiste (déc. 1916).
Conseil National (févr. 1918).

13074 *Le Parti socialiste pendant la guerre. Efforts socialistes pour apaiser le conflit.*
Le P.S. : notes et presse (1907-1914).
Le P.S.U. : organisation (1914).
Efforts socialistes pour empêcher le conflit (17-31 juil. 1914).
Rapport d'ensemble sur les socialistes et la guerre (20 févr. 1915).
Comité d'action commune P.S.-C.G.T. (1914-1916).
Notes sur activités du P.S. (1914-1917).
Extraits des discours des chefs et militants socialistes (1916).
Les révolutionnaires russes et la guerre (M.1215 U), 13 p. (juil. 1915).

13075 *Notes et presse concernant Jean Jaurès* (1908-1914).

13722 1^er^ *mai* 1915
— 1916
— 1917
— 1918

13273 *1er mai* 1919 à Paris, cn province.

13274 *1er mai* 1920.

13275 *1er mai* 1920 (suite).
Réunions Paris et Scine : rapports (pour tout le mois de mai).
Notes de service (pour tout le mois de mai).
Télégrammes *(id.)*.

13310 *Grève générale du 21 juittet 1919.*

13348 I. *L'antimilitarisme jusqu'à la guerre de 1914. Antimilitarisme 1914 (Notes et presse).*
1. Antimilitarisme.
Notes (janv.-5 août 1914).
Prcsse.

2. Le sabotage de la mobilisation.
Les projets de sabotage de la mobilisation (juil. 1914).
Notes et presse (janv.-sept. 1914).

II. *Antimititarisme jusqu'à ta guerre de 1914. Agitation contre la guerre en juiltet 1914.*
1. Mobilisation. Incidents et réunions contre la guerre (juil. 1914).
2. L'agitation contre la guerre (Paris) (juil. 1914).
— — — (départements) (juil. 1914).

13349 *Presse sur t'antimititarisme en...* (1915).
Réunions pacifistes en... (1916).
La campagne pacifiste en France (1er janv. 1917).
Notes sur l'antimilitarisme (1918).
Sabotage (1919).
Notes sur l'état d'esprit de l'armée (1920).

13372 *Rapport d'ensemble sur ta propagande pacifiste en France* dans les milieux ouvriers, anarchistes, socialistes, d'instituteurs syndicalistes, intellectuels, russes, propagande étrangère (résumé de toutes les notes et rapports parvenus à la Préfecture de Police de Paris ou émanant des Préfets. Aucune discussion, des erreurs mais une documentation considérable) (1914-1918).

Plan : la propagande pacifiste
I. Dans les milieux ouvriers (129 p. dactyl.).
II. Dans les milieux anarchistes (34 p. dactyl.).
III. Dans les milieux socialistes (150 p. dactyl.).
IV. Chez les instituteurs syndicalistes (31 p. dactyl.).
V. Chez les intellectuels (38 p. dactyl.).
VI. Chez les révolutionnaires russes résidant en France (62 p. dactyl.).
VII. Documents émanant de l'étranger (70 p. dactyl.).

Le rapport d'ensemble a été établi fin 1916. Mais il a été repris et poursuivi jusqu'à la fin de 1918.

13374 *Manifestes et tracts pacifistes* (1915-1917).

13375 *Manifestes et tracts pacifistes* (1914-1918).

13376 *Propagande pacifiste* par cartes postales (1917-1919).
Abandon des terres par les cultivateurs en vue de mettre fin à la guerre par la pénurie des récoltes.
Préparation des projets dc loi relatifs à la surveillance des étrangers (1916).

13475 (3) *Rapport sur la propagande botchevique en Suisse et son introduction en France* (déc. 1918).

13478 *Rapport sur le Congrès suisse de la IIIe Internationale*, Genève (26-27 juin 1920).
(12 dossiers mensuels renfermant tous les rapports du contre-espionnage français en Suisse sur le mouvement communiste et bolcheviste en Suisse et ses relations avec l'Allemagne, l'Italie, la France).

13569 Procès-verbaux officiels des réunions du Comité confédéral de la C.G.T. du 31 décembre 1915 au 10 octobre 1916.
(Ces P.V. sont réunis en un document dactylographié de 168 p. Ils concernent les réunions des 31 déc. 1915 ; 5 févr. ; 11 mars ; 25 mars ; 8 avr. ; 1er mai ; 8 juin ; 22 juin ; 1er juil. ; 5 août ; 11 août (réunion des membres de la majorité) ; 16 sept. ; 7 oct. ; 10 oct. 1916).

13569 (2) *Comité de défense syndicaliste.*

13571 *La C.G.T. et les partis politiques :* notes et presse concernant l'attitude des partis et surtout du P.S. à l'égard de la C.G.T. (1912-1913-1914).
Le Comité d'action P.S.-C.G.T. (1914-1917).
C.G.T. et socialistes (1919-1920).

13574 Notes et rapports de sources diverses, presse concernant *l'activité de la C.G.T.* (1914-1915).

13575 *Id.* (1916-1917).

13576 *Id.* (1918-1919).

13577 *Id.* (1920-1921).

13598-13623 Notes, rapports, journaux, tracts concernant *l'activité générale des Bourses et Unions départementales* (classement départemental).

13675 Notes et presse sur *chemins de fer de l'État* (1920).
(rien sur grèves de février et mai, mais rapports, notes et toutes indications pour les périodes antérieure et postérieure).

13683-13684 Notes et presse sur l'activité des *syndicats P.L.M.* (1918-1920).

13774-13775 *Fédération des Métaux* (1914-1920).

13790 *Fédération du Sous-Sol* (1911-1919).

13840 *Fédération de l'Alimentation* (1913-1920).

13849 *Bâtiment* (1919-1920).

13891 *Grèves des métaux* (1917-1918).

13924 *Cheminots : grève* (1920).

13925 *Id.* Un dossier concernant la grève de février-mars 1920 : 6 chemises où sont insérés les télégrammes des Préfets sur la situation de la grève dans leur département.

## II. Archives publiques

(Ces archives sont régies par des règles variables ; chaque catégorie au surplus a son histoire qui en fait une source plus ou moins riche.)

### 1. Archives de la Préfecture de police de Paris (A.P.P.).

(Ces archives sont régies par les mêmes règles que les archives nationales. Elles se sont donc ouvertes — avec un extrême libéralisme — pour la période 1914-1920 en 1962).

B a/748 *Réunions publiques* pendant la guerre de 1914.

B a/755 *Censure* (théâtre, spectacles, etc.) pendant la guerre.

B a/882 *Comité de défense sociale.*

B a/896 *Commission des élrangers* (1916-1917).

B a/1375 *Grève des usines de guerre* (sept. 1917-mai 1918).
7 dossiers :
1) [Lacune].
2) Rapports quotidiens d'cnsemble du 11 septembre 1917 au 3 mai 1918 ;
3) Rapports des Renseignements Généraux heure par heure des 25-26-27-28-29-30 septembre, 26 octobre, 18-19-20 novembre 1917 ;
4) Compte-rendu de réunions du 13 septembre 1917 au 29 avril 1918 ;
5) Correspondance du 4 septembre 1917 au 17 avril 1918 ;
6) Rapports (sept. 1917) ;
7) Télégrammes du 7 septembre 1917 au 29 mars 1918.

B a/1386 *Grève des métallurgistes* (mai-juil. 1919).
7 dossiers :
1) Pièces générales ;
2) Groupe de Paris ;
3) Groupe de Boulogne-Billancourt, Puteaux, Courbevoie, Suresnes ;
4) Groupe d'Ivry, Issy-les-Moulineaux, Vanves, Nogent, Vincennes, Charenton ;
5) Groupe de Saint-Denis, Aubervilliers, Pantin, Saint-Ouen, La Courneuve ;
6) Polisseurs, nickeleurs, bronzeurs ;
6) Voiture-aviation.

B a/1446 *Union des Syndicals ouvriers de la Voiture.*

B a/1535 *Rapports « Chamois » sur le Parti socialiste* (sept. 1914-déc. 1915).
9 dossiers :
« 3 » : informateur placé dans les milieux parlementaires et de presse ;
« 6 » : informateur placé au Syndicat National des sous-agents des P.T.T. ;
« 7 » : informateur placé à la C.E. de la Fédération socialiste de la Seine et dans la 20e section du P.S. ;
« 11 » : informateur placé au Comité du groupe Paris-Nord du Syndicat National des Travailleurs des chemins de fer ;
« 13 » : informatcur placé au Comité d'action du P.S., de la C.G.T. et de la Fédération nationale des coopérateurs, ainsi qu'au Comité Confédéral de la C.G.T. ;
« 75 » : informateur placé à la C.A. du Syndicat Général du Métro ;
« 76 » : informateur placé à la 6e section du P.S., à la section de Boulogne, au syndicat des coiffeurs, au syndicat des ouvriers chapeliers, au syndicat des tailleurs pour dames, etc. (rapports très variés) ;
« 80 » : informateur placé au groupc des Étudiants socialistes révolutionnaires ;
« 79 » : informateur placé au Syndicat de l'Habillement, à la 11e et la 12e section du P.S.

B a/1536 *Id.* (suite).

B a/1545 *Tracts sur la voie publique* (1915-1918).

B a/1549 *Chauffeurs et mécaniciens des chemins de fer.*

B a/1559 *Correspondances surveillées des mililants pacifistes* (1er semestre 1916) : chaque semaine, un rapport était établi, comprenant :

*a*) une introduction donnant une vue d'ensemble de ces correspondances ;

*b*) un choix de copies de lcttres (les originaux étant normalement acheminés à leurs destinataires).

L'introduction analyse la correspondance reçue par l'hebdomadaire

*Ce qu'il faut dire*, la correspondance qu'échangent instituteurs et institutrices (les membres de l'enseignement écrivent beaucoup), la correspondance envoyée du front, enfin la correspondance par sujet traité.

Les militants pacifistes dont la correspondance est surveillée sont :
Benoît, du groupe des *Temps Nouveaux* (anarchiste) (*cf.* Ire partie, I, 5) ;
Blanchard, du Comité de défense syndicaliste ;
Brion, institutrice (*cf.* Ire partie, II, 2) ;
Brossier (?) ;
Capy, journaliste à *La Bataille Syndicaliste* (*cf.* Ire partie, I, 5) ;
Mesnil, écrivain ;
S. Faure, directeur de *Ce qu'il faut dire* (*cf.* Ire partie, I, 3) ;
A. Girard, du groupe des *Temps Nouveaux* (*cf.* Ire partie, I, 4) ;
J. Halbwachs, du groupe des Femmes Socialistes (*cf.* Ire partie, I, 4) ;
Jordy ;
Merrheim ;
Rey (*cf.* Ire partie, I, 5) ;
Mauricius (*cf.* Ire partie, III, 2) ;
Bourderon (*cf.* Ire partie, I, 4) ;
Desprès (*cf.* Ire partie, II, 3) ;
Strago (*cf.* Ire partie, I, 5) ;
Hasfeld (*cf.* Ire partie, I, 5) ;
Hubert (*cf.* Ire partie, II, 3) ;
Romain Rolland ;
Péricat (*cf.* Ire partie, II, 3) ;
Vichniac ;
Trotski.

B a/1560 *Id.*. 2e semestre 1916.

B a/1561 *Id.*, 1er semestre 1917 : à partir de juin 1917, les rapports ne sont plus hebdomadaires mais par quinzaine.

B a/1562 *Id.*, juillet 1917-avril 1918 (lacune de janvier à avril 1918).

B a/1587 *La physionomie de Paris* (déc. 1917-1918) : rapports quotidiens constitués par le résumé des observations recueillies au cours des surveillances exercées par la section spéciale de la Police judiciaire à la Bourse des Valeurs, au Palais de justice, dans les marchés couverts, dans les cafés, dans les gares, et plus généralement dans tous les lieux publics.

B a/1588 *Id.*, janvier-mai 1919.

B a/1612 1er mai 1919 (coupures de presse).

B a/1614 *Rapports sur l'état d'esprit de la population parisienne* (de juin 1918 à mai 1920).

10 dossiers correspondant aux 10 districts de Paris : dans chaque dossier, les notes et rapports — notes quotidiennes, rapports hebdomadaires — dits de « physionomie » établis par les commissaires divisionnaires pour le directeur de la Police Municipale. Le plus souvent manuscrits, parfois dactylographiés, ces notes et rapports donnent d'abord une indication d'ensemble sur le moral de la population puis analysent brièvement les questions susceptibles d'appeler des mesures d'ordre : ravitaillement, marche générale des affaires, agitation sociale, épidémies, démobilisation, vie chère, problème du logement, etc.

1er district (Ier et VIIIe arrts) : 49333-1, du 13 juin 1918 au 29 avril 1920 ;
2e district (IIe et IIIe arrts) : 49333-2, du 13 juin 1918 au 6 mai 1920 ;
3e district (IVe et XIIe arrts) : 49333-3, du 13 juin 1918 au 28 octobre 1920 ;
4e district (Ve et XIIIe arrts) : 49333-4, du 29 mars 1918 au 6 mai 1920 ;

5e district (VIe et XIVe arrts) : 49333-5, du 12 juin 1918 au 11 décembre 1920 ;
6e district (VIIe et XVe arrts) : 49333-6, du 30 janvier 1918 au 30 juin 1920 ;
7e district (IXe et XVIIIe arrts) : 49333-7, du 12 juin 1918 au 1er janvier 1921 ;
8e district (Xe et XIXe arrts) : 49333-8, du 13 juin 1918 au 24 mars 1920 ;
9e district (XIe et XXe arrts) : 49333-9, du 13 juin 1918 au 17 avril 1920 ;
10e district (XVIe et XVIIe arrts) : 49333-10, du 13 juin 1918 au 12 avril 1920.

B a/1628 *1er mai* 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1920.
Rapports de police sur préparation et déroulement.

B a/1639 *Bulletins confidentiels résumant la situation morale à l'intérieur,* établis par la Section de Centralisation des Renseignements (S.C.R.), État-Major de l'Armée, 2e Bureau, I et adressés mensuellement à titre de renseignement par le Ministre de la Guerre au Préfet de Police. Le premier bulletin date du 15 août 1917, le dernier du 15 juillet 1919. Chaque bulletin confidentiel comprend : 1° un résumé d'ensemble ; 2° le résumé succinct des rapports circonstanciés établis par les Commandants de Région à partir des renseignements recueillis sur l'état des esprits aussi bien dans la population civile que dans l'élément militaire. Des paragraphes particuliers sont consacrés au contrecoup, dans l'opinion publique, des événements de Russie, à la propagande pacifiste et à ses effets, aux grèves et luttes économiques.

B a/1558 *Comité d'action internationale pour la paix — Comité pour la reprise des relations internationales* (1916-1917).

Compte-rendu détaillé, sous forme d'une note dactylographiée anonyme datée en général du lendemain de la réunion, de chaque réunion du C.R.R.I. : ses séances plénières, les séances de sa commission, celles de sa section socialiste. 35 comptes-rendus pour l'année 1916, 17 pour l'année 1917, de 3 à 10 pages chacun, donnent les indications suivantes : date et heure de la réunion, nombre approximatif des présents, identité des assistants les plus importants, analyse des interventions faites en cours de réunion.

21-11-1915 : réunion « pour arrêter un plan de campagne en faveur de la paix ;
4- 1-1916 : réunion du Comité d'action internationale ;
7- 2- — : *id.* ;
21- 2- — : réunion du C.R.R.I. ;
20- 3- — : *id.* ;
6- 4- — : réunion de la fraction socialiste du C.R.R.I. ;
10- 4- — : *id.* ;
13- 4- — : réunion de la Commission mi-syndicaliste, mi-socialiste du C.R.R.I. ;
17- 4- — : réunion du C.R.R.I. ;
20- 4- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
27- 4- — : *id.* ;
8- 5- — : réunion du C.R.R.I. ;
18- 5- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
29- 5- — : réunion du C.R.R.I. ;
5- 6- — : *id.* ;
19- 6- — : *id.* ;
3- 7- — : *id.* ;
17- 7- — : *id.* ;

3- 8- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
10- 8- — : *id.* ;
14- 8- — : réunion du C.R.R.I. ;
28- 8- — : *id.* ;
11- 9- — : *id.* ;
14- 9- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
25- 9- — : réunion du C.R.R.I. ;
9-10- — : *id.* ;
12-10- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
24-10- — : réunion du C.R.R.I. ;
3-11- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
6-11- — : réunion du C.R.R.I. ;
20-11- — : *id.* ;
23-11- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
4-12- — : réunion du C.R.R.I. ;
18-12- — : *id.* ;
21-12- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
4- 1-1917 : *id.* ;
8- 1- — : réunion du C.R.R.I. ;
18- 1- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
29- 1- — : réunion du C.R.R.I. ;
1- 2- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
15- 2- — : réunion de la Section socialiste du C.R.R.I. ;
1- 3- — : réunion du C.R.R.I. ;
12- 4- — : *id.* ;
19- 4- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
26- 4- — : réunion du C.R.R.I. ;
3- 5- — : réunion de la Commission du C.R.R.I. ;
24- 5- — : *id.* ;
8- 6- — : réunion du C.R.R.I. ;
2- 8- — : *id.* ;
10- 9- — : *id.* ;
18-10- — : *id.* ;
13-12- — : *id.*

B a/1626 *Dossier Bronstein-Trotsky.*

Il contient :

704 pièces réparties en 6 chemises dont les titres sont les suivants :

1° Trotsky : Pièces et rapports divers postérieurs à la guerre (151 pièces).

2° Trotsky : Dossier communiqué le 23 février 1919 à la Justice Militaire (152 pièces).

3° Pièces relatives à l'expulsion (16 pièces).

4° Cambriolage et vol de documents ayant appartenu à Trotsky et confiés à l'Institut International d'Histoire Sociale, 7, rue Michelet (191 pièces).

5° Siedowa ou Siedow ou Sedowa Nathalie dite Trotsky, maîtresse de Trotzki (46 pièces).

6° Fils de Trotsky, Sedoff Léon né le 24 février 1906 à Petrograd ; Vsivolod Volkov, ou Wolkov Vsevolod, dit Stève Martin, né le 7 mars 1926 à Yalta (Russie) : le 6 juillet 1929, 187, Cité-Jardins, Les Lilas (Seine) (138 pièces).

Les trois premières chemises seules relèvent de notre enquête.

2. ARCHIVES DE JUSTICE.

a) *Justice civile.*

(Les archives de la Justice Civile sont conservées par les Parquets et leur consultation est soumise à l'autorisation de MM. les Procureurs de la République, quelle que soit la date des instructions et des procès dont elles conservent la trace. M. le Procureur de la République de la Seine, avec une parfaite bonne grâce, nous accorda, en 1957, l'autorisation de consulter le dossier d'instruction du « complot contre la Sûreté extérieure de l'État » établi en mai 1920 à l'encontre de 22 militants ouvriers).

*Dossier d'instruction du procès jugé le 28 février 1921.*

| *Inculpés* | | |
|---|---|---|
| MONATTE Pierre | 39 ans | défendu par Me O. Bloch |
| LIFCHITZ Boris (Souvarine) | 26 ans | Me H. Torrès |
| LORIOT Fernand | 49 ans | Me O. Bloch |
| MONMOUSSEAU Gaston | 37 ans | Me H. Torrès |
| SIROLLE Henri | 33 ans | Me Oustry |
| HANOT Marius | 32 ans | Me Coen |
| GIRAUD Émile | 21 ans | |
| LEBOURG Alexandre | 33 ans | |
| SIGRAND Jacques | 42 ans | Me Bloch |
| BOTT Henri | 27 ans | Me Létrange |
| RABILLOUD Louis | 25 ans | *id.* |
| GAUTHIER Maurice | 38 ans | Me Ducos de la Haille |
| COURAGE Gustave | 40 ans | *id.* |
| DEJONCKÈRE Jules | 35 ans | |
| LÉVÊQUE Edmond | 36 ans | Me O. Bloch |
| MIDOL Lucien | 36 ans | |
| CHAVEROT Jean-Baptiste | 30 ans | Me Berthon |
| DELAGRANGE Marcel | 37 ans | Me Boisserie |
| OLIVIER Marius | 34 ans | *id.* |
| REY Antoine | 27 ans | Me Lafont |
| TOTTI Pierre | 38 ans | Me Torrès |
| VERDIER Guillaume | 47 ans | |

Ce dossier d'instruction du « complot » (D.I.C.) était ainsi constitué :

| | | |
|---|---|---|
| I. | Réquisitoires | A |
| II. | P.V. de perquisitions | A |
| III. | Pièces venant de province | A |
| IV. | Radios des Soviets | A |
| V. | Informations | A |
| VI. | Dossier GAUTIER et COURAGE | A |
| VII. | Dossier DEJONCKÈRE | B (manque) |
| VIII. | Dossier DELAGRANGE et OLIVIER | B (manque) |
| IX. | Dossier CHAVEROT | B (manque) |
| X. | Dossier LÉVÊQUE | C (manque) |
| XI. | Dossier MIDOL | C (manque) |
| XII. | Dossier REY | C (manque) |
| XIII. | Dossier TOTTI | C (manque) |
| XIV. | Dossier VERDIER | C (manque) |

XV. Dossier Monmousseau
XVI. Dossier Sirolle
XVII. Dossier Monatte
XVIII. Dossier Loriot
XIX. Dossier Lifchitz
XX. Dossier Rabilloud — D
XXI. Dossier Bott
XXII. Dossier Sigrand
XXIII. Dossier Lebourg
XXIV. Dossier Giraud
XXV. Dossier Hanot
XXVI. Dossier Sûreté Générale Sirolle
XXVII. *Id.*
XXVIII. Dossier Sûreté Générale Monmousseau
XXIX. *Id.*
XXX. Dossier Sûreté Générale Lifchitz (Souvarine)
XXXI. Dossier Sûreté Générale Loriot
XXXII. Dossier Sûreté Générale Monatte
XXXIII. *Id.* — E
XXXIV. Dossier Sûreté Générale Bott
XXXV. Dossier Sûreté Générale Rabilloud
XXXVI. Dossier Sûreté Générale Sigrand
XXXVII. Dossier Sûreté Générale Lebourg
XXXVIII. Dossier Sûreté Générale Giraud
XXXIX. Dossier Sûreté Générale Hanot
XL. Dossier Sûreté Générale Verdier
XLI. Dossier Sûreté Générale Totti
XLII. Dossier Sûreté Générale Rey
XLIII. Dossier Sûreté Générale Midol
XLIV. Dossier Sûreté Générale, *id.*
XLV. Dossier Sûreté Générale Lévêque
XLVI. *Id.* — F
XLVII. Dossier Sûreté Générale Courage
XLVIII. *Id.*
XLIX. Dossier Sûreté Générale Dejonckère
L. Dossier Sûreté Générale Olivier
LI. Dossier Sûreté Générale Delagrange
LII. Dossier Sûreté Générale Chaverot

Au total, rien que pour les dossiers de Sûreté Générale, plus de 800 pièces.

b) *Justice militaire.*

(Les Archives de Justice Militaire sont conservées, par les soins du Ministère de la Guerre, au dépôt central de Meaux. Leur consultation est soumise à autorisation, quelle que soit la datc des faits qu'elles couvrent).

Nous avons pu

— par une étude rapide (et qui ne saurait être considérée que comme un sondage appelant par la suitc une étude plus systématique) dcs registres où sont consignés par circonscription toutes les affaires soumises à cette juridiction, apprécier le caractère exceptionnel de cette catégorie de sources pour la connaissance de l'opinion publique et du moral de l'armée de 1914 à 1918 ;

— consulter trois dossiers :

Le *dossier du procès Hélène Brion*, jugé devant le Conseil de guerre de Paris le 29 mars 1918 ;

Le *dossier d'instruction du procès des 41 grévistes*, arrêtés le 26 mai 1918 sur ordre d'informer n° 532-533 du 25 mai 1918. Procès terminé par un non-lieu en janvier 1919 devant le Conseil de guerre de Clermont-Ferrand. Le dossier d'instruction contient en particulier un rapport très circonstancié (rapport 936) sur le déroulement des grèves de la Loire en 1918 : rapport établi à la date du 7 décembre 1918 par le Capitaine-Rapporteur X et transmis au Commissaire du Gouvernement.

Le *dossier du second procès Henri Guilbeaux*, jugé en janvier 1933 devant le Tribunal Militaire de Paris (Un premier procès Guilbeaux — en 1919 — fut jugé par contumace, Guilbeaux ayant à l'époque gagné Moscou. Le second intervint après qu'un supplément d'information ait été ordonné le 18 juin 1932 au retour de Guilbeaux en France).

Ce dossier fournit une information considérable sur le milieu pacifiste en Suisse, sur la surveillance qui y était exercée et les opérations qui y étaient conduites par les services d'espionnage et de contre-espionnage des divers pays belligérants. Il fournit aussi quelques indications sur les rapports de tous ordres établis entre le mouvement ouvrier français et la jeune République des Soviets par l'intermédiaire de résidents en Suisse. Il faut cependant souligner que la lecture d'un tel dossier est extrêmement difficile et son maniement délicat : non par le caractère des « révélations » qui s'y trouvent mais par l'accumulation de pièces et de rapports dont la critique exige une connaissance des méthodes des services spéciaux. Il nous semble qu'il serait fécond, pour l'utilisation plus systématique d'une telle catégorie de sources — indispensable dans une période aussi troublée que la période 1918-1920 — d'établir une collaboration entre historiens et spécialistes du Service Historique de l'Armée.

3. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Le département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale renferme quelques fonds intéressant notre travail, en particulier le *fonds Charles Heine*, auteur de la « motion Heine » au Congrès socialiste de Tours (*cf.* Ire partie, III, 5)[1].

4. BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE.

*Registre de la Censure.* — En 1934, Mandel, alors ministre des P.T.T., fit don à la B.D.I.C., des registres de la censure ainsi que d'une soixantaine de sacs de correspondance censurée, soit parce qu'il s'agissait d'une correspondance défaitiste, soit parce qu'elle donnait d'inopportunes précisions concernant les secteurs postaux. Les sacs de correspondance disparurent dans l'incendie du château de Vincennes où ils étaient en 1944 entreposés. Mais les registres ont été sauvés ! Précisons qu'il n'y a pas là les archives de la censure mais seulement les registres où étaient inscrites quotidiennement les consignes (informations à arrêter ou à retarder), les achoppages ainsi que les télégrammes des agences. De ces registres dont le répertoire chronologique et thématique n'est pas encore dressé, l'exploitation donne surtout une idée d'ensemble des mécanismes de la mise en condition de l'opinion publique en temps de guerre.

## III. Archives d'entreprises : Archives des Compagnies de chemins de fer

### a) *Historique.*

Exhumer, exploiter les archives des Compagnies de chemins de fer devait permettre à notre travail de franchir un cap décisif. En effet la grève des cheminots, en 1920, a mis en mouvement trois catégories d'organismes : les syndicats ouvriers, les Compagnies

1. Le département des Manuscrits ne cesse de s'enrichir de fonds dont la consultation est souvent « réservée » mais qui sont accessibles avec l'accord de la famille : signalons le fonds Rappoport, le fonds Martinet, etc.

de chemins de fer et l'État. L'étude de l'événement exige donc la confrontation des documents et archives de ces trois appareils. Or les Compagnies de chemins de fer — dont l'existence légale n'a pas été supprimée par la nationalisation des transports ferrés — ont, dans leur patrimoine, conservé leurs archives, bien que certaines d'entre elles aient conclu avec les Pouvoirs Publics des accords aux termes desquels les Archives Nationales ont reçu en dépôt des masses importantes de documents. Un sondage de ces dépôts — après autorisation, car la consultation en est « réservée » —, se révéla très peu fructueux. C'est ainsi que les procès-verbaux de mai 1920 des Conseils d'administration ne font qu'à peine allusion à la grève.

Une autre voie allait par contre se montrer féconde. Ayant consulté à la Bibliothèque Nationale l'*Annuaire Chaix* de l'année 1920 — qui donne la composition des Conseils d'administration des principales sociétés anonymes, dont les Compagnies de chemins de fer —, nous y relevions les noms, fonction, domicile des membres des Comités de direction de l'époque (les Comités de direction étaient alors les organismes suprêmes de direction technique des réseaux). Or il est bien connu que les directeurs, ingénieurs en chef et ingénieurs des chemins de fer sortent pour beaucoup de l'École Polytechnique. Nous retrouvions effectivement leur trace dans l'*Annuaire de l'École Polytechnique* (année 1896) qui comprend les promotions de 1872 à 1893 (promotions ayant, au rythme normal de la carrière, fourni en 1920 les ingénieurs de grade élevé). M. le Gouverneur de l'École Polytechnique nous autorisait alors à consulter les fiches matricules individuelles des anciens élèves dont nous savions déjà qu'ils étaient devenus en 1920 ingénieurs et ingénieurs en chef des chemins de fer, tandis que M. le Bibliothécaire de l'École Polytechnique nous indiquait qu'un de ses confrères, bibliothécaire au Ministère des Travaux Publics, avait établi un fichier biographique et bibliographique de tous les membres du Corps des Ponts et Chaussées (le passage par l'École des Ponts et Chaussées, après leur sortie de Polytechnique, est la « voie triomphale » des futurs ingénieurs des chemins de fer). Il nous fut ainsi possible de suivre de bout en bout la vie et la carrière des cadres supérieurs des chemins de fer en activité durant les grèves de 1920. Outre l'avantage d'apprendre à mieux connaître ce groupe social appelé à jouer un rôle important, notre but était de retrouver quelques témoins survivants susceptibles de nous aider par leurs souvenirs et leurs archives privées. Effectivement, nous réussissions à entrer en rapport avec M. Paul, ancien directeur de la Compagnie du Midi, avec M. Verland, à l'époque directeur du service Exploitation détaché à Lyon, avec M. Riboud, du P.L.M., etc. Priés de nous accorder leur témoignage, leurs réponses furent convergentes : courtoisement négatives. Cependant M. Riboud voulait bien nous adresser à l'un de ses anciens collègues, devenu haut fonctionnaire à la S.N.C.F., lequel nous dirigeait sur M. Sauzède, chef d'études administratives à la Direction du personnel de la S.N.C.F. Nous recevions de M. Sauzède l'accueil compréhensif et libéral d'un homme ayant le goût de la science historique. Il nous fut d'un considérable secours et nous ne saurions trop le remercier de son extrême complaisance. Il nous expliqua le fonctionnement du service des Archives de la S.N.C.F. et nous décrivit les difficultés posées par la passation d'abord, puis la conservation des Archives des Compagnies. Les Archives Centrales de la S.N.C.F. possédaient d'ailleurs quelques dossiers intéressant notre travail. Mais surtout M. Sauzède nous introduisait auprès d'un de ses collègues archivistes de la région du P.L.M. qu'il pensait plus favorisé que lui en matière de documentation sur la grève de 1920. Effectivement, un sondage dans les caves placées au-dessous de la Tour de la Gare de Lyon devait ramener au jour d'énormes paquets soigneusement ficelés : les dossiers de la Direction du P.L.M. concernant la grève de mai 1920, sa préparation, son déroulement, ses suites. Au total des dizaines de kilos de documents. Malheureusement ces archives ne sont pas cotées, puisque ce sont simplement les dossiers accumulés par les services. Par conséquent, il n'est possible que de décrire les pièces auxquelles nous avons eu accès, sans les situer avec précision chiffrée dans ces dossiers qui sont retournés maintenant dans les caves de la Gare de Lyon.

b) *Description.*

*Archives centrales S.N.C.F.*

Dossier C. 212 $II_1$ : « Volontaires de toutes catégories » ;

Dossier C. 212 $II_2$ : « Sanctions » ;

Compte-rendu de la Commission des Travaux Publics (de la Chambre des Députés) sur la proposition de résolution Rognon-Gadaud (19 juin 1923) ;

Compte-rendu de la séance de la Commission sénatoriale de législation : déposition de M. Paul, président de la conférence des directeurs des Grands réseaux (22 août 1924) ;

État statistique des agents en service le 1er mai 1920 (établi le 4 novembre 1926) ;

État statistique des agents révoqués et rayés des cadres à la suite de la grève de mai 1920 (janvier 1933) ;

Renseignements fournis par les réseaux le 18/20 mai 1937 en réponse au questionnaire adressé sous forme de lettre n° 1387/2a à tous les réseaux par M. Kipfer, ingénieur principal attaché au Comité de direction.

*Archives de la Compagnie P.L.M.*

Dossier Prévisions contre la grève ;

— Unions Civiques ;

— Documents (tracts syndicaux) ;

— Subventions, Affaires générales ;

— Notes soumises au Conseil d'administration ;

— Renseignements fournis au Ministère des Travaux Publics (notes quotidiennes du Directeur général de la Compagnie du 1er au 13 mai 1920) ;

Dossier Conférences de M. Millerand ;

Notes récapitulatives des Ingénieurs de sections (juin 1920) ;

Conférence du Directeur Général de la Compagnie à Lyon le 2 juin 1920 ;

Dossier Amnistie, exposé général et pièces annexes (1924) ;

Rapport de l'ingénieur en chef de l'exploitation à M. le Directeur Général du P.L.M. (exercice 1920) ;

États individuels d'agents révoqués ou rayés des cadres à la suite de la grève de mai 1920 dont les demandes de réadmission ont été acceptées par le Directeur Général de la Compagnie P.L.M. en 1925 : ces 325 états individuels fournissent de l'intéressé les nom, emploi, résidence, traitement (au jour de la révocation), date de naissance, date d'entrée à la Compagnie, date de révocation, appréciation sur sa valeur professionnelle, son travail et sa conduite, emploi depuis la révocation, situation de famille.

États individuels d'agents révoqués ou rayés des cadres à la suite de la grève de mai 1920, réadmis en 1933 : ces 315 états individuels fournissent de l'intéressé les nom, emploi au moment de la révocation, résidence *(id.)*, traitement *(id.)*, date de naissance, date d'entrée à la Compagnie, date de la révocation, date de la demande de réadmission, décision de M. le Directeur Général, date de réintégration, emploi de réintégration, lieu de réintégration.

État nominatif des agents rayés des cadres ou révoqués ayant appartenu aux résidences d'Oullins et de Lyon dont la réadmission a été prononcée avant le 30 septembre 1925 ; cet état nominatif porte sur les nom, emploi, résidence en mai 1920, résidence nouvelle.

État individuel d'ex-agents commissionnés révoqués ou rayés des cadres à la suite de la grève de 1920 dont la réadmission a été acceptée à la suite de l'amnistie de 1936 : ces 30 états portent sur les mêmes questions que les états utilisés pour la réintégration de 1933.

*Archives de la Compagnie du Nord.*

Liste complète des agents révoqués de tous réseaux donnant la date de naissance de 3 203 agents ;

Liste récapitulative de 228 agents de la Compagnie du Nord révoqués ou rayés des cadres en 1920, à l'essai, commissionnés ou affiliés des trois services (Exploitation, Voie, Matériel et Traction) indiquant leur ancienneté.

## IV. Archives privées

Nous distinguons ici deux catégories d'archives privées : celles d'une part qui ont été déposées dans des institutions spécialisées ; celles d'autre part qui sont conservées par leur propriétaire — ou ses ayants droit.

### A. archives privées déposées dans des instituts spécialisés.

1. **Au Centre d'Archives Ouvrières de Stockholm** (Suède) les *Archives Branting* sont classées par année. Composées surtout par la correspondance — en français, anglais, allemand, suédois — que l'homme d'État socialiste suédois reçut de tous les militants en vue du mouvement ouvrier international, elles attendent une édition critique qui serait du plus grand intérêt pour la connaissance de la IIe Internationale.

2. **A l'Institut Jean-Jacques Feltrinelli de Milan** (Italie) *les Archives du Secrétariat de la IIe Internationale - C. Huysmans* livrent sous forme de photocopie la très importante correspondance que le Secrétaire du B.S.I. reçut, au cours de la guerre, des organismes de direction de divers Partis socialistes, et notamment du Parti socialiste français (*cf.* Ire partie, I, 3). Ces archives que M. Del Bo, directeur de l'Institut Feltrinelli, nous a libéralement ouvertes en 1958, étaient alors en cours de classement. Les collections privées de l'homme d'État socialiste belge devraient d'ailleurs donner lieu — à Anvers — à de sérieuses études archivistiques, car elles constituent une source d'information remarquable, Huysmans ayant correspondu à la fois ès qualité et pour des raisons amicales avec tout ce que la IIe Internationale comptait de personnalités françaises et étrangères.

3. **A l'Institut d'Histoire Socials d'Amsterdam** (Pays-Bas), l'institut spécialisé le mieux outillé, le plus vaste et le plus riche d'Europe occidentale en documents d'histoire ouvrière et socialiste pour la période de la IIe Internationtale.

a) *Les Archives Deslinières,* curieuses comme ce doctrinaire français qui s'en alla en Russie, certain qu'on y avait besoin de ses théories sur l'organisation sociale, et s'en revint déçu ;

b) *Les Archives Grimm,* décisives pour la connaissance du mouvement zimmerwaldien où Grimm, militant socialiste suisse, joua un rôle important : l'inventaire de ce fonds considérable est achevé ; une édition critique des documents demeurés jusqu'ici inédits, et notamment des procès-verbaux des conférences de Zimmerwald-Kienthal est en préparation sous la direction de M. Lademacher.

c) *Les Archives Guesde,* classées par année et moins riches qu'on ne pourrait le penser, du moins pour les dernières années de la vie du leader français : ce sont les dossiers des années 1914-1922 qui ont été mis ici à contribution ;

d) *Les Archives Humberl-Droz,* archives microfilmées d'un intérêt exceptionnel pour la connaissance des mécanismes de la IIIe Internationale dont l'ancien pasteur suisse fut l'un des premiers délégués dans les pays latins[1].

---

1. *Cf.* Humbert-Droz, « *L'œil de Moscou* » *à Paris.* (1922-1924). Textes et notes établis avec la collaboration d'A. Kriegel, Paris, Julliard, 1964. [Il s'agit de la publication de la partie française des archives H. D. L'ensemble sera l'objet d'une publication exhaustive et critique par les soins de l'I.I.S.G.].

4. **A l'Institut français d'Histoire Sociale** (Paris), organisme trop dépourvu de moyens, pourtant actif et heureux dans ses acquisitions grâce au dévouement de ses animateurs et notamment de son directeur, M. J. Maitron ;

a) *Les Archives Monatte*, fonds considérable légué par l'ancien directeur de la *V.O.* et dont l'inventaire est en cours de rédaction[1]. Pour la période 1914-1920, nous avons retenu :

Lettre de Merrheim à Monatte du 29 septembre 1914 ;

Cahier des P.V. des séances de la Commission d'administration de *Ce qu'il faut dire* (19 févr. 1917-26 sept. 1918).

Cahier des P.V. des séances de la C.E. des délégués d'atelier des usines de guerre du XIIIe arrt (22 févr. 1918-15 avr. 1918) ;

Carnet de notes (dépenses et correspondance) de Monatte pour les mois de septembre, octobre, novembre 1914.

Lettres de Dumoulin à Monatte (4 juil. 1912 ; 16 nov. 1914 ; 23 nov. 1914 ; 16 déc. 1914 ; 9 janv. 1915 ; 24 févr. 1915 ; 6 mars 1915 ; 13 mars 1915 ; 26 mars 1915 ; 5 avr. 1915 ; 14 mai 1915 ; 19 avr. 1915 ; 13 mai 1915 ; 27 mai 1915 ; 7 juin 1915 ; 19 juin 1915 ; 3 juil. 1915 ; 26 juil. 1915 ; 2 août 1915 ; 7 août 1915 ; 11 août 1915 ; 22 août 1915 ; 11 oct. 1915 ; 18 oct. 1915 ; 2 nov. 1915 ; 20 nov. 1915 ; 30 nov. 1915 ; 6 déc. 1915 ; 8 déc. 1915 ; 20 déc. 1915 [soit 26 lettres pour l'année 1915] ; 6 févr. 1916 ; 8 mars 1916 ; 22 mars 1916 ; 10 avr. 1916 ; 16 déc. 1916 [soit 5 lettres pour l'année 1916] ; 28 janv. 1918 ; 1er févr. 1918 ; 22 avr. 1918 ; 4 juil. 1918 ; 22 juil. 1918 ; 30 août 1918 [soit 6 lettres pour l'année 1918] ; 17 févr. 1919 ; 17 mars 1919 [soit 2 lettres pour l'année 1919]).

Lettres de Martinet à Monatte (23 lettres pour l'année 1915) ;

Carnets de notes (5 carnets de notes de mars 1915 à juil. 1918) ;

Lettre de Kropotkine à Monatte du 6 février 1914 ;

Lettres de Masson, Vallet, Herclet, Charvet à Monatte ;

Note du Conseil de guerre pour examen de la correspondance Monatte (du 22 nov. 1916) ;

Lettres de Doyen, M. Guillot, A. Thomas, Rosmer, Roux,

Dossier « Conférence de Clermont-Ferrand » (1917) avec coupures de presse, lettres de Péricat (24 janv. 1918) et M. Guillot (24 janv. 1918) ;

Dossier « Congrès de Paris, 1918 » ;

Dossier « Minorité de la guerre » avec lettre de Bourderon (1er nov. 1915) ; de Jouhaux à Dumoulin (9 déc. 1914) — copie ; de S. Faure (26 déc. 1914) ; de Million (23 déc. 1914) ; de H. Fabre (3 avr. 1919) ; de Rosmer (14 févr. 1919) ; de Benoît (29 janv. 1915) ; de P. Golay (23 janv. 1915) ; de R. Nicod (24 nov. 1915) ; de F. Jourdain (29 déc. 1914) ; de Trotski (environ janv. 1915).

b) *Les Procès-Verbaux du Conseil Fédéral de la Fédération Nationale des Instituteurs et Institutrices* (copie) : du 22 octobre 1913 au 11 octobre 1917.

c) *Les Procès-Verbaux de la Commission Exécutive de la Fédération des Métaux* (original) : du 26 janvier 1914 au 12 novembre 1919.

d) *Un Rapport sur le Comité Général de l'Union Départementale des Syndicats de la Seine* (copie dactylographiée de ce qui apparaît comme un rapport du délégué du Syndicat des Voyageurs (majoritaire) : du 11 août 1915 au 19 décembre 1917[2].

---

1. Colette Chambelland et Jean Maitron préparent l'édition, en deux volumes, de la partie des Archives Monatte qui couvre la période 1914-1924.

2. Nous ne citons ici que les fonds qui se sont révélés les plus importants pour notre recherche. Mais nous avons recueilli de nombreux éléments dispersés dans les différents fonds de l'Institut, en particulier le fonds J. Grave.

B. ARCHIVES PRIVÉES, conscrvées par leur propriétaire ou ses ayants droit.

1. *Archives L. Bouet :* outre une série de lcttre adressées à l'époque à L. Bouet, militant minoritaire en vue de la Fédération de l'Enseignement, ces archives contiennent de précieux doeuments (dont un manuscrit inédit de L. Bouet lui-même) sur lcs Comités syndicalistes révolutionnaires (*cf.* III^e partic, II, 3).

2. *Archives M. Cachin :* il n'a pas été possible de consulter l'cnsemble des arehives laissées par M. Cachin[1]. Cependant M. Caehin lui-même, de son vivant, autorisa l'auteur à consulter l'un de ses manuscrits inédits portant sur les négociations engagées à Moscou à l'occasion du 2^e Congrès de l'I.C. (*cf.* III^e partie, I, 4).

3. *Archives A. Marty :* peu importantes pour la période qui nous intércsse, ecs archives contiennent néanmoins une correspondance Barbusse–Lefcbvre qui éclaire les débuts du Mouvement « Clarté »[2] ; et les matériaux qui furent rassemblés par l'auteur de *Les Marins de la Mer Noire.*

4. *Archives Raymond Péricat :* ces archives, très importantes et fort bien conservées par le vieux militant de la Fédération du Bâtiment, nous avons pu les consulter avant la disparition de leur propriétaire. Outre de la correspondance, d'abondants souvenirs inédits rédigés à différentes périodes de sa vie par Périeat lui-même, ces arehives contenaient un très précieux « Cahier des Procès-Verbaux du Comité de défense syndicaliste ».

5. *Archives R. Radi :* ees archives renferment le plus important ensemble de doeuments coneeernant la vie de la Jeunesse Socialiste en 1920 (*cf.* III^e partie, II, 3).

## V. TÉMOIGNAGES

Voici la liste des « témoins » qui ont bien voulu accepter de nous confier leurs souvenirs. Que chaeun d'entre eux trouve ici l'expression de notre reconnaissancc pour lcur accueil cordial. Car, à quclques exceptions près, ces hommes « blanchis sous le harnais » ouvrier, surent allier ehaleur et sérénité pour évoquer les heures et les passions qu'ils avaient vécues. Certes, il est arrivé qu'on nous sommât de décliner au préalable nos propres options politiques : le plus souvent quand le contact s'était établi par lettre. Mais quand l'entrevue avait lieu, alors la méfiance s'évanouissait dans la sympathie d'un dialogue qui apportait à des vieillards l'assuranee que la génération plus jcune ne se désintéressait pas de ee pour quoi ils avaicnt lutté et souffert. Il est bien entendu que, considérant ces témoignages commc des sources d'histoire contemporaine, nous restons cxelusivement responsables dc leur utilisation ct de leur interprétation.

A. TÉMOIGNAGES ORAUX.

BERT, militant eheminot de la Haute-Vienne (la qualité des témoins s'entend comme étant celle dont ils étaient revêtus à l'époquc des faits).
M^me Léon BLUM.
Paul BOUTHONNIER († en 1957), maire de Périgueux.
Marcel CACHIN († en 1958) : *cf.* III^e partie, I, 3-4.
CAMUS, militant du syndieat du Métro, révoqué en 1920 pour fait de grèvcs et réintégré en 1921.
L. CANCOUET, militant cheminot.
M^me DANIELS, secrétaire de Maxime LEROY (*cf.* Bibliographie).

---

1. En particulier, un carnet de notes quotidiennes que M. Cachin tint pendant une longue période de sa vie.
2. *Cf. Le Mouvement Social,* 1963, n° 1.

M. Dommanget, militant dc la Fédération des syndicats d'Instituteurs.
Mme S. Girault, membre du Groupe communiste français en Russie.
M. Hasfeld, animateur de la Librairie de la *V.O.*
M. Grunebaum-Ballin, membre du groupe d'intellectuels « proudhoniens » réunis autour de Maxime Leroy.
J. Humbert-Droz, figure centrale du mouvement socialiste suisse dont il anima l'aile communiste (*cf.* IIIe partie, I, 1).
Lardeux, secrétaire par intérim de la Fédération des Cheminots pendant la grève de mai 1920 (*cf.* IIe partie, 7).
A. Le Troquer († en 1963), secrétaire par intérim du Parti socialiste (durant la mission de Frossard à Moscou en juin-juillet 1920).
Mme J. Longuet (*cf.* IIIe partie, III, 2).
L. Louvet, militant anarchiste, animateur de la revue *Contre-Courant*.
Mauricius (Ch. Vandamme), militant et journaliste anarchiste (*cf.* Ire partie, II, 2.)
Midol, militant « minoritaire » en vue de la Fédération des Cheminots (*cf.* IIe partie, 4).
Monatte († en 1960) : *cf.* Ire partie, III, 6.
G. Monmousseau († en 1960), militant « minoritaire » en vue de la Fédération des Cheminots : *cf.* IIe partie, 4.
Mme Méla Mutter, compagne de R. Lefebvre (*cf.* IIIe partie, III, 5).
R. Péricat († en 1958), militant de la Fédération du Bâtiment, animateur du C.D.S. puis du « P.C. » de 1919 (*cf.* Ire partie, III, 5).
R. Radi, militant de la minorité de la J.S. (*cf.* IIIe partie, II, B).
D. Renoult (†en 1958), militant de l'aile gauche de la Rcconstruction (*cf.* IIIe partie, III, 1).
A. Rosmer (*cf.* IIIe partie, I, 3).
J. Sadoul († en 1956), condamné à mort par contumace en 1919, membre du groupe communiste français en Russie (*cf.* IIIe partie, III, 2).
M. Sauvé, militant majoritaire de l'Union P.O. (*cf.* IIe partie, 4).
Me H. Torrès, avocat de certains inculpés du « complot de 1920 ».
R. Tournemaine, militant de la Fédération des Cheminots dont il devint ultérieurement le Président.

B. témoignages écrits.

Bert : manuscrit inédit intitulé *Souvenirs des luttes ouvrières en France depuis la guerre 1914-1918.*
A. Borghi, secrétaire de « l'Unione Sindicale Italiana » (organisation syndicale italienne de tendance anarchiste).
R. Darves, militant du Comité de la IIIe Internationale à Lyon, Strasbourg, Rouen et Paris .
P. Dormoy-Parenthou, dirigeant socialiste.
G. Dumoulin, secrétaire général adjoint de la C.G.T. (*cf.* Ire partie, II, 3).
B. Frachon (*cf.* Ire partie, III, 5-6).
Dr Fraissex, neveu du Dr Fraissex, personnalité socialiste de la Haute-Vienne (*cf.* Ire partie, I, 4).
Mme L. O. Frossard.
H. Gourdeaux († en 1961), militant depuis 1902 de la corporation des P.T.T.
J. Jarrigion, secrétaire général de l'Union Midi, puis secrétaire général de la Fédération des Cheminots de 1920 à 1940.
F. Mayoux, instituteur, membre de la minorité syndicaliste et socialiste pendant et après la guerre.
Monatte († en 1961).
Rosmer.
Zyromski, militant socialiste du Lot-et-Garonne.

# B. SOURCES IMPRIMÉES

## I. Journaux

(Grande presse d'information avec ses quotidiens étrangers et français, de Paris et de province, ses hebdomadaires, ses revues ; presse d'opinion, presse ouvrière enfin. La masse de lectures est proprement inépuisable. Nous nous sommes donc arrêtée aux partis suivants : considérer la presse non comme une source d'information mais comme un matériau pour la connaissance de l'opinion publique ; en conséquence, pour la grande presse, nous ne nous y sommes reportée que tout à fait exceptionnellement quand faisaient absolument défaut tous documents d'archives ; pour la presse d'opinion, nous ne l'avons dépouillée qu'à propos d'événements précis et limités afin de cerner quel était alors et sur ces questions l'éventail de l'opinion publique ; en revanche, nous avons tenu le plus grand compte de la presse ouvrière. Mais quelle presse ouvrière ? Là aussi, il faut choisir, à peine de manquer même le possible. Presse socialiste, presse syndicaliste, presse anarchiste : dans les trois courants de l'opinion ouvrière, outre les éditions à vocation internationale, outre les publications nationales à grand tirage, les feuilles régionales ou locales, les publications corporatives aux différents niveaux du syndicalisme, les périodiques doctrinaux plus ou moins confidentiels et ésotériques forment une masse de titres dont l'intérêt n'est pas nécessairement lié à l'importance de la diffusion. Répertorier cette presse ouvrière ne suffit pas d'ailleurs ; encore faut-il en retrouver des séries complètes ; certes, la Bibliothèque Nationale — et pour certaines catégories, la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine — a de très riches collections ; cependant, pour certaines feuilles très spécialisées, ou très éphémères, ou très épisodiques ou encore semi-clandestines, seules les détiennent les archives privées de militants de l'époque qui les ont conservées.)

### 1. Indications bibliographiques.

*Annuaire de la presse.*

*Annuaire de la presse française et étrangère et du monde politique* (1921). B.N. : Presse (165).

*Argus (L') de la presse,* Nomenclature des journaux, revues, périodiques français, paraissant en France et en langue française à l'étranger (mai 1917).

Billy, André, *La guerre des journaux,* chronique de la presse parisienne (1917-1918). Paris, La Renaissance du Livre, s.d., in-16, 240 p.

Billy, André et Piot, Jean, *Le monde des journaux.* Tableau de la presse contemporaine. Paris, éd. G. Crès, 1924, in-16, III-247 p.

Denoyer, Pierre, *La presse contemporaine.* Paris, Tournier, 1948, in-4°, 124 p., autographié.

Mannevy, Raymond, *Histoire de la presse (1914-1939).* Paris, Corrêa, 1945, in-16, 360 p.

— *La presse de la IIIe République,* Paris, J. Forêt, 1955, in-16, 255 p.

La presse corporative de la C.G.T. française, *Document politiques*, avril 1925, p. 170-172 (Listes des journaux avec indication de tirages)[1].

2. PUBLICATIONS OFFICIELLES.

a) *D'État.*

*Journal officiel* (*cf.*, notamment, la discussion parlementaire sur l'intervention en Russie, les 24-25 mai 1919 ; les délibérations de la Chambre en Comité Secret, publiées les 24-30 oct. 1919, 19-20 nov. 1920, 24 juin-juil. 1922, 2 avr. 1933 ; la discussion parlementaire sur la crise des chemins de fer en février et sur la grève des cheminots en mai 1920).
*Bulletin municipal officiel* (*cf.*, notamment, la discussion du Conseil Général, à la séance du 10 juil. 1920, sur la grève des omnibus).

b) *Économiques et sociales.*

*Annuaire du Ministère des Travaux Publics.*
*Annuaires statistiques.*
*Bulletin de l'Office du Travail* (1894-1912). Devient, après fusion avec le *Bulletin de l'Inspection du Travail*, le...
*Bulletin du Ministère du Travail*, Paris, Ministère du Travail, 1913.
*Bulletin des usines de guerre.* Hebdo. (1914). Tirage : 1 000 ex.
*Bulletin du Ministère de l'Armement.*

c) *Diplomatiques.*

*Bulletin de la presse russe*, Ambassade de France à Petrograd.
*Bulletin de renseignements de la Mission française en Pologne* (1920).
*Bulletin quotidien de presee étrangère*, édité par le Ministère des Affaires Étrangères (B.N. : Fol. G *383*).

3. GRANDE PRESSE D'INFORMATION ET D'OPINION.

a) *Quotidienne*[2] *de Paris.*

*Action française (L')*, organe du nationalisme intégral. Q. m. (1908). Dir. pol. : L. Daudet et Ch. Maurras. Royaliste.
*Bonnet Rouge (Le)* Q. s. (1913). Réd. en chef : Miguel Almereyda. Tirage (1917) : 50 000 ex. B.N. : Lc 2 6431.
*Croix (La)*, journal catholique. Q. m. (1880).
*Écho de Paris (L')*. Q. m. Le journal de Barrès et, plus généralement, de l'armée. Tirage donné (1917) : 800 000 ex. ; (1920) : 850 000 ex. (*cf.*, notamment, le 4 mai 1920. le compte-rendu d'une séance de la C.A.P. du P.S.).
*Figaro (Le)*. Q. m. (1854). Tirage donné : 65 000 ex. (1917).
*Guerre Sociale (La)*. Hebdo. de 1907 à 1915 devenu quotidien, il prend le 1er janvier 1916 le titre de *La Victoire*. Dir. : G. Hervé.

1. Abréviations : Bim. : bimensuel.
Q. m. : Quotidien du matin.
Q. s. : Quotidien du soir.
Hebdo. (1907) : Hebdomadaire fondé en 1907.
2. Nous ne citons ici que les plus importants des organes quotidiens. Au total, entre 1914 et 1920, compte tenu de ceux qui disparurent en août 1914, de ceux qui apparurent pendant la guerre, de ceux qui disparurent en 1918, de ceux qui furent fondés après l'armistice, c'est plus de 70 titres qu'il faudrait citer pour être complet.

*Homme enchaîné (L').* Réd. en chef : G. Clemenceau. Tirage donné : 110 000 ex. (1917).
*Intransigeant (L').* Q. s. (1880). Dir. : L. Bailby. Tirage donné : 350 000 ex. (1917).
*Journal (Le).* Q. m. (1892). Dir.: Ch. Humbert. Tirage donné: 1 400 000 ex. (*cf.* Ire partie II, 2).
*Matin (Le).* Q. m. (1884). Tirage donné : 1 870 000 ex. (1917). Réd. en chef : H. de Jouvenel.
*Œuvre (L').* Hebdo. (1893-1915) devenu quotidien. Dir. : G. Téry. « Les imbéciles ne lisent pas *l'Œuvre* ». En feuilleton : *Le feu,* d'H. Barbusse.
*Petit Parisien (Le).* Q. m. (1876). Tirage constaté : 2 500 000 ex. (1917).
*Temps (Le).* Q. s. (1861). Dir. pol. : A. Hébrard.
*Vérité (La).* Q. s. (1916). Paul Meunier, Merrheim, Séverine, Barbusse.
*Démocratie Nouvelle (La).* Q. m. (1918). Dir. : Lysis. Tirage : 40 000 ex.

b) *Hebdomadaire illustrée.*

*Hommes du Jour (Les).* Dir. : H. Fabre... B.D.I.C.
*Illustration (L').* Hebdo. (1843). Tirage : 200 000 ex. (113 000 abonnés).

c) *Mensuelle.*

*Revue des Deux Mondes (La).* Bim. (1829). Dir. : R. Doumic.
*Cahiers des Droits de l'Homme (Les).* Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'Homme (*cf.* notamment le numéro du 20 janv. 1920).
*Les Documents politiques, diplomatiques et financiers* (1920). Dir. : R. Mennevée.

d) *Spécialisée.*

– *économique*
*Annuaire Chaix,* 1920.
*Les Assemblées Générales,* documents produits aux Assemblées générales des Sociétés par actions.
*Chronique des chemins de fer (La).* Hebdo.
*Cote de la bourse et de la banque (La).*
*Journée Industrielle (La).* 1918.
*Rapports des Conseils d'administration.*
*Répertoire des principaux administrateurs de sociétés,* 9e éd., 1920.

– *judiciaire*
*Revue des Causes célèbres* (*cf.* notamment tout ce qui concerne le « procès du complot »).

– *divers*
*Annuaire générale de la France et de l'étranger* (1920-1921), Paris, Libr. Larousse, 1151 p.

4. PRESSE OUVRIÈRE.

a) *De tendance pacifiste.*

*Journal du Peuple (Le).* Q. s. (1916). Dir. : H. Fabre. Coll. : H. Torrès, Rappoport, Souvarine, Verfeuil. Tirage donné (1920) : 55 000 ex.
*Vague (La).* Hebdo. (1918). Dir. : P. Brizon (*cf.* sur P. Brizon et son journal, Ire partie, II, 2).
*Avenir International (L').* (1918). Souvarine, Dunois, Dumoulin.

b) *Anarchiste.*

– *à Paris*
*Libertaire (Le).* 1895-1914. Reparaît en 1920. Organe de la Fédération communiste anarchiste (*cf.* Ire partie, III, 5).

*Temps Nouveaux (Les).* Dir. : J. Grave (*cf.* Ire partie, I, 4).

– *en province*

*Combat (Le).* Hebdo. (1906) du Nord.
*Germinal.* Hebdo. (1907) de Haute-Garonne.
*Germinal.* Hebdo. (1904) d'Amiens (Somme).

– *de cercles et groupements restreints*

*Action,* cahiers individualistes de philosophie et d'art. Dir. : F. Fels et Sauvage (1920-1922).
*Anarchie (L').*
*Liberté (La).*
*Mêlée (La).* Hebdo. devenu *L'Un* en février 1920.
*Par delà la Mêlée.* Bim. Réd. : E. Armand, P. Chardon, F. Fels.
*Raffût (Le).* Dir. : Cochon[1] (Maintenon, Eure-et-Loir).

– *de guerre*

*Ce qu'il faut dire.* Dir. : S. Faure. Devient en 1918 *La Plèbe* (4 numéros).

– *de tendance IIIe Internationale*

*Bolcheviste (Le).* Dir. : G. Anquetil. Devenu *Titre Censuré*[2], puis *La Rafale* (un seul numéro paru, févr. 1920).
*Communiste (Le),* organe officiel du Parti communiste français et des Soviets adhérant à la IIIe Internationale de Moscou, des Conseils d'ouvriers, paysans et soldats (1er nov. 1919). *Cf.* Ire partie, III, 5.
*Internationale (L').* Dir. : R. Péricat (févr.-sept. 1919). *Cf.* Ire partie, III, 5.
*Soviet (Le),* organe de la Fédération Communiste des Soviets (mars 1920). *Cf.* Ire partie, III, 5.

c) *Presse socialiste.*

– *quotidienne de Paris*

*Humanité (L').* Q. m. Dir. : P. Renaudel (août 1914-oct. 1918) ; M. Cachin (depuis oct. 1918).
*France Libre (La).* Q. m. Créée en 1918 avec l'appui d'une quarantaine de députés hostiles à la réunion de la Conférence de Stockholm (*cf.* Ire partie, I, 7). Dir. : Compère-Morel, député du Gard ; A. Rozier, député de Paris ; A. Veber, député de la Seine. Tirage donné (1920) : 50 000 ex. B.N. : Gr. fol. Lc 26450.
*Populaire de Paris (Le).* Q. s. (10 avr. 1918). Dir. : J. Longuet, avec la collaboration de Mayéras et P. Faure (tendance minoritaire : *cf.* Ire partie, I, 5). Tirage (1920) : 50 000 ex.

– *quotidienne de province*

*Montagne (La).* Q. de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) (1919). Dir. : A. Varenne.
*Midi socialiste (Le).* Q. de Toulouse (Haute-Garonne) (1908).
*Droit du Peuple (Le).* Q. de Grenoble (Isère) (1897).
*Volkstribune (La Tribune du Peuple).* Q. de Moselle (1919). Tirage : 12 000 ex.
*Cri du Nord (Le).* Q. de Lille (Nord) (no 1 : 28 juil. 1919).
*Der Republikaner (Le Républicain).* Q. du Haut-Rhin (1919).
*Populaire du Centre (Le).* Q. de la Haute-Vienne (1904) rayonnant sur la Corrèze, la Creuse, la Charente, le Lot, la Dordogne.

---

1. Cochon eut son moment de célébrité comme organisateur des « déménagements à la cloche de bois » dans le cadre de la lutte contre les propriétaires.
2. Journal de réputation douteuse (*Cf.* Ire partie, III).

– *hebdomadaire de province*

Nous avons cru utile de dresser ici une liste aussi complète que possible de la presse hebdomadaire socialiste de province existant en 1914 à la veille des hostilités : cela n'implique point, faut-il le préciser, que nous en ayons fait un dépouillement systématique. Quand la guerre éclate, la plupart de ces hebdomadaires dont la rédaction et la diffusion étaient souvent incertaines, subissent une éclipse du fait du départ aux armées de ceux qui les font et de ceux qui les lisent. Mais la plupart aussi reparaissent bientôt ou, pour le moins, après la victoire. Quelques titres seulement disparaissent complètement, quelques titres apparaissent aussi. Le réseau n'en sera profondément modifié qu'en 1921, après la scission.

| | |
|---|---|
| Ain (Oyonnax) | *Éclaireur de l'Ain (L').* |
| Aisne (Saint-Quentin) | *Combat (Le).* |
| — (Vermandois) | *Aurore Sociale (L').* |
| — (Soissons) | *Tambour (Le).* |
| Allier (Montluçon) | *Combat Social (Le).* |
| — (soc. indépendant) | *Allier républicain (L').* |
| Alpes (Basses-) (Digne) | *Travailleur des Alpes (Le).* |
| Alpes (Hautes-) | *Socialiste alpin (Le).* |
| Alpes-Maritimes (Cannes) | *Action socialiste (L').* |
| Ardennes | *Socialiste ardennais (Le).* |
| Aube (Troyes) | *Défense des Travailleurs (La).* |
| Aude | *République Sociale (La).* |
| Aveyron (Decazeville) | *Éclaireur (L').* |
| — (Millau) | *Étincelle (L').* |
| Bouches-du-Rhône | *Tablettes socialistes (Les).* |
| Charente (Angoulême) | *Lutte sociale charentaise (La).* |
| Charente-Inférieure (Royan) | *Affranchi (L').* |
| Cher (Berry) (bihebdo.) | *Émancipateur du Berry (L').* |
| Corrèze | *Travailleur de la Corrèze (Le).* |
| Côte-d'Or (Dijon) | *Rappel socialiste (Le).* Le 3 octobre 1920 devient *Populaire de Bourgogne (Le).* |
| Dordogne (Périgueux) | *Travailleur du Centre (Le).* |
| — (Bergerac) | *Justice* (nº 1 : 19 oct. 1918). |
| — (Périgueux) | *Prolétaire de la Dordogne (Le).* (nº 1 : 1er juin 1919). |
| Doubs | *Franche-Comté socialiste (La).* |
| Drôme | *Drôme socialiste (La).* |
| — (Romans) | *Prolétaire socialiste (Le).* |
| Eure-et-Loir | *Travailleur d'Eure-et-Loir.* |
| Finistère (Brest) | *Cri du peuple socialiste (Le).* |
| Gard (Nîmes) | *Combat social (Le).* |
| Garonne (Haute-) (Luchon) | *Lierre (Le).* |
| Gers (Auch) | *Socialiste du Gers (Le).* |
| Hérault (Agde) | *République socialiste (La).* |
| — (Nézignan-l'Évêque) | *Devoir socialiste (Le).* |
| Jura (fédéraliste) | *Jura socialiste (Le).* |
| Landes (Mont-de-Marsan) | *Avenir social (L').* |
| Loire | *Action (L').* |
| — | *Flamme (La).* |
| Loir-et-Cher | *Progrès du Loir-et-Cher (Le).* |
| Loire-Inférieure (Nantes) | *Semeur (Le).* |
| — (Saint-Nazaire) | *Travailleur de l'Ouest (Le).* |
| Lot (Cahors) | *Rappel socialiste (Le).* |

| | |
|---|---|
| Lot-et-Garonne (Agen) | *Combat (Le).* |
| Maine-et-Loire | *Combat (Le).* |
| — (Anjou) | *Anjou socialiste (L').* |
| — | *Effort social (L').* |
| Manche (Cherbourg) | *Avenir de la Manche (L').* |
| Marne (Reims) | *Champagne sociale (La).* |
| Marne (Haute-) (1919-1923) | *Égalité Socialiste (L').* |
| Meurthe-et-Moselle | *Travailleur socialiste (Le).* |
| Meuse (Verdun) | *République socialiste (La).* |
| Morbihan (Lorient) | *Rappel (Le).* |
| Nièvre (Nevers) | *Socialiste nivernais (Le).* |
| — (groupes soc. indépendants) | *Observateur du Centre (L').* |
| Nord (Jeumont) | *Réveil Social (Le).* |
| — (Halluin) | *Réveil socialiste (Le).* |
| — (Lille) | *Travailleur (Le).* |
| — (Lille) | *Bulletin de la Fédération du Nord.* |
| — (Marcq-en-Barœul) | *Réveil social (Le)* (nº 1 : 29 juin 1919). |
| — (Maubeuge) | *Réveil social (Le).* |
| — (Roubaix) | *Bataille (La).* |
| — (Valenciennes) | *Droit du Peuple (Le).* |
| — (1919-1920) | *Réveil socialiste (Le).* |
| Oise (Montataire) | *Prolétaire de l'Oise (Le).* |
| Pas-de-Calais (Avion) | *Bataille socialiste (La).* |
| — (Boulogne) | *Réveil de Boulogne (Le).* |
| — (1919) | *Tribune (La).* |
| Puy-de-Dôme | *Ami du Peuple (L').* |
| Pyrénées (Basses-) (Biarritz) | *Défi socialiste (Le).* |
| — (Pau) | *Bulletin officiel de la Fédération.* |
| Pyrénées (Hautes-) (Tarbes) | *Prolétaire (Le).* |
| Pyrénées-Orientales | *Socialiste (Le).* |
| Rhin (Haut-) (Territoire de Belfort) | *Germinal.* |
| Rhône (Lyon) | *Avenir Socialiste (L').* |
| Saône-et-Loire (Montceau-les-Mines) | *Socialiste (Le).* |
| Sarthe (Le Mans) | *Réveil Social (Le).* |
| Savoie | *Travailleur savoyard (Le).* |
| Seine-Inférieure (Le Havre) | *Progrès de Normandie (Le).* |
| — (Rouen) | *Semeur (Le).* |
| Seine-et-Marne (Meaux) | *Semeur (Le).* |
| Seine-et-Oise (Livry) | *Lutte sociale (La).* |
| Somme | *Cri du Peuple (Le).* |
| Deux-Sèvres (Niort) | *Populaire de l'Ouest (Le)* (bihebdo.). |
| Var (Draguignan) | *Cri du Var (Le).* |
| Vaucluse (Avignon) | *Lutte sociale (La).* |
| Vienne (Poitiers) | *Socialiste de la Vienne (Le).* |
| Vienne (Haute-) | *Cri des Travailleurs (Le).* |
| Vosges | *Courrier des Vosges (Le).* |
| Yonne (Sens) | *Travailleur socialiste (Le).* Tirage : 3 000 ex. |

– *mensuelle*

*Jeunesse socialiste (La)*, journal-revue mensuelle des J.S. de France. 1re année, nouvelle série, 1er mai 1920.

*Mouvement socialiste (Le).* Dir. : Lagardelle (1894-1920).

*Avenir (L')*, revue du socialisme. 1re année, nº 1, avril 1916.

– *d'orientation IIIe Internationale*

A Paris :

*Le drapeau rouge*, organe de propagande et de défense du socialisme. 1re année, n° 1 : 15 décembre 1920.

En province :

*Lyon Communiste.*

Revues :

*Revue Communiste (La).* Paris, 1920-1921. Dir. : Ch. Rappoport.

*Bulletin Communiste (Le)*, organe du Comité de la IIIe Internationale. Bim. jusqu'en mai 1920, hebdo. à partir du 8 mai 1920. Paris, n° 1, 1re année, 1er mars 1920. C'est du *Bulletin Communiste* que sortirent, en 1924, après l'exclusion de Souvarine, les *Cahiers du Bolchevisme* (*cf. L'Humanité* du 22 sept. 1925).

Pour les jeunes :

*Bulletin du Comité* pour l'autonomie de la IIIe Internationale[1].

*Avant-Garde (L')*, organe de défense des jeunes travailleurs du Comité de l'Internationale Communiste des Jeunes. Paris, n° 1, 1920.

*Avant-Garde ouvrière et communiste (L')*, organe officiel de la Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes-communistes, 1re année, n° 1 : 11 novembre 1920.

*Voix des Jeunes (La)*, organe mensuel de propagande et d'éducation socialiste.

d) *Presse syndicaliste.*

– *officielle*

*Bataille Syndicaliste (La)*, organe officiel de la C.G.T. devient (*cf.* Ire partie, I, 5) *Bataille (La).* Q. m. (1915-1920). Dir. : F. Marie. Devient le 1er janvier 1921 *Peuple (Le).* Q. syndicaliste (B.N. : Lc2 6482).

*Bulletin officiel* de l'Union Départementale des syndicats de la Seine (B.N. : *J.O.* 50222).

*Voix du Peuple (La)*, bulletin officiel de la C.G.T. (2e série, n° 1 : janv. 1919). La lecture en est indispensable.

– *d'orientation syndicale*

*Atelier (L')*, revue mensuelle de documentation ouvrière et sociale. 1re année, n° 1 : 13 mars 1920 (majoritaire). Comité de rédaction : L. Jouhaux, G. Dumoulin, M. Laurent, G. Lapierre, A. Merrheim, P. Perrot, R. Lenoir (A.N. : *J.O.* 20352).

*Information ouvrière et sociale (L').* Bihebdo. (1918). Dir. : Ch. Dulot. Se veut objectif.

*Vie Ouvrière (La).* Hebdo. syndicaliste révolutionnaire. 2e série : avril 1919 (minoritaire). Collaboration régulière de P. Monatte, A. Rosmer, M. Martinet, F. Loriot, L. Saumoneau, M. Guillot, H. Dubreuil, F. Million, L. Midol, etc.

*Cahiers du Travail (Les)*, éditions de la Bibliothèque du Travail, 1re série, 1er cahier : 1er mars 1921 (minoritaire).

– *de fédérations syndicales*

Beaucoup de ces organes à tirage et périodicité variables ne se trouvent pas dans les dépôts publics : par contre on peut les découvrir au siège des Fédérations syndicales actuelles, dans les Bibliothèques des Bourses du Travail, chez de vieux militants, etc. et... dans les archives déposées par le Ministère de l'Intérieur (A.N., F7). La localisation précise de ces collections pourrait donner lieu à un intéressant travail bibliographique, d'autant plus délicat que la configuration fédérale se modifiant entraîne des modifications dans le réseau des journaux fédéraux.

1. *Archives R. Radi. Cf.* IIIe partie, II, 3.

| | |
|---|---|
| Fédération des Travailleurs de la terre | *Travailleur de la terre (Le)* (mens., Cuxac-d'Aude, Aude). |
| — des Allumettiers : | *Travailleur de l'État (Le)* (bimens., Aubervilliers, Seine). (Organe commun à la Fédération Nationale des ouvriers des manufactures d'allumettes, à la Fédération du Personnel Civil des Établissements de la guerre et à la Fédération Ouvrière des Poudreries et Raffineries de l'État). |
| — de l'Alimentation | *Alimentation Ouvrière (L')* (mens., Paris). |
| — de l'Ameublement | *Ouvrier en Meuble (L')* (mens., 2, rue Saint-Bernard, Paris). |
| — du Bâtiment | *Travailleur du Bâtiment (Le)* (mens., Paris, Grange-aux-Belles). |
| — de la Bijouterie-Orfèvrerie | *Bulletin de la Fédération Nationale des Syndicats ouvriers de la Bijouterie-Orfèvrerie et professions s'y rattachant* (Paris). |
| — de la Céramique | *Ouvrier Céramiste (L')* (mens., Limoges). |
| — de la Chapellerie | *Ouvrier Chapelier (L')*. |
| — des Cheminots | *Tribune des Cheminots (La)* (hebdo., Paris). |
| — des Coiffeurs | *Ouvrier coiffeur (L')* (mens., Paris). |
| — des Cuirs et Peaux | *Ouvrier des Cuirs et Peaux (L')* (mens., Paris). |
| — des Dessinateurs | *Bulletin fédéral des dessinateurs de France* (trim., Nantes). |
| — de l'Éclairage | *Bulletin de la Fédération Nationale de l'Éclairage* (trim., Paris). |
| — des Employés | *Bulletin officiel de la Fédération des Employés* (mens., Paris). |
| — des Instituteurs | *Émancipation de l'Instituteur (L')* (Lyon). |
| — du Papier | *Travailleur du Papier (Le)* (mens., Paris). |
| — de l'Habillement | *Ouvrier de l'Habillement (L')* (mens., Lyon). |
| — de la Lithographie | *Fédération Lithographique (La)* (bimens.). |
| — du Livre | *Typographie française (La)* (bimens.). |
| — de la Maréchalerie | *Droit de l'ouvrier maréchal (Le)* (mens., Paris). |
| — de la Marine État | *Émancipateur (L')* (Toulon). |
| — des Syndicats Maritimes | *Travailleur de la Mer (Le)* (Marseille). |
| — des Métaux | *Union des Métaux (L')* (1914 : nº 61). |
| — des Ports et Docks | *Ouvriers des Ports (L')* (mens., Marseille). |
| — postale | *Cri Postal (Le)* (bimens., Paris). |
| — des préparateurs en pharmacie | *Pharmacie Laborieuse (La)* (mens., Paris). |
| — des Poudreries-Raffineries | *Travaux de l'État (Le)*. |
| — des Services de Santé | *Ouvrier Sanitaire (L')* (mens., Paris). |
| — du Sciage | *Réveil des Sabotiers (Le)* (mens., Paris, Aube). |
| — du Sous-Sol | *Travailleur du Sous-Sol (Le)* (Lens). |
| — du Spectacle | *Courrier de l'orchestre (Le)* (bimens., 27, rue Bleue, Paris). |
| — des Teinturiers-dégraisseurs | *Bulletin ouvrier des Teinturiers-dégraisseurs* (mens., Paris). |
| — du Textile | *Ouvrier Textile (L')* (mens., Lille). |
| — des Transports | *Transports (Les)* (mens.). |
| — des Travailleurs Municipaux | *Travailleur municipal (Le)* (Lyon). |

| | |
|---|---|
| — de la Voiture-Aviation : | *Ouvrier en Voiture (L').* |
| — des Verriers : | *Voix des Verriers (La)* (bimens., Aniche.). |
| — des Bûcherons : | *Travailleur de la Terre (Le)* (mens., La Guerche, Cher). |

*– de syndicats*

| | |
|---|---|
| Syndicat des limonadiers-rest. : | *Ouvrier limonadier-restaurateur (L').* |
| — des boulangers : | *Fraternel (Le).* |
| — de l'Alimentation : | *Épicier Libre (L').* |
| — des cuisiniers : | *Réveil culinaire (Le).* |
| — des bouchers : | *Ouvrier boucher (L').* |
| — des H.C.R. : | *Revue des Employés d'Hôtel (La).* |
| — des gens de maison : | *Réveil des gens de maison (Le).* |
| — des charcutiers : | *Ouvrier charcutier (L').* |
| — des services de santé (non gradés de Paris) : | *Action (L').* |

*– de Bourses du Travail*

| | |
|---|---|
| Aisne (Saint-Quentin) | *Bulletin Mensuel.* |
| — (Soissons) | *Bulletin Mensuel.* |
| Alpes-Maritimes (Nice) | *Travailleur Syndiqué (Le)* (m.). |
| Bouches-du-Rhône (Marseille) | *Ouvrier Syndiqué (L')* (bimens.). |
| Cher (Bourges) | *Bulletin des Bourses du Travail du Cher* (m.). |
| Calvados (Caen) | *Union Syndicale (L')* (m.). |
| Gard (Nîmes) | *Émancipateur (L')* (m.). |
| Haute-Garonne (Toulouse) | *Émancipation (L')* (m.), |
| Hérault (Montpellier) | *Travailleur Syndiqué (Le)* (m.). |
| — (Béziers) | *Travailleur Biterrois (Le)* (m. ). |
| Loiret (Orléans) | *Bulletin de la Bourse (Le)* (m.). |
| Nièvre (Nevers) | *Prolétaire de la Nièvre (Le)* (m.). |
| Nord (Roubaix) | *Bulletin de la Bourse* (m.). |
| Puy-de-Dôme (Thiers) | *Bulletin de l'Union des Syndicats* (trim.). |
| Basses-Pyrénées (Bayonne) | *Action Syndicaliste (L')* (bimens.). |
| Pyrénées-Orientales (Perpignan) | *Bulletin de la Bourse* (m.). |
| Seine (Paris) | *Bulletin officiel des Syndicats du département de la Seine* (m.). |
| Seine-Inférieure (Le Havre) | *Vérité* (m.). |
| Seine-et-Oise (Versailles) | *Travailleur (Le)* (m.). |
| Somme (Amiens) | *Réveil Syndical (Le)* (m.). |
| — (Abbeville) | *Union Ouvrière (L')*(m.). |
| Territoire de Belfort | *Réveil Syndical (Le)* (m.). |
| Tarn (Albi) | *Émancipation (L')* (m.). |

e) *Presse ouvrière française à l'étranger.*

*Troisième Internationale,* organe de la section française du Parti communiste (b) russe. N° 1. (*cf.* III[e] partie, I, 2). Moscou, 20 octobre 1918. B.D.I.C. : grd fol. M. 140 (11 numéros).

*Drapeau Rouge (Le),* journal du groupe communiste français à Kiev, 1919. Kiev, n° 1, 12 avril 1919. B.D.I.C.

f) *Presse ouvrière étrangère.*

*Avanti,* organe officiel du P.S. italien.

*Nouvelle Internationale (La),* organe officiel des J.S. romandes (socialistes internationalistes).

*Réveil anarchiste (Le)*, suisse.
*Seil (Die) (Le Temps)*, organe socialiste juif édité à Londres en yiddish.
*Sentinelle (La)*, journal socialiste de La Chaux-de-Fonds (Suisse).
*Tierra y Libertad*, journal anarchiste espagnol (Barcelone).
*Verbote*, organe théorique de la gauche zimmerwaldienne en Hollande (Pannekoeke et H. Roland-Holst).

g) *Presse ouvrière internationale.*

*Bulletin périodique du B.S.I.* (IIe Internationale). En trois langues. Réd. : C. Huysmans, B.S.I., Bruxelles, 1re année, 1909.
*Bulletin de la Commission socialiste internationale* (zimmerwaldien), nos 1-6, Berne, septembre 1915-janvier 1917.
*Bulletin du Bureau d'information de la IIIe Internationale Communiste*, publication bimensuelle, no 1, Petrograd, 20 février 1920. B.N. : 4o R 5305.
*Bulletin du Département des Relations Internationales au Comité des ouvriers et soldats de Petrograd.*
*Demain*, pages et documents, revue mensuelle éditée en Suisse par H. Guilbeaux (*cf.* Ire partie, II, 2). Genève, 1917, in-8o. B.N. : 8 Z 21135.
*Internationale Communiste (L')*, revue mensuelle, organe du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Paraît irrégulièrement à Moscou en quatre langues (existent les nos 6, 7, 8, 9 à la B.N. : Fol. R 601)[1].
*Internationale des Jeunesses (L')*, tribune de la gauche zimmerwaldienne, publié par l'Union Internationale des Organisations de Jeunesse socialiste (éd. en allemand, français et suédois) à Zurich. 11 numéros de fin 1915 à mars 1918 (I.I.S.G.).

5. PRESSE RUSSE EN FRANCE.

*Action russe (L')*, monarchiste (jusqu'en sept. 1918).
*Appel (L')*, journal russe de Paris.
*Bulletin d'information du Comité de la Constituante* (nov. 1918), menchevik patriote.
*Cause commune (La)*, antibolchevik et pro-allié. Hebdo. fondé le 27 septembre 1917 à Petrograd, transféré le 17 septembre 1918 à Paris. Dir. : V. Bourtzeff. Socialiste indépendant. Principaux collaborateurs : G. Alexinski, Léon Bernstein, Bounine, Milioukoff, Savinkoff, etc.
*Nače Slovo (Notre parole)*, *cf.* Ire partie, I, 5. A partir du 31 janvier 1916, *Natchalo*.
*Russie nouvelle (La)*, monarchiste.

## II. Rapports et documents de conférences et congrès

Fortes brochures, ou même petits et gros livres, les comptes-rendus analytiques ou sténographiques de Congrès et Conférences socialistes ou syndicaux, régionaux, nationaux ou internationaux, constituent une source de documentation essentielle : surtout si l'on y joint l'ensemble des publications — rapports administratifs, rapports de trésorerie, thèses et résolutions, etc. — dont s'entourait la tenue de ces Congrès et Conférences. Malheureusement, aucune bibliothèque — pas même et surtout la Bibliothèque Nationale — ne possède de collections complètes. On ne dispose d'ailleurs d'aucun tableau chronologique des Congrès et conférences ouvrières, à l'exception des Congrès socialistes et confédéraux nationaux. Nous n'avons relevé ici que les comptes-

1. M. Nagy achève actuellement un précieux répertoire des journaux et documents de la IIIe Internationale se trouvant dans les dépôts publics de Paris. Nous avons nous-même pu lire la collection complète de *L'I.C.* grâce à l'obligeance de M. Radi.

rendus effectivement retrouvés par nous soit dans lcs grands dépôts publics, soit dans des dépôts privés (notamment au siège de la C.G.T.), soit encore chez dcs particuliers.

1. CONFÉRENCES ET CONGRÈS INTERNATIONAUX.

a) *II$^{e}$ Internationale.*

PARTI SOCIALISTE, *Le socialisme el la guerre.* Extraits des comptes-rendus des Congrès internationaux de 1889, 1894, 1896, 1900, 1906. Paris, Libr. du Parti socialiste (S.F.I.O.).

CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL (7$^{e}$), Stuttgart, 16-24 août 1907, *Comple-rendu analytique.* B.S.I., Gand, 1911.

— (8$^{e}$), Copenhague, 28 septembre-3 octobre 1910. *Comple-rendu analylique.* B.S.I., Gand, 1911. In-8°, 511 p.

— (extraordinaire), Bâle, 24-25 novembre 1912. *Comple-rendu anatytique,* Bulletin périodique du B.S.I.

INTER-ALLIED SOCIALIST AND LABOUR CONFERENCE, 21-23 février 1918. *Le memorandum des socialisles des Pays alliés.* Paris, Libr. de l'Humanité.

INTERNATIONALE OUVRIÈRE *(*L'*)*, *Les résolutions de la Conférence Internationale,* Berne, 1919. Paris, Édition Nouvelle.

RENAUDEL, Pierre, *L'Inlernationale à Berne. Faits et documenls.* Paris, Grasset, 1919. In-12, 156 p.

KAY, John de, *L'esprit de t'Inlernationale à Berne ; résumé des discours et lexies des résolutions.* Paris, 1919.

CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE ET SOCIALISTE, Genève, 31 juillet-6 août 1920. *Rapport du Secrétariat Internationat.*

— *Compte-rendu.* Bruxelles, 1921.

— *Comple-rendu.* Genève, B.I.T., 1920. In-8°, 29 p. (Études et documents, série A, n° 6).

b) *Conférence de Stockholm.*

COMITÉ ORGANISATEUR DE LA CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE DE STOCKHOLM, *Slockholm.* Préface de C. Huysmans (janv. 1918). Stockholm, éd. Tidcns Förlag, 1918. 542 p.

c) *Congrès Syndical Internationat.*

*Congrès Syndical Internationat,* Amsterdam, 1919.

*Congrès Syndical Inlernalional,* Londres, 1920.

d) *III$^{e}$ Internalionate.*

III$^{e}$ INTERNATIONALE COMMUNISTE, *Thèses adoptées par le 1$^{er}$ Congrès. Documents officiels pour l'année 1919-1920.* Éd. de l'I.C., Petrograd, 1920. 250 p.

SOUVARINE, Boris, *Manifcsles et résolutions de t'I.C.* Introduction de B. Souvarine. Paris, éd. Clarté, 1919. In-16, 35 p.

INTERNATIONALE COMMUNISTE, 2$^{e}$ Congrès, 17 juillet 1920, Petrograd ; 23 juillet-7 août 1920, Moscou. *Compte-rendu slénographique.* Petrograd, Impr. d'État, 1921. In-16 628 p. (éd. française de l'I.C.).

PIERRE, André, *Le 2$^{e}$ Congrès de l'I.C. Comple-rendu des débals d'après les journaux de Moscou.* Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1920. In-12, 68 p.

INTERNATIONALE COMMUNISTE, *Slaluls el résolulions adoptés par le 2$^{e}$ Congrès de l'Internalionale Communiste.* Paris, Bibliothèquc communiste, 1920. In-12, 123 p.

*Der Zweite Weltkongress der Kommunislischen Inlernationale an das französische Prolelariat,* zur Frage des Anschlusscs an die Kommunistische Intcrnationale. S. L. Wcsteuropäisches Sccretariat der Kommunistischen, 1920. In-8°, 18 p.

INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE, *Résolulions ei statuls adoplés par le 1er Congrès de l'I.S.R.* (Moscou, 3-19 juil. 1921). Préfacc de Dridzo-Lozovsky. Paris, Libr. du Travail, 1921. In-8°, 88 p.

e) *Conférence internationale du Travail.*

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, *Liste des membres des délégations à la Conférence Inlernalionale du Travail*, Gênes, juin 1920. Gênes, 1920. In-8°, 26 p.

2. CONFÉRENCES ET CONGRÈS NATIONAUX.

a) *C.G.T.*[1]

C.G.T., *Conférence Exlraordinaire des Fédérations Nationales, Bourses du Travail el Unions de syndicats* (Clermont-Ferrand, 23-25 déc. 1917). Compte-rendu. Paris, Maison des Syndicats, s.d. In-8°, 159 p.
— *Rapports des Comités et des Commissions pour l'exercice 1914-1918.* Paris, Impr. Nouvelle, 1918. 89 p.
— *19e Congrès national Corporalif - 13e de la C.G.T.* (Paris, 15-18 juil. 1918). Compte-rendu des travaux. Paris, Impr. Nouvelle, 1919. 308 p.
— *1re réunion du Comité Confédéral National* (C.C.N.) (Paris, 15-16 déc. 1918). Cpte-r. stén., Villeneuve-Saint-Georges, L'Union Typographique, 1919. In-8°, 133 p.
— *Rapports des Comilés confédéraux et des commissions pour l'exercice 1918-1919.* Paris, 1919. 147 p.
— *20e Congrès Nationat Corporalif – 14e de la C.G.T.* (Lyon, 15-21 sept. 1919). Cpte-r. des travaux. Villeneuve-Saint-Georges, L'Union Typographique. 166-442 p.
— *21e Congrès Nalional Corporatif – 15e de la C.G.T.* (Orléans, 27 sept.-2 oct. 1920). Cpte-r. des travaux. Villeneuve-Saint-Gcorges, L'Union Typographique, 1921. In-8°, 82-426 p.
— *22e Congrès National Corporatif – 16e de la C.G.T.* (Lille, 25-30 juil. 1921). Cpte-r. des travaux. Villeneuve-Saint-Georges, L'Union Typographique, 1922. In-8°, VII-62-40-406 p.

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION, *8e Congrès Nalional* (Paris, 12-13 juil. 1918). Cpte-r. des travaux.
— *9e Congrès National* (Lyon, 10-13 juil. 1919).
— *10e Congrès National* (Lille, 1921).

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT, *5e Congrès National* (Paris, 13-17 avr. 1914). Cpte-r. des séanccs. Villeneuve-Saint-Georges, Impr. de l'Union, 1914. In-8°, 588 p.
— *6e Congrès National* (Versailles, 1918).
— *7e Congrès National* (Tours, 1919).

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DES CUIRS ET PEAUX ET SIMILAIRES, *8e Congrès National* (Paris, sept. 1913).
— *9e Congrès Nalional* (Paris, mai 1918).
— *10e Congrès National* (Paris, 20-23 sept. 1920). Paris, Maison des Syndicats, 1921. In-8°, 387 p.

FÉDÉRATION DES SYNDICATS D'INSTITUTRICES ET INSTITUTEURS PUBLICS DE FRANCE, *Congrès National* (Paris, 1920).

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE, *11e Congrès National* (Nancy, 1919).

---

1. En principe, la Bibliothèque de la C.G.T., qui nous fut libéralement ouverte, possède tous ces documents dont la plupart se trouvent aussi au Musée Social.

Fédération Nationale des Moyens de transport, *Congrès extraordinaire* (juil. 1918).

— *Congrès extraordinaire* (avr. 1919).

— *Congrès extraordinaire* (sept. 1920).

Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol et Parties similaires, *Congrès National*, Paris, 23-26 mars 1917. Cpte-r. des travaux. Carmaux, Impr. des Travailleurs réunis, 1917. 118 p.

— *34e Congqès Nationat Corporatif* (14e de la Fédération), Saint-Étienne, 25-30 juin 1920. Cpte-r. des Travaux.

Fédération Nationale de l'Industrie textile, *15e Congrès National*, Paris, 1919.

— *16e Congrès National*, Rouen, 1920.

Fédération Nationale des Travailleurs de l'Habillement de France et des colonies, *11e Congrès National*, Lyon, 1919.

Fédération Nationale des syndicats de l'industrie du sciage et façonnage mécanique du bois, *3e Congrès National*, Paris, 13-14 juillet 1914. Cpte-r. Paris, 1918. In-8°, 32 p.

Fédération Nationale des travailleurs des chemins de fer de France, des colonies et pays de protectorat, *1er Congrès National*, Paris, 28-30 juin 1918. Cpte-r. Paris, Impr. Nouvelle, 1918. In-8°, 211 p.

— Union des Syndicats P.O., *1er Congrès régional*, Bordeaux, 11-13 mai 1918. Cpte-r. Paris, La Cootypo., 1918.

— Union des Syndicats du P.L.M., *Congrès régional*, Marseille, 27-30 mars 1919. Cpte-r. anal. Villeneuve-Saint-Georges, s.d. In-8°, 247 p.

— Union des Syndicats du P.O., *Congrès régional*, Angoulême, 1920. In-fol.

— Union des Syndicats du P.L.M., *Congrès régional*, Roanne, 22-25 mars 1920. Cpte-r. anal. Lyon, 1921.

Fédération des ouvriers en métaux et similaires de France, *4e Congrès National extraordinaire*, Lyon, 10-13 septembre 1919. Villeneuve-Saint-Georges, Impr. l'Union Typo. (s.d.). In-8°, 64 p.

— *Petit guide syndical*. Renseignements sur les rapports des syndicats avec la Fédération. Villeneuve-Saint-Georges, 1920.

Union départementale des Syndicats de la Seine, *Congrès extraordinaire*, 14 et 28 novembre 1920. Paris, Maison des Syndicats, 199 p.

Union départementale des Syndicats ouvriers du Nord, *4e Congrès ordinaire*, Dunkerque, août 1920. Cpte-r. des travaux. Lille, Impr. ouvr., 1921. In-8°, 104 p.

— *Congrès extraordinaire*, Lille, décembre 1920. Lille, Impr. ouvr., 1921. In-8°, 104 p.

— *Rapport sur la situation financière du 1er juillet 1920 au 31 décembre 1920*. Lille, Impr. ouvr., 1921. In-8°, 12 p.

b) *Parti socialiste (S.F.I.O.).*

Parti socialiste (S.F.I.O.), *Le Parti socialiste, la guerre et la paix. Toutes les résolutions et tous les documents du P.S.* (juil. 1914-fin 1917). Paris, Libr. de l'Humanité, 1918. 224 p.

— Fédération de l'Isère, *Le Congrès de Voiron* (12 déc. 1915). Grenoble, Impr. régionale, 1916. In-8°, 8 p.

— *16e Congrès National*, Bordeaux, octobre 1918. Cpte-r. stén. Paris, 1919.

— *Programme électoral*. Projet élaboré par la Commission en vue du Congrès National extraordinaire des 20-22 avril 1919. 8 p.

— *17e Congrès National*, Strasbourg, 25-29 février 1920. Cpte-r. stén., Paris, 574 p.

— *Id. Rapport du Secrétariat*. La vie du Parti d'octobre 1918 à janvier 1920. Paris, Impr. de la presse, 1920, 94 p.

— *18e Congrès Nationat*, Tours, 25-31 décembre 1920. Cpte-r. stén. Paris, Impr. de la presse, 1920.
— *Id., Rapport de la Trésorerie.* 16 p.
— *Id., Rapport du groupe sociatiste au Parlement.* Paris, Impr. dc la presse, 1920. 37 p.
— *19e Congrès National*, Paris, 29 octobre-1er novembre 1921. Rapport de la C.A.P. et du groupe socialiste au Parlement. Villcneuve-Saint-Georges, Impr. l'Union Typo., 1921. In-8°, 156 p.

c) *Parti communiste (S.F.I.C.).*

Parti communiste (S.F.I.C.). *Rccueit de documents* (1920-1922). B.N., Rés. Fol. Lb57 19352.
— *Un an d'action communiste*, rapport du seerétariat général présenté au 19e Congrès National (1er Congrès du Parti communiste), Marseille, 25-29 décembre 1921. Courbevoie, Cootypo., 1921. In-16, 62 p.
— *Id., Rapport du Secrétariat Internationat*, rapport de Loriot au Conseil National du P.C. sur le 3e Congrès de l'I.C, 16 p.
— *Id., Rapport des délégués du Parti au Conseit d'administration et de direction de t'Humanité.* 14 p.

III. Tracts et feuilles volantes

Feuilles volantes, les tracts sont, pour les organisations ouvrières, un moyen de grande information à bas prix, de nature en outre à éehapper aux investigations policières ou patronales. Ils ne fournissent guère d'informations quant à la matérialité des faits, car ils visent soit à appeler à une action éventuelle soit à justifier une action entreprise : c'est donc leur argumentation qui présente de l'intérêt. Mais très nombreux, non numérotés et à parution épisodique, ils sont difficiles à rassembler sans qu'on puisse jamais avoir la ccrtitude de les avoir tous retrouvés ; non datés, ils sont délicats à situer dans le temps ; souvent anonymes, ils ne laissent pas toujours deviner leurs auteurs ; enfin leur tirage n'étant pas indiqué ni les conditions de leur distribution, il est parfois malaisé de mesurer leur audience. Néanmoins tels quels, ils eonstituent des matériaux attaehants. Les dépôts publics n'en possédant que par des hasards arbitraires, on en découvre surtout dans les archives privées et dans les archives judiciaires (en raison des perquisitions auxquelles l'instruetion des procès politiques a donné lieu).

*Pourquoi je démissionne du Comité Confédérat ?* Texte recto-verso adressé aux Unions départementales dc Syndicats du Gard et du Rhône, signé de Pierre Monatte, délégué titulaire de l'Union du Gard, délégué suppléant de l'Union du Rhône (e'est le premier document révélant une opposition au sein du Comité Confédéral). Il n'est pas daté mais le contexte indique qu'il est de décembre 1914.

*Vers ta paix. Appel aux sociatistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes.* Document de 4 pages recto-verso signé de Sébastien Faure et se terminant ainsi : « Seul, je ne puis rien. Mais je sais que nombreux déjà sont en Allemagne les Liebknecht, les Rosa Luxembourg, les Lédebour, et les Clara Zetkin. Je sais qu'ils sont déjà nombreux aussi ceux qui, en France, ont soif de la paix. Je sais enfin qu'elles sont légion les personnes qui, dans tous les pays, désirent secrètement mais passionnément la fin de cette guerre maudite. Je m'adresse à tous. [...] Nous verrons ensemble ce qu'il y aura lieu de faire ». Impr. Sébastien Faure. Non daté (*cf.* Ire partie, I, 3).

*Pourquoi nous avons quitté la « Bataille Syndicaliste »*, par Marcelle Capy et A. Desbois. Document de 4 pages recto-verso signé de Marcelle Capy et Fernand Després

(A. Desbois), non daté. Ce document relate les incidents qui ont opposé les signataires à la majorité du comité de rédaction de l'organe confédéral.

*Chambre des députés (séance du 14 juin 1916). Le mauvais Président.* (au verso : Chambre des députés (séance du 24 juin 1916). Déclaration du citoyen Brizon). Tract recto-verso reproduisant des extraits du *Journal Officiel.* Impr. spéciale du Comité pour la Reprise des Relations Internationales.

*Comité d'action internationale. A ceux qui sont restés fidèles aux nobles idées de fraternité humaine ; à ceux qui n'ont pas faibli devant les forces mauvaises et qui croient toujours à la nécessité des relations et de l'action internationale des travailleurs, nous adressons ce pressant appel.* Signé : Pour le Comité d'action internationale, la Commission (*cf.* Ire partie, I, 4). Impr. spéciale du Comité d'action Internationale. Sans date (probablement fin 1915).

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Appel aux Fédérations et Sections du Parti socialiste. Aux syndicals. Aux militants.* Tract recto-verso, non daté (mais de la fin 1916 : « Voici près d'une année que notre Comité est constitué »), faisant le bilan politique et financier du Comité. Signé : « Les secrétaires, A. Bourderon, membre du Parti, 12e section de la Seine, Paris ; A. Merrheim, de la Fédération des Métaux ». Au verso, de la publicité pour les tracts et brochures édités par le Comité.

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Déclaration lue au Conseil National du Parti socialiste, le 6 août 1916 par le citoyen Brizon.* Recto-verso. Impr. spéciale du Comité pour...

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Aux groupements socialistes, aux organisations syndicales.* Tract recto reproduisant la protestation du Comité (votée à l'unanimité des membres présents le 25 sept. 1916) contre la suppression du *Nače Slovo* et l'expulsion de Trotski. Signé : Le Comité. Non daté.

*Le Libertaire, Paris, octobre 1916. Lire et faire circuler. Notre attitude.* Tract recto-verso signé Le Libertaire. Impr. spéciale du Libertaire. Tract général contre la guerre.

*Aux membres du Congrès.* Ni date, ni signature. Impr. spéciale du Comité pour... Document de 4 pages recto-verso, établi en vue du Congrès socialiste de Noël 1916.

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. A l'Internationale.* Pas de date (mais du début 1917). Signé : « Pour le Comité, la Commission ». Les secrétaires : A. Merrheim, de la Fédération des Métaux ; A. Bourderon, de la Fédération du Tonneau, membre du Parti socialiste (12e section, Paris). Le Trésorier du Comité : M. Hasfeld. Les membres de la Commission : Boisleux, de la Maçonnerie-Pierre (Seine) ; Hasfeld, des Employés ; Hubert, des Terrassiers de la Seine ; Lepetit, des Terrassiers de la Seine ; Veber, des Tôliers de la Seine ; Barry, 3e section (Seine) ; Melle S. Bouvard, 2e section (Seine) ; Cartier, 17e section (Seine) ; Dubuc, 17e section (Seine). Impr. spéciale de la Fédération du Tonneau. Document recto-verso prenant position sur le projet du B.S.I. (la future Conférence de Stockholm) : *cf.* Ire partie, I, 6-7.

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Paris. La révolution russe et le devoir socialiste.* Signé : « Le Comité ». Impr. spéciale du Comité pour... Ce tract, recto-verso, salue « la glorieuse révolution russe » (févr. 1917) et se termine par : « A bas la Guerre ! A bas le capitalisme ! Vive la Révolution Universelle ! »

*Réponse du Quotidien Internationaliste Russe de Paris « Natchalo » au groupe socialiste parlementaire.* Signé : « La rédaction du Natchalo ». Pas de date (mais de mars 1917). Tract recto-verso polémiquant contre la position des majoritaires socialistes à l'égard de la révolution russe.

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Appel du Comité des députés ouvriers et soldats de Russie. Aux prolétaires de tous les pays. Prolétaires et peuples ! Travailleurs de tous les pays.* Reproduisant l'appel de Tscheidze, daté de Petrograd, 27 mars 1917. Au verso : *Le premier mai.* Appel non signé se terminant ainsi : « A bas l'Union Sacrée ! A bas la Guerre ! Vive l'action internationale du Prolétariat ! Vive la révolution russe ! Vive la révolution sociale internationale ! ».

*Motion adoptée par la Section Socialiste du Comité pour la Reprise des Relations Internationales en vue du Conseil National du 27 mai 1917.* Tract recto.

*Parti socialiste, Section Française de l'Internationale Ouvrière, Fédération de la Haute-Loire. Internationale de guerre ou Internationale de Paix. Aux membres du Conseil National.* Document de 3 pages établi en vue du Conseil National du 27 mai 1917.

*Circulaire de la Fédération des Métaux. Pour le Premier mai. Aux Organisations ! Aux Militants !* Tract recto-verso signé de *La Commission Exécutive de la Fédération des Métaux.* Impr. spéciale de la Fédération. Non daté (mais de fin avr. 1917).

*Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Section socialiste. Congrès des 20, 21 et 22 avril 1919.* Document de 4 pages, les 3 premières pages étant consacrées à l'exposé du « Programme » que le Comité propose au Congrès du Parti socialiste, et la $4^{e}$ page reproduisant l'intervention de Loriot à la Conférence de Berne.

*Parti socialiste, Section Française de l'Internationale Ouvrière. Programme électoral. Projet élaboré par la Commission en vue du Congrès National Extraordinaire des 20, 21* et *22 avril 1919.* Document de 8 pages portant la signature des « citoyens [ayant] adopté le projet ».

*Pour sauver la révolution russe. Aux Unions départementales, à tous les syndicats.* Document de 4 pages signé *Les syndicats minoritaires de la Seine.* Impr. La Fraternelle. Non daté (mais de la fin 1919).

*Manifeste du Parti communiste, section française de la $III^{e}$ Internationale.* Tract recto-verso reproduisant le manifeste et les statuts du Parti communiste rédigés et adoptés à l'unanimité par le Comité de défense syndicaliste réuni extraordinairement le 30 mai 1919. Avec un « *Ultime appel aux prolétaires de France* », signé du *Soviet Central Provisoire* (*cf.* $I^{re}$ partie, III, 5).

*Les lettres de Monatte à Trotsky et à Dridzo.* Tract recto reproduisant les deux lettres de Monatte saisies sur De Mott (*cf.* $III^{e}$ partie, I, 1). Lettres du 13 mars 1920. Impr. La Cootypographie.

*Déclaration de la Fédération Communiste des Soviets, section de langue française de l'Internationale Communiste de Moscou.* Tract recto concluant : « Tout le pouvoir aux Soviets » et daté Paris, janvier 1920 (*cf.* $I^{re}$ partie, III, 5).

*Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer de France et des colonies. Cheminot !* Signé : *Le Comité Fédéral.* Tract recto donnant l'ordre de grève pour le $1^{er}$ mai 1920 avec le programme des revendications.

*Fédération Nationale des Travailleurs des chemins de fer, 19, rue Baudin, Paris ($IX^{e}$). Circulaire n° 9. Paris, le 14 mai 1920. Camarade secrétaire.* Circulaire recto-verso signée *Les Secrétaires Intérimaires : Lardeux, Bruges,* et se terminant ainsi : « Il ne doit y avoir qu'une volonté : vaincre ! qu'un seul cri : Tenir, Tenir jusqu'au bout et à tout prix ! »

*Union des Syndicats Ouvriers de la Seine, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Aux Ménagères ! Aux Femmes !* Tract recto de l'Union des Syndicats de la Seine appelant les ménagères et les femmes à participer le dimanche 16 mai 1920 à de « grands meetings en plein air dans la banlieue ».

*Communication du Bureau provisoire de l'Internationale Communiste. Appel au Prolétariat anglais, français et belge. Prolétaire !* Document ronéotypé de 3 pages signé *Pour le Comité Exécutif du Bureau auxiliaire d'Amsterdam de la III^e^ Internationale, D. J. Wijnkoop, Henriette Roland-Holst, S. J. Rutgers.* En faveur de la révolution allemande.

*Confédération Générale du Travail. Pourquoi les Cheminots, les Marins, les Mineurs et les Dockers font grève.* Tract recto-verso signé « La C.G.T., Maison des Syndicats ». Exposé des revendications confédérales à l'occasion de la grève de mai 1920.

*Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer. Syndicat Paris-État–Rive droite. Camarades cheminots.* Tract portant au crayon la date du 17 mai 1920. « Plus que jamais, l'heure de la résistance a sonné. Pour sauver le pays du désastre, pour le triomphe de l'organisation syndicale, en dépit des provocations et de la répression, Tous debout, dans le calme et dans la discipline, jusqu'au bout ! »

*Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer. Union des syndicats du Réseau Est. Cheminot !* Signé : « Pour la Commission Exécutive de l'Union : Le Secrétaire : A. Bruges ». Tract recto portant au crayon la date du 17 mai 1920. « Courage ! Ténacité ! Fais un dernier effort, et tu auras bien mérité du Prolétariat ! »

*Motion proposée au Congrès Confédéral d'Orléans par les syndicats minoritaires.* Tract recto-verso.

*Vers l'Internationale Syndicale Rouge. Message de l'Internationale Communiste. Aux Syndicats de tous les pays.* Tract recto-verso signé *Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, G. Zinoviev.* Texte imprimé par *La Vie Ouvrière.*

*Motion du Congrès Minoritaire de la Région Parisienne (5 septembre* 1920*).* Tract recto-verso. La Cootypo.

*Adresse au Congrès des Syndicats français.* Tract imprimé recto-verso, signé *La Délégation des Syndicats russes :* S. Dridzo-Losovski, membre du bureau du Conseil panrusse des Syndicats ; F. Sergueiev, membre du Comité Central de l'Union panrusse des Ouvriers des Transports ; N. Anzelovitch, président du Conseil des Syndicats de Petrograd ; A. Kisseler, président du Comité Central du Syndicat des Mineurs ; N. Lebedev, membre du Comité Central du Syndicat des Textiles ; A. Lavrentiev, membre du Comité Central du Syndicat des Métallurgistes ; N. Antiochkine, membre du Comité Central du Syndicat des Employés.

## IV. Brochures et publications d'époque

Les brochures imprimées constituent une source documentaire de même nature que la presse mais présentent l'avantage de rassembler une matière plus condensée. C'est une formule de publication à laquelle le mouvement ouvrier se plaît. La brochure permet en effet des démonstrations plus amples que le journal, tout en conservant valeur polémique d'actualité. On en distingue deux sortes : les brochures doctrinales, qui visent à exposer des principes, des thèses philosophiques, politiques ou sociales, sont innombrables et d'un intérêt inégal ; beaucoup, consacrées à l'éducation sexuelle — une spécialité anarchiste — ou à l'amour libre — une spécialité du féminisme — ou à la signification philosophique de la guerre sont seulement utiles pour une étude de psychologie sociale. Les brochures polémiques, rédigées par des militants responsables qui entendaient attaquer ou répondre aux attaques d'une tendance adverse au sein de leur propre organisation, sont au contraire d'un intérêt primordial, quelles soient d'ailleurs de polémique doctrinale ou de polémique politique, telles les brochures contradictoires consacrées par les majoritaires et les minoritaires du mouvement syndical à la grève générale des chemins de fer de mai 1920.

Une première difficulté est de reconstituer la liste des brochures éditées par ou sur les organisations ouvrières ; on peut y être aidé en procédant à l'inventaire des cata-

logues, de la publicité, des rappels faits par maisons d'édition appartenant aux différentes tendances ouvrières : la Librairie du P.S. et de l'*Humanité* édite, comme le nom l'indique, pour le compte du Parti socialiste. Le Bureau d'édition groupe toutes les publications communistes. La Librairie du Travail (*Les Bonnes Feuilles* et les *Cahiers du Travail*) est rattachée à *La Vie Ouvrière* (qui édite d'ailleurs elle-même) et plus généralement à la minorité syndicaliste. Les indications d'imprimerie sont aussi précieuses : La Cootypographie à Courbevoie imprime les brochures socialistes, puis communistes. L'Imprimerie Nouvelle à Villeneuve-Saint-Georges se consacre à l'impression des documents syndicaux.

Une seconde difficulté tient ensuite au fait que ces brochures, souvent à tirage restreint, ont été dispersées : certaines, d'ailleurs, clandestines ou semi-clandestines, telles celles du Comité pour la Reprise des Relations Internationales, n'ont jamais fait l'objet de dépôt légal. Dans ces conditions, on trouve des brochures et publications intéressantes aussi bien dans les dossiers d'archives — et notamment dans les dossiers d'archives judiciaires —, dans les fonds privés que dans les grandes bibliothèques. Les fonds les plus riches sont les suivants :

Bibliothèque Nationale (demeure naturellement le fonds le plus riche bien qu'inégal),
Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (remarquable pour la période de la guerre et tout ce qui touche à la révolution russe).
Bibliothèque du Musée Social (très important pour tout ce qui touche au mouvement ouvrier français d'avant 1914 et au courant majoritaire).
Bibliothèque de l'Institut français d'histoire sociale (non systématique).
Bibliothèque du Bureau International du Travail (à Paris). Des collections plus complètes que nulle part ailleurs.
Centre de documentation de la C.G.T. (réserve d'agréables surprises).
Centre d'études et de recherches marxistes (C.E.R.M.), organisme rattaché au Parti communiste français : très riche, bien qu'inégal. Décisif pour tout ce qui touche à la III^e^ Internationale.

## 1. LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS ET LA GUERRE.

### a) *A la veille de la guerre.*

ANDLER, Charles, *Le Manifeste Communiste de K. Marx et F. Engels.* Introduction historique et Commentaire. Paris, F. Rieder. In-16, 211 p.

*Annuaire du Prolétariat* (Parti socialiste S.F.I.O., C.G.T., coopération). Publié sous la direction de L. Soulé. Préface de G. Hervé. Paris, La France politique (annuaire des partis politiques). In-16, année 1914. B.N. : 8 Lc 22 1090.

BERTH, Édouard, *Les méfaits des intellectuels.* Préface de G. Sorel. Paris, Rivière, 1914. In-16, XXXVIII-335 p. [Berth est le disciple de Sorel].

BOUGLÉ, Célestin, *Syndicalisme et démocratie, impression et réflexions.* Paris, E. Cornély, 1908. In-16, VIII-228 p.

CARCANAGUES, Pierre-A., *Sur le mouvement syndicaliste réformiste.* Thèse Droit, Paris, 1912. In-8°, 167 p.

COMPÈRE-MOREL, Adéodat (sous la direction de), *Encyclopédie socialiste, syndicaliste et coopérative de l'Internationale ouvrière.* Paris, A. Quillet, 1912-1913. 8 vol., in-16. portr., fig. et pl.

1. *Un peu d'histoire (origines, doctrine, méthodes socialistes)*, par COMPÈRE-MOREL et Charles RAPPOPORT.
2. *Le Parti socialiste en France*, par Paul LOUIS.
3. *La France socialiste*, par HUBERT-ROUGER.
4. *La révolution sociale*, par Charles RAPPOPORT.
5. *Le Mouvement socialiste international*, par Jean LONGUET.

6. *Comment nous sommes socialistes,* par Sixte-Quenin.
7. *Le mouvement syndical,* par J. B. Séverac.
8. *La Coopération,* par P. Brizon et E. Poisson.

[A utiliser avec précaution mais la quantité et la qualité de l'information ici rassemblée font de ces ouvrages des ouvrages de référence].

— *L'action syndicale,* discours des citoyens Ghesquière et Compère-Morel à la Chambre des députés (2 déc. 1911). Lille, 1911. In-8°, 32 p.

Delessale, Paul, *L'action syndicale et les anarchistes.* Paris, aux bureaux des Temps Nouveaux,, 1901. In-16, 16 p. [Sur P. Delessale, ouvrier anarchiste devenu libraire, *cf.* Biographies].

— *Les deux méthodes du syndicatisme.* Paris, l'auteur, 1903. In-16, 21 p.

— *La Confédération Générale du Travail. Historique, constitution, but, moyens.* Paris, La Publication Sociale, 1907. In-16, 31 p.

— *La Publication Sociale* (1907-1914). Recueil bibliographique de tous les documents relatifs au mouvement social.

— *Les Bourses du Travail et la C.G.T.* Paris, Rivière, 1911. In-16, 64 p.

Faure, Sébastien, *La Ruche. Son but, son organisation, sa partie sociale.* Monographie complète, 1914. [Sur S. Faure, personnalité anarchiste de premier plan, *cf.* Biographies].

Fédération Nationale des Travailleurs de l'industrie du batiment de France et des colonies, *Annuaire.* Bourges, Impr. ouvr. In-8°, 1re année, 1910.

Leroy, Maxime, *La coutume ouvrière : syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives, doctrines et institutions.* Paris, M. Giard, 1913. 2 vol. In-8°.

Martin-Saint-Léon, Étienne, *Le syndicalisme révolutionnaire et la C.G.T.*, cours donné à la 4e session de la Semaine Sociale de France, Amiens, 4-10 août 1907. Lyon, Impr. de E. Witte, 1908. In-8°, 16 p.

Mauger, Charles, *Les débuts du socialisme marxiste en France.* Paris, Thèse Droit, 1908. In-8°, 47 p.

Naquet, Alfred et Lorulot, André, *Le socialisme marxiste, l'individualisme anarchique et la révolution.* Paris, éd. de la Société Nouvelle, 1911. In-16, 96 p.

*Notice nouvelle sur les Unions départementales de syndicats divers d'après le Congrès Confédéral du Havre (1912).* Paris, C.G.T., Section des Bourses, s.d. Pet. in-16, 32 p.

Pelloutier, Fernand, *Histoire des Bourses du Travail, origine, institution, avenir.* Paris, 1902. In-16, 232 p. [La « Bible » du syndicalisme révolutionnaire].

*Répertoire des organisations corporatives adhérentes à la C.G.T.* Maison des Fédérations. In-8, 1912.

Syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles, *Annuaire* (Ministère du Travail) depuis 1894.

Thomas, Albert, *Le syndicalisme allemand, résumé historique (1848-1903).* Paris, G. Bellais, 1903. In-16, 101 p.

Vandervelde, Émile, *La grève générale.* Gand, Volksdrukerij, 1908. In-16, 27 p.

Zévaès, Alexandre, *Les guesdistes.* Paris, M. Rivière, 1911. In-18, 114 p.

b) *Devant la guerre.*

Andler, Charles, *Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. Dossier d'une polémique avec Jaurès (1912-1913).* Paris, Bossard, 1918. In-16, 261 p. [Essentiel].

Angell, Norman, *La Grande Illusion* (précédé d'un appendice : « L'opinion publique et La Grande Illusion »). Paris, Nelson, s.d. In-16, 373 p. [Le « Romain Rolland » britannique].

(Anonyme), *Guerre à la guerre.* Éd. du P.S. (S.F.I.O.), 1913.

Clemenceau, Georges, *Justice militaire.* Paris, P. V. Stock, 1901. In-16, xii-473 p.

Daudet, Léon, *Le poignard dans te dos. Noles sur t'affaire Malvy.* Paris, Nouvellc Librairie Nationale, 1919. In-16, 351 p.

Delaisi, Francis, *La guerre qui vienl.* Paris, éd. de La Guerre Sociale, 1911. In-16, 48 p.

Guilbeaux, Hcnri, *La Sociat-démocralie altemande.* Paris, Petite Bibliothèque des Hommes du Jour, 1910. In-16, 32 p.

Jaurès, Jean, *L'organisalion socialisle de ta France. L'Armée Nouvette.* Paris, Jules Rouff, 1911.

Jouhaux, Léon, *Le syndicatisme français conlre ta guerre.* Paris, Rivière, 1913. [Recueil d'articles et discours liés à la campagne contre les « 3 ans »].

Longuet, Jean, *Les socialistes altemands conlre ta guerre el te mitilarisme.* Paris, Libr. du Parti socialistc (S.F.I.O.), 1913. 31 p. [Longuet était le spécialiste des « relations intcrnationalcs » au sein du P.S.].

Nieuwenhuis, Domcla, *Le Mitilarisme el t'altitude des anarchisles et sociatistes révotulionnaires devant ta guerre.* Paris, au bureau des Temps Nouveaux, 1901. In-16, 32 p. [N. est une des grandes figures de l'anarchisme hollandais].

Pressensé, Francis de, *Le Parli sociatisle et la toi de lrois ans.* Discours prononcé par le citoyen Francis de Pressensé au Congrès du Parti socialiste, à Brest, le 24 mars 1913. Paris, Libr. du Parti socialiste (S.F.I.O.), 1913, 31 p.

Quennesson, Noël, *Conlre ta toi de lrois ans. Pour ta défense nalionale porlée à son maximum.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1913. 32 p.

Sembat, Marcel, *Faites un roi, sinon failes ta paix.* Paris, E. Figuière, 1913. In-16, xiv-279 p. [Ouvrage brillant et subtil : *cf.* Ire partie, I, 1].

Vaillant, Édouard, *Suppression de t'armée permanenle el des conseits de guerre.* Paris, Bibliothèque du Parti socialiste de France (U.S.R.), s.d. [Discours parlementaires].


c) *Le couranl majoritaire pendant ta guerre.*


Andler, Charles, *Le pangermanisme. Les ptans d'expansion altemande dans te monde.* Paris, 1915. In-8°, 83 p.

Basch, Victor, *La guerre de 1914 el le droit.*

Bouglé, Célestin, *Les grandes figures de t'Enlenle. Verhaeren.* Paris, 1919. In-16.

Boulanger, Omer, *L'Inlernalionate a vécu.* Paris, Ollendorff, 1915. In-16, 312 p.

Bourgin, Hubert, *La guerre pour ta paix.* Paris, Rivière, 1915. In-8°, 48 p.

— *La cutlure altemande devanl ta civitisalion moderne.* Paris, H. Didier, 1915. In-16, 32 p., fig.

— *Les responsabitilés du socialisme allemand.* Paris, Rivière, 1915. In-18, 36 p.

— *Le mililarisme alteinand, ce qu'it est, pourquoi it faul te détruire.* Paris, Alcan, 1915. In-16, i-131 p.

— *Responsabilité ! C'est vous qui avez voutu ta guerre !* Paris, Libr. de l'Humanité, 1916. In-16, 36 p.

— *Mémoires pour servir à t'histoire d'une sécession potilique (1915-1917). Le Parti conlre ta Patrie.* Paris, Plon, 1924. In-16, xxiii-255 p. [Ouvrage polémique essentiel pour la compréhension de l'argumentation majoritaire].

Comité de propagande socialiste pour la défense nationale :

I. *La paix française.*
II. *Héros taïques.*
III. *Alsace-Lorraine.*
IV. *Les sociatistes dans ta nation el pour ta nalion.*
V. *Le Devoir.*

Paris, Libr. de l'Humanité, 1916. In-16 (*cf.* Ire partie, I, 4).

C.G.T., *Queslions ouvrières.* 1° *La main-d'œuvre élrangère.* 2° *Les clauses ouvrières à insérer dans le traité de paix.* 3° *La situalion ouvrière, amétiorations à obtenir.* 4° *La question des toyers.* Paris, Impr. Nouvelle, 1916. 36 p.

— *La Majorité confédérale et la guerre.* Paris, Impr. Nouvelle, 1916. In-16, 45 p.

— *La délégation américaine ouvrière en France.* Cpte-r. des discours, 1916.
— *Le Memorandum des socialistes des pays alliés adopté à ta Conférence de Londres* les 21, 22 et 23 février 1918. 31 p.
— *La teçon des faits. La détégation confédérate devanl les parlemenlaires de gauche. Discours de Jouhaux. Lettre à la représentation nationale.* Paris, Impr. Nouvelle, 1918.
— *Rapport de la Commission chargée d'étudier les modifications aux staluls décidés par le Congrès confédérat de juitlet 1918 et de les présenler à la 1er réunion du Comité Nationat Confédéral de décembre 1918.* Paris, Impr. Nouvelle, 1918. In-8°, 8 p.
— *Modifications aux slatuts proposés au Comilé Nalional Confédéral par la Commission désignée par le Congrès Confédéral de juiltet 1918.* Paris, Impr. Nouvelle, 1918. In-8°, 14 p.
— *Slaluls modifiés par le Comité National Confédéral.* Paris, Impr. Nouvelle, 1919. In-8, 7 p.

DAUBÉ-BANCEL, A., *Le mouvement ouvrier français el la guerre.* Paris, 1915.

DESTRÉE, Jules, *Les sociatistes et ta guerre européenne (1914-1915).* Bruxelles et Paris, G. Van Oest, 1916. In-16, 136 p.

DUMAS, Charles, *La paix que nous voulons.* Paris, Rivière, 1915. In-18, 36 p.
— *Les socialistes et la guerre.* Bucuresti, Cercul de editura socialista, 1915. In-8°, 48 p.

FESTER, Richard, *Die Internationate (1914-1919).* Halle, 1919. In-8°.

GRUMBACH, Salomon (pseudo. : Homo), *L'erreur de Zimmerwald-Kienthal. Allocution d'Alfred Brüstlein.* Paris, éd. de l'Humanité, 1917. In-16, 131 p.

JOUHAUX, Léon, *A Jean Jaurès, discours prononcé aux obsèques de J. Jaurès.* Précédé d'un avant-propos et suivi d'une biographie de Jaurès. Paris, La Publication Sociale P. Delessale, 1914.
— *L'action syndicale. Discours au Congrès confédéral de juillet 1918.* Préface par F. Marie. Paris, éd. de La Bataille, s.d. In-8°, carnet, 30 p.

LA CHESNAIS, *Le groupe sociatiste au Reichstag el la déclaration de guerre.*

LASKINE, Edmond, *Les visées pangermanisles du socialisme allemand.* Paris, Union française, s.d. In-8°, 16 p.

PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.), *Six letlres du groupe socialisle aux présidenls du Conseil,* 1915-1916-1917. Paris, éd. de l'Humanité, 1917. In-16, 32 p.

PICARD, Roger, *Enquêtes soumises au Comilé Nationat d'éludes sociales et économiques. Les grèves et la guerre.* Rapport présenté par M. Roger Picard. Paris, Impr. de Lang et Blanchon, 1917. In-8°, 76 p.

RENAUDEL, Pierre, *Un anniversaire. Jean Jaurès.* Avant-propos de P. Renaudel. Paris. In-16 (*Les fails de la semaine,* 5e année, n° 1, août 1917).

THOMAS, Albert, *Discours* prononcé par A. Thomas, ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre devant le Comité du Conseil des Ouvriers et des Soldats de Petrograd le 12 mai 1917. S.l.n.d. In-16, 11 p.
— *Les Parli socialiste el la polilique nationale.* Discours prononcé le 12 août 1917. Paris, Grasset, 1917. In-12, 56 p.
— *Le socialistes el les crédils militaires.* Paris, Impr. de G. Cadet, 1918. In-16, 19 p.

VANDERVELDE, Émile, *L'efforl belge (Allocution de M. Ferdinand Buisson).* Paris, Libr. Foi et Vie, s.d. In-16, 40 p.
— *La guerre.* Discours prononcé à la Sorbonne, le 26 novembre 1916. Paris, Libr. de l'Humanité, 8 p.
— *La Belgique envahie el le socialisme inlernalional.* Préface de M. Sembat. Paris, Berger-Levrault, 1917. In-16, xxv-234 p.
— *Dans la mêlée.* Nancy, Berger-Levrault, 1919. In-16, 188 p.

ZÉVAÈS, Alexandre, *La faillile de l'Inlernalionate. Fails et documenls.* Paris, s.d. In-8°, 211 p.
— *Le Parli socialiste unifié et la guerre.* Paris, éd. de l'Effort, 1919. In-16, 136 p.

d) *Le couranl minorilairc el pacifisle.*

ALBERT, François, *L'Affaire Malvy, étude juridique.* Paris, Liguc des Droits dc l'Homme et du Citoyen, s.d. In-16, 24 p.

BRION, Hélènc, *Déclaration lue au 1er Conseil de guerre, le 29 mars 1918 (gcrminal an 126 de la liberlé et de l'égalilé françaises)*... Courbevoie, La Cootypo., 1918. Pet. in-16, 19 p.

CAILLAUX, Joseph, *La guerre,* discours prononcé à Mamers le 14 juillet 1916. Paris, s.d. In-8°, 8 p.

CAPY, Marcelle, *Une voix de femme dans la mêlée.* Préfacc de R. Rolland. Paris, Ollendorff, 1916. In-8°, 155 p. [M. Capy fut, avec Brizon, co-directrice du journal *La Vague,* pacifiste].

*Circulaire de la minorité du P.S. (S.F.I.O.) aux Fédérations (S.l.)* Novembre 1916. In-16, 32 p.

*Circulaire fédérate* (Fédération Nationale des syndicats d'institutrices et d'instituteurs). Marseille, 1er septembre 1915. S.l.n.n., 1915. Pet. in-16, 11 p. (*In fine :* « Circulaire... Ne pas la porter à l'extérieur et encore moins la livrer à la publication. Ne pas la communiquer non plus aux camarades mobilisés »).

COMITÉ DE DÉFENSE SYNDICALISTE, *L'action de la majorité confédérale et la conférence de Leeds.* Préface : Aux organisations, aux militants. S.l.n.d. In-16, 40 p. (déc. 1920).

— *Lettre ouverte à l'Union des Syndicals de la Seine. Maîtres el valets, expulsés !* Signé : R. PÉRICAT. S.l.n.d. In-16, 16 p.

— *La vraie cassure.* Signé : DUBREUIL. Paris, C.D.S. In-16, 8 p. (sept. 1917).

— *Rapport du Comité dc défense syndicatiste.* 1re année, n° 1 (nov. 1917). In-fol., 20 p.

[Tous ccs documents furent semi-clandestins. On les trouve dans les *Archives Péricat* et les *Archives de Justice Mititaire. Cf.* Ire partie, II, 2].

COMITÉ POUR LA REPRISE DES RELATIONS INTERNATIONALES, *Les Socialistes el la Guerre.* Discussion entre socialistes français et socialistes roumains (Charles Dumas, ancien député, chef du cabinet de M. Jules Guesde, C. Racowski, délégué national du Parti social-démocrate de Roumanie au Bureau Socialiste International).

— *Conférence Socialiste Internationale de Zimmerwald (Suisse),* 5-8 septembre 1915. Impr. spécialc de la Fédération des Métaux, 1er novembre 1915. Petit in-16, 32 p.

— *Seconde Conférence Sociatiste Internationale de Zimmerwald lenue à Kienthal (Suisse),* 24-30 avril 1916. Impr. spéciale du Comité pour la Reprise..., 63 p.

— *Les Socialistes de Zimmerwald el la Guerre. (Premier exposé d'une série qui sera incessamment pubtiée par le Comité et dans taquelle celui-ci précisera, par l'examen critique des thèses en présence, son attitude et sa potitique).* Impr. spéciale du Comité pour la Reprise... 29 p.

— *Le Crime de l'Oligarchie Roumaine,* par A. Nicolau, avocat au barreau de Bucarest.

— *Le Parli sociatiste ilatien et la guerre européenne.* Paris, s.d. In-32, 64 p.

— *Les Causes de la guerre.* Discours prononcé par le citoyen Jean Jaurès à Lyon-Vaise, le 25 juillet 1914. 3e éd. précédée d'une lettre expliquant comment ce discours a été sténographié et mis au point.

— *Le socialisme et la guerre.* Discours de Ch. Rappoport, février 1917. Paris, Comité pour la Reprise... In-32, 32 p.

— *Pour l'action. Trois documents :* 1° *Manifeslc de la 3e conférence de Zimmerwald ;* 2° *Les événements de Russie ;* 3° *La réponse de Trotsky au Groupe Socialiste Parlementaire* (Signé : A. Merrheim). Paris (1918). Pet. in-16, 23 p.

— *Jean Jaurès el les causes de la guerre.* Discours prononcé par lc citoyen J. Jaurès à Lyon-Vaise le 31 juillet 1914. 3e éd.

— *Seclion socialiste. Organisalion el action de la section.* Paris, Fédération des Métaux, 1917. In-32, 8 p.

[Tous ces documents, semi-clandestins, se trouvent à la B.N. et à la B.D.I.C.].

COMITÉ SOCIALISTE POUR LA PAIX DU DROIT, *Le Parti socialiste et les buts de guerre.* Réponse au questionnaire. Paris, s.d. In-12, 23 p.

DUMOULIN, Georges, *Les syndicalistes français et la guerre.* Préface de Girard (juin 1918). Paris, éd. de l'Avenir international, s.d. In-8°, 26 p. Réédité en 1921, Paris, Bibl. du Travail. In-16, 39 p. ; en 1921 encore, éd. du C.C. des C.S.R. In-16, 35 p. [Essai brillant d'un minoritaire qui deviendra majoritaire].

FAURE, Sébastien, *Une infamie, l'affaire Sébastien Faure, les dessous d'une odieuse machination.* Paris, La Fraternelle, s.d. In-16, 32 p. [Une affaire politique, compliquée d'une affaire de mœurs].

GOLAY, Paul, *Le socialisme qui meurt et le socialisme qui doit renaître.* Lausanne, 1915. In-16. [Cité par Lénine].

GÖRTER, Hermann, *Der Imperialismus der Weltkrieg und die Sozial-Demokratie.* Amsterdam, 1915. In-8°, IV-152 p.

GROUPE DES TEMPS NOUVEAUX, *Un désaccord. 2e lettre du Groupe des Temps Nouveaux répondant à J. Grave, Kropotkine, etc.*

— *Projet d'avenir : 3e lettre du groupe des Temps Nouveaux.* [Le dossier de la polémique entre anarchistes d'Union Sacrée et anarchistes internationalistes].

GUILBEAUX, Henri, *Pour Romain Rolland.* Genève, J. H. Jeheber, 1915. In-8°, 64 p.

— *Mon crime. Contre-attaque et offensive.* Genève, éd. de la revue Demain. In-8°, 1918, 61 p. [La défense de Guilbeaux par lui-même : complète le dossier des *Archives de la Justice Militaire : cf.* Ire partie, II, 2].

— *Le mouvement socialiste et syndicaliste français pendant la guerre.* Préface de Lénine. Éd. de l'I.C. Petrograd, 1919. [Essai rédigé en Russie].

HAUSER, Henry, *La paix allemande et la question de Briey-Longwy.* Paris, bureaux de l'Action Nationale, 1918. In-8°, 11 p.

JUDET, F., *Le véritable Clemenceau.* Berne, 1920.

LATZKO, Andreas, *Les hommes en guerre.* Paris, Flammarion, 1920. 214 p. [« Le feu » hongrois].

LEFAS, Alexandre, *Le Parlement et l'équivoque de Stockholm.* Paris, La Revue Hebdomadaire (s.d.). In-8°, 16 p.

LEFEBVRE, Raymond et VAILLANT-COUTURIER, Paul, *La guerre des soldats : le Champ d'Honneur ; Conseils de guerre aux armées ; l'Hôpital.* Préface de H. Barbusse. Paris, Flammarion, s.d. In-16, 272 p. [Littéraire].

LEFEBVRE, Raymond, *Le sacrifice d'Abraham.* Paris, Flammarion, 1920. In-18, 267 p.

LÉNINE, N., *Œuvres complètes (O.).* T. 20, 21, 22, 23, Moscou, éd. en langues étr., 1959.

— *Œuvres choisies (O.C.).* T. I, éd. en langues étr., Moscou, 1948, 927 p.

LÉNINE, N. et ZINOVIEV, G., *Contre le courant (1914-1917).* 2 vol. Traduit du russe par V. Serge et Parijanine. Paris, Bureau d'éd., 1927. In-8°, 288 p. [La plus grande partie des articles et études écrits par Lénine et Zinoviev de 1914 à 1917. Ouvrage capital qui fut mis sous le boisseau en raison du destin de Zinoviev.

LETTRE AUX ABONNÉS DE LA VIE OUVRIÈRE, *1er lettre. La Conférence de Zimmerwald.* Paris, Impr. spéciale de la Vie Ouvrière, 1er novembre 1915. Pet. in-16, 32 p.

— *2e lettre. La Belgique et le chiffon de papier.* Paris, 8 mars 1916. Pet. in-16, 32 p.

— *3e lettre. L'expulsion de L. Trotsky.*

— *4e lettre. Trois discours à la Chambre des Communes.* Paris, mai 1917. Pet. in-16, 55 p.

[Documents analogues à ceux du Comité pour la Reprise... édités par A. Rosmer].

MAXE, Jean, *De Zimmerwald au bolchevisme, ou le triomphe du marxisme pangermaniste. Essai sur les menées internationalistes pendant la guerre, 1914-1920.* Paris, Bossard, 1920. In-8°, 240 p. [Ouvrage violemment polémique, à manier avec pré-

caution, mais souvent utile, malgré l'inspiration policière. Le pseudonyme de Marxe cache Jean COLLOT].

MAYOUX, M. et F., *Les instituteurs syndicalistes et la guerre.* Fédération Nationale des Syndicats d'instituteurs, section de la Charente, 1917. S.l.n.n. Pet. in-16, 16 p. (Daté : Dignac, Charente, 25 mai 1917) [Le premier manifeste des enseignants pacifistes].

— MERRHEIM, Alphonse et BOURDERON, *Pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald, avant-propos à la Conférence socialiste internationale,* Zimmerwald (Suisse). 5-8 septembre 1915. Paris, Impr. de la Fédération des Métaux, 1915. In-24, 32 p.

MONATTE, Pierre, *Un coup d'œil en arrière. Lettre de démission au Comité Confédéral (1914).* Paris, Cahiers du Travail, 1921. In-16, 40 p.

RAPPOPORT, Charles, *Déclarations devant le Conseil de guerre de Paris, le 3 juin 1918.* S.l.n.d. In-8°, 23 p.

ROLLAND, Romain, *Au-dessus de la mêlée (30 oct. 1914).* Préface d'A. Dunois. Paris, l'Émancipatrice, 1915. In-16, 32 p. Nouvelle éd., Paris, Ollendorff, 1915. In-8°, 164 p.

— *Aux peuples assassinés.* Paris, Ollendorff, s.d. In-8°, 9 p. (*In fine :* 2 nov. 1916).

— *Lettre* publiée dans J. M. RENAITOUR, Stéphane SERVANT, P. H. LOYSON : *Au-dessus ou au cœur de la mêlée ? Une polémique républicaine.* Paris, éd. de la revue l'Essor, 1916. In-8°, 94 p.

— *A la civilisation.* S.l., 1917. Pet. in-16, 30 p.

— *Préface à :* CAPY, Marcelle, *Une voix de femme dans la mêlée.* Paris, 1916. In-8°.

— *Les Précurseurs.* Paris, éd. de l'Humanité, 1919. In-16, 231 p.

ROSMER, Alfred, *Introduction.* 20 lettres de Léon Trotsky. Paris, La Vie Ouvrière, s.d. In-16, 34 p.

SAUMONEAU, Louise, *Les femmes socialistes contre la guerre.* 1° *Appel de C. Zetkin. Son introduction en France ;* 2° *Autour du manifeste de C. Zetkin ;* 3° *Avant l'appel de C. Zetkin.* Paris, Impr. de L. Saumoneau, 1924. In-16, 8 p.

TAY, J. « Les instituteurs syndiqués et la guerre », *Avenir International,* n° 1, janvier 1918.

TROTSKI, Léon, *Der Krieg und die Internationale.* Zurich, 1914. In-8°, 61 p.

— *Vingt lettres (14 nov. 1916- 2 janv. 1917).* Introduction d'Alfred Rosmer. Paris, La Vie Ouvrière, s.d. In-16, 34 p. [Il s'agit des lettres envoyées par Trotski après son expulsion de France].

VAILLANT-COUTURIER, Paul, *Une permission de détente.* Paris, Flammarion, 1919. In-12, 183 p. [Littéraire].

ZÉVAÈS, Alexandre, *Le procès Barabant. Le défaitisme en cour d'Assises,* 30 mai 1918. Dijon, 1918. In-16, 29 p.

ZINOVIEV, Grigorii, *P.O.S.D.R. Le socialisme et la guerre (point de vue du P.O.S.D.R. sur la guerre),* par G. Zinovieff et N. Lénine. Genève, éd. de la rédaction du Social-Démocrate, 1916. In-16, 77 p.

e) *Devant la paix.*

ANDLER, Charles, *La décomposition politique du socialisme allemand (1914-1919).* Paris, Bossard, 1919. In-8°, VIII-283 p.

(Anonyme), *Le procès de l'assassin de Jaurès (24-29 mars 1919).* Paris, éd. de l'Humanité, s.d. In-18, fig.

BAINVILLE, J., *Les conséquences politiques de la paix.* Paris, 1920. In-16.

CLEMENCEAU, Georges, *Les élections législatives du 16 novembre 1919.* Discours prononcé à Strasbourg le 4 novembre 1919. Paris, 1920. In-16, 31 p.

FESTY, O « Les clauses ouvrières du traité de paix », *Revue d'Économie Politique,* 1919.

Gide, Charles, *Notes sur ta situation financière et monétaire.* Rapport nº XIII (Conférence financière internationale des 4 sept.-8 oct. 1920, Bruxelles).

Hamon, Auguste, *Der Soziatismus in Frankreich, 1914-1920.* Vienne, 1920. In-8º, 24 p.

Jouhaux, Léon, *Les travaitteurs devant ta paix.* Paris, éd. de La Bataille, décembre 1918. In-8º, 46 p.

Leroy, Maxime, *Pour gouverner.* Paris, Grasset, 1918. In-16, 348 p.

— *L'Ère Witson : ta Société des Nations.* Paris, M. Giard, 1917. In-16, III-241 p.

Longuet, Jean, *La potitique internationate du marxisme : Kart Marx et ta France.* Paris, Alcan, 1918. In-8º, 295 p.

Louis, Paul, *Le bouteversement mondiat.* Paris, F. Alcan, 1920. In-16, 204 p.

Milhaud, Edgar, *La Société des Nations.* Paris, Grasset, 1917. In-16, 269 p.

— *Ptus jamais ! L'organisation de ta paix. Le Parti de ta Société des Nations. Les amendements nécessaires.* Genève, Impr. Sonore, 1919. In-8º, III-416 p.

Sixte de Bourbon (Prince), *L'offre de paix séparée de t'Autriche (5 déc. 1916-12 oct. 1917).* Paris, 1920. In-8º.

Zévaès, Alexandre, *La potitique de Jaurès devant te jury de ta Seine. (29 mars 1919).* Paris, éd. de l'Effort, 1919. In-16, 64 p.

2. le mouvement ouvrier français et la révolution russe.

a) *Brest-Litovsk.*

Anet, Claude, *La révotution russe.* T. IV : *La paix de Brest-Litovsk, sous le régime de Lénine, tes ambassades de Fintande, t'agonie, Petrograd, Moscou (janv.-juin 1918).* Paris, Payot, 1919. In-16, 288 p.

Commissariat du Peuple pour les Affaires Étrangères, *Correspondance diptomatique se rapportant aux retations entre ta République russe et tes Puissances de l'Entente.* Stockholm, 1919. In-8º.

— *Mirnye peregovory v Brest-Litovske.* Moscou, 1920. In-8º.

— *Brest-Litovskaia Konferentsia.* Zanedamia ekonomitcheskoii i pravovoï Kommissii. Moscou, 1923. In-8º.

Grumbach, Salomon, *Brest-Litovsk.* Lausanne, 1918. In-8º.

— *Brest-Litovsk. Lénine, Trotski et Hindenburg-Ludendorff.* Lausanne, 1918. In-16, 134 p.

Ioffe, A., *Notes sur tes pourparters de Brest-Litovsk (22/9 déc. 1917-3/18 févr. 1918).* Préface de L. Trotsky. Moscou, Commissariat du Peuple des Affaires Étrangères, 1920. In-8º, VI-269 p. (en russe).

Sadoul, Jacques, *Notes sur ta révotution botchevique (oct. 1917-janv. 1919).* Avec une préface de H. Barbusse ; deux lettres de l'auteur à Romain Rolland et une lettre de Albert Thomas adressée à l'auteur. Paris, éd. de la Sirène, 1919. In-8º, 465 p. [Essentiel pour l'analyse d'un processus de conversion au bolchevisme. Sadoul venait en effet du socialisme de droite].

Sembat, Marcel, *Perdrons-nous ta Russie ? Le fait de ta semaine,* 5e année, nº 9, 22 décembre 1917. Paris, Grasset, In-8º, 63 p. [La politique majoritaire... subtilement expliquée].

Trotski, Léon, *De ta Révotution d'Octobre à ta paix de Brest-Litovsk.* Genève, éd. de la revue Demain, 1918. In-16, 159 p.

b) *L'intervention en Russie.*

Cachin, Marcel, Lafont, Ernest et Mayéras, *Contre t'intervention en Russie,* discours prononcés à la Chambre des députés les 24 et 25 mars 1919. Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1919. In-16, 80 p.

KERJENTSEV, P., *Les Attiés et ta Russie.* Moscou, Comité des Soviets, 1918. In-8°, 80 p.

L'ESTRANGE MALONE (Colonel Cecil), *The Russian Repubtic.* Discours à la Chambre des Communes (nov. 1920).

LONGUET, Jcan, *Contre ta paix impériatiste, pour ta Russie révotutionnaire,* discours prononcé à la Chambre le 18 scptembre 1919. Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1919. In-16, 44 p.

PRICE, *La vérité sur t'intervention des Attiés en Russie.*

c) *La guerre russo-potonaise.*

*Atmanach potonais.*

*Amis de ta Potognc (Lcs).*

(Anonyme), *La Russie des Soviets et ta Potogne.*

BLOCISZEWSKI, Joseph, *La restauration de ta Potogne et ta diptomatie européenne.* Paris, A. Pedone, 1927. In-4°, 234 p.

BORSCHAK, F., « La paix ukrainienne de Brest-Litovsk », *Le Monde Stave,* 1929, p. 32-62 et p. 199-225.

DURAND, Louis, *Les rapports franco-polonais, conférence prononcée le 6 septembre 1921.* Tarbes, 1921. In-8°, 31 p.

*Est (L') Potonais.*

FILASIEWICZ, Stanislas, *La question potonaise pendant ta guerre mondiale. Recueit des actes diptomatiques concernant ta Potogne.* Paris, vol. II, 1920.

KUCHARZEVSKI, Jan, « La Pologne et l'Europe », *La Gazette de Lausanne* (5-6-7 oct. 1920).

LAPRADELLE (Albert Geouffre de), *La toi potonaise de 1920 sur ta nationatité et les traités de Versaittes. Consultation juridique donnée au Comité des délégations juives.* Paris, 1924. In-16, 24 p.

*Potogne (La),* organe de l'Association France-Pologne.

MERLOT, Alexandre, *Recueit anatytique des Actes de t'Armée potonaise (juin 1917- sept. 1918).* Paris, Mission militaire franco-polonaise, 1918. In-8°, 148 p.

RETINGER, Joseph H., *Considérations générales sur t'avenir économique de ta Potogne.* Paris, Association économique pour le développement de la Pologne, 1918. In-4°, 16 p.

*Statistiques potonaises.*

ZALEVSKI, *Lc ditemme russo-potonais.* 1920.

d) *Le sociatisme français devant te botchevisme en 1920.*

ALEXINSKI, Grégoire, *Les effets économiques de la révotution bolcheviste et tes causes de son échcc.* Bruxelles, Lamertin, 1920. [Le point de vue d'un socialiste patriote et antibolchevik].

BAINVILLE, Jacques, *Commcnt est née ta révotution russe ?* Paris, Nouvellc Libr. Nationale, 1917. In-16, 96 p.

BARBUSSE, GARNIER, LEFEBVRE, LONGUET, MARTINET, PIERRE, PIOCH, RAPPOPORT, SOUVARINE, VAILLANT-COUTURIER, *Hommage à ta Républtique socialiste fédérative des Soviets de Russie à t'occasion du 2ᵉ anniversaire.* Paris, Libr. du Populaire, 1919. In-16, 46 p.

BARBUSSE, Henri, *Ce que veutent tes anciens combattants,* discours au Congrès national de l'A.R.A.C., Lyon, 7 septembre 1919. Paris, Impr. de la Productrice, 1919. In-16, 16 p.

— *Parotes d'un combattant. Artictes et discours (1917-1920).* Paris, Flammarion, 1920. In-16, 236 p.

BIENSTOCK, J. W., *Qu'est-ce que le botchevisme ?* Paris, Albin Michel, 1919.

— *Histoire du mouvement révotutionnaire en Russie.* Paris, Payot, 1920.

BOKANOWSKY, Maurice, *Botchevisme et misère.* Impr. Centrale de la Bourse, 1919.

Bourtzev, Vladimir, *Lettre ouverte d'un socialiste russe aux Bolcheviks.* Paris, Impr. Union, 1919. 15 p.

Chasles, Pierre, *Le bolchevisme expliqué par l'état social de la Russie* (Avec biblio.). La Renaissance du Livre, 1921.

Chavichily, Khariton, *Lettre ouverte au camarade Jean Longuet, député de la Seine. Les Bolcheviks d'après les journaux des partis socialistes russes.* Berne, Der Freie Verlag, 1919.

Chliapnikoff, A., *Les syndicats russes.* Paris, Bibliothèque du Travail, 32 p. [Bolchevik].

C.G.T., *Réception de Kerenski par la C.G.T. (10 juil. 1918).* Paris, s.d., 32 p.

— *Réception de Gompers à la C.G.T. (24 et 26 sept. 1918).* Paris, s.d., 32 p.

Cornet, Lucien, *Que penser du bolchevisme ?* Paris, Ch. Lavauzelle, 1919.

Darasse, Adrien, *Le socialisme en Ardèche (1880-1920).* Largentière, Impr. Mazel, 1920. In-8°, 24 p.

Demangeon, Albert, *Le déclin de l'Europe.* Paris, Payot, 1920, 314 p.

Demorgny, Gustave, *Les partis politiques et la révolution russe.* Conclusion par Lucien Robert. Paris, Payot, 1919.

Deslinières, Lucien, *Comment se réalisera le socialisme ?* Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1919. 70 p.

Destrée, Jules, *Les fondeurs de neige, notes sur la révolution bolchevique à Petrograd pendant l'hiver 1917-1918.* Bruxelles et Paris, G. Van Oest, 1920, In-16, 308 p.

Dobb, Maurice, *Soviet Economic development since 1917.* Londres, 1918.

Dumas, Charles, *La vérité sur les Bolchcviki, documents et notes d'un témoin.* Paris, éd. franco-slave, 1919. In-12, 144 p. [Le point de vue de Guesde].

Eddallin, Alex, *La révolution russe par un témoin.* Éd. de la Revue contemp., 1920.

Faure, Paul et Pressemane, Adrien, *Le Parti socialiste et l'Internationale.* Discours prononcés au Congrès de Strasbourg le 25 février 1920. Paris, 1920. In-8°, 36 p. [Le courant longuettiste].

Faure, Sébastien, Barbedette, L., Méric, Victor et Voline, *La véritable révolution sociale.* Paris, éd. de l'Encyclopédie, s.d. In-16, 239 p. [Le point de vue anarchiste]

Frossard, L. O., *Le Parti socialiste et l'Internationale. Rapport sur les négociations conduites à Moscou, suivi des Thèses présentées au 2e Congrès de l'I.C.* Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1920. 86 p. [Très important].

— *Socialisme et syndicalisme,* discours prononcé au Congrès de la C.G.T. à Orléans le 2 octobre 1920. Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1920. In-12, 24 p.

— « Mon journal de voyage en Russie », *Internationale (L'),* 1921.

Gavronsky, Dimitri, *Le bilan du bolchevisme russe.* Paris, Impr. de l'Union, 1920.

Ginoulhac, Pierre, *La constitution de la République fédérative des Soviets de Russie.* Montpellier, Impr. Firmin et Montane, 1920.

Glebov, A., *Les syndicats russes et la révolution.* Paris, Bibl. Communiste, 1920. 32 p. [Bolchevik].

Grondjis, L. H., *La guerre en Russie et en Sibérie.* Préface de E. Haumant. Paris, Bossard, 1920.

Guilbeaux, Henri, *Salut à la révolution russe, 1917.* Avec R. Rolland, P. J. Jouve, M. Martinet, F. Masereel. Genève, éd. de la revue Demain, s.d. In-8°, 32 p.

Herval, R., *Huit mois de révolution russe (juin* 1917-*janv.* 1918*).* Paris, Hachette, 1918.

(Anonyme), *Hommage à la République des Soviets,* 1919.

Jouhaux, Léon, *Discours prononcé... au C.C.N. du 21 juillet 1919.* Paris, Maison des Syndicats, 1919. In-16, 48 p. [Important].

Kritchewsky, Boris, *Vers la catastrophe russe. Lettres de Petrograd (oct. 1917-févr. 1919).* Paris, Alcan 1919.

Kuutchikoff (sous la direction de), *La Russie d'aujourd'hui et de demain.* Paris-Neuchâtel, Attinger, 1920.

Labry, Raoul, *Une législation communiste. Recueil de lois, décrets, arrêtés principaux du gouvernement bolcheviste.* Paris, Payot, 1920.

Lansbury, G., *Ce que j'ai vu en Russie.* Trad. par Marie de Molènes. Paris, l'Humanité, 1920. [Le point de vue d'un socialiste anglais].

Launat, L., *L'expérience bolcheviste au point de vue socialiste.* Paris, La France Libre, 1919.

Lebas, J. B., *Critique socialiste du Parti communiste. Organisation, tactique, doctrine.* Lille, Impr. ouvr., 1920. In-16, 46 p. [Lebas : le maire de Lille].

Lefebvre, Raymond, *L'Internationale des Soviets.* Paris, éd. de La Vie Ouvrière, suppl. au numéro du 10 septembre 1919. [Ce qu'un communiste français croyait savoir du bolchevisme].

— *L'ancien soldat en 1920.* Paris, Impr. La Productrice. In-16, 30 p. (A.R.A.C.).

— *La révolution ou la mort.* Paris, éd. Clarté, 1920. 49 p.

— *Esquisse du mouvement communiste en France.* Discours prononcé à Moscou au 2e Congrès de l'I.C. Préface de P. Vaillant-Couturier. Paris, éd. Clarté, 1921. In-8°, 12 p.

Loewental, Nathan, *L'Allemagne et la paix. La révolution russe.* Lausanne, Rouge, 1917.

— *La débâcle de la révolution russe et la paix allemande.* Lausanne, Rouge, 1918.

Lokerman, A., *Les Bolcheviks à l'œuvre. 74 jours de dictature bolcheviste à Rostov-sur-le-Don.* Préface de Wladimir Zenzinof, membre du C.C. du parti S.R. russe. Paris, Rivière, 1920.

Loris-Melicof, *La révolution russe et les nouvelles républiques transcausasiennes. Bolchevisme et antibolchevisme.* Préface de M. A. Thomas. Paris, Alcan, 1920.

Losovskii, A., dit Dridzo, *Le rôle des syndicats russes dans la révolution, conférence faite à Berlin, suivie de l'Adresse aux Syndicats français lue au Congrès d'Orléans.* Paris, éd. du Comité Central des C.S.R. (Bibl. documentaire, n° 1). [Losovskii, c'est le futur président de l'I.S.R.[.

Marchand, René, *Les agissements des Alliés contre la révolution russe, le témoignage d'un bourgeois français* (s.l.n.d.). In-8°, 16 p. [Journaliste au *Figaro*, Marchand, à Moscou, se rallia temporairement au bolchevisme].

— et autres, *Pour la Russie socialiste.* Berne, 1918.

Markovitch, Marylin. *La révolution russe vue par un Français.* Paris, Perrin, 1918.

Martov, Iou O., *Le bolchevisme en Russie et dans l'Internationale.* Discours prononcé le 15 octobre 1920 au Congrès du Parti S.D. indépendant d'Allemagne à Halle. [Le point de vue du plus brillant des Mencheviks].

Mathiez, Albert, *Le bolchevisme et le jacobinisme.* Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité, 1920. In-12, 24 p.

Mautner, Wilhelm, *Der Bolschevismus* (Principes, histoire, théorie ainsi qu'un examen de ses rapports avec le marxisme). Berlin, 1920. In-8°, xxiii-368 p. (en allemand).

Milhaud, Edgar, *La marche au socialisme.* Paris, Grasset, 1920. In-16, 307 p.

Naudeau, Ludovic, *Les dessous du chaos russe.* Paris, Hachette, 1920.

Nolde, Baron Boris, *Le règne de Lénine. Contribution à l'étude de l'évolution politique et économique de la Russie moderne.* Paris, 1920. In-16, 101 p.

Oldenburg, Serguei F., *Le coup d'État bolcheviste (20 oct.-3 déc. 1917). Recueil de documents relatifs à la prise du pouvoir par les bolchevistes.* Paris, 1920. In-8°.

Palme-Dutt, *The two Internationals.* London, 1920. In-8°, 92 p.

Ransome, Dr Arthur, *Six semaines en Russie en 1919.* Trad. d'A. Pierre. Paris, éd. de l'Humanité, 1919. In-16, 191 p.

*Résolution adoptée par le 9e Congrès du P.C. russe.* Éd. franç. de l'I.C.

Reynaud, René, *Petit catéchisme bolchevik.* Paris, l'Émancipatrice, 1919. In-16, 28 p. [En faveur du bolchevisme].

Sadoul, Jacques, *Vive la République des Soviets ! s'écrie le capitaine J. Sadoul.* Moscou, 1918. In-16, 71 p.

— *Une nouvelle lettre de J. Sadoul (à Jean Longuet).* Moscou, 17 janvier 1919 (s.l.n.d.). In-16, 24 p.

Schostakovsky, Paul, *Deux ans et demi au pays des Bolcheviks.* Ag. gén. de Libr., 1920.

Simkovitch, V. G., *Marxisme contre socialisme.* Trad. de R. Picard. Paris, Payot, 1919.

Szabo, L., *Documents secrets de la propagande bolcheviste.* Berne, Ferd. Wyss, 1920.

Sokolov, Dr Boris, *Le voyage de Cachin et Frossard dans la Russie des Soviets (faits et documents).* Trad. du russe. Paris, J. Povolozky et Cie, 1920. In-8°, 141 p. [Important : le point de vue d'un socialiste antibolchevik].

Souvarine, Boris, *Éloge des Bolcheviks.* Paris, Impr. de la Cootypo., s.d. (mise en circulation : déc. 1919). In-16, 36 p.

— « Appel aux socialistes français (par J. Sadoul) ». *La IIIe Internationale.* Paris, éd. Clarté, 1919. In-16, 34 p.

Thal (Marcel Ollivier, dit Robert), *IIe ou IIIe Internationale ?* Préface de B. Souvarine. S.l.n.d. [Pour la IIIe].

Thomas, Albert, *Préface. Les conditions du travail dans la Russie des Soviets.* Paris, 1920. In-8°.

Trotski, Léon, *Petrograd, 1917-1919.* Deux articles de G. Zinoviev et L. Trotski publiés à l'occasion du 2e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Petrograd, éd. de l'I.C., 1920. In-8°, 16 p.

— *Le terrorisme.* Paris, 1920. In-12, 24 p.

Vandervelde, Émile, *Trois aspects de la révolution russe. 7 mai-25 juin 1917.* Paris, Berger-Levrault, 1918. In-16, xvi-202 p.

Verstraete, Maurice, *Mes cahiers russes. L'ancien régime ; le gouvernement provisoire ; le pouvoir des Soviets.* Paris, Crès, 1920.

Vichniac, Marc, *Le régime soviétiste, étude juridique et politique.* Paris, Impr. Union, 1920. In-16, 103 p.

Wanine, J., *Contributions à l'histoire et à la technique d'une révolution prolétarienne.* Genève, s.d. In-8°, 37 p.

Weiss, Jacques, *Les Bolcheviks au pouvoir. Récits d'un témoin oculaire sur ce qu'ont fait les Bolcheviks en Russie depuis une année qu'existe le Gouvernement des Soviets.* Lausanne, Remezov, s.d., 1919.

Zévaès, Alexandre, *Le bolchevisme devant la démocratie et devant le socialisme.* Paris, 1919. In-8, 32 p.

Zinoviev, Gregorii, *L'Internationale Communiste.* Petrograd, éd. de l'I.C., Smolny, 62, n° 22 (Rapport présenté au 8e Congrès du P.C.R.). 1919, 48 p.

— *Petrograd, 1917-1919.* Deux articles de G. Zinoviev et L. Trotski publiés à l'occasion du 2e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Petrograd, éd. de l'I.C., 1920. In-8°, 16 p.

— *Le 2e Congrès de l'I.C. et ses buts.* Éd. de l'I.C., mai 1920. In-8°.

— *Les questions les plus pressantes du mouvement ouvrier international.* Petrograd, éd. de l'I.C., 1920. In-8°, 164 p.

— *Rapport du Comité Exécutif au 2e Congrès de l'I.C.*

— *La révolution russe et le prolétariat international.* S.l. Éd. des Jeunesses socialistes romandes s.d., In-8°, 16 p.

— *G. V. Plekhanof.* Petrograd, éd. de l'I.C., 1920. In-8°, 31 p.

— *Douze jours en Allemagne.* Moscou, éd. de l'I.C., 1920. In-8°, 115 p.

— *Le prolétariat européen devant la révolution.* Discours prononcé au Congrès du Parti S.D. indépendant d'Allemagne à Halle, le 14 octobre 1920. Petrograd, éd. de l'I.C., 1921. In-8°, 96 p.

Zvorikine, N., *La révolution et le bolchevisme en Russie.* Préface de G. Blondel. Paris, Perrin, 1920.

3. Le mouvement ouvrier français et l'après-guerre économique et sociale.

a) *La situation économique.*

*Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques.* Ronéot. (Vendu par abonnement à un prix prohibitif, ce bulletin est destiné à un milieu restreint de grands industriels).

*Comité Consultatif d'action économique.* Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la région landaise. Bordeaux, 1917.
— — dans la région pyrénéennc, 1917.
— — dans l'Eure-ct-Loir, 1919.
— — dans les Côtes-du-Nord, 1919.
JÉZE, Gaston, *Les dépenses de guerre de la France.* Paris, M. Giard, 1915. Gr. in-8°, VI-297 p.

b) *Les idées nouvelles.*

LES AMIS DE PROUDHON, *Proudhon et notre temps.* [Important pour comprendre l'évolution du syndicalisme français].
ARTHUS, Léon, *La C.G.T. et la révolution sociale...*, Toulousc, 1920. In-8° (Communication faite à l'Académie de législation le 9 juin 1920).
BAUDARD, Suzanne, *Le mouvement syndicaliste dans le corps des instituteurs.* Thèse Droit, Paris, 1920. In-8°, 108 p.
C.G.T. *Une attitude. Un programme.* Maison des Fédérations, s.d., 3e éd. 16 p.
— *Aux organisations syndicales. Aux travailleurs syndiqués* (déc.). 1918. Courbevoie, La Cootypo., 1919. In-8°, 11 p. [Programme de la C.G.T.].
— *La nationalisation industriatisée.* Coubevoie, La Cootypo., 1920. 24 p.
DESLINIÈRES, Lucien, *Rapport de la Commission Économique Interfédérale* (Seine, Nord ct Pyrénées-Orientales). Programme Économique du Parti pour l'après-guerre. Congrès National des 6-10 octobre 1918, Parti socialiste (S.F.I.O.). Paris, l'Émancipatrice, 1918. In-16, 31 p.
FRANCQ, Roger, *Le travail au pouvoir.* Paris, éd. de la Sirène, 1920. In-16, 198 p. [Francq joua un rôle essentiel dans la création de l'U.S.T.I.C.A. ; *cf.* Ire partie, III, 6].
GIDE, Charles, *Des institutions en vue de la transformation ou de l'abolition du salariat.* Paris, 1920. In-8°, 115 p.
GRAVE, Jean, *Ce que l'on peut faire...* Robinson, 1920. In-12.
UN GROUPE DE SYNDICALISTES, *Centralisme et fédéralisme.* Paris, Union des chemins de fer de l'État, 1919.
HARMEL, Maurice, « De Proudhon à Marx », *La Clairière*, 15 août 1918. [L'un des plus proches collaborateurs de Jouhaux].
HAUSER, Henri, *Les méthodes allemandes d'expansion économique.* Paris, A. Colin, 1917. In-16, 29 p.
JOUHAUX, Léon, *La leçon des faits. La délégation confédérale devant les parlementaires de gauche.* Discours de Jouhaux. Discours de Merrheim. Lettre à la représentation nationale. Paris, 1918. In-12, 24 p.
— *Discours* prononcé au C.C.N. du 21 juillet 1919, suivi du projet de Conseil National Économique prévu dans le programme minimum de la C.G.T. Paris, s.d. In-8°.
— *Discours* prononcé au C.C.N. du 30 mars 1920. Paris, Maison des Syndicats, 1920. In-16, 30 p.
— *Le syndicalisme et la C.G.T.* Paris, éd. de la Sirène, 1920. In-16, 243 p.
KEUFER, A., *Rapport sur l'organisation des relations entre patrons et ouvriers.* Paris, 1920. In-8°, 185 p.
MARTIN SAINT-LÉON, Étiennc, *Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole.* Paris, Payot, 1920. In-8°, 160 p.
MERRHEIM, Alphonse, *La révolution économique.* Paris, I.O.S., 1919. In-8°, 35 p.
MONATTE, Pierre, *Réflexions sur l'avenir syndical.* In-16, 34 p.
PASSAGE, H. du, *La révolution économiquc et la transformation sociale.* Paris, s.d. In-8°, 25 p. (Extrait de *Études*, 20 oct. 1919).
— *Marx ou Proudhon ? Les ascendants intellectuels de la C.G.T.* Paris, Action Populaire, s.d. In-8°, 13 p. (*Études*, 5 juil. 1920).
SELLIER, Henri, *Les banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine.* Préface d'A. Thomas. Paris, Rivière, 1920. In-12, 207 p.

c) *La crise des chemins de fer.*

BIDEGARAY, Marcel, *Le relèvement des tarifs des chemins de fer. Contre les Compagnies. Pour la Nation.* Préfaces de M. Cachin et L. Jouhaux. Courbevoie, La Cootypo., 1917. In-16, 32 p. [Le secrétaire général majoritaire de la Fédération des chemins de fer].

BLOCH, Richard, ingénieur en chef adjoint au directeur de la Compagnie P.O., *Questions de chemin de fer.* Études commerciales. Paris, L. Eyrolles, 1930. In-8°, 208 p.

C.G.T., *La nationalisation des chemins de fer. Avant-projet élaboré par le Conseil Économique du Travail,* s.d., 19 p.

MILHAUD, Edgar, *Le Rachat des chemins de fer.* Paris, E. Cornély, 1904. In-16, XIII-315 p.

PESCHAUD, Marcel, *Les chemins de fer pendant et depuis la guerre, 1914-1920.* Paris, Dunod, s.d. In-4°, 202 p. cartes. [Très important : P. fut le secrétaire du Comité des réseaux].

THÉRY, Edmond, *Histoire des grandes Compagnies françaises des chemins de fer dans leurs rapports financiers avec l'État.* Paris, l'Économiste européen, 1903. In-16, 96 p.

THOMAS, Albert, *L'État et les Compagnies de chemin de fer.* Paris, H. Dunod, 1914. In-8°, IV-367 p.

d) *La grève des cheminots.*

BIDEGARAY, Marcel, *La grande grève des cheminots français (mai 1920).* Fédération Internationale des Ouvriers des Transports, Amsterdam, Hollande. Documents de la I.T.F., n° 6. In-8°, 34 p. [Le point de vue majoritaire].

C.G.T. *L'action confédérale et la grève des cheminots.* Ed. de la C.G.T., 1920, In-16, 40 p. [Le point de vue majoritaire].

MILLERAND, Alexandre et autres, *La Nation et les grèves.* Discours prononcés par A. Millerand, T. Steeg, Y. Le Troquer aux séances de la Chambre des députés, les 20 et 21 mai 1920. Paris, Bureaux de l'Action Nationale, 1920. In-8°, 24 p.

MONMOUSSEAU, Gaston, *La grande grève de mai 1920.* Paris, s.d. In-16. [Le point de vue minoritaire].

4. QUESTIONS DE DOCTRINES.

(Il ne s'agit pas ici d'établir une bibliographie exhaustive pour une histoire des doctrines sociales aux XIXe et XXe siècles mais simplement de proposer une liste des ouvrages, français et étrangers, anciens ou récents, qui furent écrits, lus ou relus dans cette période de crise idéologique et doctrinale ayant en France et dans le monde accompagné la crise générale du mouvement ouvrier entre 1914 et 1920. Nous avons cru bon de signaler aussi des ouvrages légèrement postérieurs mais dont la genèse fut évidemment liée à cette période. On sera peut-être surpris, comme l'auteur le fut, de l'importance et de la qualité de cet ensemble, dont trop de titres sont aujourd'hui injustement tombés dans l'oubli. Au demeurant, c'est la lecture et la méditation de ces ouvrages qui se reflètent dans les chapitres : Ire partie, I,1 et 3 ; Ire partie, III, 5 et 6 ; IIIe partie, II et III).

BARRÈS, Maurice, *L'âme française et la guerre.* Paris, Émile-Paul fr., 1915-1920. 10 vol. In-16.

— « Notes sur Jean Jaurès (Mes Cahiers). Introduction par Raymond Naves. Collation faite par le Musée Jaurès des notations de M. Barrès sur Jaurès ». *Revue du Tarn,* nos 25 et 26, mars-juin 1962.

BAUER, Otto, *La marche au socialisme.* Traduit par F. Caussy. Paris, Libr. du Parti socialiste et de l'Humanité, 1919. In-16, 71 p. [Décisif pour la compréhension de l'austro-marxisme et du programme de la IIe Internationale 1/2].

— *Bolchevismus oder Sozialdemocratie ?* Wien, 1920. In-16, 120 p.
— *L'Internationale et la guerre*, thèses de O. Bauer, Théodore Dan, A. Dunois et Jean Zyromski. Préface de Frédéric Adler, suivie d'une lettre de H. N. Brailsford. Paris, éd. Nouveau Prométhée, 1935. In-8°, 30 p.

Bernstein, Eduard, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique.* Trad. d'A. Cohen. Paris, Stock, 1900. In-8°, 305 p.
— *Der Sozialismus einst und jetzt. Streitfragen des Sozialismus in Vergangenheit und Gegenwart.* Berlin, Dietz, 1922. 184 p.

Berth, Édouard, « Lénine, qui est-ce ? », *Clarté,* n[os] 64, 65, 66.
— *Les derniers aspects du socialisme.* Paris, M. Rivière, 1923. In-16, 112 p.

Blum, Léon, *Lettre sur la réforme gouvernementale.* Paris, Grasset, 1918.
— *Commentaires sur le programme d'action du Parti socialiste.* Discours prononcé le 21 avril 1919 au Congrès National Extraordinaire. Paris, Libr. du P.S. et de l'Humanité réunies, 1919. In-16, 24 p.
— *Pour la Vieille Maison.* Intervention au Congrès national extraordinaire de Tours, décembre 1920. Paris, Libr. Populaire, 1936. In-16, 45 p.
— « Réforme et révolution », *Le Populaire,* 30 juillet 1933.
— *Bolchevisme et socialisme* (8e éd.). Paris, Libr. Populaire, 1936. In-16, III-25 p.
— *Radicalisme et socialisme.* Paris, Libr. Populaire, 1936. In-16, 24 p.
— *L'exercice du pouvoir.* Discours prononcés de mai 1936 à janvier 1937. In-16, 359 p
— *L'œuvre de Léon Blum.* T. I. *Nouvelles conversations de Gœthe avec Eckermann. Premiers essais politiques (1891-1905).* Paris, A. Michel, 1954. In-8°, XXXII-589 p.

Boukharine, Nicolas, *Le programme des Communistes bolcheviks.* Impr. du Comité de la IIIe Internationale. Moscou, 1918. In-8°.

Dan, Fedor Ilitch Gourvitch, dit, *Les socialistes russes et la dictature du prolétariat.* Paris, La Bataille socialiste, 1934. In-16, 26 p. [Le point de vue menchevik].

Eastman, Max, *Marx, Lenin and the science of Revolution.* London, G. Allin and Unwin, 1926. In-16, 268 p.

Gorter, Hermann, *Öffener Brief an den Genossen Lenin (Lettre ouverte au camarade Lénine).* Éd. du P.C. allemand, s.d. (rédigé en juil.-août 1921). Trad. française *Réponse à Lénine.* Paris, 1930. [Le point de vue de l'ultra-gauche : *cf.* Ire partie, I, 5].

Grave, Jean, *L'Anarchie, son but, ses moyens.* Paris, 1924. In-16, 332 p.

Guesde, Jules, *Questions d'hier et d'aujourd'hui. Le réformisme bourgeois. Les syndicats et le Parti socialiste. L'antimilitarisme et la guerre. La question agraire. La coopération. Avant-propos de Compère-Morel.* Paris, V. Giard et E. Brière, 1921. In-8°, 81 p.

Guy-Grand, Georges, *La démocratie et l'après-guerre.* Paris, Garnier, 1922. In-16, XVI-279 p. [L'œuvre d'un « proudhonien »].

Jaurès, Jean et Guesde, Jules, *Les deux méthodes.* Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde (Lille, 1900). Paris, Libr. Populaire, 1925. In-16, 40 p. [L'une des polémiques les plus célèbres entre les deux leaders].

Jaurès, Jean, *Bernstein et l'Évolution de la méthode socialiste.* Conférence faite le 10 février 1910, sous les auspices du groupe des étudiants collectivistes de Paris. Paris, Libr. Populaire.

Kautsky, Karl (écrits sur la guerre et la révolution traduits en français avant 1921).
— *La révolution sociale.* Paris, M. Rivière, 1912. In-16, 223 p. ; 2e éd. en 1921.
— *Terrorisme et communisme. Contribution à l'histoire des révolutions.* Trad. de l'allemand. Paris, J. Povolozky, s.d. (1er éd. allemande : juin 1919). [L'œuvre essentielle de K. sur le bolchevisme].
— *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale.* Traduit de l'allemand. Paris, A. Costes, 1921. In-8°, 218 p.
— Articles dans *L'Humanité,* 26 avril 1916 ;
*L'Humanité,* n° 1425 ;

*Le Progrès de Lyon*, 27-28 novembre 1917 ;
*Le Progrès de Lyon*, n° 1423 ;
*L'Humanité*, 10 novembre 1917.
— *Directives pour un programme d'action socialiste.* Paris, Libr. du P.S., 1919.

KEYNES, J. Maynard, *The economic consequences of the peace.* London, Macmillan, 1920. In-8°, 279 p. Trad. française : *Les conséquences économiques de la paix.* Paris, éd. de la N.R.F., Paris, 1920. In-16, 236 p. [Une nouvelle école économique est née].

LEROY, Maxime, *La Société des Nations ; l'ère Witson.* Paris, Giard et Brière, 1917.
— *Pour gouverner.* Paris, Grasset, 1918.
— *Les techniques nouvelles du syndicalisme.* Paris, M. Rivière, 1921. In-8°, 209 p. [Ouvrage essentiel pour comprendre l'évolution de la C.G.T. après-guerre].

LUXEMBOURG, Rosa, *Massenstreik, Partei und Gewerkshaften*, Congrès de Mannheim, 1906. 1re trad. française : *Grève générale, Parti et syndicats*, Gand, Volksdrukerij, 1909. In-16, 95 p. Rééd. : *Grève générale...*, avant-propos de Bracke, introduction de Froelich. Paris, Cahiers Spartacus, octobre-novembre 1947.
— *Lettres de prison.* Trad. d'A. Guillain. Cahiers du Travail, 1re série, 1er cahier, 1er mars 1921. In-16, 64 p. (2e éd. : 1933).
— *Die Deutsche Revolution* (La Révolution allemande), éd. par P. Levi, Berlin, 1922.
— *La révolution russe, examen critique.* Trad. de M. Ollivier, préface de M. Collinet. Villeneuve-Saint-Georges, Impr. Typographique, 1922. In-16, 48 p. (éd. du P.S., S.F.I.O.).
— « Réponse aux critiques », *Bulletin Communiste*, 1922.
— « Comment la Chine fut ouverte au commerce mondial », *Ctarté*, août 1927.
— *Lettres à K. et L. Kautsky.* Trad. de Nad. Stchoupak et Desrousseaux. Paris, Rieder, 1925. In-16, 275 p.
— (avec F. Mehring et E. Vandervelde), *L'expérience belge, une vieitle polémique autour des grèves générates de 1902 et 1913.* Avec une préface de J. Humbert-Droz. Paris, Bureau d'éditions, 1927. In-16, 79 p.
— *Sozialreform oder Revolution.* Leipzig, Buchdruckerei Aktiengesellschaft, 1908. 1re trad. : *Réforme ou Révolution*, suivi de *La participation socialiste au pouvoir en France* et de *La grève générale.* Paris, E.S.I., 1932. In-8°, x-236 p. Nouvelle éd. : *id.*, Spartacus, n° 19, juillet-août 1947.
— *Die Akkumulation des Kapitals, ein Betrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus.* Berlin, P. Singer, 1913. In-8°, xv-293 p. 1re trad. : *L'Accumulation du Capital* (I). Trad. et préface de M. Ollivier. Libr. du Travail, 1933. In-16, xv-195 p.

MARTOV, Jules, *Le bolchevisme mondial.* Préface de J. Lebas. Introduction de Th. Dan. Traduit du russe par V. Mayer. Paris, Société d'édition Nouveau Prométhée, 1934. In-16, 176 p., portrait.

PLEKHANOV, G. V., *Anarchisme et socialisme.* Paris, Galeries de l'Odéon, 1896-1897. In-8°, 66 p. (Publ. du groupe des Étudiants collectivistes, n° 3). Nouvelle éd. avec une préface d'A. Dunois. Paris, Libr. de l'Humanité, 1923. In-16, 103 p.
— *Qu'est-ce que la démocratie socialiste ?* Genève, Impr. de la Ligue de la démocratie socialiste révolutionnaire russe à l'étranger, 1902. In-24, 31 p.

POUGET, Émile, *La C. G. T.* Paris, Rivière, 1908. In-16, 64 p.
— *Le sabotage.* Paris, Rivière, s.d. In-16, 68 p.
— *L'organisation du surmenage (Le système Taylor).* Paris, Rivière, 1914. In-16, 71 p.
— *Les bases du syndicalisme.* Nancy, éd. du Réveil Ouvrier, s.d. In-16, 20 p.
— *Le syndicat.* Nancy, éd. du Réveil Ouvrier, s.d. In-16, 24 p.
— *Le Parti du travail.* Nancy, éd. du Réveil Ouvrier, 1921. In-16, 27 p.
— *L'action directe.* Nancy, éd. du Réveil Ouvrier, s.d. In-16, 24 p.

PIROU, Gaétan, *Proudhon et notre temps* (ouvrage collectif édité par les « Amis de Prou-

dhon » : études de Guy-Grand, Harmel, Berthod, Augé-Larribé, Oualid, Roger Picard, Pirou, Puech, Bouglé). Paris, E. Chiron, 1920.
— « Les interprétations récentes de la pensée de Proudhon », *Revue d'histoire des doctrines économiques*, 1922.

RALEA, Michel, *L'idée de révolution dans les doctrines socialistes, étude sur l'évolution de la tactique révolutionnaire.* Préface de C. Bouglé. Paris, Rivière, 1923. In-8°, VI-400 p.

RAPPOPORT, Charles, *La crise socialiste et sa solution.* Paris, 1918. In-8°, 31 p.
— *Le Parti socialiste français et la IIIe Internationale.* Paris, 1920.
— *La Révolution mondiale.* Paris, éd. de la Revue Communiste, 1921. In-16, 222 p.
— *Précis du communisme.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1922. In-16, 32 p.

RUSSELL, Bertrand, *Roads to freedom, socialism, anarchism and syndicalism.* London, 1918. In-8°, 216 p.
— *Idéaux politiques.* Traduit de l'anglais. Paris, Libr. d'action et art de la Ghilde « Les Forgerons », 1917. In-16, 20 p.
— *La pratique et la théorie du bolchevisme.* Traduit par A. Pierre. Paris, éd. de la Sirène, 1921. In-16, 207 p. [Ouvrage clef pour la pensée de Russel].

SOMBART, Werner, *Le socialisme et le mouvement social au XIXe siècle.* Paris, V. Giard et Brière, 1898. In-18, 189 p.

SOREL, Georges, *Matériaux pour une théorie du prolétariat.* Paris, Rivière, 1919 (y est notamment repris un article déjà publié en 1898, « L'avenir socialiste des syndicats », *Humanité Nouvelle*).
— *Exégèses proudhoniennes.* Paris, Rivière, 1920.
— *La marche au socialisme,* appendice aux *Illusions du progrès.* Paris, 1920.
— « Lénine d'après Gorki », *Revue Communiste,* 1921. [Un « moment » de la pensée sorélienne].

TROTSKY, Léon, *De la Révolution d'Octobre à la paix de Brest-Litovsk.* Genève, éd. de la revue Demain, 1918. In-16, 159 p.
— *Arbeit, Disziplin und Ordnung werden die sozialistischen Sowjet Republik retten.* Bâle, 1918. In-16.
— *Krieg und Revolution.* Zurich, 1918. In-8°, v-168 p.
— *Le Terrorisme.* Paris, Bibliothèque Communiste, 1920. In-16, 24 p.
— *Terrorismus und Kommunismus* (Anti-Kautsky). Hamburg, 1920. In-8°, 161 p.
— *L'avènement du bolchevisme,* traduit par Francis-François Français. Paris, Édition et Librairie, 1919.
— *Contre le militarisme bourgeois ! Contre le pacifisme ! Pour l'armement du prolétariat !* Paris, Libr. de l'Avant-Garde, 1921. In-8°, 40 p.
— *La Commune de Paris et la révolution des Soviets.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1921. In-16, 36 p.

VARGA, Evgenii, *Le déclin du capitalisme.* Rapport pour le 4e Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Hambourg, 1922. In-8°, 59 p.
— *La dictature du prolétariat.* Problèmes économiques. Paris, 1922. [Une analyse brillante de l'aspect économique du bolchevisme].

### V. BROCHURES ET PUBLICATIONS POSTÉRIEURES A 1920

A l'exception de quelques ouvrages qui, antérieurs à la seconde guerre mondiale, continuent à faire autorité et ont donc été placés dans la catégorie des Travaux, nous avons pris le parti général de considérer toutes les publications postérieures à 1920 mais antérieures à 1939 comme des sources indirectes, bien entendu d'une qualité différente des sources directes, manuscrites ou imprimées. Il est difficile en effet de ne pas distinguer très nettement d'une part les ouvrages d'époque écrits pour faire l'histoire,

d'autre part les travaux récents écrits pour faire le point de l'histoire, enfin les publications intermédiaires qui, même écrites dans une perspective historique, sont devenues aujourd'hui matière d'histoire.

### 1. HISTOIRE GÉNÉRALE

Bloch, Camille, *La grande guerre, iconographie, bibliographie, documents, divers.* Paris, Émile-Paul, 1919-1920, 2 vol. In-8°. [Ouvrage de base].

Jouvenel, Robert de, *La République des Camarades.* Paris, Grasset, 1924. In-16, 272 p. [Une polémique brillante[.

Thibaudet, Antoine-Albert, *La République des Professeurs.* Paris, Grasset, 1927. In-16-267 p. [Une autre et non moins brillante polémique].

Toynbee, Arnold J., *The world after the Peace Conference.* Preface by G. M. Gathorne-Hardy. Londres, 1926. In-8°, 11-91 p.

Zévaès, Alexandre, *Histoire de la III<sup>e</sup> République, 1870-1926.* Paris, Georges Anquetil, 1926. In-16, 643 p. [Du bon « Zévaès »].

### 2. HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Bouglé, Célestin, *De la sociologie à l'action sociale. Pacifisme. Féminisme. Coopération.* Paris, P.U.F., 1923. In-12, 135 p.

Bourgin, Hubert, *De Jaurès à Léon Blum, l'École Normale et la politique.* Paris, A. Fayard, 1938. In-16, 520 p. [« le socialisme de la chaire ». Polémique].

Buisson, Étienne, *Le Parti socialiste et les syndicats,* « Les Cahiers de la Quinzaine », 3<sup>e</sup> Cahier, 9<sup>e</sup> série. Paris, 1907. In-18, 132 p.

Confédération Générale du Travail, *La Confédération Générale du Travail et le mouvement syndical.* Paris, 1925 (édité par la C.G.T. à l'occasion de son trentenaire).

Ferrat, André, *Histoire du Parti communiste français.* Paris, Bureau d'éditions, 1931. In-8°, 260 p. [Conçue comme une histoire officielle, mais discutée dès son apparition et rejetée après l'exclusion de l'auteur].

Garmy, René, *Histoire du mouvement syndical en France, des origines à 1914.* Paris, Bureau d'éditions, 1933. In-8°, 326 p. [*Id.*].

Gaucher, F., *Contribution à l'histoire du socialisme français, 1905-1933.* Paris, 1934. In-8°.

Justin, *Jaurès patriote ; les idées d'un chef socialiste sur la défense nationale.* Paris, Bossard, 1920. In-16, 87 p.

Louis (Paul Levi, dit), *Histoire du socialisme en France, de la révolution à nos jours.* Paris, Rivière, 1925. In-8°, 416 p.

— *Le syndicalisme français, d'Amiens à Saint-Étienne (1906-1922).* Paris, Alcan, 1924. In-16, 236 p.

Poulaille, Henri, *Les Damnés de la terre,* roman. Paris, Impr. Lang, 1937. [La « civilisation syndicaliste »].

Rocher, J., « A propos du livre de Ferrat : Histoire du P.C.F. », *Cahiers du Communisme,* août 1932.

Rouger, Hubert, *Le socialisme en France : la naissance du mouvement ouvrier, les grandes organisations nationales, l'unité socialiste.* Paris, Libr. Populaire, 1922. In-16, 31 p.

Sassenbach, J., *Vingt-cinq années de mouvement syndical international.* Amsterdam, Bibl. synd. intern., 1926. 138 p.

Semard, Pierre, *Histoire de la Fédération des cheminots.* Préface de Lucien Midol. Bourges, 1934. In-16, 104 p.

Vidal, J., *Le mouvement ouvrier français, de la Commune à la guerre mondiale.* Préface

d'André Marty. Paris, Bureau d'éditions, 1934. In-8°, 171 p. [Le point de vue communiste de l'époque].

ZÉVAÈS, Alexandre, *Eugène Pottier et l'Internationale*. Paris, E.S.I., 1936. In-16, 63 p.

— *Le Parti socialiste de 1904 à 1923*. Paris, M. Rivière, 1923. In-18, 264 p.

### 3. LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES CAUSES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

BARNES, Harry, Elmer, *La genèse de la guerre mondiale. Introduction au problème des responsabilités de la guerre*. Paris, Rivière, 1931. In-8°, XXIV-555 p.

BLOCH, Camille, *Les causes de la guerre mondiale. Précis historique*. Paris, P. Hartmann, 1933. In-16, 259 p.

DEMARTIAL, Georges, *Documents et dossiers pour la liberté. L'affaire Demartial (État de la question des responsabilités de la guerre en France)*. Paris, 1928. In-8°, 47 p. [Le point de vue de la Société pour l'étude des responsabilités de la guerre].

— *La guerre de 1914 : la mobilisation des consciences*. 2e éd. Paris, Rieder, 1927. In-8°, 339 p.

DUPIN, Gustave, pseudo. ERMENONVILLE, Collection de *Vers la Vérité*, revue mensuelle spéciale pour l'étude des origines et responsabilités de la guerre (avr. 1923-mars 1924). Avec un index bibliographique, une table générale des matières et une table analytique. Paris, Libr. du Travail, 1924. In-8°, 146 p.

— *Juillet 1914. Précis du déclenchement de la guerre et des responsabilités*. Paris, Société mutuelle d'éditions, 1924. In-16, 103 p.

— *Les responsabilités de la guerre. Réponse à Poincaré*. Paris, Libr. du Travail, 1926. In-8°, 16 p.

— *Poincaré et ses souvenirs politiques. Étude critique et psychologique*. Paris, Libr. du Travail, 1927. In-8°, 32 p.

— *M. Poincaré et la guerre de 1914 (Études sur les responsabilités)*. Paris, Libr. du Travail, 1931. In-16, 164 p.

FAY, Sidney Bradshaw, *The Origins of the World War*. New York, Macmillan, 1929. 2 vol. In-8°. Traduit de l'anglais : *Les origines de la guerre mondiale*. Paris, éd. Rieder, 1931. 2 vol. In-8°, I : 496 p. ; II : 499 p. [Important].

HYTTE, Marcel, *Pourquoi nous accusons Poincaré d'avoir voulu la guerre*. Lyon, Comité de divulgation des documents sur les origines de la guerre, 1922.

ISSAC, Jules, *Un débat historique. Le problème des origines de la guerre*. Paris, Rieder, 1933. In-8°, VII-271 p. [Une mise au point].

MARCHAND, René, *La condamnation d'un régime, de la vanité maladive de M. Poincaré à la tuerie mondiale*. Paris, Libr. de l'Humanité, 1922. In-8°. [Polémique ].

PEVET, Alfred, *Les responsables de la guerre. Une lettre de M. Georges Demartial*. Paris, Libr. de l'Humanité, 1922. In-8°, II-526 p.

RECOULY, Raymond, *De Bismarck à Poincaré. 60 ans de diplomatie républicaine*. Paris, éd. de France, 1932. In-8°, 549 p.

RENOUVIN, Pierre, *Les origines immédiates de la guerre (28 juin-4 août 1914)*. Paris, Costes, 1925. In-8°, XVI-279 p.

SCHMITT, Bernadotte Everly, *Comment vint la guerre ?* Paris, Costes, 1932. In-8°, 2 vol.

### 4. LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA GUERRE

ALAIN, Émile-Auguste Chartier, dit, *Mars ou la guerre jugée*. Paris, éd. de la N.R.F., 1921. In-16, 199 p.

ALLARD, Paul, *Les dessous de la guerre révélés par les Comités secrets*. Paris, Impr. Nouvelle, Les Éd. de France, 1933. 297 p. [Pittoresque et anecdotique mais utile].

— *Les origines de la guerre*. Paris, Impr. Henry Maillet, éd. des Portiques, 1934. In-16, 253 p.

(Anonyme), *L'attitude du prolétariat devant la guerre.* Bureau d'éditions. Paris, 1932. Impr. Centrale, nº 16, 112 p.

Bascou, Olivier, *L'Anarchie et la guerre.* Paris, Alcan, 1921. In-8º, 262 p.

Béranger, Charles, *Déclarations au Conseil de guerre.* Paris, Libr. du Travail, 1925. Les Bonnes Feuilles, nº 11. [Anarchiste].

Berger, Marcel et Allard, Paul, *Les Secrets de la censure pendant la guerre.* Paris, éd. des Portiques, 1932. In-16, 383 p.

Bernain de Ravisi, Mme, *Sous la dictature de Clemenceau. Un forfait judiciaire. Le procès Paul Meunier, Judet.* Paris, Bossard, 1926. In-8º, 256 p.

Debyser, F., *Chronologie de la guerre mondiale.* Paris, 1938. In-8º.

Gignoux, C. J., *Bourges pendant la guerre.* Paris, P.U.F., 1926. xvi-64 p.

Guilbeaux, Henri, *Lénine à Zimmerwald.* (Précédé de l'*Histoire d'un manuscrit historique de Lénine*, par Henri Guilbeaux). Paris, 1934. In-fol., iv-23 p., fac.-sim.

Herriot, Édouard, *Lyon pendant la guerre.* Paris, P.U.F., 1925. xii-99 p.

Lénine, *Du traité de Versailles, extraits de discours et d'articles de Lénine se rapportant au système de Versailles, à son origine et ses conséquences.* Paris, Bureau d'éditions, 1934. Petite Bibl. Lénine, nº 10. In-16, 152 p.

Lhéritier, Michel, *Tours et la guerre, étude économique et sociale.* Paris, P.U.F., 1926. In-8º, xii-71 p.

Louis, Paul Levi *dit, Aspects politiques de la guerre mondiale.* Paris, Alcan, 1918. In-16, vii-260 p.

Masson P.,, *Marseille pendant la guerre.* Paris, P.U.F., 1926. xii-77 p.

Maxe, Jean, *L'anthologie des défaitistes.* Paris, Bossard, 1925.

Narodetzki, Dr André, *Devant la guerre : la faillite des trois Internationales : l'Internationale des nations, l'Internationale ouvrière, l'Internationale catholique ; leur origine, leur doctrine pacifique, leur fonction et leur action en 1914.* Paris, A. Pedone 1922. In-8º, 157 p.

Picard, Roger, *Le mouvement syndical durant la guerre.* Paris, 1927. In-8º, xi-307 p. [Une mise au point très claire].

Poulaille, Henri, *Pain de soldat, 1914-1917.* Paris, Grasset, 1937.

Puech, Jules, L., *Les socialistes et la guerre.* S.l.n.d. In-8º, 51 p.

— *La tradition socialiste en France et la S.D.N.* Préface de Ch. Gide. Paris, Garnier, 1921. In-16, x-231 p. [Point de vue d'un « proudhonien »].

Renouvin, Pierre, *Les formes du gouvernement de guerre.* Paris, P.U.F., 1925. Grand in-8º, xii-187 p.

Rocher, J., *Lénine et le mouvement zimmerwaldien en France.* Paris, 1934. Collection d'histoire du mouvement ouvrier. Bureau d'éditions. In-8º, 82 p. [Communiste].

Rosmer, Alfred Griot, dit, et Modiano, René, *Union Sacrée 1914-193...* Préface de Marcel Martinet. Paris, s.d. In-16, 64 p.

Saumoneau, Louise, *Études et critiques.* I. *Le mouvement féministe socialiste ;* II. *A M. G. Téry. Aux femmes du prolétariat ;* III. *Pour l'Internationale Communiste ;* IV. *Pour les historiens de la révolution sociale ;* V. *Lettres diverses.* Paris, Impr. de L. Saumoneau, 1924. [Sur L. Saumoneau, *cf.* Ire partie, I, 3].

Sellier, Henri, *Paris pendant la guerre.* Paris, P.U.F., 1926. In-8º, xii-105 p.

Servet, Claude et Bouton, Paul, *La trahison socialiste de 1914.* Paris, Bureau d'éditions, 1931. In-16, 160 p. [Communiste].

Tardieu, André, *La paix.* Préface de Georges Clemenceau. Paris, Payot, 1921. In-8º, xxxii-520 p.

5. LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA GUERRE.

Argence, Théodore et Herclet, Auguste, *Le contrôle ouvrier et les comités d'ateliers.* Paris, Bibl. du Travail, 1921. In-16, 45 p.

Augé-Laribé, Michel, *L'agriculture pendant la guerre.* Paris, P.U.F., Publications de

la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1925. In-8°, 332 p.
— *Le paysan français après la guerre.* Paris, Garnier, 1923. In-16, 292 p.
AZAMBUJA, Francis d', *Les économistes libéraux et la législation sociale d'après-guerre en France.* Marseille, 1927. In-8°, 162 p.
BALDY, Edmond, *Les banques d'affaires en France depuis 1920.* Thèse droit. Paris, 1922. In-8°, 395 p.
BLOCH, Camille, *Bibliographie méthodique de l'histoire économique et sociale de la France pendant la guerre.* Paris, Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1925. In-8°, 920 p. [Capital].
B.I.T., *Fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1920.* Genève, 1923. 88 p.
CLEMENTEL, Étienne, *La France et la politique économique interalliée.* Paris, Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1931. In-8°, xxii-376 p.
CRÉHANGE, André, *Chômage et placement.* Paris, Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1927. In-8°, xii-128 p.
DELAISI, Francis, *Comment les Soviets régleront la dette russe (d'après les travaux de la Commission officielle franco-soviétique).* Paris, Libr. A. Delpeuch, 1928. In-16, 62 p.
DELEMER, Adolphe, *Le bilan de l'étatisme.* Préface de M. J. Bardoux. Paris, Payot, 1922. In-8°, xv-285 p.
*Enquête sur la production (1920-1925).* Paris, Berger-Levrault, IV et V.
FONTAINE, Arthur. *La guerre et l'industrie française. L'industrie française pendant la guerre.* Paris, P.U.F., Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1925. In-8°, xii-504 p.
FROIS, Marcel, *La santé et le travail des femmes pendant la guerre.* Paris, Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, P.U.F., 1962. In-8°, xii-205 p. et tables.
GIDE, Charles, *Les coopératives françaises durant la guerre.* Paris, Association pour l'enseignement de la coopération, 1928. In-8°, 204 p.
— et DAUDÉ-BANCEL, *De la lutte contre la cherté par les organisations privées.* Paris, P.U.F., 1926. In-8°, xii-74 p.
— et OUALID, William, *La guerre et la vie sociale. Le bilan de la guerre pour la France.* Paris, P.U.F., 1931. In-8°, xii-372 p.
HAMON, Augustin, *Les Maîtres de la France.* I. *La féodalité financière dans les banques.* Paris, E.S.I., 1936. In-16, 320 p. ; II. *La féodalité financière dans les assurances, la presse, l'administration et le Parlement.* Paris, E.S.I., 1937. In-16, 379 p. ; III. *La féodalité financière dans les transports ferroviaires, routiers, aériens, maritimes ; dans les ports, canaux, entreprises coloniales...* Paris, E.S.I., 1938. In-16, 251 p.
HAUSER, Henri, *La Paix économique.* Paris, 1935. In-16, 185 p.
HUBER, Michel, *La guerre et la vie sociale. La population de la France pendant la guerre.* Avec un appendice sur les revenus avant et après la guerre. Paris, P.U.F., 1931. In-8°, 1028 p.
LAURENT, Marcel, *Le C.E.T.* Paris, Comité National d'études sociales et politiques s.d. In-8°, 32 p.
LEWINSOHN, Richard, *Histoire de l'Inflation : le déplacement de la richesse en Europe.* Paris, Payot, 1926. In-8°, 416 p. Traduit de l'allemand : *Die Umschichtung der europäischen Vermögen* (*1914-1925*). Berlin, 1925.
MALVAL, François, *Onze ans d'action. Histoire de l'U.N.C.* (*1919-1930*). Paris, éd. Voix du Combattant, s.d. In-8°, 80 p.
MARCH, Lucien, *Le mouvement des prix et des salaires durant la guerre en France.* Paris. Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, P.U.F. 1925, Grand in-8°, xii-336 p.
MOCH, Jules, *Le rail et la nation. Pour la prospérité collective par la déchéance des grands réseaux déficitaires.* Paris, Libr.-Impr. réunies, 1931. In-4°, 474 p.
— *Capitalisme et transports.* Paris, Valgis, 1931. In-16, 459 p.

Nogaro, Bertrand et Weill, Lucien, *La guerre et le travail, la main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre.* Paris, P.U.F., 1946. In-8°, xii-79 p.

Oualid, William, *Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves. La politique du Ministère de l'Armement et du Ministère du Travail.* Paris, P.U.F., s.d. In-8°, xii-558 p.

Picard, Roger, *Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises.* Paris, Rivière, 1922. In-16, 287 p.

— Comité national d'études sociales et politiques. *La conciliation, l'arbitrage et la prévention des conflits ouvriers. Expériences du temps de guerre.* Rapport présenté par M. Roger Picard. Paris, s.d. In-18, 48 p.

— *La crise économique et la baisse des salaires.* Paris, M. Rivière, 1912. In-8°, 64 p.

Poncet, André-François, *Une formule nouvelle : le contrôle syndical.* Paris, Société d'études et d'informations économiques, 1921. 18 p.

Pressemane, Adrien, *Le Parti socialiste et la vie chère.* Discours prononcé à la Chambre des députés le 15 juillet 1919.

Reboul, Lieutenant-Colonel, *Mobilisation industrielle. Des fabrications de guerre en France de 1914 à 1918.* Paris, 1925. In-16, 198 p.

Renard, François-Georges, *La vie chère.* Paris, 1921. In-18, 252 p.

Truchy, H., *Les finances de guerre de la France.* Paris, Publications de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, P.U.F. 1926. In-8°, xii-171 p.

Valdour, Jacques, *Ouvriers parisiens d'après-guerre.* Observations vécues. Paris, A. Rousseau, 1921. In-16, 192 p.

6. LA RÉVOLUTION RUSSE.

(Anonyme), *Le complot contre la révolution russe.* Paris, Bureau d'éditions, 1937.

Antiochkine, *Le rôle des employés pendant la révolution russe.* Comité syndicaliste révolutionnaire des employés, 1921.

Archinoff, P., *L'histoire du mouvement makhnoviste (1918-1941).* Avec un portrait de Nestor Makhno, une carte démonstrative de la région du mouvement et une préface de Voline. Paris, éd. anarchistes, Libr. Internationale, 1928. In-36, 420 p.

Bonzon, Jacques, *La galerie politique et financière. Les emprunts russes et les révélations du journal L'Humanité.* Conférence prononcée le 2 février 1924. Éd. de l'Idée libre, 1924. In-16.

Debyser, François, « La genèse de l'expédition de Sibérie », *Revue d'histoire de la guerre mondiale,* 1933, p. 15-32.

Dumesnil, Alexandra, « L'intervention des Alliés à Mourmansk », *Revue d'histoire de la guerre mondiale,* vol. XIV, 1 et 2.

Dumesnil, Alexandra et Lerat, Wilfrid, *Catalogue des Bibliothèques et Musées de la guerre. Catalogue méthodique du fonds russe.* Introduction par C. Bloch. Paris, A. Costes, 1932. In-4°, xiv-734 p. [Capital. On doit à Mme Dumesnil la remarquable organisation du fonds russe de la B.D.I.C.].

Iaroslavski, Emilian, *L'anarchisme en Russie.* Comment, au cours de la révolution russe, l'histoire a tranché la controverse entre anarchistes et communistes. Traduit du russe. Paris, Bureau d'éditions, 1937. In-8°, 151 p. [Polémique communiste à l'égard de l'anarchisme].

Margueritte, Victor, *Les Alliés contre la Russie pendant et après la guerre mondiale, faits et documents.* Préface de V. Margueritte. Paris, A. Delpeuch, 1926. In-4°, xvi-392 p. (Traduit du russe).

Paz, Maurice, *Les révoltés de la Mer Noire.* Paris, 1922. In-16 (mars-nov. 1917).

Pierre, André, « Les U.S.A. et la première révolution russe », *Revue d'histoire de la guerre mondiale,* 1933

Reed, John, *Dix jours qui ébranlèrent le monde.* Traduit de l'anglais. Paris, E.S.I., 1927.

In-8°, 365 p. [Le fameux reportage du journaliste américain devenu bolchevik et mort en 1920].

ROLLIN, Henri, *La révolution russe. Ses origines. Ses résultats.* Paris, Delagrave, 1931. 2 vol. I. *Les Soviets ;* II. *Le Parti bolchevik.*

SERGE, Victor, *Les anarchistes et l'expérience de la révolution russe.* Paris, Bibl. du Travail, 1921. In-16, 48 p.

VOLIN, Boris, *Douze militants russes (notices biographiques).* Paris, Libr. de l'Humanité, 1925. In-16, 64 p.

VOLINE, Vsevolod Mikhailovitch Eichenbaum, dit, *La révolution inconnue, 1917-1921.* Documentation inédite sur la révolution russe. Paris, s.d. [Très intéressant[.

WELTER, G., *La guerre civile en Russie (1918-1920).* Paris, Payot, 1936. In-8°, 200 p.

XYDIAS, Jean, *L'intervention française en Russie, 1918-1919. Souvenirs d'un témoin.* Préface de René Pinon. Paris, Les Éditions de France, 1927. In-8°, XIV-383 p.

7. LA RUSSIE SOVIÉTIQUE.

B.I.T., *Bibliographie des questions ouvrières et sociales dans la Russie des Soviets.* Genève, 1922. 174 p. [Précieux].

— *L'organisation de l'industrie et les conditions du travail dans la Russie des Soviets.* Études et documents, n° 11. Genève, 1922. 94 p.

— *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets.* Études et documents, n° 26. Genève, 1927, 288 p.

BUBNOV, *V.K.P. (b).* Kharkov, Prolétar, 1932. In-8°, 548 p.

GOLDER, Franck-Alfred et HUTCHINSON, Lincoln, *On the trail of the Russian famine* (La famine de 1919-1920 d'après les notes de deux enquêteurs). Stanford U.P., 1927. In-8°, 331 p.

ROSENBERG, Arthur, *Histoire du bolchevisme.* Traduit de l'allemand. Paris, Grasset, 1936. In-16, 317 p.

VICTOROFF-TOPOROFF, *Rossica et Sovietica. Bibl. des ouvrages parus en français, de 1917 à 1930 inclus, relatifs à la Russie et à l'U.R.S.S.* Féd. doc. et bibl., 1931. [Précieux].

WELTER, G., *Histoire de la Russie Communiste, 1917-1935.* Préface de F. Delaisi. Paris, Payot, 1935. In-8°, 222 p.

YAROSLAVSKI, Emilian, *Histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S.* Paris, Bureau d'éditions, 1931. In-8°, 540 p.

ZAGORSKY, Simon, *La République des Soviets, bilan économique.* Paris, Payot, 1921. In-8°, 352 p.

ZINOVIEV, Grigorii, *Histoire du P.C.R.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1926. In-8°, 192 p.

8. LA GUERRE RUSSO-POLONAISE.

KUNTZ, Capitaine C., *L'offensive militaire de l'Étoile Rouge contre la Pologne.* Paris, Ch. Lavauzelle, 1922. In-16, 123 p.

MARTEL, René, *Les grands problèmes. La France et la Pologne. Réalités de l'Est européen.* Paris, Rivière, 1931. In-8°, III-326 p.

SAINT-DIZIER, G. V., *L'Aigle blanc contre l'Étoile Rouge. Guerre polono-bolchevique en 1920.* Paris, Berger-Levrault, 1930. In-8°, 144 p.

SIKORSKI, Général L., *La campagne polono-russe.* Préface de M. le Maréchal Foch. Paris, 1928. In-8°, 320 p.

SMOGORZEWSKI, C., *Joseph Pilsudski et les activistes polonais pendant la guerre* Documents. Paris, 1928. In-8°, 40 p.

— *La Pologne restaurée.* Préface d'Auguste Gauvain. Paris, Gebethner et Wolff, 1932. In-8°, XVI-463 p.

— *L'Union sacrée polonaise ; le gouvernement de Varsovie et le « gouvernement » polonais de Paris (1918-1919).* Paris, Gebethner et Wolff, 1929. In-8°, 75 p.
— *La guerre polono-soviétique d'après les livres des chefs polonais.* Paris, Gebethner et Wolff, 1928. In-8°, 28 p.

9. LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS ET INTERNATIONAL APRÈS LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION RUSSE.

ALFRED, L., DUPONT, J. et FISCHER, Kurt, *L'antimilitarisme révolutionnaire. Aperçu historique.* Édité par le P.C.F. Paris, Impr. spéciale du P.C.F., 1929 (29 juil.). In-16, 164 p.
(Anonyme), *Dix années de lutte pour la révolution mondiale.* Paris, Bureau d'éditions, 1929. Grand in-8°, 324 p.
(Anonyme), *Guide pour l'histoire de l'Internationale Communiste.*
(Anonyme), *La génération léniniste du protélariat français.* 22 autobiographies des membres actifs du P.C. français, publiées sous la direction, avec une introduction et des notes de M. A. Bernard. Moscou, 1925. In-8°, 112 p. (en russe).
(Anonyme), *Les étapes de l'Internationale Communiste (1919-1929). 10e anniversaire de la fondation de la IIIe Internationale.* Paris, Bureau d'éditions.
(Anonyme), *The Second and the Third Internationals and the Vienna Union.* Labour Publishing Co, London, 1922.
AXELROD, P., *Observations sur la tactique des socialistes dans la lutte contre le bolchevisme (Extraits d'une lettre à Martov).* La République russe, 1921.
BERLIOZ, Johanny, *La lutte pour l'unité syndicale.* Les Cahiers du Militant, édités par le P.C.F. (S.F.I.C.), n° 9, avril 1925.
BOUKHARINE, N. et PRÉOBRAJENSKY, F., *L'A.B.C. du communisme.* Paris, Libr. de l'Humanité, novembre 1923, 375 p. (écrit en 1919).
BOUKHARINE, N., *L'A.B.C. du communisme.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1925. 171 p. (Toute la seconde partie de la 1re édition, due à Préobrajensky, a été supprimée de cette édition).
CABANNES, René, *Jules Guesde et les communistes.* Paris, les Publications sociales, 1929. In-16, 23 p.
CAZALIS, Émile, *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale.* Lettre-préf. de J. Caillaux. Paris, Rivière, 1925.
COMPÈRE-MOREL, Adéodat, *Socialisme et bolchevisme.* Paris, Libr. populaire, 1921. In-16, 24 p.
C.G.T., *La crise du syndicalisme et l'action de la C.G.T.* Paris, 1921.
DELORY, G., *Aperçu historique sur la Fédération du Nord du P.S.* Lille, 1921. In-8°, 344 p.
DRABOWITCH, W., *Les intellectuels français et le bolchevisme. La Ligue des Droits de l'Homme. Le néo-marxisme universitaire. Quelques grands intellectuels : André Gide, Romain Rolland, et certains autres.* In-16, 223 p. Paris, Les Libertés françaises, 1938.
FAURE, Paul, *Le bolchevisme en France. Farce et imposture.* Paris, Libr. Populaire, 1921. In-16, 64 p.
— *La scission socialiste en France et dans l'Internationale.* Paris, Libr. Populaire, 1921. In-16, 32 p.
FAURE, Sébastien, « *Mon communisme* ». Paris, éd. de La Fraternelle, 1921. In-16, 408 p.
— *Mon opinion sur la dictature.* Paris, éd. de la Libr. sociale, 1921. (Bibliothèque de propagande anarchiste, n° 2).
GIRAULT, Ernest, *Pourquoi les anarchistes-communistes français ont rallié la IIIe Internationale.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1926. In-16, 64 p.
HAMON, Augustin, *La crise mondiale du socialisme.* Saint-Brieuc, éd. de la Fédé. soc. des Côtes-du-Nord, 1922. In-16, 68 p.

HERCLET, Auguste, *L'I.S.R. et l'unité syndicale* (Petite Bibl. de l'I.S.R.). Paris, Libr. du Travail, 1923. In-8°, 32 p.

INTERNATIONALE COMMUNISTE (L'), *Letlre du C.C. du P.C.R. à la séance du C.E. élargi de l'Internationale Communiste.* Moscou, février 1922. Publié par le Département de la presse du C.E. de l'I.C., 7 p. I. *Unité du Parti;* II. *Tendance anarcho-syndicatiste.*

— *L'Internationale Communiste et sa section française (Recueil de documents).* Paris, Libr. de l'Humanité, 1922.

KAMENEV, Léon Borrisovitch Rozenfeld *dit, La III^e^ Internationale.*

KAUTSKY, Karl, *L'Internationale et la Russie des Soviets.* Paris, Libr. Populaire, 1925. In-12, 48 p. (éd. du P.S. [S.F.I.O.]).

— *Le bolchevisme dans l'impasse.* Avec une préface inédite de l'auteur pour l'édition française. Traduit par Bracke. Paris, Alcan, 1931. In-16, 163 p.

KUN, Bela, *Le Parti communiste de l'Union Soviétique et l'Internationale Communiste.* Paris, 1929.

LEBAS, Jean-Baptiste, *Sur l'ordre de Moscou. Comment les communistes ont brisé l'unité.* Lille, Impr. de Dhoosche, 1921. In-16, 20 p.

LEROLLE, Jean, *Vicissitudes de l'organisation syndicale ouvrière en France depuis la guerre.* Semaine Sociale de Strasbourg, 1922.

LORIOT, Fernand, *Les problèmes de la révolution prolétarienne.* Paris, Libr. du Travail, 1928. In-8°, 80 p.

LOSOVSK, A., *Le mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre.* I.S.R., 1926.

— *Le marxisme révolutionnaire et le mouvement syndical.* I. *Marx et les syndicats.* Paris, Bureau d'éditions, 1923. In-8°, 175 p.

LOUIS, Paul, *La crise du socialisme mondial : de la II^e^ à la III^e^ Internationale.* Paris, Alcan, 1921. In-16, 200 p.

MARTIN-SAINT-LÉON, Étienne, *Les deux C. G.T., syndicalisme et communisme.* Paris, Plon, 1923. In-8°, 135 p.

MARTOV, J., *Geschichte der russischen Sozial-democratie.* (Histoire de la social-démocratie russe), *Avec post-face par Th. Dan : La social-démocratie en Russie après l'année* 1908. Trad. approuvée d'Alexandre Stein, Berlin, 1926.

MERRHEIM, Alphonse, *Préface. Cf.* HOSCHILLER, Max, *Le mirage du soviétisme.* Paris, 1921. In-16.

— *Amsterdam ou Moscou. Le syndicalisme en danger. Conférence au cercle d'action et d'études syndicales des organisations parisiennes (27 mai 1921).* Paris, s.d. 61 p.

MONATTE, Pierre, *Réflexions sur l'avenir syndical.* Paris, Bibl. du Travail, 1921. In-16, 32 p.

MONMOUSSEAU, Gaston, *La grande grève de mai 1920 et la lutte actuelle des fonctionnaires.* Paris, E.S.I., 1933.

NIN, Andrès, *Les anarchistes et le mouvement syndical.* Paris, Libr. du Travail, 1923. In-8°, 23 p. (Petite Bibl. de l'I.S.R., X).

PANNEKOEK, Anton, *Die Westeuropäische Politik der 3. Internationale.* Berlin, s.d., 16 p.

PARAF, Pierre, *Les formes actuelles du syndicalisme en France.* Thèse Droit, Paris, 1923. In-8°, 258 p.

POSSE, Ernest, *Der Marxismus in Frankreich.* Berlin, 1930. In-8°.

RAPPOPORT, Charles, *Internationale Communiste. 4^e^ Congrès. Matériaux sur la question du programme de l'Internationale Communiste* (s.l.n.d.). 10 pièces in-fol., autographiées (Rés. B.N.).

REZANOFF, A. M., *La III^e^ Internationale Communiste. Le Komintern.* Paris, Bossard, 1922. In-16, 127 p.

— *Le travail secret des agents bolchevistes. Exposé d'après des documents authentiques émanant des bolcheviks.* Préface de M. Th. Aubert. Paris, éd. Bossard, 1926. In-16, XVIII-199 p.

ROSENBERG, Arthur, *Geschichte der Deutschen Republik*. Karlsbad, Graphia, 1935. In-8°, 259 p.

SEMARD, Pierre, « Un peu d'histoire de la scission syndicale en France », *Cahiers du bolchevisme*, janvier 1932.

SHENG-WU-WU, *Le conflit des tendances dans le syndicalisme contemporain (1918-1922)* Thèse Lettre. Paris, 1932. In-8°, 207 p.

SLOVÈS, Ch. H., *La France et l'U.R.SS.*. Préface de Henry Torrès. Paris, Rieder, 1935. In-16, 411 p.

ZETKIN, Clara, *Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne en 1919*. Éd. françaises de l'I.C.

ZINOVIEV, Gregorii, *Les problèmes de la révolution allemande*. Paris, Libr. de l'Humanité, 1923. In-8°, 72 p.

10. MÉMOIRES ET SOUVENIRS.

BAINVILLE, Jacques, *Journal (1901-1918)*. Paris, Plon, 1948. In-16, 223 p.

— *Journal inédit (1914)*. Paris, Plon, 1953. In-8°, 251 p.

— *Journal (1919-1926)*. Paris, Plon, 1949. In-16, 275 p.

BALABANOFF, Angelica, *Erinnerungen und Erlebnisse*. Berlin, E. Laub, 1927. In-8°, 304 p., portrait.

— *Die Zimmerwalder Bewegung, 1914-1919. Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung herausgegeben von Dr Karl Grünberg*. Leipzig, 1926, p. 320-413 et 1928, p. 232-284.

— *My life as a Rebel*. New York-London, 1938. 324 p.

— *Ricordi di una socialista*. Prefaziona di Folco Testana. Roma, Donatello de Luigi, 1946. In-8°, 388 p.

BARRÈS, Maurice, *Mes Cahiers*, t. XIII (juin 1920-janv. 1922). Paris, Plon, 1950. x-344 p.

BÉNÈS, Édouard, *Souvenirs de guerre et de révolution*. Paris, 1925, 2 vol. In-8°.

PAUL-BONCOUR, Joseph, *Entre deux guerres. Souvenirs sur la III^e République*. T. I : *Les luttes républicaines (1877-1918)* ; T. II : *Les lendemains de la victoire (1919-1934)*. Paris, Plon, 1945. In-8°, VI-299 p., I-435 p.

BORGHI, Armando, *Mezzo secolo di anarchia (1898-1945)*. Prefazione di Gaetano Salvemini. Edizioni Scientifichi Italiane, Napoli, 1954.

CAILLAUX, Joseph, *Mes Mémoires*. T. III : *Clairvoyance et force d'âme dans les épreuves (1912-1930)*. Paris, Plon, 1947. In-8°, 399 p.

CHAMBERLIN, William Henry, *Soviet Russia. A living record and a history*. London, Duckworth, 1930. In-8°, XI-453 p., pl., carte.

CHURCHILL, Sir Winston, *La deuxième guerre mondiale*. T. I : *L'orage approche (1919-1939)*. Paris, Plon, 1947. In-8°, IV-436 p., graphique, cartes.

CLEMENCEAU, Georges, *Grandeur et misères d'une victoire*. Paris, Plon, 1930. In-8°, IV-315 p.

DAUDET, Léon, *La pluie de sang.Nouveaux souvenirs (1914-1918)*. Paris, Grasset, 1931. In-16, 325 p.

DUMOULIN, Georges, *Carnets de route, quarante années de vie militante*. Préface de René Belin. Lille, éd. de l'Avenir, s.d. In-8°, 320 p., pl., portr.

EBERLEIN, H., « Souvenirs sur la fondation de l'Internationale Communiste », *Bulletin Communiste*, n° 10, 7 mars 1924.

— « Souvenirs sur la fondation de l'Internationale Communiste », *La Correspondance Internationale*, n° 15, 27 février 1924.

EHRENBOURG, Ilya, *Les années et les hommes*. Paris, Gallimard, 1962. In-8°, 323 p.

FELS, Florent, *Voilà*. Paris, A. Fayard, 1957. In-16, 208 p.

FINGER, Véra, *Mémoires d'une Révolutionnaire*. Traduit du russe par Victor Serge. Paris, Gallimard, 1930. In-16, 271 p.

FRAISSEX, Dr, *Au long de ma route (Propos anecdotiques d'un militant limousin).* Préface de M. Cachin. Limoges, 1946. In-8°, 133 p.

FRANCIS, David R., *Russia from the American Embassy (apr. 1916-nov. 1918).* New York, C. Scribner's son, 1921. In-8°, XIII-361 p.

FROSSARD, Louis-Oscar, *De Jaurès à Lénine. Notes et souvenirs d'un militant.* Paris, éd. de la Nouvelle Revue socialiste, 1930. In-8°, 313 p.

— *De Jaurès à Léon Blum, souvenirs d'un militant.* Paris, Flammarion, 1943. In-16, 211 p.

GOURFINKEL, Nina, *Aux prises avec mon temps.* T. I : *Naissance d'un monde.* Paris, Seuil, 1953. In-16, 326 p.

GUILBEAUX, Henri, *Du Kremlin au Cherche-Midi.* Paris, Gallimard, 1933. In-16, 271 p.

ISAAC, Jules, *Expériences de ma vie.* Paris, Calmann-Lévy, 1959. In-8°, 381 p., portr., fac-sim.

JANIN, Général, *Ma mission en Sibérie (1918-1920).* Paris, Payot, 1933. In-8°, 307 p.

KACHOWSKAJA, Irène, *Souvenirs d'une révolutionnaire.* Traduit du russe. Avant-propos de Joe Newman. Paris, Rieder, 1926. 219 p.

KERENSKI, Alexandre F., *The Catastrophe : Kerensky's own story of the Russian Revolution.* New York, D. Appleton, 1927. In-8°, XI-377 p.

KROUPSKAIA, Nadedja, *Souvenirs sur Lénine.* Paris, Bureau d'éditions, 1930. In-16, 208 p.

LAPORTE, Maurice, *Les mystères du Kremlin.* Paris, La Renaissance du Livre, 1928. In-8°, 255 p.

LECOIN, Louis, *De prison en prison.* Antony, éd. par l'auteur, 1947. 253 p.

LEFEBVRE, Raymond, *L'éponge de vinaigre.* Paris, éd. Clarté, 1921. 79 p.

LEGRAS, Jules, *Mémoires de Russie.* Paris, Payot, 1921. In-8°, 451 p.

MALVY, Louis-Jean, *Mon crime.* Paris, Flammarion, 1921. In-18, 286 p.

MAN, Henri de, *Après coup, mémoires.* Bruxelles-Paris, éd. de la Toison d'Or, s.d. In-8°, 325 p., portr.

— *Cavalier seul, quarante-cinq années de socialisme européen.* Genève, éd. du Cheval ailé, 1948.

MARTY, André, *Dans les prisons de la République.* Préface d'Henri Barbusse. Paris, Libr. de l'Humanité, 1924. In-12, 95 p.

— *La révolte de la Mer Noire.* Paris, Bureau d'éditions, 1927-1929. In-8°, fig., portr. 1. *Des tortures... et du sang !* Préface de Jean Renaud. Ce que fut l'intervention française en Russie ; 2. *Les soulèvements.* Comment fut arrêtée l'intervention française en Russie.

— *La révolte de la Mer Noire, 1918-1919.* 3e éd. Préface de Marcel Cachin. Paris, E.S.I., 1939. In-8°, 531 p., fig.

— — 4e éd. Paris, E.S., 1949, In-16, 671 p.

MAURICIUS (Charles Vandamme, dit), *Au pays des Soviets. Neuf mois d'aventures.* Paris, E. Figuière, 1922. In-16, 344 p.

MERIC, Victor, *A travers la jungle littéraire et politique.* Paris, Vabis, 1931. In-8°, 192 p.

MERMEIX, Gabriel Terrail, dit, *Fragments d'histoire (1914-1919).* Paris, A. Michel. In-16.

MESSIMY, Général, Adolphe, *Mes souvenirs.* Paris, Plon, 1937. In-8°, XXVIII-428 p.

MONATTE, Pierre, « Paris, 1902 ». *Témoins,* 1955.

— *Trois scissions syndicales.* Paris, éd. Ouvrières, 1958. In-16, 256 p.

MORDACQ, Général, *Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin.* Paris, 4 vol., 1930.

NIESSEL, Général, Albert, *Le triomphe des Bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk. Souvenirs (1917-1918).* Paris, Plon, 1939. In-8°, X-383 p.

NOULENS, Joseph, *Mon ambassade en Russie Soviétique (1917-1919).* Paris, Plon, 1933. 2 vol., in-8°.

PAINLEVÉ, Paul, *Comment j'ai nommé Foch et Pétain ; la politique de guerre de 1917 ; le commandement unique interallié.* Paris, Alcan, 1923. In-16, XV-424 p.

— « Les mutineries de 1917 », *Neue Freie Press,* 18 décembre 1932.

Pascal, Pierre, *En Russie Rouge.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1921. In-16, 88 p.

Pilsudski, Joseph, *L'année 1920,* édition eomplète avee le texte de l'ouvrage de M. Toukhatchievski, *La marche au-delà de la Vistule* et les notes eritiques du Bureau historique militaire de Varsovie. Traduit du polonais par le Lieutenant-Colonel Ch. Jèze. Paris, La Renaissanee du Livre, 1929. In-8°, viii-336 p.

Poincaré, Raymond, *Au service de ta France. Ncuf années dc souvenirs.* Paris, 1925.

Ribot, Alexandre, *Journal el correspondances inédites (1914-1922).* Paris, Plon, ii-311 p.

Rolland, Romain, *Journat des années de guerre (1914-1919), notes ct documents pour servir à l'histoire morale de l'Europe de ce temps.* Texte établi par Maria Romain-Rolland. Préfaee de Louis Martin-Chauffier. Paris, A. Miehel, 1952. In-8°, 1913 p.

Rosmer, Alfred Griot, dit, *Moscou sous Lénine, les origines du communisme.* Préface par Albert Camus. Paris, éd. P. Horay, 1953. In-16, 317 p.

Scheidemann, Philippe, *Memoiren eines Soziatdemokraten.* Dresde, 1928. 2 vol. In-8°.

Sembat, Mareel, *La victoire en déroute.* Paris, éd. du Progrès Civique, 1925. xv-260 p.

Serge, Vietor (Victor Lvoviteh Kilbatehitch, dit), *La Vitte en danger. Pelrograd, l'an II de la révolulion.* Paris, Libr. du Travail (s.d.). In-8°, 64 p.

— *Pendant la guerrc civile. Petrograd, mai-juin 1919. Impressions et réflexions.* Paris, Bibl. du Travail, 1921. In-16, 40 p. (Les Cahiers du Travail, 1re série, 6e eahier, 15 mai 1921).

— *L'an I de ta révotulion. Les débuls de ta dictature du prolétariat (1917-1918).* Paris, Libr. du Travail, 1930. In-8°, 472 p.

— *Destin d'une révolution U.R.S.S. (1917-1936).* Paris, Grasset, 1937. In-16, 327 p.

— *Mémoires d'un révolutionnaire (1901-1941).* Paris, éd. du Seuil, 1951. In-16, 424 p.

— *Carnets.* Paris, R. Julliard, 1952. In-16, 223 p.

Steinberg, J., *Souvenirs d'un commissaire du peuptc (1917-1918).* Traduit de l'allemand. Paris, Gallimard, 1930. In-16, 253 p.

Vandervelde, Émile, *Souvenirs d'un militant socialiste.* Paris, 1939. In-8°, 294 p.

Vidal, Mgr J. M., *A Moscou, durant le 1er triennat soviétique (1917-1920).* Paris, La Bonne Presse, 1933. In-16, 243 p.

Zetkin, Clara, *Ausgewahlte Reden und Schriften.* Band II : *Auswahl aus den Jahren 1918 bis 1923.* Band III : *Auswahl aus den Jahren 1924 bis 1933. Herausgegcben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim Z. K. der S.E.D.* Berlin, Dietz Verlag, 1960. xxiii-748 p. ; xi 640 p.

— *Souvenirs sur Lénine.* Paris, Bureau d'éditions, 1926. In-8°, 68 p.

# *II. LES TRAVAUX*

## 1. Archives, bibliographie, instruments de travail

(Anonyme), « Les Archives des Compagnies de chemins de fer », *Histoire des entreprises*, nº 1, mai 1958, p. 46-58.

Brecy, Robert, *Le mouvement syndical en France (1871-1921). Essai bibliographique.* Paris, Mouton, 1963. 217 p.

*International Socialist Bibliography*, suppl. to the *Socialist International Information.* London, vol. I (janv. 1954). Rubriques : Socialist thought ; history ; biographies and memoirs ; Political Affairs (ouvrages allemands, anglais, français, italiens).

## 2. Périodiques

### a) *Bibliographiques.*

*Bulletin bibliographique de documentation internationale contemporaine.*

*Bulletin du Centre d'information de la recherche d'histoire de France.*

*Documents spéciaux du Centre de Documentation du Département des Sciences Sociales de l'U.N.E.S.C.O.*

### b) *Revues historiques générales.*

*Annales (Les). Économies-Sociétés-Civilisations.* Bim. (1929). Paris, A. Colin.

*Information historique (L').* Bim. (1936). Paris, P.U.F.

*Revue Historique (La).* Trim. (1876). Paris, P.U.F.

*Revue d'histoire moderne et contemporaine (La)*, revue de la Société d'histoire moderne. Trim, (1901). Paris, P.U.F.

### c) *Revues historiques spécialisées.*

*Annali*, Istituto Giangiacomo Feltrinelli. Ann. (1958).

*Bulletin annuel de l'Institut français d'histoire sociale.* In-4º, 21 p., ron., 1re année, nº 1, s.d.

—> *L'Actualité de l'histoire.* Nº 1 : janvier 1954.

—> *Le Mouvement Social.* Trim. (1961).

*Bulletin de la Société d'histoire de la IIIe République.* (épisodique).

*Bulletin de la Société d'études jaurésiennes.* Trim. (1960). Paris.

*Bulletin of the International Institute for Social History.* Amsterdam, 1937.

—> *International Review of Social History.* Trim.

*Cahiers du monde russe et soviétique.* Trim. (1959). Paris, Mouton et Cie.

*Z Pola Walki. Kwartalnik Poswiecony Dziejom Ruchu Robotniczego.* Varsovie.

*U.R.S.S. (L') et les pays de l'Est, revue des Revues.* Trim. (1961). Paris, C.N.R.S.

*Revue française de Sciences Politiques.* Trim. (1951). Paris, Fondation Nationale des Siences Politiques.

*Voprosy Istorii* (Vopr. Ist.). Trim. Moscou.

d) *Revues sociologiques.*

*Cahiers internationaux de sociologie.* Paris, éd. du Seuil. Sem. (1945). Dir. : G. Gurvitch.
*Cahiers de l'I.S.E.A. Études de marxologie.* Dir. : M. Rubel. Paris, I.S.E.A.
*Revue française de sociologie,* publiée par le Centre d'études sociologiques. Paris, Julliard. Trim. (1960).
*Sociologie du Travail,* publiée par l'Association pour le développement de la sociologie du travail. Paris, éd. du Seuil. Trim. (1959).

*e) Revues politiques, syndicales et culturelles orientées vers l'histoire sociale et ouvrière.*

*Arguments.* Trim. (1957). Paris, éd. de Minuit.
*Cahiers du Centre d'études socialistes (Les).* Bim.
*Cahiers du Communisme (Les),* revue théorique et politique mensuelle du Comité Central du Parti communiste français. (Ont succédé en 1945 aux *Cahiers du bolchevisme* [1925]).
*Cahiers Internationaux,* revue internationale du monde du travail.
*Contrat Social (Le),* revue historique et critique des faits et des idées. Bim. (1957). Paris, Institut d'Histoire Sociale.
*Économie et Humanisme* [catholique].
*Esprit,* revue d'inspiration personnaliste en lutte contre le désordre établi. Trim. (1937). Paris, éd. du Seuil. *Cf.* numéro spécial 1951 : « Condition prolétarienne et lutte ouvrière ».
*Études,* revue trimestrielle internationale publiée par l'Institut Imre Nagy de Sciences Politiques, Bruxelles (1959).
*Études sociales et syndicales (Les).* Mensuel (1955). In-4°, 16 p., polytipé.
⟶ *B.E.I.P.E.*
⟶ *Est et Ouest.*
*Nef (La),* cahier trimestriel. Paris, Julliard. *Cf.* n° 65-66 (juin-juil. 1950) : « Le socialisme français, victime du marxisme ».
*Nouvelle Réforme (La),* « étudie dans l'esprit du marxisme les contradictions du temps ». Bim. (1957). Paris.
*Nouvelle revue marxiste (La).* Trim. (1961).
*Pensée (La), revue du rationalisme moderne.* (1939).
*Politique,* revue internationale des doctrines et des institutions. Nouvelle série, n° 1, janvier-mars 1958. C.E.L.S.E.
*Preuves,* fondée sous les auspices du Congrès pour la Liberté de la Culture. Mens. (mars 1951).
*Problèmes du communisme,* United States Information Agency. Bim. (1954).
*Problèmes soviétiques.* Annuel (1958). Publié par l'Institut d'études sur l'U.R.S.S., Munich (Allemagne).
*Quatrième Internationale,* publication de la IV[e] Internationale.
*Recherches,* organe de la C.F.T.C.
*Reconstruction,* organe de la minorité de la C.F.T.C.
*Révolution Prolétarienne (La),* revue syndicaliste révolutionnaire. Mens. (1925).
*Revue des Comités d'entreprise* (C.G.T.).
*Revue socialiste (La),* revue mensuelle de culture politique et sociale publiée par le Parti socialiste et le Cercle d'Études socialistes Jean Jaurès.
*Socialisme ou barbarie,* organe de critique et d'orientation révolutionnaire. Trim. (1948). [Aux frontières du syndicalisme révolutionnaire].
*Spartacus.* Cahiers mensuels. Paris. Dir. : R. Lefeuvre. [Édite de grands textes du mouvement ouvrier].

*Témoins*, cahiers indépendants. Dir. : J. P. Samson, Zurich (Suisse). [Une expression des vieux groupes révolutionnaires suisses].

*Temps Modernes (Les)*. Mens. (1944). Paris, Gallimard. Dir. : J. P. Sartre.

*Tribune marxiste*. Mens. (janv. 1958).

### 3. Histoire générale

Beaumont, Maurice, *La faillite de la paix (1918-1939)* (Coll. Halphen et Sagnac, t. XX). Paris, P.U.F., 1951.

Chastenet, Jacques, *Vingt ans d'hisloire diplomatique (1919-1939)*. Genève, éd. du Milieu du Monde, 1945. In-16, 247 p.

Chevalier, Louis, *Histoire du XXe siècle*. Paris, Les Cours du Droit, 1955. 4 fasc. in-8°, polytypé.

Crouzet, Maurice, *L'époque contemporaine* (T. VII de l'*Hisloire générale des civilisations*). Paris, P.U.F., 1959.

Gathorne-Hardy, G. M., *A short history of International Affairs (1920 to 1938)*. London, 1938. Trad. française : *Hsloire des événements internationaux de 1920 à 1938*. Paris, P.U.F., 1946.

Kennan, Georges F., *La diplomatie américaine (1900-1950)*. Préface de Raymond Aron. Paris, Calmann-Lévy, 1952. In-8°, xlvi-213 p.

— *Soviet-American relations, 1917-1920*. Princeton, Princeton U.P., 1956. In-8°. T. I : *Russia leaves the war*. 1956. xiv-544 p. ; T. II : *The decision lo intervine*. 1956. xii-513 p.

— *La Russie soviétique et l'Occident. Quarante années d'histoire*. Paris, Calmann-Lévy, 1962. 362 p.

Krakovski, Édouard, *Histoire de Russie. L'Eurasie el t'Occident*. Paris, éd. Deux-Rives, 1954. In-8°, 429 p.

Maillet, Jean, *Histoire des faits économiques des origines au XXe siècle*. Paris, Payot, 1952. In-8°, 362 p.

Meyer, Henry, *Mitteleuropa in German Thoughl and Action, 1815-1945*. The Hague, Martin Nijhoff, 1955. xv-378 p.

Mourin, M., *Histoire des grandes puissances depuis la guerre*. Paris, 1939. In-8°.

Parias, L. H. (sous la direction de), *Histoire générate du travail*. T. III : *L'ère des révolulions (1765-1914)* ; T. IV : *La civilisation industrielle (1914-1960)*.

Pirenne, Jacques, *Les grands courants de l'histoire universelle*. T. VI : *De 1904 à 1939*. Paris, A. Michel, 1955.

Potiemkine, V. (sous la direction de), *Histoire de la diplomatie*. II. *1872-1939 ;* III : *1919-1939*. Paris, Libr. de Médicis, 1947.

Renouvin, Pierre, Preclin, Edmond et Hardy, Georges, *L'époque contemporaine*. II : *La paix armée et ta grande guerre (1870-1919)*. Paris, P.U.F., 1939. In-16 (Coll. Clio).

— (sous la direction de), *Histoire des relalions inlernationales*. T. VI : *Le XIXe siècle;* 2 : « De 1871 à 1914. L'apogée de l'Europe ». Paris, Hachette, 1955. In-8°, 402 p.

— *Histoire des retalions internationales*. T. VII : *Les crises du XXe siècle ;* 1 : « De 1915 à 1929 ». Paris, Hachette, 1957. In-8°, 376 p.

— *La crise européenne et la grande guerre (1904-1918)*. Paris, Alcan, 1934. In-8°, 640 p. Nouvelle éd., P.U.F., 1962. 779 p. (Peuples et Civilisations, vol. 19).

### 4. Histoire de la IIIe République

#### a) *Ouvrages généraux.*

Bainville, Jacques, *La IIIe République*. Paris, Plon, 1936. In-16, xi-232 p.

Beau de Loménie, Emmanuel, *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*. T. III :

*Sous la III^e République, la guerre et l'immédiat après-guerre, 1914-1924.* Paris, Denoël, 1954. In-16, 503 p.

BONNEFOUS, Georges, *Histoire politique de la III^e République.* Paris, 1955 et *sq.* In-8°.

BOURGIN, Georges, *La III^e République.* Paris, A. Colin, 1950. 234 p.

BOUJU, Paul et DUBOIS, Henri, *La III^e République.* Paris, P.U.F. (Que sais-je ?), 1952.

CHASTENET, Jacques, *Histoire de France sous la III^e République.* Paris, 1952. 6 vol, T. IV : *Jours inquiets et sanglants (1906-1918).* Paris, Hachette, 1957. In-8°. 408 p.

SEIGNOBOS, Charles, *L'évolution de la III^e République.* Paris, Hachette, 1921. (Vol. III de LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*).

b) *Détail.*

BARRAL, Pierre, *Le département de l'Isère sous la III^e République.* Thèse Lettres, Paris, 1958.

— « Géographie de l'opinion de la III^e République ». *L'Information Historique,* n° 4, 1962, p. 149.

BECARUD, J., *Le P.C. dans les élections législatives de 1919 à 1936.* Thèse doctorat d'Université.

BERNARD, Philippe, *Économie et sociologie de Seine-et-Marne, 1850-1950.* Paris, A. Colin, 1953. In-8°, 303 p.

BETTELHEIM, Charles, *Bilan de l'économie française (1919-1946).* Paris, P.U.F., 1947 In-8°, VIII-292 p.

BISSON, André, *L'inflation française, août 1914-mars 1925.* Préface d'A. Pinay, Paris. Libr. du Recueil Sirey, 1953. In-16, 87 p.

BOIS, P., *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe.* Paris, Mouton et C^ie, Thèse Lettres, 1960. 716 p.

BON, Annette, *L'évolution de la population ouvrière à Aubervilliers de 1908 à 1936.* D.E.S., Paris, 1961.

BORDES, Maurice, « L'évolution politique du Gers sous la III^e République ». *L'Information Historique,* 1961, p. 19-22.

CHEVALLIER, Jean-Jacques, *Histoire des institutions politiques de la France de 1789 à nos jours. Second cycle : 1870-1945.* Paris, Les Cours du Droit, 1950. 3 vol. In-8°, 368 p., autograph.

COHENDRY, J., *Sociologie électorale du département du Puy-de-Dôme de 1914 à 1939.*

COLLINET, Michel, *L'ouvrier français. Essai sur la condition ouvrière (1900-1950).* Avant-propos par E. Dolléans. Paris, Les Éd. Ouvrières, 1951. In-16, 217 p.

COMBE, P., *Niveau de vie et progrès technique en France (1860-1929).* Paris, 1956. In-8°.

DANSETTE, Adrien, *Histoire religieuse de la France contemporaine sous la III^e République.* Paris, Flammarion, 1951. In-16, 693 p.

DERRUAU-BONIOL, S., « Le département de la Creuse. Structure sociale et évolution politique », *Revue française de Sciences politiques,* 1957, p. 38-66.

— « Le socialisme dans l'Allier de 1848 à 1914 », *Cahiers d'histoire,* 1957, p. 116-161.

DUPEUX, Georges, *Aspects de l'histoire sociale et politique du département du Loir-et-Cher, 1848-1914.* Paris, Thèse Lettres, 1957.

FAURE, Maurice, *Les élections législatives dans l'arrondissement de Périgueux sous la III^e République.* D.E.S., Toulouse.

GIARD, L., *Sociologie électorale de Paris.* Thèse Droit, Paris, 1948.

GILLE, Bertrand, *Les origines de la grande industrie métallurgique en France.* Intr. d'E. Dolléans. Paris, Domat-Montchrestien, 1947. Gr. in-8°, XXXI-212 p.

GOGUEL, François, *Histoire des Institutions politiques de la France.*

— *La politique des partis sous la III^e République.* Paris, éd. du Seuil, 1946, 2 vol. In-16.

— *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951.* Paris, A. Colin, 1951. In-8°, 144 p.
— et DUPEUX, Georges, *Sociologie électorale. Esquisse d'un bilan, guide de recherches.* Paris, A. Colin, 1951. In-8°, 90 p.
HALÉVY, Daniel, *La République des Comités. Essai d'histoire contemporaine (1895-1934).* Paris, Grasset, 1934. In-16, 197 p.
HAUGER, J., *Caractères et résultats économiques et humains du pays de Montbéliard de 1815 à nos jours.* D.E.S., Besançon.
LACHAPELLE, Georges, *L'œuvre politique d'après-guerre, la réforme électorale, la révision de la Constitution.* Paris, G. Roustan, 1919. In-8°, 47 p.
— *Les finances de la IIIe République.* Paris, Flammarion, 1937. In-16, 253 p.
LAMY, Gilbert, *La crise de l'économie française de 1920 à 1924.* Paris, D.E.S., 1958.
LEBEAU, R., « Géographie électorale du Jura français », *Université de Rennes,* 1952, p. 328-349.
LONG, R., *Les élections législatives en Côte-d'Or depuis 1870. Essai d'interprétation sociologique.* Paris, 1955. 300 p.
MAGADUR, Y., *Évolution de l'opinion politique au Faubourg Saint-Antoine (XIIe arr.) de 1871 à 1914.* D.E.S., Paris, 1950.
MANSIRE, P., « L'évolution politique de la Seine-Inférieure sous la IIIe République ». *Annales de Normandie,* 1956.
NICOLET, Claude, *Le radicalisme.* Paris, P.U.F. (Que sais-je ?) 1957.
PATAUT, J., *Sociologie électorale de la Nièvre (1902-1951).* Paris, 1953.
VAN REGEMORTEN, J. L., *L'évolution de l'opinion politique à Paris (Xe arrt) de 1848 à 1914.* D.E.S., Paris, 1950.
SÉE, Henri, *Histoire de la Ligue des Droits de l'Homme (1898-1926).* Paris, Ligue des Droits de l'Homme, 1927. In-16, 240 p.
SIEGFRIED, André, *Tableau des Partis en France.* Paris, 1930. In-12.
SORRE, Maurice, *Le Parti radical à la fin du XIXe siècle.* Thèse Lettres, Paris.
VERDEIL, G., *Évolution de l'opinion politique dans le Ve arrt de 1871 à 1939.* D.E.S.
WEBER, E., *The nationalist revival in France, 1905-1914.* Berkeley U.P., 1959.

## 5. HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

ALLIGIER, Charles, « Socialisme, bolchevisme et France », *Spartacus,* Cahiers mensuels, avril 1946.
(Anonyme), *Histoire du Parti communiste français.* Paris, éd. Veridad. In-16, 2 vol. I : *Des origines du P.C.F. à la guerre de 1939 ;* II : *De 1940 à la Libération.* 1961, 290 et 316 p.
ARVON, Henri, *L'anarchisme.* Paris, P.U.F. (Que sais-je ?) 1951.
BERNSTEIN, Samuel, *The beginnings of Marxian Socialism in France.* New York, Social Sience studies, 1933.
BOUGLÉ, Célestin, *Socialismes français. Du « socialisme utopique » à la « Démocratie industrielle ».* Paris, 1933. In-16, VIII-200 p.
BOURGIN, Hubert, *Les systèmes socialistes.* Paris, 1923.
BOURGIN, Georges et RIMBERT, Pierre, *Le socialisme.* Paris, P.U.F. (Que sais-je ?) 1952.
BRUHAT, Jean, *Histoire du mouvement ouvrier français.* T. I. Paris, éd. Sociales, 1952.
— *Esquisse d'une histoire de la C.G.T.* (avec M. PIOLOT). Centre confédéral d'éducation ouvrière, Paris, 1958. 238 p.
DEYON, Pierre, *Recherches sur le Parti ouvrier guesdiste (1879-1893).* D.E.S., Paris, 1950.
DOLLÉANS, Édouard, *Histoire du mouvement ouvrier.* Préface de Lucien Febvre. 5e éd. Paris, A. Colin, 1953. 3 vol. I : *1830-1871 ;* II : *1871-1920 ;* III : *1921 à nos jours.*
— et DEHOVE, Gérard, *Histoire du travail en France, mouvement ouvrier et législation sociale.* Préface par Émile James. I : *Des origines à 1919.* Paris, Domat-Mont-

chrestien, 1953. 419 p. II : *De 1919 à nos jours.* Paris, Domat-Montchrestien, 1955. 511 p.

— et CROZIER, Michel, *Mouvements ouvrier et socialiste. Chronologie et bibliographie. Angleterre, France, Allemagne, États-Unis, 1750-1918.* Paris, Les Éditions Ouvrières, 1950. In-8°, XVI-383 p.

HALÉVY, Élie, *Histoire du socialisme européen, rédigé d'après les notes de cours par un groupe d'amis et d'élèves.* Préface de Raymond Aron. Paris, Gallimard, 1948. In-8°, 368 p.

LABROUSSE, C. E., *Histoire du socialisme.* Cours aux élèves de l'I.E.P., 1951-1952. 51 p.

LASSERRE, G., *Histoire du syndicalisme ouvrier en France.* Cours aux élèves de l'I.E.P., 1954-1955.

LEFRANC, Georges, *Le mouvement socialiste sous la Troisième République* (1875-1940). Paris, Payot, 1963. 444 p.

LEROY, Maxime, *Le socialisme.* Paris, Les Cours du droit, 1947. 3 vol., gr. in-4°, autographié (Université de Paris, Institut d'études politiques).

— *Les tendances du pouvoir et de la liberté en France au XX^e^ siècle.* Paris, Sirey, 1937. In-8°, 167 p.

— *Histoire des idées sociales en France.* I : *De Montesquieu à Robespierre.* Paris, Gallimard, 1946. In-8°, 387 p. ; II : *De Babeuf à Tocqueville.* Paris, Gallimard, 1950. In-8°, 551 p. ; III : *D'Auguste Comte à J. P. Proudhon.* Paris, Gallimard, 1954. In-8°, 398 p.

LIGOU, Daniel, *Histoire du socialisme en France (1871-1961).* Paris, P.U.F., 1962. In-8°, 672 p.

MAITRON, Jean, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914).* Paris, Société Universitaire d'éditions et de librairie, 1951. Gr. in-8°, 744 p.

MISES, Ludwig von, *Le socialisme, étude économique et sociologique.* Traduit de l'allemand. Préface de François Perroux. Paris, Libr. de Médicis, 1938. In-8°, 627 p.

MITTLER, Eugène, *La question des rapports entre le socialisme, le syndicalisme et la franc-maçonnerie.* Paris, Impr. ouvrière, 1911. In-16, 63 p.

MONTREUIL, Jean (Pseudonyme de G. Lefranc), *Histoire du mouvement ouvrier en France, des origines à nos jours.* Paris, Aubier, 1948. In-16, 605 p.

PIROU, Gaétan, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire.* Thèse Droit, Paris, 1910. In-8°, XX-422 p.

— *Les doctrines économiques en France depuis 1870.* Paris, Colin, 1925. In-16, 208 p.

PRELOT, Marcel, *L'évolution politique du socialisme français, 1789-1934.* Paris, Spes, 1939. In-8°, 302 p.

ROSSI, Angelo Tasca, dit Amicalre, *Physiologie du Parti communiste français.* Paris, éd. Self, 1948. In-8°, XL-467 p.

SERGENT, Alain et HARMEL, Claude, *Histoire de l'anarchie.* Paris, Le Portulan, 1949. In-8°, 451 p.

### 6. Le socialisme sous la III^e^ République

BIENNES, Marc, *Le mouvement socialiste et la pénétration socialiste dans la région de Bordeaux (1870-1914).* D.E.S., Paris, 1959. 138 p.

BRUHAT, Jean, « Le guesdisme dans nos départements du Nord », *Servir la France,* mai 1945.

COULET, *Histoire du socialisme à Marseille.*

DECOUTY, Guy, *Le Parti socialiste en Haute-Vienne (1905-1939).* D.E.S., Paris, 1953.

DUPRAT, P. G., *Le Parti socialiste, le syndicalisme et le mouvement ouvrier aux élections de mai 1914 en France, d'après la presse.* D.E.S., Paris, 1955.

DUMESNIL, Françoise, *Le rôle du journal La Fronde dans le mouvement féministe au début du XX^e^ siècle.* D.E.S., Paris, 1961.

LABROUSSE, C. E., « Montée du socialisme en France depuis un siècle. Géographie du socialisme », *La Revue Socialiste* (mai-juin 1946).

Leclerc, I., *La vérité sur Gustave Hervé*. Paris, 1946.

Lenoble, Jean, *L'évolution politique du socialisme en Haute-Vienne sous la III^e République*. Thèse, I.F.S.P., Paris, 1949-1950, 214 p.

Mary, F. H., *L'opinion publique et le socialisme dans le département de Seine-et-Marne de 1880 à 1936*. D.E.S., Paris, 1948.

Noland, A., *Les fondements du Parti socialiste français (1893-1905)*. Cambridge, Harvard U.P., 1956. In-8°, xii-233 p.

Rimbert, Pierre, « L'avenir du Parti socialiste », *La Revue Socialiste* (févr. 1952).

Rougeron, *Le mouvement socialiste en Bourbonnais*. D.E.S.

7. Le syndicalisme

Bompeix, J. P., *Le syndicalisme français et l'arbitrage obligatoire*. I.F.S.P., 1954, 189 p.

Bossis, Philippe, *L'influence de La Bataille Syndicaliste et de La Vie Ouvrière sur le syndicalisme révolutionnaire*. D.E.S., Paris, 1961.

Brachet, J. P., *Trélazé, foyer anarcho-syndicaliste (1890-1914)*. D.E.S., Rennes, 1961.

Capitant, Henri et Cuche, Paul, *Cours de législation industrielle. Coalitions et grèves; associations professionnelles, contrat de travail; réglementation légale du travail*. Paris, Dalloz, 1921. In-8°, 566 p.

Chaumel, Guy, *Histoire des cheminots et de leurs syndicats*. Paris, M. Rivière, 1948. xxxii-200 p.

Chambelland, Colette, *L'idée de grève générale en France (1871-1914)*. D.E.S., Paris, 1953. 185 p.

Collinet, Michel, *L'ouvrier français. Esprit du syndicalisme. Essai. Avant-propos*, par Édouard Dolléans. Paris, Les Éditions ouvrières, 1952. In-16, 232 p.

Davy, Françoise, *Les origines de l'organisation syndicale chez les instituteurs sous la III^e République*. D.E.S., Paris, 1953.

Dolléans, Édouard, *Drames intérieurs*. Paris, Denoël, 1944. In-16, 323 p.

Duchesne, Jean, *La grève*. Thèse, Droit. Paris, 1949. 337 p.

Faure, Petrus, *Le Chambon rouge. Histoire des organisations ouvrières et des grèves au Chambon-Feugerolles*. Le Chambon, 1940. In-8°.

Ferré, Max, *Histoire du mouvement syndicaliste révolutionnaire chez les instituteurs. Des origines à 1922*. Thèse Lettres, Paris, 1955. S.U.D.E.L., 335 p.

Fournier, Anne-Marie, *Les tentatives d'organisations syndicales chez les postiers sous la III^e République (1900-1914)*. D.E.S., Paris, 1953.

Goetz-Girey, *La pensée syndicale française, militants et théoriciens*. Paris, A. Colin, Cahier de la Fondation des Sciences Politiques, 1948. In-8°, 175 p.

Gubbels, R., *La grève, phénomène de civilisation*. Bruxelles, Univ. libre, Institut de Sociologie, 1962. In-8°, 334 p.

Hébert, Jean, *Le « lock-out », étude historique et juridique*. Thèse Droit, Paris, 1954. 242 p.

Knowles, *Strikes, a study in industrial conflict*. Oxford, 1952.

Lefranc, Georges, *Histoire du mouvement syndical français*. Préface de C. Bouglé. Libr. Syndicale, Paris, 1937.

— *Le syndicalisme dans le monde*. Paris, P.U.F. (Que sais-je ?) 1949.

— *Les expériences syndicales internationales, des origines à nos jours*. Paris, éd. Montaigne, 1952.

— *Le syndicalisme en France*. Paris, P.U.F. (Que sais-je ?) 1953.

Le Marec, Gérard, *La C.G.T.U., expérience du syndicalisme bolchevique en France des origines à 1929*. Thèse, I.F.S.P., 1953. 124 p.

Lipset, S. M., *Trade Unions and Social Structure, Industrial Relations*. I, 1, p. 75-89.

Lorwin, *The French Labor Movement*. Cambridge, Harvard U.P., 1954. In-8°, 346 p.

Mohortynski, Piotr, *Essai sur l'évolution du syndicalisme depuis 1918*. Paris, Libr. du Recueil Sirey, 1952. 200 p.

NAEF, Eugen, *Zur Geschichte des französischen Syndikalismus. Geislige Kräfle der freien Gewerkschaftsbewegung in der ersten hälfte des Zwanzigslen Jahrhunderls.* Europa Verlag, Zurich, 1953. 250 p.
PLAN, Suzy, *Les syndicals ouvriers dans l'Isère (1919-1930).* D.E.S., Grenoble, 1958.
RIOUX, Lucien, *Où en est le syndicalisme ?* Paris, Buchet-Chastel, 1960. 175 p.
ROUSSEL, Agnès, *Les forces syndicales françaises à ta veille de la première guerre mondiale.* D.E.S., Paris, 1958. 210 p.
THOREL, Guy, *Chronologie du mouvement syndical ouvrier en France, 1791-1946.* Paris, éd. du Temps Présent, 1947.
VIDALENC, Georges, *Aspects du mouvemenl syndical français.* Bruxelles, C.I.S.L., 1953. 117 p.
VIGNAUX, Paul, « La Charte d'Amiens dans son contexte historique », *Reconslruclion,* août-septembre 1956, p. I-XVI.

### 8. LE MARXISME

Nous avons relevé ici, non les travaux de marxologie sur l'œuvre et la pensée de Marx, mais les ouvrages de réflexion sur ou à partir du marxisme, susceptibles d'éclairer les débats doctrinaux de l'après-guerre mondiale.

ARON, Raymond, *Les rapports de la polilique el de l'économie dans ta doclrine marxisle. Inventaires. II.* Paris, Alcan, 1937.
BERDIAEFF, Nicolas, *The origins of Russian Communism.* Traduit du russe. Londres, 1937. In-8°.
BERACHA, Sammy, *Le marxisme après Marx.* Paris, M. Rivière, 1937. In-16, 223 p. (Bernstein, Kautsky, Sorel).
BIGO, Pierre, *Marxisme et humanisme. Introduclion à l'œuvre économique de K. Marx.* Préface de Jean Maréchal. Paris, P.U.F., 1954. XXXII-269 p.
BUBER, Martin, *Paths in Utopia.* Londres, 1949.
CAILLOIS, Roger, *Description du marxisme.* Paris, Gallimard, 1950. In-16, 63 p.
CAMUS, Albert, *L'homme révolté.* Paris, Gallimard, 1951. In-16, 383 p.
COLLINET, Michel, *La tragédie du marxisme, du « Manifesle communiste » à la stralégie totalitaire, essai critique.* Paris, Calmann-Lévy, 1948. In-16, 339 p.
— *Du botchevisme, évolution et variations du marxisme-téninisme.* Paris, Le Livre contemporain, 1957. In-8°, II-280 p.
EASTMAN, Max, *La science de la révolulion.* Traduit de l'anglais. Paris, Gallimard, 1928. In-16, 296 p.
GAY, Peter, *The Dilemma of Democralic Socialism. Eduard Bernstein's Challenge lo Marx.* New York, Columbia U.P., 1952. XVII-334 p.
GOLDMANN, Lucien, *Recherches dialecliques.* Paris, N.R.F., 1959. In-8°, 356 p.
GUÉRIN, Daniel, *Jeunesse du socialisme libertaire.* Paris, Rivière, 1959. In-8°, 186 p.
— « La révolution déjacobinisée », *Les Temps Modernes,* avril 1957.
HAUBTMANN, Abbé Pierre, *Marx el Proudhon, teurs rapporls personnels, 1844-1847.* Paris, Économie et Humanisme, 1947. In-16, 107 p.
LEFEBVRE, Henri, *Pour connaître la pensée de Karl Marx.* Paris, Bordas, 1947. 246 p.
MASCOLO, Dyonis, *Le communisme, révolution et communicalion, ou la dialeclique des valeurs et des besoins.* Paris, Gallimard, 1953. In-8°, 567 p.
MERLEAU-PONTY, Maurice, *Humanisme et terreur.* Paris, Gallimard, 1947. 206 p.
MOCH, Jules, *Confrontalions.* Gallimard, Paris, 1952. 477 p.
MONNEROT, Jules, *Sociologie du communisme.* Paris, Gallimard, 1949.
RUBEL, Maximilien, *Karl Marx, Essai de biographie inlellecluelle.* Paris, M. Rivière, 1957. 460 p.
RUSSELL, Bertrand, *Hisloire des idées au XIX^e siècle. Liberté el organisalion.* Traduit de l'anglais. Paris, Gallimard, 1938. In-8°, 397 p.

VOINEA, Serban, *La socialisation.* Préfacc de Bracke. Paris, P.U.F., 1950. xv-220 p.

WEIL, Simone, *Oppression et liberté.* Paris, Gallimard, 1955. In-8°, 273 p.

ZÉVAÈS, Alexandre, *De l'introduction du marxisme en France.* Paris, Rivière, 1947. In-16, 216 p.

### 9. La guerre

ALAIN, *Correspondance avec Élie et Florence Halévy (1892-1937).* Préface et notes par Jeanne-Michel Alexandre. Paris, Gallimard, 1958. In-8°, 471 p. [*Cf.* Ire partie, I, 3].

BEAU DE LOMÉNIE, Emmanuel, *Le débat de ratification du traité de Versailles à la Chambre des députés et dans la presse en 1919.* Paris, Denoël, 1945. In-16, 240 p.

DIGEON, Claude, *La crise allemande dc la pensée française, (1871-1914).* Thèse Lettre, Paris, 1959. [L'évolution du patriotisme français à travers les grands écrivains].

DUCASSE, André, *La guerre racontée par les combattants.* 2 vol. *Anthologie des écrivains du front (1914-1918).* Paris, Flammarion, 1932. In-12, 297 p. et 150 p. [Un remarquable document].

— MEYER, Jacques, PERREUX, Gabriel ct GENEVOIX, Maurice, *Vie et mort des Français (*1914-1918*).* Paris, Hachette, 1959. In-8°, 508 p. [Un remarquable document différé].

MAYER, A. J., *Political origins of the new diplomacy (1917-1918).* New Haven, Yale U.P., 1959. In-8°, 435 p. [Une tentative neuve pour expliquer la politique internationalc des États par leur situation intérieure].

NERAUD DE BOISDEFFRE, Pierre, *Le nationalisme et le socialisme en France de 1871 à 1914.* I.F.S.P., 1946. In-4°, 144 p.

RATINAUD, Jean, *1917 ou la tragédie d'avril.* Paris, Fayard, 1960. In-16, 318 p.

THOUMIN, Richard, *La Grande Guerre.* 3 vol. I : *La Marne (1914)* ; II : *Verdun (1915-1916)* ; III *La victoire (1918).* Paris, Julliard, 1960. [Des textes intéressants].

WATT, R. M., *Dare call it Treason*, New York, 1963.

ZIEBURA, G., *Die Deutsche Frage in der öffentlichen Meinung Frankreichs von 1911 bis 1914.* Berlin, 1954. In-8°.

### 10. Le mouvement ouvrier et la guerre

ANTIOCO, Mura Giovanni, *L'Internazionale e la Guerra.* Gastaldi, Milano-Roma, 1952.

BANTKE, S., *Borba za sozdanie Kommounistitcheskoï partii Frantsii. Tch. I : Tsimmerwaldskoe dvijenie vo Frantsii v gody mirovoï voïny 1914-1918 g.* (La lutte pour la création du Parti communiste en France. 1re partie : Le mouvement zimmerwaldien en France pendant la première guerre mondiale de 1914 à 1918). Moskva, Partizdat, 1936. In-8°, xvi-246 p. [Sur l'ensemble des études soviétiques citées ici, *cf.* Ire partie, III, 2].

DELAUNAY, Yvcs, *La C.G.T. durant la première guerre mondiale.* D.E.S., s.d., Paris, 201 p.

DRACHKHOVITCH, Milorad M., *Le socialisme français et allemand et le problème de la guerre, 1870-1914.* Droz, Genèvc, 1953. xiv-385 p. [Livre riche en réflexions et aperçus évocateurs].

FAINSOD, Merle, *International Socialism and thc World War.* Cambridge, Harvard U.P., 1935. In-8°, 238 p. [Important].

GANKIN, Olga Hess, and FISHER, H. H., *The Bolsheviks and the world war. The origins of the Third International.* California, Stanford U.P.-London, Oxford U.P., 1940. In-8°, xviii-856 p. [Un livre de base].

HOSTETTER, Richard, « La questione della guerra nel Partito socialista francese. Hervé, Guesde, Jaurès », *Rivista storica del socialismo.* Mag-ag. 1960, p. 357-389.

KOROLEV, N., « V. I. Lenin i Zimmerwaldiskoe Ovledinenie » (W. I. Lénine et l'Union de Zimmerwald), *Voprosy Islorii KPSS*, 1960, nº 2, p. 139-155.

KOZEVNIKOVA, L. P., *Rabočee i socialističeskoe dviženie vo Francii v 1917-1920 g.* (Lc mouvement ouvrier et socialiste en France de 1917 à 1920). Moscou, Socgiz, 1959, 288 p.

MEYNELL, Hildamarie, « The Stockholm Conference of 1917 », *Inlernational Review of Sociat History*, 1960, vol. V, part. 1, p. 1-25 ; 1960, vol. V, part. 2, p. 202-225.

MOREL, Christiane, *Recherches sur te mouvemenl syndicatisle-révolutionnaire à Paris el dans la Région Parisienne en 1917-1918.* D.E.S., Paris, 1958. [Monographic sérieusc fondée sur une lecturc attentive de la presse].

NIÉRÉS, C., *Le mouvemenl anarchisle el la première guerre mondiale.* D.E.S., Paris, 1958.

ROSMER, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre.* T. I : *De t'Union Sacrée à Zimmerwald.* Paris, Libr. du Travail, 1936. In-8º, 590 p. ; T. II : *De Zimmerwald à la révolution rnsse.* Paris, Mouton, 1959. In-8º, 251 p. [Témoignage capital d'un des animateurs du courant minoritaire français. Nombreux documents].

SIEGER, K., *Die junge Fronl. Die revolutionäre Arbeiler-Jugend in Kampf gegen den 1. Weltkrieg.* Berlin, 1958. In-8º.

TYCH, Feliks, « La participation des partis ouvriers polonais au mouvemcnt de Zimmerwald », *Annali*, 1961, p. 90-125. [L'étude dépasse son titre].

### 11. La révolution russe

ABRAMOVITCH, Raphael R., *The Soviet Revolution*, 1917-1939. New York, International U.P., 1962. XVIII-473 p. [Point de vue d'un Menchevik[.

BUNYAN, James et FISHER, H. H., *The bolshevik Revolution, 1917-1918. Documenls and materials.* Stanford U.P., 1934. In-8º, XII-735 p.

BUNYAN, James, *Intervention, civil war and communism in Russia (apr.-dec. 1918). Documents and materials.* Baltimore, 1936. In-8º.

CARR, Edward Hallett, *A history of Soviet Russia : the Bolshevik Revolulion, 1917-1923.* London, Mac-millan, 1950-1953. 3 vol.

CHAMBERLIN, W. H., *The Russian Revolulion (1917-1921).* 2 vol. Londres, 1935. [Demeure l'un des meilleurs ouvrages sur la question].

COQUIN, François-Xavier, *La révolulion russe.* Paris, P.U.F. (Que sais-je ?), 1962. In-8º, 126 p.

DEGRAS, Jane, *Soviet Documenls on Foreign policy.* Vol. I : *1917-1924.* XXI-501 p. Oxford U.P., London, 1951.

FREYMOND, Jacques, *Lénine el l'impérialisme.* Lausane, Payot, 1951. In-16. [Un essai sur la doctrine de Lénine comparée avec les autres théories socialistes de l'impérialisme].

GORKI, M., MOLOTOV, V., VOROCHILOV, K., KIROV, S., JDANOV, A., STALINE, J. (sous la direction de), *Hisloire de la guerre civile en U.R.S.S.* I : *Préparalion de ta grande révolulion prolélarienne.* Coopérative d'éditions des ouvriers étrangers en R.R.S.S., Moscou, 1937 ; II : *La grande révolulion prolétarienne (oct.-nov. 1917).* Éd. en langue étr., Moscou, 1946, 634 p. [Autrc titre : *Histoire de la révolution russe.* Paris, éd. Sociales, 1946. 4 vol.].

*Hisloire du Parti communiste (botchevik) de l'U.R.S.S.*, précis rédigé par une commission du Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. et approuvé par le Comité Central du P.C. (b) de l'U.R.S.S (1938). Éditions sociales, 1946. [*Cf.* Ire partie, II, 1].

*Hisloire du Parli communiste de l'Union Soviétique*, manuel composé sous la direction de B. Ponomarev. Moscou, éd. en langues étrangères, 1960. 880 p. [C'est la nouvelle édition de l'ouvrage précédent, postérieure au 20e Congrès du P.C.U.S.].

IAROSLAVSKY, Emilian, *Istoria V.K.P. (b)*, Moscou et Leningrad, 1929.

GUTKINA, I. G., « Otkliki vo Francii na Velikuju Oktjabrskuju socialističeskuju revolyucyu » (L'écho en France de la grande révolution socialiste d'Octobre). *Vestnik*

*leningradskogo Universitela*, 1957, n° 20 (Série Histoire, fasc. 4), p. 80-94.
KUZNECOVA, N. V., « Borb'a francuzskogo naroda proti v otkrytoj antisovetskoj intervencii Antanty vesnoj 1919 g ». (La luttc du peuplc français contre l'intervention soviétiquc ouvcrte dc l'Ententc, printemps 1919), *Voprosy Istorii*, 1957, n° 11, p. 109-126.
KUSNEZOV, I. et LATVIENKO, S., *Gazeta Social-Demokrat* (Le journal Le Social-Démocrate). Moscou, Gipl, 1960. 190 p.
LEJBEROV (I. P.) et SKARATAN (O. I.), « K voprosu o sostave petrogradskikh promyslemnykh rabocikh v 1917 goda » (A propos de la composition de la classe ouvrière dc Petrograd cn 1917). *Vopross Islorii*, 1961, 1, p. 42-58.
LEGRAS, J., « L'agonie de la Sibérie (1918-1920) », *Le Monde Slave*, septembrc 1932, p. 374-399.
LÉONTIN, L. « L'indépendance de l'Estonie », *Revue d'hisloire de la guerre mondialc*, 1933, p. 119.
PIPES, Richard, *The formation of lhe Soviel Union. Communism and nationalism, 1917-1923.* Harvard U.P., Cambridge, 1954. XVI-356 p.
RESHETAR, J. S., *Thc Ukrainian Revolution, 1917-1920. A sludy of a nalionalism.* Princeton, 1952. In-8°.
RUTYCH, Nicolas, *Le Parti communisle au pouvoir. En U.R.S.S.*, 1917-1960. Préface de Michcl Garder. Paris, La Table Ronde, 1961. 225 p. [Ouvrage d'un Soviétique émigré après la seconde guerrc mondiale.
SETON-WATSON, *The pattern of Communist Revolution. An historic alanalysis.* London, 1953.
SUKHANOV, N. N., *The Russian Revolution : 1917. A personal record.* New York, 1955, Oxford U.P. XXXVII-691 p.
STURMTHAL, Adolf, *The Tragedy of European Labour, 1918-1939.* London, V. Gollancz, 1944. In-16, 288 p.
STRAKHORSKY, L., *Intervention at Arkhangelsk.* Princcton, 1944.

### 12. LE BOLCHEVISME

ALEXINSKI, Grcgoire, *La Russie révolutionnaire, des émeutes de la Russie agraire à l'organisation stalinienne.* Paris, A. Colin, 1947. In-8°, 268 p. [Antibolchevik].
BLACK, C. E., *The lransformalions of Russian Society.* Harvard U.P., Cambridge, Mass., 1960.
BOBROWSKI, Czeslaw, *Formalion du système soviétique de planification.* Paris, Mouton, 1956. In-8°, 92 p. [Une analysc intéressante].
BROUÉ, Pierre, *Le Parli botchevik.* Paris, éd. de Minuit, 1963. 628 p.
CHURCHILL, Sir Winston, *Churchill parle. Le botchevisme vu par un homme d'État anglais (1919-1941).* Citations réunics par Liliencrantz (S.l.n.d.). In-8°, 16 p.
COGNIOT, Georges, *Ce que nous enscigne « l'histoire du Parti bolchevik »*, conférence faite lc 12 avril 1939. Paris, s.d. In-16, 30 p. [Point de vue d'un membre du C.C. du P.C.F.].
— *L'histoirc du Parti bolchevik el scs enseignements actuels.* Paris, éd. Sociales, 1949. In-16, 48 p.
DALLIN, David J., *The changing world of Soviet Russia.* New Havcn, Yale U.P., 1956. In-8°, x-422 p. [Important].
DEUTSCHER, Isaac, *Soviet trade unions, their place in Soviel Labour policy.* London, Royal Institue of National Affairs, 1950. In-16, IX-156 p. [Un ouvrage cssentiel sur le mouvcment syndical soviétique].
DEWAR, Margarct, *Labour policy in the U.S.S.R. (1917-1928).* Royal Institutc of Foreign Affairs, Londres, 1956, 286 p.
FAINSOD, Merlc, *How Russia is ruled.* Harvard U.P., 1953. In-8°, XIV-574 p. Trad. française : *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée.* Paris, éd. de Paris, 1957. Gr. in-8°, 503 p. [Un ouvrage de base].

— *Smotensk under Soviet Rute.* Cambridge, Mass., Harvard U.P., 1958. In-8°, xii-484 p.
— « Conditions de l'historien soviétique », *Le Contrat Sociat,* vol. VI, n° 3, mai-juin 1962, p. 130-139. [Une brève analyse de l'historiographie soviétique].
Fischer, Louis, *The Soviets in wortd affairs, a history of the rclations between the Soviet Union and the rest of the wortd, 1917-1929.* Princeton, 1951. 2 vol. In-8°, xviii-x-892 p. (rééd.). Trad. française de la 1re éd. : *Les Soviets dans tes Affaires mondiates.* Paris, Gallimard, 1933. In-8°. 767 p. [Un ouvrage déjà aneien et cependant encore utile].
Hunt, R. N. Carew, *Books on communism. A bibtiography edited.* London, 1959. In-16, x-333 p.. [utile]
— *The theory and Practice of Communism.* Londres, 1950. Trad. françaisc : *Théorie et pratique du communisme.* Paris, Les Iles d'Or, 1952. In-8°, 306 p.
Kennan, G. F., *La Russie soviétique et t'Occident. Quarante années d'histoire.* Paris, Calmann-Lévy, 1962. 362 p. [La réflexion d'un diplomate sur son expérience : un livre suggestif].
Limon, D. « Lénine et le eontrôle ouvrier », *Rcvue Internationate,* avril-mai 1946.
Moore, Barrington Jr., *Soviet Potitics : The Ditcmma of Power.* Harvard U.P., 1950.
Mouskely, Miehel, « L'évolution historique de l'État soviétique », *Revue Internationale de Droit comparé,* avril-juin 1955, p. 324-348.
— et Jedryka, Zygmunt, *Le gouvernement de t'U.R.S.S.* Paris, P.U.F., 1961. [Une mise au point sérieuse].
Prokopowics, Serge N., *Histoire économique de t'U.R.S.S.* Trad. du russe. Paris, Au Portulan, Flammarion, 1952. In-8°, viii-629 p. [Une information étendue].
Rosenthal, Gérard, *Mémoire pour ta réhabititation de Zinoviev (L'affaire Kirov).* Paris, R. Julliard, 1962. In-8°, 166 p. [Ce qu'un ami de Trotski eroit devoir répéter après le 20e Congrès du P.C.U.S.].
Schapiro, Leonard, *The origin of the communism autocracy. Politicat opposition in the soviet first phase (1917-1922).* The London School of eeonomics and politieal seienee, 1955, 347 p. Trad. française : *Les Botcheviks et t'opposition. Origines de t'absotutisme communiste. Premier stade (1917-1922).* Paris, Lcs Iles d'Or, 1957. 396 p. [Un livre essentiel : l'information y est considérable].
— *The Communist Party of the Soviet Union.* Londres, 1960. In-8°, 631 p. [Ouvrage de référenees[.
Schwarz, Salomon M. *Les ouvriers en Union Soviétique.* Traduit par E. Dussauzc. Paris, Rivière, 1955. In-8°, 536 p.
Simmons, Ernest J. (sous la direction de), *Continuity and change in Russian and Soviet thought.* Harvard U.P., Cambridge, Mass., 1955. xii-563 p. [Important].
Sorel, Gcorges, *Lettres à Paut Detessatte, 1914-1921.* Introduetion par Robert Louzon. Avant-propos de Jean Prugnot. Paris, Grasset, 1947. In-16, 239 p. [Intéressant pour la compréhension de l'évolution sorélienne].
Souvarine, Boris, *Statine, aperçu historique du botchevisme.* Paris, Plon, 1935. In-8°, 574 p. [Eneore aujourd'hui, demeure l'ouvrage capital].
Towster, Julian, *Politicat Power in the U.S.S.R. (1917-1947). The theory and structure of governement in the Soviet State.* Oxford U.P., New York, 1948. In-8°, xvii- 443 p.
Zaleski, Eugène, *Mouvements ouvriers et socialistes (Chronotogie et bibtiographie). La Russie.* T. I : *1725-1907.* Paris, Les Éditions Ouvrières, 1956. 454 p.

## 13. Expériences internationales

Berlau, J. A., *The German Social-democratic Party, 1914-1921.* New York, 1949. In-8°.
Borkenau, Frantz, *Un essai d'anatyse historique des Partis socialistes dans t'Europe contemporaine.* Annales d'histoire économique et sociale, 1935.

COLLOTTI, Enzo, *Die Kommunistische Partei Deutschlands (1918-1933). Ein bibliographischer Beitrag.* Feltrinelli, 1961. 217 p.
FISCHER, Ruth, *Stalin and German Communism, a study in the origins of the State Party.* With a prefaee by Sidney B. Fay. Cambridge, Harvard U.P., 1948. In-8°, XXIV-687 p. [L'auteur, aneienne seerétaire du P.C. allemand, propose un grand nombre de réflexions stimulantes sur la base d'une information étendue].
GRAMSCI, Antonio, *L'Ordine Nuovo (1919-1920).* Turin, G. Einaudi, 1954. In-8°, XVI-502 p. (Opere di Antonio Gramsei).
HAAG, Henri, *La social-démocratie allemande et ta première guerre mondiale,* rapport présenté au 9e Congrès International des Seiences Historiques, Stoekholm, 21-28 août 1960. Rapport, V, Almquist et Wiksell, 1960, p. 61-96 (bibliogr.).
MAGRI, F., *Contrôle ouvrier et conseils d'usine en Italie et ailleurs (1916-1947).*
RENNER, Karl, *Nachgetassen Werke.* Vol. II : *Österreich von der Ersten zur Zweiten Republik.* Wiener Volksbuehhandlung, Wien, 1953. 282 p.
ROSENBERG, Arthur, *Enstehung und Geschichte der Weimarer Republik.* Europäisehe Verlagsanstalt, Frankfut/Main, 1955. 502 p.
SCHMITT, Bernadotte Everly, *Poland.* Berkeley, U.P., 1947. In-8°, XXI-500 p.
SCHORSKE, Carl E., *German sociat-democraey, 1905-1917. The development of the great schism.* Harvard U.P., 1955. Cambridge. In-8°, 358 p.
SHOTWELL, J. T., *Poland and Russia (1914-1945).* New York, 1945.

## 14. LA IIe INTERNATIONALE

COLE, G. D. H., *A history of socialist thought.* London. III : *The Second International.* 2 vol. (I : *1889-1914 ;* II : *1914-1956*). In-8°, XVIII-1043 p. [Un ouvrage essentiel].
DRACHKHOVITCH, Milorad M., *De Karl Marx à Léon Blum, la crise de la social-démocratie.* Préface de Henri Brugmans. Genève, E. Droz, 1954. Gr. in-8°, 180 p. [Un livre stimulant].
GROSSER, Alfred, *Les internationales des Partis politiques.* L'Eneyelopédie française (XI).
HAUPT, G. C., *La IIe Internationale (1889-1914). Étude critique des sources. Répertoire anatytique des Actes officiets imprimés, des Congrès et Conférences internationaux et du B.S.I.* Thèse Hist. 3e Cyele, Paris, 1962. [Un préeieux instrument de travail].
JOLL, James, *The Second International, 1889-1914.* London, Weidenfeld and Nieolson, 1955.
LENZ, J., *The Second International.* International Publications, New York, 1932.
SOKOLOVA, Maria, *Les Congrès de l'Internationale Socialiste entre les deux guerres mondiales.* Thèse Seienees Économiques. Genève, 1954. In-8°, 207 p.
VAN DER ESCH, Patrieia, *La IIe Internationale (1889-1923).* Préface de G. Bourgin. Bibl. d'histoire éeonomique et sociale. Paris, Rivière, 1957. In-8°, 186 p. [Une première mise au point].

## 15. LA IIIe INTERNATIONALE

BORKENAU, Franz, *The Communist International.* Faber and Faber, 1938. [Rapide].
— *European Communism.* London, Faber and Faber, 1953.
DEGRAS, Jane, *The Communist International, 1919-1943. Documents.* I : *1919-1922.* Oxford, U.P., London, 1956. XVI-463 p. ; II : *1923-1928.* Oxford U.P., London, 1960. XIV-584 p.
HERTING, Günter, *Bibliographie zur Geschichte der Kommunistichen Internationale (1919-1943).* Berlin, Institut für Marxismus-Leninismus bein Z.K. der S.E.D., 1960. 200 p. (ronéo.). [Seulement les doeuments « orthodoxes » en langue allemande].
LAZITCH, Branko, *Lénine et la IIIe Internationale.* Préfaee de R. Aron. Paris, 1950. [Livre de base pour les débuts de l'I.C.].

*Manifestes, thèses, résolutions du 1er Congrès de l'Internationale Communiste (mars 1919).* Publications de la IVe Internationale, décembre 1948.

NOLLAU, Gunther, *International Communism and World Revolution. History and Methods.* London, Hollis et Carter, 1961. 375 p.

YPSILON[1], *Stalintern.* Paris, La Table Ronde, 1958. 446 p. [Plus intéressant que son titre].

16. NAISSANCE DU *PARTI* COMMUNISTE FRANÇAIS

BASKAKOV, T. F., « Iulskie boi Francuskogo proletariata 1919 g. » (Les luttes du prolétariat français en Juillet 1919), *Učennuje zapiski Datnevosločnogo politechničeskogo Instituta.* Trudy Kafedriy Istorii KPSS, fasc. I, 1957, p. 95-139.

BOEV, Iu. A., « Iz istorii rabočego dviženija vo Franchi v period 1917-1920 » (De l'Histoire du mouvement ouvrier français dans la période 1917-1920), *Naucnye Zapinski Institula Istorii Akademii Nauk Ukrainskoy S.S.R.*, t. 10, Kiev, 1957, p. 234-259.

CEYRAT, Maurice, *La trahison permanente, Parti communiste et politique russe* (Préface de Spartacus). S.L.I.M., 1950. In-16, 167 p.

FERRAT, André, *Histoire du P.C.F.* Paris, Bureau d'éditions, 1931. In-8°, 260 p.

FRÉVILLE, Jean, *La nuit finit à Tours.* Paris, E.S., 1951. In-16, 160 p.

HUMBERT, Jean-Louis, *Les tendances à l'intérieur du Parti socialiste du lendemain de la scission aux élections de 1936.* D.E.S., Paris, 1958.

PAOLETTI, Xavier, *Le socialisme français dans la presse et le Congrès de Tours.* D.E.S. Paris, 1957.

WALTER, Gérard, *Histoire du Parti communiste français.* Paris, A. Somogy, 1948. In-16, 392 p.

ZYROMSKI, Jean, « La scission de Tours (1920). Réflexions et impressions de 1960 ». *Cahiers Internationaux*, septembre-octobre 1960, p. 37-58.

17. BIOGRAPHIES

(Nous avons pensé devoir relever dans un chapitre particulier l'ensemble des ouvrages biographiques concernant nos personnages. Pour les plus importants d'entre eux à qui ont déjà été consacrés — tels Jaurès, Lénine, Trotski, etc. — d'innombrables travaux, nous ne citons que les biographies les plus générales et les plus récentes. Nous avons, au surplus, signalé d'un astérisque les ouvrages qui peuvent être tenus aujourd'hui pour essentiels ou qui sont pourvus d'une bibliographie à jour).

ARMAND, Inessa (1875-1920).

*A la mémoire d'Inès Armand.* Moscou, 1926. 107 p. (KAMENEV, *La camarade Inès Armand ;* KROUPSKAÏA, N. K., *Inès Armand*).

FRÉVILLE, Jean, *Une grande figure de la révolution russe : Inessa Armand.* Paris, éd. Sociales, 1957. In-16, 191 p., portr.

BARBUSSE, Henri (1873-1935).

VIDAL, Annette, *H. Barbusse, soldat de la paix.* Préface de M. Cachin. Paris, E.F.R., 1953. In-16, 383 p.

*Europe*, numéro spécial (nov.-déc. 1955).

BARRÈS, Maurice (1862-1923)

HALÉVY, Daniel, *Bilan de Barrès* (avec Henri Clouard, Claude Roy, Guy Tosi, François Le Gris). Paris, éd. Sequana, 1943. In-16, 175 p.

MADAULE, Jacques, *Le nationalisme de Maurice Barrès.* Paris, 1942.

MASSIS, Henri, *Barrès et nous.* Paris, Plon, 1962.

1. De son vrai nom : Volk (*source : Humbert-Droz*, avril 1958).

BLUM, Léon (9 avr. 1892-30 mars 1950).

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LÉON BLUM, *Bulletin*, n° 1, juin 1952. Paris, In-16, 8 p.
AUDRY, Colette, *Léon Blum ou la politique du Juste.* Paris, Julliard, 198 p.
VICHNIAC, Marc, *Léon Blum.* Paris, Flammarion, 1937. In-16, VI-178 p.
* ZIEBURA, Gilbert, *Léon Blum. Theorie und Praxis einer sozialistichen Politik.* Walter de Gruyter, Berlin, 1963. I, 526 p.

BRIAND, Aristide (1862-1932).

*Société des Amis d'Aristide Briand.*
* SUAREZ, Georges, *Briand, sa vie, son œuvre, avec son journal et de nombreux documents inédits.* Paris, Plon, 1938-1941. 5 vol., in-8°, pl., portrait, facsim.

CACHIN, Marcel (1869-1958).

*Marcel Cachin vous parle.* Préface d'Étienne Fajon. Introduction de Jean Fréville. Paris, éd. Sociales, 1959. In-16, 224 p.

CAILLAUX, Joseph (1863-1944).

FLEURIEU, R. de, *J. Caillaux.*

CHARDON, Pierre (1892-1919).

(Anonyme), *Sa vie, son action, sa pensée.* Édité par Armand, Cité Saint-Joseph, Orléans, s.d. Paris, 1928. In-8°, 32 p.

CLEMENCEAU, Georges (1841-1929).

*Société des Amis de Georges Clemenceau* (Musée Clemenceau, 8, rue Franklin, Paris-XVIe).
ALDANOV, Mark Aleksandrovitch Landau dit, *Georges Clemenceau.* Berlin, éd. Slovo, 1928. In-16, 271 p.
LEBLOND, Maurice, *Georges Clemenceau, biographie critique suivie d'opinions et d'une bibliographie.* Paris, Sansot, 1906. In-8°, 56 p., portr.
SUAREZ Georges, *La vie orgueilleuse de Clemenceau.* Paris, Gallimard, 1930. In-4°, 429 p.
* WORMSER, Georges, *La République de Clemenceau.* Paris, P.U.F., 1961. In-8°.
ZÉVAÈS, Alexandre, *Clemenceau.* Paris, Julliard, 1949. In-16, 343 p.

DELESSALLE, Paul (1870-1948).

MAITRON, Jean, *Le syndicalisme révolutionnaire, Paul Delessalle.* Paris, Les Éditions Ouvrières, 1952. In-16, 176 p.

FRANCE, Anatole (1844-1924).

AVELINE, Claude, *Anatole France révolutionnaire.* Paris (s.d.). In-4°, 13 f. dactyl.
CORDAY, Michel, *Anatole France, d'après ses confidences et ses souvenirs.* Paris, Flammarion, 1927. In-12, 249 p.

GUESDE, Jules (1845-1922).

CACHIN, Marcel, « Jules Guesde », *La Pensée*, novembre 1945.
* COMPÈRE-MOREL, Adéodat, *Jules Guesde, le socialisme fait homme (1845-1922).* Paris, A. Quillet, 1937. In-8°, VIII-507 p.
MALEVAL, René, *Jules Guesde, l'orthodoxie marxiste de son œuvre.* Thèse Droit, Aix-en-Provence, 1953. 230 p.
ZÉVAÈS, Alexandre, *J. Guesde, 1845-1922.* Paris, M. Rivière, 1928. In-16, 211 p.

HERR, Lucien (1864-1926).

* ANDLER, Charles, *Vie de Lucien Herr.* Paris, éd. Rieder, 1932. In-8°, 338 p.

HERRIOT, Édouard (1872-1957).

* SOULIÉ, Michel, *La vie politique d'Édouard Herriot.* Préface de Jean Rostand. Paris, A. Colin, 1962. In-8°, 626 p.

JAURÈS, Jean (1859-1914).

*Bulletin de la Société d'Études Jaurésiennes.*

* GOLDBERG, Harvey, *The life of Jean Jaurès.* Madison, The University of Wisconsin, P. 1962. In-4°, 530 p.

LÉVY-BRUHL, Lucien, *Jean Jaurès. Esquisse biographique.* Nouvelle édition suivie de lettres inédites. Paris, Rieder, 1923. In-16.

RAPPOPORT, Charles, *Jean Jaurès, l'homme, le penseur, le socialiste.* Avec une préface d'Anatole France. Paris, Impr. l'Émancipatrice, 1915. In-8°, XI-435 p.

TÉTARD, Georges, *Essai sur Jean Jaurès.* Centre d'apprentissage, Colombes, 1959.

JOUHAUX, Léon (1879-1954).

* GEORGES, Bernard et TINTANT, Denise, *Léon Jouhaux. Cinquante ans de syndicalisme.* Paris, P.U.F., 1962.

KAUTSKY, Karl (1854-1938).

BLUMENBERG, Werner, *Karl Kautskys literarisches Werk. Ein bibliographische Übersicht.* S'Gravenhage, Mouton, 1960. 158 p.

LÉNINE, Vladimir Oulianov (1870-1924).

ALINE, *Lénine à Paris (souvenirs inédits).* Paris, Les Revues, 1929. In-16, 125 p.

BRUHAT, Jean, *Lénine.* Paris, Club du Livre, 1960. 382 p.

FRÉVILLE, Jean, *Lénine (1870-1924).* Introduction et choix par Jean Fréville. Genève, Paris, éd. des Trois Collines, 1947. In-16, 167 p.

GORKI, Maxime, « Lénine », *Revue Européenne*, nos 14 et 15.

GOURFINKEL, Nina, *Lénine.* Paris, éd. du Seuil, 1959. In-16, 192 p.

GUILBEAUX, Henri, *Le portrait authentique de W. I. Lénine.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1924. In-8°, 167 p., portr.

KERJENTSEV, Pierre, *Vie de Lénine.* Traduit du russe. Paris, E.S.I., 1937. In-8°, 275 p.

LANDAU-ALDANOV, M. A., *Lénine.* Paris, Povolotzky, 1920.

LEFEBVRE, Henri, *Pour connaître la pensée de Lénine.* Paris, Bordas, 1957.

LEVINE (Isaac don), *Lénine.* Traduit de l'anglais. Paris, Plon, 1924. In-16, 180 p.

MALAPARTE, *Lénine.* Paris, Grasset, 1938.

MIRSKY, D. S., *Lénine.* Traduit du russe. Paris, Gallimard, 1934. In-16, 223 p.

MOLOTOV, V., *Lénine et le Parti pendant la révolution.* Paris, Bureau d'éditions.

PIANZOLA, Maurice, *Lénine en Suisse.* Préface d'A. Bonnard. La Librairie Nouvelle, 1952. 228 p.

POSPELOV, P. N., etc., *V. I. Lénine. Biographie.* Moscou, 1960. 609 p.

SERGE, Victor, *Lénine*, 1917. Paris, Libr. du Travail, 1925. In-16, 72 p.

SHUB, David, *Lénine.* Traduit de l'américain. Paris, Gallimard, 1952. 375 p.

TROTSKY, Léon, *Lénine.* Paris, Libr. du Travail, 1925. 229 p.

VICHNIAC, Marc, *Lénine.* Paris, A. Colin, 1932. In-16, 268 p.

VLADIMIROV, J. M., *Lénine à Genève et à Paris* (en russe). Éd. de l'État d'Ukraine, 1924. In-16.

WALTER, Gérard, *Lénine.* Paris, Julliard, 1950. In-8°, 543 p.

WOLFE, Bertram D., *La jeunesse de Lénine.* Paris, Calmann-Lévy, 1951. In-16, 277 p.

— *Lénine et Trotsky.* Paris, Calmann-Lévy, 1951. In-16, 387 p.

— *Lénine, Staline et Trotsky.* Paris, Calmann-Lévy, 1951.

ZINOVIEV, Gregorii, *Notre Maître Lénine.* Paris, Libr. de l'Humanité, 1924. In-12, 72 p.

LUXEMBOURG, Rosa (1870-1919).

FOUCHÈRE, Berthe, *La vie héroïque de Rosa Luxembourg.* Cahiers mensuels Spartacus, n° 25, mars 1948.

Frölich, Paul, *Rosa Luxembourg, Gedanke und Tat.* Paris, éd. nouvelles internationales, 1939. In-8°, 302 p.

Oelssner, Fred, *Rosa Luxembourg, eine kritische biographische Skizze.* Berlin, Dietz, 1952. In-8°, 218 p.

Man, Henri de.

Philip, André, *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme.* Paris, Gamber, 1928. In-16, 109 p.

Roux, Marie Lætitia, *Le socialisme de M. H. de Man.* Thèse Droit, Paris, 1937. In-8°, 209 p.

Merrheim, Alphonse (1871-1922).

Dolléans, Édouard, *Alphonse Merrheim.* Avant-propos par Albert Guigui. Paris, Libr. syndicale, s.d. In-16, 48 p.

Millerand, Alexandre (1859-1943).

Persil, Raoul, *Alexandre Millerand, 1859-1943.* Paris, Société d'éditions françaises et internationales, 1949. In-16, 192 p.

Poincaré, Raymond (1860-1934).

Chastenet, Jacques, *Raymond Poincaré.* Paris, 1948. In-8°.

Maisme, Gabriel, *Raymond Poincaré, biographie critique... suivie d'opinions et d'une bibliographie.* Paris, E. Sansot (s.d.). In-16, 40 p.

* Miquel, Pierre, *Poincaré.* Paris, A. Fayard, 1961.

Reclus, Maurice, *Raymond Poincaré.* Paris, Savant, 1928. In-8°, 89 p.

Rolland, Romain (1868-1944).

*Association des Amis de Romain Rolland. Bulletin trimestriel,* n° 1, avril 1946.

Barrère, Jean-Bertrand, *Romain Rolland par lui-même.* Paris, éd. du Seuil, 1955. 191 p.

Collart, Y., *Romain Rolland et le mouvement socialiste contre la guerre.*

*Hommage à Romain Rolland.* Genève, éd. du Mont-Blanc, 1945.

* Kempf, Marcelle, *Romain Rolland et l'Allemagne.* Paris, 1962. In-8°, 304 p.

Robichez, Jacques, *Romain Rolland.* Paris, Hatier, 1961. 237 p.

Serge, Victor (1890-1947).

Armand, E., « Sur Victor Serge ». *L'Unique* (1952).

Leval, Gaston, *Le Libertaire,* novembre 1921.

Sorel, Georges (1847-1922).

Andreu, Pierre, *Notre maître, M. Sorel.* Préface de Daniel Halévy. Paris, Grasset, 1953. 338 p.

Delessalle, Paul, *Bibliographie sorélienne.* Leiden, E. Brill, 1939. Gr. in-8°, paginé 483-487.

Humphrey, Richard, *Georges Sorel. Prophet without honor. A study in Anti-Intellectualism.* Harvard U.P., Cambridge, Mass., 1951. 246 p.

* Goriély, Georges, *Le pluralisme dramatique de Georges Sorel.* Paris, M. Rivière, 1962. 242 p.

Pirou, Gaétan, *Georges Sorel, 1847-1922.* Poitiers, Impr. du Poitou, 1924. In-8°, 28 p.

Rossignol, F., *Pour connaître la pensée de Georges Sorel.* Paris, Bordas, 1948.

Thomas, Albert (1878-1932).

*Société des Amis d'Albert Thomas.*

*Albert Thomas vivant. Études, témoignages, souvenirs.* Publié par les soins de la Société des Amis d'Albert Thomas, Genève, 1957. 357 p.

PHELAN, E. Y., *A. Thomas et la création du B.I.T.* Paris, Grasset, 1939. In-16, 369 p.

* SCHAPER, B. W., *Albert Thomas, trente ans de réformisme social.* Paris, P.U.F., 1960. 381 p.

TROTSKI, Lev Davidovitch Bronstein, dit N. puis Léon (1879-1940).

* DEUTSCHER, Isaac, *The Prophet Armed : Trotski, 1879-1921.* London, G. Cumberledge, 1954. In-8°, XII-540 p. Trad. française : *Trotsky, le prophète armé.* T. I. Julliard, 1962. In-16, 693 p.

EASTMAN, Max, *La jeunesse de Trotsky.* Trad. par Madeleine Marx. Paris, Gallimard, 1929. In-16, 217 p.

ROSMER, Alfred, *Introduction et appendice* à TROTSKY, Léon, *Ma vie.* Paris, Gallimard, 1953. In-8°, 659 p.

VAILLANT, Édouard (1840-1915).

* DOMMANGET, Maurice, *Édouard Vaillant, un grand socialiste.* Paris, La Table Ronde, 1956. In-8°, 531 p., portr.

WILSON, Thomas Woodrow (1856-1924.

HALÉVY, Daniel, *Le Président Wilson.* Paris, Payot, 1918. In-16, 271 p.

# INDEX DES NOMS CITÉS*



* La définition dont chaque nom est suivi ne vise pas à l'exhaustivité. Il ne s'agit que d'aider le lecteur à situer le personnage en vue d'une identification rapide. La qualité mentionnée s'entend naturellement comme s'appliquant à l'époque des faits dont il est question dans le texte.

# INDEX DES NOMS D'AUTEURS CITÉS

# INDEX DES ORGANISATIONS CITÉES

# INDEX DES AUTEURS CITÉS DANS LA BIBLIOGRAPHIE

# TABLE DES FIGURES

# TABLE DES MATIÈRES

*Deuxième Partie*

L'ÉCHEC SYNDICALISTE D'UNE RÉVOLUTION TOTALE

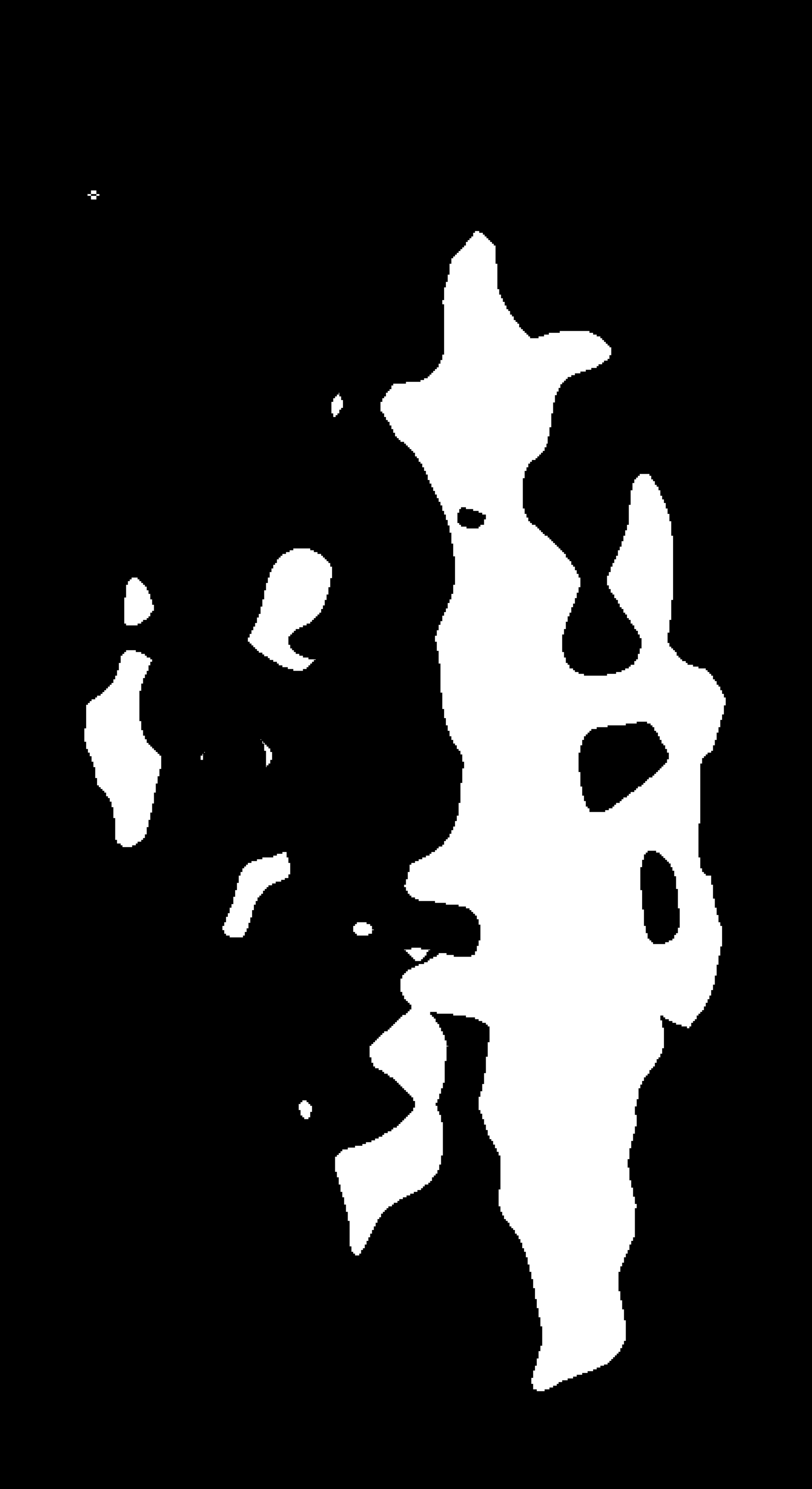


*Troisième Partie*

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS
A LA RENCONTRE DU BOLCHEVISME



IMPRIMERIE NATIONALE. N° 63 0645 0 67 018 2





# Date Due

| | | | |
|---|---|---|---|
| [illegible] | A | | |
| [illegible] | '70 | | |
| | | | |
| [illegible] | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |






| DATE | ISSUED TO |
|---|---|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |